TOM SEGEV

LE SEPTIÈME MILLION

Les israéliens et le génocide

Traduit de l'anglais et de l'hébreu

Par Eglal Errera

Traduit avec le concours du Centre national du livre.

Editions Liana Levi, pour la traduction Française.

Prologue: Le voyage de Ka-Tzetnik

Au début de l'année 1987, je téléphonais à l'écrivain Yehiel Di-Nour pour lui demander son avis sur le procès de John Demjanjuk, qui se déroulait alors à Jérusalem. Demjanjuk, un ukrainien extradé des usa vers Israël, comparaissait pour le meurtre de huit-cent-soixante-dix mille personnes, en grande majorité des juifs, dans le camp d'extermination de Treblinka. Vingt-huit ans plus tôt, Di-Nur avait été témoin à charge au procès d'Adolphe Eichmann, et voici que sa voix étouffée, brisée, me ramenait instantanément au témoignage des épreuves qu'il avait endurées à Auschwitz. Il était impossible de ne pas la reconnaître, celle d'un homme d'une autre planète, ni d'oublier les quelques phrases qu'il avait réussi à prononcer devant la cour.

J'ai été là-bas pendant deux ans environ. Là-bas, le temps était autre de ce qu'il est ici sur terre. Chaque fraction de seconde appartenait à un cycle de temps différent. Les habitants de cette planète ne portaient pas de noms. Ils n'avaient ni parents ni enfants. Ils ne s'habillaient pas comme nous nous habillons ici. Ils n'étaient pas nés là-bas et ils n'y donnaient pas naissance. Leur respiration même était rythmée par les lois d'une autre nature. Ils ne vivaient ni ne mouraient selon les lois de ce monde. Leurs noms étaient des numéros […] ils m'ont laissé, ils n'ont cessé de me laisser, laissé […] pendant près de deux ans ils m'ont laissé et encore laissé en arrière…je les vois, ils me regardent, je les vois[1]

Il parlait d'une voix caverneuse, avec l'intensité d'un prophète, qui frappa l'assistance, comme s'il lisait une page de son livre, rapporta Haïm Gouri qui couvrait le procès. Quelque chose dans sa voix et dans le ton qu'il employait, chargeait l'atmosphère d'une tension insoutenable. Le procureur et le juge essayèrent de le ramener dans le vif du sujet. Di-Nur s'évanouit et s'effondra par terre presque théâtralement. Tout Israël retint son souffle. Ce fut le moment le plus dramatique du procès, l'un des moments les plus dramatiques de l'histoire du pays. La radio et la télévision l'ont depuis lors, fréquemment rediffusé.

Au moment de l'audience, Di-Nur avait quarante-cinq ans. Né Yehiel Freiner, il avait grandi dans la ferme de son grand-père en Pologne et avait étudié à la yeshiva Chochmei Lublin; il fut musicien, écrivain et poète. Très jeune, il était un élève de yeshiva, quand il vint pour la première fois au journal, raconta le rédacteur d'un journal yiddish publié en Pologne avant la guerre. Il avait apporté un tas de manuscrits. Pour une raison quelconque, ce jeune homme aux longues papillotes et aux yeux rêveurs retint mon attention. Ce soir-là, je me mis à lire une nouvelle qu'il avait écrite, ainsi que l'un de ses poèmes. Son intelligence et son talent m'enchantèrent. Ses écrits furent publiés pour la première fois dans mon journal.

Après Auschwitz, Di-Nur fit tout ce qu'il put pour ensevelir dans l'oubli ses premiers travaux, allant jusqu'à les retirer des bibliothèques. Il abandonna aussi son nom de naissance. Auschwitz, qui lui ravit sa famille, lui prit également son identité, ne lui laissant que celle de prisonnier. Il commença à écrire sur le génocide peu après sa libération alors qu'il reprenait des forces dans un camp de l'armée britannique, près de Naples. La fin était proche, sentait-il; peut-être n'allait-il pas pouvoir terminer son travail. Mais il avait fait serment aux morts de porter leurs voix, de rendre compte de leur histoire.

Quelque quarante ans plus tard, dans les années quatre-vingt, il se souvenait: Je me suis assis pour écrire, et pendant deux semaines et demie je ne me suis quasiment pas levé. Je confiais ensuite le manuscrit à un soldat afin qu'il le fasse parvenir en Palestine. Sur la première page, le soldat lut le titre, *Salamandra*, et murmura: Vous avez oublié le nom de l'auteur. Je hurlai: Le nom de l'auteur ? Ceux qui sont partis dans les fours crématoires ont écrit ce livre ! Inscris leur nom: Ka-Tzetnik.

Ce nom vient du sigle allemand KZ. (Ka-Tzet) pour konzentrations-lager, camp de concentration. Les déportés étaient désignés comme des Ka-Tzetniks, et portaient chacun un numéro; Di-Nur était le Ka-Tzetnik numéro 135633 et c'est ainsi qu'il signa ses travaux. Il changea aussi de nom, comme le firent un grand nombre d'israéliens, et prit celui de Di-Nur, *qui vient du feu*.

Salamabdra fut l'un des premiers livres sur le génocide publiés en Israël. Plus tard, Ka-Tzetnik publia également *La* maison des filles, Piepel**,** et Phénix sur la Galilée**.** L'ensemble constitue un unique roman autobiographique– chronique d'une famille juive au XX^{e} siècle. Comme dans ses autres livres, il y retrace la vie quoti- dienne à Auschwitz et fait la description d'actes sadiques dans leurs détails les plus horribles, y compris les abus sexuels sur de jeunes filles et garçons.

En proie à une grande agitation, je composai son numéro de téléphone. J'étais encore très jeune lorsque je lu Piepel pour la première fois. Depuis lors, aucun écrit sur le génocide ne m'a autant bouleversé. En relisant ce livre, j'y ai trouvé une part non négligeable de kitsch et d'obscénité, mais j'appartiens à une génération d'israéliens dont la représentation du génocide s'est formée à travers ce qu'ils ont lu, lorsqu'ils étaient adolescents, dans les livres de Ka-Tzetnik. Seul un petit nombre d'entre nous savaient qui était cet auteur. Lors du procès Eichemann, on demanda pour la première fois à Di-Nur d'admettre qu'il était bien Ka-Tzetnik. C'est pour cette raison qu'il s'était évanoui, me dit-il. Durant les vingt-six années écoulées depuis lors, il fit ce qui était en son pouvoir pour balayer tout lien entre Ka-Tzetnik et Di-Nur. Ses livres furent traduits dans de nombreuses langues, mais il avait interdit aux éditeurs de publier sa photo. De partout, des lecteurs lui écrivirent, mais il rejeta toutes les demandes d'entretien et il ne prenait jamais la parole en public.

Pourtant, la renommée ne put lui être évitée. Tous les deux ans, un prix littéraire portant le nom de Ka-Tzetnik, était décernée par le président de l'État d'Israël. Ce prix fut créé par un homme dont le fils, toxicomane, renonça à la drogue après avoir lu les livres de Ka-Tzetnik; le père reconnaissant, fonda ce prix pour récompenser des ouvrages sur le génocide. Mais Ka-Tzetnik n'assistait pas aux cérémonies de remise du prix. Une fois, il fut sur le point de s'y rendre, mais il changea d'avis et retourna chez lui. Il ne se décidait pas à se montrer en public, car il craignait que sa présence chez le président ne fût interprétée comme un désir de publicité. Alors que je cherchais un taxi pour Jérusalem, écrivit-il au président, je m'arrêtai et retournai chez moi le cœur lourd, car j'avais peur qu'ils en viennent à parler de Ka-Tzetnik et qu'ils me voient: comment pourrai-je regarder dans les yeux ceux qui m'ont laissé à Auschwitz, et dont le regard fixe ne m'a jamais quitté ?

À l'époque où je lui téléphonai, il avait soixante-dix ans. Il me répéta ce qu'il avait déjà dit à d'autres journalistes qui l'avaient appelé : il ne suivait pas l'affaire Demjamjuk et il n'avait pas la force de revivre le procès Eichmann. Quelques mois plus tard, j'appris que Di-Nur avait écrit un nouveau livre, au sujet d'un traitement radical qu'il avait suivi au Pays-Bas ; je l'appelai alors de nouveau pour solliciter un entretien. Di-Nur hésita. Au cours des semaines suivantes, nous fîmes connaissance par téléphone, lors de longues et étranges conversations. Parfois c'était lui qui appelait-une ou deux fois tard dans la nuit. Il parlait du tréfonds de la tempête de son âme, avec de longs monologues, dont je ne comprenais pas totalement certains passages, tandis que d'autres me terrifiaient- souvenirs d'atrocités d'Auschwitz mêlés de visions mystiques et apocalyptiques. Parfois il m'appelait et restait silencieux. Un jour, il m'annonça brutalement qu'il avait décidé de me montrer le manuscrit de son nouveau livre.

Le lendemain, je me rendis à son appartement de Tel Aviv, puis nous nous rencontrâmes à nouveau une semaine plus tard. Lors de ces rendez-vous, je ne l'interviewais pas. Je suis incapable de répondre à des questions, disait-il, et le manuscrit qu'il me montra expliqua:'' C'est un traumatisme qui prend naissance dans la chambre de torture de la gestapo, à Katowicz. Il fut torturé lors d'un interrogatoire au sujet d'une cachette d'armes découverte dans le ghetto. Il me raconta aussi comment il fut convoqué dans le bureau du commandant de la Gestapo de la ville, Alfred Dreyer. L'une de ses connaissances réussit à lui procurer un passeport du Honduras qu'on lui fit parvenir par le canal officiel de l'ambassade de Suisse à Berlin et des quartiers généraux de la Gestapo à Katowicz. Dreyer ne savait pas trop quoi faire de cet homme, de ce juif du ghetto devenu soudain citoyen d'un pays étranger. Pendant qu'il réfléchissait, un officier supérieur entra. Il regarda les papiers d'identités et, sans un mot, les mit en pièces. À cet instant, alors que les bouts de papiers volaient lentement dans la poubelle, il eut le sentiment de perdre son passeport pour la vie. Plus tard, me dit-il, il apprit que cet officier supérieur n'était autre qu'Adolph Eichmann. Quand il lui face au tribunal de Jérusalem, il essaya de le regarder dans les yeux- mais il s'évanouit avant de réussir à attirer son attention.

J'essayai de ne pas poser de questions. J'écoutai. Parfois ses souvenirs étaient si douloureux que des larmes coulaient le long de ses joues; j'avais peur qu'il ne s'évanouisse à nouveau. Par moments, c'était un hôte délicieux. Il souriait, mais un instant plus tard il était de retour à Auschwitz, perdu dans un silence angoissé. Puis soudain, il revenait près de moi, dans son salon de Tel Aviv et se mettait à plaisanter: de rapides envolées d'une planète à l'autre. C'était absurde. Il me demanda instamment de ne pas révéler son identité, sinon il se flétrirait comme une pellicule photographique exposée à la lumière du soleil. Puis, tout d'un coup, il accepta, pour la première fois, de poser pour un photographe.

Le manuscrit qu'il me remit était stupéfiant il lançait un message humaniste et un sévère avertissement. C'était le kaléidoscope des visions qu'il avait eues dix ans plus tôt, quand il avait été traité par Jan Bastiaans, le médecin qui dirigeait le centre pour les

blessés de Leyden, aux Pays-Bas. Bastiaans s'était spécialisé dans le traitement des malades affectés de ce qu'il appelait le syndrome du camp de concentration (ou K-Z.), un phénomène post-traumatique connu sous une forme ou une autre depuis la première guerre mondiale, mais qui était apparue sous une forme plus grave chez les survivants des camps de concentrations nazis. Pour eux, m'expliqua le professeur, la réadaptation à une vie normale, à supposer qu'elle soit possible, pouvait bien prendre quelque trente à quarante années, et requérait toujours un grand effort physique et psychologique. Bastiaans se rendit compte que les survivants qui semblaient s'être bien adaptés s'appuyaient, en réalité, sur de solides mécanismes de défense affectifs. C'est pour cela qu'un grand nombre d'entre eux étaient devenus extrêmement introvertis, comme s'ils vivaient dans un camp de concentration intérieur. Les barrières de ce camp les protégeaient; ils avaient peur d'en ouvrir les portes, et, ainsi, ils continuaient d'endurer leurs souffrances, seuls et sans répit. Leurs parents, leurs amis et même les médecins étaient enclins à penser qu'ils s'étaient remis de leurs épreuves et que leur vie quotidienne normale était bien ce qu'elle semblait être: une fiction qui convenait à tout le monde, parfois au survivant lui-même.

Il fallut un certain temps avant que le monde médical comprenne que les survivants des camps vivaient sur des réserves affectives souvent trop maigres pour pouvoir suffire pendant leur vie entière. Des années après le génocide, il arrivait que leur force cède, qu'ils tombent brusquement malades, physiquement ou mentalement, ou bien qu'ils se suicident. Le traitement de Bastiaans avait pour but de prévenir cette ultime défaillance.

Au début des années 60, Bastiaans avait commencé à traiter ses patients avec du LSD. Lors d'une conférence à Jérusalem, il avoua qu'il n'avait que graduellement découvert la bonne façon d'utiliser cette drogue. Elle ne pouvait être administrée qu'à des personnes relativement solides, sinon le traitement pouvait les détruire. À l'encontre d'autres drogues qui assoupissent les patients et embrument leurs sensations, le LSD aiguise la conscience, ramène les terreurs du passé et force les patients à les vivre à nouveau. Lors d'une transe provoquée par la drogue, les patients parlent, ils sont enregistrés, et parfois filmés. Ensuite, les enregistrements sont analysés. En général, cinq ou six transes sont nécessaires avant que les patients puissent apprendre à vivre avec leurs traumatismes. Ce traitement prête à controverse- médicalement, moralement et politiquement et légalement; Bastiaans n'obtint l'autorisation de poursuivre ses travaux qu'après que plusieurs survivants néerlandais du génocide eurent envoyé une pétition à leur reine.

Lorsqu'on lui parla du traitement de Bastiaans, Di-Nur refusa tout d'abord d'aller à Leyde. Sa femme essaya de l'en persuader. Je comprenais totalement son enthousiasme, écrit-il. Toute cette douleur que l'empathie lui avait causée, l'angoisse qu'elle avait gardée en elle pendant tant d'années se transformait en euphorie à la perspective de mon sauvetage. Je la pris dans mes bras, sans savoir comment lui expliquer que le professeur Bastiaans ne pouvait sans doute pas m'aider. Le professeur Bastiaans n'avait jamais été à Auschwitz. Et même ceux qui y vécurent ne connaissaient pas Auschwitz. Pas même quelqu'un qui y avait vécu pendant deux longues années, comme moi.'' Mais sa femme tenta de le convaincre.

Ils s'étaient rencontrés en 1947, après la publication de *Salamandra*. Nina Asherman, fille d'une sommité médicale, était encore très jeune lorsqu'elle lut ce livre pour la première fois. Il fit sur elle une forte impression et elle décida de rechercher l'auteur qui se cachait sous le pseudonyme. Quant à lui, il était arrivé récemment à Tel Aviv où il vivait dans un sous-sol obscur, mais il passait la plupart de ses journées, et beaucoup de ses nuits, sur un banc de l'avenue Rothschild. Elle finit par le trouver et en tomba amoureuse. Elle se sentit investie d'une mission, chose fort rare dans le pays à cette époque-là: les membres de sa générations avaient tendance à éviter les survivants du génocide, allant même jusqu'à les ignorer.

La poétesse Nina Élia (Nike) Di-Nur traversa des années difficiles avec son mari. Je n'oublierai jamais la façon dont elle a souffert en silence pendant mes cauchemars, cachant ce qu'elle-même ressentait, écrivit-il. Mes cris étranglés me réveillaient, fiévreux et ruisselant. Nike, à mes côtés séchait mon horrible sueur avec une serviette ses yeux débordaient de frayeur muette et de compassion. Elle écrivit: Et pourtant tu n'as pas voulu me dire ton nom. Leurs enfants souffraient, eux aussi; leur fille Daniela, m'a dit: Une année, le jour de la commémoration du génocide, on a montré à la télévision le film de son évanouissement pendant le procès Eichmann. Je suis devenue la fille de l'homme évanoui. Et les camarades de classe de ma propre fille lui dirent: Ton grand-père s'est évanouit, comme si cela s'était passé hier.

Finalement, il accepta de partir. Dans son manuscrit, il décrivit les cinq traitements qui lui furent administrés à Leyde. Il s'étendit, tout nu, recouvert d'un drap. Bastiaans s'asseyait près de lui, le réconfortait, puis lui injectait du LSD. Di-Nur entrait dans des transes durant lesquelles il parlait en anglais, parfois en hébreu. Dans ses visions, il vit un camarade de son baraquement battu à mort. Il vit un autre ami qui était resté en vie uniquement parce que, dans sa misère, il avait servi de bouffon aux SS. Il avait vécu jusqu'à ce qu'on recouvre son visage de confiture et que l'on demande aux prisonniers affamés de le lécher. Une centaine de prisonniers chargèrent l'homme et, en quelques secondes, ils se transformèrent en une seule masse de mains, de pieds et de bouches, se léchant et se mordant les uns et les autres. Les allemands hurlaient de rire. Sur le sol s'étalait un corps ensanglanté, mangé, comme s'il avait été rongé par une souris. Il vit un SS assassiner un garçon qui avait été victime de ses perversions sexuelles. Le soldat fit griller le corps du garçon et ingurgita le corps morceau par morceau. Di-Nur vit sa sœur Daniela dans le camp des prostituées, il vit sa mère, debout, nue dans la file d'attente pour le crématoire, avec toutes les autres, et il les vit partir en fumée. Il se vit lui-même à la sélection du Dr. Mengele, lorsque le médecin nazi remuait à peine son doigt pour désigner celui qui vivrait et celui qui mourrait. Il eut des visions psychédéliques qui lui rappelaient les tableaux de Dali. Il vit des anges et des démons. Il vit

aussi un champignon atomique, le roi du monde. Il était torturé par ses cauchemars et ses visions, par l'énigme de son identité: qui était Ka-Tzetnik et qui était Di-Nur ?

Son passé continuait à le poursuivre, même après que l'effet de la drogue eut disparu. Deux jours avant sa deuxième séance, il se rendit à la plage. Il se sentait comme un condamné allant à son exécution. La saison touristique battait son plein. La plupart des touristes venaient d'Allemagne de l'Ouest. Je remarquai un groupe de jeunes touristes allemands heureux, leurs poitrines et leurs bras étaient bizarrement tatoués, écrivit-il.

Amusés et fascinés, ils fixaient le simple numéro sur mon avant-bras. Pour eux, un simple numéro était une nouveauté et ils semblaient stupéfaits, essayant d'imaginer ce qu'il signifiait. Finalement, l'un d'eux s'approcha de moi. Le sang martelait mes veines. Pour la première fois, j'exposai le chiffre de mon bras. Au cours des trente années passées, depuis qu'on l'avait gravé dans ma chair, j'avais pris grand soin d'empêcher les étrangers de le voir. Il n'y eut pas de chemises à manches courtes dans mon placard pendant trente ans. Je n'avais jamais pu apprendre à vivre avec ces chiffres marqués au fer dans ma chair et dans mon âme. Aujourd'hui encore, je ne connais pas ce numéro par cœur, il faut que je regarde mon bras. À cause de ce traumatisme, mon cerveau ne parvient pas à retenir les chiffres.

Sur cette plage de Noordwijk, j'ai finalement exposé le numéro au soleil. Peut-être ai-je pu le faire parce que personne ne me connaissait. Ce n'était pas Israël, où chaque lycéen connaissait la signification d'un simple numéro bleu sur le bras d'une personne, et sait d'où elle vient. Je sais que je n'ai pas caché ce numéro par honte ou par culpabilité. Pas du tout. Alors pourquoi ? Seuls Satan et Auschwitz le savent. Et là, à Noordwijk, où mon esprit se préparait à se libérer de la malédiction de ma vie, il y avait justement un allemand, planté devant moi, qui regardait fixement le numéro sur mon bras et marmonnait. Je ne l'entendais pas et ne voyais rien autour de moi. À tout instant quelque chose d'horrible pouvait arriver, je le savais. Un animal fou se réveiller en moi prêt à plonger ses crocs dans la gorge de cette créature campée devant moi. Je me levai d'un bond, hurlant des malédictions, et je me mis à courir.

Je revois encore le visage souriant de ce jeune allemand qui avait trouvé le tatouage sur mon bras, tellement simple et donc tellement singulier. Je me demande si les générations futures ne retiendront de l'époque qui fut la mienne dans l'histoire allemande qu'un simple et singulier tatouage.

Au cours de l'une de ses dernières transes, il se vit en uniforme SS. Il portait un chapeau avec un insigne représentant un crâne, et il sut alors la plus terrible des horreurs; il avait eu, en tant qu'être humain, sa part de culpabilité. Apparemment, la principale vérité qu'il apprit à Leyde fut celle-ci: le SS qui l'avait envoyé dans la fournaise aurait pu être Di-Nur, et Di-Nur aurait pu être ce SS. Alors, il s'adressa à Dieu: O Seigneur, Seigneur miséricordieux et compatissant, suis-je celui, celui-là qui a créé Auschwitz ?

Un jour il comprit que son travail avec Bastiaans était terminé. Il avait réunis ka-Tzetnik et Di-Nur: le traitement à Leyde lui avait fait prendre conscience que Ka-Tzetnik était Di-Nur et que Di-Nur était Ka-Tzetnik; une seule et même personne. Auschwitz ne se trouvait pas sur une planète mais dans ce monde ci; c'était l'œuvre de l'homme. Il laissa l'autre planète à Leyde. Auschwitz l'infernale, la sombre, était un cauchemar appartenant à son passé. Il fut capable de dormir: les souvenirs ne le hantaient plus la nuit. Pourtant, les visions tourmentées se poursuivaient pendant la journée. Ce n'était plus le passé qui le torturait, mais l'avenir: sa peur d'un génocide nucléaire. Partout où l'humanité se trouve, se trouve Auschwitz, écrivit-il, car ce n'est pas Satan qui a fait Auschwitz, mais vous et moi, et ce n'est pas Satan qui a créé le champignon (nucléaire), mais bien vous et moi. L'homme! Comme le roi Saül à Endor, écrivit-il, il était allé voir Bastiaans pour demander une explication sur l'Auschwitz de la nuit. Où pourrait-il aller demander une explication sur l'Auschwitz de la journée ?

Dix années étaient passées avant qu'il ne puisse écrire l'histoire de Leyde, et il l'écrivit en deux semaines et demie, comme il l'avait fait pour *Salamandra***,** son premier livre de témoignages. Quand il me montra le manuscrit, il était encore indécis. Peut-être allait-il le classer, me dit-il, parce que, après tout, qui donc l'avait désigné pour être prophète dans ce monde ? Peut-être vaudrait-il mieux y mettre le feu. Il avait brûlé *la maison des filles* par deux fois avant de le publier. Finalement, il décida de publier *Shivitti*. Quand le livre parut, Ka-Tzetnik fit quelque chose qui aurait paru inimaginable auparavant, il donna son accord pour un long entretien à la télévision.

À l'instar de l'histoire de Ka-Tzetnik, l'histoire de la confrontation douloureuse d'Israël avec le génocide est une histoire d'identité incertaine. La vision que les Israéliens ont développée du génocide a modelé l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes; et leur conscience de soi, constamment changeante, a quelque peu altéré leur vision du génocide et leur compréhension de sa signification. Comme l'histoire emblématique de Ka-Tzetnik, celle-ci porte en elle le grand drame humain de l'oubli, de la prise de conscience, de l'angoissant héritage du passé.

Le Septième Million raconte une longue histoire. Elle débute avec la réponse sioniste à la montée du nazisme et à l'arrivée des premiers réfugiés allemands; elle décrit la réaction dénuée de passion de la communauté juive de Palestine face à la destruction des juifs européens, ainsi que les premières rencontres douloureuses et sans compréhension, entre cette communauté et les survivants.

Après la guerre, un grand silence enveloppe l'extermination des juifs. Plus tard, des conflits moraux et politiques, dont le déchirant débat sur les relations avec l'Allemagne, qui, lentement, amène les Israéliens à appréhender la significtion profonde du génocide. Le procès d'Adolphe Eichmann aura une fonction thérapeutique, amorçant un processus d'iden tification avec la tragédie des victimes et des survivants. Ce processus perdure jusqu'à ce jour.

À l'exception de la création de l'État, les décisions déterminantes de l'histoire israélienne, l'immigration de masse des années 50, la guerre des six jours, le projet nucléaire d'Israël, ont toutes été élaborées à l'ombre du génocide. Au cours des années, certains en ont dénaturé l'héritage en l'érigeant en culte du souvenir, de la mort et du kitsch. D'autres l'ont utilisé, manipulé, en ont fait commerce, l'ont vulgarisé et politisé. À mesure que le génocide s'éloigne dans le temps, et entre dans le royaume de l'histoire, ses leçons se placent au centre de combats acharnés à teneur politique, idéologique et morale.

Le Septième Million traite de la manière dont les amères vicissitudes du passé continuent de modeler la vie d'une nation. Si le génocide a imposé une identité collective posthume à six millions de victimes, il a aussi façonné l'identité collective de ce nouveau pays. Non seulement pour les survivants arrivés après la guerre, mais pour l'ensemble des israéliens, aujourd'hui comme hier. C'est pour cela que je les ai intitulés: *le septième million*.

HITLER: LES YEKKES ARRIVENT

Les rues sont pavées d'argent

Rue des prophètes, dans la ville basse de Jérusalem, se trouvait, dans les années 30, une petite maison romantique en pierres, ombragée de pins. C'était le consulat allemand, ouvert à la fin du siècle précédent. Un des premiers jours du printemps 1933, peu après que les nazis se furent emparés du pouvoir, un employé monta sur le toit et hissa un drapeau rouge arborant une croix gammée noire, sur un cercle blanc. Des militants sionistes, membres du gouvernement de jeunesse de droite, le Betar, réussirent à voler l'insultant drapeau. Mais à chaque fois que ce geste se répétait les allemands en dressaient un autre à sa place, et la croix gammée voltigea, là-bas, au cœur de Jérusalem, pendant six des douze années de l'existence du Troisième Reich, jusqu'à ce que le consulat fût fermé, au déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale.[1]

La Palestine était alors gouvernée par les britanniques. Aussi longtemps que l'Allemagne nazie et la Grande- Bretagne entretinrent des relations diplomatiques, les consulats allemands (il en existait un second à Jaffa) étaient autorisés à fonctionner en Palestine. Comme les autres délégations à Jérusalem, le consulat allemand ne se contentait pas de régler les affaires consulaires de routine, il servait aussi d'ambassade nazie. Il défendait les intérêts allemands et maintenait un contact étroit et régulier avec les instances politiques arabes et juives tout à la fois.

Le mandat de la Société des nations, sous l'autorité duquel les anglais gouvernaient, permit la création d'une Agence juive pour conseiller les autorités du mandat et coopérer avec elles sur les affaires pouvant rendre effectif l'établissement d'un foyer national juif. L'organisation sioniste (plus tard Organisation sioniste mondiale), la Fédération internationale des groupes sionistes fondée par Theodore Herzl au tour nant du siècle, et plus tard dirigée par Chaïm Weizman, fut alors appelée à tenir ce rôle. Dans les années 30, l'agence juive faisait virtuellement office de gouvernement de l'État juif en formation.

Une grande variété de partis politiques, se livraient à une guerre d'influence au sein de l'Agence et d'autres organisations. Le Mapai (parti travailliste) – la coalition des deux partis sionistes (socialiste et travailliste) les plus importants, forgée par David Ben Gourion, dominait presque partout, surtout après que celui-ci devint président de de l'exécutif de l'Agence juive en 1935. L'union des sionistes révisionnistes de Zeev Jabotinski constituait le principal parti d'opposition. La contestation des révisionnistes était alors si forte qu'ils firent scission d'avec l'Organisation sioniste et l'ensemble des autres instances gouvernantes au moins une fois au cours des années tumultueuses écoulées entre leur fondation, en 1925, et l'établissement de l'État d'Israël en 1948. Eux aussi œuvraient pour la reconnaissance des droits nationaux des juifs en Palestine, mais ils s'opposaient à la sacro-sainte loi de la politique officielle sioniste qui manquait, à leurs yeux, de ténacité et de fermeté; ils rejetaient la morale socialiste qui prévalait alors, et soutenaient que l'investissement privé restait le moyen le plus rapide pour attirer un grand nombre de juifs en Palestine afin de peupler l'État maximal, celui-ci, insistaient les révisionnistes, devait occuper les deux rives du Jourdain. Le Betar, dont les membres avaient subrepticement arraché l'insultant drapeau nazi à Jérusalem, était le mouvement de jeunesse révisionniste.

Cependant, ces manifestations mises à part, les relations entre l'Allemagne nazie et la Palestine continu aient normalement au cours des années d'avant-guerre. Des communications postales, téléphoniques et financières fonctionnaient toujours; de nombreux juifs allemands qui avaient été licenciés continuaient à recevoir en Palestine leur allocation mensuelle de sécurité sociale. La Palestine exportait vers l'Allemagne, et l'Allemagne vers Israël. On effectuait des allers et retours par bateau et, occasionnellement, par avion. Certains venaient d'Allemagne pour se rendre compte des conditions de vie en Palestine avant de s'y installer. D'autres venaient pour affaires, d'autres encore pour les vacances et pour y faire du tourisme. Les officiels

gouvernementaux allemands s'y rendaient, eux aussi, en visite; Frick, le ministre de l'intérieur d'Hitler passa sa lune de miel à Jérusalem.

*

Les lecteurs de la très vivante presse hébraïque en Palestine étaient parfaitement informés de la montée du nazisme; les informations étaient principalement fondées sur les comptes rendus des services internationaux des télégraphes mais aussi, parfois sur le travail d'envoyés spéciaux. Au cours des mois qui avaient précédés la révolution politique en Allemagne, des récits en provenance de Berlin faisaient, presque tous les jours, la une des journaux sionistes. Les comptes rendus des évènements qui avaient amenés la prise de pouvoir par Hitler n'étaient pas précis dans tous les détails, mais l'image générale qu'ils en donnaient était tout à fait correcte.

Le 31 Janvier 1933, le lendemain de l'accession d'Hitler à la chancellerie, le quotidien libéral indépendant *Haaretz* dénonça cet évènement historique, immensément négatif[2]. Dix jours plus tard, il titrait: *Jours noirs en Allemagne*[3]. Le journal suivait de près l'horreur antisémite qui s'y manifestait alors, mais, pendant ces premières semaines, à l'instar de la presse britannique, il s'attachait généralement à rassurer ses lecteurs: *On peut supposer que l'hitlérisme renoncera aujourd'hui à ses méthodes terroristes: gouverner rend responsable*[4]. Le journal de droite *Doar Hayom* acquiesçait: Il ne fait aucun doute que le chancelier Hitler sera différent d'Hitler des ralliements publics[5]. Mais dès le début, *Davar*, quotidien de gauche publié par la *Histadrout* (fédération travailliste) se montrait plus pessimiste: Jour amer et maudit celui où le vandale prit le pouvoir, écrivit le journal le lendemain du changement de gouvernement en Allemagne. Il décrivit Hitler comme un homme haineux et démagogue, dont le but était d'arracher les juifs et leurs racines avec [6].

Bien que la presse ait vu dans le nazisme un nouveau chapitre de la longue histoire de l'antisémitisme qui s'étendait du Moyen-Âge au régime tsariste en Russie, elle accepta difficilement sa dernière incarnation. Plusieurs semaines après l'accession d'Hitler à la chancellerie, un écrivain compara l'Allemagne nazie au monde primitif du *Livre de la Jungle* de Kipling; alors qu'un autre écrivain qualifia le nazisme *d'exemple évident de psychose de masse*, suggérant que seul un psychiatre pouvait l'expliquer [7].

À ce premier stade, les grandes lignes du débat qui allait tourmenter Israël étaient déjà clairement discernables: Quelle attitude fallait-il adopter envers le peuple allemand ? Les différentes prises de positions traversaient l'ensemble de l'échiquier politique: *Hapoel Hatsaïr*, l'hebdomadaire du parti travailliste du centre gauche (Mapai), déclarait: " Nôtre combat contre cet ennemi méprisable et fou est une guerre contre un régime spécifique… non contre le peuple allemand[8]. La droite ne faisait pas de distinction: Dix-sept millions de personnes– le nombre des électeurs d'Hitler– constituent plus qu'un parti mineur", écrivait le dirigeant révisionniste Jabotinski, condamnant l'ensemble de la nation allemande[9]. Il y avait enfin la voie médiane: Le fait que la majorité des allemands soutenaient Hitler, pensait *Haaretz*, montrait qu'un chauvinisme national, une étroitesse d'esprit, stupide et fruste, étaient enracinées dans le peuple allemand, plus profondément que dans toute autre nation, néanmoins tous les Hitler du monde ne peuvent effacer de l'histoire allemande, les noms de Kant, Goethe ou Schiller. À ce propos, le journal forgera l'expression *l'autre Allemagne* et *l'Allemagne différente,* des termes lourdement chargés de sens qui seraient plus largement utilisés dans la politique israélienne[10].

Cependant, plus que toute autre chose, la montée du nazisme était perçue comme la confirmation du pronostique historique avancé par l'idéologie sioniste. *Hapoel Hatsaïr* décrivait la persécution des juifs par les nazis comme une punition à ceux qui avaient tenté de s'intégré dans la société allemande au lieu de partir pour la Palestine quand cela était encore possible. Maintenant, ils devraient s'en aller dans la panique, comme une souris en fuite, déclara le journal[11]. Le journal révisionniste *Hazit Haam* utilisa un langage plus dur: Les juifs d'Allemagne ne sont pas aujourd'hui persécutés en dépit de leurs efforts pour appartenir à leur pays, mais à cause de ces efforts[12]. Le génocide deviendrait plus tard le premier argument à l'appui de l'idée de la fondation de l'État d'Israël et de ses guerres de survie.

Les dirigeants du yishouv – la communauté juive en Palestine – et les chefs des partis politiques suivaient de près la crise allemande; et il semble qu'ils en aient saisi la signification très tôt. Les plans anti-juifs d'Hitler font intrinsèquement partie de son idéologie, et il pourrait bien tenter de les mettre à exécution, déclara Jabotinski au début de l'année 1933, et, deux années plus tard, il écrivait: La politique du Troisième Reich à l'égard des juifs appelle à une guerre d'extermination. Elle a été conduite d'une façon qui dépasse les frontières de l'humain.[13] En 1934, après avoir lu le *Mein Kampf* d'Hitler, David Ben Gourion déclarait: La politique d'Hitler met en danger le peuple juif tout entier[14.]

Chacun se demandait dans quelle mesure la persécution des juifs en Allemagne, affecterait la vie en Palestine. Les journaux prédisaient: *Perte et ruine au-delà de l'irréparable*, et faisaient la description de la danse de la mort qui eut lieu à Berlin. Néanmoins, ils espéraient que cette heure de peine et d'angoisse, ouvrirait des perspectives historiques sans précédent– et précisément, une immigration en Palestine.[15] Ben Gourion souhaitait que la victoire nazie puisse devenir une force fertile pour le sionisme.[16] Voici une occasion de bâtir et de prospérer comme nous ne l'avons jamais fait et jamais ne le ferons. [17]

*

Quelques mois après l'accession d'Hitler au pouvoir, un important dirigeant sioniste effectua un voyage à Berlin et saisit cette occasion pour négocier avec les nazis l'émigration des juifs allemands et le transfert de leurs biens en Palestine. L'économiste et juriste Arthur Ruppin naquit en Prusse, mais il avait vécu en Palestine pendant vingt-cinq ans. Fondateur de Tel Aviv, il était devenu, à l'âge de cinquante-sept ans, une figure centrale du sionisme. Au moment où il retourna à Berlin, en cet été 1933, des milliers de juifs allemands avaient été déjà renvoyés de leur travail– fonctionnaires, médecins, avocats, juges. Des bandes de SA, les troupes d'assaut du parti nazi, patrouillaient devant les portes des magasins juifs pour dissuader les clients; de temps à autre, ils attaquaient des juifs dans la rue ou bien ils allumaient des feux de joie pour brûler les livres d'auteurs juifs. Les premiers camps de concentration fonctionnaient déjà, l'un d'eux se trouvait près de Berlin.

Même si l'Allemagne vivait alors sous le règne de la terreur, Ruppin aurait pu tout à fait percevoir, à travers certains signes visibles, la révolution nazie. Si je n'avais pas appris par les journaux et par certaines conversations personnelles combien la situation économique et politique des juifs s'était détériorée depuis les décrets gouvernementaux, je ne l'aurais aucunement senti dans les rues, du moins pas à Berlin, écrivit-il dans son journal[18]. Les entreprises juives étaient ouvertes, notait-il. Sur le Kurfürstendamm, l'élégant boulevard au centre de la ville, les cafés recevaient toujours les clients juifs et les servaient comme si rien ne s'était passé.

Georges Landauer, membre de l'agence juive et ancien dirigeant du mouvement sioniste en Allemagne, suggéra à Ruppin d'aller à Iéna, la célèbre ville universitaire, patrie de Schiller, Heigel et autres érudits allemands. Là-bas, lui dit Landauer, il pourrait rencontrer Hans F.K. Günter, l'un des chefs de file de la théorie raciale nazie. Cela pourrait intéresser Ruppin, qui avait lui-même entrepris une recherche sur les origines de la race juive, plus particulièrement sur la relation entre l'apparence physique et le profile mentale des juifs. Au cours d'une entrevue de deux heures, Günter expliqua à Ruppin qu'il n'était pas à l'origine de la doctrine raciale aryenne. Il rassura Ruppin sur le fait que les juifs n'étaient pas inférieurs aux aryens. Ils étaient simplement différents. Cela signifiait qu'une solution simple devait être trouvée au problème juif. Le professeur s'était montré extrêmement amical, consigna Ruppin avec satisfaction.[19]

Ruppin écrivit qu'il s'était senti également fort bien reçu au ministère des affaires étrangères et des finances. Dans l'après-midi du sept Août 1933, il assista à une rencontre au ministère des finances. Les parties se mirent d'accord sur le fait que tout juif qui émigrait en Palestine serait autorisé à emporter mille livres sterling en devises étrangères et à envoyer par bateau une quantité de marchandises d'une valeur de 20 000 marks et même d'avantage; le financement serait contrôlé par des compagnies d'assurance juives et allemandes.[20] La somme de mille livres sterling était nécessaire pour obtenir l'autorisation de la Grande-Bretagne de s'installer en Palestine en tant que *Capitaliste*- on appelait ainsi cette catégorie d'immigrants. C'était une somme importante; une famille de quatre personnes pouvait vivre dans un confort bourgeois avec moins de 300 livres sterling par ans[21].

L'accord de *la havara* (transfert)- l'expression hébraïque était utilisée dans les documents nazis également- était fondée sur les intérêts complémentaires du gouvernement allemand et du mouvement sioniste: les nazis voulaient les juifs hors d'Allemagne; les sionistes souhaitaient qu'ils se rendent en Palestine[22]. Mais de tels intérêts concordants n'existaient pas entre sionistes et juifs allemands. La plupart de ces derniers auraient préféré rester dans leurs pays. La tension qui s'installa entre le Yishouv (et en son temps de l'État d'Israël) et ceux du judaïsme mondial allait devenir un élément central de l'attitude qu'allaient adopter les israéliens envers le génocide.

*

Il est impossible de déterminer qui fut le premier à avoir proposé de négocier avec le Troisième Reich au sujet de l'émigration et du transfert des biens. Cette initiative possède un bon pédigrée sioniste; Theodore Herzl avait évoqué des questions similaires dans son livre *L'État juif* [23]. Il semble bien que des idées proches de celles de l'accord de la *havara* soient alors venues à l'esprit d'un certain nombre de personnes.

Sam Cohen, par exemple, un millionnaire de Lodz, en Pologne, s'était établi à Berlin et y avait bâti avec grand succès un royaume immobilier. Il était en partie propriétaire d'une petite banque et d'une mine de charbon, et possédait son propre château. Homme d'affaires aguerri, cet aventurier et philanthrope avait acquis des terres en Palestine et dirigeait une entreprise, *hanotea* (le planteur), qui louait des parcelles de terre aux nouveaux immigrants. Lorsque les nazis prirent le pouvoir, il imagina que le transfert des biens des juifs allemands vers la Palestine, sous forme de marchandises, favoriserait les intérêts sionistes (en accroissant à la fois, l'immigration et les capitaux en Palestine) ainsi que ceux de *hanotea* (à travers les ventes et les commissions). Grâce à certaines relations à Berlin, il obtint pour les juifs les premières autorisations de sortir d'Allemagne la somme d'argent nécessaire pour s'installer en Palestine en tant que *Capitaliste*; et c'est *hanotea* qui, en fin de compte, transférait leurs biens. Cet arrangement semblait convenir à tout le monde. Quelqu'un d'autre eut une idée semblable: Haïm Arlosoroff, directeur du département politique de l'agence juive. Apparemment, il n'avait pas connaissance de l'arrangement de Cohen quand il se rendit à Berlin en juin 1933 pour tenter d'obtenir un accord similaire; Arlosoroff lui-même aimait garder secrets les détails de ses contacts.

Quelqu'un d'autre encore, un avocat du nom de Felix Rosenblüth, précédemment chef du sionisme allemand, avait émis de telles idées lors de conversations avec d'autres notables sionistes qui avaient émigré d'Allemagne. L'un d'entre eux était Arthur Ruppin. Les différentes négociations qui s'étaient tenues avec les allemands, sans aucune coordination entre elles, durèrent plusieurs mois au début de l'année 1933. A un certain moment, le contrôleur des devises étrangères au ministère allemand des finances, Hans Hartenstein, fut surpris de découvrir que les juifs assis de l'autre côté de la table ne représentaient pas des intérêts communs mais étaient plutôt en compétitions les uns avec les autres, mettant en danger, de ce fait, l'ensemble de la négociation. Les dirigeants de l'Agence juive souhaitaient empêcher l'entrepreneur privé Cohen d'obtenir le monopole du marché, et cela en partie parce que *Hanotea* était assimilé à la droite révisionniste en Palestine. Ils firent entrer dans la négociation Yachin, une firme affiliée à la *Histadrout*, dont le représentant à Berlin était Lévi schkolnik, le future premier ministre Lévy Eshkol*

*D'autres futures premiers ministres furent également engagés à différents stades de la Haavara, David Ben Gourion et Moshé Shertok (plus tard Sharett) se battirent pour l'accord de la Haavara lors de congrès sionistes et au sein de l'exécutif de l'Agence juive. Golda Meyerson (plus tard Meïr) le défendit à New York. Menahem Begin se rangea aux côté de Zeev Jabotinski lorsque celui-ci combattit l'accord[24].

L'intervention du consul allemand à Jérusalem, Heinrich Wolff (qui allait bientôt être remercié parce qu'il épousa une femme juive), fut nécessaire pour empêcher l'échec des négociations. Il se trouva pris dans une impasse – Cohen l'avait apparemment soudoyé, et l'agence juive le soumis à un chantage[25]. Finalement, l'Agence juive et Ruppin, prirent le contrôle des négociations, mais Cohen, la Histadrout, le Mapai et le fonds national juif (le bras de l'organisation sioniste pour l'achat de terres et le développement économique) reçurent chacun leur part; une partie des bénéfices fut utilisée pour l'acquisition de terres et pour l'implantation de colonies juives.

Les modalités de l'accord furent précisées à plusieurs reprises et de nouveaux arrangements furent ajoutés au cours des années suivantes, mais pour l'essentiel la Haavara agissait par le biais de compagnies d'assurances installées en Allemagne et en Palestine. Avant de quitter l'Allemagne, les émigrants juifs déposaient leurs capitaux auprès d'une compagnie d'assurance allemande, qui utilisait les sommes d'argent pour payer les fournitures allemandes des marchandises destinées à être exportées en Palestine. Les clients qui avaient commandé en Palestine des marchandises allemandes, transféraient leurs payements dans une compagnie d'assurance locale, qui restituait leur argent aux juifs arrivés entretemps d'Allemagne. Le système était complexe; il exigeait de l'habileté financière et de la clairvoyance légale, ainsi qu'un sérieux travail de bureaucrate et une patience infinie. Toutes les parties engagées dans l'accord en bénéficiaient. Les nazis se débarrassaient des juifs, augmentaient leurs exportations, même s'ils ne recevaient pas de devises étrangères, et brisaient le boycott qui qui fut organisé contre eux par certaines organisations juives, en majorité américaines. Le mouvement sioniste gagnait de nouveaux immigrants qui ne seraient jamais venus en Palestine s'ils n'avaient été autorisés à transférer leurs capitaux. Quant aux émigrants qui s'étaient échappés d'Allemagne, avec plus de bien qu'ils n'en auraient pu emporter autrement, il devint petit à petit évident qu'ils devaient leur vie à cet accord.

Le système de la Haavara continua de fonctionner sous une forme ou une autre jusqu'au milieu de la seconde guerre mondiale. Quelque 20 000 personnes y trouvèrent un soutient, et environ 30 millions de dollars furent transférés d'Allemagne en Palestine. Même à l'époque, ce n'était pas une somme exorbitante, mais elle donna une certaine impulsion à l'économie du pays et à l'entreprise sioniste[26]. Les immigrants eux-mêmes furent forcés d'attendre longtemps leur argent, parfois pendant deux ou trois années. Ils perdirent 35% de leur capital, mais, d'après les défenseurs de la Havara, ils en auraient perdu d'avantage, s'ils avaient essayé de transférer leurs capitaux par une autre voie légale[27].

Il n'en demeure pas moins que la Haavara était un marché passé avec le diable, et qu'ils provoqua des conflits et des disputes acharnés qui perdurèrent aussi longtemps que dura l'accord lui-même: une direction nationale de gauche contre une opposition de droite qui n'avait pas à prouver son esprit de rhétorique en politique; un activisme pragmatique contre un populisme affectif; la nécessité de sauver les juifs et de bâtir un foyer contre le désir de préserver l'honneur national; les intérêts sionistes en terre d'Israël contre la solidarité juive à travers le monde. Rien ne provoqua de divisions plus radicales parmi les juifs en ce temps-là que l'accord de la Haavara, commenta David Ben Gourion[28]. Par la suite, le débat fut ravivé par la lutte de prestige et la suprématie idéologique, par les intrigues et les accusations, les menaces, la déception, l'obstruction, le chantage, l'exaction et un meurtre qui allait hanter la scène politique israélienne pendant quelque cinquante années encore.

*

A cette époque-là, la vie politique en Palestine était profondément influencée par les courants idéologiques, de gauche et de droite, qui traversaient l'Europe. Quasiment tout ce qui s'écrivait dans la presse de gauche sur la montée du nazisme exprimait un sentiment de solidarité socio-démocrate en même temps que la crainte qu'avait engendré la mise à bas de la démocratie de Weimar. Ainsi, Hapoel Hatsaïr, l'hebdomadaire du Mapai, ne limitait pas sa mise en garde au danger que les juifs affrontaient, mais il décrivait le nazisme comme un sombre mouvement réactionnaire destiné à ramener l'Allemagne aux plus obscures idées du Moyen-âge[29].

Par opposition, la droite révisionniste exprimait depuis fort longtemps de la sympathie pour le fascisme de Benito Mussolini et même de-ci, de-là, pour le nazisme d'Adolph Hitler excepté bien sûr son antisémitisme. Le mouvement de jeunesse de Ja-

botinski, le Betar, cultivait des idées et des modèles de pensées fascistes classiques. En 1928, le journaliste révolutionnaire, Abba Ahimeir était responsable d'une chronique régulière, carnets de notes d'un fasciste, dans le journal *Doar Hayom*. Anticipant sur l'arrivée de Jabotinski en Palestine, il écrivit un article intitulé: *A l'arrivée de nôtre Duce*[30].

Quatre ans plus tard, au début de l'année 1932, Ahimeir fut traduit en justice pour avoir, avec d'autres, provoqué ders troubles lors d'une conférence publique à l'université hébraïque. L'incident et le procès qui suivirent méritent d'être notés essentiellement à cause de la déclaration de l'avocat de la défense, Zvi Eliahu Cohen, en réaction à la plaidoirie du procureur. Celui-ci compara les incidents les incidents qui troublèrent cette conférence aux émeutes nazies en Allemagne: L'allusion aux émeutes nazies déclara Cohen, est allée trop loin. Si ce n'était l'antisémitisme d'Hitler, nous ne nous serions pas opposés à son, idéologie. Hitler a sauvé l'Allemagne. Ce n'était pas un éclat inconsidéré; le journal révisionniste Hasit Haam fit l'éloge du brillant discours de Cohen[31].

Au sujet de la bataille entre les nazis et leurs adversaires communistes, la presse de droite en Palestine fit montre d'une claire et nette préférence. Ahimeir salua la nomination du Fürher dans un article où il citait Hitler parmi d'autres noms brillants: Mustafa Kamal Atatürk, Joseph Pilsudski, Eamon De Valera et Benito Mussolini[32].Hitler n'a pas encore causé autant de dommage que Staline, soutenait *Hazit Haam* quelques semaines après le changement de gouvernement en Allemagne; il fallait faire la différence entre l'attitude de la gauche sioniste vis-à-vis des nazis et celle des révisionnistes: Les socio-démocrates de tout bord croient que le gouvernement d'Hitler est une coquille vide, expliquait le journal, mais nous pensons que la coquille et l'amande existent toutes deux. La coquille antisémite doit être éliminée, mais non l'amande antimarxiste. Les révisionnistes, écrivit le journal, ne combattraient les nazis que dans la mesures où ils étaient antisémites[33].

Jabotinski avait cependant moins de sympathie pour Hitler que ses partisans. Il fustigea les rédacteurs de *Hazit Haam:* les articles sur Hitler étaient un couteau dans le dos, une indignité et de la prostitution verbale; de tels articles, insistait-il, ne devaient plus jamais être publiés. En quelques semaines, ses partisans aussi apprirent à faire la distinction entre la coquille et l'amande[34].

*

L'accord de la *haavara* demeurait la question centrale des élections de l'été 1933, pour les représentants au XVIIIe congrès sioniste. Les révisionnistes rejetèrent l'idée de tout contact avec l'Allemagne nazie. C'était incompatible avec l'honneur du peuple juif, disaient-ils; Jabotinski déclara que cet accord était ignoble, déshonorant et méprisable[35]. La presse révisionniste traita l'organisation sioniste et l'agence juive d'alliés d'Hitler […]qui avaient foulés aux pieds l'honneur juif, la conscience juive, la morale juive, […]de sombres personnages qui en étaient venus à faire commerce des malheurs des juifs et de la terre d'Israël, […]de pauvres types qui avaient accepté de jouer le rôle d'agents d'Hitler en Palestine et dans le Proche-Orient tout entier[…]des traîtres […] des fourbes qui convoitaient le pouvoir d'Hitler*[36].

*Dans l'intense bataille opposant la gauche et la droite, les dirigeants politiques comparaient souvent leurs adversaires aux nazis; le nom d'Adolph Hitler pénétra ainsi la conscience collective non seulement comme l'expression d'un danger mais aussi comme une insulte politique. David Ben Gourion était à Berlin au moment des élections au Ve Reichstag, le 14 Septembre 1930, lorsque les nazis devinrent le deuxième groupe au parlement de Weimar. Le jour suivant, il écrivit que la victoire assourdissante des révisionnistes allemands était plus importante qu'on ne l'avait craint. Ben Gourion écrivit aussi qu'en lisant le journal du parti nazi, il lui semblait lire les mots écrits par Zeev Jabotinski dans Daar Hayom: Les mêmes choses, le même style et le même état d'esprit[37].

Le dirigeant sioniste Chaïm Weizman, future président d'Israël, dénonça cette même année l'hystérie politique du style Hitler, et déclara que le révisionnisme ressemblait à l'hitlérisme sous sa pire forme[38]. En 1932, le rédacteur en chef de l'hebdomadaire du Mapai traita les révisionnistes d'enfants jouant avec une croix gammée juive[39]. Plus tard, cette année-là, Jabotinski retournait le compliment dans un article contre le Mapai intitulé *la croix gammée juive*[40]. Deux mois avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, lors d'un rassemblement à Tel Aviv, Ben Gourion appela Zeev (né Vladimir) Jabotinski, Vladimir Hitler[41].

Et ils parleraient ainsi tout au long de la période nazie et pendant les années qui la suivirent. Longtemps après que les détails effroyables du génocide eurent été connus, Ben Gourion compara Menahem Begin à Hitler[42]. Berl Katznelson, par opposition, condamna avec netteté la comparaison entre les révisionnistes et les nazis[43].

Les dirigeants sionistes eurent des difficultés à contrer le refus largement affectif des révisionnistes à tout contact avec l'Allemagne. Comme cela devait se produire plus d'une fois par la suite, les dirigeants du Mapai préconisaient une approche plus souple que celle souhaitée par leurs électeurs; pour cette raison, ils tentèrent, comme ils le feraient lors de futures polémiques, de cacher les détails de leurs négociations avec l'Allemagne, y compris ceux qui concernaient les accords de la *haavara*. Ces détails ne furent connus qu'après avoir filtré dans la presse. Les dirigeants avancèrent alors des raisons d'ordre pratique; ce qu'ils proposaient n'était ni glorieux, ni couronné d'honneur national; ils parlaient en terme de buts réalistes, de ce qu'il était possible, de ce qui pouvait être. Les pragmatistes rappelèrent précisément aux révisionnistes l'accord que Jabotinski avait négocié avec le gouvernement anticommuniste de Simon Petlura pour la création d'une gendarmerie juive, en dépit des massacres de juifs ukrainiens par les partisans de Petlura. Ils citèrent la déclaration où Jabotinski affirmait que pour la terre d'Israël il était prêt à sceller un pacte avec Satan lui-même[44]. Ben Gourion proposa à son parti de publier un pamphlet spécial avec les détails de l'accord passé entre le révisionniste Hanotea et les autorités allemandes, afin de dénoncer l'hypocrisie des adversaires de la politique de la *haavara*[45].

Alors que la campagne électorale pour le XVIII[e] congrès sioniste s'intensifiait, le journal révisionniste *Hazit Haam* publia un article dans lequel il déclara que l'honneur, les droits, la sécurité et la place dans le monde de la nation juive avaient été vendus à Hitler pour le salaire d'une putain, sans condition aucune et sans contrepartie. Le peuple juif, menaça le journal, saura comment réagir à cet acte odieux[46]. Parmi les voyous condamnés pour avoir trempé dans cet accord se trouvait Haïm Arlosoroff.

Ce même jour, le 16 juin 1933, Arlosoroff déjeuna avec sir Arthur Wauchope, haut-commissaire britannique pour la Palestine; deux jours plus tôt Arlosoroff était rentré d'Allemagne où il avait conduit l'affaire de la *Haavara*. Ce soir-là, il allait marcher sur la plage de Tel Aviv avec sa femme, Sima. Deux flâneurs s'approchèrent de lui, Alors que l'un brandissait une torche sous le visage d'Arlosoroff, l'autre tira un pistolet et l'abattit. Arlosoroff fut transporté d'urgence à l'hôpital Hadassa où il mourut sur la table d'opérations, peu après minuit. Le Mapai accusa les révisionnistes de meurtre; l'incident empoisonna les relations entre les deux partis pendant de nombreuses années.

*L'une des plus singulières décisions du gouvernement Begin fut la création d'une commission d'enquête officielle en 1982 pour déterminer s'il y avait quelque vérité à l'affirmation, réitérée dans la biographie de Ben Gourion par Shabtaï Teveth, selon laquelle deux membres du mouvement révisionniste auraient participé au meurtre d'Arlosoroff. La commission conclut que les hommes qui furent cités n'étaient ni les meurtriers, ni les complices du meurtre. Cependant, la commission établit également que l'on ne pouvait à l'évidence déterminer l'identité des meurtriers, ni affirmer qu'il s'agissait là d'un assassinat politique[47]. Le mystère demeura entier.

*

Au lieu de traiter avec les nazis, les révisionnistes proposèrent de bannir l'Allemagne de la famille des nations et de lui imposer un boycott international économique et diplomatique. Cette idée naquit aux USA; elle était agressive et fier, mais elle ne pouvait espérer faire tomber le régime hitlérien. Les nazis, pourtant, ne prirent pas à la légère la capacité des juifs à leur causer du tort; ils menacèrent la classe dirigeante juive aux USA, ils organisèrent un boycott d'une journée contre les magasins juifs en Allemagne et donnèrent un coup d'accélérateur aux négociations de l'accord de la *haavara*. L'un de leurs buts était de diviser le monde juif entre les partisans de la *haavara* et les partisans du boycott. Et la division eut effectivement lieu[48].

Lorsqu'en Août 1933 le congrès sioniste se réunit à Prague, il approuva de fait la politique de la *haavara*. Pourtant, dès qu'il fut ajourné, de nombreux délégués et fonctionnaires partirent pour Genève afin d'assister à une conférence juive internationale appelée par le rabbin Stephen Wise du congrès juif américain pour élaborer des plans de boycott contre l'Allemagne*. Le but du boycott était de contraindre les nazis à stopper les persécutions pour que les juifs puissent continuer à vivre en Allemagne. Quant à Ben Gourion et ses compagnons, ils voulaient que les juifs allemands s'installent en Palestine et voyaient dans la politique de la *haavara* un moyen d'y parvenir.

En Palestine aussi, le débat se poursuivait. Que vous est-il donc arrivé, explosa Ben Gourion quand certains s'opposèrent à la *haavara* lors d'une réunion du *Vaad Leumi* (conseil national) en 1935, avez-vous perdu la tête** ? Qu'était-il arrivé au judaïsme qui fut toujours si pragmatique et si plein de bon sens? se demandait-il. Les membres du conseil voulaient-ils aider Hitler[49]?

**Le Vaad Leumi, le conseil national des juifs de Palestine, élu, surveillait les administrations municipales juives, gérait les affaires internes telles que le système scolaire, et de concert avec l'agence juive, supervisait la Haganah, l'armée clandestine de défense juive.

Des années plus tard, ce même style, parfois ces mêmes mots donnèrent le ton des débats lors des négociations sur les réparations allemandes entre l'Allemagne de l'Ouest et Israël.

Dans un discours passionné, Ben Gourion appela au sauvetage des juifs d'Allemagne *une tribu d'Israël*, ainsi qu'à leur transfert en Palestine, plutôt qu'à une action contre Hitler. Je ne pense pas que nous puissions l'évincer et rien d'autre ne m'intéresse que de sauver ces 500 000 juifs, dit-il[50]. Ben Gourion voyait dans le débat entre sauvetage et boycott le débat entre sionisme et assimilation, entre les intérêts nationalistes de l'établissement des juifs en Palestine et la guerre internationale contre l'antisémitisme[51]. Le postulat implicite de ces paroles était que la guerre contre l'antisémitisme ne faisait pas partie de la mission sioniste. La différence entre l'Exile (ainsi appelait-on la diaspora) et Sion est que l'Exile, luttant pour son existence, souhaite vaincre le mauvais Haman dans son propre pays, expliquait Yehoshua Radler-Feldman, éditorialiste célèbre qui écrivait sous le pseudo de rabbi Benyamin. L'exile, poursuivit-il, souhaite que les juifs demeurent en Allemagne en dépit des malheurs, des persécutions et des victimes…et Sion veut les déraciner. Sion se lave les mains de la guerre contre Haman, qui ne représente à ses yeux qu'une tâche de Sisyphe. Il n'a qu'un seul but: l'immigration illégale et légale, en dépit de l'angoisse et du sacrifice qu'exige la route de Sion[52].

Selon Ben Gourion, il existe en chaque juif un sioniste et un assimilationniste. La lutte qu'ils se livrent constitue la question morale et nationale la plus urgente à laquelle se trouve confronté le judaïsme à ce moment précis[53]. Les assimilationnistes ont toujours déclaré la guerre à l'antisémitisme, disait-il. Le sionisme, lui, a toujours plaidé pour l'indépendance du peuple juif

dans sa patrie. Aujourd'hui, certains sionistes ont rejoint le chœur des assimilationnistes: guerre à l'antisémitisme. Mais nous devons donner une réponse sioniste à la catastrophe que subissent les juifs allemands – transformer ce désastre en une occasion de développer notre pays, et sauver les vies et la propriété des juifs d'Allemagne pour les biens de Sion. C'est ce sauvetage qui a priorité sur tout le reste. Se focaliser alors sur le boycott, concluait-il, constituerait un échec moral d'une envergure sans précédent[54].

Les paroles de Ben Gourion provoquèrent de fortes réactions. Cet enthousiasme venant de la gauche n'aurait pas existé si des institutions affiliées au Mapai ne souhaitaient en tirer bénéfice [de l'accord de la haavara] s'offusqua Doar Hayom[55]. Le journal de droite, Haboker, plus modéré, traita l'allocution de Ben Gourion de discours banal et de paroles creuses, à la fois irresponsable et insultant. Il y aurait des juifs qui vivraient dans d'autres pays, déclara le journal, considérant l'usage du terme assimilationniste comme le summum de la démagogie[56].

Au sein de l'équipe dirigeante sioniste, l'attitude de Ben Gourion n'était pas suivie à l'unanimité. Certain notables de l'agence juive que l'accord avec l'Allemagne était susceptible d'encourager les polonais à s'en prendre, eux aussi, à leurs juifs. Itzhak Gruenbaum, membre de l'exécutif et précédemment dirigeant juif en Pologne, exigea que l'on mette fin à la haavara. Nous devons entamer une guerre ouverte contre l'Allemagne nazie sans prendre aucunement en considération le sort des juifs en Allemagne, déclara Gruenbaum. Il proposa d'examiner la possibilité de claquer les portes de leurs ambassades et d'organiser des manifestations de masse. Le judaïsme allemand en fera les frais, de toute évidence, remarqua-t-il, mais nous n'avons pas d'autre choix. Si nous ne le faisons pas aujourd'hui, le sort des juifs de Pologne et de Roumanie sera demain celui qui est réservé aujourd'hui aux juifs d'Allemagne[57]. Gruenbaum pensait que l'établissement des juifs en Palestine ne devait pas être précipité: Nous avons besoin de l'exile pour au moins encore cinq années, déclara-t-il, et il insista sur le fait que l'on ne devait pas encourager les juifs à fuir leurs pays: Une nation en fuite ne peut pas bâtir une patrie[58].

D'autres dirigeants de l'agence juive continuèrent à soutenir qu'il n'existait aucune contradiction entre la politique du boycott et celle de la haavara, et qu'elle participait d'une stratégie commune. Cela, bien sûr, était tout à fait illogique. Ben Gourion avait raison: le mouvement de boycott contre l'Allemagne exprimait bien, en réalité, une tentative de défendre les droits des juifs partout où ils vivaient, y compris en Allemagne nazie. Pour mettre l'accent sur ce point, Ben Gourion employa un langage dur que les antisionistes utiliseraient par la suite: Si j'avais su qu'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les transportant en Angleterre, mais seulement la moitié en les transportant en Palestine, j'aurais choisi la seconde solution – parce que nous ne devons pas seulement faire le compte de ces enfants, mais nous devons faire le compte de l'histoire du peuple juif[59]*.

*Shabtaï Teveth, le biographe de Ben Gourion, s'est efforcé de donner un autre éclairage à cette déclaration. Deux ans plus tôt, Ben Gourion avait formulé une opinion contraire; il avait en outre l'habitude d'exagérer la formulation de ses opinions, en les réduisant *ad absudum*, expliquait le loyal biographe; Ben Gourion savait qu'il n'y avait aucune possibilité de permettre à ces enfants de fuir, ni en Palestine, ni en Angleterre. Il ne mettait pas dans son propos l'horrible connotation que de futurs évènements y introduiraient. Il voulait seulement dire que l'unique délivrance possible pour le peuple juif se trouvait en Palestine, écrivit Teveth[60]. De toute façon, l'accord de la haavara avait été passé avec les nazis à condition que les juifs partent pour la Palestine[61].

La veille des pogromes de la nuit de cristal, Ben Gourion déclarait que *la conscience humaine* pourrait amener différents pays à ouvrir leurs portes aux juifs réfugiés d'Allemagne. Il y voyait une menace et tira un signal d'alarme: Le sionisme est en danger[62] !

Ainsi, le débat sur la haavara donna naissance à un dilemme moral chez les juifs de Palestine ainsi qu'à une profonde crise d'identité. Qui somme-nous, se demandaient-ils – des êtres humains, des juifs ou des sionistes ? Quels sont nos privilèges et quels sont nos devoirs ? Chaque parti politique put y trouver de quoi étayer sa propre vision de l'histoire du peuple juif. L'histoire, écrivit Hoboker, relatera toujours avec fierté et admiration la vie d'une femme exceptionnelle, Doña Gracia Mendes, initiatrice (au XVI^{e} siècle) d'un mouvement de boycott contre les adversaires du peuple juif. Si elle avait entendu des discours à ceux que David Ben Gourion prononça devant le Vaad Leumi, elle se serait pendue de honte[63]. D'autres déclarèrent qu'il n'y avait aucune raison de ne pas négocier avec Adolph Hitler pour sauver les juifs allemands et les emmener en Palestine; après tout, Moïse n'eut aucun scrupule à négocier avec le Pharaon pour faire sortir d'Egypte les enfants d'Israël[64].

Dans la lutte pour le contrôle du mouvement sioniste, les partisans de l'accord de la haavara l'emportèrent. Le congrès sioniste suivant, qui se tint à Lucerne en 1935, réaffirma cette politique. En fin de compte, le Vaad Leumi rejeta lui aussi le boycott[65].

*

L'accord de la haavara finit par remettre à flot l'agence juive - alors au bord de la faillite- et lui imprima un nouvel élan. Cette victoire ne fut pas sans prix; elle isola le yishouv du courant alors dominant dans le monde juif sur l'attitude qu'il fallait adopter face à la montée du nazisme. Il n'en demeure pas moins que les partisans d'une conduite pragmatique étaient convaincus que le boycott de l'Allemagne ne pouvait pas faire avancer les affaires de la Palestine, et que leurs buts seraient

atteints par l'intermédiaire d'un contact avec les nazis. Ainsi, les dirigeants visaient à conserver les relations les plus normales possible avec l'Allemagne nazie: deux mois avant l'arrivée d'Hitler au pouvoir, l'exécutif de l'agence juive à Jérusalem avait envoyé un télégramme directement au Führer à Berlin, l'assurant que le yishouv n'avait pas déclaré de boycott contre son pays; le télégramme fut envoyé à la demande des juifs allemands dans l'espoir de stopper les persécutions dont ils étaient victimes, mais il exprimait aussi les tendances de l'agence juive à maintenir des relations correctes avec le gouvernement nazi. Plusieurs années plus tard, Menahem Begin révéla que l'organisation sioniste avait envoyé à Hitler un télégramme de condoléances pour la mort du président Hindenburg[66].

Au cours des années suivantes, d'autres contactes furent établis avec les nazis. En collaborations avec les autorités allemandes, l'agence juive continua à envoyer des agents de l'immigration dans le Berlin nazi[67]. Georg Landauer, par exemple, y apporta une lettre, écrite en allemand certifiant que l'agence juive l'avait autorisé à mener des négociations avec le Troisième Reich pour la formation professionnelle des futurs émigrants ainsi que dans le but de prendre des dispositions pour le transfert de leur capital. La lettre était signée par Arthur Ruppin et David Ben Gourion[68].

Les sionistes entretenaient également des relations politiques avec l'Allemagne nazie. Au printemps 1933, ils invitèrent le baron Léopold Itz Von Mildenstein, ingénieur et journaliste d'origine autrichienne et un des premiers SS, à venir en Palestine avec sa femme et à écrire une série d'articles pour Angriff, le journal de Joseph Goebbels. Les Von Midelstein vinrent accompagnés de Kurt Tuchler et de sa femme. Tuchler militait dans l'organisation sioniste de Berlin au sein de laquelle il était chargé des relations avec le parti nazi. Notre but, devait-il se rappeler plus tard, était de créer, dans un important journal nazi, un climat susceptible de faire avancer la cause des installations sionistes en Palestine. Selon Tuchler, les autorités sionistes avaient approuvé son initiative[69].

Leurs buts furent pleinement atteints: Von Mildenstein visita le pays de long en large, rencontra de nombreux juifs et de nombreux arabes, et visita de nombreux kiboutzim. Il en fut profondément impressionné. Ses articles titraient ''Un nazi visite la Palestine'' et exsudait la sympathie pour le sionisme[70].

Angriff attachait tant d'importance à cette série d'articles qu'il fit frapper une médaille commémorant le périple de Von Midelstein: sur l'une des faces figurait une croix gammée et sur l'autre une croix de David. Von Midelstein rapporta également plusieurs enregistrements de chansons juives; Tuchler entendit l'un de ces enregistrements lors d'une visite aux quartiers généraux de la Gestapo. Von Midelstein fit plus que promouvoir le sionisme auprès du public allemand. De temps à autre, il transmettait d'utiles informations à Tuchler. Il garda le contact avec la famille Tuchler même après que celle-ci se fut installée en Palestine. Tous les ans il leur envoyait ses vœux, en hébreu pour Rosh Hashanah, le nouvel an juif[71].

Von Midelstein dirigeait le bureau des affaires juives; dans son équipe il y avait l'homme qui allait lui succéder: Adolph Eichmann. Adolph Eichmann lui-même, se préparait à visiter la Palestine en 1937, mais les britanniques n'étaient prêts à lui accorder qu'un laisser-passer d'une nuit à Jaffa. Lors de son voyage au Caire, il fit appeler un juif de Jérusalem, un certain Feibl Folkes. Un rapport qu'Eichmann écrivit sur son voyage et l'enregistrement de son interrogatoire par la police Israélienne, plusieurs décennies plus tard, indiquèrent que Folks avait été membre de la Haganah- l'armée clandestine de défense juive- et agent nazi. Lui-même eut l'occasion de rencontrer Eichmann à Berlin. Les nazis le payaient pour ses informations, qui étaient des évaluations politiques et économiques d'ordre général. *Entre autres choses, Eichmann dit que, selon Folks, les dirigeants sionistes auraient été satisfaits des persécutions subies par les juifs allemands, dans la mesure où cela pourrait encourager l'immigration en Palestine*.

*Lors de son entrevue avec Folkes, au café Groppi du Caire, Eichmann s'informa de l'insertion des juifs allemands en Palestine**.

*Il est difficile de savoir avec certitude quelle position occupait Folkes dans la Haganah, et s'il en avait vraiment une. Il prétendit que cette histoire fut fabriquée de toutes pièces et qu'il avait rencontré Eichmann et ses compagnons pour affaires, de sa propre initiative. Les archives de la Haganah font état d'une note rédigée par Shaul Avigur, un dirigeant de la Haganah, adressée à Yehuda Slotzki, l'historien officiel de l'organisation, établissant que, sur la base d'un examen conduit avec l'aide des services de sécurité israéliens, Avigur arriva à la conclusion que la rencontre Folkes-Eichmann fut un épisode passager et insignifiant[72].

Le Reich annexa l'Autriche en 1938. Après *l'anschluss*, Eichmann fut chargé des affaires juives, et à ce titre, il rencontra plus d'une fois des représentants juifs et des fonctionnaires sionistes, parmi lesquels, Teddy Kollek, futur assistant en chef de Ben Gourion et futur maire de Jérusalem. La rencontre eut lieu en 1939 à Vienne, où Kollek avait grandi. L'équipe d'Eichmann logeait dans une aile de l'hôtel particulier des Rothschild.

Mon rendez-vous avec Eichmann fut ma première visite à la maison des Rothschild, devait se souvenir par la suite Kollek. Je traversai une pièce grande et élégante, couverte de boiseries, jusqu'au bureau où se trouvait un jeune homme tiré à quatre épingles, rasé de près, en uniforme noir avec une croix gammée sur le bras. Il ressemblait à un petit employé, ni agressif, ni bruyant, ni insolent. Mais il me laissa debout durant tout l'entretien. Kollek signala à Eichmann qu'il possédait des permis d'entrée en Angleterre pour de jeunes juifs qui se trouvaient alors dans des camps de formation agricole. Il demandait qu'ils soient autorisés à quitter l'Autriche, la Palestine étant la destination finale. Eichmann se comporta en homme d'affaires et

posa quelques questions techniques, écrivit kollek. Combien de permis d'entrée en Angleterre pouvais-je fournir ? A quel moment ces personnes pouvaient-elles partir? Les permis concernaient-ils aussi bien les garçons que les filles? Quinze minutes plus tard environ Eichmann consentit à la requête et donna congé à Kollek. Il ne me fit aucune impression particulière, écrivit Kollek qui ne revit Eichmann que vingt et un ans plus tard, quand il fut chargé de préparer le procès à Jérusalem[73].

Moins d'un mois avant le déclenchement de la guerre, les représentants de l'agence juive discutaient encore avec Eichmann au sujet d'un accord jamais conclu, qui devait permettre à dix mille juifs de partir par le port de Hambourg[74].

D'autres notables sionistes avaient eu, eux aussi, des contacts avec la Gestapo, y compris avec son commandant en chef, Rudolph Diels. Ils ne firent pas grand-chose mais aidèrent parfois à libérer des prisonniers et à faciliter la tâche de l'organisation centrale des juifs allemands, qui fut créée par ordre des nazis et qui comprenait en son sein des sionistes allemands. Un certain nombre de ces contacts se développèrent à travers des liens personnels noués avant la prise de pouvoir des nazis, souvent entrez des personnes qui avaient été en classe ensemble[75]. Le dirigeant de l'agence juive, Haïm Arlosoroff, pensa un jour tirer avantage de sa relation avec Magda Friedländer, une de ses camarades de classe, qui épousa Joseph Goebbels[76].

Ironie du sort, les révisionnistes avaient établi, eux aussi, des liens assez larges avec les nazis. Le mouvement de jeunesse du Betar était actif à Berlin et dans plusieurs autres villes allemandes. Un an et demi environ avant de pouvoir par les nazis, la direction du mouvement distribua à ses membres un mémorandum plein de sens et de prudence. Les nazis devaient être traités poliment et avec retenue, préconisait le document. Chaque fois que les membres du Betar se trouveraient en public, ils devaient rester calmes et éviter les débats bruyants et les commentaires critiques. Ils ne devaient sous aucun prétexte dire quoi que ce soit pouvant être interprété comme une insulte à l'encontre du peuple allemand, de ses institutions ou de son idéologie dominante[77].

Les nazis autorisèrent le Betar à poursuivre ses activités- réunions, assemblées générales, camp d'été, randonnées, sports, voile et formation agricole. Les membres avaient la permission de porter leur uniforme, avec la chemise brune, et furent autorisés à publier des pamphlets ronéotypés comprenant des articles dans le ton nationaliste et fascisant de l'esprit du temps; les pamphlets du Betar allemand mettaient l'accent sur les évènements de Palestine et leur nationalisme exubérant, ridiculisait les britannique, les arabes et la gauche sioniste. Ils ne faisaient aucune référence à la situation politique en Allemagne. A cette exception près, ils ressemblaient aux publications de la jeunesse nationaliste allemande, y compris à celle des nazis. Jabotinski fustigea l'influence que l'hitlérisme exerçait sur les membres du Betar[78].

Comme les révisionnistes poussaient au boycott, ils ne pouvaient plus soutenir ouvertement leur mouvement de jeunesse en Allemagne. Le Betar allemand reçut alors un nouveau nom: Herzlia. Les activités du mouvement en Allemagne devaient obtenir bien sûr l'approbation de la Gestapo; en réalité, Herzlia agissait sous la protection de cette dernière. Un jour, un groupe de SS attaqua un camp d'été du Betar. Le chef du mouvement se plaignit auprès de la Gestapo et, quelques jours plus tard, la police secrète annonça que les SS en question avaient été punis. La Gestapo demanda au Betar quelle compensation lui semblait la plus adéquate. Le mouvement demanda que la récente interdiction qui leur avait été faite de porter des chemises brunes soit levée; la requête fut sarisfaite[79]*.

*D'autres groupes plus étroitement liés à la droite envisageaient aussi d'établir des contacts avec l'Allemagne. Comme les jeux olympiques de Berlin de 1936 approchaient, les pages sportives de la presse hébraïque se faisaient l'écho du débat sur la participation aux compétitions du club de sport Maccabee de Tel Aviv, au côté de la selection berlinoise de l'organisation. Finalement, les athlètes ne participèrent pas[80].

Le Betar était tout aussi actif en Autriche. Même après l'Anschluss, ses membres continuaient à se réunir. Cela nécessitait des contacts réguliers avec les représentants de la Gestapo et avec Adolph Eichmann. Les dirigeants du Betar envoyèrent à la police secrète un mémorandum où ils proposaient d'organiser l'émigration des juifs autrichiens. L'idée de départ était que les nazis avaient des intérêts communs, tout comme en avaient les nazis et l'agence juive. Les nazis autorisèrent le Betar à ouvrir un bureau d'émigration et allèrent jusqu'à les aider à procurer aux émigrants des devises étrangères. La plupart de ces émigrants étaient supposés entrer en Palestine illégalement sur des bateaux affrétés par le Betar[81].

Au cours de la seconde moitié de 1940, quelques membres de l'Irgoun Zvaï Leumi (organisation militaire nationale)- le groupe terroriste antibritannique, connu sous son sigle *Etzel* ou simplement comme l'Irgoun, parrainé par les révisionnistes- prirent des contacts avec l'Italie fasciste pour leur proposer de collaborer contre les britanniques. Bientôt l'Irgoun se divisa, et le groupe dirigé par Abraham Yaïr Stern forma le Lehi (à partir des initiales de l'expression hébraïque *Lohamei Herut Ysraël*- Les combattants pour la liberté d'Israël), connu aussi comme le groupe Stern.

Un représentant de ce groupe rencontra un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères allemand et lui offrit d'aider l'Allemagne nazie dans sa guerre contre les britanniques. Les allemands comprirent que ce groupe avait pour but d'établir un État indépendant fondé sur les principes totalitaires des régimes fascistes et nazis[82]. De nombreuses années après qu'il eut tenté de forger ce lien avec les nazis, un ancien dirigeant du Lehi expliqua ce qui portait ses hommes à cette époque: Nous avions l'obligation de combattre l'ennemi. Nous étions tout à fait justifiés à chercher de l'aide chez l'oppresseur nazi,

qui était dans cette circonstance l'ennemi de notre ennemi: les britanniques[83]. Ainsi les révisionnistes n'étaient pas moins pragmatiques que les sionistes. Ils étaient seulement plus cyniques. Les arguments incendiaires que les révisionnistes utilisaient pour condamner toute relation avec l'Allemagne hitlérienne étaient destinés à servir leurs propres intérêts politiques. A cette fin, ils organisèrent des rassemblements publics, des manifestations et même un référendum contre la haavara, sorte de pétition de masse condamnant l'accord. L'agence juive répondit par de grands placards non signés, appelant à la maturité politique du public et accusant les révisionnistes d'exploiter la tragédie du judaïsme allemand: juifs, les interpella l'agence juive ! Voulez-vous les aider à sacrifier le judaïsme allemand? Voulez-vous prêter la main à l'extermination du judaïsme allemand ? C'était la première fois dans l'histoire de la nation, déclarait le placard, que le Yishouv avait l'occasion de sauver une tribu entière persécutée[84].

La logique sioniste voulait que les juifs aient besoin de leur propre pays indépendant car ils seraient toujours et partout confrontés à la discrimination et à la persécution. Le rêve sioniste concevait un homme nouveau dans une société nouvelle, cherchant sur la Terre d'Israël sa rédemption individuelle et nationale. Ceux qui y étaient venus parce qu'ils n'eurent pas d'autre choix n'étaient pas en accord avec cette image et furent souvent objets de condescendance et de mépris. Ce paradoxe faisait partie intégrante de l'Idéologie sioniste et forma la mentalité du Yishouv. Il y eut ce type qui s'appelait Hitler, en Allemagne, commenta un jour Ben Gourion ironiquement. Hitler a fait son apparition et les juifs ont commencé à venir[85]. Bien que la plupart des immigrants d'Allemagne, et leurs enfants après eux, soient restés en Israël, la plupart étaient effectivement venus contre leur volonté, en tant que réfugiés; ils n'étaient pas sionistes. En conséquence de quoi ils se trouvèrent dès le début en conflit avec les valeurs fondamentales du Yishouv. On les appelait *les sionistes d'Hitler*.

2. Un fils de l'Europe

Au début de l'année 1933, il y avait environ 500 000 juifs en Allemagne, soit 1% de la population totale; 200 000 autres vivaient en Autriche. Un tiers des juifs de ces deux pays furent tués; les autres réussirent à partir à temps. Ils s'installèrent aux USA, en Angleterre et dans d'autres pays; un juif sur dix seulement se rendit en Palestine, au total entre 50 000 et 60 000 personnes, premiers réfugiés de l'hitlérisme. Ils représentaient 20% du nombre total des immigrants arrivés pendant les vingt années de règne du Troisième Reich, alors que durant les deux années qui précédèrent la seconde guerre mondiale, ils constituaient la moitié du nombre total des immigrants[1]. Ils arrivaient en état de choc, bouleversés, déracinés d'un pays qu'ils avaient cru le leur. La prise de conscience de leur méprise et la nécessité d'émigrer pour une terre lointaine furent pour eux dramatiques – leur émigration n'était pas une montée (dans le sens littéral du terme hébraïque *aliya*, qui signifie s'installer en Israël), mais une descente.

En Palestine, on les appelait les *yekkes*. On ignore l'origine de ce mot. Il semble qu'il ait été utilisé par les juifs d'Europe de l'Est quelque temps avant qu'il ne soit communément employé en Palestine. Il pourrait venir de *jacke*, jaquette de smoking, en vogue chez les juifs allemands. Ou bien du mot allemand *geck*, clown, apparenté au mot anglais jocker. En Palestine certains disaient qu'il était composé des initiales hébraïques de l'expression juif à la tête dure. De nombreux juifs allemands considérèrent cette appellation offensante, comme elle l'était souvent en effet; mais ils l'utilisaient fréquemment eux-mêmes pour se désigner*.

*En 1979, la télévision israélienne programma la diffusion d'un film documentaire sur les juifs allemands, Les Yekkes. Un Israélien, allemand de naissance, déposa une plainte auprès de la cour suprême, lui demandant d'interdire à la télévision israélienne l'utilisation de cette humiliante expression. La Cour suprême rejeta la requête, considérant que *Yekke* n'était pas une insulte mais, au contraire, un terme de respect et même d'affection. L'un des trois juges qui siégea dans cette affaire était Haïm Cohen, ancien avocat général, l'un des rares Yekkes à avoir atteint une position de quelque influence en Israël[2].

A l'exception du philosophe Martin Buber, de la poétesse Else Lasker-Schüler er de l'architecte Eric Mendelsohn, aucune personnalité riche ou célèbre de la communauté juive allemande ne partit pour la Palestine. L'écrivain Lion Feuchtwanger, le compositeur Kurt Weill, la philosophe Hannah Arendt (dont la renommée mondiale était encore à venir), le physicien Albert Einstein ainsi que d'autres personnalités scientifiques, artistiques et intellectuelles, saisirent les autres chances qui leur étaient offertes. Lorsque les nazis arrivèrent au pouvoir, il y avait sept scientifiques juifs lauréats du prix Nobel en Allemagne. Tous émigrèrent mais à une exception près, aucun ne se rendit en Palestine: *Ma patrie, c'est l'Allemagne, déclara Richard Willenstätter prix Nobel de chimie, à Chaïm Weizman; il mourut réfugié en Suisse*. Albert Einstein émit- devant Weizman et lors d'un entretien accordé à un certain nombre de journaux- toutes sortes de réserves à l'encontre de l'université hébraïque; il s'installa à Princeton[3].

*

Parmi les premiers Yekkes arrivés en Palestine se trouvait Arnold Zweig, un écrivain qui était fort connu dans les cercles littéraires allemands, sans être le plus célèbre de sa génération; ses romans furent traduits en plusieurs langues. Pendant les premiers mois, passés à Haïfa, il vécut dans un petit hôtel, la maison Wollstein, et il n'y fut pas heureux. La chambre était exiguë, le bureau trop petit pour y étaler ses manuscrits. Il venait de fumer le dernier cigare emporté d'Europe. On était en Janvier 1934 et le chauffage central de l'hôtel était défectueux. Le vent sifflait, monotone, autour du châssis de la fenêtre, et Zweig était démoralisé.

Zweig déversa ses misères dans une lettre adressée à un autre intellectuel juif qui vivait encore à Vienne. L'ingénieur qui avait installé le système de chauffage, racontait-il, ne s'était pas donné la peine de parler avec l'entrepreneur, qui avait commencé par oublier de construire une cheminée et l'avait ajoutée après coup. Mais la cheminée s'avéra trop étroite et maintenant, sous la pluie battante, voilà qu'il fallait l'élargir. Elle ne fonctionnait toujours pas correctement, à cause du vent. ''Vous allez penser, cher papa Freud, que je m'attarde trop longuement sur ce problème de chauffage, écrivit Zweig, mais ces questions de vie pratique, quand les appareils de la civilisation ne fonctionnent qu'en grinçant, demeurent les problèmes essentiels du pays. Nous ne sommes pas préparés à renoncer à notre train de vie, et ce pays n'est pas encore apte à le satisfaire. Et comme les juifs palestiniens sont à juste titre, irrités par ce qui n'existe pas encore, les frictions entre nous sont nombreuses[4].

La médiocrité de la qualité de vie était un élément important de la tragédie qu'affrontait les juifs allemands de retour sur ''la terre de leurs pères''- Zweig avait mis cette phrase entre guillemets. Il vivrait en Palestine libéré des illusions du sionisme, écrivit-il à Freud, et il verrait les choses comme elles étaient- sans se faire d'illusion, sans cynisme. *Devoir vivre parmi des juifs ne le réjouissait pas*. En Palestine, il n'était pas chez lui. De fait, il n'acquit jamais un sentiment d'appartenance. Il ne planta pas ses racines; durant la totalité de son séjour il ne défit jamais vraiment ses valises. C'était comme des vacances dans le Sud de la France, écrivit-il encore à Freud[5].

Zweig et Freud entretenaient alors une correspondance depuis sept ans. Zweig idolâtrait Freud et Freud acceptait Zweig. Ils s'écrivaient au sujet de leur travail, ils échangeaient des manuscrits et des idées, ainsi que des informations sur leur santé et leurs tribulations quotidiennes. Zweig avait quarante-sept ans. Il s'était auparavant rendu dans le pays en touriste et cela lui avait plu. Pendant quelque temps il avait écrit des articles pour le journal sioniste *Jüdisch Runschau*, qui paraissait à Berlin. Ses lettres à Freud révèlent qu'il était souvent plein d'entrain. Il écrivait et publiait beaucoup. Il aimait les paysages de la Palestine, les montagnes, le soleil et la mer, et il s'était lié d'amitié avec d'autres yekkes. Il créa sa propre revue en allemand, Orient, en partie imprimée et en partie ronéotypée. Mais il ne cessait jamais de se plaindre. Mis à part ce qu'il considérait de l'arriération asiatique, il y avait le problème de la langue et de la tension grandissante entre juifs et arabes. Zweig avait du mal à apprendre l'hébreu; et il était colombe. Il redoutait le terrorisme. Ses lettres ne racontent pas une belle histoire.

Les administrateurs du théâtre *Habima* n'avaient pas réagi à une pièce qu'il leur avait fait parvenir. Il s'adressa à eux une fois, deux fois et encore à nouveau, mais il ne reçut aucune réponse[6]. Je ne suis pas d'ici, écrivit-il un an plus tard, contrarié parce que les organisateurs d'une manifestation pour la paix avaient insisté pour traduire en hébreu le discours qu'il avait préparé en allemand, alors que tous les participants parlaient yiddish. ''Alors, nous commençons à songer au départ[7]. Son influence politique et culturelle était pratiquement nulle, affirmait-il: Les gens exigent leur hébreu et je ne peux pas le leur donner. Je suis un écrivain allemand, un fils de l'Europe[8]. Je m'insurge contre ma présence même en Palestine. Je sens que je suis au mauvais endroit. Les relations humaines sont étriquées et le sont encore plus en raison du nationalisme hébreu et des hébraïsants qui refusent que toute autre langue soit utilisée dans les publications[9].

Il espérait le renversement du régime nazi et l'établissement d'un gouvernement libéral en Allemagne, dirigé peut-être par le petit fils du Kaiser destitué. Il savait pourtant que cela ne pouvait arriver dans un proche avenir[10]. S'il devait, entre-temps, s'attaquer à une langue étrangère, pourquoi ne serait-ce pas l'anglais, en Grande-Bretagne ou en Amérique ? Son passeport allemand allait bientôt expirer. Il ne voulait pas demander au Troisième Reich de le prolonger, mais il ne voulait pas non plus être celui qui coupe les ponts avec le peuple allemand; et il n'avait pas encore de passeport Palestinien.- dilemme d'exilé. Oui, bien sûr, il était juif, écrivit-il mais il éprouvait à l'égard du patriotisme juif des sentiments mitigés. Ses enfants apprenaient déjà l'hébreu à l'école, mais l'intellectuel allemand n'était pas content: Ils n'apprennent presque rien ici, se plaignait-il, misérables écoles aux horizons bouchés[11]. Il exagérait- il avait une voiture ainsi qu'une femme de ménage et assez d'argent pour partir en vacances en Europe-, mais des problèmes d'argent imaginaires lui donnèrent une nouvelle excuse pour partir[12].

Freud se montra plein de compréhension et de sympathie. Quand il apprit que Zweig dut laisser sa bibliothèque à Berlin, il lui envoya ses œuvres complètes en douze volumes. Ce n'était pas la première fois qu'il entendait des déficiences culturelles de la Palestine écrivit-il à Zweig; le passé du peuple juif ne l'avait pas préparé à créer son propre État. Il conseilla à Zweig de ne pas quitter encore la Palestine, malgré ses problèmes financiers, sa solitude et l'atmosphère nationaliste. En Palestine il pouvait au moins jouir d'une sécurité personnelle et de droits civiques. En Amérique, ce serait plus difficile – là-bas aussi il aurait à se battre avec une langue étrangère. Le jour viendrait où, les nazis vaincus, il serait au moins possible de prendre part à la réhabilitation de l'Allemagne, même si elle ne devait plus jamais ressembler à ce qu'elle fut jadis[13].

Oui, Zweig était d'accord, ce serait horrible d'avoir à faire à nouveau ses paquets; si au moins il avait pu partir en gardant un appartement en Palestine pour pouvoir revenir en cas de besoin[14] ! Entretemps, son opposition politique grandissait. Hier une bombe a été jetée sur la place d'un marché arabe (à Jérusalem), un vendredi- raconta-t-il à Freud, en 1938-, précisément lorsque les rues sont particulièrement fréquentées et que les paysans de la campagne environnante, déjà persécutés par les terroristes, font leurs achats. L'attentat fut perpétré par l'Irgoun, quelques jours après que les autorités eurent exécuté un de leurs hommes, Shlomo Ben Yossef. L'ensemble du pays, dans sa peur du nationalisme juif et dans sa lâcheté, glorifia un assassin de dix-huit ans, qui (malheureusement) fut pendu, écrivit Zweig. Une vengeance terrible va s'abattre sur nous tous […] Les juifs qui sont venus dans ce pays contre la volonté de la majorité arabe et qui, depuis 1919, ont été incapables de gagner la bienveillance des arabes, ont une seule chose pour eux: leur position morale, leur endurance passive. L'agression qu'ils exercent en tant qu'immigrants et l'agression exercée par les terroristes arabes s'abolissent l'une l'autre. Mais, s'ils se mettent maintenant à lancer des bombes, je vois un avenir sombre pour nous[15].

Il avait les nerfs à vif et sa dépression s'aggravait. Il connaissait des moments de panique et craignait pour sa vie et pour le bien-être de sa famille. Le frère de sa femme de ménage fut abattu dans un autobus moins de deux semaines après son arrivée d'Allemagne. Seules les théories de Freud pouvaient expliquer une telle psychose de mass, pensait Zweig. Entretemps, et à toute fin utile, il empaqueta ses manuscrits dans une grande malle[16].

Freud qui célébra depuis peu son quatre-vingtième anniversaire, affrontait ses propres malheurs. Sa santé était vacillante, et lorsque les nazis entrèrent dans Vienne, il fut contraint de fuir à Londres. Depuis ce moment-là, il écrivait à Zweig comme un exilé à un autre exilé. Zweig envoya à Freud un article sur le livre de ce dernier, *Moïse et le monothéisme*. Incroyablement noir et drôle commenta Zweig[17]. Freud conseilla à son ami de ne pas s'installer en Angleterre, car c'était un étrange pays où il était difficile de s'intégrer[18]. Peu de temps après, Freud mourut, la guerre éclata et Zweig fut bloqué en Palestine pendant tout le temps qu'elle dura.

On m'accuse de me sentir toujours immigrant ici, écrivit-il dans Orient en 1942. Comme si c'était une insulte, il trouva nécessaire de se justifier: il ne s'était pas éloigné du pays; c'est le pays qui s'était détaché de lui. Dix années ont passés et aucun de ses livres ne parut en édition hébraïque, et, à l'exception du paiement des articles qu'il écrivait pour le *Palestine Post*, il n'avait aucun revenu sur place. Pas un seul journal hébraïque ne lui demanda de collaborer régulièrement. Non, il n'avait pas diffamé la langue hébraïque, protesta-t-il en allemand, mais il avait des difficultés à la maitriser à cause d'une maladie des yeux et d'un grave accident de la route. Zweig essaya de donner l'impression qu'il souhaitait trouver sa place en Palestine et ne le pouvait pas; peut-être le souhait-il et peut-être pas[19]. Peu après la guerre, Arnold Zweig fit ses bagages et déménagea en Allemagne de l'Est. Sous la protection de la dictature communiste, il devint, un héros de la culture nationale.

*

L'agence juive, représentante reconnue du Yishouv, reçut des britannique le droit de distribuer, selon des critères pré-établis, le quota des certificats d'immigration que les britanniques allouaient tous les six mois. Bien sûr, l'immigration accentuait la tension entre juifs et arabes Palestiniens, et les britanniques réagissaient à l'extension de la lutte nationaliste arabe et aux violences qui éclataient à travers le pays, en limitant les autorisations d'entrées en Palestine. Ils ne distribuaient eux-mêmes que très rarement les certificats d'immigration, par l'intermédiaire de leur consulat. La plupart du temps, il incombait aux dirigeants de l'agence juive en Palestine, de répartir les certificats entre les différents pays. Cela supposait souvent un marchandage et des tractations entre les partis politiques qui composaient l'exécutif sioniste. Les divisions politiques au sein du Yishouv recoupaient plus ou moins celles des partis politiques juifs dans la diaspora. Chaque parti essayait d'obtenir le maximum de certificats afin de les distribuer parmi ses membres et ses sympathisants. La sélection des immigrants était entre les mains des représentants de l'agence juive à l'étranger. A mesure que s'aggravait la situation en Europe, les demandes d'immigration augmentaient et la pénurie de certificats se faisait plus aiguë. La répartition des permis prenait des allures darwiniennes: ceux qui étaient choisis vivraient; ceux qui n'étaient pas choisis mourraient vraisemblablement. Il y avait peu d'espoir que la situation s'améliore.

Le Yishouv débattait de deux questions, critiques toutes les deux dans leur principe et dans leur mise en pratique: l'immigration illégale (haapala) et la sélection des candidats à l'immigration (selektsia). En juillet 1934, un petit bateau, le *Vilos*, voguait en provenance de Grèce. Sur son pont se trouvaient 350 passagers d'Europe de l'Est sans permis d'immigration. Le bateau accosta clandestinement, les passagers débarquèrent à la faveur de la nuit. C'était les premiers Maapilim, les illégaux. Jusqu'à la création de l'État, quatorze années plus tard, plus de cent mille immigrants illégaux comme ceux-là arrivèrent sur quelque 140 bateaux; environ la moitié après le génocide, au cours des trois années qui allaient de la fin de la guerre, en1945, jusqu'à la déclaration de l'indépendance en 1948. Parfois le nombre des illégaux dépassait celui des immigrants légaux.

David Ben Gourion s'opposa à l'immigration illégale, même lorsque la vie d'un grand nombre de juifs européens en dépendait. Jusqu'à la fin de la guerre, la plupart des dirigeants du Mapai avaient tendance à considérer l'agence juive comme une institution nationale quasi gouvernementale, tirant son autorité des britanniques. Sa capacité d'intervention dépendait donc largement de sa coopération avec les Anglais. L'agence était aussi un instrument de pouvoir et d'influence pour le Mapai. Toutes ces considérations amenèrent Ben Gourion et ses collègues de l'agence juive à respecter la plupart des lois du mandat

britannique et à tenter de faire progresser le mouvement sioniste à travers des négociations avec le gouvernement mandataire. Le Yishouv dans sa majorité soutenait cette politique.

L'idée de faire venir des juifs clandestinement et illégalement provient de certains groupes d'opposition à l'intérieur du Mapai – en premier lieu du mouvement kibboutznik - et à l'extérieur du parti, par les révisionnistes de Jabotinski. La plupart des bateaux des maapillim étaient affrétés par les activistes radicaux du mouvement kibboutznik et du betar. Bien entendu, les militants de la haapala préféraient prendre des passagers qui leur étaient personnellement ou politiquement proches. Et malgré le fait que Ben Gourion justifiait son opposition à l'immigration illégale par des arguments moraux – les illégaux prenaient la place de ceux qui attendaient patiemment les certificats d'immigration – il ne cacha pas la raison politique implicite de sa position: le Mapai était en train de perdre le contrôle du choix des immigrants[20].

Ce contrôle était également au centre d'un autre débat entre le Mapai et les révisionnistes: immigration massive de l'ensemble des juifs ou immigration sélective. Dès 1932, Jabotinski avait appelé à l'évacuation des juifs européens dans le but de les sauver et de créer une présence juive majoritaire en Palestine. L'utilisation du terme *évacuation* montrait qu'il s'agissait d'un cas d'urgence. Jabotinski ne parvint pourtant jamais à mener à bien quelque plan concret que ce soit, les modalités changeaient constamment. Dans sa version la plus audacieuse, le plan envisageait l'immigration d'un million de juifs en deux ans. L'appel à l'évacuation avait aussi une motivation politique. Les révisionnistes dénonçaient le fait que leurs partisans, pour la plupart des membres de la classe moyenne citadine, furent l'objet de discrimination dans la répartition des certificats d'immigration. La terre d'Israël existe aujourd'hui exclusivement pour une classe de privilégiés, déclara Jabotinski en 1939, et ceux qui sont choisis sont des jeunes gens dont la couleur est le rouge, c'est-à-dire la classe des travailleurs socialistes[21].

Après le génocide, les membres du parti de Menahem Begin, le Herout, qui s'était épanoui hors du mouvement révisionniste, accusèrent le Mapai d'avoir sabordé l'évacuation. Nous aurions pu sauver des millions, ou du moins des centaines de milliers de juifs supplémentaires, déclara Yohanan Bader, homme politique et dirigeant du Herout[22]. Mais, dans les premiers jours du Reich, lorsque l'immigration pour la Palestine était sensiblement moins restreinte et qu'il était possible de transférer un nombre important de juifs européens, la plupart d'entre eux ne souhaitaient pas partir; tous les efforts mis en œuvre pour les persuader échouaient. Avec le temps, leur situation empira et nombreux furent ceux qui voulurent s'enfuir, mais les britanniques leur interdirent alors l'entrée en Palestine. Le seul moyen de les sauver était l'immigration illégale, importante avant la guerre, peut-être également avant. Elle n'avait pourtant qu'une portée très limitée – elle n'aurait jamais pu amener le nombre de juifs qu'annonçait Bader. Néanmoins, avec le soutien de l'agence juive, la haapala aurait pu faire venir plus de personnes qu'elle ne le fit en réalité. Mais cela n'était pas la grande priorité de l'agence, en partie à cause de l'opposition de Ben Gourion. Avec le recul, la politique de l'agence semble avoir été une terrible erreur*.

*Il semble pourtant que Ben Gourion ait été plus perspicace à l'occasion d'un autre débat qui l'opposa aux révisionnistes. En 1937, alors que les tensions entre juifs et arabes (les palestiniens non juif) s'accentuaient, une commission britannique proposa de diviser en deux pays, de la même façon qu'une commission de l'ONU le proposera dix ans plus tard. Ben Gourion pencha pour le soutient à cette proposition; les révisionnistes et certains collègues de Ben Gourion la rejetaient car, entre autres raison, ils estimaient que le territoire proposé par les britanniques pour l'État juif était trop petit. (Le plan fut également rejeté par les palestiniens non juifs). Cet épisode donna naissance à une effrayante question: combien de juifs tués dans le génocide Israël aurait-il pu accueillir s'il avait été créé deux ans avant la guerre, au lieu de trois ans après[23] ?

Bien entendu, l'agence juive convenait qu'il était nécessaire de créer une majorité juive en Palestine, mais uniquement par une immigration sélective et non par une évacuation massive. Les sionistes travaillistes qui contrôlaient l'agence pensaient qu'il fallait créer une société nouvelle, totalement différente de celle qui caractérisait la vie juive en exile. Ils souhaitaient que le peuple juif puisse revenir au travail agricole. (Ce qu'ils refusèrent catégoriquement en Russie [note du copiste.] voir 2 siècles ensemble d'A Soljenitsyne). La vie urbaine était, selon eux, un symptôme de dégénérescence sociale et morale; le retour à la terre donnerait naissance à ''l'Homme nouveau'' qu'ils espéraient forger en Palestine. En répartissant les certificats d'immigration, ils avaient donné la préférence à ceux pouvant jouer un rôle dans leur projet de construction du pays. Ils privilégiaient les jeunes sionistes en bonne santé et, si possible, ceux qui avaient suivi une formation agricole (note du copiste: dispensée par les nazis) ou qui, du moins exprimaient leur volonté de travailler la terre. Ils n'ignoraient pas les épreuves des juifs d'Europe et, de temps en temps, ils se disaient que les permis devaient être donnés à ceux qui en avaient besoin, même s'ils ne faisaient pas avancer le projet sioniste. Mais lorsque l'on arrivait au choix effectif des immigrants, la principale préoccupation restait de répondre au mieux aux exigences de la nouvelle société.

Les immigrants idéaux étaient alors les pionniers ou *haloutzim*; c'est-à-dire ceux qui contribuaient à l'édification de peuplements agricoles ou qui rejoignaient des peuplements existants. Ce terme avait aussi manifestement une signification politique; en Europe, le mouvement *Haloutz*, ne se contentait pas de dispenser une formation agricole aux jeunes juifs qui avaient formulé le désir de devenir fermiers en Palestine, il inculquait aussi à ses membres une idéologie socialiste, c'était dans l'intention d'encourager le développement agricole mais aussi de renforcer le mouvement travailliste au sein du *Yishouv*. Les membres du très citadin mouvement *Betar* distribuaient les permis qui leur étaient alloués en fonction de leur propre critère politique, ils donnaient la préférence aux immigrants qui avaient la volonté et la capacité de servir dans l'*Irgoun*. A l'instar de l'agence juive, le *Betar* refusait d'aider ceux qui souhaitaient partir pour un autre pays[24]. (Aller en Palestine ou crever en Europe). La question était de savoir que faire des réfugiés qui étaient ni sionistes ni aptes à aider à la construc-

tion d'une société nouvelle en Palestine. Dieu seul sait comment la pauvre petite terre d'Israël (même pas encore créée), pourrait intégrer ce fleuve humain et s'en sortir avec une structure sociale saine, écrivit Chaïm Weizman[25]. L'association des immigrants allemands se plaignait que les représentants de l'agence juive à Berlin allouaient des certificats d'immigrations à des invalides. Le matériel humain arrivant d'Allemagne est de pire en pire, dénonçait l'association près d'un an après l'avènement du gouvernement nazi. Ils n'ont ni le désir ni la capacité de travailler, et ils ont besoin d'une assistance sociale[26]. Un an plus tard, l'association envoya à Berlin une liste de noms de personnes qu'il ne fallait pas, selon elle, laisser partir pour la Palestine[27]. Henrietta Szold, qui dirigeait la division du travail social de l'agence juive, protestait elle aussi fréquemment contre la présence de malades et de nécessiteux parmi les immigrants. De temps à autre, Szold demandait que certains de ces *cas* soient renvoyés en Allemagne nazie afin qu'ils ne deviennent pas un fardeau pour le Yishouv[28]. (Inimaginable en 2010 en Europe! Le bureau de l'agence juive à Berlin devait également s'assurer de la moralité et des attaches politiques des immigrants qu'ils envoyaient en Palestine. La famille Bornstein a installé une maison close à Jaffa – violation évidente de l'idéal sioniste, accusait un responsable dans le bureau de Werner Senator, membre de l'exécutif de l'agence[29]. En 1937, le Joint Distribution commitee, une organisation us qui prêtait assistance aux juifs nécessiteux, négocia avec les autorités allemandes la libération de 120 prisonniers juifs du camp de concentration de Dachau. Je ne suis pas certain que, d'un point de vue politique, il soit souhaitable que tous les prisonniers libérés se rendent en Palestine, écrivit un dirigeant de l'agence juive à l'un de ses collègues[30]. La plupart n'étaient pas sionistes; et ils pouvaient bien y avoir des communistes parmi eux. Senator, qui s'était activé pour faire venir les juifs allemands en Palestine, prévint le bureau de l'agence juive à Berlin que, s'il n'améliorait pas la qualité du *matériel humain* envoyé, l'agence serait acculée à restreindre le nombre de certificats alloués aux capitalistes juifs allemands. Les immigrants d'Allemagne jouissaient de toutes sortes de faveurs spéciales, écrivit Senator. Ils recevaient des certificats d'immigration après six mois de formation agricole seulement, alors que dans d'autres pays il était requis jusqu'à deux ans de formation. Les demandes de réunification de famille émanant d'Allemands ayant des parents en Palestine étaient rapidement acceptées. Tout cela nécessitait une vigilance particulière sur la qualité des immigrants, qui se devaient d'être de véritables pionniers. Senator ne faisait pas référence à d'accidentelles erreurs de jugement, certifia-t-il à ses collègues, il parlait bien d'une tendance générale. De plus en plus de cas sociaux arrivaient d'Allemagne, ainsi que de trop nombreux hommes d'affaires avec enfants, au lieu d'hommes et de femmes célibataires[31].

A un moment donné, que les candidats de plus de trente-cinq ans recevraient des certificats d'immigration à la condition que rien ne laisse penser qu'ils puissent représenter un fardeau pour le pays. Par conséquent, ils devaient avoir une profession. Toute personne qui s'adonnait au commerce, était-il déclaré, ou à toute autre activité similaire, ne recevra de certificat en aucune circonstance, sauf s'il s'agit d'un vétéran sioniste. Cela se passait en 1935[32.] ''Dans les périodes d'abondances, il est possible d'assumer ce matériel, expliquait Itzhak Gruenbaum. Dans les périodes de pénurie et de chômage, ce matériel nous causera beaucoup de problème…Nous devons avoir l'autorisation de choisir pour l'immigration les réfugiés qui en valent la peine, et la permission de ne pas les accepter tous[33]*. Les juifs allemands qui recevaient des permis d'immigrer simplement comme réfugiés étaient considérés eux aussi, comme du *matériel humain indésirable* par Eliahu Dobkin, un membre du Mapai de l'exécutif de l'agence juive. ''Je comprends fort bien la situation particulière dans laquelle se trouvent les institutions d'outre-mer qui s'occupent des réfugiés allemands, mais je voudrais pouvoir croire que vous êtes d'accord avec moi sur le fait que nous devons aborder cette question non pas d'un point de vue philanthropique mais en fonction des besoins du pays, écrivit Dobkin à l'un de ses collègues. Mon opinion est que nous devons amener les réfugiés répondant à ces besoins[35]. Les responsables des immigrants juifs allemands en Palestine acquiescèrent. Selon moi, 90% d'entre eux ne sont pas indispensables ici, écrivit l'un de ces responsables à l'un de ses collègues[36].

Lorsque l'exécutif de l'agence juive débattit la question de l'allocation des certificats d'immigration, de fréquentes protestations s'élevaient contre la préférence accordée aux juifs allemands. Des discutions similaires eurent lieu pour la distribution de l'aide financière. En apprenant l'existence à Londres d'un fonds spécial de sauvetage pour les juifs allemands, un membre objecta: Pourquoi les juifs de Russie ont-ils cessés d'être privilégiés, et pourquoi les juifs allemands le sont-ils devenus[37] ? La collecte spéciale organisée pour les juifs allemands, comme l'accord de la *haavara*, encouragea l'agence juive à attribuer d'avantage de certificats à l'Allemagne. Arthur Ruppin expliqua qu'une diminution du nombre des immigrants en provenance d'Allemagne rendrait plus difficile la collecte d'argent pour ce fonds-là précisément. Mais il y a trois millions de juifs dans la souffrance en Pologne et seulement quatre cent mille en Allemagne protesta un membre de l'exécutif, et il suggéra que les permis soient distribués proportionnellement au nombre de juifs vivant dans chaque pays[38]. Un autre membre de l'exécutif, allemand de naissance, se plaignit de la discrimination exercée contre les juifs allemands: leur situation était extrêmement grave, déclara-t-il. Un autre membre encore, polonais de naissance, déclara que la situation en Pologne était même pire[39].

La lutte tragique pour concilier des nécessités opposées mais toutes légitimes continua sans interruption.La situation en Pologne amène à penser que le temps d'Hitler approche, prédisait à juste titre Itzhak Gruenbaum, en 1936[40]. Deux ans et demi plus tard, dans un mémorandum, le département de l'immigration de l'agence juive présenta ses excuses aux représentants de l'agence à l'étranger: Le terrible destin des juifs d'Autriche et d'Allemagne nous a contraints à leur attribuer la moitié du quota…nous espérons que les autres pays accepteront ce sacrifice nécessaires en faveur des juifs d'Autriche et d'Allemagne[41]. C'était une réalité d'une incroyable cruauté: chaque juif qui recevait un certificat d'immigration pendant cette période vivait en Palestine en sachant qu'un autre juif qui n'avait pas reçu de certificat fut tué. Là résidait le sentiment de culpabilité qui tourmenterait plus tard tant d'israélien qui avaient échappé au génocide.

*

Les immigrés arrivant d'Allemagne partaient vivre dans des peuplements agricoles déjà existants, ou bien allaient fonder les leurs – plusieurs douzaines de kibboutzim et de villages agricoles. La plupart étaient nouvellement arrivés au travail de la terre. Ils avaient vécu dans de grandes villes, ils avaient été médecins, avocats, enseignants et fonctionnaires. Certains avaient découvert le sionisme et n'avaient décidé de s'établir comme pionniers sur cette terre qu'après la montée du nazisme. D'autres étaient des enfants envoyés en Palestine sans leurs parents, avec le programme de l'Aliya Hanoar (immigration des jeunes). Pour certains, le travail manuel constituait un idéal. Et ceux-là réussirent; les établissements agricoles et les fermes qu'ils fondèrent furent florissants et donnèrent naissance à deux générations d'agriculteurs.

L'agence juive, cependant, ne faisait pas confiance à l'inébranlable foi idéologique des candidats à l'immigration. Elle donna l'ordre à ses bureaux à l'étranger d'obtenir de chaque candidat un engagement écrit à travailler sur la terre de Palestine, où qu'il soit envoyé, et au minimum pendant deux ans. C'est pourquoi tant d'immigrants allemands commencèrent leur carrière en Palestine comme agriculteurs. Certains renièrent leur engagement et, une fois arrivés, refusèrent de travailler la terre[42]. C'était, après tout, une vie difficile. Avant même leur arrivée, ils avaient pu lire dans le journal sioniste allemand *Jüdisch rundschau* que les conditions de vie rurale qui les attendaient étaient *primitives* en comparaison des conditions de vie en Allemagne, et qu'ils ne réussiraient en Allemagne qu'à la condition expresse de renoncer complètement à leur mode de vie antérieur. Au fil des ans, près de la moitié d'entre eux abandonnèrent l'agriculture[45]. La plupart s'établirent dès le départ dans les grandes villes- Haïfa, Tel Aviv et Jérusalem. Ils emportèrent leurs biens ainsi que de grandes caisses de bois dont certaines servirent de remises à outils dans les arrière-cours ou bien de cabanes pour les sans-abri. Les caisses contenaient d'énormes meubles en acajou, de grands pianos, des réfrigérateurs électriques qui, surmenés par la chaleur levantine, se détraquèrent rapidement et furent réduits à de simple boite à glace. Ils avaient apporté leur cristaux et leurs vases de Chine, leurs couvre-lits, leurs oreillers et leurs napperons en dentelle, les costumes taillés sur mesures qu'ils avaient portés en Allemagne, et d'innombrables autres articles qui avaient rendu la vie agréable en Allemagne- un coupe-cigare, un pique-cerises, de petits pèse-lettres, des ciseaux spéciaux pour empêcher les mèches des bougies de fumer, une brosse miniature et une pelle pour balayer les miettes sur la table après le repas. Les médecins et les artisans apportèrent des équipements sophistiqués et des outils rares, si ce n'est, inconnus en Palestine, tout cela dans l'espoir de préserver le mode de vie qu'ils avaient connu et de le transplanter en Palestine. Ils avaient pensé qu'ils pourraient avoir des femmes de ménage; et nombreux furent ceux qui emportèrent leur voiture[44]. Ils firent naviguer des bibliothèques entières, y compris des textes classiques et des œuvres de la littérature allemande contemporaine*.

*Un grand nombre de ces éditions ne survécurent qu'en Palestine, car, en Allemagne, les nazis les confisquèrent et les brûlèrent. Bien des années plus tard, lorsque les yekkes vieillirent puis moururent, laissant des enfants nés dans le pays qui ne pouvaient pas lire l'Allemand, un essaim d'acheteurs d'Allemagne de l'Ouest s'abattit sur Israël dans le but de pourchasser et de rapatrier les volumes de valeur.

Les premiers yekkes prévinrent les nouveaux arrivants des dangers qui les attendaient sur leur nouvelle terre. Il ne fallait en aucun cas mangers des fruits ou des légumes crus à moins de les tremper au moins vingt minutes dans une solution calco-magnésienne pourpre. Il fallait faire bouillir l'eau avant de la boire. Il ne fallait pas consommer les boissons non alcoholisées que l'on gardait dans de grands réservoirs et que l'on vendait au verre dans la rue. Concrètement, on ne devait rien consommer en dehors de chez soi. On devait porter des vêtements en coton amples et des chaussures en coton blanc. Ne jamais marcher sans chaussettes- mais là où il n'y avait pas de moustiques, il n'était pas nécessaire de porter des chaussettes jusqu'aux genoux. Un chapeau de paille était acceptable, mais un casque colonial était recommandé. La plus grande menace pour la santé, c'était la mode qui commandait parfois de porter des vêtements inappropriés au climat. On ne devait pas faire de compromis:

Dans notre pays, l'habillement doit être simple, pratique et logique. Les enfants doivent porter de grands chapeaux pour les protéger du soleil. Si possible, on doit leur interdire de porter des sandales, mais en aucun cas, on ne doit leur permettre de porter des sandales sans chaussettes. Il serait de loin préférable qu'ils portent des chaussures plates en cuir. Les enfants ne doivent pas être autorisés à nager en mer sans l'accord du médecin. Durant les vagues de chaleur, tout le monde doit éviter de sortir. Les fenêtres et les persiennes doivent être fermées. Il faut observer une sieste l'après-midi, entre quatorze et seize heures. Les corps, les sous-vêtements et les maisons doivent être scrupuleusement propres- les sols doivent être lavés quotidiennement avec du kérosène ou du lysol; les restes de nourriture ne doivent pas trainer dans la maison pour éviter d'attirer le mouches, les fourmis et toutes sortes d'insectes porteurs de maladies[45].

Certains conseils étaient sages. D'autres exprimaient la peur d'une terre orientale et étrangère sur laquelle d'autres avaient déjà appris à vivre. Les indigènes, après tout, portaient des sandales sans chaussettes, nageaient dans la mer, et achetaient des boissons non alcoholisées dans la rue; à l'évidence, les enfants yekkes étaient différents.

Parmi les nouveaux venus, se trouvaient de jeunes gens sans famille que l'on logeait pour commencer dans des auberges pour immigrants ou dans des tentes sans hygiènes[46]. Mais presque la moitié des immigrants en provenance d'Allemagne avaient la trentaine, étaient mariés, avaient une profession libérale; c'était des capitalistes qui avaient emporté de l'argent avec eux[47]. Tout comme ceux qui avaient décidé de devenir agriculteurs, ceux qui s'étaient installés dans les villes étaient

souvent contraints de changer de métier. En général, ils devaient gagner leur vie en accomplissant un travail considéré, dans l'échelle sociale allemande, comme inférieur à leur ancien travail. Nombre d'entre eux devinrent ouvriers du bâtiment. Un architecte devint menuisier, un juge ouvrit une blanchisserie, un dentiste une droguerie.

Ce fut une période où l'on raconta, entre autres innombrables anecdotes sur les yekkes, celle d'une femme qui eut des contractions d'accouchement dans un autobus. Les passagers se mirent à crier: Un docteur ! Un docteur ! Et six d'entre eux, tous nouveaux immigrants allemands, se précipitèrent pour aider la femme. Le conducteur, lui aussi immigrant allemand et ancien médecin les écarta: Excusez-moi, messieurs, mais dans mon autobus, je fournis moi-même les enfants.

Un médecin sur deux, venus vivre en Palestine dans les années30 arrivait d'Allemagne; cela représentait au total quelque 1 200 personnes. Une étude réalisée en 1946 révèle que 35% des médecins du pays étaient nés en Allemagne. Des centaines d'entre eux ne purent exercer leur profession[48].

Ils avaient quitté l'Allemagne en raison de l'interdiction faite aux juifs de pratiquer la médecine. Ils s'établir en Palestine parce qu'il leur était difficile de s'établir dans d'autres pays et aussi parce que les nouvelles réglementations stipulaient qu'ils ne pouvaient être habilités à exercer la médecine en Palestine qu'à la condition d'y être venus avant 1936. Près de 500 médecins allemands arrivèrent en Palestine en octobre et novembre 1935. J'ai toujours été un bon juif, écrivit Herman Zondek, le célèbre physicien et directeur d'hôpital à Berlin, mais n'ai-je pas été aussi un bon allemand ? Et un loyal européen ? Des bandes de SA avaient fait irruption dans son bureau et le jetèrent dehors. Il s'installa d'abord à Manchester, en Angleterre. Chaïm Weizman et l'historien sir Louis Namier le persuadèrent de partir pour la Palestine. On lui avait dit que la Palestine était trop primitive pour un médecin de sa renommée. Par la suite, il devint directeur d'un petit hôpital à Jérusalem, mais il semble qu'à la fin de ses jours il s'interrogeait encore sur le bien-fondé de sa décision[49]. Le niveau des soins médicaux en Palestine était inférieur à celui qui existait en Allemagne. Beaucoup de spécialisations médicales étaient tout à fait inconnues dans le yishouv, alors que l'Allemagne de Weimar avait été un centre mondial pour la médecine moderne. Un grand nombre de médecins venant d'Allemagne avaient travaillé dans des cliniques publiques, mais ils avaient, dans le même temps, conservé des consultations privées. Ils possédaient une conscience politique et une conscience de classe, caractéristiques de leur profession. En Palestine, on leur demandait de pratiquer leur métier comme des ouvriers salariés, dans les minuscules cliniques de la Histadrout, les Koupat Holim, dispersées dans l'ensemble du pays. Il n'existait pas de centre universitaires médicaux ni de grands hôpitaux. La pratique privée était interdite par l'idéologie socialiste de la Histadrout. Les patients ne payaient qu'une toute petite somme pour les soins qu'ils recevaient – mais ils devaient supporter de longues files d'attente, des tickets numérotés à la main, et n'étaient pas autorisés à choisir eux-mêmes leurs médecins. Cela faisait peser un fardeau administratif sur les épaules des médecins et heurtait leurs convictions.

Certains occupèrent des positions maitresses dans les Koupat Holim. Mais lorsqu'ils tentèrent de changer le fonctionnement de la coopérative, ils devinrent l'enjeu d'une bataille idéologique. Ce fut une lutte pour le contrôle politique de la coopération et des assurés – médecins contre bureaucrates, individualisme libéral contre collectivisme socialiste[50]. En 1946, les médecins de la Koupat Holim de l'hôpital Belinson, dont plusieurs étaient nés en Allemagne, signèrent une pétition pour demander l'autorisation de vivre à l'extérieur de l'hôpital et d'ouvrir des consultations privées. Ils insistèrent également sur le droit d'avoir une voiture et de posséder des tableaux, ce qui constituait une violation des valeurs austères du mouvement travailliste.

Le conflit provoqua de nombreuses frictions, chaque partie lançant de son côté des bordées d'insultes. Les médecins se plaignaient de la dictature de la Histadrout, et les dirigeants de la Histadrout répliquaient sarcastiquement: Oh, Vous l'aviez vraiment bonne en Allemagne[52]! Des médecins ouvrirent des consultations privées en Palestine et proposèrent des soins que l'on ne pouvait recevoir qu'à l'étranger. Peu après, ils créèrent une compagnie d'assurance-santé privée et fondèrent des Koupat Holim concurrentes, ainsi que des hôpitaux privés et des usines pharmaceutiques. Le niveau des soins médicaux, publics aussi bien que privés, s'éleva rapidement approchant rapidement celui de l'Europe et des Etats-Unis.

*

Les médecins ne furent pas les seuls à trouver difficilement leur place dans le cadre collectiviste. De nombreux *yekkes* quittèrent les kibboutzim et cherchèrent du travail par l'intermédiaire du bureau de placement de la Histadrout. La dépendance envers la bureaucratie collective de la Histadrout leur était ''un lourd fardeau[52]. Un dirigeant de la Histadrout se plaignit que les Allemands qui postulaient auprès du service de l'emploi avaient des attitudes insatisfaisantes. Il affirma qu'ils réclamaient des privilèges spéciaux[53].

Toutefois, avec leur individualisme exigeant, leurs manières européennes, les *yekkes* constituèrent une force féconde. Ils contribuèrent à changer l'apparence des villes avec leurs maisons dessinées et construites dans le style traditionnel du Bauhaus, le dernier cri en architecture. Les hommes d'affaires *yekkes* transformèrent l'économie du yishouv. Ils ouvrirent des magasins et des boutiques comme on n'en connaissait pas, avec de larges vitrines qui s'étalaient de part et d'autre des portes d'entrée: des papeteries et des drogueries, des boutiques d'articles en cuir et des cosmétiques des magasins spécialisés en chaussures d'enfants, en sucrerie, en tabac; ici et là apparaissaient les premiers grands magasins. Les cafés européens surgissaient à chaque coin de rue. Les yekkes organisaient des conférences et des concerts de musique de chambre. Arturo Tosca-

nini lui-même vint diriger l'orchestre de réfugiés nouvellement fondé – le future orchestre philharmonique d'Israël – en geste de protestation contre les injustices du fascisme. Voilà l'ironie de l'histoire. La montée du nazisme, si destructrice et si meurtrière en Europe, améliora la qualité de vie en Palestine. Tel Aviv qui fut jusque-là une ville provinciale, commença à ressembler à une cité cosmopolite.

Les dirigeants du *yishouv* reconnaissaient la contribution des *yekkes*, mais ils considéraient aussi qu'ils constituaient un problème idéologique, politique et culturel. Ceux qui viennent vers nous ne sont pas des juifs nourris de culture hébraïque, déclara Berl Katznelson au XIX[e] congrès sioniste à Lucerne en août 1935, mais plutôt des personnes ''coupées des racines de la culture et de l'existence nationales, et auxquelles il manque le ciment qui avait uni la diaspora juive durant de longues périodes et l'avait fondue en une identité unique. Katznelson disait *nous* et *ils*, comme tout le monde le faisait à cette époque: On nous ordonne de bâtir la terre d'Israël avec ces juifs calcinés et déracinés, déclara-t-il, et la grande question reste: Comment en faire une nation ? Ces masses manquent de racines hébraïques, la plupart arrivent sans aucune culture [hébraïque]. Que pourrions-nous faire pour qu'ils ne deviennent pas un fardeau pour nous ? Que pouvons-nous faire pour qu'ils se mêlent au pays et viennent rejoindre les bâtisseurs[54]? D'innombrables anecdotes dépeignaient les yekkes comme des personnes conservatrices, entêtées et froides. *Ils ne comprennent pas l'humour juif*, dénonçait-on – c'était l'écho des relations troubles qui avait toujours existé, même en Europe, entre les juifs d'Allemagne et les juifs de l'Europe de l'Est. On se moquait aussi des juifs allemands au sujet de leur attitude envers la tradition juive. On comptait bien parmi les juifs d'Europe de l'Est un grands nombre de juifs non-religieux, et parmi les *yekkes* de nombreux juifs observant et même ultra-orthodoxes, mais ils étaient schématiquement classés dans la catégorie de ceux qui s'étaient détachés du judaïsme. Il y a quelque chose de positif dans leur tragédie, déclara Menahem Ussishkin lors d'une réunion de l'exécutif sioniste, C'est le fait qu'Hitler les ait opprimés en tant que race et non en tant que religion. S'il les avait opprimés en tant que religion, la moitié des juifs d'Allemagne se seraient tout simplement convertis au christianisme[55]. Le journal rapporta avec une certaine stupéfaction qu'un groupe d'immigrants allemands avaient célébré l'anniversaire du Kaiser Wilhelm[56].

L'écrivain viennois, Moshé Yaakov Ben Gabriel Eugène Höflich, né à Vienne, suggéra aux immigrants de s'assimiler humblement à la bonne terre, et David Ben Gourion leur demanda d'accomplir une révolution spirituelle[57]. Un vétéran promit de les éduquer à prendre leur part de responsabilité pour le bien public[58]. Bien sûr, les *yekkes* ne voulaient pas être éduqués, ils se considéraient plutôt habilités à enseigner: Nous voulons, nous aussi, participer à la reconstruction de la culture de notre peuple déclara l'un de leurs représentants; et Martin Buber leur conseilla de ne pas considérer ce pays comme un *melting pot* américain[59]. La question était de savoir qui allait assimiler l'autre.

Les *yekkes* se faisaient remarquer, ils se différenciaient des immigrants qui les avaient précédés. Ils étaient d'avantage familiarisés avec la culture occidentale que ne l'était le reste du yishouv. Un grand nombre d'entre eux, peut-être la majeure partie, refusaient d'adopter les façons de vivre locales, et leur attitude irritait grandement les vétérans en Palestine: on attendait des nouveaux immigrants qu'ils essaient de ressembler aux anciens. Comme on l'identifiait à l'Allemagne Hitlérienne, la culture des *yekkes* suscita, dès le début, une opposition. Parfois, on les définissait tout simplement comme Allemands, et on leur attribuait des caractéristiques allemandes. Lors d'une rixe, d'un conflit ou d'un simple désaccord, il arrivait souvent qu'on les appelât *Hitler*[60].

Certains les blâmaient en bloc pour ce qu'ils étaient et parce qu'ils refusaient de changer et de se fondre dans la société locale, prouvant par là qu'ils s'estimaient supérieurs aux habitants locaux. Un groupe qui considère posséder une gloire particulière, et qui a peur de se mêler au creuset commun, peut effectivement penser, dix ans après avoir vécu parmi nous, qu'il est encore nouveau et continuer à se cramponner à une idée informe – la germanité, critiqua Azriel Karlbach, un célèbre journaliste, né en Allemagne. Ils s'attroupent autour de l'eau si peu profonde du yishouv, la lapent du bout de leur langue, puis se détournent avec une expression de dégoût, en se plaignant délicatement de la puanteur[61].

Les *yekkes* ont construit un mur épais entre eux et nous, se plaignit un journal. Ce ne sont parmi eux que des Adolf, Richard, Arthur, Herman, Wilhelm et Philippe[62]. Il leur manque la perspective juive des questions du yishouv, affirma un autre journal. Il n'existe pas le moindre souffle de spiritualité dans leur attitude vis-à-vis de la terre d'Israël. C'était une attaque venant de droite. Et alors que la presse travailliste fustigeait l'attitude individualisme égoïste des *yekkes*, les journaux révisionnistes les identifiaient au mouvement social-démocrate. Quelqu'un commenta: Les Allemands forment toujours une collectivité, ils ne se vivent jamais comme des individus. Ils ne possèdent ni autonomie ni caractéristiques personnelles; c'est comme s'ils étaient tous nés ensemble. A peine l'Allemand est-il venu au monde qu'il appartient déjà à une société. L'auteur de l'article demandait aux *yekkes* de s'approcher du simple troupeau, du peuple de la terre d'Israël qui souffre pour la nation et verse des larmes sur sa destruction[63].

Parfois, on se moquait des *yekkes* et du formalisme de leur éducation, de leur formation professionnelle, de la méticulosité qu'ils mettaient dans leur travail. Le *yishouv* attachait une grande importance au travail manuel et à la capacité d'improviser. Les *yekkes* étaient mis en cause pour leur niveau de vie résolument élevé, se heurtaient immanquablement à une idéologie assimilant abondance et décadence morale. On les critiquait pour tout ce luxe inapproprié à ce lieu ci et aux convenances, dont nous n'avons pas besoin et qui apportent corruption et dégénérescence[64]. Par la suite, l'accroissement des importations d'Allemagne consécutif à l'accord de la *haavara* allait alimenter le ressentiment contre les *yekkes*. La question des importations fut présentée, comme toujours, comme une mise à l'épreuve de la loyauté nationale sioniste : la haavara, avançait-on,

détruisait consciemment la jeune industrie juive, avait pour but de réaliser du profit et de choyer les immigrants allemands, qui refusaient les produits locaux. Cela signifiait la fermeture d'usine, le licenciement d'ouvriers et par conséquent l'affaiblissement du projet sioniste, dénonçaient les représentants des industriels locaux. Un groupe qui se présentait comme le comité unifié pour le boycott des produits allemands prévenait de temps à autre qu'il ne pourrait plus contenir ses membres plus longtemps, et que bientôt la violence éclaterait[65].

*

Dans les archives de la municipalité de Tel Aviv se trouvent des lettres de juifs allemands installés dans la ville. Elles parlent d'une canalisation d'eau qui a éclaté et qui n'a pas été vidée, d'un taux d'imposition sur la propriété, exagérément élevé. Elles évoquent toutes sortes de problèmes personnels que les nouveaux résidents de la première cité hébraïque ne savent comment résoudre, parce qu'ils viennent d'arriver, et dont ils saisissent le maire. L'un a besoin d'un travail, l'autre d'une intervention chirurgicale, un troisième recherche un parent resté en Europe, un autre encore est sans logis – des lettres tristes, reflétant le dénuement, la solitude, le sentiment d'être étranger. La plupart des auteurs de ces lettres ne sont pas jeunes. Ils écrivent en allemand parce qu'ils ne connaissent sans doute aucune autre langue. Ils appellent le maire *Son Excellence*, dans un langage très formaliste, comme le veut la coutume en Allemagne, avec respects et expressions de soumission, tels des sujets s'adressant à leur suzerain. Le maire ne lut jamais ces lettres; le secrétaire de la ville, Yehuda Nedivi, les faisait disparaître. Il en renvoya certaines à leurs expéditeurs accompagnées de courtes notes purement formelles où il leur suggérait d'adresser leurs requêtes à la ville dans la langue officielle de Tel Aviv et de son administration municipale: l'hébreu[33].

Les mêmes archives contiennent une correspondance entre le maire Meïr Dizengoff et Haïm Bograshov le directeur du lycée Gimnasia Haïvrit. L'objet en est l'agression perpétrée contre les propriétaires du café Rivoli et les menaces dont ils avaient été l'objet. Plusieurs élèves du Gimnasia, furieux que les propriétaires ne parlent pas l'hébreu, avaient cassé les vitres du café et envoyé une lettre de menaces. Dizengoff condamna cet acte et mis en garde contre de telles actions risquant de provoquer des émeutes. Cependant, il promit d'apporter tout son soutien au combat contre le nouveau germanisme et à la mise en place d'un front uni pour supprimer les tentatives d'implantation de coutumes et de langues étrangères parmi nous[67]…

Quelques années plus tard, la municipalité elle-même enverra des lettres dures, presque menaçantes, à certains résidents germanophones. Il a été appelé à mon attention que dans votre maison, au 21 de la rue Allenby, l'Association pour une Autriche libre donne des soirées et des bals entièrement en allemand, et forme des projets étrangers à l'esprit de notre ville. Le dynamique secrétaire ajoute: Je vous serai reconnaissant de trouver une façon d'expliquer à ces personnes que cela ne sera pas toléré à Tel Aviv et qu'ils doivent mettre un terme à leurs activités[68].

La plupart des immigrants Allemands continuaient à parler allemand entre eux – un grand nombre de leurs enfants grandissaient entre deux langues, l'hébreu et la seconde. L'association des immigrants allemands organisait des cours d'hébreu et, à l'extérieur, les *yekkes* connaissaient la nécessité d'adopter la langue du pays comme la leur. Pourtant, la plupart d'entre eux avaient de grandes difficultés à apprendre l'hébreu et beaucoup découvraient qu'ils pouvaient s'en passer. Rien ne révélait plus clairement leur sentiment d'être étrangers que leur incapacité – parfois leur refus – d'apprendre l'hébreu. Rien ne les poussait autant dans un conflit aussi douloureux avec l'éthique sioniste du *yishouv*.

La lutte pour la primauté de la langue hébraïque en général, et contre l'utilisation de l'allemand en particulier, avait précédé l'arrivée des *yekkes*. La première guerre des langues s'était déroulée au début du siècle. Ce fut une longue bataille, qui participait de l'effort mené pour renouveler l'identité juive de la nation en vue de son indépendance. Les partisans de l'hébreu réussirent par l'intermédiaire d'ordonnances municipales à limiter l'utilisation de langues étrangères pour les enseignes de commerces, dans les conférences publiques et les autres activités culturelles, y compris pour les sous-titres de films.

Le conseil central pour la suprématie de l'hébreu, l'organisation officielle sioniste dirigée Menahem Ussishkin, se félicitait de son travail au sein des coopératives agricoles allemandes en Palestine. Lors d'une réunion, on décrivit le processus suivant: Le directeur d'une coopérative à Naharia avait écrit au maire. Ne connaissant pas suffisamment l'hébreu, il rédigea sa lettre en allemand, et son secrétaire la traduisit en hébreu. Malheureusement, le maire non plus ne savait pas l'hébreu. Mais lui aussi avait un secrétaire qui lui traduisit la lettre en allemand. Le conseil central pour la suprématie de l'hébreu était satisfait: les dossiers de la coopérative et de la municipalité ne conserveraient que les lettres écrites en hébreu[69]. A mesure qu'augmentait dans le *yishouv* le nombre de germanophones, s'accroissaient le nombre de journaux en langue allemande se multipliait aussi. Il s'agissait d'aventures commerciales tout à fait légales mais, elles se heurtaient à l'opposition de l'Association des immigrants allemands et de la presse hébraïque concurrente. Comme d'habitude, cela fut présenté comme part de la lutte en faveur du caractère hébraïque de la nation.

En mars 1939, *Haaretz* se dressa contre la publication du *Jüdisch Rundschau* à Jérusalem; il traita la presse allemande d'assaut contre l'âme du *yishouv*, et souligna en caractères gras que le *yishouv* ne le tolèrerait pas[70]. En deux ans, pourtant, une demi-douzaine de journaux allemands furent fondés en Palestine. Une fois de plus, Haaretz s'empara du sujet. Certes, il existait des pays qui tolèreraient une presse en langue étrangère, mais certaines choses qui étaient permises dans un pays bien établi et dont l'indépendance était incontestable ne pouvait l'être dans un pays qui se battait durement pour ses droits poli-

tiques. Le journal demanda aux dirigeants du *yishouv* d'arrêter de parler, et de commencer à agir pour contrer la puissance destructrice de la presse en langue étrangère[71].

Quelques dirigeants tentèrent effectivement d'agir. Ils menèrent de longues conversations avec les propriétaires de quatre journaux allemands et tentèrent de les persuader de cesser de paraître. Quand cette tentative échoua, le praesidium du Conseil central pour la suprématie de l'hébreu chercha le moyen de forcer les responsables de presse à accepter la discipline nationale. Leur but était de faire sortir les journaux allemands de nos vies. Certains protagonistes affirmèrent que cela revenait à entrer en guerre. L'un d'eux proposa de demander aux annonceurs de renoncer à l'achat d'espace dans les journaux en langues étrangères et d'inciter les journaux hébraïques à ne pas accepter les annonceurs qui y faisaient de la publicité. Il fallait également suggérer aux cafés, aux coiffeurs et aux hôtels de ne pas offrir de journaux en langues étrangères à leurs clients[72]. Mais lorsque le conseil discuta de la nécessité d'évincer la presse en langues étrangères, l'une des personnes présentes osa dire qu'il fallait également agir contre les journaux yiddish et anglais. L'un de ses collègues le remit rapidement à sa place. L'Anglais est la langue du gouvernement et le yiddish, la langue du sentiment, pontifia Menahem Ussishkin. Et le débat fut clos[73]. Ainsi, on attendait des yekkes qu'ils fassent montre d'un sentiment patriotique plus profond que le *yishouv* ne l'exigeait de lui-même.

Mais plus forte était la tentative d'arracher les yekkes à leur culture et à leur langue et plus ils se sentaient étrangers. Le sentiment qu'on les yekkes, dit l'un d'eux à Ben Gourion, c'est que tout le monde les hait parce qu'ils sont *yekkes*; ils se sentent discriminés dans tous les sens du terme[74].

L'Association des immigrants allemands écrivit dans sa lettre d'information que le nombre des suicides au sein de la communauté germanophone semblait démesurément élevé. La lettre d'information suggérait que l'on pouvait expliquer ce phénomène par l'existence de ce lourd fardeau matériel et mental qu'un grand nombre de *yekkes* devaient supporter à cause, entre autre chose, de leur inquiétude pour le sort de parents restés en Allemagne[75]. Un rédacteur de *Davar*, le quotidien de la Histadrout, pensa éveiller la sympathie de ses lecteurs à l'égard de la condition des *yekkes*.

> Je rencontre tous les jours des membres de cette tribu dans les rues tranquilles de Jérusalem. Des scientifiques et des artistes vivent parmi nous comme s'ils étaient sur une île déserte, coupés de tout, silencieux, sans rien demander et sans rien exiger; de vieux hommes et de vieilles femmes, tout courbés, tremblant pour le sort de leurs enfants, subissant la griffe de leur ennemi satanique sans personne pour les réconforter; des hommes et des femmes de tous âges engagés dans une lutte de survie et qui, avec leurs dernières forces, s'agrippent aux cornes de la vie pour ne pas déraper et pour rester des êtres humains.
>
> Je les ai vus vendre un à un leurs biens – des chandeliers de shabbat, une cuillère ou une fourchette en argent, ou bien une montre qu'ils avaient sauvée de la terre de leur ennemi. J'ai vu comment ils vendaient les seuls êtres qui les avaient un peu réconfortés – leurs chiots – parce qu'ils n'avaient pas de quoi payer leur redevance. J'ai été le témoin de suicides pour cause de solitude, de peur, de faim, de tristesse et d'angoisse qu'ils ne pouvaient plus supporter plus longtemps – des êtres délicats, sensibles qui ont choisi la mort plutôt qu'une vie de dégénérescence. Je les ai vus et je me suis dit: va aux portes de la ville et crie: mes frères, ne faites pas ce mal-là[76] !

Parmi les *yekkes*, certains essayaient de trouver des excuses à l'hostilité qui les entourait, et se mettaient en question. Nous sommes des enfants gâtés, écrivit l'association des immigrants allemands dans sa lettre d'information. ''Nous sommes constamment en train de nous souvenir des grands évènements historiques survenus en Europe et de faire la comparaison avec ce que nous voyons autour de nous en Palestine[77]. Lorsque la guerre éclata, les *yekkes* s'émurent de ce que la langue allemande allait avoir, désormais, une connotation plus négative qu'auparavant. Les gens se crient les dernières nouvelles de la radio, d'un balcon à l'autre en un allemand clair et courant, reprochait la lettre d'information à ses lecteurs. Dans les autobus nous nous congratulons au-dessus de la tête des autres passagers de la façon la plus bruyante qui soit. Il y a sur la plage de Tel Aviv des endroits où semble exister un panneau invisible proclamant: La langue hébraïque est interdite ici. Comme de nombreux immigrants allemands ne connaissaient pas d'autre langue, la lettre d'information leur conseillait de rester silencieux dans les lieux publics ou, du moins, de parler à voix bass[78]. L'Association fit de son mieux pour développer le domaine des études d'hébreu. Elle créa et s'appliqua à faire connaître une sorte de collège d'enseignement pour adultes, avec la participation d'érudits parmi les plus respectés du pays, dont Martin Buber et Gershom Sholem. La plupart des conférences étaient encore données en allemand, mais elles faisaient partie de l'effort entrepris pour rapprocher les immigrants allemands du judaïsme, du pays et de la langue. Ce pays ne possède qu'une langue officielle; et cette langue c'est l'hébreu, déclara l'association des immigrants allemands, qui demandait à ses membres de reconnaître ce fait[79].

Avec les années, pourtant, les *yekkes* apprirent à se défendre et à répondre aux critiques – avec sentiment, sarcasme, voire un certain dédain. Les *yekkes* pensaient que l'hostilité et les moqueries qui les avaient accueillis provenaient d'une jalousie et n'étaient en rien différents de ce qu'ils vécurent par le passé. Ils farfouillent partout, collectionnent tout ce qu'ils parviennent à trouver sur les aspects négatifs de chaque groupe ethnique afin de créer le monstre dont ils ont besoin à ce moment-là''-tout comme cela se faisait en Allemagne nazie[80]. *J'accuse* [en français dans le texte], écrivit Gustav Krojanker, un militant sioniste, né en Allemagne, qui soutenait que le langage injurieux utilisé contre *les yekkes* n'était pas éloigné de celui des antisémites[81]. La lettre d'information des immigrants allemands publia – malgré un démenti – un article extrêmement dur de l'un de ses lecteurs, critiquant le chauvinisme que dénotait la bataille contre la langue allemande. Nous avons vu le nationalisme allemand devenir fou et nous avons tremblé; nous sommes en passe d'arriver à une situation similaire, était-il écrit[82]. L'intolérance et le fanatisme qui caractérisaient la campagne pour la promotion de l'hébreu offensaient de nombreuses per-

sonnes, insistait l'association des immigrants allemands dans sa lettre d'information, qui érigea en héroïne une jeune fille de quatorze ans, élève d'une école de Jérusalem, à qui une camarade de classe avait dit: *Retourne chez Hitler*. La courageuse et orgueilleuse jeune fille gifla sa camarade de classe[83].

A la longue les *yekkes* apprirent à tirer gloire de leur contribution à la société du *yishouv*. Ils apprirent à être fiers de ce qu'ils étaient et se sentirent investis d'une mission: celle d'ambassadeurs de la culture européenne. Le but de notre œuvre culturelle doit être de fonder un nouvel humanisme hébraïque que l'on ne devait pas seulement à la grandeur de l'homme, mais aussi à son humilité. Cet humanisme ne conduira pas à un égoïsme désordonné mais prendra en considération et préservera les relations de l'homme avec son semblable, avec la nation, et avec l'ensemble de l'humanité, afin de ressusciter le passé et, par cette renaissance, ouvrir le présent vers l'avenir déclara l'un de leurs dirigeants. C'était un message d'ouverture humaniste qui adressait des critiques prudentes et voilées au nationalisme insulaire entretenu par le *yishou*[84]. Un juif de l'Europe de l'Est a quelque chose à apprendre, lui aussi, sur ce qu'est être juif, écrivit l'éducateur Ernst Simon, né en Allemagne[85].

Dans leur vie quotidienne, les *yekkes* désiraient seulement avoir un large choix de saucisses et de *Brezlen* ainsi que des librairies où les libraires lisent vraiment les livres qu'ils vendent. Ils aspiraient au calme, à l'ordre et aux bonnes manières, au respect envers les parents et aux égards pour leurs semblables. Ils ne voulaient pas entendre la radio hurler à travers les fenêtres de leurs voisins[86]. Cette bataille pour la qualité de vie, les immigrants allemands la considéraient comme leur mission pour sauver le pays de son mode de vie primitif [87]. Ce kulturkampf était aussi une lutte pour trouver une place parmi l'élite. Vous pouvez dire au gouvernement [britannique], écrivit Georg Landauer à Moshé Shertok, que les avocats venus de l'étranger élèvent le niveau professionnel. Les avocats allemands, par exemple, ont passé tous les examens requis et sont bien meilleurs que ceux qui ont étudié ici[88]. En 1941, moins de dix ans après que les *yekkes* eurent commencé à venir en nombre, l'un d'eux écrivit: La question n'est pas de savoir s'ils se sont adaptés au *yishouv* mais si, réciproquement, le *yishouv*, dont ils font partie, s'est suffisamment adapté à eux[89]. Dix mois plus tard, la lettre d'information des immigrants allemands déclara: La question de notre appartenance au *yishouv* ne se pose même pas. Dans une large mesure, nous sommes le *yishouv*[90].

David Ben Gourion résuma ainsi la psychologie *yekke*: les immigrants allemands ''on à la fois un complexe de supériorité et un complexe d'infériorité. Le complexe de supériorité était: nous avons été éduqués dans la culture allemande, nous avons Kant et Beethoven, les meilleurs romans, la philosophie et la culture allemande[…]Alors qu'ici, tout est européen de l'Est. Mais ils ont aussi un complexe d'infériorité. Ils voient bien que ces gens-là [d'Europe de l'Est] ont accompli des choses […] [il y a] aussi de la jalousie – Ces juifs ont tout raflé. Ben Gourion ajouta qu'il se demandait aussi si les meilleurs romans du monde furent bien écrits en Allemagne[91].

*

Les *yekkes* adoptèrent leur propre système de travail communautaire et d'aide mutuelle, mais ce qui les unit plus que tout, jusqu'à la fondation de leur propre parti politique, ce fut la bataille pour l'accord de la *haavara*. En ce qui concernait cette question, leur intérêt était évident, et il rejoignait les intérêts politiques du Mapai. L'accord de la haavara reflétait le véritable esprit et les besoins réels du sionisme; et selon eux l'Allemagne n'en tirerait qu'un profit très limité. Les dirigeants des immigrants allemands écrivirent que les révisionnistes exploitaient les ''instincts primaires'' du public – c'est-à-dire la haine de tout ce qui était allemand – pour leur propre intérêt[92].

En 1935, l'association des immigrants allemands présenta un candidat au conseil municipal de Tel Aviv. Felix Rosenblüth promit à ses électeurs de s'employer à la formation de fonctionnaires plus courtois, ainsi qu'à l'amélioration de la planification de la ville, de la propreté des rues, du système éducatif et de l'organisation des services sociaux similaires à ceux des autres pays. Il fut élu[93]. A partir de là, l'association commença à fonctionner comme un parti politique; elle participa aux élections de différentes institutions étatiques sous le nom de Alyia Hadasha (nouvelle immigration). En 1944, lors des élections nationales au *Vaad Leumi*, ses candidats réunirent plus de 20 000 votes, soit 10% du total des voix, et ses dix-huit délégués en firent le quatrième parti politique du pays[94].

Avant les élections, Ben Gourion rassembla un certain nombre de militants du Mapai, d'origine allemande, pour les convaincre de faire campagne contre le nouveau parti. C'était en automne 1943, à Kfar Yedidyia, une coopérative agricole dans la vallée du Héfer, fondée par des immigrants allemands quelque dix ans plus tôt. Au cours de la conversation, les *yekkes* soutinrent que le yishouv ne les avait pas mis à l'aise et que tout le monde pensait qu'une fois la guerre finie ils repartiraient en Allemagne. Et cela en dépit du fait que l'on pouvait trouver parmi les vétérans qui se vantaient tant de leur sentiment national – y compris parmi ces légendaires Bilouim, fondateurs des premières colonies juives à la fin du XIX^{e} siècle – de nombreux immigrants qui n'étaient pas partis s'installer en Palestine par conviction sioniste, mais qui y étaient venus, comme les yekkes, en tant que réfugiés, en l'occurrence après les pogroms russes.

Ben Gourio, complaisant, se déclara d'accord avec eux. Il avait beaucoup à dire sur la tension entre les sionistes de rédemption'' et les sionistes de sauvetage, il affirma que l'entreprise sioniste en Palestine s'appuyait sur deux forces à la fois: la vision nationale de la terre d'Israël et la réalité de la souffrance juive. Les yekkes pouvaient être satisfaits: Ben Gourion les fit entrer dans l'histoire du sionisme. Il ne les appellerait jamais des yekkes, leur promit-il avec bienveillance. Mais Ben Gourion ne cachait pas qu'à ses yeux les juifs de l'Europe de l'Est étaient de meilleurs sionistes. En parlant avec les yekkes, lui

aussi utilisa le pronom *nous* et *vous* – nous, d'Europe de l'Est, qui sommes le véritable Israël, et vous, les yekkes, qui êtes étrangers et devez encore faire vos preuves.

Lors de cette réunion, Ben Gourion utilisa quasiment tous les stéréotypes négatifs dont on affublait les yekkes. Il se moqua de leur nostalgie pour la culture allemande et les railla d'être si rigoristes quand il s'agissait de la loi. En Allemagne, déclara-t-il, la loi était sacrée, là-bas, pour faire la révolution, il faut une autorisation du Polizeimester''. L'obéissance allemande, ce caractère national, a rendu possible la prise de pouvoir par les nazis, déclara Ben Gourion. Il sous-entendait que si les juifs allemands n'avaient pas été persécutés parce qu'ils étaient juifs, ils auraient soutenu Hitler. *Ceux d'entre nous qui sommes venus de Russie…avons hérité de l'esprit de la révolution russe*, dit-il avec fierté, comme s'il n'était pas né en Pologne et comme si les masses soviétiques étaient en train de se soulever contre la dictature de Staline[95].

Mais le stéréotype de la soumission à la loi était fort: à l'époque, on rapportait l'anecdote à propos d'un yekke qui voyageait en train de Haïfa à Naharia. Il était assis dos à la route et cela le gênait. Lorsqu'il arriva à Naharia, le fait d'avoir tourné le dos à la route lui donna des vertiges et des maux de tête. C'était terrible, se plaignit-t-il auprès de ses amis à Naharia. Ils lui demandèrent pourquoi il n'avait pas demandé au passager d'en face de changer de place avec lui. Le problème répondit le yekke, c'est qu'il n'y avait personne en face!

Beaucoup de yekkes étaient en réalité douloureusement attachés à la loi. En 1938, les nazis décrétèrent que tous citoyen juif en Allemagne, devait avoir un prénom juif. Cela faisait partie de l'effort pour identifier les juifs et les isoler, ainsi leur obligation de porter une étoile de David jaune sur leurs vêtements et de coller un timbre spécial dans leur passeport. Selon cette nouvelle réglementation, celui qui ne portait pas déjà l'un des prénoms juifs figurant sur la liste publiée par les autorités, devait ajouter les prénoms juifs suivants: Israël pour les hommes et Sarah pour les femmes. L'Association des immigrants allemands que certains prénoms agréés par les nazis, comme Feibl, n'étaient pas des prénoms juifs. En outre, certains nouveaux prénoms juifs, comme Uri, ne figuraient pas sur la liste, alors que certains autres qui y apparaissaient, comme le mot biblique Hamor (âne en hébreu) étaient grotesque.

Dans les dossiers du consulat allemand à Jérusalem se trouvaient des lettres écrites par des yekkes locaux–dont certains étaient toujours citoyens allemands- notifiant au Reich leur intention de se soumettre à son ordre en adoptant les prénoms Israël et Sarah. ''J'ai ajouté à mon nom, celui d'Israël comme il l'a été demandé'', écrivit Fritz Israël Stein de Kfar Yedidya au consulat. Le consulat certifia le changement et Stein écrivit à nouveau pour exprimer ses remerciements. Mais le consulat adressa sa lettre à Isidor Stein, et Stein écrivit encore pour demander si son prénom était Israël ou Isidore. Stein, ainsi que d'autres qui écrivirent au consulat, avaient peut-être simplement voulu préserver leur citoyenneté ainsi que leur droit à leur pension. Quoi qu'il en soit, au cours de la douloureuse histoire des relations entre les yekkes et leur ancienne patrie, il n'y eut rien de plus grotesque que tout cela[96].

Beaucoup de yekkes eurent du mal à s'accommoder de ce qu'ils considéraient comme un manque de respect envers l'autorité gouvernementale. Ce phénomène venait sans doute, se disaient-ils, de l'oppression que les juifs subirent dans les pays dont ils étaient originaires. Les juifs d'Europe de l'Est avait du apprendre l'art de flouer les propriétaires terriens locaux et de contourner les mesures qu'on leur imposait. De la même manière, les dirigeants sionistes durent s'engager dans certaines activités qui violaient la loi du mandat britannique, y compris quand ils durent dissimuler la présence d'immigrants illégaux. Les dirigeants du yishouv allaient bientôt s'atteler à la tâche de chasser complètement les britanniques du pays, en utilisant, entre autres méthodes, le terrorisme. *L'une de nos principales missions dans ce pays est d'améliorer, avec le temps, ce comportement et de le remplacer par une attitude positive envers les institutions*, écrivirent les yekkes dans leur lettre d'information[97].

Néanmoins, Ben Gourion tenta de persuader les yekkes de participer à la lutte contre régime britannique. Si seulement il avait pu les libérer de leur tendance teutonique d'obéir à la loi de n'importe quel régime, fut-il oppresseur et mauvais! Si seulement les yekkes avaient pu mieux comprendre les réalités de la Palestine, ils auraient admis sans aucun doute que le moment était venu de jeter dehors les britanniques et de fonder un État juif, même au prix d'une guerre avec les arabes, déclara-t-il. Il considérait que le problème était surtout une question de mentalité. Apparemment, Ben Gourion acceptait difficilement l'idée que les yekkes puissent avoir la capacité d'élaborer des opinions politiques opposées aux siennes. Tout au plus, déclara-t-il, pouvaient-il *respecter* les fondements éthiques qui les détournaient de toute activité susceptible d'infliger quelque injustice que ce soit aux arabes[98].

*

En Allemagne, les juifs s'étaient en général identifiés au mouvement, centriste, national et libéral qui avait dépéri pendant la première guerre mondiale et cessa d'exister aussitôt après. De même, face au chauvinisme qui balayait l'Europe, le sionisme allemand avait représenté une tentative pour le maintien d'un sentiment national non violent et modéré. En Palestine, les yekkes pensaient qu'un compromis entre le sionisme et le nationalisme arabe palestinien était possible. Plusieurs immigrants allemands, installés en Palestine avant la montée du nazisme, occupaient une place importante dans les cercles qui espéraient en une future coopération entre juifs et arabes (c-à-d goyim ou non juifs). La ligue pour l'amitié judéo-goyim, Brit shalom, Bar Kochba, Ihoud ainsi que d'autres minuscules groupes colombes, croyaient que les juifs et les non juifs pouvaient vivre ensemble dans un même pays sous un régime étranger – britannique ou international. Ils préconisaient toutes sortes

d'arrangements, tels que l'autonomie ou la division en cantons. Mais ils apportaient principalement leur soutien à l'idée d'une société binationale et rejetaient les différents plans proposant le partage du pays en deux États indépendants. De la sorte, les yekkes repoussaient à la fois les aspirations fondamentales du mouvement sioniste et celle du mouvement palestinien[99]. Leur position centriste s'avérait intenable en Palestine, comme elle le fut en Allemagne. Ironie du sort, le nationalisme gagna en force en Palestine, dans les deux camps, en partie à cause de l'immigration massive des yekkes.

Dans son premier discours après les élections, Rosenblüth accepta, à la surprise de ses compatriotes et de ses camarades du parti, l'éventualité de la fondation d'un Etat juif à la condition qu'il ne nous entraine pas dans une guerre de trente ans avec le monde arabe[100]. La lettre d'information de l'Association des immigrants allemands et les documents internes de l'Alyia Hadasha avaient jusqu'ici exprimé le désir d'atténuer la pression nationaliste caractéristique de la classe dirigeante sioniste, d'arrêter les actes de terrorisme contre le régime britannique et de trouver un compromis avec les palestiniens non juifs pour le contrôle de la Palestine. L'Alyia Hadasha avait depuis toujours pris soin de parler de *foyer national* et non *d'État*.

La contestation à l'intérieur du pays atteignit son paroxysme lorsque l'Alyia Hadasha décida d'apporter son soutien au plan de partage de l'ONU. Un groupe d'opposition à Félix Rosenblüth pensait que le partage ne pouvait être viable que si les goyim étaient expulsés de force de Palestine. On discuta furieusement sur ce point. Je fus choqué d'entendre que ce groupe soutenait le partage et exigeait un État juif écrivit de Jérusalem Erich Goldstein, membre du parti, à Rosenblüth[101]. Nous devons nous habituer ne plus dire publiquement tout ce que nous pensons, nota Rosenblüth[102].

D'autres pensaient comme lui, mais le parti n'adopta pas leurs positions; ils furent alors exposés à des attaques plus violentes que jamais. Ils soutenaient que la fondation de leur parti exprimait en soi leur volonté de s'intégrer dans la société, alors que leurs adversaires les accusaient d'esprit partisan ethnique et considéraient leur attitude de conciliation envers les non juifs, comme une trahison. La lettre d'information yekke rapporta à ses lecteurs que, dans un article publié par un journal hébraïque, l'Alyia Hadasha était décrite comme un parti de la race des maîtres qui avait été approuvé par Hitler[103]. Dès lors qu'il était clair que le partage du pays était un fait acquis, il n'y avait plus aucune raison de s'y opposer, décida Félix Rosenblüth. Pour préserver l'Alyia Hadasha,, il pensa que le mieux était de se battre pour ses idées, de l'intérieur. Lorsqu'Israël déclara son indépendance, il fonda le parti progressiste et rejoignit le gouvernement de Ben Gourion en tant que ministre de la justice. Peu après, il changea son nom en Pinhas Rosen[104].

Pour Georges Landauer, un tel accommodement n'était pas concevable. La fondation d'un État juif, au prix d'une guerre interminable avec les non juifs, était à ses yeux, la fin du sionisme. Landauer croyait toujours en la possibilité d'un compromis avec les palestiniens non juifs et pensait que l'on pouvait y parvenir sans l'aide d'une troisième force, internationale, qui imposerait une solution aux juifs et non juifs. Dans une lettre privée à Rosenbluth, Landauer écrivit dans une langue douloureuse et apeurée que le rêve d'un sionisme humaniste avait été écrasé sous ses yeux et se transformait en une force nationaliste et destructrice. Landauer n'avait pas sa place dans ce nouveau climat politique. Il démissionna du parti et fut bientôt oublié[105].

Nous n'étions ni ici ni là-bas, résuma Shimon Sigfried Kanowitz, un des fondateurs de l'alyia Hadasha et du parti progressiste, précédemment vice -président de l'Organisation sioniste en Allemagne. Nous ne nous trouvions ni de ce côté-ci ni de l'autre; nous étions une passerelle[106]. Kanowitz était médecin et membre de la knesset. Son nom entra dans la terminologie parlementaire israélienne: une loi Kanowitz est une bonne et juste loi mais inapplicable, telle la loi de prévention du bruit et de la pollution que Kanowitz s'était lui-même efforcé de faire passer. Son histoire reste, dans une large mesure, celle de tous les yekkes. Ils connaissaient les valeurs justes mais échouaient à les imposer en Israël.

Leur pouvoir ne s'exerça jamais dans un cadre collectif – ni en politique, ni en économie, ni dans l'armée. Il existait peu de ministres nés en Allemagne; il existait des banquiers et des hommes d'affaires, des généraux et des ambassadeurs. Cependant seule une poignée d'entre eux possédait une réelle autorité – des juges, en particuliers, dont plusieurs membres de la Cour suprême de justice, des rédacteurs de journaux et ici et là quelques hauts fonctionnaires, artistes et enseignants.

Ainsi, en tant que groupe, les immigrants allemands ne vivaient pas dans la plénitude de leurs potentialités, amis ils prenaient une part importante dans l'élaboration et le modelage de la société, de la culture et de la mentalité de l'État qui émergeait alors. Dans le conflit entre le nationalisme insulaire du sionisme israélien et l'ouverture vers le judaïsme mondial, la plupart des yekkes préconisaient l'ouverture et les valeurs d'un humanisme individuel. Dans le combat entre les valeurs de la religion et les valeurs d'un libéralisme laïques, la plupart des yekkes faisaient partie des laïcs. Dans la bataille opposant l'improvisation active et l'habileté professionnelle, les yekkes étaient des professionnels. Dans la guerre entre l'insubordination à la loi et à l'ordre, les yekkes se rangeaient du côté de la loi. Dans le conflit entre la violence, le militarisme, l'extrémisme, l'hostilité aux palestiniens non juifs et la volonté de faire la paix, les yekkes privilégiaient la tolérance et le compromis.

La bataille pour le caractère éthique et idéologique d'Israël avait commencé avant l'arrivée de yekkes, mais elle fut grandement stimulée par leur arrivée. Ils y jouèrent un rôle majeur. Ils la perdirent; peut-être n'avaient-ils eu aucune chance de la gagner. Israël naquit de la terreur, de la guerre, de la révolution, et sa création avait requis une certaine dose de fanatisme et de cruauté. À ses débuts, Israël était bien loin des rêves des yekkes. Mais les valeurs qu'ils apportèrent de l'Allemagne hitlé-

rienne allaient leur survivre. La bataille pour la préservation de ces valeurs devint l'une des particularités de la vie Israélienne.

Les yekkes furent les premiers réfugiés de l'Europa nazie en Palestine. L'un d'entre eux, Georg Landauer, décrivit avec fidélité et une certaine distance, la réaction du yishouv aux évènements d'Allemagne et d'Autriche. Les nouvelles d'Europe nous ont tous choqués, écrivit Landauer après la nuit de cristal en 1938, mais le yishouv est occupé à des problèmes locaux – le sort politique d'Israël, l'immigration, la question de la sécurité. La presse réagit avec beaucoup de véhémence aux évènements qui se déroulent en Europe, mais cela ne suscite pas grand sursaut dans le public107. En suivant les rapports sur l'extermination des juifs, Landauer notait:

Alors qu'il devient de plus en plus clair que les dirigeants du yishouv sont impuissants et incapables de sauver les juifs d'Europe, les veillées et les réunions de protestations se multiplient. Ils crient vers le ciel. Mais leurs cris sont devenus une routine dont l'effet s'émousse, ils perdent de leur force et finissent par ne plus être une réaction naturelle et spontanée. Le deuil et la colère deviennent une sorte de devoir national, les orateurs et les éditorialistes se mesurent pour savoir qui parvient à provoquer le plus d'émotion. Il est horrible de voir comment la tragédie des juifs a été ainsi transformée en *question*. Seul le premier fut un vrai cri intérieur[108].

Cela fut écrit en mars 1943; l'extermination des juifs avait alors atteint son paroxysme.

II

C'était dans les journaux

Rommel, Rommel, comment allez-vous ?

Quelques jours après l'invasion de la Pologne et le début de la seconde guerre mondiale, un professeur de théâtre célébrait à Tel Aviv la cent-vingt-cinquième représentation du *Brave soldat Svejk* la pièce de Jaroslav Hasek, devenu un grand classique antimilitariste. La représentation connaissait un succès retentissant, alors que les principaux critères de théâtre et de la presse hébraïque vouaient *Svejk* aux gémonies. C'était un imbécile, un défaitiste et un déserteur fulminaient-ils. Son personnage était méprisable et dangereux: Si, à dieu ne plaise, il avait existé beaucoup de Svejk dans les armées des nations démocratiques, Hitler aurait à ce jour conquis le monde. Seul Dieu qui est au ciel, savait, gémissait la critique, comment ce pacifisme primaire et ridicule réussit se rendre populaire auprès du public, une époque où ''notre avenir, notre existence d'êtres humains et de juifs[1''] dépendait de l'issue de la guerre.

En ce temps-là, la presse hébraïque pouvait se montrer patriote. La guerre que livraient les britanniques à l'Allemagne nazie était présentée comme celle des juifs de Palestine. En septembre 1940, les italiens, en guerre avec la Grande-Bretagne, avait bombardé le Sud de Tel Aviv, faisant près d'une centaine de victimes. L'éclairage des rues, des enseignes lumineuses, des vitrines de magasins et des habitations avaient été alors coupés. Comme en Europe, la nourriture fut rationnée et chacun se vit dans l'obligation de cotiser à des fonds d'entraide. Des milliers d'hommes s'engagèrent dans l'armée britannique.

Ce fut pour la Palestine une période de cosmopolitisme. Les rues fourmillaient de soldats étrangers. Britanniques, Australiens, Indiens, Néo-Zélandais, Africains, Français des forces françaises libres, Polonais et Tchèques. Dans les vitrines figuraient d'énormes pancartes: *on parle Portugais*, *on parle Serbe*, *on parle Sénégalais*. C'est une véritable *tour de Babel*, nota un policier local dans son journal[2].

La Palestine avait équipé l'armée britannique dans l'ensemble du Proche-Orient. Elle lui avait fourni des munitions, de l'essence, des pneus et des pièces détachées. Elle avait abrité et habillé ses soldats, elle les avait nourris, logés et distraits pendant leur permission. ''Les Shillings circulaient dans toutes les mains'' fit remarquer un observateur étonné à l'un de ses amis, non sans une pointe de quant à soi dégouté[3]. Les cafés, les bars, les hôtels et les dancings proposaient une enivrante fantaisie où se mêlaient des soldats et des aventuriers, des commerçants et des escrocs, des réfugiés, des poètes, des rêveurs, des agents secrets et des prostituées au service de tous. Des dizaines de milliers de personnes y trouvaient leur gagne-pain. Certes, la transition entre une économie de paix et une économie de guerre posait quelques problèmes, mais tout le monde s'en accommodait fort bien.

À la veille de la guerre, la Palestine était encore profondément enlisée dans la dépression économique de 1936.Depuis, le nombre d'immigrants avait diminué, le conflit judéo palestinien s'était fait plus aiguë et le terrorisme s'était développé. L'économie non juive fut paralysée pendant une longue période par la grande révolte des non juifs contre le sionisme. La guerre avait entrainé la diminution des exportations d'agrumes, ainsi que l'arrêt du travail sur les chantiers de construction. En Août 1940, le chômage atteignit un chiffre record – 27 000 chômeurs, soit 15% de la force de travail juive. Mais ici encore, la Grande Bretagne sut tirer parti du potentiel industriel de la Palestine dont l'économie s'épanouissait. Le chômage avait presque totalement disparu et le pays connut même une pénurie d'offres de travailleurs. Au cours de cette période fu-

rent créées les premières industries du pays: métal, caoutchouc, ciment, textiles, chaussures et alimentation. En 1943, un rapport sur l'industrie juive montre que, lors des cinq années précédentes, plus de cinq-cents nouvelles usines furent construites, triplant le nombre d'usines déjà existantes, tandis que le nombre d'ouvriers qui y travaillaient doubla. Des dizaines de milliers de personnes étaient employées à l'édification de fortifications de défenses, dans le nord du pays surtout, parmi lesquels la construction d'un ensemble de postes de police. 15% de la force de travail juive était alors engagée dans l'industrie militaire. Pendant la guerre, cinquante nouvelles colonies furent fondées; quasiment une par moi[4].

Alors que l'armée allemande déferlait sur l'Europe et sur l'Afrique du Nord, l'occupation de la Palestine par les nazis semblait désormais possible; en été 1940, au printemps 1941 et à nouveau en automne 1942, le danger se rapprochait. Le yishouv était en proie à la peur, la future invasion portait la menace du génocide[5]. Hier, les cloches de Jérusalem ont sonné pendant des heures, et le jour précédent, un shabbat, on aurait dit que tous les juifs étaient venus pleurer devant le mur des Lamentations, observa le même policier, Haviv Canaan, dans son journal. Des foules affluaient vers le Mur, s'y pressaient, priaient, embrassaient les pierres et mouillaient de leurs larmes la mousse brune entre les fentes des blocs de pierres sacrés[6]. Tout le monde était convaincu que les nazis allaient exterminer la totalité des juifs de Palestine, rapportait-il. Une rumeur circula selon laquelle la Gestapo détenait une liste d'anciens opposants, parmi lesquels figuraient des immigrants juifs allemands. Ceux-ci, disait-on, seraient tués les premiers. De nombreuses personnes cherchaient à quitter le pays, mais ce n'était pas chose facile. Selon une autre rumeur, si les allemands envahissaient le pays, la Vieille Ville, derrière les murailles, serait placée sous la protection de la Croix Rouge Internationale et du Vatican, et elle serait déclarée zone démilitarisée. Des juifs de l'ensemble du pays, ainsi que des réfugiés d'Egypte, se déversaient dans Jérusalem. Anxieux et déboussolés, ils allaient de couvent en église pour aménager des cachettes. Canaan écrivit que certains de ses amis ne voulaient courir aucun risque et qu'ils emportaient avec eux des capsules de cyanur[7].

En juin 1941, l'armée britannique distribua des questionnaires aux soldats juifs en Palestine leur demandant s'ils souhaitaient se rendre en Afrique du Sud avec leur famille. Certains acceptèrent l'offre, certains la rejetèrent. D'autres, hésitants, attendirent les consignes. Moshé Sharett informa l'exécutif de l'agence juive qu'il avait signifié aux britanniques, après avoir consulté Ben Gourion, la désapprobation de l'Agence. Chaque soldat était toute fois libre de décider par lui-même. Sharett s'était également plaint, auprès du commandant britannique en Palestine, de la vague d'inquiétude que ce questionnaire avait suscité dans la population.[8]

On songea à évacuer les civils. Certains préconisèrent le transfert des femmes et des enfants habitants les colonies frontalières vers l'intérieur du pays; d'autres suggérèrent une évacuation générale vers des pays étrangers dont l'Inde et les Etats-Unis. L'enrôlement dans l'armée britannique d'un certain nombre de juifs, afin qu'ils participent à la libération de leur pays, fut envisagé[9.] Des dirigeants du yishouv proposèrent d'envoyer plusieurs fonctionnaires de l'Agence juive à l'étranger pour qu'ils se mettent au service d'un gouvernement en exile du type de ceux que d'autres pays occupés par les nazis avaient mis en place. Selon Zalman Aran il fallait que cette poignée de personnalités constitue le noyau sioniste pour le maintien de la continuité.[10] Un document, présenté à Moshé Sharett, déclarait: Nous devons nous demander très sérieusement s'il n'est pas préférable d'envoyer l'ensemble de l'exécutif sioniste, y compris ses institutions et ses fonds, hors du pays, en Amérique ou en Afrique du Sud […] afin qu'il puisse poursuivre son activité. Sans cela nous risquerions de perdre les forces sionistes les plus précieuses et les plus importantes dont nous disposons.[11]

Au même moment différents plans militaires étaient dressés pour repousser l'envahisseur allemand. Certains prévoyaient de mener des actions de guérilla et de terrorisme. D'autres proposaient que tous les combattants, sans exception, portent l'uniforme afin d'éviter de donner aux allemands le prétexte d'agir contre les populations civiles. On suggérait aussi de tenter d'obtenir le statut de prisonnier de guerre pour l'ensemble du yishouv.[12] Moshé Dayan organisa un réseau d'espionnage par radio. Il fut apparemment le premier à entrainer les immigrants juifs allemands qui possédaient des caractères physiques *Aryens*, afin de les déguiser en allemands et de les engager dans des actions de sabotage et de commandos. Ils constituèrent ''l'unité allemande'' du Palmach. Ainsi, le Palmach, le corps spécial de combat de la Hagana, avait trouvé sa réponse au danger allemand, ainsi qu'à la crainte de voir les non juifs joindre leurs forces à celles des envahisseurs.[13]*

*Les archives sionistes possèdent une prétendue copie d'une lettre adressée par un membre de la communauté ultra-orthodoxe et anti sioniste de Jérusalem au Haut Comité Arabe: il existe dans l'ancienne génération des personnes paisibles qui n'ont jamais fait de politique, qui se sont toujours opposées à la politique des sionistes et qui ont traité la nation arabe avec respect et courtoisie. Ils demandaient par conséquent que ces personnes-là soient épargnées lorsque les nazis arriveraient. Moshé Sharett, pour sa part, notait que les arabes n'étaient pas tous favorables aux allemands.[14]

Certains membres de l'exécutif de l'Agence juive proposèrent de se rendre aux allemands. Aussi longtemps qu'il y aurait le moindre espoir, déclara l'un d'eux, il choisirait la vie, même la vie en ghetto. Il s'opposait donc à toute guérilla. Un autre membre de l'exécutif lui apporta son soutien. Après tout, il serait impensable de faire échouer le projet sioniste tout entier en vingt-quatre heures, nota-t-il laconiquement dans son journal[15.] Le débat se polarisa sur l'alternative entre la vie à tout prix ou bien la vie dans l'honneur: En tant que sioniste je dis: si notre destin est de tomber, tombons ici avec nos femmes, nos enfants et tout ce que nous possédons, déclara Itzhak Tabenkin, un dirigeant de Hakibboutz Hameouhad, la plus importante fédération de kibboutzim. Je ne souhaite pas nous voir mourir ici, mais je ne souhaite pas nous voir partir vivants. Ce patriotisme poussé à l'extrême exprimait l'image que l'élite sioniste se faisait d'elle-même, celle d'une avant-garde nationale: la honte de la reddition ne les terrifiait pas moins que l'invasion elle-même. Le drapeau hébraïque sur la terre d'Israël serait

sans valeur si les juifs de Palestine ne se soulevaient pas, dans un dernier effort héroïque, pour le défendre insistait Tabenkin. Le poète Nathan Alterman avait déjà composé une ode pour une fin glorieuse: ‘‘il n’y a pas de traitre parmi eux et ils n’ont pas peur, demain ils périront jusqu’au dernier homme. C’était l’idée du suicide dans l’honneur, dans l’esprit de Massada. Où vous tiendrez vous quand ils viendront et voudront […] ici sur la terre des hébreux, vous faire porter l’étoile jaune ? demanda un membre du kibboutz Ramat Hakovesh. La réponse est simple. Je ne les laisserai pas me mener à l’abattoir. Si je dois mourir, je livrerais le combat jusqu’au bout. Je n’ai pas le choix, je n’ai nulle part où fuir parce qu’ici se trouve la seule, la dernière parcelle de terre. Massada n’est pas seulement une bataille menée jusqu’à la mort, c’est aussi l’esprit combattant des juifs. L’expression de notre refus de nous rendre.[16] Ceux qui préconisaient la reddition disaient, à contrario, que l’honneur juif s’exprimait d’avantage dans la morale juive et dans l’idée que les juifs n’étaient pas une race de maîtres.[17]

En 1942 même, les juifs du yishouv utilisèrent la doctrine de la mort dans l’honneur pour condamner leurs frères qui, en Europe, n’avaient pas pris les armes contre les nazis. Le problème avec les juifs en exile, c’est qu’ils préfèrent une existence de chien battu à la mort dans l’honneur, déclara Itzhak Gruenbaum. Selon lui, il n’y avait aucun espoir de sauver quoi que ce soit du projet sioniste face à une invasion allemande. Cela étant, déclara-t-il, nous devons tout au moins laisser dans notre sillage une légende semblable à celle de Massada.[18]

La menace d’invasion donna naissance à un fantasme appelé le plan nord. Il s’agissait de assembler les derniers combattants, ou peut-être même l’ensemble de la population juive, quelque part dans le Nord, sur le mont Carmel ou ailleurs en Galilée, et de combattre jusqu’au dernier homme, une sorte de Massada, de Moussa Dag et de Stalingrad à la fois. Une idée magnifique’’ écrivit un combattant de la Haganah à sa femme. L’Irgoun envisagea également un suicide de masse symbolique. Il conçut le projet d’infiltrer un millier de combattants dans la vieille ville de Jérusalem, et là, à l’intérieur des murailles, ils proclameraient la naissance d’un État juif et le défendraient jusqu’au dernier homme[19.]

Au Centre des archives sionistes, un mémorandum non signé, révèle qu’il existait en Palestine une personne au moins qui s’efforçait d’élaborer des projets concrets pour survivre à l’invasion allemande. Il est difficile de prédire l’attitude des autorités d’occupations vis-à-vis du yishouv juif , déclara l’auteur anonyme. Il supposait qu’un gouvernement militaire mettrait en place graduellement une administration civile sous l’autorité de la Gestapo, comme en Europe. Cette occupation apporterait au moins un point positif: les allemands s’efforceraient de contrôler les arabes pour pouvoir maintenir l’ordre. Par ailleurs, pensait l’auteur, il est fort probable que le gouvernement d’occupation puisse tolérer la présence de l’Agence juive… Il proposait alors de mettre en veilleuse l’activité politique de l’Agence et de la présenter comme une institution communautaire ainsi que l’enseignement de l’hébreu aux nouveaux venus. Ce plan requérait l’élimination de certains départements de l’Agence juive et la création de nouveaux emplois pour les fonctionnaires qui y avaient été affectés.

La Gestapo, bien sûr, tenterait de détruire la Histadrout, la fédération des travailleurs du yishouv. Son caractère socialiste pourrait être considéré comme une preuve à charge par la police nazie. Il serait de ce fait nécessaire de la présenter, elle aussi, comme une institution économique communautaire. Les différentes associations ou service des immigrants d’Allemagne, d’Autriche, de Tchécoslovaquie et de Pologne devaient être également éliminées pour que les nazis ne puissent pas pourchasser les personnes figurants dans leurs fichiers. L’auteur du mémorandum supposait qu’il y aurait en Palestine comme dans tout autre pays’’, des personnes désireuses, pour différentes raisons, de collaborer avec la Gestapo. Nous connaissons la plupart d’entre elles. Il fallait les transférer immédiatement vers des camps d’internement à l’étranger. Cependant, il était de toute évidence nécessaire que certaines personnalités puissent représenter le yishouv auprès du gouvernement d’occupation. L’auteur recommandait de les nommer sans délai à des postes officiels au sein du comité de l’exécutif de la Histadrout et d’autres corps institutionnels: La nomination immédiate de ces personnalités est essentiel pour qu’ils puissent être investis d’une réelle autorité face à la puissance conquérante et pour éviter qu’on ne les considère comme des traitres, ici ou ailleurs. L’auteur n’oubliait pas non plus de recommander l’examen minutieux des archives et des ouvrages des bibliothèques afin de détruire le matériel compromettant tel que les photographies, les affiches des dirigeants et les textes marxistes.[20]

Le yishouv aurait donc pu choisir une mort honorable, léguant aux générations futures une légende d’héroïsme sioniste et de gloire éternelle. Ou peut-être se serait-il soumis à l’autorité d’un judenrat local, comme l’avaient fait les juifs dans les ghettos de l’Europe sous occupation, léguant un héritage de honte et d’ignominie. Comment savoir ? Les allemands ne parvinrent jamais à Jérusalem. À la fin de l’année 1942, après la défaite allemande à Stalingrad, et au Sahara, la Palestine n’était plus menacée par l’invasion allemande; on continuait à jouer Svejk à guichets fermés. Un article d’Hapoel Hatsaïr, l’hebdomadaire du Mapai, exprime parfaitement l’importance que la classe dirigeante sioniste accordait aux communautés juives en Palestine et hors de Palestine. Si l’ennemi avait réussi à nous surprendre ici, déclara le journal, une tempête se serait levée dans les âmes. Cette extermination aurait été sans nul doute quantitativement beaucoup moins importante que celle du judaïsme européen, mais qualitativement et dans sa signification historique elle l’aurait été beaucoup plus[21].

*

C’est dans ce contexte que parvinrent en Palestine les premières nouvelles sur l’extermination des juifs. Elles n’arrivaient pas d’un seul coup mais petit à petit, et ne provoquaient aucun sursaut chez ceux qui en prenaient connaissance.

Le 30juin 1942, l'influent hebdomadaire de la Histadrout, Davar, rapporta qu'un million de juifs furent assassinés en Europe[22]. Le journal publia l'information en première page mais n'en fit pas le titre principal. Dans un sens l'article ne contenait rien de nouveau ni de saisissant. Des articles similaires avaient déjà parus dans le journal. Les informations sur le sort des juifs avaient régulièrement filtré à l'Ouest, émanant d'un certain nombre de sources et parvenant sans difficulté jusqu'en Palestine, relayes par le courrier, le télégraphe et le téléphone. Des rapports de première main existaient, transmis par des témoins oculaires qui avaient fui les pays occupés: des réfugiés, des diplomates, des hommes d'affaires, des messagers de toutes sortes, des journalistes et des espions. Tous les témoignages n'étaient pas fiables. Notons par ailleurs que les évènements d'Europe n'étaient pas tous connus en Palestine et que ce dont avaient connaissance les dirigeants de l'Agence juive n'étaient pas immédiatement portés à la connaissance de la presse. Mais les informations dont disposait un rédacteur du quotidien à Tel Aviv étaient suffisantes pour qu'il puisse faire savoir à ses lecteurs que les nazis assassinaient systématiquement les juifs et que les chambres à gaz faisaient partie des méthodes utilisées. En général, les journaux publiaient ce type d'informations en annexe d'articles plus importants concernant la guerre et les fronts, comme si elles ne constituaient qu'un aspect ponctuel du véritable drame. D'un point de vue professionnel, les journaux avaient raté là l'un des grands sujets du siècle.

De temps à autre, les articles s'accusaient mutuellement d'exagérer l'horreur: Nous avons mis en garde plus d'une fois contre la malheureuse pratique de certains journaux locaux. Qui amplifient toutes les méchantes rumeurs sur ce sang juif que l'on fait couler, gonflent le nombre des victimes et des morts, et enferment le tout dans un article noir pour noircir encore ce qui est déjà sombre et produire ainsi un plus grand effet, se plaignit un journal. Dans quel but ? Le peuple juif n'a-t-il pas assez de problèmes[23]? D'autres journaux acquiesçaient: Nous publions ici un horrible rapport sur la source ci-dessus mentionnée, écrivit Davar, en prenant ses distances du récit d'un témoin oculaire qui assista au meurtre de juifs dans des unités mobiles de gazage, près du village de Chelmno en Pologne. L'article parut en deuxième page[24]. Une histoire de camion servant à gazer les juifs avait été publiée dans le journal quelques mois plus tôt, sans réserve cette fois, mais toujours sans qu'on lui accorde la première place. Ce jour-là, la une du journal était consacrée à un sous-marin de guerre. Quant à l'éditorial, il critiquait la façon dont le gouvernement britannique prenait soins du système sanitaire en Palestine[25].

Au cours de cette période, d'autres journaux locaux publièrent d'innombrables articles, Haaretz, par exemple, fit le récit d'atrocités perpétrées à Kharkov, en Ukraine: Les surveillants nazis ont rassemblé une masse de juifs à moitié nus dans les rues de la ville, les ont fouettés et frappés avec la crosse de leurs fusils. Des vieillards et des enfants épuisés se sont effondrés sans force sur le chemin. L'article paru en page 2, sur une seule colonne. Juste au-dessus, sur la même colonne, s'étalaient les nouvelles de la grande victoire de l'équipe de football juive à Damas. Schwachewitz a marqué des buts avec une grande originalité[26]. Après la guerre, les journalistes prétendirent qu'ils avaient douté des informations qui leur parvenaient. Elles leur avaient semblées tellement terribles et inouïes: Je n'y croyais pas et j'appelai les autres à n'y pas croire non plus, avoua un membre de l'équipe de Davar[27].

Cependant, il semble aussi que les journalistes aient craint que leur doute ne leur fasse rater un sujet important et que celui-ci soit récupéré par la concurrence.. Ils commencèrent alors à traiter de ces questions, mais pour plus de sûreté ils y mettaient une certaine distance. Ils exprimaient souvent leurs réserves par des points d'interrogation, comme dans ce titre de Davar: Un million de juifs exterminés en Roumanie[28]?

Une somme substantielle d'informations sur le massacre des juifs parvint aux journaux par l'Agence de presse de l'organisation sioniste Palcor. Les journaux du yishouv estimaient que les informations émanant de Palcor étaient semi-officielles et que, de ce fait, elles n'étaient pas vraiment fiables. Mais ils les publiaient, car après tout, ils considéraient qu'ils faisaient partie du réseau de communication du mouvement sioniste. Toutefois, ils n'accordaient pas à ces informations une place de choix. En tant que journaux indépendants, ils craignaient d'accorder trop de relief à des communiqués officiels[29].

*

Fin novembre 1942, l'exécutif de l'Agence juive publia un communiqué officiel déclarant que les massacres furent perpétrés selon un plan général d'extermination des juifs européens et qu'un appareil d'État spécial fut mis en place dans ce but. Des multitudes d'enfants de moins de douze ans furent tués sans pitié, ainsi que d'autres plus âgés, déclara l'Agence, et elle ajouta que des masses de personnes furent envoyées vers des destinations inconnues et l'on perdit leur trace[30].

Ce communiqué fut rédigé lors d'une réunion de routine de l'exécutif de l'Agence. Ben Gourion n'était pas présent, Moshé Sharett supervisa les tractations entre les membres, puis quitta la réunion. Ce jour-là, le second point à l'ordre du jour était: La situation des juifs en Europe. Trois semaines plus tôt, plusieurs douzaines de membres du yishouv étaient rentrées de Pologne: ils s'y étaient rendus pour affaires ou pour raisons familiales, mais ne réussirent pas à sortir de Pologne avant l'invasion allemande de septembre 1939 et se retrouvèrent bloqués dans les ghettos. Leur retour fut rendu possible par un accord entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La Grande-Bretagne les échangea contre des citoyens allemands qu'elle retenait sur son territoire. À leur arrivée en Palestine, on les questionna, et des informations qu'ils fournirent il ressortait que les nazis assassinaient systématiquement les juifs. Ils rapportèrent, entre autre, qu'un conducteur de locomotive, de retour de la frontière Russe, leur avait raconté que des juifs étaient rassemblés dans des bâtiments spéciaux où ils étaient tués au gaz.

Dans un petit village dénommé Oswiecim (Auschwitz en allemand), il y avait trois fourneaux dans lesquels, selon le conducteur, on brûlait les juifs; deux autres fourneaux étaient en construction.

Ce témoignage confirmait un rapport secret dont l'Agence juive avait pris connaissance quelques semaines auparavant. Un espion du nom d'Edouard Schulte, industriel allemand et opposant au gouvernement nazi, avait raconté à Gerhart Riegner, représentant du Congé juif mondial en Suisse, que les nazis avaient élaboré un plan, la "solution finale", pour exterminer tous les juifs d'Europe.

Lorsque les informations des voyageurs de retour de Pologne furent rapportés aux membres de l'exécutif de l'Agence juive, ils ne surent pas quoi faire: Peut-être cette fois-ci devons-nous émettre un communiqué sur la situation, proposa l'un d'eux. Ils décidèrent de créer un comité. Puis ils s'entretinrent du prochain budget de l'Agence et passèrent au sujet suivant inscrit à l'ordre du jour, un conflit de travail à la conserverie d'Assis[31]. Lorsque Rabbi Stephen Weise, président du Congrès juif mondial prit connaissance de cette information, il convoqua immédiatement une conférence de presse. Le communiqué de l'Agence juif fut rendu public quarante-huit heures auparavant*.

**Le secret le mieux gardé* du troisième Reich transpira presque immédiatement, et cela, semble-t-il, de l'équipe même d'Hitler. Note du copiste: un secret sur lequel on a (parait-il) promulgué des, lois n'est plus un secret. L'Agence juive ne révéla pas ses sources. Weise fut autorisé à citer, comme source d'information, le département d'Etat américain. Il déclara que les nazis avaient planifié la destruction du judaïsme européen dans son ensemble et qu'ils avaient commencé à mettre leur programme à exécution. Sa déclaration fut publiée avec les commentaires du président Franklin D. Roosevelt et du premier ministre Winston Churchill. Mais rien d'autre ne se produisit à la suite de cette information: l'extermination des juifs se poursuivit comme l'avait stipulé le plan[32].

À la suite du communiqué de l'Agence juive, les dirigeants du yishouv organisèrent des manifestations et des veillées mortuaires publiques qui continuèrent à se tenir sous une forme ou sous une autre jusqu'à la fin de la guerre (note du copiste: et continueront encore jusqu'à la fin des temps). Les institutions dirigeantes du yishouv prirent l'initiative de manifestations spéciales. C'étaient des rassemblements et des prières publiques dans les synagogues et au mur des lamentations. Le grand rabbin déclara une journée de jeûne. Les écoles consacrèrent des cours spéciaux au massacre des juifs. Des drapeaux noirs apparurent aux balcons. Les journaux bordèrent leur première page de noir (mais les notices nécrologiques de certains dirigeants locaux étaient entourées d'une bande plus épaisse). De temps à autre on appelait à une grève des commerçants, un divertissement public était annulé et, vers la fin de la guerre, on décréta une journée chômée et un couvre-feu volontaire.

Bien entendu, tout cela ne put être mis en place qu'à l'issue d'un long débat. *Le yishouv doit agir*, déclara un dirigeant de l'Agence juive qui proposa l'instauration d'une grève générale et l'arrêt des transports en commun. Mais l'un de ses collègues objecta: Plutôt qu'un jour de deuil, une journée sans travail pourrait devenir une journée de vacances. Plus encore, Hitler serait heureux si nous faisions grève, à cause des pertes qu'elle ferait subir à l'économie nationale. Un autre dirigeant suggéra d'ajouter deux heures de travail supplémentaires en signe de deuil pour l'effort de guerre[35].

On s'accorderait plus tard pour considérer que le communiqué de l'Agence juive avait changé l'attitude du public face au génocide. Selon certains travaux universitaires consacrés à cette question, il semble que jusque-là, en Palestine, les juifs ignoraient la situation réelle des juifs dans les pays occupés par l'Allemagne, ou bien ils ne la connaissaient pas véritablement parce qu'ils n'avaient pas pu intérioriser les informations qu'ils recevaient. D'un seul coup ils comprenaient qu'il existait un vaste plan d'extermination systématique de tous les juifs d'Europe. Sous le choc de cette révélation, ils réagirent en conséquence[34]. Le communiqué de l'Agence juive n'apportait pourtant aucun élément nouveau. Le lendemain de sa publication, les rédacteurs de Haaretz décidèrent de titrer sur les évènements de Stalingrad[35]. Cependant, au cours des semaines suivantes, les journaux consacrèrent plus d'espace à l'extermination des juifs, accordant même les titres principaux aux manifestations de protestation et de deuil. Quelques mois plus tard, ils reléguèrent le sujet aux pages intérieures. *À partir de la seconde moitié de l'année 1943, à nouveau, le génocide ne fut plus considéré comme un sujet de première importance*.

Je ne sais pas si le public souhaite entendre parler de ces choses-là, suggéra Berl Katznelson, l'un des rédacteurs de Davar. Vous êtes-vous déjà assis à côté d'une radio pendant que les auditeurs écoutent les nouvelles ? Dès que les la diffusion des nouvelles mondiales est terminée et que l'on commence à donner les nouvelles nationales, leur attention retombe complètement. Je ne les blâme pas. Peut-être n'ont-ils pas la force d'écouter[36]? Il semble bien que le public n'ait pas manifesté un grand intérêt pour les nouvelles du génocide. Nous lisons, nous soupirons et nous continuons, écrivit un dirigeant de l'Agence juive[37]. Chacun sait l'émotion que l'on devrait ressentir à l'écoute des nouvelles du génocide, déclara Berl Katznelson. Chacun sait que la situation est horrible, mais le public a du mal à appréhender ces récits comme faisant partie de ses expériences personnelles[38].

Bien sûr, cela n'était pas vrai pour tous. À la veille de la guerre, près d'un demi-million de juifs vivaient en Palestine. Deux personnes sur trois étaient arrivées au cours de la précédente décennie; une personne sur cinq habitait le pays depuis cinq ans au moins. La grande majorité arrivait d'Europe Centrale ou d'Europe de l'Est[39]. Beaucoup d'entre eux, la plupart sans doute, n'avaient pas encore rompus les liens avec leur lieu de naissance. Pour ces immigrants, villes et villages conquis par les Allemands n'étaient pas seulement des noms dans les journaux, et les camps de la mort ne se trouvaient pas sur des planètes

lointaines. Ils recevaient des nouvelles d'amis et de parents qui furent déportés, perdus ou tués, des pères et des sœurs, des maris, des femmes et des enfants. Le génocide était leur tragédie personnelle, ils vivaient dans la crainte et dans le deuil.

Beaucoup se révoltèrent contre *la maison de leur père*, ainsi qu'ils appelaient les communautés juives d'Europe de l'Est. Ils les avaient abandonnés. Spirituellement et idéologiquement, ils les avaient condamnés à la destruction. Maintenant que leur communauté d'origine était effectivement détruite, ils se sentaient terriblement coupable. Dans un poème, Uri Zvi Greenberg cita son neveu Shmuel:

Oncle, ô oncle, je t'ai toujours aimé !
Comment nous as-tu laissés entre les mains du tueur
Et tu es parti à Jérusalem, mon oncle !
Et tu n'as pas réveillé le roi David pour nous….
Comment pourras-tu vivre sans nous, mon oncle ?
Comment pourras-tu manger, boire et t'habiller ?

Greenberg répond: J'ai pêché, j'ai fauté, j'ai transgressé ô mon martyr! Apparemment le poète exprimait le sentiment général quand il écrivait: "Comment pouvons-nous vivre nos vies? L'enfer chez vous et autour de nous le paradis[40].

Néanmoins, la vie du yishou suivait son cours. Les journaux décrivaient une société en ébullition: des évènements sportifs, des défilés de mode, des soldes de fin de saison et un large éventail de distractions, tout cela à l'ombre de l'horreur qui se déroulait en Europe. Des enfants juifs tués avec des crosses de fusils, annonçait la première page de Haaretz alors que la dernière page du journal rendait compte de la générale de *Paglicci* par la compagnie de l'opéra populaire de Tel Aviv.

En mars 1943, Haaretz publia un éditorial avec un titre bordé de noir, comme une notice nécrologique. Il réagit à un rapport selon lequel le nombre de juifs tués en Europe avait atteint le chiffre de trois millions. Sur la même page était publié un article qui titrait: Des miettes pour pourim. La fête de pourim, généralement célébrée avec faste, devait l'être cette année avec retenue en signe de deuil, déclara Haaretz. Le traditionnel bal des étudiants eu lieu comme prévu, mais à cause du génocide une autorisation spéciale du Vaad Leumi fut nécessaire. Un cinéma de Tel Aviv donnait *Pinocchio* de Walt Disney. Le film plut aux critiques de cinéma de *Davar*: Le public de langue hébraïque saisira sans aucun doute cette inoubliable occasion de goûter au spectacle de cette charmante terre venue tout droit du monde de l'imagination et des contes de fées, et d'échapper à ce monde ci où les pires cauchemars sont devenus horriblement vivants[41].

Certains tirèrent un avantage commercial de la guerre: La grande entreprise de cirage Kiwi voulut justifier la pénurie temporaire de sa production: "nous avons tous la volonté de faire des sacrifices et de contribuer ainsi à l'effort de guerre, déclara la société, affirmant que c'était encore une nouvelle raison de lutter pour la victoire, et pour faire advenir le jour où Kiwi serait à nouveau prospère. Les magasins mirent en vente un jouet appelé *la route de la victoire*. La compagnie théâtrale de Tel Aviv présenta une revue satirique en dix tableaux intitulée: Rommel, Rommel, comment allez-vous [42]?

Plusieurs ouvrages sur le génocide avaient déjà publiés, mais contrairement aux livres traitant du déroulement de la guerre, ils ne s'étaient pas bien vendus. Berl Katznelson publia un opuscule sur la guerre, dont un ouvrage consacré au bombardement de Londres qui était devenu un beste- seller, alors qu'un grand nombre d'exemplaires d'un autre opuscule contenant des lettres de ghettos restait en pile dans les entrepôts. "Cela dit d'avantage sur la réalité de nos vies que bien d'autres choses", déclara-t-il[43]. Golda Meïr manifesta sa colère contre tous ceux qui ne voulaient pas cotiser au fonds de soutien aux juifs des ghettos parce que, entre autres raisons, ils déclaraient ne pas croire que l'argent parviendrait réellement à destination. Ils ne donneront rien tant qu'ils n'obtiendront pas des reçus des ghettos, s'ingigna-t-elle[44].

Les adversaires du Mapai prétendirent que l'Agence juive avait délibérément manipulé l'émotion du public pour éviter qu'il exige plus que ce que l'Agence pouvait ou souhaitait faire, et qu'il remette ainsi son pouvoir en question. Selon eux, l'Agence avait pris soin de canaliser les manifestations de deuil dans des actions officielles, froides et dénuées d'émotion véritable[45]. Enfin, lorsque l'Agence publia son premier communiqué sur le génocide, les révisionnistes accusèrent les dirigeants du Mapai d'avoir été au courant depuis des mois de l'extermination des juifs et d'avoir volontairement laissé le public dans l'ignorance. Les révisionnistes prétendirent que le silence du Mapai était destiné à cacher son propre échec: s'ils avaient suivi le conseil du dirigeant sioniste Zeev Jabotinski, ils auraient fait évacuer la totalité des juifs d'Europe vers la Palestine, bien avant la guerre. Au lieu de cela, ils avaient fait sortir uniquement les membres potentiels du Mapai.

En réalité, le communiqué de l'Agence juive était incomplet: il ne mentionnait pas que celle-ci était déjà au courant de l'existence des chambres à gaz. Peut-être l'Agence n'était-elle pas certaine de la véracité de l'information, peut-être avait-elle pensé que la rendre publique aurait amoindri sa crédibilité. Peut-être encore l'Agence avait-elle craint d'hypothéquer les chances de sauver d'avantage de juifs. Mais il est probable qu'elle dissimula l'information pour tenter de modérer la réaction du public[47].

Quoi qu'il en soit, la tempête politique soulevée par prétendue dissimulation de la vérité ne fut pas moins violente que la réaction au communiqué lui-même. Les dirigeants du Mapai se défendirent. Il n'est pas vrai que [le public] ignorait ce

qu'enduraient les juifs européens. [Tout le monde] le savait ! S'exclama l'un d'eux, alors que l'un de ses collègues énumérait les rapports sur l'assassinat des juifs publié à l'initiative de l'Agence. Ben Gourion déclara que personne n'avait besoin de communiqué officiel pour savoir qu'Hitler avait l'intention d'exterminer les juifs. Tout était déjà dans *Mein Kampf*. Il suffisait de lire le livre. Le problème, ajouta-t-il était que les juifs avaient des tendances sadiques. Au lieu de se concentrer sur les actions à entreprendre, ils passaient leur temps à chercher qui blâmer[48]*.

*En réalité, ni les dirigeants ni le yishouv qu'ils informaient ne savaient tout. L'information était pareille, truffée de rumeurs et de spéculations. Eliahu Dobkin, membre de l'exécutif de l'Agence juive, déclara un jour au comité central du Mapai qu'il avait parlé avec quelqu'un qui avait, de ses propres yeux, lu un ordre signé par Hitler, fixant l'extermination des juifs au premier janvier 1943. Aucune des personnes présentes, Ben Gourion inclus, ne douta que leur collègue, un fonctionnaire local du parti, comme eux, avait effectivement parlé avec quelqu'un qui avait *de ses propres yeux*, lu un ordre signé par Hitler. Les chercheurs qui travaillent sur le génocide n'ont connaissance à ce jour d'aucun ordre d'extermination signé par Hitler[49].

Les juifs de Palestine répondirent à l'appel de leurs dirigeants et participèrent aux manifestations de deuil, mais sans réel désir. Une des caractéristiques du yishouv, et qui deviendrait un élément fondamental de la démocratie israélienne, était une tendance populaire à considérer sans romantisme les dirigeants du pays, et à écouter les discours dramatiques qu'ils prononçaient avec scepticisme, voire, un certain cynisme. Quand on leur demandait de faire grève, ils faisaient grève. Pourtant la tentative d'organiser des manifestations de deuil collectif ne réussit que partiellement. Une autre raison, moins tangible, pourrait expliquer la réaction réservée du public. L'inclination à toujours au pire est profondément enracinée dans la tradition juive; Paradoxalement elle donne naissance à un intrinsèque optimisme. Ces deux tendances sont issues d'une longue histoire de persécution, d'expulsions et de mort, y compris l'extermination totale des communautés juives, en même temps que d'une longue histoire de survie et de renaissance.

Les récits qui parvenaient des pays occupés avaient renvoyé l'écho récurrent de la persécution juive* et s'inscrivait totalement dans la mémoire collective du peuple juif. Ils ne firent que confirmer ce à quoi tout le monde s'attendait de la part de l'Allemagne nazie et on apprit à vivre avec l'horreur dont on faisait le récit, étape après étape.

*De la persécution juive ou de la persécution des juifs ? Note du copiste.

Avec le temps, l'angoisse organisée perdit de sa force jusqu'à ce qu'elle devienne l'un des nombreux points à l'ordre du jour de l'Agence nationale, une obligation publique plutôt qu'un cri du coeur[50]. Les propriétaires de cinéma, par exemple, refusèrent que leurs salles demeurent dans l'obscurité en signe de deuil. Nous exprimons par la présente notre ferme opposition à cette proposition qui est susceptible de priver de travail des milliers de personnes dont cette industrie assure la gagne-pain", disait le télégramme qu'ils envoyèrent à l'Agence juive[51]. On négocia, et il fut finalement convenu que les cinémas demeureraient ouverts mais que le "deuil serait marqué" par l'absence de musique pendant l'entracte. À la fin de l'année 1942, les spectacles de cabarets furent arrêtés pendant trente jours, durant lesquels on demanda au public de festoyer le moins possible et de s'abstenir de danser et de participer à des jeux. Le rabbinat demanda à ce que soit limité le nombre de rafraîchissements et d'invités aux circoncisions et aux *Bar Mitzva*[52].

À la fin de l'année 1942, un groupe de quelque vingt-cinq écrivains, historiens et intellectuels, dont le philosophe Martin Buber et l'écrivain S. Y. Agnon, se regroupèrent pour tenter d'imaginer des actions afin de développer la prise de conscience du génocide dans le public et demander aux dirigeants du yishouv qu'ils donnent la priorité absolue à leur action. Le groupe prit le patronyme d'Al Domi (ne garde pas le silence), qu'il emprunta au premier verset du psaume 83: *Ô Dieu, n'arrête pas ton action, ne garde pas le silence, ne reste pas en repos, Ô Tout-Puissant* ! Le groupe adressa des lettres aux dirigeants du yishouv et aux journaux, il publia des communiqués et essaya de mobiliser certaines personnalités à l'étranger. Au cours de la seconde moitié de 1943, ils s'adressèrent à un certain nombre d'écrivains éminents et leur demandèrent d'appeler au sauvetage des juifs hongrois. Georges Bernard Shaw câbla sa réponse: Je ne peux rien faire pour sauver les juifs hongrois. Pensez-vous que je sois l'empereur de Rome ? Bien sûr ma sympathie va aux juifs; mais l'association de mon nom à leur cause pourrait provoquer autant de préjudice et d'hostilité que d'amitié et de soutien[53].

Cette initiative ne connut qu'un faible succès et ne déboucha que sur quelques solutions pratiques, mais la colère était grande et les langues aiguisées. Ils combattirent l'apathie, la complaisance et l'indécision. Ils alléguèrent que tout n'avait pas été entrepris pour les juifs d'Europe. Ils demandèrent la création d'un gouvernement de salut national dans le yishouv. Lors d'une commémoration du souvenir, l'un des membres du groupe se leva, monta sur la table et se mit à crier. C'était Yehoshua Radler Fridman, connu sous le nom Rabbi Benyamin. Il fut sans doute le premier à exiger des dirigeants du yishouv qu'ils demandent aux alliés de bombarder les camps de la mort. Il était la voix de la conscience, mais comme c'est souvent le cas, c'est son éclat même qui fit l'objet de discussions. Au lieu de provoquer une réflexion sur les thèmes qu'il souhaitait, sa façon de faire devint le principal enjeu du débat. Il nia avoir sauté sur la table[54].

La classe dirigeante considéra que le réalisme d'Al Domi était néfaste. Le yishouv n'y prêta pas attention.

4. Bienheureuse étincelle

L'histoire des dirigeants du yishouv, pendant le génocide est marquée par l'impuissance. Ils sauvèrent quelques milliers de juifs d'Europe. Ils auraient peut-être pu en sauver d'avantage, mais non des millions. Ici l'historien aurait aimé jeter au panier toutes les règles admises, la réserve des discours, l'examen précis des sources, des conclusions prudentes et étayées, pour simplement s'asseoir et pleurer, l'historienne Dina Porat au sujet de l'échec d'une tentative de sauvetage de 30 000 enfants[1].

Au cours de la deuxième semaine de la guerre, le comité central du Mapai s'était réuni à Tel Aviv et avait entendu la déclaration de Ben Gourion. Puisque le contrôle des évènements en Europe leur échappait, il n'était pas question de perdre son temps sur des points de morale concernant les derniers et récents développements. Ceux-ci, déclara-t-il, devaient être traités comme des catastrophes naturelles. Restait à savoir quoi faire. Le traité de Versailles, après la première guerre mondiale, avait arraché la Palestine des mains des Turcs et l'avait placé sous domination des Britanniques. Ceux-ci avaient accordé aux sionistes la déclaration Balfour, la reconnaissance du droit des juifs à l'établissement d'un foyer national en Palestine. Il fallait que la seconde guerre mondiale s'achève sur l'octroi de leur propre État. Cela constituait, selon Ben Gourion, la boussole politique qui allait guider le mouvement sioniste pendant la durée de la guerre[2].

La conduite du mouvement sioniste avait soulevé des doutes, des paradoxes, de l'ambivalence et surtout des questions conflictuelles. Car les dirigeants du future État avaient estimé que ce n'était pas leur rôle de sauver les juifs d'Europe. L'affaire de l'Agence juive, déclara Ben Gourion au paroxysme du génocide, était d'édifier la terre d'Israël. Il refusa de décider s'il était plus important de bâtir le pays ou bien de sauver un seule enfant de Zaghreb. Il arrive, avait-il généreusement ajouté, qu'il soit bien plus important de sauver un enfant de Zaghreb; mais il appartenait à l'Agence juive de sauver les juifs et de les faire venir en Palestine. Selon Ben Gourion, les sauver en les laissant là où ils se trouvaient, ou bien en les envoyant dans d'autres pays, c'était l'affaire d'autres institutions, comme le Congrès juif mondial, le Congrès juif américain, le Joint Distribution Comitee, des institutions philanthropiques et non pas des organisations sionistes. Jamais la distance entre les dirigeants sionistes en Palestine et les juifs du monde ne fut aussi grande qu'à ce moment-là[3].

En 1939, peu de temps avant le début de la guerre, les Britanniques promulguèrent une série de réglementations pro-arabe et anti sionistes dénommées le *Livre blanc*. Celles-ci limitaient le nombre de juifs autorisés à s'installer en Palestine dans les cinq années à venir, au terme desquelles l'immigration juif dépendrait de l'accord des arabes. La limitation posée par la Grande-Bretagne à l'immigration des juifs en Palestine signifiait alors la mort pour beaucoup d'entre eux, des millions de personnes. Pourtant devant le comité central de son parti, la réponse de Ben Gourion à la nouvelle politique Britannique avait induit cette fameuse déclaration: Nous nous battrons avec la Grande-Bretagne comme s'il n'y avait pas eu de Livre blanc, et nous nous opposerons au Livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre. Il avait supposé, à raison, que les Britanniques autoriseraient les juifs de Palestine à servir dans l'armée Britannique; cela pouvant éventuellement aider le mouvement sioniste à constituer sa propre force armée, le noyau de la future armée israélienne.

L'un des participants à ce débat clos suggéra l'envoi de quelques unités de cette armée juive sur le front français. Ben Gourion lui intima l'ordre de ne pas reprendre sa proposition publiquement. Certes, le peuple juif souhaitait la victoire de l'Angleterre et la défaite d'Hitler, accorda-t-il, et tout juif a l'obligation de faire ce qui est en son pouvoir pour renverser le régime nazi. Mais le yishouv ne tirerait aucun avantage à envoyer des bataillons sur le front français. La tâche de l'armée juive était de renforcer le yishouv, étape nécessaire vers l'indépendance nationale[4]. Chaque soldat juif est un futur membre de l'armée juive, déclara Moshé Sharett[5]. L'enrôlement dans l'armée britannique était donc présenté, dès le début, comme un service rendu à la nation, à l'égal de l'engagement dans la Hagana, dans le Palmach et dans d'autres organisations militaires qui avaient précédé la création de l'armée israélienne. Des appels volontaires remplissaient les journaux; à la fin de la guerre, il y en eut quelques 30 000.

La légion juive, qui combattit au sein de l'armée Britannique dans la dernière période de la première guerre mondiale, permit au mouvement sioniste de participer aux pourparlers de paix après la guerre. Ainsi, lors de la seconde guerre mondiale, les dirigeants du yishouv s'efforcèrent de convaincre les Britanniques de créer une brigade juive. Les Britanniques comprirent les motivations sous-jacentes que recelait cette proposition, et la rejetèrent. La brigade juive ne fut mise en place qu'au cours des derniers mois de la guerre. Elle comportait cinq mille hommes, un drapeau et un insigne: une étoile de David jaune, symbole de la lutte contre l'étoile jaune que les nazis obligeaient les juifs à porter. La brigade n'eut que l'occasion d'entendre les derniers tirs de la guerre. Pendant les semaines qui précédèrent la reddition, elle participa à quelques opérations dans le nord de l'Italie, certains de ses soldats demeurèrent en Europe après la guerre en tant que représentants sionistes auprès des réfugiés juifs. Un grand nombre d'entre eux servirent plus tard dans l'armée de défense israélienne à des postes de commande[6].

*

Environ 50 000 réfugiés juifs arrivèrent en Palestine pendant la guerre; 16 000 débarquèrent dans le pays clandestinement. Chaque bateau d'immigrants illégaux donna lieu à sa propre légende. Une odyssée d'audace, d'habileté, d'intrigues internationales, de frustrations et surtout un manifeste à la volonté de survivre. Il fallait trouver des équipages et des embarcations, les préparer pour les voyages, les approvisionner en nourriture et en médicaments, obtenir les papiers officiels et les dra-

peaux. Les passagers étaient conduits au lieu d'embarquement et devaient souvent traverser des frontières, des montagnes et des forêts, alors que la guerre battait son plein. Les nazis essayaient d'empêcher les juifs de partir et les Anglais de débarquer en Palestine. L'opération demandait foi, courage, une bonne organisation, des relations, du talent et de l'argent pour soudoyer les officiers de police, les chefs de réseaux d'espionnage, des ministres et des consuls étrangers. La Méditerranée était un champ de bataille dangereux pour la navigation civile. Des réfugiés voyageaient souvent sur le pont de bateaux délabrés dans les pires conditions. Ils connaissaient la promiscuité, la faim, le manque d'eau et d'hygiène. Les embarcations étaient quelques fois à peine plus grandes qu'un voilier et ne prenaient que quelques personnes à bord; l'une d'elles partit de Roumanie avec une douzaine de passagers seulement.

Certains bateaux parvenaient à destination; les passagers débarquaient clandestinement sur les plages désertes à la faveur de l'obscurité ou d'un orage. Ceux qui réussissaient à pénétrer dans le pays étaient en général autoriser à y rester. Toutefois quelques embarcations étaient repérées et forcées à rebrousser chemin. Certaines étaient renvoyées à Chypre, où les passagers étaient mis dans des camps de concentrations; d'autres étaient escortés par les Britanniques jusqu'aux rivages de Palestine et les gens qu'elles transportaient étaient alors transférés sur d'autres bateaux, puis déportés.

Le glas britannique avait sonné pour les réfugiés. Le *Patria*, une embarcation anglaise qui s'apprêtait à déporter quelques centaines de personnes capturées sur d'autres bateaux, fut sabordé par la Haganah au cours d'une opération rapide et maladroite. Près de 300 personnes périrent. Le *Struma*, avec plus de 750 passagers, coula près d'Istanbul, après qu'on lui eut interdit d'accoster en Palestine. D'autres navires encore sombrèrent.

Plus de la moitié des *maapilim* furent assistés par le gouvernement sioniste et par d'autres organisations, dont des agences de voyage privées. Près de huit mille d'entre eux, un peu moins de la moitié, voyagèrent sur des bateaux affrétés par la Haganah, qui avait alors mis au point une arme spéciale nommée le Mossad, l'Alyia Bet, qui fut chargée d'organiser l'immigration illégale. Le Mossad, précurseur du service d'espionnage israélien, dépensa alors quelque deux millions de dollars, soit deux cent cinquante dollars par immigrants. Cependant, entre mars 1941 et mars 1944, à l'acmé de la guerre et de l'extermination des juifs, la Haganah n'affréta aucun bateau de réfugiés[7], et ce non seulement en raison des difficultés d'une navigation secrète en temps de guerre et de la crise économique en Palestine, mais aussi à cause de la répugnance des dirigeants de l'Agence juive à s'engager dans quelque activité illégales. Ils furent contraints de la faire, sous la pression interne de différents groupes, les kibboutzim et le Palmach, et par défi contre les révisionnistes. Mais en réalité la guerre renforçait la disposition de l'Agence juive à coopérer avec les autorités et à respecter les quotas d'immigration. Les Britanniques menacèrent d'arrêter l'immigration légale si l'immigration illégale n'était pas stoppée.

Comme avant la guerre, les dirigeants de l'Agence juive défendirent le droit à sélectionner les immigrants en fonction des besoins du pays et de la répartition établie par les différents partis politiques. L'immigration illégale compromettait le contrôle des dirigeants sur l'immigration. On ne contrôle plus rien, se plaignit Moshé Sharett dans son journal. Les loups (révisionnistes) ont repris leur action et ils la poursuivront. Ils acceptent tout le monde, écrivit Sharett, l'aveugle, le boiteux et une maison de retraite pour vieillards toute entière. Sharett ne préconisait pas l'arrêt de l'immigration illégale, mais, même lorsque le massacre des juifs était à son paroxysme, il protestait contre les organisateurs de la Haapala qui n'avaient aucun souci de choisir le matériel humain souhaitable. Peu après le début de la guerre, il avait énoncé son principe de base concernant l'immigration, indépendamment de toute considération conjoncturelle: apporter le **bon** et laisser la **racaille**[8]. (Sarko n'était même pas encore né)

À la fin de la guerre, la Haganah ne s'était pas plus activement engagée dans l'immigration illégale parce que les difficultés techniques étaient moindres. Les dirigeants de l'Agence juive avaient senti la nécessité de prouver aux survivants du génocide que le mouvement sioniste ne les avait pas abandonnés. Ainsi commença la bataille pour conquérir l'esprit des vivants. L'Agence juive craignait que la plupart d'entre eux ne choisissent de retourner chez eux après la guerre, plutôt que de se rendre en Palestine[9]. L'un des chefs de la Haganah, Eliahu Colomb, mit en garde contre le poison antisioniste que les survivants étaient susceptibles de répandre s'ils se rendaient compte qu'ils n'avaient pas été aidés. Il proposa de reprendre sans délai, l'immigration illgale[10]. Le fait que les juifs de Palestine aient conduit des opérations de sauvetage constitue un argument important, déclara Ben Gourion qui songeait, entre autre, à la nécessité de pousser la collecte des fonds sionistes.

Au cours de la guerre, l'Agence juive s'efforça d'obtenir l'aide des Britanniques. Elle souhaitait envoyer des commandos du yishouv dans les pays occupés où des groupes clandestins seraient organisés pour combattre les nazis. L'Agence envisagea l'envoie d'un millier d'hommes. Ils pourraient saboter les lignes de chemin de fer menant aux camps de la mort. Ben Gourion ne croyait pas en cette idée: Des commandants (commandos ?) juifs pour la guerre en Pologne, c'est grotesque! Pour avoir des commandos, il faut avoir un État", affirma-t-il[12]. Les Britanniques s'opposèrent à cette idée pour diverses idées: une telle opération ne ferait pas avancer l'effort de guerre; en outre, ils ne voulaient pas accroitre le pouvoir de l'Agence juive ni se trouver redevables à son égard. Toutes les propositions de ce type furent rejetées ou bien se perdirent dans la pesanteur administrative.

Moshé Sharett demanda à Randolph Churchill d'entretenir son père d'un plan de parachutage d'agents du yishouv en Yougoslavie, afin que ceux-ci puissent se joindre aux partisans de Tito. Le premier ministre Churchill répondit favorablement, mais le projet n'aboutit pas. Pourtant l'Agence juive ne renonça pas, et trente parachutistes, dont trois femmes, partirent en

mission. Entre mars et septembre 1944, des avions de la RAF les déposèrent derrière les lignes ennemies en Roumanie, en Hongrie, en Yougoslavie et ailleurs. Ces missions devinrent légendaires.

La plupart des parachutistes étaient des kibboutznik d'une vingtaine d'années qui avaient quitté l'Europe quelques années auparavant et qui se portaient volontaires pour y retourner. Ils furent sélectionnés parmi plus de deux cents candidats. On les avaient entrainés, mais ils n'avaient aucune expérience et ne disposaient que de la confiance en eux-mêmes et de la foi de leur mission. La plupart s'étaient engagés comme soldats dans l'armée britannique. Les Britanniques, espérant obtenir des informations, les équipèrent de radio et leur donnèrent l'ordre d'aider les partisans. Quelques un furent envoyés auprès des pilotes alliés qui avaient été faits prisonniers.

À la veille de leur départ, les parachutistes rencontrèrent les dirigeants du yishouv parmi lesquels Berl Katznelson, Ben Gourion et GoldaMeïr. Ils essayèrent de comprendre ce que l'on attendait d'eux, mais au lieu d'instructions concrètes ils entendirent des paroles inspirées et des encouragements. Ben Gourion leur demanda de s'assurer que le peuple juif reconnaissait la terre d'Israël comme sa terre et sa forteresse, afin qu'ils s'y rendent par milliers après la guerre. Eliahu Colomb déclara qu'il fallait montrer au peuple juif comment se tenir fièrement. L'un des officiels de l'Agence juive leur demanda d'amener le messie aux juifs de l'Est; Golda Meïr se contenta de pleurer, devait se rappeler plus tard le parachutiste Joël Palgi[13].

Lorsque les Britanniques acceptèrent les propositions de l'Agence juive, il était bien trop tard pour sauver ne fut-ce qu'un seul juif. Le nombre des parachutistes était insuffisant. Il n'y avait plus grand-chose à faire, et pourtant ils ne pouvaient plus faire marche arrière. Comme pour l'immigration illégale, l'opération de sauvetage était née de la conviction qu'il faudrait bientôt persuader les survivants du génocide que le yishouv ne les avait pas abandonés[14]. Il s'agissait donc d'une mission d'éveil national destinée aux âmes des survivants, plutôt que d'une mission militaire pour sauver leurs vies. Bienheureuse étincelle qui enflamme les cœurs, écrivit la parachutiste la plus célèbre, Hannah Senesh, une poétesse de vingt-trois ans née en Hongrie, qui devait être capturée à son atterrissage, torturée, jugée puis exécutée, joyeuse est la flamme qui brûle secrètement dans le cœur[15].

Les parachutistes ne furent pas toujours accueillis comme des sauveteurs. Haïké Grossman, partisane à Biyalistok, future députée, écrivit: on m'a demandé ce que je ferais si les parachutistes de Palestine étaient venus là où combattaient les partisans. J'ai répondu, nous aurions commencé par leur trouver une place où se cacher[16]. Egon Rott, un chef rebelle de Slovénie, s'en prenait aux parachutistes qui l'avaient trouvée : vraiment, pourquoi êtes-vous venus ? Pensiez- vous que ce serait un jeu d'enfants ? Vous voulez être des héros? […]Vous êtes venus pour jouer aux soldats […] Avez-vous pensé à la responsabilité que vous nous imposez ? Jusqu'ici nous n'étions responsables que de nos propres vies mais maintenant vous allez peser sur nos consciences. Il leur demanda de prendre le premier vol pour la terre sainte[17].

L'historien officiel de la Haganah écrivit dans une postface aux mémoires de Joël Palgi: La mission de parachutistes avait mis en évidence l'esprit volontariste qui animait le mouvement pionnier hébraïque et la Haganah dès le début; un esprit de sacrifice et de résolution à combattre, et, si nécessaire, à mourir […] La mission des parachutistes, était devenue un exemple et une source d'émulation pour la jeunesse israélienne. Leurs actes, leurs lettres, leurs souvenirs firent désormais partie de l'héritage d'Israël. De nouvelles colonies prirent le nom de ceux qui étaient tombés. Ils devinrent un maillon de la chaine de l'héroïsme juif à travers les générations. Palgi lui-même n'aimait pas cette idolâtrie. Les gens désirent ardemment d'héroïques légendes, nota-t-il à contrecœur dans son livre[18]*.

*Lorsque la guerre éclata, sept délégués de Hakiboutz Hameouhad se trouvaient alors en Pologne. Ils furent de retour chez eux en moins de trois mois. Berl Katznelson était furieux: J'aurai préféré voir dix délégués martyrs en territoire occupé. Le yishouv avait besoin de synboles[19].

La légende était plus grande que ses héros. Certains parachutistes combattirent dans les rangs des partisans, d'autres accomplirent des missions de sabotage et d'espionnage. Certains prirent contact avec des communautés juives, surtout à la fin de la guerre. D'autres se trouvèrent empêtrés dans la politique locale: Les sionistes combattirent les communistes avec l'appui des parachutistes. Près de la moitié d'entre eux furent faits prisonniers et sept furent exécutés.

L'Agence juive et quelques autres organisations du yishouv envoyèrent des missions de sauvetage en Turquie. D'autres groupes tentèrent d'apporter leur aide à partir de Genève, de Téhéran, de Suède et, quand il était déjà trop tard, d'Espagne et du Portugal. Chaïm Weizman, avec d'autres dirigeants sionistes, essaya d'agir depuis Londres. Les émissaires de l'Agence à Istanbul, des jeunes gens pour la plupart, aidèrent les réfugiés à traverser les frontières et envoyèrent parfois des messagers clandestins dans les pays occupés : c'était un grand jour pour nous lorsque les courriers revenaient du territoire ennemi, devait se rappeler plus tard Teddy Kollek. Certains étaient juifs, d'autres pas, la plupart étaient des agents doubles qui travaillaient plus ou moins ouvertement pour la Gestapo. Kollek décrivit avec un certains romantisme la communauté d'espions qui poursuivait ses activités à Istanbul à cette époque-là. Nous fréquentions les bars d'hôtels, ourdissant des complots internationaux, et nous espionnant les uns les autres. Pourtant, nota-t-il, nous n'avons sauvé qu'un petit nombre de personnes, microscopique en comparaison du nombre de tués[20]. L'historienne Dina Porat demanda à Venya Pomerantz, l'un des agents secrets en Turquie, ce qu'ils avaient accompli là-bas: Rien, répondit-il[21].

Lorsque la guerre éclata, L'Agence juive mit en place, à Jérusalem, un comité de soutien aux réfugiés de Pologne. Cette action impliquait des contacts avec le gouvernement en exil à Londres. Lorsqu'en 1941 l'Allemagne attaqua l'URSS, le comité essaya d'aider à l'évacuation des réfugiés juifs qui avaient fui la Pologne pour la Russie. C'était le comité aux affaires Polonaises ou Comité des Quatre, dirigé par Itzhak Gruenbaum, membre de l'exécutif de l'Agence juive, ancien dirigeant de la communauté juive Polonaise et ancien membre du parlement Polonais. À la suite du communiqué de l'Agence de novembre 1942 sur le génocide, certains demandèrent que des personnes se consacrent à plein temps au sauvetage des juifs. Gruenbaum, un bureaucrate plutôt pitoyable, avec des opinions arrêtées et une langue bien aiguisée, mais sans autorité réelle ni talent, fut désigné pour diriger cette nouvelle institution qui donna lieu à des débats houleux sur sa composition politique, son affiliation même à l'Agence et son appellation. L'un de ses membres prétendit que, dans une certaine mesure, il ne s'agissait que d'une fiction[22]. Le comité de sauvetage, comme on finit par l'appeler, tint quelques assemblées générant l'habituel verbiage bureaucratique plutôt qu'une action imaginative. Il envoya de l'argent, des vivres et des lettres aux communautés juives d'Europe, et parfois de l'or, des diamants et des faux papiers d'identité. Il tenta d'obtenir des autorisations de sortie du territoire, des titres de voyages et des permis d'immigration. Il s'efforça de mobiliser l'opinion publique en Palestine et à l'étranger. Un jour, Gruenbaum hébergea le consul général des Etats-Unis et lui demanda que l'aviation US bombarde les camps de la mort[23]. On ne peut dire que notre travail connut le moindre succès, écrivit-il par la suite[24].Ben Gourion, lui, était occupé ailleurs.

Parfois, semble-t-il, au cours de la guerre, l'occasion de sauver des milliers de juifs en échange d'une somme d'argent se présenta. L'opération de la Turquie, le plan Europe, l'épisode des camions contre du sang, furent largement étudiés et chaque détail en fut examiné à la loupe. Le triste résultat en fut: on ne dispose d'aucun moyen de savoir si une occasion fut manquée. Une chose est sûre : chaque épisode supposait plus de compétence et d'imagination que n'en possédait Ben Gourion et les autres dirigeants du yishouv.

La Transnitrie est une région au nord d'Odessa, en Ukraine du Sud, entre Dniestr et le fleuve Bug. Les nazis l'avaient accordée à la Roumanie en échange de son soutien lors de l'invasion de l'Union Soviétique. En octobre 1941, Quelques 200 000 juifs y furent déportés de Roumanie en Transnitrie. Deux personnes sur trois étaient mortes ou avaient été assassinées. Environ 70 000 étaient restées en vie.

Un an après cette déportation, le téléphone d'un délégué de l'Agence juive à Istanbul sonna. C'était un dirigeant de la communauté juive de Bucarest qui l'informait qu'un messager viendrait bientôt le voir avec une proposition pour sauver les juifs de Transnitrie. Quelques détails demeurent obscurs, mais le fonds de l'affaire était que le gouvernement roumain offrait d'échanger des survivants contre une somme qui représenterait, selon différents calculs, entre 14 et 28 millions de dollars, soit entre 200 et 400 dollars par personne. L'Agence estima le prix trop élevé et ne pensait pas que cette opération pût être menée à bien, mais elle fit ce qui s'imposait: elle donna l'ordre à ses délégués à Istanbul d'examiner l'offre. Elle en informa également les autorités britanniques. Rien n'en sortit: les Britanniques s'y opposèrent, ainsi que les Allemands qui étaient, de facto, les maitres de la Roumanie.

Les Britanniques agissaient sous la pression des arabes; ils craignaient de renforcer le yishouv aux dépends de la population arabe. L'éventualité que les juifs de Transnitrie se rendent en Palestine fut décrite par un officiel anglais comme une perspective effrayante. Car disait-on, cela accroitrait le nombre de juifs qui pesaient déjà sur les Britanniques[25]. Les Britanniques s'opposaient également, par principe, à l'entrée en Palestine de citoyens de pays ennemis. Cette attitude coûta la vie à de nombreux juifs. Les Etats-Unis appuyèrent les Britanniques dans leur opposition à tout transfert de fonds vers les États ennemis; cela ne facilita pas l'assistance aux juifs. Les alliés maintinrent leur position rigide; ils ne cédèrent pas au chantage. Seule restait l'improbable possibilité que l'Agence juive puisse parvenir à un accord secret avec les Roumains à l'insu des alliés. Mais il y eut des fuites dans la presse et l'affaire fut close[26].

À Bratislava, capitale de l'État nazi fantoche de Slovaquie, un homme et une femme qui n'avaient que fort peu de chose en commun imaginèrent un plan de sauvetage de plus grande envergure. Lui était un rabbin ultra-orthodoxe (intégriste s'il s'agit d'un musulman), connu pour son érudition et son anti-soviétisme virulent. Quant à elle, c'était une riche veuve, militante de la WIZO, l'organisation des femmes sionistes. Rabbi Michaël Dov-Ber Weissmendel et Gisi Fleichman nous ont laissé maintes lettres poignantes et maints appels désespérés. Ils avaient besoin d'argent. Durant l'été 1942, ils réussirent à conclure un marché avec un officier SS sous les ordres d'Adolph Eichmann. Dieter Wisliceny reçut de leurs mains des dizaines de milliers de dollars apparemment au su de ses supérieurs. En échange, la déportation des juifs de Slovaquie fut stoppée. Jusqu'ici, quelques 60 000 juifs avaient été envoyés à Auschwitz. La plupart pour être exterminés; 30 000 autres étaient restés en vie. La rançon payée aux nazis avait retardé de deux ans la reprise de la déportation. Les nazis pensaient que l'argent venait de Suisse sur l'ordre de la juiverie mondiale, selon leur vieille idée que les juifs gouvernaient le monde. En réalité, Weissmandel et Fleichmann avaient collecté eux-mêmes l'argent. Ils avaient dû repasser certains billets de banque pour qu'ils aient l'air neufs; de convenables dollars juifs en provenance de Suisse.

Cette réussite amena Weissmandel, Fleichmann et plusieurs autres à reprendre langue avec les nazis. Weissmandel écrivit lui-même une lettre sur un papier à lettre suisse rapporté d'un voyage qu'il avait effectué avant la guerre. Il utilisa une machine à écrire suisse et se donna officiellement l'autorisation, en langage codé au nom des délégués des rabbins du monde, de mener des négociations avec les nazis pour stopper la déportation et le meurtre des juifs dans l'ensmble des territoires sous

contrôle nazi, en échange de plusieurs millions de dollars. C'était le plan Europe. Apparemment, les nazis crurent à la véracité de la lettre d'autorisation que leur présenta le rabbin; en tout cas, ils s'engagèrent sérieusement dans les négociations. Adolph Eichmann se tenait informé des progrès du plan, tout comme le faisait, semble-t-il, le chef SS Henrich Himmler lui-même. C'est là une raison de croire qu'Himmler considérait les négociations avec les juifs comme une ouverture vers une paix séparée entre les SS et les alliés, en prévision d'une défaite possible allemande. Les nazis exigèrent 200 000 dollars d'avance. Weissmandel fit appel aux délégués du Joint Distribution Committee à Genève qui en référa à ses supérieurs à New York. Dans un premier temps, les directeurs de l'Organisation rejetèrent l'appel, tout comme le fit le mouvement sioniste.

Au cours des mois suivants l'accord changea et fit le tour du monde-de Bratislava à Genève et à Jérusalem, de Jérusalem à Genève et à Londres, de Bratislava à Berlin, de Genève à New York et à Washington. Weissmandel et Fleichmann continuèrent à bombarder l'Occident de pétitions désespérées: la date limite fixée par les nazis pour l'avance était proche. Weissmandel écrivait dans un hébreu d'érudit talmudique, Fleischmann en allemand. À Jérusalem et à Genève, à Londres, à New York et à Washington leurs correspondants ne comprenaient pas s'il s'agissait d'une offre véritable ou bien simplement d'un coup de bluff allemand. Les documents qui nous restent révèlent une procrastination politique et bureaucratique ainsi que d'une complaisance laxiste qui contrastait indécemment avec les appels au secours des lettres de Weissmandel et Fleischmann. Ben Gourion pensait que l'Agence juive ne pouvait pas contribuer à la dot de la mariée, car elle aurait à financer l'intégration de 5 000 enfants bientôt et cela exigerait un investissement important. Il y a aussi des juifs en Palestine, expliqua-t-il[27]. Deux membres du Congrès juif américain réussirent à obtenir l'accord de principe du président Roosevelt pour déposer l'avance dans un compte secret d'une banque suisse et pour l'utiliser après la guerre. À Bratislava, on déclara qu'il n'était pas possible de rencontrer les Allemands par l'intermédiaire de ce genre de combine légale, et le temps passait.

Six mois plus tard, après avoir pris connaissance de l'affaire, l'Agence juive décida de faire passer en fraude la majeure partie de la somme, plus de 150 000 dollars, par le courrier postal de Bratislava. Le délégué du Joint Distribution Committee à Genève accepta de transférer le reste en liquide. La suite des évènements demeure obscure: il est probable que la totalité ou une partie de l'argent parvint effectivement à destination. Cependant les nazis annoncèrent entre-temps qu'ils suspendaient les négociations; les déportations reprirent.

Gigi Fleischmann et Rabbi Weissmandel furent envoyés à Auschwitz. Elle y fut assassinée. Quand à lui, il réussit à sauter d'un train en marche et s'installa aux Etats-Unis après la guerre. Il accusa les sionistes de l'avoir abandonné avec les siens parce qu'il était ultra-orthodoxe non sioniste, comme si Gigi Fleischmann n'avait pas été son associée. Il fonda ses arguments sur des lettres qu'il citait de mémoire et qu'on ne trouve pas dans les archives. Elles ont peut-être été perdues ou bien les a-t-on fait disparaître, à moins qu'elles n'aient jamais été écrites.

Il n'existe aucun moyen de savoir si le plan Europe avait réellement une chance de réussir; la seule chose que nous pouvons dire, c'est que, si les dirigeants de l'Agence juive avaient réagi plus rapidement, ils auraient eu le droit de regarder mes futures générations dans les yeux et de dire sans hésiter: Nous avons fait ce qui était en notre possible, nous n'avons laissé passer aucune occasion[28].

Le 19 mai 1944, un émissaire juif, envoyé de Hongrie par les nazis, atterrit à l'aéroport d'Istanbul en Turquie neutre. IL apportait une proposition établie lors d'une série de réunions entre Adolph Eichmann et d'autres délégués du gouvernement allemand à Budapest, dont ce même Dieter Wisliceny qui avait pris part au plan Europe. Les Allemands proposaient à nouveau de laisser la vie sauve à un certain nombre de juifs, un million peut-être. Cette fois-ci, ils n'exigeaient pas d'argent mais 10 000 camions et quelques centaines de tonnes de provisions: du café, du thé, du cacao et du savon. Comme le plan Europe, ce marché était destiné à faciliter une paix séparée entre les SS de Himmler et les puissances occidentales à l'insu d'Hitler et vraisemblablement après sa mort, et sans les soviétiques- peut-être même contre eux. Ce fut la proposition la plus ignominieuse des camions contre du sang qui, en quelques jours, fit l'objet d'une correspondance diplomatique au plus haut niveau entre Jérusalem, Londres, Washington et Moscou. En quelques mois la presse en eut connaissance et le dossier fut clos. Peut-être cette proposition n'offrait-elle pas réellement la possibilité de sauver des vies humaines. Ce fut un crève-cœur et une affaire déprimante, déclara Moshé Sharett[29]. L'émissaire de Bucarest s'appelait Joël Brand, il avait trente-huit ans et était vendeur dans l'usine de gants que possédait sa femme. Il grandit en Allemagne et fut communiste dès son plus jeune âge. Il parcourut le monde comme agent du Komintern; la guerre le trouva à Budapest. Il tira parti de ses relations avec les services secrets pour organiser un réseau destiné à faire passer en fraude les juifs de Pologne jusqu'en Hongrie. Ce fut une figure tragique, courageuse et naïve. Apparemment, il ne comprit jamais complètement le sens de l'épisode dans lequel il joua un rôle déterminant.

Dès le début, tout se passa mal. Chaïm Weizman n'était pas à Istanbul pour l'accueillir, comme il avait eu l'innocence de le croire. À sa place, il y avait des délégués de l'Agence juive, des détectives Turcs, des agents secrets britanniques. Il passa les premiers jours à dénouer les difficultés et à tenter d'obtenir le visa qui lui permettrait de rester en Turquie. Puis ce fut un embrouillamini qui aboutit à des accusations et contre-accusations sans fin. Brand fut arrêté par les Britanniques, emmené en Egypte et jeté en Prison. Il mit son arrestation sur le compte de l'Agence juive. Il accusa aussi Jérusalem d'avoir saboté sa mission. L'exécutif de l'Agence juive débattit de l'offre allemande pendant la semaine de l'arrivée de Brand à Istanbul. L'un des hommes qu'il avait rencontré à l'aéroport s'envola pour Jérusalem, avec les informations sur les détails de l'affaire dis-

simulés dans un tube de crème à raser. Gruenbaum, président du comité de sauvetage, tenait ce plan pour une diabolique provocation. Tout cela était vraiment bizarre, déclara Ben Gourion, mais il ne fallait pas en minimiser l'importance. S'il n'y avait qu'une chance sur un million, il fallait la saisir. Il proposa d'envoyer Moshé Sharett en Turquie et en informa les autorités britanniques. L'un de ses interlocuteurs lui demanda si c'était bien raisonnable, et Ben Gourion déclara alors qu'il ne pouvait faire un geste sans l'aide du gouvernement britannique[30]. Un rapport complet sur l'affaire fut remis au haut-commissaire britannique, Sir Harold Mac Michael. Mais les Britanniques ainsi que les américains, en avaient déjà pris connaissance par leurs propres filières d'information Winston Churchill et Franklin d. Roosevelt avaient été avisés de l'offre allemande. Ils y virent une tentative de sabotage de l'alliance entre l'Occident et l'Union soviétique.

En réalité, Brand ne s'était pas rendu seul à Istanbul. Les nazis avaient envoyé avec lui un de leurs agents, un aventurier et escroc juif qui disait à qui voulait l'entendre que ce marché était uniquement destiné à assurer une voix parallèle aux négociations pour une paix séparées entre les SS et l'occident. Les ambassadeurs américains et britanniques à Moscou, reçurent l'ordre de transmettre la proposition aux russes; Le Kremlin, comme de bien entendu, s'opposa à toutes négociations de paix séparée avec les Allemands: l'armée rouge faisait déjà ses préparatifs pour conquérir la Hongrie. L'épisode Joël Brand prit fin à Moscou, remarqua par la suite un dirigeant de l'Agence juive[31]. Il ne restait plus aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne qu'à s'assurer qu'ils ne seront pas accusés d'avoir raté une occasion de sauver des juifs survivants. Toutes les parties- Jérusalem, Berlin, Londres et Washington semblaient préparer des alibis pour le jour du jugement après la guerre. Londres et Washington prétendirent qu'ils souhaitaient prolonger le plus longtemps possible les négociations avec les Allemands. Pourtant, à l'instar de l'offre de Transnitrie, si le marché des camions contre du sang avait abouti, cela aurait signifié un exode massif des juifs vers l'Occident et aurait soulevé le problème de leur destination. Personne ne savait que faire d'un million de juifs. C'est pourquoi les Britanniques firent comme lors de l'affaire de Transnitrie: Ils ébruitèrent toute l'histoire auprès de la presse et firent avorter les négociations. Il est probable que les Allemands non plus n'auraient pas conclu l'accord.

L'ignominie et le cynisme de certains membres du gouvernement britannique ne peuvent être comparés qu'à ceux des Allemands. Alors qu'ils s'efforçaient d'interdire l'accès en Palestine d'immigrants illégaux munis de visas de tourisme, le gouvernement avait exigé des yougoslaves qu'ils tamponnent les passeports aven un **J**, exactement comme le faisaient les nazis. Avant le naufrage du Struma, avec plus de 750 réfugiés à bord, le haut-commissaire britannique avait écrit à Londres, à ses supérieurs, que le bateau ne serait pas autorisé à jeter l'ancre en Palestine car il pouvait se trouver des agents ennemis parmi les passagers. Ceci dit, écrivit-il, la plupart des passagers étaient membres de professions libérales et le pays n'avait pas les moyens d'intégrer d'avantage d'immigrants improductifs, les provisions étaient insuffisantes et une invasion de sauterelles menaçait.

L'Agence juive se considérait encore comme une branche du gouvernement britannique. Même l'occasion qui lui fut offerte de sauver des juifs de Hongrie n'avait pas suffi à lui inspirer une action indépendante, ne serait-ce que pour gagner du temps. On discuta de l'utilité d'envoyer un messager de l'Agence à Budapest, afin de poursuivre les négociations, puisque brand était en prison en Egypte. Chaïm Weizman et Moshé Sharett contactèrent le ministre des Affaires étrangères britannique, Anthony Eden, et lui soumirent cette idée, de chef d'État à chef d'État. Eden consulta ses conseillers qui lui conseillèrent de rejeter la proposition. Ils arguaient qu'aucun sujet britannique ne devait être autorisé à mener des négociations séparées avec l'ennemi. L'Agence juive se soumit et le messager ne partit pas.

L'Agence juive était incapable, d'une part, de fournir à elle seule, des dizaines de milliers de camions aux nazis et de recevoir en retour un million de juifs sans l'approbation des alliés. D'autre part, il semble que l'Agence n'ait pas mis tout en œuvre pour entamer des discussions avec les Allemands à l'insu des Britanniques.. Les sionistes savaient fort bien que les Britanniques ne se souciaient du sort des juifs et qu'il ne fallait attendre aucune aide de leur part. Cela aurait été l'occasion de faire un grand coup de bluff. Les dirigeants du yishouv auraient pu désobéir aux ordres des Britanniques et négocier secrètement avec les nazis; ils auraient pu envoyer un émissaire d'un pays neutre pour les représenter. Au lieu de camions, ils auraient pu offrir une somme d'argent aux Allemands, ou du moins proposer une avance, n'importe quoi pour gagner du temps, puisque les Russes ne se trouvaient plus très loin de la Hongrie. Il semble qu'ils y aient pensé, mais ils s'abstinrent*.

*Les négociations avec les Allemands suivirent une autre voie, à commencer par une rencontre entre Saly Meyer, un délégué issu du Joint Distribution committee et plusieurs officiers SS. Ils se parlèrent debout sur le pont de Sankt Margarethen qui relie l'Autriche et la Suisse. D'autres rencontres eurent lieu ultérieurement. Mayer tenta de gagner du temps et y réussit. Il put même obtenir quelques tracteurs pour les Allemands en signe de bonne volonté. Himmler donna des ordres pour que l'on ne déporte plus les juifs de Budapest. Mayer mérite les louanges de l'histoire. Eliahu Dobkin prétendit par la suite que c'était l'Agence juive qui avait mis en place ces négociations, mais Mayer n'avait pas agi en son nom car en réalité il n'était pas sioniste.[32]

Suite à cette affaire, les membres de l'Agence juive apparurent comme des personnages sans envergure et sans ressources; l'image de chef d'État qu'ils se faisaient d'eux-mêmes avait entravé leur capacité d'agir dans la clandestinité.

L'affaire des camions contre du sang n'est qu'une note en bas de page dans l'histoire du génocide. Mais elle allait occuper la politique Israélienne pendant des années, et elle ne cessera d'hanter le pays. Adolphe Eichmann devait certifier, par la suite, le sérieux de la proposition faite à l'Agence juive par l'intermédiaire de Brand[33]. Quant à l'idée d'échanger des juifs contre une rançon, , elle n'avait apparemment été étrangère à Hitler lui-même. Un mémorandum, rédigé par Heinrich Himmler le

10 décembre 1942, établit qu'Hitler avait donné son accord pour ces échanges, à condition qu'ils rapportent gros en devises étrangères[34].

À la veille de la guerre, il y avait environ neuf millions de juifs en Europe; six millions furent tués, trois millions survécurent. La plupart d'entre ceux-ci furent sauvés par la défaite allemande. D'autres furent épargnés, grâce à l'aide de différents gouvernements, d'organisations, telles le Joint Distribution committee et de personnes au grand cœur dans quasiment chaque pays- les justes parmi les nations. Des opérations dramatiques de sauvetage eurent lieu, comme ce vol de la France vers l'Espagne à travers les Pyrénées et ce convoi de juifs qui navigua du Danemark jusqu'en Suède. Mais seul un petit nombre de survivants durent leur vie aux efforts du mouvement sioniste.

5. Un cœur juif chaleureux

Au début de 1943, Ben Gourion se rendit à Haïfa chez une jeune femme qui venait d'arriver de Pologne pour entendre de sa bouche le récit des épreuves qu'elle avait endurées. Il fut profondément bouleversé, ému jusqu'aux larmes: Ce cauchemar me hante, écrivit-il par la suite. Pendant trois heures, la jeune femme lui raconta les souffrances horribles qu'elle avait endurées et, déclara Ben Gourion, ni Dante ni Poe n'auraient pu imaginer de pareilles épreuves. Il s'était senti tout à fait impuissant. Sous sa plume cette marque d'émotion était rare, il parlait fort peu des souffrances individuelles, mais là encore, il retrouva rapidement son sang-froid: le soleil se lève dans toute sa puissance et chacun doit poursuivre son oeuvre[1].

Il entendait par là la création de l'État juif. Cela explique la vision de Ben Gourion sur l'extermination des juifs. Pour lui, il s'agissait essentiellement d'un crime contre le sionisme. De toute évidence il considérait les actes des nazis comme un crime contre l'humanité et contre le peuple juif, mais plus que tout, il craignait que l'assassinat des juifs n'empêche l'établissement de l'État d'Israël. L'extermination du judaïsme européen est une catastrophe pour le sionisme, déclara-t-il en décembre 1942, il n'y a plus personne avec qui construire le pays! En d'autres occasions, il exprima les mêmes idées[2].

Les pères fondateurs du mouvement sioniste n'avaient pas prévu les fours de Treblinka, et selon leur idéologie, à long terme les juifs ne pourraient pas survivre comme tels dans la Diaspora. Ils disparaitraient tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre. Les nations parmi lesquelles vivent les juifs sont toutes les mêmes, elles sont ouvertement ou non antisémites, argua Theodor Herzl en 1896[3]. Les sionistes n'ont pas l'intention d'exploiter l'horrible tragédie des juifs d'Europe, déclara Moshé Sharett sur un air bien connu, mais ils ne peuvent s'empêcher de mettre l'accent sur le fait que les évènements ont totalement prouvé le bien-fondé de la solution sioniste au problème juif. Le sionisme a prévu le génocide depuis des décennies[4]. *Davar* publia un article décrivant l'extermination des juifs comme une punition du ciel pour n'être pas venus en Palestine[5].

En face, avec le génocide, le sionisme connut sa propre défaite; en tant que mouvement historique, il avait échoué. Après tout, il n'avait pas réussi à persuader une majorité de juifs de quitter l'Europe pour la Palestine quand cela était encore possible. Et lorsqu'ils eurent besoin de soutien, le mouvement sioniste était trop faible pour l'apporter. Le génocide mit également fin au rêve du sionisme pionnier qu'aurait dû être cette nouvelle sorte de juifs, dans une société nouvelle- un homme nouveau, né d'un choix et d'une idéologie plutôt que de la nécessité et de la fuite. La consternation que provoqua cet échec explique le ton de reproche de Ben Gourion chaque fois qu'il évoquait les victimes du génocide. Ils n'ont pas voulu nous écouter, se plaignait-il. Avec leur mort, ils ont saboté le rêve sioniste[6].

Pour Ben Gourion, la délivrance des juifs passait presqu'exclusivement par l'immigration en Palestine, et il avait pris conscience que rares seraient ceux que l'immigration sauverait. Plus tard, certains taxèrent son attitude vis-à-vis du génocide de suffisante, en partie parce qu'il en parlait rarement. Son biographe l'explique différemment: Ben Gourion n'avait rien à proposer pour atténuer les souffrances et pour sauver des vies humaines, c'est pour cette raison, peut-être, qu'il préféra le silence aux paroles creuses et à l'absence d'action[7]. Il est possible également qu'à partir du moment où le sauvetage des juifs était voué à l'échec, Ben Gourion, en politicien averti, préféra le laisser en d'autres mains. Le désastre qu'affronte le judaïsme européen n'est pas mon affaire, déclara-t-il[8]. Il disait fréquemment que tout devait être fait pour sauver les juifs, mais ses paroles faisaient penser aux éditoriaux des journaux. À l'époque je manquais d'informations sur la façon de sauver les juifs sous occupation nazis, devait-il écrire plus tard. Même si j'étais président de l'exécutif de l'Agence juive, la mobilisation du peuple juif pour la constitution d'un État était le cœur de notre action[9]*.

*Ben Gourion n'était pas le seul à s'être expressément polarisé sur la question de la construction de l'État. Dov Yossef, membre de l'exécutif de l'Agence juive, consigna sa réponse à un journaliste qui lui avait déclaré que son syndicat avait fait appel aux plus puissants syndicats de presse dans le monde, afin que soit donné le plus large écho aux atrocités du génocide. Je le mis en garde contre l'exagération du nombre de victimes juives, écrivit Yossef, car si nous commençons à annoncer que des millions de juifs ont été assassinés par les nazis ; on nous demandera où se trouvent ces millions de juifs qui nécessitent un nouveau foyer en Palestine après la guerre[10]. Le dirigeant travailliste, Berl Katznelson ne s'était jamais engagé, lui non plus, dans aucune action de sauvetage. Son silence sur le génocide fut presque total, nota son giographe[11].

*

Dans les régions d'Europe où s'est déroulée la guerre- en Allemagne, dans les pays sous occupation, dans les pays de l'axe- on pourrait s'attendre à ce que plus sept millions de juifs soient exterminés [...] il nous apparaît clairement aujourd'hui que nous ne pouvons espérer sauver plus de douze mille ou quelques dizaines de milliers de juifs. Ce que peut accomplir le Comité n'est qu'une goutte d'eau dans la mer, c'est, s'illusionner ou se donner bonne conscience et non pas agir. Il nous faut espérer qu'en dépit des atrocités une grande partie du judaïsme européen, bien supérieure à celle que le Comité pourrait sauver, sera sauvegardée par la force et la volonté de vivre [...]

Par conséquent, si les efforts du comité sont susceptibles d'obtenir le moindre résultat, nous devons du moins espérer par là un gain politique. D'un point de vue sioniste, les conditions de cet avantage politique sont les suivantes:
a) que le monde entier sache que la Palestine reste le seul pays qui souhaite accueillir les juifs rescapés et que le yishouv est la seule communauté qui désire les intégrer. b) que le monde entier sache que l'initiative de sauver les juifs d'Europe vient des milieux sionistes
c)que les juifs rescapés de l'extermination sachent qu'au cours de la guerre ou à la fin de celle-ci le mouvement sioniste et le yishouv ont essayé de les sauver.

Si tout cela est également connu des cercles politiques, de l'opinion publique non juive, des juifs vivant dans les pays libres, l'image d'une Palestine sioniste s'en trouvera renforcée aux yeux du monde entier [...] comme celle du pays où devrait être envoyée la masse des juifs expulsés d'Europe. Cela augmentera l'aide en provenance du monde juif pour construire la terre d'Israël et canalisera vers la Palestine l'exode des juifs rescapés du massacre mondial [...]

Qui sauver ? [...] Devons-nous, sans tenir compte des caractéristiques de chacun, aider tous ceux qui en ont besoin ? Ne devons-nous pas donner à cette action un caractère national sioniste et tenter de sauver en priorité ceux qui peuvent être utiles à la terre d'Israël et au judaïsme? Je sais qu'il peut sembler cruel de poser la question de cette façon, mais nous devons malheureusement établir clairement que si nous sommes capables de sauver 10 000 personnes parmi les 50 000 personnes qui peuvent contribuer à la construction du pays et à la naissance nationale ou bien un million de juifs qui deviendront pour nous un fardeau ou au mieux un poids mort, nous devons nous restreindre et sauver les dix mille qui peuvent être sauvés- malgré les accusations et les appels du million de laissés-pour-compte . Je me console en pensant qu'il sera impossible d'appliquer à 100% ce principe, et que le million obtiendra lui aussi quelque chose. Mais veillons à ce qu'il n'obtienne pas trop.

En développant cette hypothèse, sachons que nous devons sauver d'abord les enfants, parce qu'ils constituent le meilleur matériel pour le yishouv. Il faut sauver la jeunesse pionnière, principale- ment celle qui a bénéficié d'un entrainement et qui est spirituellement capable de mener à bien le sionisme. Il faut sauver les dirigeants sionistes, ils méritent que le mouvement les paie en retour pour leurs tâches [...]

Un sauvetage purement philanthropique, comme celui des juifs allemands [...] ne peut que causer du tort aux perspectives sionistes, particulièrement si les chances sont aussi limitées que le désastre est grand. Nous pouvions agir en faveur des juifs allemands, tant qu'ils venaient avec leurs biens. Les réfugiés actuels ne représentent plus cet avantage puisqu'ils arrivent les mains vides. Par conséquent, ils n'ont rien à offrir au *yishouv* et nous ne pouvons, nous attendre qu'à ce que nous avons déjà constaté chez une grande partie des juifs allemands: une distance totale, parfois une hostilité à la terre d'Israël; une attitude irrespectueuse à l'égard de tout ce qui est juif et hébraïque [...]

Ce qui est arrivé via Téhéran montre également quels résultats désastreux, peut entrainer une immigration mal sélectionnée. Avec les pionniers et les dirigeants sionistes arrivent des masses de gens sans aucun lien avec le sionisme et totalement dénués d'attachement national [...] Ils veulent envoyer leurs enfants dans des écoles polonaises et anglaises. Alors que les militants sionistes qui vivent dans les mêmes conditions se contentent de ce qu'ils ont, prennent en patience les nombreuses difficultés qu'ils connaissent et remercient de l'aide qu'on leur donne. Si nous avions les moyens de les sauver tous, il ne fait aucun doute que nous aurions dû accepter cet état de fait. Mais, malheureusement, nous ne disposions des moyens suffisants pour sauver ne serait-ce que les bons éléments, nous n'avons que le choix de renoncer à sauver les mauvais éléments[13].

Les dirigeants de l'Agence juive s'entendaient sur le fait que la majorité qui pouvait être sauvée devait être choisie en fonction des besoins du projet sioniste en Palestine. Ils discutaient surtout de points de détail. Presque tous pensaient que la préférence devait être donnée aux enfants et aux jeunes, car les chances de les voir demeurer dans le pays étaient grandes. Ben Gourion s'opposait à la plupart de ceux qui souhaitaient privilégier les militants sionistes[14]. Par ailleurs, on critiqua parfois l'avantage donné aux personnes jugées utiles au sionisme, tels les enfants que l'on pouvait éduquer dans l'esprit du Mapai. Ainsi s'exprimait un journal d'opposition: ils ne se préoccupent pas du sort des vieux juifs[15]. C'était une décision déchirante: La nécessité de choisir entre ceux que l'on sauvait et ceux que l'on abandonnait, soulignait surtout l'impuissance du yishouv. Cette question devint l'objet de discussions frénétiques en Palestine et au sein des communautés juives à l'étranger, avec leurs cortèges d'intrigues politiques, d'accusations mutuelles et de trahisons[16]. Puis vint le moment où l'on décida de sauver tous ceux que l'on pouvait: Il est vrai qu'en temps de guerre il ne saurait être question de sauver le matériel. Nous avons emmené ce qui était possible, fit savoir un membre de l'Agence à Ben Gourion[17].

À l'occasion d'un rassemblement, Golda Meïr déclara que face au génocide, le sionisme ne consistait que dans le sauvetage des juifs. Cela souleva une autre question: était-il juste de dépenser l'argent destiné au développement du yishouv pour sau-

ver des juifs d'Europe[18] ? Rabbi Itzhak Meïr Levin, dirigeant de l'ultra-orthodoxe Agoudat Israël, pensait que oui: Il faut utiliser l'argent du fonds national juif […] ne devons-nous pas cesser le travail en Palestine quand on assassine et massacre des juifs par centaines de milliers, et même par millions ? N'allez donc pas fonder de nouvelles colonies, utilisez cet argent pour ces besoins-là.

Mais pour Itzhak Gruenbaum, les besoins du yishouv étaient prioritaires: Je pense qu'il est nécessaire d'affirmer clairement ici: le sionisme passe avant tout.

Yossef Sprinzak objecta: De quoi avons-nous besoin en ce moment ? Pas d'un programme sioniste mais quelque chose de plus simple: a varm yiddish hartz [en yiddish, un cœur juif chaleureux]. C'est ce qu'il nous faut. Les mots ne nous aideront pas. A varm yiddish hartz devrait battre dans chacun de nos foyers, à l'Agence juive, à la Histadrout, partout.

Ils vont dire que je suis antisémite, répondit Gruenbaum, que je ne veux pas sauver l'exile, que je n'ai pas a varm yiddish hartz […] Laissons-les dire ce qu'ils veulent. Je n'exigerai pas de l'Agence juive la somme de 300 000 ni de 100 000 livres sterling pour aider le judaïsme européen. Et je pense que quiconque exige de telles choses accomplit un acte anti sioniste[19]*.

*À cette époque, Gruenbaum était partagé entre une rigidité idéologique qu'il jugeait obligatoire chez un dirigeant sioniste et sa tragédie personnelle: son fils disparut en Pologne et il passa quelque temps avant qu'il n'apprenne qu'il se trouvait à Auschwitz. Ironie du sort, au cours de réunion réunions de l'exécutif de l'Agence juive, Gruenbaum demanda l'allocation de 100 livres palestiniennes (environ 400 dollars) pour payer les télégrammes qu'il avait envoyés en Europe pour s'informer de la condition des juifs. Il me semble que 50 livres seront suffisantes, lui répondit le trésorier de l'Agence; sa recommandation fut acceptée20.

Pendant que se déroulaient ces échanges, en janvier 1943, les juifs étaient massivement exterminés. Il est difficile de connaître le montant de la somme consacrée par le yishouv au sauvetage des juifs. Selon certaines estimations elle atteindrait plusieurs millions de dollars, un quart environ du budget total de l'Agence juive. Une somme autrement plus importante fut dépensée pour l'achat de terres et l'installation de nouvelles colonies[21].

*

Dès les premiers jours de la guerre, le yishouv fut enclin à prendre ses distances avec le présent et à se consacrer sur les besoins de l'avenir. Quatre semaines après l'invasion de la Pologne par les nazis, le comité politique du Mapai discutait de ce qu'il faudrait faire après le génocide qui s'était abattu sur le judaïsme polonais[22]. Ce n'était pas un lapsus: même en ce début du mois de novembre 1939, on parlait souvent du génocide au passé. C'était peut-être pour le yishouv une façon d'affronter l'annonce de l'assassinat des juifs et de faire face à sa propre impuissance. Au lieu d'appréhender le génocide en des termes déterminant une action effective et immédiate, ils l'expulsaient hors du temps et le rejetaient dans le domaine de l'histoire. Ainsi, le premier récit faisant état des premières chambres à gaz mobiles fut présenté comme un évènement du passé.* Ils les avaient mis dans un camion, le chauffeur introduisit du poison dans les tuyaux, spécialement préparés à cet effet […] On entendit à l'intérieur du camion, des voix et un pilonnage lugubre. Après un temps, tout devint silencieux […] L'un des chauffeurs alluma une lampe de poche et la pointa à l'intérieur du camion […] Puis vint le tour des fossoyeurs juifs[23].

*Selon la Pravda du 28 Octobre 1990, une information capitale révèle que les fameuses douchegoubki (chambres à gaz ambulantes) ont été mises au point non pas par les nazis au cours de la seconde guerre mondiale, mais dès 1937, par le NKVD, dont le directeur de recherches était un juif. [Alexandre Soljenitsyne Deux siècles ensemble page 321]

Alors que le génocide était en cours, les dirigeants du yishouv et les faiseurs d'opinion s'accusèrent eux-mêmes d'apathie et d'impuissance. Notre silence est une faute envers l'éducation des jeunes générations, déclara un journal, alors qu'un autre proclamait: Nous sommes tous coupables[23]. Un dirigeant du Mapai déclara: Nous avion entendu parler de ces atrocités et nous les connaissions […] Mais nous n'y avons pas prêté attention. Un de ses collègues renchérit: Je ne pense pas que nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir. Nous pensions que les difficultés étaient grandes, que nous ne pouvions les surmonter, que nous étions incapables d'entrer en contact avec qui que ce soit et de proposer notre aide. Cela seulement excuse que nous n'ayons rien fait, ou presque rien, pendant si longtemps. L'un des journaux déclara: Nous nous sommes demandés, encore et encore: avons-nous fait tout ce qui était possible ? Un membre du Comité exécutif du Mapai blâma la presse: il avait lui-même prononcé un discours sur l'assassinat des juifs mais *Davar* n'en avait pas rendu compte. Ses collègues acquiescèrent: Aucun de nous ne doute que nous n'ayons manqué à notre devoir dans ce domaine. Nous avons commis bien des pêchés, résuma l'un d'eux, et un autre prédit qu'après la guerre l'Agence juive serait mise au pilori. Honte sur nous, déclara Golda Meïr[25]. Apparemment, le yishouv préféra endosser la responsabilité de son inaction et de sa négligence plutôt que d'admettre son impuissance. À la fin de la guerre, Reuven Shiloha, l'un des fondateurs des services d'espionnage israéliens, se prit à rêver: Le sort du judaïsme européen aurait peut-être été différent si les premières tentatives d'extermination des juifs par les nazis avaient rencontré une résistance[26].
Ils discutaient comme si ces jours sombres étaient déjà révolus et faisaient partie du passé. Il y avait bien sûr quelque chose de purificateur dans cette volonté, dans cet enthousiasme, presque, à confesser les fautes collectives: quand tout le monde est coupable, personne ne l'est.
Cette tendance à repousser le meurtre des juifs dans le passé, afin de le transcender, rejoignait cette autre tendance qui prévalait alors et qui consistait à tirer parti de leçons historiques d'une tragédie qui ne s'était pas encore déroulée pour les appliquer à un avenir incertain.
Certains dessinaient déjà les plans des monuments à la mémoire des victimes. D'autres, parmi lesquels Ben Gourion, songeaient déjà aux réparations que le peuple juif allait demander à l'Allemagne après la guerre.

On ignore qui le premier, suggéra que les Allemands payent des réparations pour les expropriations et les souffrances qu'ils avaient infligées aux juifs. Apparemment cette idée semble avoir été évoquée dès le début de la Guerre en référence aux réparations imposées à l'Allemagne, à la fin de la première guerre mondiale. (Traité de Versailles ?) Ben Gourion reçut un mémorandum sur cette question dès 1940. Berl Katznelson en parla publiquement à la fin de cette même année[27]. En décembre 1942, il existait déjà une organisation privée à Tel Aviv, dénommée ***Justicia***, qui proposait d'aider les victimes du nazisme à rédiger leur demande de réparation[28].

Un ancien délégué aux Congrès sionistes, Mordechaï Shenhaby, proposa en 1942 que le Fonds national juif bâtisse un mémorial aux victimes du génocide, les morts et les héros d'Israël. Peu après le mémorial prit le nom qu'il porterait lorsqu'il serait construit quelques années après: Yad Vashem. Les propositions de Shenhaby furent suivies de débats et de correspondances. Un Comité fut mis en place pour les examiner. Il n'y eut pas de manifestation plus claire, plus vulgaire et plus macabre de cette tendance à penser le génocide au passé: alors que le yishouv débattait de la meilleure façon de commémorer leur souvenir, la plupart des victimes étaient encore vivantes[29].

À leur façon, les journaux protégeaient le public du génocide. Au lieu d'amener les lecteurs à se confronter aux informations et les forcer à les regarder en face, ils les enveloppaient de lamentations bibliques et de slogans poétiques qu'ils imprimaient au-dessus du nom du journal: Pleure, pleure Jérusalem, pour les morts de ton exile; hurle, Sion: délivre mes fils et mes filles, et sauve mes tout- petits, pouvait-on lire dans l'un d'eux. Les journaux faisaient le récit d'évènements qui eurent lieu dans la Vallée des larmes, dans la Vallée de la mort ou encore dans la Vallée des tristesses. Tout se déroulait en enfer ou en *inferno* et non ici et maintenant, dans le climat politique dont rendaient compte les journaux. *Le complot de Satan et les actions du malin*, titra *Davar*. Ainsi la presse mit le génocide à distance de la vie quotidienne et affranchit le lecteur de l'obligation de le tenir pour une réalité[30].

Dans le domaine politique, le débat au sein du yishouv continuait à prendre le pas sur les évènements en Europe. Lors d'une réunion du Comité central du Mapai, en décembre 1938, quelques jours après la Nuit de Cristal, Moshé Sharette parla du génocide qui était en train de consumer le judaïsme allemand. Quelques minutes plus tard, Ben Gourion demanda la parole. Je confesse ma faute déclara-t-il. En ces jours terribles, où le désastre menace le judaïsme européen, je suis d'avantage préoccupé par les élections (de la branche Mapai de Tel Aviv) [31]. La destruction du judaïsme européen était à son point culminant lorsque Ben Gourion démissionna de l'exécutif de l'Agence juive à la suite d'une querelle politique qu'il décrivit comme un enfert[32]. Il n'était pas le seul à se préoccuper de l'activité politique de son parti: ses collègues eux aussi s'étaient passionnément immergés dans l'implacable politique politicienne qui allait avoir pour conséquence l'éclatement du Mapai avant la fin de la guerre*.

*Le conflit entre Ben Gourion et Chaïm Weizman, qui vivait alors à Londres, agita fortement le Yishouv. L'évidence de la solution finale lui était déjà apparue clairement lorsque Weizman suspendit tout autre travail pour écrire une longue lettre dans laquelle il traita Ben Gourion d'insignifiant dictateur. La lettre, qui ne fut jamais envoyée, était adressée à l'exécutif de l'Agence à Jérusalem. Weizman n'y mentionnait pas le nom d'Adolf Hitler lorsqu'il compara Ben Gourion aux dictateurs européens, mais il ne laissa aucun doute possible sur ceux auxquels il faisait allusion. Ils correspondent tous à ce modèle bien défini: ils manquent d'humour, ils sont rigides, moralement rabougris et opiniâtres, apparemment frustrés dans leurs ambitions, et rien n'est plus dangereux qu'un petit homme qui cultive ses griefs. Selon Weizman, ce serait une calamité d'avoir à combattre une nouvelle espèce de fascisme, plus dangereuse encore sous la tutelle de Ben Gourion[33].

À la même époque, l'hostilité entre le mouvement travailliste et la droite révisionniste était toujours intense. La Haganah captura les terroristes de droite et les livra aux autorités britanniques; *Davar* publia les avis de recherche émis par les Britanniques qui offraient des récompenses à qui les aiderait à la capture des terroristes de droite. Parmi ceux que l'on recherchait se trouvait Itzhak Jezernitzky, qui changera par la suite son nom en Itzhak Shamir et deviendra Premier ministre d'Israël[34]. Ce fut à la fois une bataille idéologique et politique, et une lutte pour le contrôle de l'État en cours de constitution. Le génocide comme les opérations de sauvetage se trouvèrent réduits à de simples sujets de discussion. Davar accusa les révisionnistes de tentatives de sabotage du fonds de sauvetage. Se référant au plan d'évacuation de Jabotinsky, le journal de droite *Hamashkif* réagit: Vous êtes arrivés trop tard et vous avez raté le coche[35]. Auparavant, *Herut*, un autre journal révisionniste, avait dénoncé le fait que, si le sauvetage était possible, il n'y avait cependant pas de sauveteurs. Plus loin le journal accusa: la clique des dirigeants du yishouv nie l'urgence d'une véritable guerre pour l'ouverture immédiate des portes du pays. La véritable guerre préconisée ici était une guerre contre les Britanniques[36].

Les réfugiés étaient l'enjeu d'une des premières escarmouches entre les factions religieuses et laïques, un conflit qui ne ferait que s'amplifier avec les années. Au cours de la première moitié de 1943, les hommes politiques du yishouv lancèrent une grande bataille pour sauver les âmes des enfants de Téhéran[37]. Ils faisaient partie de ceux qui réussirent à fuir Pologne au cours des premières journées de l'occupation allemande. Ils avaient traversé la frontière jusqu'en Union soviétique et, de là, ils furent envoyés en iran sans aucune aide du Yishouv. Presque tous vécurent des histoires terribles. Un garçon raconta que tous les hommes juifs de son village, dont son père, furent rassemblés dans le bâtiment de l'école où les Allemands les avaient abattus à travers les vitres. Il avait neuf ans à l'époque. Sa mère avait fait traverser la frontière à pied à ses trois enfants. Il faisait froid, ils étaient affamés et ils avaient peur. Ils marchèrent et marchèrent encore dans les forêts, pendants d'interminables semaines. Les deux plus jeunes moururent l'un après l'autre; leur mère les enterra dans la neige. À la fin, elle-même ne put continuer. À l'heure de sa mort elle conseilla à son fils de se rendre dans un orphelinat chrétien dans la ville de Samarcande en Asie centrale. Elle lui demanda de ne révéler à personne qu'il était juif. Le garçon trouva l'orphelinat et fut autorisé à y rester, mais il ne parvint pas à cacher ses origines; c''était particulièrement difficile sous la douche. Les autres enfants le tourmentèrent. Près de deux années étaient passées lorsqu'il arriva au camp de réfugiés de Téhéran; il avait onze ans. Quelques sept-cent filles et garçons s'y trouvaient. Tous avaient vu la mort.

Dans le camp de transfert de Téhéran, les conseillers de l'Agence juive préparaient les enfants à émigrer en Palestine. Des querelles existaient déjà quant à la viande kasher, aux prières et au respect du shabbat. Certains conseillers, en particulier les membres den kibboutzim, étaient violemment antireligieux, d'autres étaient observant. Ils passaient beaucoup de temps à se disputer et à s'accuser mutuellement d'imposer aux enfants leurs propres croyances. Les conseillers religieux accusaient les laïques d'obliger les garçons à couper leurs papillotes, les conseillers laïques accusaient les religieux de monter les enfants contre le sionisme.

Les enfants quittèrent le camp de transfert vers la fin de 1942. Après un voyage par voie de terre à travers l'inde, par bateau jusqu'à l'Egypte, par train jusqu'en Palestine, ils arrivèrent, ils arrivèrent à destination six mois plus tard, en février 1943. Sept-cent garçons et filles avec le même pull-over en laine, des shorts trop grands et des casques coloniaux. Ils étaient faibles, certains malades, presque tous étaient profondément déprimés et choqués. Pendant ce temps, les hommes politiques se disputaient pour déterminer s'il fallait leur dispenser une éducation laïque ou religieuse.

Ces querelles firent l'objet d'innombrables réunions auxquelles Ben Gourion participait parfois. Les mouvements d'humeur se multiplièrent et furent l'objet de nombreux éditoriaux, de manifestations publiques, et cela provoqua au moins un incident violent: alors qu'il marchait dans la rue, plusieurs personnes se mirent à battre l'un des administrateurs du camp de Téhéran, parce qu'il avait forcé les jeunes religieux à marcher tête nue. La police le mit à l'abri dans une maison de Tel Aviv pendant que les passant faisaient des commentaires et disaient qu'en Allemagne on attaquait les juifs exactement de la même façon[38]. Les chefs de la communauté ultra-orthodoxe menacèrent les dirigeants de l'Agence juive de frapper d'une interdiction rabbinique (fatwa) la collecte des fonds par les sionistes aux Etats-Unis, si on ne remettait pas les enfants entre leurs mains.

On se disputait ainsi le caractère laïc ou religieux du yishouv ainsi que le contrôle du système éducatif qui allait former la prochaine génération d'électeurs. Toutes les parties concernées savaient qu'elles créaient là un précédent avant l'arrivée des survivants du génocide. Il fut finalement décidé que les enfants seraient élevés de la façon dont leurs parents vécurent. Ils furent convoqués devant une commission spéciale qui les questionna sur le degré d'observance religieuse de leurs parents. Leur père priait-il tous les matins ? Leur mère allumait-elle les bougies le shabbat ? Lorsqu'il y avait un doute, les enfants étaient envoyés dans une école religieuse. Les enfants de plus de quatorze ans étaient autorisés à choisir leurs écoles. Ils se trouvèrent soumis à des pressions contradictoires avant même leur sortie des camps de transfert de l'Agence juive. Des conseillers s'efforcèrent de les persuader, de les appâter avec des promesses ou de leur faire peur avec des menaces, au nom des idéologies qui divisaient le yishouv. *Haaretz* n'en fut pas surpris: s'ils avaient réussi à intégrer ces enfants sans provoquer de querelles partisanes, cela aurait tenu du miracle[39].

Prisonniers de leur politique, les dirigeants du yishouv persistaient dans des querelles de factions et dans des luttes personnelles dont l'origine remontait à des années avant le génocide. Ils s'enfermaient dans des cadres étroits. Une discussion sur une action de sauvetage tournait au débat de procédure. Un membre enrageait parce que ses collègues ne s'était pas intéressé plus tôt au sujet. Je ne l'ai jamais vu abordé lors d'une quelconque réunion, se défendit un autre. Il le fut, mais c'était la dix-neuvième question à l'ordre du jour, riposta le premier orateur. Golda Meïr rejeta son argument comme s'il s'agissait d'un caprice de l'orateur: Nous l'avons rencontré il y a une semaine et il n'a pourtant rien exigé. Elle-même fut contactée pour participer à des actions de sauvetage, déclara-t-elle, mais elle refusa parce qu'elle soupçonnait le Comité de manquer de sérieux. Vous pouvez trouver un meilleur alibi, leur dit-elle[40]*.

*Parmi les huit points figurant à l'ordre du jour de la réunion du Comité exécutif de la Histadrout de mai 1943, les actions de sauvetage occupait la sixième place. Parmi les questions précédentes étaient notés le développement de la mer morte et les célébrations de 1er Mai[41].

Ceux qui s'étaient effectivement engagés dans des actions de sauvetage perdaient eux aussi beaucoup de temps dans des luttes partisanes. Ce fut l'une des grandes déceptions de ma vie, écrivit un membre du comité de sauvetage. Ils ne faisaient pas allusion aux maigres résultats du Comité, mais au fait que les membres de son parti n'avaient pas reçu le statut qui leur était dû et que leurs agents à Istanbul ne montraient aucun respect pour les membres du Comité à Jérusalem[42]. Les envoyés du Comité à Istanbul représentaient des intérêts contradictoires et s'ignoraient les uns les autres. Ils perdaient un temps précieux en discutions sur la répartition de la petite aide dont ils disposaient. Comme dans le cas des certificats d'immigration, l'argent et les colis étaient distribués suivant un quota politique.

À Genève aussi un membre du Comité commenta: Tout le monde se hait[43]. Cette inimitié exacerba la rivalité qui existait déjà entre l'Agence juive et d'autres agences d'entraide, pour la plupart des agences américaines. Un dossier fait état d'un long rapport sur les désaccords entre l'Agence juive et le Joint Distribution Committee à Téhéran, qui envoyait des colis de thé, de savon, de beurre et parfois de sucreries aux réfugiés. On discuta pour savoir quelle organisation signerait les vœux qui accompagnaient chaque colis. Entre-temps, leur envoie fut repoussé de plusieurs mois. Les réfugiés rendront l'âme avant qu'ils (les colis) ne leurs parviennent, était-il écrit[44].

Ces discordes et ces guerres intestines reflétaient non seulement l'incapacité du yishouv à venir en aide aux juifs européens mais aussi le grand décalage spirituel entre la Palestine et les tragiques évènements qui se déroulaient en Europe. Certes, les juifs de Palestine considéraient qu'ils faisaient partie du peuple juif et ne reniaient ni l'histoire ni la tradition religieuse. Ils apportaient leur contribution à la solidarité juive et venaient en aide aux juifs de la diaspora. Ils soutenaient que le projet sioniste sur la terre d'Israël était un projet pour tous les juifs. Ils se répandaient en amour et même en nostalgie pour *Bet Haav*, la maison du père, le foyer juif dans leur ancien pays. Mais il existait en même temps une puissante tendance à renier l'exile, une puissante aspiration à créer une nouvelle et fière race hébraïque (*il n'existe pas plus de race hébraïque que chrétienne ou musulmane*) qui se lèverait, se défendrait et participerait à une société nationale nouvelle, saine et juste. Les années de génocide virent l'arrivée à maturité de la seconde et troisième génération de jeunes gens qui furent éduqués dans cet esprit, pour pouvoir devenir "fiers, généreux et ouverts", ainsi que l'avait formulé Jabotinski.

Le reniement de l'exile prit la forme d'un profond mépris, d'un dégoût même pour la vie juive en diaspora, particulièrement celle d'Europe de l'Est que l'on définissait comme une existence dégénérée, dégradante, humiliante et moralement corrompue. Dans leur tragédie, les juifs de la diaspora apparurent encore plus répugnants. "Nos enfants lisent et entendent beaucoup parler de la destruction de l'exile, des atrocités commises contre nos frères et de la souffrance des juifs sous occupation, mais leurs cœurs restent fermes et indifférents ", écrivit un éducateur dans une revue spécialisée. De temps en temps, rapporta-t-il, il demandait à ses étudiants de rédiger des rédactions sur le génocide. Celles-ci manifestaient une certaine distance plutôt qu'une identification spirituelle avec ceux qui souffraient. Il n'y a là rien d'étonnant, nota l'enseignant, "notre jeunesse est fière et se tient droit physiquement et spirituellement. Elle croit en sa force et connaît sa valeur. Elle aime la liberté et ne tolèrera ni humiliation ni oppression[45]. Berl Katznelson acquiesça –involontairement - quand il déclara que la terre d'Israël avait produit une tribu "totalement différente[46]". C'était cela, l'homme nouveau que le sionisme socialiste avait prophétisé.

On en vint à considérer le génocide comme une défaite juive. Les victimes furent critiquées pour avoir laissé les nazis les assassiner sans défendre leurs vies, ou tout au moins leur droit "à mourir dans l'honneur ". Avec le temps, cette attitude devint un fantôme psychologique et politique qui hanta l'État d'Israël, reflétant le mépris et la honte, l'orgueil et l'épouvante, l'injustice et la folie. Au plus fort du génocide, Itzhak Gruenbaum déclara que le fait que les juifs de Pologne n'avaient pas trouvé en leur âme le courage de se défendre le remplissait d'une blessante mortification. Gruenbaum, qui était d'origine polonaise, décrivit ses compagnons de jadis avec répugnance: Des milliers de juifs attendirent calmement qu'on les charge dans des wagons qui les transporteraient vers leur mort, déclara-t-il. Il n'avait pas imaginé que dans de telles circonstances, ils ne se serraient pas défendus, que pas un chef ne les aurait sommés de mourir en se défendant. Six mois après avoir déclaré que les juifs de Pologne avaient préféré une vie de chien à une mort honorable, il fit le commentaire suivant: Les gens sont devenus des déchets [47].

Ce mépris du judaïsme européen fut souvent exprimé, même lorsqu'on savait déjà tout et qu'Auschwitz était devenu un terme courant. Pourquoi les juifs de Hongrie ne se défendent-ils pas ? Titra *Davar* en juin 1944[48]. Un autre journal s'exclama: nous sommes dégoûtés par les pleure des opprimés, ils sont incapables de se battre pour se défendre[49]. Le ressentiment contre les victimes du génocide rappela la façon dont les poètes sionistes, tels Haïm Nahman Bialik, avaient dépeint les victimes des premiers pogroms: Ils ont fui comme des souris, se sont cachés comme des punaises et sont morts comme des chiens, là-bas, partout où on les retrouvait. Même alors, l'accent était mis sur *là-bas*. S'ils étaient venus *ici* plus tôt, cela ne leur serait pas arrivé[50].
En décembre 1941, un autre poète, Abba kovner, distribua une feuille volante à ses camarades du ghetto de Vilna, les enjoignant de ne pas aller à la mort comme des agneaux à l'abattoir. Il avait apparemment emprunté cette expression à Isaïe 53-7, comme d'autres l'avaient fait avant lui. Cette phrase finit par exprimer un traumatisme national. Elle entendait montrer en quoi l'héroïsme sioniste en terre d'Israël était différent de l'humiliation juive en exile[51]. Ironiquement les nouveaux juifs qui se tenaient la tête haute en Palestine firent exactement ce qu'avaient toujours fait les juifs persécutés de l'exile, tout aussi impuissants qu'eux. Ils présentèrent des pétitions aux autorités et prirent toujours soin de ne pas se révolter ouvertement. Un grand cri s'éleva dans la presse. Dépêchez-vous d'arrêter le massacre, disait un slogan du Comité national qui décrivit les nazis comme des bandits armés. Ils envoyèrent des messagers auprès d'autres communautés juives, ils essayèrent d'obtenir des donations de philanthropes. Ils prièrent, ils jeûnèrent en signe de deuil et restreignirent leur fête de famille, comme l'avaient préconisé les injonctions rabbiniques du XII[e] siècle à l'époque des pogroms antijuifs[52]. Ainsi, la communauté sioniste en Palestine en vint à ressembler précisément à toute autre communauté dans le monde. Seuls, leur bonne fortune et leur orgueil les distinguaient de leurs frères.
Dans les minutes de l'une de ces innombrables réunions se trouvent consignées les propos d'un émissaire du Comité de sauvetage de l'Agence juive à Istanbul. On n'avait sauvé qu'un petit nombre de personnes en comparaison du grand nombre de ceux qui furent assassinés, rapporta l'émissaire. Nous avons sauvé leurs âmes, acquiesça un émissaire[53]. Uri Kesari, chroniqueur à Yediot Aharonot, écrivit avec une ironie bien rare à l'époque: Nous avons pleuré nos morts, maintenant nous pouvons contnuer[54].

III
ISRAËL: LES DERNIERS JUIFS

En septembre 1944, tout le monde attendait la défaite allemande. Ben Gourion déclara: Nous sommes à deux doigts de la fin de la guerre et la majeure partie des juifs ont été exterminés. Nous nous demandons tous où nous pourrions trouver des juifs pour la Palestine[1]. Il devait écrire plus tard: Hitler n'a pas nuit qu'au seul peuple juif qu'il connaissait et qu'il haïssait, il a causé du tort à l'État juif dont il n'avait pas prévu l'existence. Il a détruit le principal soutien et la force essentielle du pays. L'État est là mais il n'a pas trouvé la nation espérée[2]. La crainte qu'il n'y aurait plus assez de juifs après la guerre pour immigrer en Palestine avait constamment tourmenté les dirigeants du yishouv. Pour Ben Gourion, cette préoccupation était un cauchemar[3]. Plus que jamais, il savait que le temps filait entre les doigts du sionisme et que toute occasion ratée l'était pour toujours. Vers la fin de la guerre, Ben Gourion proposa que le mouvement sioniste mette tout en œuvre pour faire immédiatement venir un millions de juifs en Palestine, c'est-à-dire pour doubler le nombre de juifs qui y vivaient alors: Un [autre] million de juifs et le conflit avec les arabes sera terminé, déclara-t-il[4]. C'était une déclaration d'intention plutôt qu'un plan concrètement élaboré, mais les membres de l'exécutif de l'Agence juive s'en alarmèrent et alléguèrent que le pays ne pouvait pas intégrer tant de monde en une fois. *Un des membres déclara qu'une telle immigration n'était applicable qu'à la façon dont Hitler faisait les choses c'est-à-dire encadrée par une organisation militaire, par des méthodes dictatoriales*. Un troisième membre de l'exécutif considérait qu'une telle immigration devait être conditionnée à l'expulsion des arabes ou, selon ses propres termes, à leur transfert. Ben Gourion admit que les immigrants allaient immanquablement au-devant des difficultés, mais il ne se laissa pas décourager. Ça ne fait rien, déclara-t-il, ils ont déjà beaucoup souffert en Europe[5]*.

*Ben Gourion ne fit pas de son opposition à l'expulsion des arabes une question de principe. On appelait cela le transfert volontaire, c'est-à-dire un exode de population avec l'accord des gouvernements arabes (mais pas nécessairement avec celui des personnes expulsées): Je ne rejette pas le transfert d'un point de vue morale, comme je ne le rejette pas politiquement s'il est possible de faire la paix, mais ce n'est pas aux juifs de le proposer. Car alors les arabes s'opposeront à cette idée et les non juifs diront qu'il n'y a pas de place en Palestine[6].

Plusieurs mois plus tard, en décembre 1944, Ben Gourion visita la Bulgarie et rencontra des survivants du génocide: Horreur, honte…terreur, écrivit-il dans son journal[7]. Le 8 mai1945, il consigna: Le jour de la victoire. Triste, très triste jour[8]. Peu après, il traça ces mots: Dénombrement sioniste de l'après-guerre. Il se trouvait alors sur le pont du *Queen Elisabeth*, entre les Etats-Unis et l'Europe. Cette page de son journal ressemble à celle du registre d'un comptable, entièrement noircie de chiffres: tant de juifs vivaient en Europe pendant la guerre, tant furent assassinés, tant sont restés en vie. Gen Gourion avait établi des listes par pays, mais pas un seul des chiffres qu'il y rapporta n'était exact. Il divisa les juifs du monde en cinq groupes. Au total quelques dix millions de personnes. Ses conclusions furent les suivantes: Nous devons immédiatement faire venir l'ensemble du groupe 5 (quelques 855 000 juifs du monde islamique), la majeure partie du groupe 4 (253 000 juifs d'Europe occidentale, la Grande-Bretagne non incluse), tout ce qui nous sera possible du bloc 3 (trois millions de juifs d'Europe de l'Est), ainsi que les pionniers du groupe 2 (les six millions de juifs du monde anglophone et d'Amérique latine)[9].

Dès son arrivée en Europe, Ben Gourion s'organisa pour rencontrer quelques personnes déplacées, internées dans des camps en Allemagne. L'atmosphère à Bergen Belsen est déprimante, écrivit-il, c'est comme si [les déportés] vivaient encore dans un camp de concentration. Il recopia dans son journal deux chansons qu'il avait entendu dans le camp, *le chant des partisans* en hébreu et le *village en flammes* en yiddish. L'un des déportés était l'un de ses cousins de Lodz; Ben Gourion consigna le numéro de son baraquement. Avec la même attention pour les détails, il nota le contenu précis des colis de vivre qui avaient été envoyés aux

personnes déplacées. À Dachau il écrivit: 238 000 personnes furent brûlées dans les crématoires […] j'ai vu le crématoire, les chambres à gaz, les niches à chiens, les potences, les camps de prisonniers, les camps de SS. Cent mille SS sont emprisonnés ici.

Le jour suivant, il échappa miraculeusement à la mort, ainsi qu'il le nota avec la même sècheresse. Sur la route entre Munich et Frankfort, un camion était entré en collision avec sa voiture. L'après-midi même il était à Heidelberg. Dans son journal il écrivit: Ils nous ont mis à l'hôtel Schloss. C'est la première fois depuis que je suis en Allemagne que j'ai une grande chambre avec salle de bain privée et, plus miraculeusement encore, des serviettes. […] On me dit qu'il n'est plus possible de trouver des livres grecs. Tous liquidés[10]*.

*Même à l'occasion de sa première visite en Allemagne après la fin du génocide, Ben Gourion n'avait pas oublié sa passion compulsive pour les livres. Ruth Kliger Aliav, qui se trouvait en Allemagne afin d'organiser l'émigration des juifs en Palestine, l'accompagnait. Elle se souvint comment il lui fit traverser en Jeep, Frankfort en ruines, forcer les barrages de police de l'armée américaine pour voir s'il restait encore quelques livres. Dans un magasin elle trouva dit-elle des trésors d'anciennes Haggadot, une bible du XIX[e] siècle, quelques pages détachées de vieux livres. Il les feuilleta d'une main experte en disant: Celui-ci oui, celui-là non, transportant lui-même dans la jeep ceux qu'il emportait. Entre-temps il s'était mis à pleuvoir, raconta Aliav. Des femmes allemandes, vêtues de noir, s'étaient assises sur des monticules de rocailles et commencèrent à poser une pierre sur l'autre, une brique sur l'autre. Il demanda: Qu'est-ce que c'est ? Je lui répondis : C'est le nouvel, avenir de l'Allemagne[11].

Les premiers membres du yishouv à se rendre en Europe à la fin de la guerre furent les soldats de la brigade juive qui s'étaient battus sous le commandement des forces britanniques. Avant leur départ, plusieurs milliers de victimes de la persécution nazie avaient déjà réussi à fuir et à trouver refuge en Palestine. Cependant l'horreur qu'ils avaient relatée avait à peine préparé les soldats de la brigade à leur rencontre avec les survivants des camps nazis. En général, le soldat juif et la victime juive se rencontrèrent dans les camps à peine libérés, tels Buchenwald, Bergen-Belsen et Dachau, où les survivants se trouvaient encore, à l'intérieur de ces mêmes barbelés qui avait été, encore récemment, chargés d'un courant électrique mortel. Certains soldats apprirent alors ce qu'il était advenu de leurs proches. Nombreux furent ceux qui retrouvèrent des parents qu'ils croyaient morts. Pour les survivants, les soldats juifs étaient investis d'une sorte de présence mystique: Si les soldats leur avaient dit de rentrer dans la mer ils l'auraient fait, sûrs que les eaux se seraient ouvertes devant eux, déclara par la suite un envoyé de l'Agence juive[12].

Au cours des premières semaines après la libération, plusieurs milliers de déportés moururent. La situation dans les camps est terrifiante, écrivit Yehzkel Sahar, le future chef de la police israélienne qui deviendra le major Sakharov. Il n'y a ni couvertures ni vêtements chauds pour ces personnes qui vivent dans des baraquements en bois, sans chauffage. Il fait ici un temps d'hiver avec des gelées nocturnes […] Vivent ici un grand nombre de femmes enceintes et d'enfants, dont personne ne se préoccupe. Les autorités ignorent délibérément cet état de fait. Récemment un esprit anti sémite fit son apparition parmi les nombreux fonctionnaires chargés des réfugiés. Et j'ai le sentiment que l'on est en train d'essayer de rendre la vie des réfugiés la plus amère possible afin qu'ils acceptent de retourner en Pologne. La nourriture qu'on leur donnait était mauvaise, souvent inappropriée à leur état. Les réfugiés dormaient dans les draps et dans les baraquements mêmes où les nazis les avaient forcés à vivre. Beaucoup dormaient à même le sol. Les camps étaient surpeuplés; il n'y avait pas assez de sanitaires ni de douches[13].

D'autres sources relatent les rudes conditions de vie dans les camps. Le document le plus célèbre est celui que rédigea Earl G Harrison, délégué au département d'État américain, doyen de la faculté de Pennsylvanie, délégué au comité intergouvernemental aux réfugiés; il raconta au président Truman que le traitement infligé par l'armée US aux réfugiés juifs, dans les camps pour personnes déplacées, ne différait de celui des nazis que dans la mesure où les américains n'exterminaient pas les juifs[14].

Les survivants racontèrent des histoires à glacer le sang. Aharon Hofer-Yishai, un officier de la brigade juive qui devint plus tard un avocat célèbre, rencontra des femmes qui furent sauvées après qu'on les eut rassemblées dans une chambre à gaz. On les avait forcées à rester debout pendant un jour et une nuit, avec des hommes et des enfants, tous nus, à attendre la mort. Le nombre des victimes qui se trouvaient alors dans la chambre à gaz, s'étant avéré inférieur au minimum requis, les allemands ne voulurent pas gaspiller une dose de gaz pour un nombre insuffisant de personnes, on fit alors sortir les condamnés en attendant une cargaison supplémentaire de juifs. Entretemps, le camp fut libéré.

Sur la Grenadierstrasse, dans le secteur russe de Berlin, Ruth Klieger Aliav découvrit quarante-sept jeunes enfants cachés dans la cave d'une ancienne synagogue. Lorsqu'elle les trouva, rapporta-t-elle, les souris avaient déjà commencé à les ronger[16]. *Haaretz* décrivit un incident survenu dans le sud de l'Allemagne. Les déportés d'un camp préparaient le mariage d'un survivant, un juif dont la femme et les deux enfants périrent à Auschwitz. La mariée, elle aussi, était seule au monde. Comme d'habitude en ces occasions, on faisait un grand tapage dans la baraque de la mariée. Tout était prêt pour la cérémonie mais le marié n'était pas là, les témoins le trouvèrent errant dans le camp, les yeux fixés dans le vide, marchant à l'abandon. De temps en temps, il s'arrêtait devant des enfants qui jouaient. Il les poursuivait, les prenait dans ses bras, s'ébattait avec eux, ses lèvres remuaient silencieusement: Hanele, ma Hanele, tu n'es pas fâchée contre moi, n'est-ce pas? Tu penses que je te trahis? Parce que je me marie? On l'envoya dans un hôpital psychiatrique[17]. Une des premières personnes mandées en Palestine pour rendre visite aux camps pour personnes déplacées en parla comme de cimetières[18].

J'ai rencontré des enfants de Téhéran, j'ai rencontré d'autres réfugiés encore, mais je n'ai jamais vu de spectacle aussi horrifiant que celui-là, rapporta Eliahu Dobkin à l'exécutif de l'Agence juive. Ce sont des ombres humaines, déchirées et brisées, infectées de poux, de furoncles et de maladies oculaires. Dobkin parla d'un enfant qui avait volé à l'un de ses voisins de chambre un tube de

pâte dentifrice et une brosse à dents (quel luxe dans les camps de la mort). Je lui demandai: Tu n'as pas honte ? Il répondit: De toute façon, on va l'emmener au crématoire; il est vieux. Cet homme avait trente-cinq ans environ. C'était, raconta Dobkin, l'horreur même[19].

De nombreux rapports sur la situation des camps parvenaient en Palestine. Le premier choc passé, leur ton devint extrêmement critique. Ces rapports ne rendaient pas seulement compte de la situation des survivants du génocide, mais aussi des valeurs sociales et politiques de la classe dirigeante sioniste sociale et de leurs attentes concernant le reste*.

*L'expression "le reste"(sheerit hapleta) se trouve dans la bible: Le Seigneur m'a envoyé devant vous pour vous préparer une ressource dans ce pays, et pour vous sauver la vie par une conservation meilleure (Genèse45 :7.Oui, un reste refleurira à Jérusalem et des débris sur la montagne de Sion (Rois, 19-31)[20].

En général, les rapports parlaient des réfugiés comme d'une masse informe et sans visage, des débris humains, une énorme communauté de mendiants, dégénérés, arriérés, diminués, non seulement physiquement et psychologiquement mais aussi moralement[21]. Les envoyés exprimaient sans relâche leur stupéfaction à voir des survivants se marier et avoir des enfants presqu'aussitôt. Haïm Yahil calcula qu'il n'existait pas de taux de natalité supérieur à celui de la population des camps pour personnes déplacées[22]. *(Et pourtant, c'est cette même allégation calomnieuse que des années plus tard, les juifs recyclèrent sur le compte des palestiniens, à Ghazza ou ailleurs)*. Un psychologue qui étudiait le comportement des survivants appela ces alliances, des mariages de désespoir. Pour les survivants c'était une façon de s'élever contre la négation de leur humanité. La plupart de ces unions n'étaient pas des mariages heureux, mais il y eut peu de divorces, comme si une séparation aurait constitué l'ultime victoire des nazis[23].

Pourtant, cette volonté de vivre qui animait les personnes déplacées, restait étrangère aux envoyés de Palestine, comme le fut d'ailleurs leur extermination. *J'ai d'abord pensé que c'étaient des animaux, raconta l'un d'eux*. Cinq ou six couples habitaient dans la même chambre et tout se passait dans la plus grande promiscuité, y compris leur vie sexuelle. Et comme ils avaient toujours été dans des camps et qu'ils avaient beaucoup souffert, il conclut que pour eux, c'était naturel[24]. (Toujours ? Ils se mariaient donc à l'âge de trois ou quatre ans?)

Avec la même dureté, d'autres écrivaient que les survivants avaient perdu le respect de soi et toute confiance dans leurs semblables, qu'ils étaient devenus cyniques, nihilistes, des hommes sans foi ni loi. Ces rapports n'attribuaient pas uniquement cet état de fait à la vie dans les camps et au climat de dégénérescence qui pervertissait l'Europe de l'après-guerre, mais aussi à la vie en exile avant le déclenchement du génocide. Pour de nombreux émissaires, il s'agissait de leur première rencontre avec ce que, en tant que sioniste et socialiste orgueilleux, ils détestaient: la mentalité de l'exile. Ils étaient en état de choc[25]. Les survivants refusent de travailler, rapporta l'un d'eux. (Comme en Russie et en Allemagne d'avant-guerre). Certains quittent les camps, épousent des femmes allemandes, (Comme Klarsfeld ?) ouvrent des magasins et pratiquent le marché noir…Un matérialisme vide, prit possession de tous, se lamentait Haïm Yahil. D'après lui, de nombreux survivants s'étaient habitués à gagner facilement leur vie (dans les camps ?) et ils avaient un niveau de vie plus élevé que celui dont ils jouissaient avant la guerre. Ils avaient tendance à s'autoriser bien des luxes et portaient bijoux et vêtements de soie. Mais, plus dangereux encore que l'amour du luxe, était ce penchant des réfugiés à s'installer dans des villes allemandes et à prendre à leur service des aides ménagères et des nourrices allemandes. Pour Yahil, cela constituait un danger moral évident. Il craignait aussi que, prenant goût à la vie confortable en Allemagne, les survivants ne puissent s'adapter aux exigences de la vie en Palestine. Ils profanent l'honneur d'Israël, déclara-t-il, comme s'il n'existait pas de marché noir ni de femmes en robe du soir en Palestine. Il les traita de camelote et émit à leur encontre la pire accusation, celle de prêter la main aux organisations terroristes de droite, c'est-à-dire aux adversaires du Mapai.

David Shaltiel, futur général d'armée et ambassadeur d'Israël, fit le récit du voyage qu'il entreprit avec quelques survivants d'Europe jusqu'en Palestine. Des choses terribles sont arrivées en cours de route, raconta-t-il. Des jeunes gens ont essayé de tirer des vieillards hors de leurs couchettes, et tous ne pensaient qu'à faire les quatre-cent coups. Ils étaient profondément démoralisés (note du copiste: les juifs peuvent tout se permettre, on trouve toujours des motifs justifiant leur comportement inadmissible, alors que ce même comportement, affiché par des non juifs est jugé immonde, ignoble, immoral et affublé de bien d'autres superlatifs négatifs). Déclara-t-il. Nous avons û faire la police. La nuit, les garçons se rendaient dans les chambres des filles. Nous les chassions mais ils revenaient encore. Les filles sortaient avec des marins, des soldats, ne manifestant aucun sens moral. Il ne nous a pas été facile d'accomplir notre travail et de préserver une certaine tenue. Shaltiel exposa sa théorie à son parti: Je pense que ceux qui ont réussi à rester en vie ont pu le faire parce qu'ils étaient égoïste et pensaient avant tout à eux-mêmes. Un grand nombre d'entre eux, semble-t-il, eut le temps de faire beaucoup d'argent sous les Allemands. Sa conclusion était: Le fait qu'une personne ait été internée n'est pas une raison suffisante pour la faire venir en Palestine[27].

Le président de séance du secrétariat de l'Agence juive déclara que jamais on n'avait entendu de tels propos[28]. Mais ce n'était pas exact; en réalité, Shaltiel utilisait un langage quelque peu édulcoré. Son hypothèse, selon laquelle pour survivre il fallait avoir été corrompu, n'était pas différente de ce qu'établissaient des rapports d'autres envoyés; il exprimait une opinion communément admise. Parmi les survivants des camps de concentration allemands, déclara Ben Gourion, certains n'auraient pas survécu s'ils n'avaient été ce qu'ils sont, durs, méchants, égoïstes; ce qu'ils ont subi a achevé d'extirper tout ce qu'il restait de bon dans leurs âmes[29]. Nous devons ouvrir les yeux, écrivit Haaretz. Le peu de nous qu'il reste en Europe n'est pas nécessairement le meilleur du judaïsme. Les joyaux de la nation ont été détruits en premiers. Beaucoup de survivants furent soupçonnés de mauvaises moralité[30].

Haïm Yahil s'efforça d'être objectif: Les prisonniers juifs qui sont demeurés en vie ne constituaient pas une élite et n'en avaient pas réchappé parce qu'ils étaient des êtres supérieurs. Mais nous serions très injustes à leur égard si nous pensions… que le reste est le résultat d'une sélection par le bas, et qu'il est essentiellement composé des plus mauvais éléments du peuple juif. Les faits contredisent cette hypothèse…Dans la mesure où un critère de sélection a bel et bien existé, on peut avancer que ceux qui ont survécu étaient doté d'une force de caractère et d'une formidable volonté de vivre, quelle que soit la façon dont leur vitalité s'est manifestée, d'une façon positive ou négative et asociale.. Il est vrai que les plus sensibles étaient particulièrement en danger parce que leur esprit se trouvait dans l'incapacité d'affronter l'horreur. Il est également vrai que, plus que tout autre groupe, l'ennemi a persécuté sans relâche les intellectuels. En dépit de tout cela il est remarquable que les survivants appartiennent à des catégories sociales très variées et qu'ils aient vécu selon des valeurs extrêmement différentes[31].

Le yishouv se considérait moralement et idéologiquement comme responsable des survivants. Personne n'ignorait que sans eux, il était impossible de bâtir l'État Au cours d'une visite de Ben Gourion à un ancien camp de prisonniers nazi près de Frankfort, une jeune fille aux longues tresses blondes s'approcha de lui. Elle s'appelait Malkele. Elle lui demanda en Yiddish: Êtes-vous le roi d'Israël? Ben Gourion lui caressa la tête et lui dit qu'il n'était pas roi. Mais la fille insista: Mais oui, on m'a dit que vous étiez le roi ! Emmenez-moi en Israël tout de suite[32]!

Tous ceux que rencontra Ben Gourion lui disaient qu'ils souhaitaient se rendre en Palestine. Il estima qu'ils représentaient entre 60% et 70% des résidents des camps. Partout où il se trouvait, il leur demandait s'ils n'étaient pas prêts à accepter les difficultés que supposait l'attente d'un visa, et partout on lui répondait que oui. De retour chez lui il rapporta à l'exécutif de l'Agence juive que la plupart des résidents des camps de personnes déplacées étaient de loyaux sionistes[33]*.

*En Allemagne, Ben Gourion rencontra le général Dwight Eisenhower et lui suggéra une idée originale: regrouper les réfugiés juifs dans des villages de Bavière, dont on aurait préalablement évacué les habitants allemands, et leur accorder le droit de se gouverner eux-mêmes. On donnerait alors aux juifs une formation agricole et paramilitaire jusqu'à ce qu'ils soient autorisés à se rendre en Palestine. Ben Gourion raconta à ses collègues qu'il avait en réalité proposé à Eisenhower de créer un État juif en Bavière. [Dans la très catholique et conservatrice Bavière, le pouvoir fut pris par un nouveau gouvernement d'intellectuels juifs de gauche qui proclamèrent la République soviétique de Bavière. (G. Landauer, E; Toller, T. Muzam, O.Neirat). Soljenitsyne : Deux siècles ensemble- page 152]. Surpris, le général répondit que c'était une bonne idée. Il était en principe favorable au regroupement des juifs en un seul lieu, car, déclara-t-il, il était difficile de s'occuper d'eux quand ils étaient dispersés. De plus, leur présence gênait la population allemande. L'État juif ne fut jamais créé, mais Eisenhower promit d'améliorer les conditions de vie dans les camps et il permit au mouvement sioniste d'utiliser un appareil de l'aviation américaine pour transporter des livres hébraïques destinés à être distribués dans les camps. Plus important encore, il consentit à l'entrée de dizaines de milliers de juifs de l'Europe de l'Est dans la zone d'occupation américaine. Eisenhower est l'un des hommes les plus convenables que j'aie jamais rencontrés, nota par la suite Ben Gourion; il ne ressemblait pas à un général mais à un homme d'une incomparable intelligence[34].

À la même époque, les dirigeants du yishouv prirent connaissance des rapports militaires. Certains d'entre eux expliquèrent que, pour les survivants, l'Europe était devenue un immense cimetière, ils ne pouvaient pas y refaire leur vie. D'autres mettaient l'accent sur le fait que partout en Europe, et en particulier à l'Est, l'antisémitisme augmentait et poussait les juifs à partir. Mais la plupart des envoyés qui revenaient de mission dans les camps mettaient en doute le désir des survivants de recommencer leur vie en Palestine. La majorité d'entre eux ne souhaitent pas s'installer ici, rapporta un membre de l'exécutif de l'agence juive. Ils veulent du calme, du repos. Ils ne sont pas faits pour une lutte idéaliste. Ils sont tout simplement fatigués, déclara un autre envoyé, ils n'ont pas la volonté d'être une nouvelle fois déracinés[35]. (Exactement le contraire de ce qu'affirma plus haut Ben Gourion).
Dans le même temps, le yishouv fit clairement savoir que les survivants ne constituent pas le "matériel humain" idéal. L'un des envoyés attira l'attention sur le fait que 5 000 juifs de l'espèce de ceux qu'il rencontra en Europe pouvaient transformer la Palestine en un grand asile de fous[36]. Certains déclarèrent que les survivants étaient susceptibles d'empoisonner le sionisme et la démocratie, d'entraver les progrès d'Israël et de saper le fondement agricole et socialiste du pays, jusqu'à faire de celui-ci, ainsi que l'avait déclaré Meïr Yaari – alors que le génocide se poursuivait encore -, un grand TelAviv[37].
Certains craignaient pour l'avenir du Mapai. Aussi longtemps que la sélection de l'immigration reflétait les pouvoirs respectifs des partis politiques, le Mapai pouvait asseoir sa majorité. Une immigration incontrôlée était susceptible de faire fondre sur le parti un terrible génocide, déclara l'un de ses dirigeants[38]. L'un des envoyés auprès des personnes déplacées (en Europe) déclara à Ben Gourion que si une centaine de milliers d'entre-elles se rendaient effectivement en Israël, elles pourraient causer un grand désastre; il les traita de racaille. (60 ans avant Sarkozy). Ben Gourion répondit qu'il était préférable que la racaille vienne vivre en Palestine. Nous aurons des ennuis concéda-t-il, mais ils auront au moins été causés par des juifs[39].
Après la guerre, le Mapai essaya une nouvelle fois d'encourager l'immigration du matériel humain utile et de repousser l'immigration des indésirables, particulièrement dans la période qui précéda la guerre d'indépendance d'Israël. Au cours de ces mois-là, on envoya surtout en Palestine des jeunes, gens aptes au combat. Dans les années 1950, on débattit à nouveau cette question, et pendant un temps on rétablit ce que l'on continua d'appeler la *selektsia*, à savoir le choix des candidats à l'immigration selon leur pays d'origine, leur âge, leur formation professionnelle, leur statut familial et même, comme par le passé, leur couleur politique. Déjà le rêve d'une société nouvelle, composée des meilleurs éléments du judaïsme européen, qui avait guidé le *yishouv* avant le déclenchement du génocide, était mort. Le massacre des juifs obligea les sionistes à reconnaître qu'il était nécessaire de faire venir en Palestine, immédiatement, tous les survivants. L'un des organisateurs de l'immigration déclara qu'en pratique il fallait prendre tout ce qui vient à l'exception des individus totalement asociaux et des criminels irrécupérables[40].
Après que le génocide eut obligé les dirigeants sionistes à renoncer au principe de la sélection, on se mit à découvrir l'existence des juifs des pays musulmans. Jusqu'à ce que les nouvelles de l'extermination parviennent d'Europe, le mouvement sioniste ne s'était que médiocrement intéressé aux juifs d'Afrique du Nord et des pays arabes. Nous avions surtout pris l'habitude de penser aux juifs orientaux comme à des objets de recherche en histoire et en anthropologie, déclara un dirigeant[41]. Le mouvement sioniste avait pris ses racines en Europe, et ses militants, ainsi que l'avait déclaré Ben Gourion, n'avaient pas remarqué les juifs du monde arabe[42]. Le génocide ouvrit de nouvelles perspectives. Lorsque l'un des membres de l'exécutif de l'Agence juive fit son rapport

sur les exterminations nazies, il ajouta immédiatement que quelques 750 000 juifs vivaient alors au Proche-Orient et en Afrique du Nord et qu'ils constitueraient désormais le réservoir d'immigrants sionistes[43].
Les prises de contact avec les juifs du monde arabe en vue de leur immigration se multipliaient à mesure que l'on prenait conscience de l'ampleur du génocide européen. Alors qu'il y avait lieu de s'inquiéter quant à la sécurité physique de ces communautés, comme en 1941 à Baghdad lors d'un pogrom, les juifs du monde musulman étaient essentiellement considérés comme une main d'œuvre de remplacement de la population européenne décimée. Cela eut des conséquences de la plus haute importance sur la composition de la société, de la culture et de la politique Israélienne. La prise de pouvoir par Hitler avait entrainé la venue des juifs allemands en Palestine. L'extermination du judaïsme européen entraina l'arrivée en Israël des juifs du monde arabe.
Certaines archives rendent compte du regret des dirigeants de ne pas avoir découvert plus tôt les juifs orientaux, ainsi que de leur volonté d'agir en leur faveur plus que cela n'avait été le cas pour les juifs d'Europe. Il n'est pas nécessaire d'attendre qu'ils soient massacrés, déclara Ben Gourion au sujet des juifs d'Iraq. Il ne faut pas attendre que la Pologne se répète là-bas[44]. D'autres acquiescèrent: Au moindre renversement de situation, ces juifs pourraient bien être victimes d'épreuves semblables à celle des juifs d'Europe, déclara Moshe Shapira, membre de l'exécutif de l'Agence juive et futur ministre de l'intérieur israélien. Des mesures devraient être immédiatement prises pour leur venir en aide, déclara-t-il. En Europe, nous sommes arrivés trop tard, renchérit un autre membre de l'exécutif. Nous n'avons pas eu le brasa assez long pour sauver des millions de juifs menacer et pour les aider quand cela était encore possible[45].
L'immigration de masse des orientaux satisfaisait le besoin d'apport de bras travailleurs et combattants, selon l'expression d'un dirigeant israélien, et c'était là après tout le rêve sioniste[46]. Tout cela allait de pair avec le sentiment de culpabilité du yishouv en raison de son impuissance à sauver les juifs pendant le génocide. Les juifs du monde arabe furent emmenés en Israël massivement et en grande hâte, sans aucune sélection et avant qu'on ait eu le temps de se demander ce qu'il convenait de faire. Cette hâte ne tenait pas tant à la menace d'un hypothétique danger qui les aurait menacés qu'à la crainte des hommes politiques israéliens d'avoir un jour à rendre compte de la disparition d'autres population juives. Cela valait également pour le reste des juifs européens. Le gouvernement israélien offrit à certains pays d'Europe de l'Est des centaines de dollars pour tout juif autorisé à se rendre en Israël. Lorsqu'on en vint à discuter de cette question, un membre de l'exécutif de l'Agence juive déclara: Nous allons devoir vivre avec nos consciences. Pour cette raison, nous devons pouvoir dire que nous avons fait tout ce qu'il était possible de faire[47]!

7. Une certaine distance

À la fin de la guerre, l'Europe ressemblait à un énorme embouteillage. Quatorze millions de personnes déplacées essayaient de rentrer chez elles. Elles prenaient des trains, des voitures, des charrettes, des voitures à chevaux. Elles montaient à bicyclette ou à dos d'animaux. Des millions d'autres allaient à pied et traversaient une frontière après l'autre, en d'interminables caravanes. Ce fut une période de ténèbres et de chaos; de vastes contrés étaient gouvernées par des armées étrangères avec chacune ses propres règles administratives. Ce fut le paradis des fraudeurs, faussaires, commerçants, spéculateurs, aventuriers et filous de tous les pays dont les réfugiés étaient la proie.
IL restait environ un millions de juifs dans les territoires qui avaient été sous occupation nazie. La plupart d'entre eux étaient sur les routes de Hongrie, Tchécoslovaquie, Bulgarie et Pologne[1]. (Au chapitre précédent, on dit qu'ils sont dans des camps de transit). L'exode avait débuté spontanément, sans plan préétabli. Les nazis avaient été vaincus, les camps de concentration libérés et les déportés se mirent en route à la recherche de membres de leurs familles. L'espoir de les retrouver vivants leur avait donné la force de vivre quand ils étaient dans les camps. La plupart des réfugiés se dirigeaient vers l'Est. D'autres revenaient du monde soviétique où ils avaient fui pendant la guerre. Malgré quelques agressions dont ils furent victimes, les juifs n'étaient pas en danger, et ils auraient pu rester là où ils se trouvaient s'ils l'avaient désiré. Des dizaines de milliers d'entre eux demeurèrent effectivement sur place, du moins pendant un certain temps, même en Pologne. Ceux qui retournaient chez eux trouvaient en général leurs maisons et leurs biens détruits, pillée ou entre d'autres mains. Dans certains pays, il fut question de leur rendre leurs biens, mais les chances de pouvoir le faire étaient quasiment nulles. En effet, les régimes communistes ne voyaient pas d'un œil favorable les petites affaires et les entreprises privées qui constituaient le commerce traditionnel des juifs citadins; quant aux juifs, ils ne voyaient pas non plus le communisme d'un œil favorable. Pour les réfugiés, l'épreuve la plus difficile fut de faire face à la disparition définitive de leurs proches. Lorsqu'ils prenaient conscience qu'ils étaient désormais seuls au monde, ils ne voyaient plus aucune raison de rester sur place. Ils partaient alors vers l'ouest en quête d'une nouvelle vie, loin des terres dévastées, et un grand nombre d'entre eux se mêlaient aux vagues de réfugiés allemands qui arrivaient de l'Est.
La majeure partie des juifs qui atteignirent l'Europe centrale furent contraints de passer clandestinement les frontières. Certains avancèrent à la faveur de la nuit, à travers forêts et chemins de montagne. Cet exode, en partie illégal-et dangereux-, fut appelé la *briha*, la fuite. Cette expression renvoie à la fois à l'exode lui-même et au dispositif qui fut alors mis en place pour prêter assistance aux réfugiés. Dans l'histoire d'Israël, la *briha* est entourée d'un halo d'héroïsme, comme s'il s'était agi d'une opération de sauvetage des juifs pendant le génocide. Près de deux ans après la fin de la guerre, un article de *Davar* prétendit que le génocide faisait toujours rage[2]. En réalité, c'était les survivants eux-mêmes qui avaient pris l'initiative de la briha dont les premiers responsables avaient combattu auprès des partisans. Il est difficile de déterminer combien, parmi ceux qui émigraient vers l'Ouest, avaient l'intention de se rendre en Palestine; des dizaines de milliers d'entre eux partirent pour les Etats-Unis, l'Amérique latine et d'autres pays. Un grand nombre de réfugiés, guidés par les soldats de la brigade juive stationnée en Italie avec l'armée britannique, s'établirent à proximité des bases militaires, ou bien se dirigèrent vers les camps de personnes déplacées en Autriche et en Allemagne. Les agents de la briha, dépêchés par le yishouv, n'arrivèrent que plusieurs mois plus tard et se firent un devoir d'accélérer le mouvement vers l'Ouest. Pendant les deux années qui suivirent, cela constitua, de fait, leur unique action; quatre-cents personnes y furent engagées.
Le but de l'opération était de faire prendre conscience au monde entier que l'avenir des personnes juives déplacées était inextricablement lié à l'avenir de la Palestine, et qu'il existait une seule solution à ces deux problèmes: la création d'un État indépendant pour les juifs. Plus il y aurait de résidents dans les camps, plus forte pouvait être la pression sur la Grande-

Bretagne afin qu'elle autorise les juifs à partir pour la Palestine. On fit également pression, depuis New York et Washington, et de l'intérieur même des camps.
Les membres de la commission anglo-américaine, chargés de dresser l'état des lieux en Palestine au début de l'année 1946 se rendirent également dans les camps de personnes déplacées. Ils recommandèrent d'autoriser cent-milles juifs à émigrer en Palestine Lorsqu'en avril1946 cette recommandation fut rendue publique, un membre de l'exécutif de l'Agence juive déclara que lors des cinq mois précédents plus de soixante-milles juifs qui étaient arrivés de l'Est furent introduits en fraude dans les camps, ce qui eut un impact décisif sur les conclusions de la commission. S'il n'y en avait eu que quarante-milles, je ne sais pas quelle aurait été la réponse à la demande de cent-milles certificats d'immigration, déclara-t-il[3]*.

*Apparemment, le chiffre de cent-milles certificats fut avancé au cours d'une conversation entre Chaïm Weizman et Winston Churchill en novembre 1941, quelque cinq mois après que Ben Gourion eut parlé du million immédiatement. Weizman discuta avec Churchill d'un million et demi de juifs qui pourraient être autorisés à émigrer en Palestine dans les cinq ans, soit cent-milles par ans. Un an plus tard, Earl Harrison, l'émissaire américain, visita les camps de personnes déplacées et recommanda également d'offrir aux réfugiés cent-milles certificats d'immigration. Le président Truman accepta cette recommandation mais les Britanniques s'y opposèrent[4].

Cependant, avant de pouvoir envoyer les réfugiés vers l'Ouest, il fut nécessaire de repérer les itinéraires et les endroits où ils pourraient traverser les frontières en toute sécurité. Non seulement les frontières des États, mais également celles qui séparaient les zones d'occupation entre elles. En chemin, les réfugiés devaient éviter toutes sortes de barrages officiels ou militaires. Mais il se trouvait partout des gardes-frontières et des policiers pour les laisser passer: ceux qui qui avaient été soudoyés, ceux que le sort des réfugiés émouvait, ceux qui voulaient s'en débarrasser, ou encore ceux qui restaient indifférents à tout cela.

Le succès de la briha dépendait de la façon dont toute occasion était saisie. Des accords furent passés avec des personnes de confiance et une véritable industrie de faux papiers fut alors mise en place. Un jour, un réfugié put obtenir un certificat de la croix rouge attestant qu'il retournait dans sa patrie. Des dizaines de milliers de copies de ce certificat furent établis en trois langues: anglais, hongrois et russe, tous portaient le tampon de la Croix-Rouge. Les porteurs de ces certificats y étaient désignés comme des réfugiés de Grèce revenant de l'Est. Ce pays ne fut pas choisi par hasard: la route pour la Grèce passait par l'Autrice et l'Allemagne, où se trouvaient les camps pour personnes déplacées[5].

Avant de se mettre en route, on rassemblait les réfugiés; le nom des lieux de rencontre était transmis oralement, c'était en général d'anciens entrepôts abandonnés ou des halls d'usines dans des zones industrielles de villes au centre de la Pologne. On organisait les voyageurs par groupes dits *kibboutzim*, et on leur expliquait ce qu'il fallait emporter avec eux et quelles précautions il fallait prendre pour la route. Puis on les emmenait, par trin ou par voiture, jusqu'à la frontière. Il fallut leur fournir des plans, des effets de voyage, de la nourriture, des vêtements, des couvertures et souvent aussi des médicaments, car il y avait parmi les voyageurs des vieillards, des femmes enceintes et des nourrissons. Les agents de la *briha* rencontraient souvent bien des difficultés à faire respecter la discipline. Parfois, les réfugiés se voyaient attribuer chacun un numéro.

De Pologne, le voyage prenait plusieurs jours. La route du nord allait vers Berlin et passait par Szczecin. La route du sud passait par la frontière Slovaque; plus d'un millier de réfugiés l'empruntaient tous les jours[6]. Ils prenaient ensuite le train pour Bratislava et, de là, traversaient la zone d'occupation russe en Autriche jusqu'à Vienne. À Vienne, ils passaient une visite médicale dans l'ancien hôpital de la communauté juive locale, l'hôpital Rothschild. Puis ils étaient emmenés dans des wagons militaires vers les zones d'occupation américaine en Autriche et en Allemagne. La fin du voyage était organisée en coordination avec les autorités militaires américaines. Les réfugiés étaient logés dans deux tentes, l'une près de Hamm au centre de l'Allemagne, l'autre à proximité de de Landshut dans le Sud. Chacune pouvait accueillir entre six-milles et huit-milles personnes. De là, les réfugiés étaient transférés dans d'autres camps où ils étaient placés sous la responsabilité de l'armée américaine, puis de l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (l'UNRWA). Au printemps de 1947, le nombre total des personnes déplacées juives approchait le chiffre de deux-cent-cinquante-milles. Près de cent-soixante-milles d'entre elles se trouvaient dans la zone américaine en Allemagne, quarante-milles en Autriche et près de vingt-milles en Italie[7].

L'opération de la *briha* nécessita l'apport de sommes d'argent en liquide. Pendant la guerre, dans le camp de concentration de Sachsenhausen, de faux billets de banque britanniques à l'usage de services secrets nazis avaient été fabriqués. Après la guerre, un grand nombre de ces billets passèrent dans les mains d'un homme d'affaires juif en Hollande, qui les mit à la disposition de la briha. Ils constituèrent les premières ressources financières de l'opération[8]. En Pologne, la briha fut financée par des juifs qui pendant la guerre, réussirent à cacher de l'or et des bijoux, ainsi que par ceux qui avaient réalisé quelques bénéfices au marché noir. Certains refusèrent de se séparer de leur argent et les agents de la briha durent le leur prendre de force[9]. Plus tard, les dépenses furent couvertes par des contributions en provenance de Palestine et de la communauté juive américaine, certaines d'entre elles par l'intermédiaire du Joint Distribution committee. Le succès de la briha fut largement dû à l'esprit de discernement de ces agents, à leur courage et à leur audace. L'un d'eux, Dov Gur, membre de la brigade juive, qui devait prendre le nom de Robert Grossman, raconta comment des réfugiés, en route pour la Palestine, réussirent à franchir clandestinement la frontière entre l'Autrice et l'Italie. Après avoir traversé la frontière soviétique, ils se retrouvèrent dans un camp de l'armée britannique en Autriche. De là, le groupe de Grossman les transféra par camion

jusqu'au camp d'intégration de la brigade juive. Nous avons agi d'un bout à l'autre avec le consentement des britanniques car leur commandement ignorait qu'il était interdit de nous remettre les réfugiés. Mais un jour, il reçut l'ordre de ne pas les laisser partir. Grossman s'entêta et réussit à faire échapper quelques quatre-cents personnes.

Une semaine plus tard, il fut convoqué par le commandement de la brigade. Celui-ci lui notifia qu'il était accusé d'avoir organisé l'enlèvement de réfugiés et lui demanda ce qu'il avait à dire pour sa défense. Je lui ai déclaré: J'ai enlevé ces personnes parce que je n'avais d'autre choix, se souvint Grossman.

Lorsqu'il me demanda si je savais que je risquais la cour martial, je répondis par l'affirmative et j'ajoutai: Mais vous étiez vous-même au courant de mes activités et vous m'avez aidé à les garder secrètes. À ce moment-là le commandant remit son monocle et me demanda: Comment épelez-vous Grossman, avec un ou deux S ? Je répondis: Avec deux S. Il regarda la feuille de papier qui était devant lui et dit: Alors ce n'est pas vous. Ici Grossman est écrit avec un s. Il informa donc ses supérieurs qu'il n'existait pas d'officier sous ses ordres portant ce nom-là.

Lorsque les Britanniques procédèrent à la démobilisation de la brigade juive, ils renvoyèrent les hommes dans leurs foyers. Quelques-uns décidèrent de rester et de poursuivre leurs activités et leur propagande auprès des réfugiés. Voilà comment furent menées les choses: quelques volontaires de la brigade se déguisèrent en réfugiés après avoir emprunté les papiers d'identités de personnes déplacées. Pour éviter que les Britanniques ne se rendent compte de leur absence, ils décidèrent d'introduire dans la brigade des réfugiés auxquels ils avaient mis des uniformes britanniques. Ce ne fut pas facile. Il fallut trouver des réfugiés qui pouvaient ressembler à des soldats stationnés en Europe et les entrainer un tant soit peu, afin que les officiers britanniques ne remarquent pas qu'ils étaient différents des autres. Présentez armes, oui mon commandant, non mon commandant. Il fallait aussi trouver les uniformes appropriés, pas trop neufs, et, pour finir, transférer les hommes des camps pour personnes déplacées en Allemagne jusqu'à la base de la brigade que l'on avait entre-temps déménagée en Belgique.

Un jour, un soldat de la brigade mourut alors qu'il se trouvait dans la zone d'occupation britannique en Allemagne. Le commandant du régiment ordonna le transfert du corps jusqu'à la base de la brigade en Belgique. Trois soldats devaient l'accompagner. C'était l'occasion qu'attendaient les soldats juifs. Ils commencèrent par modifier de trois à trente le chiffre inscrit sur le laisser-passer, ce qui leur permit de faire entrer en fraude, dans la base de la brigade, trente réfugiés qu'ils avaient préalablement déguisés. C'était des survivants de Bergen-Belsen. Par la suite, ils découvrirent qu'il existait sur la frontière cinq points de passage possible; ils formèrent alors cinq cortèges funéraires qui la traversèrent en même temps, avec chacun une garde d'honneur de trente soldats (tous des imposteurs), qui escortaient un cercueil contenant un autre imposteur qui faisait le mort; soit un beau total de cent-cinquante hommes qui jouaient aux soldats et un cadavre. Ainsi, plus d'une centaine de membre de la brigade juive purent rester en Europe. Chacun emprunta l'identité d'un réfugié. Quant aux réfugiés qui arrivèrent en Palestine en cet été 1946, ils étaient tous déguisés en soldats[11].

Ruth Aliav évoqua un autre épisode appartenant à cette zone trouble, située entre le courage et l'inconvenance, peut-être même entre la réalité et la fiction: au moment où Ben Gourion se trouvait en Allemagne, elle fut désignée pour organiser une rencontre entre Eisenhower et lui. Alors qu'elle attendait le général, elle remarqua soudain un document posé sur son bureau. C'était une copie ultra secrète du rapport Harrison. Je ne sais pas comment mais il [le document] s'est retrouvé dans mon sac, devait-elle déclarer quelques années plus tard. Chaïm Weizman lui donna un baiser sur le front lorsqu'elle lui remit le document, et Ben Gourion lui dit: Notre histoire ne vous oubliera pas[12].

*

Sept mois environ après la fin de la guerre, en décembre 1945, une délégation de l'Agence juive arriva en Europe. Haïm Yahil, qui la conduisait, raconta par la suite que le voyage avait pour but d'apporter une aide élémentaire aux quelques brindilles rescapées des flammes des crématoires. Il écrivit que la délégation fut désignée comme une force de soutien, mais il devait rapidement comprendre qu'il s'agissait en réalité d'embrigader les réfugiés dans la grande révolution juive[13]. Pour ce faire, il dut, au premier chef, s'assurer qu'au lieu de s'établir en Europe les réfugiés attendraient le moment où ils seraient emmenés en Palestine.

Selon lui, un état de tension, d'inquiétude et d'effervescence s'imposait pour que les réfugiés deviennent un grand mouvement populaire et une force vive du judaïsme. L'instant était unique. Pressentant, ainsi qu'il l'écrivit, que la possibilité pour la constitution d'une telle force pouvait rapidement disparaître, la délégation décida d'accélérer en priorité la migration des juifs depuis l'Europe de l'Est jusqu'à la zone américaine d'occupation, puis de celle-ci jusqu'aux points d'embarquement de l'immigration illégale pour la Palestine[14].

Yahil prit parti dans une querelle entre deux groupes aux opinions opposées: l'un soutenait qu'il fallait tout entreprendre pour empêcher les juifs de s'établir là où ils se trouvaient, en Allemagne ou dans d'autres pays, l'autre s'exprimait en faveur de la reconstitution des communautés d'avant-guerre. Ainsi, le Joint Distribution committee était continuellement soumis aux contestations de l'exécutif sioniste pour avoir aidé les juifs à se faire une nouvelle vie en Europe. Je crains que

le danger de la vermine communiste se joigne au Joint, déclara Ben Gourion. Il qualifia les communautés juives de l'Europe de l'Est de: *lie du judaïsme*. Auparavant, un autre dirigeant juif émit l'hypothèse qu'un front commun du Joint et des communistes allait se créer contre le sionisme. Ben Gourion mit en place les règles suivantes:

1-Il n'appartient pas à l'agence juive de se charger de la reconstitution de la diaspora mais de travailler au renforcement du mouvement sioniste en Palestine.

2-Nous devons, dans la mesure du possible, empêcher le Joint de prendre le dessus et éviter que les tendances antisionistes à l'intérieur du judaïsme ne se renforcent par le contrôle qu'il pourrait exercer sur la répartition de l'aide.

3-Nous devons concentrer en notre sein l'immigration et toutes les activités similaires de l'Agence juive.

Un peu plus tard Ben Gourion déclara à l'un des émissaires du mouvement sioniste en Europe: La tâche du sionisme n'est pas tant de sauver le ***reste*** d'Israël qui se trouve en Europe, mais de sauver la terre d'Israël pour le peuple juif et pour le yishouv. Eliahu Dobkin attira l'attention sur le fait que les réfugiés allaient bientôt devoir décider de leur sort. Leur désir de se rendre en Palestine ne tenait qu'à un cheveu. La situation dépendait largement de la capacité du mouvement sioniste à montrer sa force[15].

Vers la fin de la première année de l'après-guerre, des envoyés du yishouv travaillaient dans les camps comme enseignants, conseillers, infirmières, agents de propagande et administrateurs. Très vite, des bureaux furent installés dans différentes localités. C'était des sortes d'ambassades du futur État. Leur but était de faire adhérer au mouvement sioniste et à sa lutte, le plus grand nombre possible de personnes déplacées, de leur instiller le désir de s'installer en Palestine et de distribuer les quelques certificats disponibles. Des dizaines de milliers de réfugiés sans certificats devinrent des maapilim.

Le vendredi 18 juillet 1947, juste avant que le crépuscule du shabbat ne tombe sur la Palestine, un paquebot arriva à Haïfa: l'Exodus 1947 qui à l'origine fut baptisé Président warfield*.

*Le bateau fut baptisé du nom du président de l'entreprise qui le fabriqua et non celui du président des USA, James A. Garfield, comme certains journalistes l'avaient pensé à tort. C'est Moshé Sneh, commandant de la Haganah et futur dirigeant du parti communiste, qui proposa le patronyme d'Exodus 1947. Moshé Sharett déclara par la suite que ce fut une idée de génie. Le terme hébraïque devait être ajouté, mais il ne fut jamais peint sur le bateau. Seul le nom Exodus, en anglais, apparut sur des photographies de passagers brandissant des pancartes. Un cliché du navire fut retouché de façon à le faire apparaître également avec son nom en caractères hébraïques[16].

Comme plusieurs autres bateaux de la Haapala, il avait été acheté aux Etats-Unis où il commença sa carrière, assurant la liaison Baltimore-Norfolk en bateau de croisière. Pendant la seconde guerre mondiale, le bateau fut cédé à la Grande-Bretagne par le *Lend Lease Arrangement*. Ironie du sort, ce sont les Britanniques qui avaient battre ses armoiries, le préparant, de ce fait, pour sa mission sioniste après la guerre. À la veille d'être envoyé à la ferraille, il fut acheté par un prête-nom pour le compte du mossad de la Haganah, fondé par la haapala, pour cinquante-milles dollars, et devint le symbole de l'immigration clandestine.

Il fut acheté, il fut équipé, son équipage prêta serment et les détails de sa mission furent définis au grand jour. Les journalistes us furent invités à couvrir l'évènement, y compris aux cérémonies et aux fêtes qui précédèrent la traversée. Dès le début, le mouvement sioniste entendait en faire un instrument de relations publiques. L'ambassadeur de Grande-Bretagne aux usa envoya à Londres les coupures de presses relatant les faits. Au moment où le bateau atteignait Port-de-Bouc, près de Marseille, où devaient embarquer ses passagers, les Britanniques étaient informés de tout ce qu'il fallait savoir sur le bateau et son périple, y compris les noms des membres de l'équipage, pour la plupart des volontaires juifs us. Les Britanniques prirent une série de contacts diplomatiques pour tenter d'empêcher le lancement du bateau. Le ministre des affaires étrangères, Ernest Bevin, s'y employa personnellement. Entretemps, le Mossad fit venir quelque quatre-mille cinq-cents personnes déplacées, d'Allemagne jusqu'en France, certains munis de faux certificats d'émigration. Les autorités françaises les aidèrent activement ou bien fermèrent les yeux.

L'historienne Aviva Halamish émit l'hypothèse que les passagers furent choisis dans la précipitation, et que, par conséquent, seul un petit nombre d'entre eux étaient politiquement préparés comme le furent les passagers des bateaux précédents. Parmi eux se trouvaient des femmes enceintes et des enfants en bas-âge (toujours les mêmes incantations). Aviva Halamish tenta de réfuter l'accusation selon laquelle les militants de la haapala les avaient choisis pour dramatiser le voyage. Pourtant nous avons de bonnes raisons de penser que les organisateurs avaient songé à la presse; lorsque le premier bébé naquit à bord, on télégraphia la nouvelle dans le monde entier.

Les Britanniques commirent toutes les erreurs possibles. Ben Gourion déclara un jour que, la meilleure propagande britannique en faveur du sionisme reste le camp pour personnes déplacées de Bergen-Belsen. Ils s'y comportèrent comme des nazis[17] (les uns comme les autres, aidèrent les juifs dans leur conquête de la Palestine). La dureté qu'ils manifestèrent dans l'affaire de l'Exodus profita au sionisme. Alors que l'Exodus naviguait encore hors des eaux territoriales Palestiniennes, il fut entouré par six navires de la Royale Navy. L'un d'eux passa à l'abordage. Ses marins s'emparèrent du bateau par la force et firent feu. Les passagers lancèrent des bouteilles et des boîtes de conserves à la tête des Britanniques les attaquèrent avec des

haches et des barres de fer et tentèrent de les brûler avec de l'huile bouillante. Les Britanniques ouvrirent le feu. Il y eut trois morts dont un adolescent de quinze ans et des dizaines de blessés, certains gravement. Mais ce ne furent pas les dernières victimes de cette affaire; il y aurait encore des morts, parmi lesquels un bébé d'un jour dont le corps fut immergé dans une boîte en fer dans la baie de Biscay. Le poète Nathan Alterman fit de ce nouveau-né un héros national[18]. Parmi ceux qui étaient venus accueillir l'Exodus au port de Haïfa, se trouvaient des membres de la commission d'enquête qui furent mandatés en Palestine par l'ONU pour examiner des solutions possible au conflit judéo-arabe. Golda écrivit par la suite qu'en attaquant l'Exodus, les Britanniques avaient remarquablement contribué aux conclusions finales de la commission[19].

Si, après l'attaque du bateau et la violation de la loi, les Britanniques s'étaient contentés de le détourner vers Chypre, ils auraient atténué l'effet de propagande sioniste de l'Exodus. Mais au lieu de cela ils avaient transféré les passagers sur trois navires britanniques et renvoyés à Port-de-Bouc, leur port d'embarquement. Les français n'autorisèrent pas le débarquement des passagers contre leur gré, et, à l'exception de quelques dizaines d'entre eux, ces derniers refusèrent de quitter le bateau (Y avait pas trois navires ?). Le drame dura trois semaines, alimenté en grande partie par le mouvement sioniste. Les journalistes du monde entier (quand les juifs sont concernés, c'est toujours le monde entier) décrivaient les immigrants en puissance comme des prisonniers d'un Auschwitz flottant (Est-ce à dire qu'on y gazait les passagers, ou qu'il n'y avait pas de chambre à gaz à Auschwitz ?). La souffrance juive n'avait pas suscité une telle vague de sympathie dans le monde (encore le monde) depuis les premiers récits de journalistes à l'ouverture des camps de concentration*.

*Des représentants du yishouv s'étaient faufilés à bord des trois bateaux britanniques, après leur arrivée à Port-de-Bouc. L'un d'eux s'était déguisé en commis boulanger, un autre s'était caché dans une caisse de vivres qui avait été chargée sur le pont. Dans des bateaux à moteur qu'ils avaient loués, des agents de la haapala encerclèrent les bateaux et, à l'aide de haut-parleurs, lancèrent des slogans d'encouragement et donné des instructions aux passagers. Ils avaient réussi à échanger du courrier quasiment tous les jours.

Puis, alors que la presse semblait se désintéresser de l'affaire, les Britanniques commirent une autre erreur. Ils annoncèrent qu'ils allaient renvoyer les immigrants illégaux dans la zone d'occupation britannique en Allemagne. (Pourquoi l'annoncer au lieu de le faire tout simplement ?) C'était une folie. L'Agence juive ne rata pas l'occasion. Il semble que Chaïm Weizman ait été le seul à souhaiter épargner aux passagers le choc d'un retour en Allemagne. Il se préoccupait de la souffrance qui les attendait et les pressa de débarquer en France. Ben Gourion réussit à neutraliser les efforts de Weizman à l'occasion de l'un des conflits qui éclataient de temps en temps entre les deux hommes. L'Agence, elle, trouvait son intérêt dans le côté sentimental et symbolique de cette déportation en Allemagne. En septembre 1947, les passagers de l'Exodus se trouvèrent sur les rivages du pays maudits, comme ils appelaient l'Allemagne, dans les deux camps clôturés à proximité de Lübeck, sur les côtes de la Baltique.

Ben Gourion et les dirigeants de l'Agence juive continuèrent à protester par principe contre la flagrante violation des lois du mandat britannique sur l'immigration. Mais ils furent pourtant contraints d'apporter leur soutien à la haapala pour ne pas apparaître impuissants, laxistes et anti patriotique, et afin d'offrir à la Haganah, qui avait beaucoup œuvré pour la briha et pour la haapala, la possibilité de se faire l'écho des sentiments nationalistes et révolutionnaires qui éclataient au moment de la création de l'État. Il leur sembla également nécessaire de contrer l'intense activité illégale des factions clandestines de droite. L'idée de la haapala avait mûrit dans les camps pour personnes déplacées et servit de ralliement à la lutte sioniste en général, et aux agents de l'immigration clandestine en particulier.

Au cours des trois années écoulées entre la fin de la guerre et la déclaration d'indépendance d'Israël, cent-quarante bateaux en provenance d'Europe arrivèrent de Palestine avec quelque soixante-dix-milles maapilim. La plupart d'entre eux étaient arraisonnés avant d'atteindre le rivage du pays. Les Britanniques placèrent les passagers dans des camps de prisonniers, à Alit d'abord, près de Haïfa, puis à Chypre. Environ la moitié d'entre eux furent autorisés à entrer en Palestine pour répondre au quota mensuel de l'immigration légale. Ainsi, l'immigration illégale n'apporta pas au yishouv beaucoup plus de personnes qu'il n'en serait venu par voie légale; sur ce point, elle fut insignifiante. Elle n'assura pas non plus l'apport d'un meilleur matériel humain. Les autorités britanniques interféraient rarement dans le choix des candidats à l'immigration, laissant carte blanche à l'Agence juive. En général, celle-ci et la Haganah n'employaient pas la force pour s'opposer à l'arraisonnement des bateaux; la détention des immigrés illégaux dans les camps d'internement et leur déportation à Chypre furent effectués plus ou moins en accord avec les lois établies, et le plus souvent sans violence. En réalité, les déportations n'affectèrent pas les relations entre les dirigeants de l'Agence juive et les autorités. Elles continuèrent à être comme avant, pragmatiques et correctes. En effet l'immigration ne se proposait plus d'introduire clandestinement les immigrants dans le pays. Après le génocide, le but de l'opération consistait à faire de la haapala elle-même une arme de combat pour la création et le contrôle d'un État juif.

Le Mossad qui était chargé de la haapala, agissait tout comme le Palmach, comme un instrument de la Haganah. À l'instar de la milice du Palmach, il avait ses propres valeurs et ses méthodes qui ne coïncidaient pas toujours avec les ordres reçus de l'Agence juive et du commandement de la Haganah. Les militants de la haapala achetaient des bateaux, les équipaient en hommes, se chargeaient des préparatifs techniques et légaux du voyage, amenaient les passagers jusqu'au port d'embarquement, leur donnaient les instructions nécessaires, les mettaient sur le bateau, les accompagnaient et les proté-

geaient pendant le voyage. Parfois, ils ne se contentaient pas d'être aux commandes, ils actionnaient eux-mêmes les navires. À l'arrivée sur les côtes palestiniennes, ils débarquaient les passagers clandestinement. Lorsque les Britanniques découvraient les réfugiés et les arrêtaient, les agents de la haapala les accompagnaient dans les camps de prisonniers. Ils travaillaient en coordination avec le Palmach, mais ils étaient aussi parfois en désaccord les uns avec les autres.

Les nomns des bateaux étaient choisis avec soin. Un ou deux noms visaient l'opinion internationale mais la plupart étaient censés galvaniser le yishouv : Af-Al-Pi-Chen (= en dépit de tout), La Tafihidounou (vous ne nous ferez pas peur), Lanitzahon (à la victoire). Certains noms faisaient référence à la guerre israélo/arabe pour le contrôle du pays tels Yeroushalaïm Hanetzoura (Jérusalem assiégée), mais aucun n'avait de connotation religieuse ou biblique, et seuls quelques-uns renvoyaient à des personnalités de la diaspora. La plupart évoquaient des héros du mouvement sioniste comme le Theodor-Herzl. Un nom qui symbolise l'héroïsme Israélien est resté remarquablement absent: Massada, car les bateaux étaient censés transmettre un message de lutte et de vie, et non défaite et suicide. Le génocide était également absent de ces appellations comme s'il n'avait jamais existé ou bien comme si c'était en quelque sorte un évènement honteux. Un bateau s'appelait Mordei Haguetaot (les rebelles du ghetto).[20]

Les fondateurs et les dirigeants du Mossad étaient, pour la plupart, des membres de kibboutzim, des idéalistes dont le kibboutz prenait en charge les familles pendant qu'ils se portaient volontaires. Contrairement à la plupart des membres du Palmach, ils étaient nés à l'étranger et s'étaient rendus en Israël dans leur jeunesse, par conviction sioniste. Ils avaient en général la quarantaine ou la cinquantaine, et étaient par conséquent considérablement plus âgés que les militants du Palmach. Ils étaient mariés, souvent engagés dans les activités publiques au sein de leur kibboutz, de leur parti politique ou de la Histadrout. Ils avaient peu étudié, mais c'était des hommes d'expérience qui connaissaient les langues étrangères et appréciaient la réserve.

À leur tête se trouvait Shaul Meirov (Avigur), du groupe Kineret, né en Russie et qui fut l'un des premiers membres du service d'espionnage de la Haganah, et un loyal partisan de Ben Gourion. C'était un homme sec, sans humour, pénétré du sens du devoir et très secret, doté d'une personnalité charismatique.

Les militants de la haapala se connaissaient bien et se galvanisaient mutuellement. Ils n'étaient pas exclusivement liés par leur appartenance au mouvement travailliste et par leur adhésion à une seule et même morale quelque peu spartiate, mais aussi par une certaine idée de la grandeur du service national. Mis à part l'organisation de la braiha et de l'immigration légale et illégale, leur tâche était d'enrôler les soldats et d'acheter l'équipement militaire dont Israël avait besoin pour sa guerre d'indépendance. Ses activités exigeaient souvent le secret diplomatique et la clandestinité. La future classe dirigeante du pays fut recrutée dans leurs rangs : administrateurs, diplomates, généraux. Certains furent à l'origine des services secrets d'espionnage et de sécurité d'Israël, dont une partie portera le nom de Mossad. La briha, l'immigration illégale et l'achat des armes au cours de la période qui précéda la création de l'État les avaient préparés aux tâches qu'ils assumeraient après l'indépendance[21]. Avant leur arrivée en Allemagne, Shaul Avigur proposa que Ben Gourion donne l'ordre aux réfugiés de l'Exodus de résister résolument à leur débarquement sur le sol allemand. Ben Gourion répondit que les passagers en avaient assez fait et que l'on ne devait pas leur donner des ordres susceptibles de provoquer un bain de sang. Pour Ben Gourion, la haapala avait atteint son but: elle avait persuadé le monde que le peuple juif avait besoin de son propre État. Alors que la commission spéciale des Nations-Unies (UNSCOP) rédigeait ses recommandations, il était important de garder le profil bas.

Mais un membre du commandement de la haapala refusa d'obéir. Un des trois bateaux de déportés fut saboté par une bombe posée à son bord alors qu'il était encore amarré en France. Ben Gourion exigea une enquête. L'attaque du bateau de la haapala lui apparut alors comme un défi à son autorité et causant du tort aux autorités politiques du mouvement sioniste. À l'époque, il tentait de persuader l'UNSCOP du désir de paix et de stabilité des juifs en Palestine, et de leur aptitude, si la possibilité leur était offerte, de diriger les affaires du pays avec sagesse.

Fin Août 1947, l'UNSCOP recommanda le partage de la Palestine en deux États, l'un pour les juifs et l'autre pour les arabes. Le 29 novembre, l'assemblée générale des Nations-Unies accepta ces recommandations. Pour la première, fois la voie était ouverte au rêve sioniste. Il ne fut pas facile d'obtenir la majorité nécessaire aux Nations-Unies. Les luttes d'influence, les pressions, les provocations et les intrigues qui précédèrent le vote mirent à l'épreuve les talents diplomatiques du mouvement sioniste comme jamais auparavant. On apprit entre-temps que la haapala était sur le pont de lancer deux bateaux supplémentaires, le Pan York et le Pan Crescent – en hébreu le kibboutz Galouyot (rassemblement des exilés) et le Atsmaout (indépendance). Les deux navires transportaient au total quinze-milles immigrants, soit trois fois plus que l'Exodus, dont la cargaison était elle-même beaucoup plus importante que toutes les précédentes. La cargaison des deux navires représentait 25% de l'ensemble des maapilim, depuis la fin de la guerre jusqu'à la création de l'État. Sous la pression du département d'État américain, le lancement des Pan fut repoussé après le vote sur la résolution du partage de la Palestine. Cependant, même après la résolution de l'ONU, les dirigeants de l'Agence juive pensaient qu'il ne fallait pas que les bateaux partent. La création de l'État n'est pas une affaire conclue, déclara Ben Gourion pour justifier son opposition à cette affaire, contrairement à Shaul Avigur qui l'appuyait. Ce fut un conflit dramatique. Quinze-milles réfugiés avaient été enlevés à leurs foyers et se trouvaient assis sur leurs ballots prêts au départ, déclara Avigur. Ils avaient fui la faim et la neige, il était

inconcevable de les renvoyer. Rassemblés dans des trains spéciaux, ils traversèrent la Roumanie et attendaient à présent dans les camps mis en place après des négociations longues et compliquées avec les gouvernements roumains et bulgares. Un délai supplémentaire pourrait provoquer une violente émeute. Comment prévoir ce qui pourrait arriver ? L'opération elle-même d'immigration pourrait bien être compromise.

Ben Gourion refusa de changer d'avis. Il avait toujours mis en garde contre l'organisation d'importants contingents d'immigrants illégaux, rappela-t-il mais on ne l'avait pas écouté. Il déclara ne pas vouloir décider ce qui était le plus important: faire venir des immigrants en Palestine ou bien mener la lutte politique dont le mouvement d'immigration illégale faisait partie. De toute façon le but principal était de mettre en déroute les Britanniques, et il lui paraissait clair qu'un grand nombre de petits bateaux les gênerait d'avantage qu'un petit nombre de grands bateaux. Personne ne manifesta de désaccord sur ce point, mais on finit par faire exactement le contraire, se plaignit Ben Gourion. Le futur État se trouvait à un moment décisif; une guerre se préparait. Je ne sais pas ce que sera la semaine prochaine, déclara Ben Gourion. Ce n'était donc pas le moment de provoquer le reste du monde, le pays ne pouvait affronter une quelconque tension ni une guerre. Ben Gourion attaqua Avigur: Au moment si délicat où notre existence tout entière dans ce pays est en danger, vous préconisez une telle provocation, pensez-vous pouvoir en prendre la responsabilité? Votre confiance en vous-même me stupéfie! Avigur déclara qu'il pensait aux immigrants dans les mêmes termes qu'à son groupe, Kineret. Ben Gourion répondit d'une façon qui résume bien sa pensée: La sécurité est plus importante que l'immigration[22] ! Il n'était bien sûr pas possible d'abandonner quinze-milles personnes après qu'elles aient été ainsi déracinées. Les Britanniques se montrèrent également compréhensifs. Ils autorisèrent les Pan à partir directement pour Chypre.

Dans le yishouv on resta indifférent au sort des maapilim. Peu nombreux furent ceux qui participèrent aux manifestations contre leur déportation. Moins nombreux encore ceux qui cotisèrent pour soutenir cette lutte: une collecte spéciale organisée à cette fin échoua. Certes, la plupart des maapilim appartenaient à cette catégorie de matériel humain que souhaitait le yishouv. Mais cela signifiait aussi que, pour chaque réfugié autorisé à rester dans le pays, un certificat de moins serait délivré. Cela se passait au moment où des milliers de personnes avaient sollicité des permis d'immigrations pour des membres de leurs familles qui résidaient dans les camps. Les Britanniques rejetèrent ces demandes, alléguant qu'ils n'avaient pas d'autres choix que d'offrir ces certificats aux immigrants illégaux qui avaient forcé les portes du pays.

Les centaines d'émissaires sionistes et d'agents de la briha qui qui s'étaient rendus en Europe ne l'avaient pas fait exclusivement au nom de l'édification de la terre d'Israël. Un grand nombre d'entre eux étaient des agents d'un parti politique. Ils considéraient le reste non seulement comme des soldats potentiels et de futurs citoyens, mais aussi comme d'éventuels électeurs. Les émissaires étaient arrivés en Europe pour mener un combat sans compromis et sans merci. Chaque parti essaya de placer ses hommes aux postes de contrôle des comités directeurs des camps pour personnes déplacées, car ils supposaient que les réfugiés continueraient à leur apporter leur soutien à leur arrivée en Palestine. Les mouvements politiques distribuent de l'argent, des certificats supplémentaires, des cadeaux et prennent ainsi les gens en otage, déclara Eliahu Dobkin aux membres de son parti, le mapai. Il fit le récit de rixes à coups de poing et au couteau et même d'échanges de coups de feu. Dans certains camps, les émissaires furent dépêchés pour infléchir l'opinion politique des réfugiés. Il n'y a qu'un dieu, déclara Dobkin, c'est le parti. Rien d'autre n'existe, aucun intérêt commun ne se manifeste[23].

Dobkin n'était pas le champion désintéressé de l'union du peuple juif: l'unité des membres devint un enjeu vital pour le mapai. En mars 1944, un an environ avant la fin de la guerre, les tensions à l'intérieur du mapai atteignirent le point de rupture et le parti éclata. La faction qui fit scission fonda un nouveau parti, plus radical, plus rebelle, plus militant et plus jeune. Ahdout Haavodat (union travailliste) adopta une position plus radicale que le mapai sur la question du conflit avec les arabes, ainsi que dans sa politique, sioniste mais plus à gauche dans son idéologie socialiste. Ce nouveau parti regroupait les kiboutzim du mouvement Hakibboutz Hameouad, le plus important mouvement kibboutznik[24]. Pour le mapai, cette scission était une trahison[25]. La guerre n'avait pas atténué le profond attachement des juifs de Palestine à leur parti politique, ni tempéré cette façon qu'ils avaient de considérer tout débat politique comme une question de vie ou de mort, le génocide ne donna pas au yishouv le sens des proportions ou de nouveaux points de repères.

La rivalité qui opposait les différents mouvements politique donna lieu à d'âpres disputes. Le militants de Hashomer Hatsaïr accusèrent les émissaires du Mapai d'entraver les actions de leurs hommes dans les camps pour personnes déplacées, et de les défavoriser dans l'affectation d'un logement et la distribution de vivres*

*Hashomer Hatsaïr: groupe sioniste socialiste possédant sa propre fédération de kibboutzim, puis après 1948 son parti politique, le Mapam. Plus marxiste et généralement plus socialiste dans son idéologie que le Mapai, Hashomet Hatsaïr adhérait à cette époque aux grandes lignes de l'Internationale communiste.

C'était, disait-ils, une redite des méthodes totalitaires allemandes. Ben Gourion écrivit à sa femme Paula que, certaines erreurs furent effectivement commises et que les revendications de Hashomer Htsaïr étaient, dans une certaine mesure, fondées. Les militants du Mapai redoutaient le pouvoir des conseillers de Hashomer Hatsaïr, ainsi que le mouvement appelait ses envoyés. Les conseillers sont de petits Staline se plaignit l'un des dirigeants du parti. Un autre déclara que les per-

sonnes déplacées traitaient les conseillers de Fürher[27]. Les partis politiques s'accusaient mutuellement d'enlèvements d'enfants, c'est-à-dire de tenter de prendre le contrôle du système éducatif.

Devant l'affluence grandissante des sionistes du yishouv dans la vie des camps, les partis religieux réclamèrent leur part du gâteau. À l'instar de la lutte qui s'était engagée pour les enfants de Téhéran, ils exigèrent que soit instaurée dans les camps, une éducation religieuse, l'observance collective du shabbat et une alimentation kasher. Un conflit éclata: Nous enseignons aux enfants l'hypocrisie et le mensonge, fulmina Golda Meïr[28]. Les partis religieux mirent en œuvres des moyens considérables pour localiser les enfants juifs qui avaient été confiés à des familles d'accueil chrétiennes, ou bien qui avaient été cachés dans des couvents pendant la guerre. Cette rédemption des enfants était une manière d'influencer les futurs électeurs.

La plupart des envoyés qui arrivaient en Palestine appartenaient au parti travailliste. Lorsque la briha devint une activité quasi officielle, le mouvement révisionniste exigea de participer à l'action. Certains révisionnistes organisèrent leur propre convoi de happala. L'inimitié entre les deux groupes prit parfois des allures de guerre des gangs. En septembre 1947, plusieurs dizaines de jeunes gens, conduits par des membres du mouvement de jeunesse révisionniste, le Betar, pénétrèrent dans un camp de transit de la briha à Gnadewald, non loin d'Insbruck, en Autriche dans l'intention semble-t-il de l'occuper et de prendre le contrôle d'une des routes de la briha. Mais peut-être avaient-ils seulement voulu prendre leur revanche sur l'époque où les résidents du camp attaquaient tous ceux qu'ils soupçonnaient de vouloir exploiter la route de la briha pour tenter de se faufiler à l'ouest. Tous n'avaient pas été sans doute membre du betar, mais les révisionnistes saisirent ce prétexte pour forcer les portes du camp. Ils firent irruption dans la pièce où se trouvait la radio; les techniciens se rendirent sans un geste de défense. L'un d'eux, Eitan Avidov, dormait. On le réveilla, mais apparemment il ne comprit pas tout de suite ce qui se passait. Quand on lui dit de mettre les bras en l'air, il grogna quelque chose comme: Laissez-moi tranquille, on tira sur lui et on le tua. Il venait de Nahal, et c'était le fils d'un important personnage du mouvement travailliste. Ce meurtre traduisait la grande tension qui existait entre la gauche et la droite. Haïm Yahil affirma que dans les camps pour personnes déplacées la guerre civile était proche[29].

Après la guerre, en quelques mois, un véritable réseau de délégués de groupes politiques fut établi dans les camps. Des comités élus prirent la parole au nom des personnes déplacées, les représentèrent auprès des armées d'occupation, des organisations de bienfaisance, et se chargèrent du maintien de l'ordre public dans les camps. Ici et là, des cours de justice internes furent mises en place selon les accords passés entre les différents partis politiques. Certains groupes organisèrent des activités culturelles et éducatives, des services religieux et des formations professionnelles dont l'entrainement des pompiers dans des fermes allemandes à proximité des camps. La désignation des baraquements et des lits, la distribution des couvertures, des vêtements, des vivres, du courrier et même des médicaments reflétait le pouvoir respectif des partis politiques à l'intérieur des camps. De temps à autre, se déroulaient des élections et des référendums plus ou moins démocratiques, qui constituaient la participation des réfugiés à la vie politique sioniste[30]*.

*Ce fut sans doute leur sens politique et historique développé ou encore la valeur qu'ils accordaient à la morale collective qui rendirent les émissaires si attentifs à la dimension symbolique de leur tâche en Allemagne. Un jour, ils se réunirent dans la célèbre cave à bière où Hitler fomenta son putsch raté; une autre fois ils se rassemblèrent dans le village de Berchtesgaden, au pied du nid d'aigle d'Hitler. Un groupe de personnes déplacées reçut délibérément une formation agricole dans la ferme qui avait appartenu à Julius Streicher, l'éditeur de Der Stürmer[31].

Dans les camps de détention de Chypre, la vie était également dirigée par les partis politiques en fonction de quotas précis. Vingt-milles personnes y résidaient. À leur arivée, les détenus devaient signaler à quel parti ils appartenaient ou qu'ils souhaitaient rejoindre; celui-ci subvenait alors à tous leurs besoins. Ils vivaient avec leurs camarades de parti, mangeaient dans la cuisine du parti, prenaient part aux activités culturelles organisées par le parti et choisissaient leurs représentants auprès des différents corps administratifs.

David Shaari, émissaire de l'Agence juive, écrivit qu'à Chypre, comme dans les camps pour personnes déplacées en Europe, nul n'échappait à la politisation. Le sort le plus dur était réservé aux solitaires, ces réfugiés qui refusaient l'étiquette d'un parti. Les agents des partis politiques les traitaient comme des étrangers. Ils vivent dans le passé, observa l'un d'eux. Comment se débrouilleront-ils en Israël ? Ils n'ont aucune relation directe avec qui que ce soit [...] Ils ont cessé de donner quoi que ce soit à la collectivité. Ils ne veulent que recevoir[32].

Notre attitude à l'égard du reste, écrivit Haïm Yahil, ne fut pas seulement déterminée par des raisons humanitaires mais bien plutôt par l'évaluation de la part qu'ils pourraient prendre à notre lutte. C'est pour cette raison que nous n'avons pas toujours été très tendres avec eux. En dépit de notre compréhension du sort des survivants et de leurs attentes fondamentales, nous avons maintenu entre eux et nous une certaine distance [...] Nous n'avons pas déclaré que le reste et la terre d'Israël ne faisaient qu'un, nous avons plutôt mis l'accent sur le fait que, pour pouvoir s'unir au yishou, le reste allait devoir déployer de grands efforts, tant mentaux que physiques[33].

8. Six millions d'Allemands

Quelques mois après la guerre, un survivant du génocide arriva en Palestine muni d'un plan de vengeance. Abba Kovner, alors âgé de vingt-sept ans fut combattant du ghetto de Vilna, maquisard, militant du mouvement socialiste Hashomer Hatsaïr, poète et visionnaire. C'était un petit homme ascétique et mélancolique, aux traits anguleux, aux yeux brillants et lourde chevelure, spécimen classique de l'intellectuel juif, nota une de ses connaissance[1]. On lui prêtait le pouvoir d'influencer les autres et on le considérait comme le symbole vivant de la résistance juive au nazisme, il faisait autorité. C'était lui qui avait écrit que les juifs ne devaient pas se rendre comme des agneaux à l'abattoir.

Bien des années plus tard, Kovner devait admettre que toute personne normale aurait considéré son plan de vengeance comme une folie. De fait, il avait embrigadé d'autres jeunes survivants du génocide dans le but d'empoisonner l'eau potable de plusieurs grandes villes allemandes; il espérait assassiner six millions d'Allemands[2].

Il était mû par un sentiment de vengeance, rapporta un dirigeant de l'Agence juive de retour de mission auprès des survivants du génocide[3]. De nombreux témoignages le confirment. Des années plus tard, huit des dix compagnons de Kovner raconteront comment, à la fin de la guerre, ils avaient soif de vengeance; ils ne ressentaient aucun autre sentiment avec autant de d'intensité, ni l'angoisse, ni l'anxiété, ni la joie, ni l'espoir[4]. Tzivia Lubetkin, une des têtes du soulèvement du ghetto de Varsovie, se rappellera en ces termes son étonnement en entendant parler des quinze-milles juifs qui survécurent dans la ville de Lublin en Pologne, et qui ne savaient que faire lorsque la guerre prit fin. Nous, nous savions quoi faire. Si nous avions pu trouver des personnes et les moyens qu'il nous fallait, nous n'aurion eu qu'une seule idée: nous venger! Nous n'avions pas le désir de construire, mais plutôt celui de détruire; détruire tout ce qui était possible et le plus possible[5]! C'est à lublin, dans les faubourgs de laquelle fut établi le camp d'extermination de Maïdanek, qu'Abba Kovner et ses camarades jetèrent les bases de leur projet.

Ce projet fut initialement initié par de jeunes juifs qui combattirent aux côtés des partisans ukrainiens. Nous avions eu de nombreuses discussions à ce sujet, devait se rappeler par la suite Itzhak Avidov, que l'on appelait alors Pasha Reichman. La question était: Qu'arriverait-il le lendemain ? Personne ne pensait à une vaste opération contre l'ensemble du peuple allemand, mais à une vengeance limitée aux populations locales. Certains se joignirent aux services secrets soviétiques, le NKVD, pour liquider les collaborateurs nazis. D'autres tentèrent d'organiser le transport aérien de juifs d'Union soviétique vers l'Ouest. Ils se rendirent à Lublin pour rencontrer de jeunes partisans, parmi lesquels se trouvait Abba Kovner[6].

Kovner les avait rejoints après l'effondrement du ghetto de Vilna dont il fut l'un des chefs du soulèvement. Vers la fin de la guerre, il affirma que les partisans juifs devaient entreprendre des actions de guérilla et que l'on pouvait par exemple, les parachuter en Prusse. Il présenta son plan à la brigade juive qui le rejeta. Ses camarades maquisards en firent autant, ils exigèrent que tous les efforts soient portés sur l'évacuation des réfugiés vers l'Ouest, et, de là, vers la Palestine. Kovner s'adonna un temps à cette activité: aider les réfugiés à fuir la terre du génocide pour la terre des vivants, mais l'idée de vengeance l'obsédait[7].

Les hommes de Reichman avaient entendu parler de Kovner avant de le rencontrer à Lublin. Ils furent immédiatement séduits. Dès le premier regard, ce fut le coup de foudre, devait se rappeler Reichman, alias Avidor. Kovner était plus âgé, et il avait un charisme rayonnant. Ils vécurent ensemble dans un même appartement. Un soir qu'ils étaient assis en train de boire, la conversation glissa sur l'idée de vengeance. C'est venu tout seul, déclara Avidov, lors d'un témoignage qu'il consigna à l'institut de documentation orale de l'université hébraïque. Nous étions assis, un ver à la main. Cette idée fusa et devint bientôt tout-à-fait concrète, nous voulions nous venger.

Puis ce fut, dit: il fallait assassiner les Allemands par millions. L'un des jeunes gens connaissait une plante qui poussait en Inde et dont ou pouvait extraire du poison. Nous étions très excités, raconta Aviov, nous étions jeunes et insouciants. Cette idée plus aussi à Kovner.

Ainsi naquit l'organisation Nakam (vengeance). Elle était composée de cinq membres, chacun enrôla quelques personnes supplémentaires, puis ils déménagèrent à Bucarest. Selon le récit d'Avidor, ils se rassemblèrent un jour clandestinement pour fêter la naissance de leur organisation, qui comptait déjà plus de quarante membres. Kovner parla et, comme toujours, emporta l'adhésion de tous. Il ne faissiat aucun doute que pour eux il s'agissait d'une action que dieu lui-même, s'il existait, aurait entreprise, relata Avidov[8].

Par la suite, Kovner raconta que cette idée était devenue une obsession et que le groupe s'y consacrait entièrement. Ils se considéraient alors comme les messagers du destin. Kovner décrivit en ces termes l'esprit qui les animait à cette époque: La destruction n'était pas autour de nous; elle était en nous […] Nous ne pouvions concevoir revenir à la vie, ni même d'en avoir le droit; nous ne pouvions partir pour la terre d'Israël, fonder nos familles, nous lever le matin et aller travailler comme si nous avions déjà réglé nos comptes avec les Allemands[9]. Car il s'agissait d'un règlement de compte entre deux nations et non entre individus. Il devait atteindre les dimensions exactes du crime. Par conséquent, Kovner se fixa pour but l'assassinat de six millions de citoyens Allemands. Il pensait en termes apocalyptiques; la vengeance était un devoir sacré qui rédimerait et purifierait le peuple juif. Le groupe se divisa en cellules, avec chacune son commandant. Le plan A consistait à empoisonner le plus d'Allemands possible. Le plan B avait pour fin l'empoisonnement de plusieurs milliers d'anciens

SS dans les camps de prisonniers de guerre de l'armée US. Reichman réussit à introduire quelques membres du groupe au sein de la compagnie des eaux de Hambourg et de Nuremberg. Kovner pour la Palestine, chercher le poison et, espérait-il recevoir la bénédiction de la Haganah.

Kovner était connu en Palestine; on l'invita à donner une conférence au comité central de la Histadrout. Il parla du génocide et des survivants mais il ne fit pas allusion à son plan[10]. Apparemment, il ne se confia qu'à une poignée d'individus dont aucun ne partagea son enthousiasme.

Son projet souleva une certaine opposition au sein de son mouvement, Hashomer Hatsaïr. Après le génocide, Kovner et ses camarades eurent le sentiment que la configuration des forces politiques d'avant-guerre était dépassée. Ils ne désavouaient pas leurs anciennes appartenances politiques, mais se considéraient désormais avant tout comme des survivants plutôt que comme des militants de factions politiques bien précises. Ils déclaraient former un parti de témoins dont le devoir était de proclamer sans relâche que la nation juive était toujours en danger. En attirant l'attention sur la gaine du juif en Union soviétique, kovner déclara qu'il n'existait pas d'avenir pour les juifs en dehors de la Palestine, et qu'il fallait avant tout réaliser l'unité nationale.

Cette dernière idée provoqua la colère du dirigeant de Hashomer Hatsaïr, Meïr Yari qui ne voulait pas d'unité nationale; au contraire, il voulait faire de Hashomer Hatsaïr une entité politique indépendante. Il refusait l'idée que le mouvement puisse cesser d'exister en Pologne, où il naquit et où, selon lui, se trouvait encore un réservoir de forces politiques. Il rejetait toute critique à l'égard de l'Union soviétique. Kovner, avec son passé de terroriste et de partisan, son engagement dans des opérations clandestines de vengeance et son charisme, éveillait les soupçons de Yari. Ce dernier déclara que kovner était affecté du syndrome dont avaient souffert les soldats de la première guerre mondiale après leur démobilisation – vouloir réécrire l'Histoire – en menant en temps de paix la même existence que celle qu'ils avaient connue au front, se livrant à des opérations clandestines, incapables qu'ils étaient de réapprendre l'héroïsme de la routine quotidienne. Selon Yari, Kovner et ses camarades avaient ramené des forêts une vision du monde para-fasciste. Il proposa qu'on les envoie en rééducation[11].

Peu de temps après son arrivée en Palestine, Kovner écrivit à Pasha Reichman que la Haganah n'approuverait jamais le plan A, mais qu'il semblait possible de trouver quelqu'un au sein de l'organisation pour fermer les yeux sur le plan B. Kovner racontera plus tard qu'il avait réussi à obtenir une grande quantité de poison et que celui qui l'aida n'était autre que Chaïm Weizman, le chef de l'Organisation sioniste et futur premier président de l'État d'Israël. Le président Weizman était chimiste de formation.

Kovner raconta que Weizman l'avait écouté attentivement. Au début il était demeuré silencieux, puis, relata Kovner, Weizman, qui avait alors soixante-et-onze ans s'était levé et déclaré: si j'étais jeune et si j'étais à votre place, j'aurais fait la même chose. Kovner ne dit pas s'il fit part à Weizman du projet d'empoisonner six millions d'Allemands, ou s'il lui avait seulement parler du petit plan. D'après kovner, Weizman l'avait alors envoyé chez des scientifiques auxquels il avait demandé de préparer le poison. Dans le témoignage qu'il enregistra et exigea de garder secret, Kovner nomma Ernst David Bergman, l'un des futurs pères du projet nucléaire israélien. On fit savoir à Bergman que cette substance devait être utilisée contre d'anciens nazis et il ne posa pas de question. Kovner dissimula le produit dans des bidons de lait. Weizman l'avait également envoyé voir quelqu'un qui lui avait donné une somme d'argent. C'était, raconta Kovner, Hans Moller, le fondateur d'Ata, une grande entreprise textile. Avec l'argent, kovner acheta de l'or et le cacha dans des tubes de dentifrice. Puis il se mit à préparer son voyage.

Le récit de Kovner reste la seule source d'information sur cet épisode. Les archives de Weizman ne mentionnent jamais de conversation avec Kovner ; Weizman était absent du pays à ce moment-là. Il est donc possible que le poète ait inventé cette rencontre. Il souhaita peut-être aussi pouvoir revendiquer, par la suite, un soutien officiel. Mais la suite du récit est confirmée par d'autres sources.

En décembre 1945, Kovner se déguisa en soldat de la brigade juive et embarqua sur un bateau de la flotte britannique qui se rendait en Europe. Aidé par la Haganah, il prétendit rejoindre son unité après la fin de sa mission. Dans son témoignage, il déclara que le commandant de la Haganah connaissait sans doute sa véritable identité et la nature de sa mission. Mais, à nouveau, Kovner ne précisa pas s'il s'agissait de du grand plan ou uniquement du plan B. Il mentionna deux noms: Itzhak Sadeh, le légendaire commandant du Palmach, et Shaul Avigur, du Mossad. Israël Galili, qui deviendra un important ministre du cabinet de Golda Meïr, fut également informé de cette affaire. Kovner reçut de faux titres de voyage et l'uniforme de la brigade juive dont il avait besoin, ainsi qu'une escorte de la Haganah pour l'aider en temps voulu. S'il avait réussi à mettre son plan à exécution, il n'aurait certes pas pu dire qu'il avait agi seul.

Son voyage fut un échec. Peu avant l'arrivée du bateau au port de Toulon, on l'appela par haut-parleur, lui ordonnant de se présenter au capitaine. L'appel fut réitéré plusieurs fois, je fis immédiatement chercher l'officier de la Haganah chargé de m'escorter et lui demandai: Qu'est-ce cela que signifie ? Il me répondit : C'est probablement une convocation pour un tour

de garde de routine. Je ne connaissais que quelques mots d'anglais mais le ton de la voix dans le haut-parleur me sembla suspect.

Jusque-là, le soldat chargé d'escorter Kovner savait seulement que ce dernier n'appartenait pas à la brigade. Il ignorait tout de sa mission. Kovner décida de l'informer. Il lui montra le poison, lui désigna le lieu où il fallait le porter s'il lui arrivait quoi que ce soit et lui ordonna de le détruire si nécessaire. Il lui confia également l'or. Puis, après réflexion, il décida de ne pas faire confiance au jeune homme. Avant de se présenter devant le capitaine du bateau, il jeta la moitié du poison par les hublots de la salle de bain. Il remonta sur le pont et fut immédiatement arrêté.

Kovner fut interné environ quatre mois à la prison militaire du Caire. Apparemment, les Britanniques ne lui posèrent aucune question au sujet de son plan. Ils ignoraient l'existence du poison; ils ne savaient pas très bien semble-il pour quoi ils l'avaient arrêté (quelle aberration). Son internement reste un mystère, et Kovner fut convaincu jusqu'à la fin de sa vie, qu'on avait saboté sa mission. Le reste du poison fut également perdu: son escorte prit peur et le jeta également par-dessus bord. Cependant il fit parvenir l'or à destination[12].

Pasha Reichman se retrouva seul. Il se sentait responsable devant l'histoire et devant son peuple, et se mit à craindre pour la sécurité de ses hommes qui travaillaient toujours à la compagnie des eaux de Hambourg et de Nuremberg et se trouvaient dans un état de tension intolérable. Ils faisaient mine d'appartenir à cette société allemande qu'ils abhorraient et dont ils complotaient la destruction. Ils vivaient dans la crainte que ne soit découverte leur véritable identité. Ils avaient déjà repéré avec précision, sur les canalisations d'eau, les endroits où introduire le poison. À Nuremberg, ils avaient même localisé les valves des tuyaux qui desservaient les quartiers résidentiels des membres du personnel militaire américain et leurs familles. Ils décidèrent d'épargner ces vies. Tout était prêt; ils n'attendaient plus que le poison. Lorsque Reichman apprit l'arrestation de Kovner et que le poison était perdu, il décida de mettre à exécution le plan B. Il ne fut pas facile d'expliquer ce changement de programme à ses hommes. Ils s'étaient préparés à tuer six millions d'Allemands, et voilà qu'on leur disait de se contenté d'un millier. Ce fut tragique, devait se rappeler Reichman par la suite. Il les rassura: le grand plan avait seulement été retardé[13]. Auparavant, Reichman s'était tourné vers Itzhak Antek Zuckerman – un des chefs du soulèvement du ghetto de Varsovie, époux de Tzvia Lubetkin- et lui proposa de mener les hommes à la place de Kovner. Zuckerman refusa. Si j'avais cru possible de détruire le peuple allemand – nation contre nation-, je les aurais rejoints, déclara-t-il par la suite. Mais, empoisonner des puits ou bien une rivière ? Provoquer une épidémie ? Liquider, disons dix-milles personnes, pour quoi faire ? Malgré tout, il restait au fond de nous un peu de cet humanisme juif, même après ce qu'ils nous ont fait. Il vit dans le groupe de Kovner une sorte de romantisme contrefait, de faux messianisme et de folie[14].

Le treize avril 1946, des membres de l'organisation volèrent dans une boulangerie le pain destiné au stalag 13 du camp de prisonniers de guerre, près de Nuremberg. Ils répandirent de la poudre d'arsenic blanc sur quelques milliers de miches de pain, mais ils furent interrompus en pleine action et durent s'enfuir. La police, pensant qu'il s'agissait d'une tentative de cambriolage ne remarqua pas que le pain était empoisonné, qui fut donc acheminé jusqu'au camp. Quelques jours plus tard, l'Agence Associated Presse rapporta que deux-milles des quinze-milles prisonniers du camp, furent victimes d'une intoxication alimentaire. Certains étaient sérieusement malades, mais aucun ne mourut[15]. Kovner eut alors ces quelques vagues paroles de consolation: Les rapports de l'armée et de la presse étaient contradictoires. Des centaines d'ambulances de l'armée américaine furent appelées. Certains rapports annoncèrent que quatre-cent hommes moururent et que d'autres se trouvaient dans un état critique. D'autres firent savoir que la plupart des hommes étaient hors de danger. Il est possible que le poison n'ait pas été efficace, risqua-t-il. Reichman réussit à s'en procurer à Paris[16]. De toute façon cette opération ne fit pas beaucoup de bruit et ne provoqua pas de grands remous en Palestine.

Ce ne fut donc pas l'opération choc dont Kovner et ses partisans avaient rêvé. Kovner qui entretemps fut relaxé, demanda aux autres membres du groupe de venir en Palestine afin qu'ils puissent se concerter. L'echec de leur mission les avait plongés dans une profonde dépression. On lui rapporta que certains avaient envisagé le suicide, et la grande majorité d'entre eux ne parvenaient pas à renoncer. Certains accusèrent Kovner de les avoir trahis; ils le soupçonnèrent de tenter de les ramener à une vie normale, une faute impardonnable à leurs yeux[17].

Ils se rendirent contre leur gré en Palestine et s'établirent au kibboutz Ein Hahoreisch où l'on s'efforça de leur apprendre à cultiver la betterave et la banane. Pour eux, cultiver des bananes n'avait aucun sens, nota par la suite Avidov. Ce qu'ils voulaient, c'était se venger et retourner en Europe[18]. Kovner essaya de les convaincre qu'ils n'avaient pas les moyens de se venger, que les conditions en Europe avaient changé, que le plan A était désormais irréalisable, et cela en partie à cause de la présence de nombreux juifs dans les villes allemandes qui pourraient en être victimes. Certains membres refusèrent de l'écouter et repartirent pour Europe. Quelques-uns étaient si profondément accablés par la déception et le désespoir que leur causa la trahison de cet homme qu'ils ne retournèrent jamais en Israël. D'autres prirent part à ce que l'on appela le plan C: Des actions directes et individuelles contre les criminels de guerre nazis. Ces actions furent exécutées au vu et au su du haut commandement de la Haganah et avec la participation de soldats de la brigade juive.

Un grand nombre d'entre eux avaient vu périr des membres de leurs familles dans le génocide. Certains de ces soldats furent parmi les premiers à pénétrer dans les camps de concentration après leur libération, et à leur retour ils firent à

leurs camarades le récit des horreurs dont ils furent les témoins. Quelques-uns rencontrèrent Abba Kovner; ils furent frappés par sa soif de vengeance et l'aidèrent à se procurer le poison destiné à l'opération du stalag 13 et à le transporter de Paris à Nuremberg[19]. L'écrivain Hanoch Bartov évoqua leur état d'esprit: Pas beaucoup […] un millier de maison en flammes. Cinq-cents morts. Des centaines de femmes violées […] C'est pour cela que nous sommes ici. Pas pour les libérer de Roosevelt. Pas pour l'Empire britannique. Pas pour Staline. Nous sommes ici pour venger le sang. Une vengeance juive, sauvage pour une fois (une fois seulement ?). Pour une fois comme les Tatars. Comme les Ukrainiens. Comme les Allemands. Nous tous, les enfants gâtés et les belles âmes […] Nous allons nous rendre dans une ville et nous allons la brûler, rue par rue, maison par maison, Allemand par Allemand. Pourquoi devrions-nous être les seuls à nous souvenir d'Auschwitz ? Qu'ils se souviennent donc de la ville que nous allons détruire[20].

À la fin de la guerre, ils avaient espéré qu'on les enverrait en Allemagne avec les troupes d'occupation; non seulement, déclara Moshé Sharett, pour des raisons militaires, mais avant tout pour des raisons symboliques et morales, pour donner satisfaction au peuple juif[21].

Au moment où la brigade juive arriva en Italie, le sort de la guerre était jeté. Les soldats de la brigade n'avaient pu prendre part qu'à quelques rares batailles. Ce fut une grande déception. Ensuite, ils restèrent là, oisifs. Certains avaient alors déchaîné leur colère contre les prisonniers de guerre Allemands et pillé les biens de civils. Ceux-là avaient compromis leurs chances d'être envoyés en Allemagne. Plus ils restaient en Italie, plus ils s'ennuyaient. Nous sommes à bout de patience, écrivit l'un d'eux. Je crains que quelque chose n'explose. Et cette explosion pourrait nous causer du tort car nous aurons du mal à la canaliser[22]. Les plus jeunes d'entre eux se réunirent et décidèrent de mener des actions de vengeance contre des agents de la Gestapo et des SS dans la zone frontalière entre l'Italie et l'Autriche. Selon les paroles même d'un soldat, c'était un acte de rébellion. Quant aux officiers, ils avaient sans doute considéré cette opération comme une soupape à la frustration éprouvée par les soldats[23].

Un officier, Israël Karmi, les décrirait comme les meilleurs éléments de la brigade, les plus loyaux parmi les loyaux soldats[24]. Ils localisèrent par hasard un haut fonctionnaire de la Gestapo. Celui-ci collabora et leur fournit une liste de noms. Selon Karmi, cette liste leur fut remise parfaitement dactylographiée, rédigée d'une façon exemplaire: noms, détails biographiques, activités passées, adresse. Elle leur servit d'acte d'accusation[25]. Nous sommes remontés à la source, écrivit l'officier de brigade à Moshé Sharett, à l'exécutif de l'Agence juive. Nous contrôlons toutes les recherches. Nous avons obtenu les fichiers et nous savons qui ils sont et où ils sont […] Nous sommes les seuls à pouvoir les trouver et les livrer [aux vengeurs] sans avoir à tenir compte des méandres du monde politique, mais uniquement du droit de venger le sang répandu. Grabovski (devenu Argov), un dirigeant du Mapai, fit de la vengeance le but principal de la brigade après la guerre. Dans sa lettre à Sharett, il écrivit qu'il ne s'agissait pas d'une basse vengeance mais du châtiment des SS qui participèrent au massacre.

Leurs méthodes étaient simples; ils se déguisaient en militaires britanniques et faisaient irruption dans les maisons de leurs victimes dans un semi-remorque dont les phares avaient été badigeonnés de boue. Ils frappaient à la porte, s'assuraient de l'identité de la personne et lui demandaient de les suivre pour une formalité de routine. En général, tout se passait sans difficulté. Ils l'emmenaient dans un endroit fixé à l'avance, se présentaient, puis l'abattaient. Parfois, ils ne s'aventuraient pas loin de la maison. Notre camion était recouvert d'une bâche en toile, raconta l'un d'eux. On avait étendu des matelas sur le plancher. L'un de nous se couchait et attendait dans le noir. Dès qu'apparaissait la tête de l'Allemand, il se jetait sur lui, le saisissait à la gorge et le jetait sur le matelas qui amortissait le bruit de la chute. La chute et la strangulation faisaient suffoquer l'Allemand dont les vertèbres cervicales se brisaient instantanément[26].

Shimon Avidan, ancien commandant de l'unité allemande du Palmach, était l'un de ces hommes venus de Palestine pour participer à ces opérations. Il entreprit, entre autre, de retrouver Adolphe Eichmann. D'après Kovner, il réussit à pénétrer dans la cachette du nazi, mais malheureusement, il tua quelqu'un d'autre. Il s'agissait d'un homme qui se faisait appeler Eichmann, raconta Kovner. Une femme qu'ils prirent pour son épouse, déclara que cet homme était son mari. Les deux hommes avaient de nombreux points de ressemblance. Les camarades d'Avidan étaient persuadés d'avoir tué Eichmann. Kovner le crut également – jusqu'à ce que les agents israéliens arrêtent Eichmann en Argentine en 1960. Selon Kovner, Avidan aurait lui-même déclaré qu'il n'était qu'à moitié sûr d'avoir tué Eichmann[27].

L'officier de la Haganah responsable de la brigade, Michaël Ben Gal sanctionnait ces opérations contre son gré. Il considérait la vengeance comme un acte souhaitable et positif et pensait que les meurtriers des juifs méritaient d'être liquidés. Mais il rejeta ce qu'il considéra quelques années plus tard, le côté guérilla de l'opération. C'était une opération de guérilla parce que le tempérament juif porte en lui la marque de l'esprit de guérilla, alors que la personnalité des hommes de la Haganah qui étaient venus de Palestine les prédisposait à des actions bien différentes. Quand on lui demandait son aval pour la liquidation d'un individu, il exigeait des preuves irréfutables de sa culpabilité. Et quand une victime était tuées sans l'approbation de Ben Gal, il en déduisait que sa culpabilité n'était pas évidente.

Selon lui, certains règlements de compte n'étaient autres que des actes de sauvages. Comme le jour où quelques hommes s'étaient embusqués le long d'une route et tirèrent sur tout ce qui bougeait. Ben Gal raconta qu'une femme juive rescapée

du génocide fut tuée par accident. Il fallait aussi savoir quoi faire des corps des victimes; les hommes préféraient les abandonner sur place afin qu'ils puissent être découverts. Mais Ben Gal craignait que cela ne mette en danger les hommes de la brigade; il exigeait que les cadavres soient jetés dans les lacs voisins, mais on ne lui obéissait pas toujours. Il se plaignait du manque de discipline.

En bon militaire, Ben Gal souhaitait recevoir des instructions précises avant d'agir. Un jour, il demanda à Moshé Sharett de lui indiquer certaines lignes directrices. Sharett répliqua d'une vengeance au nom du peuple juif devait une vengeance digne de ce nom. La cible devait être de première importance pour que le monde entier en soit impressionné et qu'il comprenne bien que le sang juif se paie cher. Ben Gal en arriva à la conclusion qu'Abba Kovner et son groupe, avec leur zèle singulier, étaient plus aptes pour cette mission que les soldats de la brigade. Il accepta de les aider[28].

Certains soldats qui participèrent aux opérations de vengeance furent promus au cours des années suivantes aux plus hauts grades de l'armée israélienne. Parmi eux se trouvaient des généraux et un chef d'état-major, Haïm Laskov. Des années plus tard, Haïm Laskov déclara: Ce n'était pas des actes gentils. C'était des actes de vengeance. Lorsque nous nous sommes abaissés à les perpétrer, nous avions déjà perdu la guerre. Six millions de juifs étaient morts. Quiconque n'a pas vu les camps de concentration et les crématoires ne pourra jamais comprendre ce qu'ils nous ont fait. Nous nous sommes vengés parce que nous étions faibles, sans pays et sans pouvoir. Je regrette d'avoir à dire que nous n'en avons pas liquidé beaucoup, souligna Laskov[29].

*

Au fur et à mesure que se répandaient les informations sur l'extermination des juifs, les appels à la vengeance contre les nazis eurent de plus en plus de retentissement en Palestine. Au moyen de mots d'ordres, d'éditoriaux, de communiqués de diverses organisations, la presse se faisait fréquemment l'écho de ce désir de vengeance. La guerre contre les nazis était une guerre d'honneur et de vengeance, et s'engager dans l'armée britannique dénotait une colère contenue et la rage de se venger[30]. N'importe lequel d'entre nous aurait pu se trouver là-bas, écrivit Haaretz, et toute personne sauvée doit se vouer sa vie à la guerre et au châtiment. Pas de lamentations ni de pleurs: vengeance ! Quelques jours plutôt, le journal avait affirmé: Chacun doit comprendre qu'aucune larme ne fera revenir les Allemands sur leurs actes. Et les meurtriers sauront que la vengeance viendra ainsi qu'il est écrit: Œil pour œil et dent pour dent[31] ! Et le comité central de l'Association des écrivains déclara: puissent les bras en Israël se tendre courageusement pour venger nos victimes[32]. L'Irgoun annonça qu'il avait mis en place des bataillons qui renouvelleront la tradition de vengeance de l'époque de Samson, c'est-à-dire la tradition de la rédemption par le sang. L'Irgoun, sur la terre d'Israël, se vengera des Allemands partout où ils se trouvent […] Un Dieu vengeur et jaloux sera notre bras, amen[33]*.

*Dans la Bible, le Dieu d'Israël est décrit comme un Dieu vengeur (psaume 94/1), qui se venge de ceux qui l'attaquent et qui combat ses ennemis (Nahum 1:2) Mais il existe aussi le verset: ne te venge ni ne garde rancune aux enfants de ton peuple, mais aime ton prochain (juif) comme toi-même…Lévitique 19:18. Le midrash résout cette apparente contradiction au nom du très haut lui-même: J'ai écrit dans la Torah: Ne te venge ni ne garde rancune aux enfants de ton peuple, mais moi, je me venge des idolâtres. (Bereshit Rabba 55/3. Ceux qui s'opposaient à la vengeance contre les nazis alléguaient ce commentaire pour affirmer que la vengeance se trouvait entre les mains de Dieu et en aucun cas entre celles des hommes.

Lorsque l'extermination des juifs battait son plein, Haolam, le principal journal de l'Organisation sioniste mondiale qui paraissait alors à Jérusalem, publia un article qui appelait à une vengeance véritable et à un châtiment concret. Pour chaque juif tué par les nazis, un prisonnier nazi devait être tué. Cet appel provoqua de vives réactions et l'éditorialiste Moshe Kleinman tenta de traduire l'opinion générale. Le désir de vengeance est l'expression d'un sentiment humain sacré, à l'égal de tout autre sentiment humain. Mais, ajouta-t-il, il n'impliquait pas pour autant l'élaboration d'un plan d'action. C'était plutôt, la manifestation d'un profond désespoir – le cri de détresse des misérables et des opprimés, incapables d'assurer leur protection et qui faisaient appel à la conscience du monde, afin que le sang et l'humiliation soient vengés; ils avaient soif, du moins dans leurs rêves, d'assister à la vengeance du sang de Tes serviteurs ! S'ils avaient le pouvoir de se venger, ils ne l'auraient pas fait, ajouta l'éditorialiste de Haolam: On peut avancer avec une absolue certitude qu'il ne s'en trouverait pas un, parmi ceux qui appellent sans relâche à la vengeance, qui pourrait fendre un crâne de ses propres mains, écarteler les membres d'un jeune homme ou d'un vieillard, ouvrir le ventre d'une femme enceinte… Non, les juifs n'ont jamais accomplis et n'accompliront jamais de telles choses. Un juif en est tout à fait incapable, même s'il hurle et crie toute la journée: Vengeance, vengeance ! Ici, le journaliste établit la différence entre l'Allemand en tant qu'individu et la nation allemande: Je ne fendrai jamais le crâne d'un Allemand qui serait à ma merci. Mais je suis prêt à infliger au peuple allemand une dose infinie de souffrance pour des centaines d'années à venir, jusqu'à ce que ses lourds péchés se consument et qu'il en soit purifié[34].

Le désir de vengeance est un sentiment fondamental, comme la peur et la joie, et peut-être comme la faim et la soif, écrivit un éditorialiste dans Davar, mais la morale juive européenne le place dans la catégorie des bas instincts que l'on doit extirper du cœur des hommes[35]. La réponse adéquate aux crimes des nazis, selon Haaretz, ne peut se limiter à un acte de punition et de vengeance, elle doit constituer un châtiment total et juste, à l'issue d'un procès[36]. Le journal socialiste Mishmar

affirma: La vengeance du sang juif fut largement réalisée par l'Union soviétique, grâce à l'armée rouge et à ses victoires pendant la guerre[37].

Pasha Reichman se rappela comment il tenta d'amener Ben Gourion à appuyer l'idée de vengeance; mais Ben gourion ne l'écouta que quelques minutes avant de déclarer: Certes, la vengeance est importante dans l'histoire, mais si nous pouvions ramener à la vie six millions de juifs plutôt que de tuer six millions d'Allemands, ce serait beaucoup plus important. Il refusa d'aider le groupe de Reichman[38]. Pendant la guerre, le yishouv eut tendance à ne pas encourager les désirs de vengeance. Cette attitude se confirma après la guerre lorsque la priorité fut donnée à l'intensification de la briha, dans le but d'amener les Britanniques à abolir les restrictions sur l'immigration. Les rêves de vengeance des survivants du génocide, appartenait, comme le génocide lui-même, à un monde étranger. La mort de millions d'Allemands ne pouvait pas faire avancer la lutte sioniste. Au contraire, comme l'aventure de la Haapala, les opérations de règlements de comptes semblaient susceptibles de causer du tort à l'action de l'Agence juive qui s'efforçait de créer un climat favorable autour de son but primordial: l'établissement de l'État juif.

C'est sur ce consensus que fut fondé Israël. Meïr Argov, ex- Grabovski, de la brigade juive, puis membre de la Knesset, cita Haïm Nahman Bialik lors d'un débat sur les relations entre Israël et l'Allemagne: Le diable lui-même n'est pas capable d'imaginer une vengeance qui puisse racheter le sang d'un petit enfant. Il n'existait pas de pardon pour le sang de millions d'êtres assassinés, expliqua Argov. Une autre fois, Argov déclara devant la Knesset que si Hitler avait pu voir le drapeau israélien flotter dans le ciel de Bonn, il aurait frémi d'horreur. C'était cela, la véritable vengeance, déclara-t-il[39]. Rozka Korczak, qui avait servi chez les partisans avec Kovner, pensait que la véritable réponse des juifs était la victoire des vivants en Israël: Bâtir, l'idée même et la valeur même de l'acte de bâtir, seront notre vengeance[40]. Même Menahem Begin, pourtant opposé à toute reconnaissance de l'Allemagne, considérait que la vengeance n'était plus à l'ordre du jour[41].

La plupart de ceux qui prirent part aux actes de vengeance choisir alors de garder le silence. Certains accordèrent des entretiens à conditions que leurs noms ne soient pas révélés. D'autres consignèrent leurs souvenirs dans des archives historiques, dans l'anonymat également. La plupart préférèrent se taire, et il est impossible de savoir ce qu'ils voulaient cacher – leurs actions aussi limitées fussent-elles, ou bien le fait de ne pas en avoir fait d'avantage. D'autres se servirent de l'anonymat pour libérer leurs fantasmes. De quelque point de vue que l'on se place, leur mission fut une mission impossible et moralement équivoque. En fin de compte, leurs actions furent ponctuelles et ne produisirent pas grande impression. Il ne leur fut accordé aucune place dans le panthéon à la gloire d'Israël, consacré aux rebelles du ghetto, aux parachutistes, aux tireurs d'élite et à tous ceux qui participèrent à la briha. Ils avaient pensé être le bras de l'histoire, mais la plupart des dirigeants sionistes les considérèrent comme des fauteurs d'ennuis et de troubles politiques. Ils demandaient que justice soit rendue, les dirigeants voulaient un État. Ils parlaient au nom des derniers juifs, l'avenir appartenait aux premiers israéliens….

9. Une barrière de sang et de silence

À la fin de la guerre, Myriam Weinfeld fêtait ses dix-sept ans. Quelques jours avant la reddition de l'Allemagne, elle avait effectué la marche de la mort d'Auschwitz à Bergen-Belsen. La souffrance physique lui fut moins insupportable que son incapacité à venir en aide à sa mère. Dans les semaines qui précédèrent la libération des camps, les conditions de vie à Bergen-Belsen, étaient plus dures qu'auparavant. Sa mère mourut sous ses yeux. Lorsque les soldats britanniques arrivèrent avec des masques à gaz contre la puanteur de dizaines de milliers de cadavres qui jonchaient le sol autour des baraquements, la première pensée de Myriam Weinfeld fut: Dommage qu'ils soient arrivés trop tard. Il n'y avait plus rien à sauver.

Ensuite vinrent l'espoir, la haine, le traumatisme et la lutte pour revenir à la vie. Plus que tout, elle espérait retrouver son frère; ils avaient quitté leur foyer ensemble, alors qu'il avait dix-sept ans et elle quatorze. Quelque part, dans une forêt près de Lvov, elle l'avait perdu. Pourquoi avait-elle survécu et pas lui ? Mais après Bergen-Belsen, elle s'accrocha à l'espoir qu'il était peut-être encore en vie. Chaque jeune homme lui rappelait son frère. Elle se cramponnait à son souvenir, c'était un garçon agile et intelligent, oui, peut-être était-il encore en vivant; après tout, pourquoi pas ? Pendant les premiers jours de la libération, l'espoir la garda en vie. C'était sa seule force: Elle pesait moins de trente kilos et elle était atteinte de tuberculose; son corps était couvert de plaies et son crâne était chauve.

Alors qu'elle se sentait encore totalement désemparée, elle pensa que le temps était venu de régler ses comptes. Une soif de vengeance la possédait, elle désirait que tous les Allemands soient exterminés. Tous, les femmes, les enfants, tous. Quelques temps après, on l'envoya avec d'autres rescapés passer sa convalescence au nord de la Suède Là-bas, la vie se poursuivait comme si rien ne s'était passé: les garçons et les filles de son âge, en bonne santé et bien habillés, allaient à l'école. Ce fut un nouveau choc. Elle avait imaginé que la terre s'arrêterait de tourner après la découverte de Bergen-Belsen, et pourtant elle continuait sa course, comme toujours. Les Suédois faisaient leur possible pour que les rescapés se sentent mieux, mais le retour à la vie de Myriam Weinfeld n'était pas facile. Plus tard, elle devait se souvenir comment elle dormait sur des feuilles de papiers; elle avait froid et frissonait, mais il lui était impossible de se couvrir de vêtements

chauds. À côté d'elle était couchée une jeune fille qui avait des crises d'hystérie; elle pleurait et riait, riait et pleurait, jour et nuit.

Myriam vivait repliée sur elle-même. Elle écrivait des poèmes en polonais. Malgré son état dépressif et son indifférence à ce qui l'entourait, elle aurait voulu être jolie. Elle savait qu'elle ressemblait à un squelette ambulant et qu'aucun homme ne voudrait d'elle. Elle n'aurait jamais d'enfant, car peut-être n'était-elle pas capable de mettre un enfant au monde.

Plus tard elle rencontra Hanan Yakobowitz. Un jour, alors qu'il travaillait dans une menuiserie, il se coupa deux doigts. Elle le soigna et cela les rapprocha. Il parlait hongrois et elle polonais. Pour eux, la langue de l'Amour était l'allemand, appris à Auschwitz et à Bergen-Belsen. Dans le camp des conseillers venus de Palestine les firent rêver: il était possible de vivre sur une terre libre. Ils reçurent des certificats légaux d'immigration. Elle allait mieux, mais elle avait peur; elle avait soif de renouveau, mais elle éprouvait un profond sentiment d'infériorité. Elle se sentait isolée du reste du monde. Sur le bateau qui les emmenait en Palestine, ils rencontrèrent les conseillers du kibboutz Degania Bet. Ils les trouvèrent gentils, myriam Weinfeld et son ami s'établirent au kiboutz.

Dans la seconde moitié de 1945, quatre-vingt-dix-milles réfugiés d'Europe arrivèrent en Palestine[1].Tous vécurent sous occupation nazie. Certains étaient internés dans des camps de concentration. Pendant les trois années suivantes, ce fut le tour de soixante-milles autres et, lors de la première année de la création de l'État, celui de deux-cents-milles rescapés supplémentaires. À la fin de 1949, près de trois-cents-cinquante milles survivants du génocide vivaient en alors en Israël – environs un israélien sur trois[2]. À l'arrivée, ils connurent de rudes épreuves.

iL faisait très chaud dans les champs de bananiers du kibboutz de la vallée du Jourdain, et la vie y était difficile pour Myriam Weinfeld et Hanan Ykobowitz. Pendant les premières semaines, ils dormirent dehors sous des moustiquaires. La nuit, les hurlements des chacals ramenaient les images de Bergen-Belsen. Pour Myriam, les souvenirs et la nostalgie de son pays étaient plus forts que sa capacité à s'adapter au kibboutz. Quant au kibboutz, il n'encourageait pas une recherche intérieure individuelle; il fallait abandonner son passé et s'intégrer à la collectivité.

Myriam Weinfeld sentait que les jeunes de Degania Bet la fuyaient. Elle ne comprenait pas l'hébreu, mais elle percevait leur arrogance, parfois même leurs moqueries et leur hostilité; leur esprit de clan la heurtait. Les vieux membres se montraient plus accueillants. Ils essayaient d'adopter le jeune couple, mais ne savaient pas comment leur rendre la vie plus douce. Derrière leur gentillesse, elle sentait la culpabilité et la honte. Elle aurait souhaité qu'on la questionne sur son histoire, c'était la seule façon qu'elle avait de tisser un lien quelconque avec son nouveau pays. Mais on ne lui posa aucune question.

Pour beaucoup de rescapés, raconter leur histoire représentait un devoir patriotique. Au cours des premiers mois de l'après-guerre, ils déclarèrent être les derniers juifs vivants, les seuls à savoir ce qui était arrivé à leur communauté. Ils se sentaient investis de l'obligation morale et historique de préserver le souvenir des disparus. Ils exprimaient par là également leur intense besoin de partager cet écrasant fardeau émotionnel. Mais ils découvrirent que les autres ne voulaient pas ou ne pouvaient pas les écouter.

Souvent les histoires qu'ils évoquaient étaient tout simplement incroyables. En 1943, dans les camps des travaux forcés mis en place par les nazis près de la ville de Przemysl, en Pologne, un prisonnier de dix-sept ans, Michaël Goldman, fut convoqué par le commandant du camp Franz Schamnberger. Le commandant se mit à le fouetter et à le battre (le battre avec quoi ?); Goldman s'évanouit. Lorsqu'il revint à lui, le commandant continuait à le battre; il lui avait administré quatre-vingt coups de fouet jusqu'à ce qu'il s'effondre (fait incroyable effectivement, alors qu'on le fouettait et le battait, lui ne pensait qu'à compter les coups de fouet). Il avait le dos déchiqueté, il saignait, mais était vivant. Il survécu et partit s'établir en Israël. Quand il raconta à sa famille ce qui lui était arrivé, on refusa de le croire. On pensait qu'il avait tout imaginé, ou bien qu'il exagérait. Cette incrédulité fut le quatre-vingt-unième coup, déclara Goldman. Cette histoire prit valeur de symbole*.

*Le 81e coup est le titre du célèbre film de Haîm Gouri et Zaco Erlich. Quinze ans après avoir échappé à la mort, un officier de police, Michaël Gilad (Goldman), interroge Adolph Eichmann lors de son procès et assiste à son exécution (plutôt son assassinat, comme plus tard Saddam Hussein). En 1987, la police argentine arrête un vieil Allemand qu'elle recherchait depuis la fin de la guerre: Franz Schamnberger. Il est alors extradé en Allemagne. Gilad devenu haut fonctionnaire de l'Agence juive, apprend par la presse la nouvelle de son arrestation. Il déclare alors: Quel dommage qu'il ait vécu si longtemps[3].

On ne m'a pas cru ! écrivit Yaakov Kurtz, qui arriva en Israël en 1942. On m'interrogea comme si j'étais un criminel qui voulait tromper son monde. Ce fut là le premier malaise que connurent les rescapés dans leur nouveau pays.

Quant à la nouvelle vie de myriam Weinfeld dans le kibboutz, ce fut une impasse, une espèce de piège. Elle épousa son Hana; la cérémonie du mariage se déroula dans une modeste caravane, près du lac de Tibériade. On leur prêta un anneau. Ils reçurent trois cadeaux: une natte, un vase et une bible. Ce n'est pas ainsi que cette jeune fille de la bourgeoisie polonaise avait imaginé son mariage. Qu'aurait dit sa mère ? Après la cérémonie, Myriam et Hanan Yakobowitz traversèrent les champs de bananiers et se rendirent au kibboutz voisin, Beit Zera, où on leur offrit une chambre pour la nuit. Des années plus tard, elle dira qu'elle avait fondé sa famille trop tôt, peut-être même avant de le vouloir vraiment. Mais à cette époque-

là elle n'avait personne à qui demander conseil. Son 1er bébé mourut peu après sa naissance: encore un rappel du traumatisme du camp.

Après leur mariage, ils déménagèrent au kibboutz Genigar. Là non plus elle ne se sentit pas chez elle, mais elle se mit au travail, participa à la vie communautaire, apprit à manier un fusil et monta la garde pendant la guerre d'indépendance. Elle pensait contribuer vraiment à la vie du kibboutz et aussi qu'elle donnait plus qu'elle ne recevait. Des survivants rencontrés en Suède arrivèrent dans le pays après avoir emprunté un bateau de maapilim et passé deux ans à Chypre. Cette expérience commune les avait unis. Myriam et Hanan Yakobowitz se joignirent à eux et fondèrent ensemble le kibboutz Nahsholim, sur la côte méditerranéenne, près du mont Carmel, à l'emplacement de l'ancien village arabe de Tantura. Les deux années pendant lesquelles ils furent séparés du reste du groupe les mettaient un peu à part, mais leur ancienneté dans le pays leur donnait un certain avantage. Hanan Yakobowitz fut nommé trésorier du kibboutz.

Peu après, ils quittèrent le kibboutz Nahsholim. Ils achetèrent un petit appartement à Neve Amal, près de Herzlia – il n'y avait ni portes, ni chambranles de portes, ni volets. Ce n'était plus de nouveaux mariés et ne bénéficiaient donc pas de l'aide de l'État destinée aux nouveaux couples – une cocotte-minute, un balai et tout le reste. Leurs voisins étaient des immigrants du Yemen et d'Iran, d'autres des survivants du génocide; tous de jeunes couples qui luttaient pour vivre. Ils s'aidaient mutuellement. Ils se douchaient dans les maisons voisines équipées d'eau chaude et fabriquaient des meubles avec des caisses à oranges. Ils n'avaient aucun liens avec les vieux pionniers et n'en connaissaient que quelques-uns. Après une série de complications médicales et psychologiques, Ronit naquit. La première réaction de Myriam Yakobowitz fut: elle ressemble à maman. Soudain, la pensée qu'elle était plus âgée que sa mère lorsque celle-ci mourut, la frappa. Ils travaillèrent pour des organisations gouvernementales publiques; elle était infirmière dans le service de santé de la Histadrout; quant à lui, il trouva un emploi dans le service intérieur de sécurité. Une ou deux fois, le gouvernement les envoya à l'étranger; en conformité avec la loi, ils hébraïsèrent leur nom de famille. Aujourd'hui, quarante ans après Bergen-Belsen, Myriam Akiva écrit des livres; ce sont des ouvrages pour la jeunesse, traduits dans différents pays européens, y compris en Allemagne et en Pologne. Elle écrit en hébreu, mais jamais ne perdit son accent polonais. C'est toujours une marginale; une rescapée du génocide[5].

Comme Myriam Akavia, des milliers de survivants du génocide s'établirent dans les villes, les villages et les kibboutzim. Ils servirent dans l'armée, apprirent un métier, travaillèrent, se marièrent, achetèrent des appartements, eurent des enfants, leur parlèrent en hébreu, fidèles à la volonté de vivre qui les avait aidés à traverser la guerre. Beaucoup d'entre eux souhaitaient vraiment être israéliens et adoptèrent la manière de vivre de leur nouveau pays. Des milliers hébraïsèrent leur nom, endossant, comme si cela était possible, une autre identité.

D'une certaine façon, leur rencontre avec Israël fut une stupéfiante réussite. Des personnes qui avaient été comme mortes à Auschwitz, à Bergen-Belsen, à Dachau et dans les autres camps, dans les ghettos et dans les cachettes, revenaient à la vie en Israël. C'est le sens du récit publié dans Maariv au début de l'année 1949. Ce jour-là, Rivka Waxman sortit faire ses achats dans la rue Herzl, à Haïfa. Elle venait d'arriver de Pologne. Près du cinéma Ora, elle remarque soudain un jeune soldat qui sortait de sa Jeep et se dirigeait vers le guichet. Elle se figea sur place. Haïm ? Appela-t-elle. Le soldat se retourna et pendant quelque secondes ils se regardèrent fixement sans en croire leurs yeux. Puis la femme ouvrit les bras, au bord de l'évanouissement, et s'affaissa sur l'épaule du jeune homme. C'était son fils. La dernière fois qu'ils s'étaient vus, huit ans plus tôt, il avait quatorze ans. Jusqu'à ce jour, Rivka Waxman, avait pensé que son Haïm avait été tué pendant le génocide[6]. Comme les Waxman, des milliers de personnes avaient été séparées de leurs proches, dans les ghettos, pendant les déportations, dans les camps de la mort et dans les forêts, et voilà qu'en Israël ils se retrouvaient par hasard, grâce aux avis de recherche que publiaient les journaux, ou encore à travers un bouleversant programme de radio intitulé: Qui sait ? C'étaient tous des immigrants à l'aube d'une nouvelle vie.

Mais lorsqu'ils éprouvaient quelques difficultés à recommencer leur vie, lorsqu'ils restaient attachés à leur ancienne identité, ils entraient en conflit avec leur nouveau pays. On les abordait avec appréhension et on souhaitait les changer. Les dirigeants du pays s'étaient assigné pour tâche de donner aux rescapés une personnalité différente et de les imprégner de valeurs nouvelles. Il faut leur donner l'amour de la patrie, l'éthique du travail et une morale humaine, déclara un dirigeant du Mapai, et un autre ajouta qu'il fallait leur inculquer leurs premières notions de l'existence. Un autre encore affirma, comme s'ils avaient été tous pétris de la même pâte, qu'il était nécessaire de modeler leurs visages. Lors d'une réunion du secrétariat du Mapai, on proclama qu'ils devaient être rééduqués[7]. De tels propos n'eurent pas seulement pour effet de propager des stéréotypes politiques et sociaux négatifs du survivant. Dans le pays, la crainte de se trouver faces aux rescapés, face à leurs infirmités physiques et psychologiques, à leurs souffrances et à leurs peurs, était réelle. Comment pourrons-nous vivre avec eux ? se demandait-on, et ces craintes étaient justifiées. Les survivants du génocide venaient d'un autre monde, et jusqu'à la fin de leur vie ils en resteraient prisonniers.

Quatre mois avant la fin de la guerre, Rozka Korctzak donna une conférence à l'assemblée des membres d'un kibboutz de Hashomer Hatsaïr et relata un incident survenu dans le village de Punar, non loin de Vilna, en Lituanie. Après avoir abattu tous les juifs du village, les nazis brûlèrent les corps sur un bûcher. Parmi les cadavres se trouvait celui d'une femme en-

ceinte. Lorsque les flammes se mirent à chauffer le corps de la jeune femme, le fœtus en fut expulsé et brûla avec sa mère. Korctzak déclara que cette histoire était un symbole: non seulement les déportés mais leurs descendants également avaient été condamnés à l'extermination[8]. De fait, la libération survint trop tard pour beaucoup de survivants du génocide, et ils ne réussirent pas à s'adapter. Des milliers d'entre eux quittèrent Israël, en particulier dans les années cinquante[9]. Un grand nombre nécessitèrent un traitement psychologique, certains pendant des années. Ils n'avaient pas échappé au cauchemar de leur passé.

Ils écrivirent des milliers de livres sur l'autre planète qu'ils avaient quittée et qu'ils n'avaient cependant pas quittée, mais tout ce qu'ils parvenaient à faire, c'était énumérer les atrocités. Elle était la part de leur histoire qui pouvait être racontée. Ils firent silence sur le reste. Elie Wiesel: *Quand bien même vous auriez étudié tous les documents, quand bien même vous auriez écouté tous les témoignages, visité tous les camps et tous les musées et lu tous les journaux intimes, vous ne pourriez pas approcher du portail de la nuit éternelle. C'est cela la tragédie de la mission du survivant. Il doit raconter une histoire qui ne peut pas être racontée. Il doit transmettre un message qui ne peut pas être transmis […] En un sens, l'ennemi a atteint son but puisqu'il a étendu son crime au-delà de toute limite, et qu'il n'y a aucun moyen de franchir ces limites, sauf par la parole; il est impossible de dire toute l'histoire de ce crime*[10].

On posa parfois à Myriam Weinfeld des questions au sujet du numéro bleu tatoué sur son bras. Elle sentit qu'il s'agissait de questions occasionnelles et non d'une réelle volonté d'écouter. Alors elle les éludait. Elle connaissait des personnes qui eurent recours à la chirurgie esthétique pour faire disparaître ce numéro. Ce n'était pas le cas de Myriam, mais, en général, elle le cachait aux étrangers, elle ne le regardait jamais et ne le sut jamais par cœur. Michaël Gilad disait à son fils que c'était son numéro de téléphone au bureau.

Avant de se rendre en Palestine, les survivants récupéraient de leurs épreuves dans les camps pour personnes déplacées; lorsqu'ils arrivaient dans le pays, ce n'était plus ces squelettes ambulants que les armées alliées avaient découverts dans les camps de concentration. Alors qu'ils se trouvaient encore en Europe, ils avaient eu le temps de se ressaisir et de songer à l'avenir. Ils ne souhaitaient rien autant que de revenir à la normalité: Il est difficile de décrire combien ils avaient soif d'une nouvelle vie, commenta l'un des envoyés en Palestine[11]. Mais ils souffraient d'anxiété, de cauchemars, de dépression, de rage et d'apathie; de problème de concentration, de difficultés à entrer en relation avec l'autre, de suspicion à l'égard des étrangers, d'introversion, d'accablante insécurité économique et professionnelle, de grandes frayeurs et d'ambitions grandioses pour leurs enfants.

Ils furent nombreux à les élever dans l'idée que leur propre vie ne valait plus la peine d'être vécue et que désormais, leur seul but était d'assure le bien-être et l'avenir de leurs enfants. Ils furent nombreux à faire peser sur ces derniers le fardeau de leurs souvenirs en leur donnant des noms des membres de leur famille, morts dans le génocide. Ils furent nombreux aussi, peut-être la majorité d'entre eux, à ne pas pouvoir et à ne pas vouloir dire à leurs enfants ce qu'ils avaient vécu; et eux n'osaient rien demander, comme si la réponse était un secret de famille terrible et menaçant. Des angoisses du génocide pouvaient tout d'un coup surgir dans la vie quotidienne, déclenchées par des évènements routiniers à la maison, au travail, ou par des nouvelles relatées dans la presse. Une maladie, la perte d'un emploi ou un incident à la frontière, tout les ramenait là-bas. Des années après la fin de la guerre, pour beaucoup d'entre eux le passé continuait à s'imposer.

Certains devinrent ambitieux et durs, capables de supporter la souffrance et de s'adapter aux crises. D'autres avaient des difficultés à faire face au moindre revers de fortune. De nombreux autres redoutaient toute dépendance, tout échec et toute séparation. Ils étaient souvent malades ou croyaient l'être. Ils ressentaient une violence et une tristesse qui ne trouvaient jamais d'apaisement. Ils avaient honte de ne pas avoir résisté. Ils en voulaient à leurs parents de les avoir abandonnés, ils se sentaient coupables d'avoir survécu aux êtres qu'ils aimaient. Ma conscience me tourmente, déclara un survivant. J'ai abandonné mes enfants en chemin et ils sont tombés entre les mains des Allemands[12]. Ils partageaient tous le même sentiment: la plupart des survivants devaient leur vie au hasard et non au sacrifice de qui que ce fût, pourtant ils se sentaient coupables d'avoir survécu.

Ce sentiment leur convenait psychologiquement et moralement: il permettait de masquer leur impuissance et les autorisait à croire qu'ils eurent le choix et qu'ils choisirent de vivre. Leur sentiment de culpabilité avait aussi un autre effet; il devenait pour les survivants une manière d'allégeance aux valeurs humanistes et une façon de contrer, après coup, la tentative des nazis de les priver de leur humanité[13]. Ceux qui avaient résisté s'en sortaient mieux; ils s'efforçaient de se démarquer des autres survivants et manifestaient même à leur égard, une certaine arrogance. Mais eux aussi se tourmentaient; peut-être auraient-ils pu en faire d'avantage. Lorsque les Allemands entrèrent en Pologne, si nous avions immédiatement pris conscience du danger et avions ag, déclara Tzivia Lubertink, tout aurait pu être différent[14]. En août 1949, le procureur d'État appela à l'attention du ministre de la justice le nombre croissant et préoccupant de nouveaux immigrants, parmi lesquels des survivants du génocide, qui mettaient fin à leurs jours[15].

Comme les rescapés, le pays tout entier vivait dans les affres d'une profonde crise émotionnelle. Des milliers d'immigrants d'avant-guerre avaient perdu des membres de leur famille, eux aussi étaient en deuil. Ils demeuraient en proie au même sentiment de culpabilité que celui qui minait les survivants, comme si ces derniers étaient leurs parents ou leurs frères et

sœurs perdus. Mais beaucoup d'autres leur en voulaient, comme si ceux-ci avaient survécu aux dépends de leurs parents et avaient, par conséquent, une part de responsabilité dans leur mort. Un survivant, Simba Rotel, écrivit: À chaque rencontre, les habitants de ce pays bous demandaient comment nous avions réussi à rester en vie. On nous posait sans cesse cette question et pas toujours avec délicatesse. J'avais le sentiment qu'on me blâmait d'être resté en vivant[16]. C'est ainsi que les victimes de deux traumatismes totalement différents entrèrent en conflit les unes avec les autres.

Les immigrants de la première heure avaient généralement passé quelques jours dans des camps de transit, les immigrants plus tardifs y passèrent des semaines et même des mois; chacun recevait de l'Agence juive colis de première nécessité, et pour commencer sept à dix lires (livres ?), quarante dollars, qui devaient suffire à leurs besoins immédiats dans le camp de transit ou dans une des résidence de l'Agence juive où ils séjournaient en attendant de trouver du travail et un logement. Ils recevaient également deux lits en fer et des matelas. En Israël, les lits de l'Agence étaient devenus un symbole national. Jusqu'à ce qu'ils trouvent à se loger, les immigrants avaient la possibilité de rester chez leurs parents. Mais de tels aménagements s'avéraient difficiles. Les personnes chargées de l'intégration des immigrants se plaignaient du faible nombre d'israéliens qui acceptaient d'accueillir les membres de leur famille qui venaient d'arriver. Certains israéliens recommandaient à leurs parents de ne pas informer l'Agence juive qu'ils avaient de la famille dans le pays, pour éviter que celle-ci ne se décharge de la responsabilité des nouveaux arrivants.

Quelqu'un proposa de lancer une campagne nationale de volontariat, chaque famille accueillerait un immigrant. Ben Gourion découragea cette initiative; il pensait que fort peu de personnes répondraient à cet appel. Plus tard, on discuta d'un projet de loi qui autoriserait la confiscation de chambres pour les immigrants, mais il parut évident que c'était impraticable. Cette loi serait toujours, d'une manière ou d'une autre, contournée[17]. De nombreuse familles vivaient dans une promiscuité qui ne leur permettait pas d'accueillir qui que ce soit.

L'Agence juive et d'autres institutions publiques bâtirent des appartements pour les immigrants, composés d'une pièce et d'une cuisine. Certains appartements étaient sommairement meublés. La construction ne parvenait pas à suivre le rythme de la demande et la pénurie de logements augmentait de mois en mois et d'année en année; il manquait aussi des écoles pour les enfants et des hôpitauw pour les malades.

Cet échec était principalement dû aux manques de crédits de financements. Mais le yishouv avait aussi tendance à dédaigner toute planification, car pendant des siècles, les juifs vécurent sous des lois étrangères. Ils apprirent à agir en dehors des lois, à improviser. C'était l'un des éléments fondamentaux de l'image que le yishouv se faisait de lui-même. Ainsi que l'avait déclaré un dirigeant: Nous n'avons qu'à disperser les immigrants à travers le pays, ils s'intègreront d'une façon ou d'une autre[18]. En outre, le yishouv n'était pas persuadé qu'il viendrait encore en Palestine beaucoup d'immigrants; ils ne s'y étaient pas rendus en foule avant la guerre, et tout indiquait que cet état de chose perdurerait. Pourquoi donc leur construire des logements par anticipation ?

Puis la guerre d'indépendance éclata et des dizaines de milliers de logements furent disponibles. C'est ce que Shaul Avigur appela LE MIRACLE ARABE. Des centaines de milliers d'arabes (c'est-à-dire des non juifs) furent expulsés de chez eux et prirent la fuite. Des villes entières, des centaines de villages se vidèrent de leurs habitants et furent repeuplés en bonne et due forme par les nouveaux venus (juifs). En avril 1949, ces derniers étaient au nombre de cent-milles, la plupart survivants du génocide[19]. Ce fut à la fois un moment dramatique de la guerre et une bataille d'une effrayante banalité pour l'acquisition de maisons et de meubles. Des hommes libres, les indigènes non juifs, partirent en exile comme de misérables réfugiés; et de misérables réfugiés, les juifs, s'emparèrent des maisons des exilés pour commencer leur nouvelle vie d'hommes libres. Les uns perdaient tout ce qu'ils possédaient au moment où d'autres trouvaient ce dont ils avaient besoin –Tables, chaises, armoires, pots, casseroles, plats, parfois des habits, des albums de familles, livres, radios et animaux domestiques. La plupart des immigrants investirent les maisons des expulsés, dans le désordre et l'anarchie et sans autorisation légales. Pendant plusieurs mois le pays fut pris d'une frénésie de prenez tout ce que vous pouvez, premier arrivé, premier servi[20]. Par la suite, les autorités s'efforcèrent d'arrêter le pillage et exercèrent un contrôle sur la répartition du logement, mais c'était en général trop tard. Les immigrants prirent également possession des magasins et des ateliers des expulsés; bientôt certains quartiers arabes commencèrent à ressembler à des villes juives d'avant-guerre, avec des tailleurs, des cordonniers, des droguistes, des métiers juifs traditionnels.

Très vite, cependant, les nouveaux occupants connurent le chômage, la pénurie et la faim. Les quartiers arabes furent endommagés pendant la guerre et les services municipaux communautaires n'avaient pas encore été réparés. L'électricité et l'eau manquaient et les égouts débordaient. Il n'y avait ni téléphone, ni hôpitaux, ni écoles. Les villages étaient mieux organisés. Remettre des villages arabes éloignés entre les mains des juifs répondait à une nécessité stratégique, celle de peupler les zones rurales. Dans les villages, la plupart des maisons abandonnées nécessitaient une restauration car elles furent abimées et spoliées pendant la guerre. Un grand nombre de ces villages étaient très éloignés des agglomérations juives, ne possédaient ni eau courante, ni électricité, ni réseaux de canalisations.

Après la guerre d'indépendance, toutes les maisons arabes furent occupées en quelques mois. Au même moment, l'état des camps des immigrants empirait de jour en jour. Si nous comparons la situation objective – logements, alimentations, vie de

famille – dans les camps de personnes déplacées à celle de nos camps à Pardès Hannah , binyamina ou ailleurs, déclara Giora Yoseftal, directeur du département immigration à l'Agence juive, les conditions étaient meilleures à Bergen-Belsen, parce que trois milles personnes vivaient là dans un camp conçu pour treize-milles personnes, alors que dans nos camps, dix-milles personnes vivent dans un espace conçu pour huit-milles[21]. Au moment où il écrivit ces mots, vingt-deux milles immigrants résidaient dans des camps de transit. Quelques mois plus tard, ils étaient cent milles et la moitié étaient des survivants. Des années après, on associa la dureté de la vie dans les camps de transit aux conditions d'intégration des immigrants du monde islamique. En réalité, les débuts dans le pays furent également très difficiles pour les survivants du génocide. Ils bénéficièrent ici et là d'un traitement de faveur, mais ils étaient passés par les mêmes étapes: l'humiliante désinfection au DDT, l'intolérable promiscuité, le manque de nourriture, les couvertures puantes, les maisons sans portes et parfois les latrines sans séparation. Il n'était pas étonnant que l'avenir leur ait paru sombre et incertain.

Les membres de l'Agence juive, de la Histadrout et du Mapai s'en voulaient de n'avoir pas pu résoudre le problème du logement des immigrants. Les mois passaient et ils se sentaient en proie à un sentiment d'échec et de désespoir. Ils décrivaient la situation dans les camps comme un crime, une catastrophe et l'horreur même ; ils se plaignaient, à juste titre, que les dirigeants du parti, Ben Gourion en tête, n'aient pas fait du bien-être des immigrants une priorité.

B. Gourion répondit que, malheureusement, il n'avait pas le temps de s'occuper de l'intégration des immigrants. On peut vivre pendant des années sous des tentes, déclara-t-il (déclaration reprise par Berlusconi en 2009). Celui qui ne veut pas vivre sous une tente ne doit pas venir ici[22].

Les dossiers du département d'immigrations de l'Agence juive, de la Histadrout, des municipalités, du Mapai et des autres partis politiques regorgent de rapports sur la misère des immigrants. Dans les formulaires remplis et les lettres rédigées pour aider certains rescapés, les fonctionnaires avaient noté certains éléments de leur biographie. Ils avaient souvent consigné le nom du camp de concentration où ils furent internés, comme si c'était leur pays d'origine. Ce qu'ils subirent au cours du génocide était une raison suffisante pour qu'on leur prête assistance, affirmaient les lettres. Mais, en bon bureaucrates, les fonctionnaires étaient respectueux de la procédure administrative et ils estimaient que les rescapés en demandaient trop. Ils veulent que le yishouv leur rende les conditions de vie et le statut social qui étaient les leurs avant l'arrivée des nazis, se plaignit un journaliste de Haaretz. Il pensait que c'était une exigence tout à fait déraisonnable[23].

Régina Hitter, une immigrante de Bergen-Belsen, avait trente-et-un ans quand elle arriva en Palestine en septembre 1945. Elle était veuve et mère d'une fille. On l'envoya à Beit Hahaloutzot, une pension pour femmes immigrées à Haïfa. Génia Shvadron, la directrice de la pension, écrivit une lettre au département pour l'immigration de l'Agence juive à Haïfa qui en transmit une copie à son bureau central à Jérusalem. La femme dont le nom est mentionné ci-dessus souhaiterait vivement apprendre un métier; elle précisa: la fabrication de guirlandes. Régina Hitter avait commencé l'apprentissage de ce métier en Belgique, après sa libération de Bergen-Belsen. Le bureau de la WIZO, l'organisation internationale des femmes sionistes à Tel Aviv, lui avait accordé une bourse de quarante lires [ou livres ?] (160 dollars]. Maintenant, elle avait besoin de cinquante Lires (?) supplémentaires pour vivre pendant les quatre mois de cours. La Histadrout lui accorda vingt lires(?). Beit Hahaloutzot faisait en son nom une demande de bourse de trente lires, (?) pour lui permettre de terminer sa formation et de vivre honorablement. La première demande du département de l'immigration à Haïfa fut adressée au bureau centrale à la requête de Régina Hitter, le onze novembre 1945.Elle porte un tampon officiel, le N° 6253, et appartient au dossierE-914. À Jérusalem, la lettre reçut le N°218/28098. Trpois semaines passèrent, Jérusalem envoya un questionnaire à Haïfa. Haïfa le remplit et le renvoya à Jérusalem qui demanda un complément d'information sur la situation de la femme: Qui avait la charge de sa fille ? Qui assurait ses besoins ? Haïfa répondit: Régina avait reçu 22,5 lires (?) et sa fille était en garde de jour. Jérusalem vérifia l'information et découvrit dans ses dossiers que Mme Régina Fertig-Hitter était censée recevoir dix lires pour elle-même et dix autres pour sa fille. Quatre autres semaines passèrent. La camarade Régina a-t-elle reçu cette somme en avance ? En tout cas, Jérusalem décida qu'on lui concèderait dix lires supplémentaires, déclara que cela lui serait d'une grande aide et que par conséquent la question était réglée. Entretemps, le N° officiel attribué à cette affaire passa à 7 142/5/405/914. L'histoire prit fin ainsi: Régina Hitter de Bergen-Belsen fut l'une des dizaines de milliers d'immigrants qui réussirent à faire leur place dans une des villes du pays. Golda Meïr déclara à leur sujet qu'ils avaient disparus. Personne ne les remarquaient, personne ne savait ce qu'ils faisaient[24]. Nous ne saurons jamais si Régina Fertig-Hitter réussit à obtenir le reste de la somme dont elle avait besoin et si elle trouva son bonheur dans la fabrication de guirlandes en Israël. Peut-être que oui25.

Une partie de l'assistance aux immigrants, comme l'éducation, les soins médicaux et le logement étaient accordés sur base de leur affiliation à un parti politique. Chaque parti avait mis en place une commission spéciale chargée de l'immigration. Le Mapai, qui contrôlait les rouages de l'intégration, pouvait espérer en tirer le plus grand profit, mais il risquait également les plus grands préjudices. Le débat au sein du conseil du Mapai montrait une grande préoccupation pour l'avenir du parti, mais aussi un sens aigu des responsabilités nationales. Il est remarquable qu'aucune distinction n'ait été faite entre ces deux aspects. Selon moi, écrivit le directeur du camp de l'immigration de Bné Brak au chef de la division de l'immigration du Mapai, tout directeur de camp, concerné par le bien-être du pays et du parti, doit se faire un devoir d'adoucir la dureté de la situation des immigrants et d'améliorer, dans la mesure du possible, leurs conditions de logement. Cela augmentera

nécessairement la sympathie du public à l'égard du parti et du gouvernement, qui sont responsables de tout ce qui est accompli dans le pays. Apparemment, le directeur du camp de Bné Brak se demandait sérieusement s'il fallait accorder un traitement de faveur aux membres du parti, puisque c'est en cela que consiste notre travail et pour cela que nous sommes ici, ou bien s'il fallait éviter tout favoritisme parce que cela pourrait causer préjudice au parti[26].

C'était une tâche impossible. En période de pénurie, confier la charge des immigrants à des personnes qui se considéraient exclusivement comme en mission commandée par leur parti ne pouvait conduire qu'à des traitements de faveur et à des discriminations, c'est-à-dire à la *protectsia*, selon le terme utilisé. Dans les archives du parti travailliste se trouve un dossier contenant des dizaines de brèves correspondances entre fonctionnaires du Mapai; c'étaient des demandes d'aide pour les nôtres. On appelait cela des notes de services[27].

Parfois, le passé de victime du génocide du protégé était cité: Le porteur de cette lettre, le camarade Aharon Rutzik (Kamelnitzki), dirigeant et combattant du ghetto de Varsovie, fait une demande relative à son logement et mérite assistance[28]. La plupart de ces notes était envoyées à un comité spécial de l'Agence juive, le comité des militants. Veuillez accorder un appartement au camarade Baruch Vinograd de Pologne. La personne susmentionnée est un militant de notre parti; il fut récemment membre du comité central de notre parti en Pologne. Les militants des partis sionistes à l'extérieur du pays jouissaient de privilèges spéciaux. Il était parfois suffisant de compter parmi les vétérans du parti, pour avoir son dossier adressé directement au comité des vétérans de l'Agence juive: Veillez accorder un appartement dans la zone de Tel Aviv au camarade Shmuel Brenner, vétéran de notre parti en Pologne. Cette note était la 1 715e de ce type figurant dans le dossier[29]*.

*Il est pratiquement impossible de déterminer précisément quels furent les parti qui en fin de compte bénéficièrent du soutien des immigrants. L'analyse d'un échantillon des résultats des élections n'autorise aucune conclusion. Deux-cents milles électeurs participaient en 1944 aux élections de l'assemblée des représentants. Le Mapai obtint 36% des voix. Aux élections pour la première Knesset en 1949, on compta plus de quatre-cents milles électeurs; à nouveau, le Mapai réunit 36% des voix. Près de sept-cents milles électeurs participèrent aux élections de la deuxième Knesset en 1959; le Mapai obtint 37% des voix. Les autres groupes politiques avaient eux aussi conservé plus ou moins leur pourcentage respectif. La plupart des nouveaux électeurs étaient des immigrants venus d'Europe, des survivants du génocide. Il semblerait par conséquent qu'ils aient voté suivant les mêmes lignes politiques que le reste de la population[30].

Le douze octobre 1932, une petite foule de juifs allemands se rassembla sur le quai de la gare Anhalter à Berlin. Ils étaient venus faire leurs adieux à douze jeune gens qui partaient pour le camp de jeunesse de Ben Shemen en Palestine. Tout le monde était très ému; les parents pleuraient. L'un des dirigeants de la communauté juive se tourna vers la femme qui avait organisé la campagne auprès des jeunes et lui dit: Frau Freier, c'est un moment historique. Dix semaines plus tard, les nazis prenaient le pouvoir. Ces jeunes gens pourraient dire à postériori que Frau Freier leur avait sauvé la vie[31]. Au moment où la guerre éclata, l'organisation qu'elle avait mise en place avait déjà aidé cinq-milles jeunes gens et enfants à quitter l'Allemagne. Pendant la guerre, près de dix milles autres avaient réussi à partir, et entre la fin de la guerre et la fondation d'Israël, quinze milles autres, un total de trente milles personnes[32].

Cela se passait dans le cadre du programme aliyat Hanoar, ou Aliya des jeunes (aliya = immigration). La majorité des enfants arrivaient sans leurs parents. Beaucoup étaient orphelins. Recha Freier, une épouse de rabbin qui s'intéressait à la musique et au folklore, donna à cette opération une dimension mystique. Elle aimait à dire que les premiers adolescents venus solliciter son aide lui avaient été envoyés, comme si c'était un fit du destin. Elle alliait un mélange singulier de romantisme humaniste, de vision mystique, de détermination et de sens de l'organisation; elle était efficace, fragile, presque transparente, mais aussi solide qu'un roc.

Dans ses souvenirs elle écrit: Une nuit, je fus traversée par une idée simple et claire, la solution au problème était: les enfants doivent se rendre en Palestine dans les colonies du mouvement travailliste où l'on pourrait les former et les préparer à la vie[33].

Cependant, la première mission de l'Aliya Hanor consista en une opération de sauvetage; les enfants et les adolescents n'étaient pas envoyés exclusivement en Palestine, mais aussi dans des pays refuges en Europe. Son programme voulait éviter toute action illégale et veiller à obtenir des certificats d'immigration pour les jeunes gens qu'elle emmenait en Palestine. Elle investissait beaucoup dans l'éducation, particulièrement dans l'enseignement professionnel, s'opposant ainsi à la formation agricole préconisée par les dirigeants sionistes socialistes. Certains membres de la direction de l'Aliya Hanoar avaient été élevés dans l'esprit libéral du judaïsme allemand, c'était des yekkes, qui étaient restés eux-mêmes en marge de la culture du yishouv. Les dossiers des archives de l'organisation expriment une compassion, une sincérité plutôt bourgeoise et le souci du bien-être non seulement des kibboutzim, mais également des individus.

Les fonctionnaires de l'Aliya Hanoar connaissaient personnellement tous les jeunes gens et l'histoire de chacun. Ce garçon reçut tout ce dont il avait besoin, écrivit un fonctionnaire à l'un de ses collègues, mais nous avons découvert qu'il lui fallait impérativement une paire de sandales supplémentaire et cela pour deux raisons: premièrement, ses vieilles chaussures sont trop petites et lui blessent les pieds; secundo, pour des raisons de santé, il transpire beaucoup[34]. Un autre dossier commence de la même façon: Nous avons envoyé un colis à Moshé. Le colis contient un imperméable et des bottes. Les

bottes sont trop petites pour lui, mais nous ne disposons pas d'autre taille, vous pouvez donc les échanger dans un magasin pour une plus grande taille.. Nous nous engageons à payer la différence[35].

Souvent, l'Aliya Hanoar continuait à suivre les enfants pendant des années après qu'ils aient cessé d'être à sa charge. Après avoir suivi le programme de l'Aliya, l'un des garçons s'enrôla dans l'armée. En 1952, il déserta, fut arrêté et comparut devant une cour martiale. L'Aliya Hanoar écrivit à son général que le comportement de ce garçon était typique d'un survivant du génocide. La lettre disait qu'en dépit de ce qui était écrit sur sa carte d'identité, on ne pouvait pas connaître son nom avec certitude, ni quel était son âge. Peut-être n'était-il pas encore en âge de servir dans l'armée. Il ne sait pratiquement rien sur lui-même. Il n'a ni parents ni protecteurs sur cette terre, écrivit le directeur du programme au général. Vous devez veiller à ce que ce fruit du génocide ne soit pas écrasé par la meule de la vie. L'armée accéda à la requête; le déserteur fut transféré dans une autre unité[36].

Par la suite, l'Aliya Hanoar devint une division de l'Agence juive. Recha Freier fut évincée du projet dont elle avait eu l'initiative, remplacée par Henrietta Szold. Avec le temps, l'organisation s'intéressa de moins en moins au bien-être individuel de chaque enfant et mis l'accent sur la réalisation du projet sioniste. Un membre demanda que tous adhèrent à une démarche d'unification nationale, alléguant que la mission de l'Aliya Hanoar n'était pas une opération de sauvetage. Nous ne sommes pas exclusivement motivés par des considérations d'ordre humanitaires, déclara-t-il, comme s'il s'agissait de considérations de bas-étage. Le but de l'Aliya Hanoar, affirma l'un de ses dirigeants, consiste à donner aux jeunes une formation agricole plutôt qu'à prendre soin de ceux qui refusent de s'adapter[37]. Six enfants sur sept étaient envoyés dans des kibboutzim. Les petits enfants allaient à l'école. À partir de l'âge de quinze ans et demi, les plus jeunes travaillaient à mi-temps et étudiaient pendant quatre heures. Un grand nombre d'entre eux eurent du mal à s'adapter au travail, ils étaient tout simplement trop faibles.

Les kibboutzim essayèrent d'aider les enfants du génocide de la seule manière qu'ils connaissaient: effacer le passé, faire disparaître leurs différences et les rendre meilleurs; en faire des Israéliens. On leur enseignait l'hébreu, on leur parlait du sionisme et du socialisme, on les emmenait en promenade et on organisait des jeux. Un conseiller du nom de Tzvi consigna ses premières impressions dans son journal: Les enfants sont pleins de haine pour la Russie, le drapeau rouge et le socialisme. Ils ne veulent pas entendre parler du kibboutz parce que cela leur rappelle le kolkhoze. Il se fixa alors une mission: leur faire aimer le kibboutz. Le problème nota-t-il, c'est que les enfants ne pensent pas comme il faut en ce qui concerne les relations entre les individus et la société. Le monde d'où ils viennent ne les a pas préparés à une vie en société. Au contraire, on leur avait inculqué des valeurs individualistes. Entre-temps, Tzvi rencontra un problème qu'il eut du mal à résoudre. Les enfants se méfiaient de leur environnement. Ils ne voulaient pas travailler. Ils se volaient mutuellement de la nourriture et la cachait sous leur matelas. Le conseiller les traita de corrompus. Tous demandaient des lunettes de soleil; peut-être souffraient-ils de ce qu'Aharon définira plus tard comme *brûlure de la lumière*. Le conseiller considéra que cela faisait partie de leurs bizarreries. Beaucoup d'entre eux étaient constamment en attente de nouvelles de leurs familles, et quand elles n'arrivaient pas, ils se mettaient à crier. Nombreux étaient ceux qui avaient des crises d'hystérie. Dans son journal, Tzvi écrivit: C'est insoutenable! La distribution de vêtements est toujours un problème. Ils veulent de beaux habits tout neufs et des chaussures exactement à leur taille. Les enfants du kibboutz ne nous ont pas habitués à de telles exigences[38].

Un autre conseiller nota: Les enfants étaient petits pour leur âge, indépendants, prématurément adultes, égoïstes et associaux[39]. Ils portaient en eux toute l'horreur de leur passé et l'avaient imposée au kibboutz. Une conseillère décrivit un jeu bouleversant organisé par des fillettes de quatorze ans. Elles avaient creusé une petite tombe, l'avaient décorée de fleurs et y enterrèrent une poupée[40].

Neuf enfants sur dix avaient fui leurs maisons, le plus souvent avec leurs parents. Au cours de leur errance, six sur dix perdirent tout contact avec au moins l'un des parents. Neuf sur dix virent leurs parents, frères et sœurs, battus ou torturés. La moitié au moins d'entre eux, savaient que leurs parent étaient morts. Certains virent leurs parents, frères et sœurs mourir de maladie, de faim ou de froid. Ils virent leur famille battue à mort, brûlée ou noyée dans les rivières. Le quart des enfants de l'Aliya Hanoar avaient été dans des camps de concentration; beaucoup d'entre eux furent recueillis par des étrangers, certains furent maltraités et beaucoup étaient seuls au monde. Des années plus tard, lorsqu'on leur demanda comment se passa leur enfance avant le génocide, 80% d'entre eux affirmèrent qu'elle fut heureuse. Ils avaient grandi dans des maisons bourgeoises, leurs parents étaient commerçants ou membres de professions libérales. À la maison ils parlaient la langue du pays; seule une poignée d'entre eux savaient l'hébreu. Huit sur dix avaient entre sept et dix-sept ans quand ils arrivèrent en Palestine, plus de la moitié avaient entre douze et dix-sept ans[41]. Leurs dossiers renvoient une image mélancolique et dépressive, et font état de problèmes relationnels, de solitudes, de difficultés d'apprentissage, de cauchemars, d'anxiété, de bégaiement, d'incontinence nocturne, d'ongles rongés de mauvais traitements infligés à des chatons et d'autres signes d'angoisse.

Plusieurs enfants furent envoyés à Jérusalem dans un institut spécialisé pour un diagnostic médical. Certains membres de cet institut venaient des Etats-Unis et ne connaissaient que l'anglais, certains ne savaient que l'allemand. Tous étaient freudiens orthodoxes. Ils diagnostiquèrent des complexes d'Œdipe, des complexes d'infériorité, des egos faibles, de

l'homosexualité latente, et tout à l'avenant. Les rapports étaient souvent impressionnistes: c'est un timbel (entêté) et il ressemble à un ours en peluche, écrivirent-ils au sujet d'un des garçons; et au sujet d'un autre, ils notèrent qu'il accompli toutes sortes de tours sadiques, qu'il avait une bonne nature mais un peu triste, comme Leny dans *Des souris et des hommes*. On a dit d'un enfant qu'il était trop attaché à sa mère, morte pendant la guerre. Pour un autre, on utilisa le terme dérangé, parce qu'il parlait trop souvent le polonais[42]. On diagnostiqua chez un enfant une grande incapacité à écouter, puis on nota, à l'occasion, que l'on n'avait même pas réussit à lui parler parce que malheureusement, il ne savait que le hongrois[43].

Les conseillers du kibboutz, qui n'avaient aucune formation dans ce domaine, décrivaient souvent les enfants dont ils avaient la charge comme des êtres dérangés et attardés, aux comportements étranges et différents. Dans l'un des cas il s'agissait d'un garçon qui ne s'intéressait ni à l'agriculture ni aux animaux. Un autre garçon fut qualifié de type Hystérique: Yosef a des exigences excessives concernant son mode de vie, qu'il met en opposition avec une existence confortable dans la maison de ses parents. On désigna un groupe de jeunes gens venus d'Allemagne, tous nés en 1934, comme les Allemands: Y a-t-il un espoir d'éduquer ces jeunes, imprégnés d'éducation nazie[44]. Un autre conseiller décrivit l'enfant type en usant d'une espèce de parodie: ses yeux refusent de voir, ses oreilles, d'entendre et d'apprendre. Il n'accepte pas la main tendue pour l'aider ni l'amitié qu'on lui offre. Il arrive les dents serrées, le cœur verrouillé, les yeux fixés au sol, il se balance avec obstination et manifeste un certain cynisme vis-à-vis de ce qui nous est sacré, et même de notre main tendue. Ni l'amour ni la beauté ne suscitent son intérêt, ni le prophète Amos, ni les paysages du pays[45].

La rencontre entre les enfants du génocide et leurs conseillers israéliens fut décrite une guerre tous azimuts entre l'ancien et le nouveau, une bataille mythique entre les fils de la lumière et les fils des ténèbres. L'issue souhaitée étant la formation d'une nouvelle personnalité juive pionnière, à partir d'un élément de chaos, de défiguration et de castration spirituelle et physique. La lutte était menée pour un changement total des valeurs : Casser les habitudes, les idées et les normes morales d'êtres égoïstes et infirmes et les remplacer par des valeurs positives[46]. En général, les nouveaux arrivants ne vivaient pas avec les enfants du kibboutz. Et lorsqu'ils avaient des difficultés à changer et à s'adapter – ou bien ne le voulaient pas - leur caractère était décrit comme déviant, régressif et ingrat. S'ils critiquaient le cadre éducatif du kibboutz lui-même, on les traitait de nihilistes ou de relativistes[47].

Les dossiers de l'Aliya Hanoar révélèrent aussi qu'il n'y avait aucun rapport entre les aspirations de ces jeunes et les besoins du kibboutz. Ils souhaitaient étudier, le kibboutz voulait qu'ils travaillent la terre et craignait que, s'ils acquéraient un métier, ils ne partent pour la ville.

Un jour, trois garçons demandèrent leur mutation de l'école d'agriculture d'Ayanot vers une école professionnelle. Nous sommes jeunes écrivirent-ils. Il n'y a personne pour nous aider et vous êtes les seuls à pouvoir le faire; parce que nous n'avons pas d'autre recours ni personne sur qui nous appuyer. Nous nous tournons vers vous, nos parents sont restés dans les camps de Transnitrie, et vous, vous pouvez remplacer nos parents.

Au bureau central de l'organisation, on trouva un relent de mutinerie. Nous n'avons bien sûr aucune intention de répondre favorablement à leur requête, surtout depuis qu'elle prit la forme d'une demande collective, écrivit un fonctionnaire à l'un de ses collègues auquel il demandait l'avis de l'école d'agriculture. Ces garçons sont des fauteurs de troubles obstinés, répondit le kibboutz; ils fument. Entre-temps, ils furent convoqués pour une explication, au terme de laquelle ils admirent s'être égarés en demandant d'apprendre un métier. Pour plus de sûreté, Ayanot suggéra qu'ils soient séparés. Deux d'entre eux furent transférés dans un autre kibboutz[48].

Un incident similaire eut lieu à Guivat Haïm. Deux garçons demandèrent leur transfert à Kfar Vitkin, pour étudier le travail du métal à l'école professionnelle de l'ORT. IL se trouvait que d'autres adolescents avaient également déposé une demande d'admission et qu'il était impossible de les satisfaire tous. Mais le rejet de leur demande fut également motivé, comme on pouvait le prévoir, par des raisons idéologiques, car le système scolaire de l'oRT onnait la possibilité aux jeunes de quitter le kibboutz et de gagner leur vie comme artisans en ville. Un fonctionnaire commenta:

> Il existe dans le yishouv des tendances qui commencent à semer des doutes sur la primauté du principe de l'enseignement agricole et collectiviste…Lorsqu'un jeune est éduqué par le mouvement de l'Aliya Hanoar, il apprend nécessairement à couper les ponts. Jusqu'à présent nous leur avons enseigné comment couper les ponts avec le milieu social qui considère qu'une formation professionnelle leur est ouverte et qu'elle peut les exempter de s'adapter à […] la vie rurale, ils ne feront plus aucun effort […] et il n'y aura plus de révolution morale possible […] Ils penseront pouvoir devenir de bons citoyens en pratiquant un métier et ils s'en contenteront. Mais alors, me semble-t-il, nous cesserons d'être ce que nous sommes[49].

Quarante ans plus tard, la plupart des diplômés du programme de l'Aliya Hanoar témoignèrent de leur satisfaction. Ils chantèrent les louanges de leurs professeurs et de leurs conseillers; beaucoup avaient gardé le contact avec eux. Ils déclarèrent que l'enseignement qu'ils reçurent leur inculqua une vision du monde d'Israéliens et un sentiment d'appartenance à un pays. Les statistiques comparatives montrent que, contrairement à ce que l'on a pu constater chez un autre échantillon de la population, ils furent peu nombreux à faire carrière dans l'armée ou à s'y porter volontaire après la fin de la période de service militaire obligatoire. Un faible nombre d'administrateur et de diplômés d'université sortirent de leurs rangs, mais les statistiques indiquent une grande stabilité de vie; ils n'ont que rarement changé d'adresse ou d'emploi. Neuf sur

dix déclarèrent que leur mariage était une réussite. Leurs enfants vivaient en général auprès d'eux et maintenaient des liens avec leurs parents[50]. Leur vie était un grand drame humain. Un garçon qui fut jeté dans le Danube avec son père qui s'y noya, devint ingénieur dans une usine de Galilée. Le garçon que l'on avait décrit comme un être asocial et que l'on voulait renvoyer du programme de l'Alyia, atteignit le grade de lieutenant-colonel dans l'armée. Celui dont le dossier contient la remarque suivante : Il donne l'impression d'être retardé, dirige une école. C'était cela, le rêve israélien[51].

La capacité et la volonté des kibboutzim d'intégrer les rescapés étaient conditionnées à la capacité et à la volonté de changement de ces jeunes. S'ils voulaient rester ce qu'ils étaient, ils n'avaient qu'à chercher une société plus ouverte et plus tolérante. Le cadre du kibboutz exigeait de chacun qu'il s'adaptât à un seul et unique système de valeurs, de norme et de sensibilités; et il ne pouvait pas s'adapter aux besoins de chaque individu ou répondre à ses angoisses. L'élitisme idéologique et social des membres du kibboutz les conduisit à sacrifier leur confort personnel et leurs propres biens pour aider les immigrés. Mais cela les mena à exiger à leur tour des immigrés qu'ils sacrifient leur passé diasporique, qu'ils y renoncent presque et reconnaissent la supériorité du mode de vie du kibboutz.

Pour pouvoir se développer et se remettre à flot, économiquement et politiquement, les kibboutzim avaient besoin de nouveaux membres. Afin d'en acquérir, ils luttèrent pour avoir le droit d'intégrer des immigrés. Ils les enlevaient même à d'autres kibboutzim. Le kibboutz Givat Brenner se plaignit auprès de la Histadrout que, dans un camps pour immigrés, on répandit des rumeurs atroces à son encontre, et qu'un groupe d'immigrés que Givat Brenner souhaitait accueillir fut capturé par le kibboutz Degania[52]. Les dirigeants du Mapai déclarèrent que le renforcement des mouvements du kibboutz était le désir le plus profond du parti et exprimèrent leur inquiétude devant le faible nombre d'immigrés qui rejoignaient les kibboutzim[53]. Le drame pour cette vague d'immigration, est de n'avoir pas été à l'origine de ce mouvement d'implantation, déclara l'un d'eux. Ils débattirent souvent pour savoir comment encourager les immigrés à rejoindre les kibboutzim. Nous avons conscience que cette vague d'immigration ne manifeste pas la (bonne) attitude à l'égard des implantations rurales, déclara un membre de kibboutz. Ici nous nous adressons au cœur de l'immigré, lorsque nous lui montrons l'évidence des faits, et s'il souhaite vraiment s'assimiler dans le pays et y prendre une part active, il parviendra à la conclusion que son installation dans une implantation rurale est impérative. Ce n'est pas suffisant, déclara Shmuel Dayan, proposant d'obliger les immigrés à se rendre dans des implantations agricoles. Qu'y a-t-il de si terrible à cela ? demanda le père de Moshé Dayan ? Après tout, nous ne les envoyons pas en Sibérie. Le département de l'immigration de la Histadrout proposa de mettre en place toutes sorte de ruses administratives pour rendre difficile aux immigrés leur départ des kibboutzim[54].

En 1949, Ben Gourion caressa l'idée d'envoyer les immigrés travailler au sein de de programmes de développements, encadrés par une autorité militaire ou paramilitaire afin de leur donner une formation professionnelle, la maitrise de l'hébreu, une discipline civique, et de pouvoir éliminer le matériel démoralisant. Il s'agissait aussi de créer des cellules sociales destinées aux implantations agricoles. Ce projet, jamais mis en œuvre, fut pourtant souvent débattu. Interrogés en 1949, huit Israéliens sur dix déclarèrent que la concentration des immigrés dans les villes mettait en danger la structure économique et sociale du pays ; neuf sur dix d'entre eux suggérèrent que les immigrés soient dirigés vers des implantations agricoles et un peu plus de la moitié déclara que l'on devait les forcer à s'y établir[55*].

*Note du copiste: En Russie, ce même genre de tentatives infructueuses sous les différents gouvernements tzaristes, furent refusées, voir combattues et politiquement taxées d'Antisémitisme. Voir : Alexandre Soljenitsyne: Deux siècles ensemble.

Le refus des immigrants de devenir des agriculteurs était souvent critiqué. À la ville, à la ville, railla Haaretz. Là où les lumières des cafés nous invitent, et où de mille feux brillent les affiches de cinéma. Le journal affirma que les immigrés ne prenaient pas au sérieux les obligations auxquelles ils s'étaient engagés avant leur immigration et les accusa de ne pas prendre de responsabilité personnelle dans le projet sioniste[56]. Cependant, à cette époque, plus de 90% des Israéliens vivaient dans les villes.

Les kibboutzim se considéraient comme l'élite sociale d'Israël et du sionisme, et comme leur avant-garde idéologique. Ils assuraient le logement, les repas, l'habillement et parfois les dépenses de voyage et les soins médicaux des nouveaux membres. À cette époque, l'économie des kibboutzim n'était pas au pinacle, comme elle le deviendrait dans la génération suivante, et les immigrés représentaient souvent un fardeau. À E in Harod, certains membres se portèrent volontaires pour prendre soin des immigrés après les heures de travail, d'autres adoptèrent des enfants pendant plusieurs mois. À Shaar Haamakim, les membres offrirent leurs chambres aux immigrés et dormirent à la belle étoile, jusqu'à ce que l'Agence juive leur envoie des tentes. Les membres des kiboutzim citaient souvent le devoir qu'ils s'étaient imposé: Nous avons consenti des sacrifices pour pouvoir intégrer ces immigrés et nous sommes prêts à continuer à en faire[57].

Les lettres qu'envoient les kibboutzim au centre d'immigration de la Histadrout et au département de l'immigration de l'Agence juive évoquaient les difficultés pratiques que suscitait l'intégration des nouveaux venus. Les kibboutzim se plaignaient du fait que ces institutions ne les aidaient pas suffisamment. Notre communauté n'a pas la capacité de subvenir à l'ensemble des besoins d'un immigré qui manque de tout afin qu'il puisse se sentir à son aise et que son intégration soit une réussite, écrivit le kibboutz Ayelet Hashahar, à l'Agence juive. L'intégration de quarante-deux immigrés de Roumanie

eut raison de la patience du kibboutz Elon: Cela souleva beaucoup d questions difficiles que nous ne pouvons pas résoudre nous-mêmes […] Ces gens n'ont rien. Pa même le minimum. Dès le premier jour, nous devons les équiper en vêtements et en chaussures, leur proposer un logement. Nous n'avons reçu aucune aide de votre part, (deux lires et demi – dix dollars) par personne. La plupart de ces personnes sont trop épuisées et trop faibles après les épreuves douloureuses qu'elles ont subies dans l'enfer nazi pour être à même de travailler. Nous avons dû prendre soin d'elles et les laisser se reposer. Parmi elles se trouvent des invalides chroniques dans l'incapacité de travailler et nécessitant des soins spéciaux. Nous sommes constamment aux prises avec ce problème qui dépasse le rôle qui nous fut assigné; notre endurance a des limites. Nous sommes une communauté montagnarde, pas encore tout à fait solide, et le fardeau qui nous échoit est trop lourd à porter […] Malgré notre compréhension et notre volonté d'intégrer des immigrés, nous n'y parvenons pas. L'hiver arrive. Sous notre rude climat, nous devrons fournir à ces personnes des vêtements chauds et des lits; sinon ils ne feront pas long feu. Comment parviendrons-nous à faire cela tout seuls ?

Des reçus faisant état de dépenses médicales pour les immigrés étaient joints à la lettre[58].

Le conflit était essentiellement financier. Les kibboutzim réclamaient une augmentation de l'allocation qu'ils recevaient pour chaque immigré. Ils demandaient l'autorisation de garder les colis de première nécessité qui était offert à chaque immigré, y compris le lit de l'agence, même lorsque le nouveau venu ne restait pas au kibboutz. En outre, se plaignaient-ils, personne ne se préoccupait des immigrés après leur arrivée au kibboutz, comme s'il suffisait de les avoir placés quelque part. Les kibboutzim, devaient les maintenir en bonne santé, leur apprendre l'hébreu, les faire participer à la vie communautaire et les aider à dépasser le traumatisme du génocide. Les kibboutzim affirmaient qu'ils ne pouvaient assurer cette tâche.

Les kibboutzim étaient de petites communautés insulaires, la vie s'y déroulait en vase clos. Les membres ne pouvaient ni ne voulaient accepter n'importe qui. Le kibboutz Afikim refusa Yehudit Kahane, une immigrée de Bergen-Belsen, parce qu'elle avait besoin d'un traitement spécial. Le kibboutz Usha en fit une question de principe: il informa la Histadrout qu'il renverrait sur le champ toute personne qui lui serait envoyée sans son consentement. La Histadrout répondit que dans certains cas, elle s'autorisait à envoyer temporairement des immigrants dans un kibboutz, fondé sur un principe d'entraide et d'assistance pour l'intégration des immigrés, gronda la Histadrout. Mais Usha eut le dernier mot: Nous savons que vous n'avez envoyé personne dans le kibboutz voisin, tout au plus une poignée de gens, à peine une vingtaine. Vous n'avez aucun droit de nous faire la leçon[59]. Ce n'était une simple question d'argent ou d'autorité, mais une bataille pour la qualité du matériel humain. Les kibboutzim et les autres implantations agricoles refusaient les malades, les cas sociaux, les petits enfants ou les vieillards. Malka Shlein, de l'implantation rurale de kfar Kish, se plaignit que le centre pour l'immigration leur avait envoyé des quinquagénaires, au bord de la vieillesse. Elle expliqua que sa communauté ne pouvait pas les accueillir parce que ses membres souhaitaient l'arrivée de personnes de leur âge, entre vingt-huit et trente ans environ, qui pouvaient s'intégrer à leur communauté et qui la renforceraient. Le but de Kfar Kish n'était pas de créer une maison de retraite, écrivit-elle[60]. Cependant ce phénomène n'était pas limité aux seuls kiboutzim et autres établissements agricoles; un jour, Lévi Eshkol justifia la politique de l'immigration sélective par ces mots: Israël ne peut pas intégrer tous les juifs fous du monde[61].

Certains survivants du génocide s'étaient rendus en Israël dans le but de s'établir au kibboutz. La plupart reçurent une formation alors qu'ils étaient encore en Europe et s'installèrent avec bonheur dans la vie du kibboutz. Celui-ci remplaçait souvent la famille qu'ils avaient perdue et ils y trouvaient espoir et sécurité, et parfois même des personnes avec qui partager leurs souvenirs. Pour ceux qui, avant la guerre, avaient appartenu au mouvement de jeunesse sioniste socialiste, la vie en kibboutz représentait une sorte de victoire à retardement sur les nazis. Et lorsque leur kibboutz devenait florissant et leurs fils officiers dans les unités de combat de l'armée israélienne, cela apparaissait une compensation à la défaite et à l'humiliation subies en Europe. Paradoxalement, le kibboutz, tellement israélien, tellement différent de la Diaspora, ressemblait, à cause de son caractère insulaire, aux petites villes de l'Europe de l'Est détruites dans le génocide. Cette similitude était particulièrement frappante dans les kibboutzim où la plupart des membres avaient connu le génocide.

Il y avait également des survivants qui, sans entrainement préalable, s'adaptaient parfaitement à la vie en kibboutz. Mais en fin de compte elle ne convenait qu'à un faible nombre d'entre eux. À la fin de l'année 1949, environ cent-milles immigrés furent accueillis par des kibboutzim, la moitié d'entre eux n'y restèrent pas[62]. Beaucoup d'immigrés qui s'établissaient au kibboutz refusaient l'idée même de la collectivité. Après des années passées dans des camps de concentration, dans des camps pour personnes déplacées, dans des camps de détention britanniques, dans des camps d'immigrations israéliens, la plupart de survivants ne souhaitaient rien d'autre qu'une chambre à eux et pouvoir se consacrer à leurs problèmes personnels. Ils ont à priori une réaction négative devant tout rassemblement d'un grand nombre de personnes, expliqua un dirigeant du Mapai à l'un de ses collègues. Ils prétendent qu'une communauté collective leur rappelle les camps de concentration. Ils ne peuvent donc pas s'adapter et cherchent un moyen de vivre individuellement[63]. La vie au kibboutz ne protégeait pas les survivants contre leurs angoisses personnelles: ils continuaient à avoir les mêmes cauchemars, les mêmes anxiétés les mêmes sentiments de culpabilité et de honte. L'un des immigrés qui fut envoyé au kibboutz Mishmarot, raconta: Lorsque je me trouvais dans la salle à manger, que j'attendais que l'on vienne me servir à manger, je tremblais. J'avais

peur qu'il n'y ait pas assez de nourriture et que ma table vienne à en manquer[64]. Certains se mirent à souffrir de troubles psychiques, en général après deux ou trois ans en kibboutz, lorsqu'ils commencèrent à comprendre que leur famille était perdue et qu'elle ne reviendrait pas. Souvent ces troubles étaient déclenchés par la naissance de leur premier enfant entrainant des hallucinations et des tentatives de suicide[65].

Les membres du kibboutz étaient souvent dérangés par la présence des immigrés. Nous ne pouvons plus voir les nôtres à cause de tous ces immigrés, se plaignaient certains; ils proposèrent de bâtir des salles à manger séparées, pour les mettre un peu à distance afin que nous puissions vivre notre vie. Au kibboutz Alonim, on demanda aux membres pourquoi les relations entre les deux groupes étaient si difficiles. Ils énumérèrent les raisons dans l'ordre suivant: la mauvaise volonté des immigrés de s'adapter à la vie en kibboutz, le manque de filles parmi les immigrés, leur absence de désir de vivre au kibboutz, leur impatience dans les moments difficiles, le fait que la plupart des immigrés étaient seuls. Ceux qui pensaient eux aussi avoir leur part de responsabilité dans cette absence de communication étaient très peu nombreux. Seuls quelques-uns déclarèrent que le kibboutz n'avait pas pris soin des immigrés comme il le fallait. Moins nombreux encore furent ceux qui constatèrent que l'atmosphère du kibboutz n'était pas assez conviviale et que celui-ci n'avait pas convenu aux besoins élémentaires des immigrés. Ainsi, la plupart des membres étaient enclins à blâmer les immigrés eux-mêmes pour leurs difficultés d'adaptation; ils les considéraient souvent comme des éléments gênants. Dans le même temps, les membres souhaitaient continuer d'intégrer d'avantage d'immigrés: C'était un devoir idéologique et c'était essentiel pour l'avenir du kibboutz[66]. En comparaison avec le reste du pays, les kibboutzim intégrèrent fort peu d'immigrés. Un an et demi après l'établissement de l'État, 7% de la population du pays vivait dans les kibboutzim mais ces derniers n'avaient intégré que 4% des immigrés[67].

*

Un an et demi après la fin de la seconde guerre mondiale, Nahum Shadmi, commandant de la Haganah en Europe, rassembla des jeunes gens des camps pour personnes déplacées, afin de les entrainer militairement. Son but immédiat n'était pas de les enrôler dans la lutte pour l'indépendance d'Israël mais de les transformer de débris humains en jeunes gens bien campés, de façon qu'on ne puisse plus les distinguer des *sabras*, nés en Israël. C'est avec difficulté que Shadmi réussit à convaincre ses supérieurs, parmi lesquels Ben Gourion, d'encourager cet enrôlement à l'étranger (gahal en hébreu). Mais, lorsque la guerre d'indépendance éclata, les dirigeants changèrent d'avis[68]. Deux mois environ avant la proclamation d'indépendance, alors que la guerre faisait rage, Ben Gourion écrivit à l'un de ses délégués chargés de l'immigration:

> L'issue de la guerre dépend de l'immigration car la main d'œuvre en Israël est insuffisante. Les arabes disposent d'un grand nombre de réserviste et nous avons besoin d'hommes venant de l'étranger pour la guerre. Une immigration qui n'est pas entièrement destinée, du début à la fin, à répondre aux exigences de la guerre n'est aujourd'hui d'aucune utilité. Vous devez comprendre que votre activité, comme c'est le cas pour le yishouv, doit s'adapter aux exigences; cela signifie l'envoie d'hommes âgés de dix-huit à trente-cinq ans exclusivement ou, dans certains cas exceptionnels, jusqu'à quarante ans, entrainés au combat.

Tout d'abord, [envoyer] tous les jeunes gens qui peuvent nous aider dans la guerre, demanda un membre de l'exécutif de l'Agence juive. Un militant de la haapala, peu favorable aux nouvelles instructions, déclara à ses hommes que l'Agence juive menaça de cesser le financement de nos activités si l'immigration n'est pas mise au service de la guerre[69]. Les délégués déclarèrent que l'engagement dans l'armée était un devoir pour chaque homme et chaque femme. Je demande aux juifs des camps de s'engager. Ils sont en quelque sorte des citoyens d'Israël, rapporta Shadmi[70]. Haïm Yahil écrivit que régnait dans les camps une atmosphère d'embrigadement et nota que les parents des jeunes engagés étaient particulièrement respectés, alors que les autres étaient publiquement mis en disgrâce. Un jeune homme qui ne s'était pas engagé avait du mal à traverser tranquillement le camp. Yahil devait écrire par la suite: l'engagement du reste dans la guerre d'indépendance constitua peut-être l'un des plus merveilleux épisodes de son histoire[7].

Vingt-deux milles survivants du génocide (soit un combattant sur trois), participèrent à la guerre. La plupart s'engagèrent lorsqu'ils se trouvaient dans les camps pour personnes déplacées ou dans des camps de détention à Chypre. Certains reçurent un entrainement de base avant leur départ; mais la plupart entrèrent dans l'armée dès les premiers jours de leur arrivée, sans entrainement et sans aucune connaissance du pays qu'ils étaient venus défendre. La plupart ne parlaient pas l'hébreu et ne pouvaient donc pas être désignés pour des tâches administratives d'arrière-garde. Ils étaient envoyés au front. Une victime de guerre sur trois était un survivant du génocide[72]. Les survivants étaient plus âgés que les autres soldats. Les hommes nés dans le pays les considéraient comme des réfugiés, des étrangers, des gens de l'Exil. L'armée n'était pas faite pour eux. C'était frustrant. Les psychologues de l'armée observèrent que le moral des nouveaux venus était bas et craignirent que leur présence n'affecte le moral des autres soldats. Des officiers de grade inférieur humiliaient souvent les nouvelles recrues et les insultaient, car ils avaient la réputation d'être mélancoliques, lâches, prisonniers de leur passé. Ces hommes ont pris la fuite au moment décisif, disait-on d'eux; c'étaient des hommes difficiles, obstinés et lâches. Dans son journal de guerre, Ben Gourion cita Itzhak Rabin qui attribuait la démobilisation de son bataillon à la présence des survivants[73]. Ceux-ci s'étaient en grande partie engagés dans la guerre sous l'influence d'agents venus d'Israël qui leur avaient promis un foyer chaleureux dans leur nouveau pays. Mais ils trouvaient difficilement leur place dans la légendaire fraternité des armes. Elle était trop israélienne, trop fermée. Ils étaient manifestement différents des soldats sabra (natifs de Pales-

tine) et des soldats étrangers venus prêter main-forte à Tsahal. Ces volontaires étrangers n'étaient pas des réfugiés, ils arrivaient principalement ders Etats-Unis, parlaient l'anglais, pas le yiddish, et étaient très appréciés.

En plus des souvenirs de la guerre en Europe, les survivants étaient tourmentés par l'idée de n'avoir pas eu le temps, avant leur engagement, de localiser leur famille; ils ne savaient pas non plus ce qu'il adviendrait d'eux lorsqu'ils quitteraient l'armée. Un rapport interne de Tsahal affirma, avec inquiétude, que beaucoup d'entre eux se considéraient comme de la chair à canon. Cela devint une expression largement répandue74. Bientôt un mythe naquit:

Ben Gourion a ramassé des débris humains
pour les jeter aux yeux de ses ennemis
Sur les os des garçons du génocide
Nous avons construit une nouvelle route pour Jérusalem.

Les statistiques indiquent de manière claire que cette affirmation n'était pas fondée[75]. Tsahal, bien conscient que les soldats survivants du génocide avaient besoin d'une aide spéciale, matérielle et psychologique, élabora différents plans pour leur faciliter la recherche de leur famille et l'apprentissage de l'hébreux; on les fit voyager dans le pays et rendre visite à d'autres israéliens chez eux. En juillet 1948, l'officier chargé de l'enrôlement donna l'ordre de rassembler immédiatement tous les soldats afin que les officiers leur expliquent comment il fallait accueillir les nouveaux immigrés qui sortaient de l'enfer nazi et de longues années en camps de concentration [...] Les immigrés devaient être traités avec générosité et considération, et il fallait leur donner le sentiment qu'ils étaient de retour chez eux[76]. Un autre document affirme qu'afin de leur remonter le moral, il reste impératif de faire disparaître le sentiment qu'ils éprouvaient de n'être que de la chair à canon[77].

Le service militaire donna au soldat survivant du génocide sa part de victoire et compensa quelque peu les épreuves endurées en Europe. Dans l'armée, il acquit tout de même une certaine connaissance du pays et de ses habitants, ainsi qu'un sentiment d'appartenance. Pourtant, l'armée avait fort peu agi pour faire progresser l'intégration sociale des immigrés. L'opinion générale était que les natifs du pays avaient des qualités humaines supérieures à celles des immigrés; que c'étaient ceux-ci et non ceux-là qui accomplissaient la révolution israélienne. Ce sentiment avait élevé un mur étrange entre les survivants du génocide et les israéliens de naissance, (en réalité palestiniens puisque nés en Palestine) ainsi que l'avait diagnostiqué un membre de l'exécutif de l'Agence juive. Ben Gourion la qualifia de barrière de sang et de silence, d'angoisse et de solitude[78]'. Dans le même temps se déroulait une guerre idéologique. Le yishouv était imprégné d'une foi profonde, presque mystique dans sa supériorité, telle qu'elle fut symbolisée par le dur cactus dont le fruit est piquant à l'extérieur et doux à l'intérieur, la figue de barbarie, le sabra. L'écrivain Yehudit Yendel déclara un jour à la télé- vision israélienne: Disons-le brutalement, il y avait quasiment deux races dans le pays. Ceux qui pensaient qu'ils étaient des dieux; ils avaient eu l'honneur et le privilège de naître à Degania ou bien dans le quartier Borochov de Guivataïm; j'appartiens, s'il en fut, à cette race de dieux. J'ai grandi dans un quartier ouvrier près de Haïfa. On peut affirmer avec certitude que là-bas vivait une race inférieure. Des gens que nous considérions comme inférieurs, qui étaient affectés d'une sorte de malformation, une espèce de bosse dans le dos; ceux qui étaient arrivés après la guerre. On m'apprit à l'école que la chose la plus laide, la plus vile, n'était pas l'exile mais le juif qui en venait[79].

Ces gens sont laids, moralement appauvrissants, suspects et difficiles à aimer, déclara Lea Goldbcerg, lors d'une réunion d'écrivains à l'initiative de Ben Gourion. Comme Dostoïevski et gorki, qui n'avaient pas peur de la laideur, de la puanteur et de la bassesse, ajouta la poétesse, l'écrivain israélien doit voir dans le survivant du génocide une image humaine et pas seulement un homme en train de cacher ses dollars dans sa ceinture. Bien sûr dit-elle, c'était une tâche qui nécessitait un extraordinaire effort.

Itzhak Sadeh, commandant du corps d'élite du Palmach, est l'auteur d'un essai auquel on se réfère souvent, *Ma petite sœur*. Il décrit sa rencontre avec une jeune femme qui venait d'arriver d'Europe. Sur son corps était tatoué *Pour officiers seulement*. Plus tard, il s'avéra que les Allemands ne l'avaient pas seulement obligée à se prostituer mais qu'ils l'avaient aussi stérilisée. Pourquoi suis-je ici ? Est-ce que je mérite d'être sauvée par ces vigoureux jeunes gens, pleins de santé, qui risquent leur vie pour sauver la mienne ? demanda-t-elle. Sadeh lui répond: Sois notre sœur, sois notre épouse, sois notre mère, et il résume: Pour le bien de mes sœurs je serai courageux. Pour le bien de mes sœurs je serai cruel (envers les palestiniens qui ne sont pour rien dans le génocide): je serai tout ! Ce n'est pas un hasard si le génocide était symbolisé par une prostituée. Cette métaphore était la suite logique du stéréotype communément répandu selon lequel l'exil était faible, féminin et passif et le yishouv fort, masculin et actif[80].

Le sabra représentait un idéal national et le survivant du génocide son contraire. Plus encore, les survivants constituaient une menace pour cet idéal, à une époque où les sabras combattaient encore la génération de leurs parents pour la prééminence dans la société israélienne. Le pays entretenait l'image du sabra, en laquelle il voyait des rêves de renouveau national et de retour à une société saine qui avait nourri le mouvement sioniste socialiste. Mais la plupart des habitants du pays ne pouvaient pas accéder à cet idéal. Ils ne vivaient pas dans le pays depuis assez longtemps, et beaucoup d'entre eux ne s'étaient pas débarrassés de leur mentalité diasporique. Les survivants du génocide imposaient aux immigrés de la pre-

mière heure un passé qu'ils n'avaient pas réussi à oublier. Quant aux premiers immigrés, le dédain qu'ils manifestaient envers les survivants reflétait souvent un désir de distance par rapport à eux-mêmes et à leur passé européens. Les survivants contraignaient les Israéliens à prendre conscience que la vision de l'homme nouveau ne se réaliserait pas. La plupart étaient venus en tant que réfugiés et non en tant que sionistes visionnaires. Ce ne sont que des errants, venus ici parce qu'ils n'avaient nulle part d'autre où aller, s'exclama un journaliste de Haaretz avec mépris[81]. Mais cela valait aussi, bien sûr, pour un grand nombre de ceux qui s'étaient rendus en Palestine plutôt.

La dissonance entre l'idéal et la réalité rendit les Israéliens plus durs encore envers les nouveaux immigrés. On attendait des nouveaux venus qu'ils s'identifient au stéréotype du sabra et qu'ils se transforment pour s'y conformer; l'effort demandé était considéré comme un acte d'allégeance et de loyauté ainsi qu'un rite d'entrée dans la tribu. Aharon Appelfeld écrivit l'histoire d'un garçon nouvellement arrivé de Pologne, battu par ses camarades parce qu'il ne parvenait pas à être aussi hâlé qu'eux. Il leur assura qu'il s'efforçait dans la mesure de ses possibilités de rendre sa peau plus foncée, mais ils lui répondirent que si c'était vrai, cela se serait déjà produit depuis longtemps. Sa pâleur les obligeait à se confronter à la diaspora et au génocide, alors ils s'étaient mis à le battre[82]. (Ce n'est pas de l'antisémitisme, ça ?)

Même Rozka Korczka, qui avait combattu les nazis dans le ghetto de Vilna et qui avait été reçue en héros[?], se sentit mise en cause. Elle arriva en Palestine en décembre 1944 et participa peu après à la convention de la Histadrout. Elle avait fait son intervention en yiddish. Ben Gourion se plaignit que la camarade réfugiée parlât une langue étrangère (ou selon certaines sources, une langue étrangère et discordante), au lieu de parler hébreu[83].

Chaque nouvel arrivé rappelait que le mouvement sioniste avait fut défait par le génocide. Les dirigeants pouvaient affirmer que l'extermination des juifs intervint avant que le mouvement sioniste ne fut assez puissant pour les sauver. Ils pouvaient répéter que le génocide était la preuve de la nécessité de la création d'un État juif. Ils pouvaient rappeler qu'il fallait blâmer les Britanniques pour avoir bloqué l'entrée dans le pays et les arabes pour les avoir amenés à agir ainsi; que le monde entier était fautif d'être resté à l'écart sans venir en aide aux juifs. Ils pouvaient glorifier et exalter les quelques tentatives de sauvetage qui furent menées. Mais rien de tout cela ne pouvait changer la constatation d'impuissance du mouvement sioniste. Non seulement le yishouv n'était pas venu à la rescousse des victimes, mais il se trouvait désormais dans une position où son existence et son avenir dépendait du bon vouloir des survivants du génocide de s'établir dans le pays et de renforcer son armée pour faire face à la menace arabe.

Certains étaient enclins à blâmer le judaïsme européen pour sa propre extermination: si seulement ils avaient reconnu la vérité du sionisme. Ne les avons-nous pas avertis ? demanda l'écrivain Moshe Smilansky. Construis-toi un foyer dans notre pays, dans notre patrie, vite, et tu ne te perdras pas. L'avertissement fut vain: Ils ont entendu mais n'ont pas agi[84]. Abraham Shlonsky écrivit :

La tempête les a alertés par un nuage d'étincelles
Un scintillement
Signal, signal, signal.
L'incendie a déjà pris à l'orée de la forêt
Ils l'on dédaigné et ils n'ont pas vu[85].

Haïl Yahil poussa l'idée plus loin: après tout, nous ne pouvons pas oublier que la guerre contre les juifs servit de tremplin aux nazis pour accéder au pouvoir et s'y maintenir. Cela revenait à dire que, si les juifs s'étaient rendus à Sion, les nazis n'auraient pas pris le pouvoir en Allemagne[86]. Moins de quatre semaines après la reddition de l'Allemagne, un article publié dans Haaretz, posa la question suivante: Les juifs ont-ils aussi pris leur part dans l'horrible effusion de sang subie par notre nation[87]? De tels sentiments étaient, eux aussi, une façon pour les Israéliens de naissance de se défendre contre les accusations des survivants et d'apaiser leur conscience tourmentée par leur impuissance, par leur complaisance et surtout par la distance psychologique qu'ils avaient prise à l'égard des juifs d'Europe au moment di génocide.

Pour leur part, un grand nombre de survivants en voulaient au yishouv et le mettaient même en accusation: Vous dansiez la hora pendant qu'on nous brûlait dans les fours crématoires, déclara Yosef Rosensaft, un dirigeant des camps pour personnes déplacées à Bergen-Belsen qui s'était établi aux États-Unis[88]. Habituellement on ne tenait de tels propos qu'en privé. Mais, même non formulées, ces accusations empoisonnaient les relations entre les survivants et le yishouv. La question reste tapie dans nos cœurs, déclara Dov Shilansky, futur président de la Knesset. Qu'ont fait nos frères qui se trouvaient hors de l'enfer[89]? Lors d'une conférence sioniste à Londres,Itzhak Antek Zuckerman se plaignit du fait que plusieurs mois s'étaient écoulés entre la fin de la guerre et l'arrivées en Pologne des premiers émissaires du yishouv. Comment aurions-nous pu aller en Pologne ? Se défendit Moshé Sharett. Zukerman rétorqua qu'ils auraient pu y entrer par le chemin qu'empruntèrent les réfugiés pour en sortir. Je vous pardonnerai tout, mais je ne vous pardonnerai pas de ne pas être venus nous voir au cours de ces huit derniers mois[90]. Zukerman passa les trente-deux premières années de sa vie en Pologne, et, le jour où il fut assez grand pour penser par lui-même, il sut qu'il vivrait dans un kibboutz en Israël. Cependant, au cours des trente-quatre années qu'il passa en Israël jusqu'à sa mort en juin 1981, il continua à vivre le génocide comme si celui-ci n'avait jamais pris fin. Il s'installa au kibboutz Lohamei Hagetaot (les combattants du ghetto), consacrant la majeure partie de

son temps au souvenir du soulèvement du ghetto de Varsovie et représentant Mordechaï Anielewicz, le chef de l'insurrection. Ses camarades disaient qu'il savait leur remonter le moral. Haïm Gouri le décrivit comme un géant, un mélange rare de force et de beauté et commenta: Plus d'une fois, ici, en plein milieu d'une réunion, je voyais qu'il était là-bas avec ceux qui furent et qui ne sont plus. Lui et la puissance de ses silences, comme s'il refusait de dire totalement ce qu'un jour il dirait et qui s'était brisé en lui. Zuckerman avait vraiment des griefs à exprimer contre le yishouv, mais en tant que membre loyal du parti et du kibboutz il demeurait silencieux. Ce n'est qu'à la fin de sa vie qu'il consigna son témoignage à la condition qu'il ne fut pas publié de son vivant. Israël n'est pas venu nous chercher. Nous nous sommes sentis abandonnés. Lorsque Zuckerman disait: Israël, il voulait dire les dirigeants de la fédération des kibboutzim, kibboutz Hameouhad.

IL était courroucé du fait que, pendant la guerre, le mouvement n'envoya jamais d'émissaire à Varsovie pour transmettre des vœux et des encouragements. Il parla des envoyés clandestins qui venaient de la part de la mission de sauvetage juive d'Istanbul, qui apportaient de l'argent et parfois une lettre. Mais ils n'étaient pas juifs, ce n'étaient pas des camarades, ils ne donnaient jamais leur avis. Anteck pensait que le mouvement aurait pu tout aussi bien envoyer des émissaires juifs. À ses yeux, le fait que ses semblables ne soient pas venus, révélait l'abime psychologique qui existait entre les dirigeants du yishou en Palestine et les membres du parti en Pologne. Un jour, Gouri demanda à Zuckerman ce qui se serait passé si le parti avait parachuté cinq-cents hommes à l'intérieur du ghetto. Selon Gouri, Zuckerman répondit que quatre cent quatre-vingt-dix d'entre eux auraient été tués et les dix autres seraient devenus un fardeau supplémentaires pour le ghetto. Lorsqu'Antek déclarait que le mouvement avait abandonné le ghetto, conclut Gouri, il n'entendait pas un échec opérationnel. Il lançait un cri métaphysique. Ils n'avaient pas besoin de cinq cents parachutistes, ils avaient seulement besoin d'un homme qui leur apporte une parole bienveillante venue de la terre d'Israël. D'un homme seulement; et il n'est pas venu[91].

Quelques jours après son retour de mission en Hongrie, le parachutiste Joël Palgi se rendit au club des anciens combattants de Tel Aviv. C'était en juin 1945. On le reçut chaleureusement et avec admiration. Tout le monde voulait savoir ce qui s'était passé là-bas. Mais personne ne s'intéressait à la souffrance juive. Ils voulaient écouter une autre histoire; celle de ceux qui s'étaient battus comme des lions. Partout où j'allais, écrivit Palgi, la question fusait: Pourquoi les juifs ne se sont-ils pas révoltés ? Pourquoi sont-ils partis comme des agneaux à l'abattoir? Je me rendis soudain compte que nous avions honte de ce qu'ils avaient torturés, abattus et brûles. Il existait une sorte de consensus autour du fait que les morts du génocide étaient des personnes sans valeur. Inconsciemment nous avions accepté la vision des nazis selon laquelle les juifs étaient des sous-hommes [...] L'histoire était en train de nous jouer un tour bien amer: N'avons-nous pas fait nous-mêmes le procès de six millions de morts[92]?

Le terme le plus brutal pour exprimer cette idée appartient à l'argot du yishouv. Le mot sabon, fut utilisé en référence aux survivants du génocide. On discute encore pour savoir quand il apparut pour la première fpos, mais il fut, indéniablement, largement répandu. Il exprime la croyance générale selon laquelle les nazis utilisait les cadavres des juifs assassinés pour fabriquer du savon, accusation constamment réitérée et qui est devenue une vérité communément acceptée, véhiculée par les discours à la Knesset, les manuels et la littérature israélienne. Dans une tablette, dans le magasin, enveloppée de papier jaune, sur lequel sont dessinés des oliviers, se trouve la famille Rabinowitz, écrivit Yoram Kaniuk dans *Adam ressuscité*. Rien ne peut semble-t-il, exprimer plus nettement le mépris des sabras à l'égard des survivants*.

*Yad Vashem, le mémorial du génocide à Jérusalem, a reçu de nombreuses lettres de personnes demandant des renseignements au sujet des pains de savon restés des années de guerre. Certains proposèrent de faire don du savon au musée, pendant que d'autres demandaient s'il fallait l'enterrer. Yad Vashem répond toujours très officiellement que les nazis n'ont pas fabriqué de savon avec les cadavres des juifs. Pendant la guerre, l'Allemagne souffrit d'une pénurie de matière grasse et la production de savon passa sous la supervision du gouvernement. Les barres de savons furent marquées des initiales RIF, le sigle allemand signifiant pure graisse industrielle. Certains lurent par erreur (ou délibérément ?)RJF, pure graisse juive. La rumeur s'étendit rapidement; en particulier dans les ghettos. Certains hauts fonctionnaires du régime nazi, parmi lesquels le gouverneur de la Pologne, Hans Frank, crurent aussi que le savon était fabriqué à partir de graisse humaine. Quelques mois avant la fin de la guerre, un laboratoire de Dantzig entreprit des expériences pour savoir si la graisse humaine pouvait être utilisée dans l'alimentation. Yad Vashem en conclut que les juifs n'avaient pas été assassinés dans ce but. Il s'agit donc d'un mythe[93].

Les efforts des derniers juifs du ghetto de Varsovie, pour mourir dans l'honneur, laisser un héritage d'héroïsme juif et entrainer quelques Allemands dans la mort, contredit le stéréotype du juif de la diaspora allant passivement à la mort. Elle priva Israël de son monopole d'héroïsme. L'embarrassante vérité était que les révoltés ne reçurent aucune aide du yishouv. Les délégués du yishouv en poste en Europe avant la guerre étaient tous rentrés chez eux à temps. La mythologie du yishouv traita cette question à sa façon. Elle s'attribua les soulèvements comme si c'était le yishouv qui les avait menés. L'initiative d'une auto-défense, est le fait de notre mouvement déclara fièrement Moshé Sharett[94]. En réalité, la plupart des révoltés appartenaient au mouvement de la jeunesse sioniste, mais leurs organisations n'en constituaient pas pour autant notre clandestinité, comme on le dirait plus tard en Israël[95].

La mission des parachutistes fut présentée de la même façon. Les jeunes hommes et les jeunes femmes qui furent parachutés derrières les lignes nazies vécurent une courte période dans des kibboutzim, et certains d'entre eux étaient membres du Palmach. Mais la plupart étaient arrivés en Israël avant le début de la guerre alors qu'ils étaient âgés de plus de vingt ans. Leur courage n'était pas dû au fait de leur appartenance au yishouv mais de la diaspora. Quant au rôle des réfugiés eux-mêmes dans les opérations de la Haapala, il fut rarement reconnu. Ainsi, le poète Nathan Alterman célébra l'héroïsme

de nos garçons qui portent la nation sur leurs épaules, mais il décrivit les maapilim comme des tailleurs, des savetiers et des changeurs de la diaspora, une cohue enchevêtrée et désespérante, sans un visage d'homme ou une image de femme.

L'héroïsme de la Palestine pendant la guerre fut également encensé. Itzhak Gruenbaum raconta à un groupe de survivants comment le pays s'était protégé et renforcé en vue de l'heure fatale et décisive. Ne pensez pas que ce fut facile, déclara Gruenbaum97. Le yishouv devait y croire lui-même pour être capable de regarder les survivants dans les yeux, et peut-être aussi pour pouvoir se regarder dans un miroir.

*

Quelques temps après l'arrivée des survivants, une sorte de cohésion idéologique et émotionnelle se forma entre les Israéliens et le reste. Elle s'édifia sur base quatre postulats qui les unit pendant l'effort de guerre de 1948, la dépression des années cinquante et l'immigration de masse en provenance des pays islamiques. Le premier, enchâssé dans la proclamation de l'indépendance, énonçait que le génocide prouva, une fois de plus, que la solution au problème juif était un État indépendant en Israël. Le deuxième affirmait que le reste du monde, littéralement chaque nation, leur était hostile, que rien n'a été fait pour sauver les juifs pendant le génocide. C'était peut-être la plus terrible leçon que notre génération ait apprise, écrivit un éditorialiste pour Haaretz[98]. Le troisième était résumé dans la phrase: Génocide et héroïsme, et impliquait que les deux termes étaient équivalents, deux flammes qui brûlent dans un même cœur. Cette affirmation constitua aussi la base idéologique pour le culte du souvenir qui se développa par la suite[99]. Selon le quatrième postulat, moins on parlait du génocide, mieux cela valait. Ainsi prit place le grand silence; qui perdura pendant des années et ne fut brisé qu'en 1951 au moment du procès Kastner. Ces affirmations n'étaient pas le produit d'un débat de conscience, mais elles avaient spontanément surgi de l'idée que sans un consensus de cette sorte la vie commune aurait été difficile.

En 1949, la composition de la population des nouveaux immigrés commença à changer. Au lieu de survivants du génocide, c'étaient des juifs d'Asie et d'Afrique du nord qui arrivaient. La conséquence en fut que les survivants du génocide firent la même expérience que ceux qui les avaient précédés: soudain, ils devenaient des vétérans. À l'instar des juifs allemands et des survivants du génocide avant eux, les immigrés du monde islamique n'eurent pas seulement à affronter les difficultés d'ordre pratique, mais aussi ka rencontre avec un milieu hostile. Un membre de l'Agence juive remarqua: Nous devons leur enseigner les choses les plus élémentaires, manger, se laver, dormir[100]. Beaucoup furent abandonnés dans des conditions misérables dès leur arrivée, sans logement convenable, sans éducation pour leurs enfants, sans soins médicaux, sans travail. Un grand nombre d'entre eux vécurent un temps dans des cours, des jardins publics et même dans la rue; beaucoup d'entre eux connurent la faim. La situation était si difficile qu'un dirigeant du Mapai fit la pire déclaration qu'un sioniste peut faire: si j'avais su ce qui les attendait ici, j'aurais opté pour qu'ils restent en Syrie[101]. Leur détresse dura des années, fut transmise à leurs enfants, à leurs petits-enfants même et devint une question centrale et douloureuse dans l'histoire israélienne. Cependant, fondamentalement, leur expérience fut très semblable à celle des survivants du génocide.

Avec l'arrivée des immigrés des pays arabes naquit une nouvelle sorte de lutte sociale. Elle n'opposait plus les vétérans aux survivants du génocide, les sabras aux débris, mais les juifs européens aux juifs orientaux, les ashkénazes aux séfarades. Bientôt les survivants firent partie de l'establishment européen du pays. *En 1949, anticipant sur l'arrivée d'un plus grand nombre d'immigrés de Pologne, l'exécutif de l'Agence juive envisagea de les loger dans des hôtels et de réserver les camps de transit aux immigrés des pays arabes. Après tout, expliqua un membre de l'exécutif, les européens appartiennent à notre tribu*[102]. Bientôt les survivants du génocide commenceraient à recevoir les réparations d'Allemagne. Cela contribuera à élargir le fossé entre eux et les nouveaux venus des pays islamiques, à les aider, en définitive, à entrer dans la tribu.

IV

Combien allons-nous obtenir pour grand-mère et grand-père ?

10-ajoutez quelques arguments moraux

Un jour de novembre 1951, un avion de la SAS atterrit à l'aéroport de Tel Aviv, en escale entre l'Extrême-Orient et l'Europe. Parmi les passagers se trouvait un citoyen Allemand qui avait embarqué suite à un changement de programme de dernière minute: son intention était de prendre un vol KLM avec escale au Caire. Quand il se retrouva en Israël, il était très agité; sa femme semblait aussi très inquiète. C'était Hjalmar Schacht, qui fut ministre des affaires économiques du gouvernement d'Hitler. Le tribunal international de Nuremberg l'avait acquitté; un tribunal de dénazification l'avait condamné à huit ans de prison, mais très vite, il fut relaxé. Quinze mois avant l'arrivée inattendue de Schacht à Tel Aviv, la Knesset avait entériné une loi contre les nazis et leurs collaborateurs, qui autorisait la peine de mort pour les criminels de guerre. Cependant, personne n'appela la police. Dans la file d'attente de la cafétéria de l'aéroport, quelqu'un le reconnut et lui adressa la parole; un employé de la cafétéria, qui s'appelait aussi Schacht lui réclama un autographe. Des journalistes l'abordèrent et lui demandèrent si, en tant qu'expert économique, il pensait que les Allemands paieraient des réparations

aux juifs. Dans cette file d'attente d'aéroport, avec des centaines de juifs, dont certains armés, personne n'a voulu réclamer la couronne de Frankfurter et de Schwarzbart*, se plaignit le député d'un parti d'opposition de droite, Yohanan Bader, notant à juste titre, que cette répugnance était la preuve d'une attitude bizarre.

*En 1926, à Paris, Shalom Schwarzbart assassina Simon Petlura, dont les hommes massacrèrent des milliers de juifs en Ukraine; en 1936, David Frankfurter assassinat le dirigeant nazi Suisse Wilhelm Gustloff.

Le premier ministre Ben Gourion déclara qu'il n'aurait pas recommandé de tuer Schacht, mais il admit avoir été stupéfait et honteux de la façon dont ce nazi de haut rang fut reçu; il ordonna un nouvel examen de la réglementation concernant les passagers en transit[1]. Cet incident était typique de l'époque. Tout le monde s'accordait sur le fait que le legs du génocide imposait un certain nombre de règles de conduite, mais il était difficile de déterminer spécifiquement ce que l'on pouvait tolérer et ce qu'il fallait proscrire. Un Grand nombre d'Israéliens continuaient d'identifier l'Allemagne d'Adenauer à celle d'Hitler, refusant toute relation avec elle, comme s'il s'agissait d'une relation avec le diable. C'était ce que leur dictaient les deuils qu'ils subirent, la vengeance et l'honneur national; c'était leur devoir de survivants. Leur cœur éclatait, leur sang bouillait, leurs âmes étaient en rage; l'Allemagne nazie était capable de se lever à nouveau, prévenaient-ils.

Il est impensable que nous puissions avoir quelque contacte ou quelque relation que ce soit avec les assassins, déclara le membre de la Knesset Mordechaï Nurok, du parti national religieux Mizrahi. Ce serait une horrible trahison à l'égard de nos martyres sacrés[2]. Dans cette optique, les Allemands étaient et seraient toujours des assassins. Nurok était un vieux rabbin qui fut pendant quelques semaines responsable du courrier au cabinet Ben Gourion. Cet homme à l'allure digne, toujours vêtu d'un costume qui lui donnait une apparence européenne, fut un dirigeant de la communauté juive et membre du parlement de Riga en Lituanie. Lorsqu'il s'adressait à la diète lituanienne, Nurok aimait parler allemand, en juste concession aux délégués des minorités nationales. À la Knesset il commençait invariablement ses discours par: éminente assemblée, comme cela était la coutume dans les parlements allemands. Au cours des quatorze années passées à la Knesset, Nurok évoqua presqu'exclusivement le sujet du génocide. À quelques exceptions près, il tenait toujours le même discours, dans lequel il exigeait le boycott permanent de l'Allemagne. C'était le Caton l'Ancien de la Knesset; il avait perdu sa femme et ses deux enfants pendant la seconde guerre mondiale.

La haine de l'Allemagne et l'appel à l'ostracisme retentissaient partout. Les Allemands ne pourraient être rédimés que par une destruction ou par une stérilisation totale, écrivit le citoyen Yermiah Yafeh au premier ministre[3]. Nous devons imprégner nos enfants et leurs descendants de la haine des Allemands, s'exclama une éditorialiste du journal populaire indépendant Ye diot Aharonot. Elle demandait que pas même une épingle, ni un lacet de chaussure, fabriqué une usine allemande ne pénètre dans le pays et suggéra que si nous rencontrons un Allemand au cours d'un voyage, sur un bateau ou dans un train, nous lui crachions au visage et aux pieds pour qu'il ne puisse plus oublier[4]. Le rédacteur de Haaretz, Gershom Schocken, proposa qu'une loi spéciale soit édictée pour interdire aux Israéliens toute relation avec des citoyens allemands, y compris les contacts fortuits comme les rencontre entre touristes dans un hôtel. Cette loi devait également interdire aux citoyens Israéliens de se rendre en Allemagne, sauf lorsqu'ils y représentaient le gouvernement[5]. (Par exemple, comme pour y demander de l'argent). Le ministre des affaires étrangères fit coller un timbre sur chaque passeport israélien où il était notifié que ce document n'était pas valable pour l'Allemagne. Le bureau de presse gouvernemental annonça que les Israéliens qui s'installeraient en Allemagne ne seraient pas autorisés à revenir[6].

Au cours des premiers mois de sa création, l'État d'Israël semblait vraiment désireux d'interdire tout contact avec l'Allemagne et de la mettre à l'index des générations durant. On prît pour modèle le boycott que le peuple juif imposa au pape en 1492, après l'expulsion des juifs d'Espagne. Cette réaction était grandement impulsive: elle exprimait ce que les Israéliens pensaient devoir faire; le boycott était considéré comme un devoir national[7]. Un an et demi après la proclamation de l'indépendance, Israël ne pliait toujours pas, ainsi que l'écrivit un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères à un envoyé israélien à l'étranger: le gouvernement ne s'engagera dans aucune négociation juridique ou économique avec quelque institution allemande que ce soit[8]. En réalité, il était difficile de mettre l'Allemagne à l'index. Il y eut par conséquent de nombreuses entorses à la politique du boycott. Mais aussi longtemps que celui-ci était accepté comme un principe fondamental, ces entorses étaient considérées comme des faits isolés et exceptionnels. Exporter vers l'Allemagne revient à établir un lien commercial avec ce pays, par principe, cela n'est pas souhaitable, fit savoir la commission du commerce extérieur au ministère des affaires étrangères et des finances. Mais l'exportation d'agrumes vers l'Allemagne était pourtant pratiquée, comme cela fut le cas avant la guerre, et même sous le gouvernement nazi. Les Allemands étaient prêts à payer en devises fortes. Par conséquent cette affaire devait être examinée séparément[9]. Les exceptions étaient bien fréquentes.

La plupart des Israéliens, y compris les dirigeants politiques, se sentaient des obligations envers la sensibilité et la conscience du pays, ainsi qu'envers la morale et l'histoire. Pourtant, lorsqu'ils étaient contraints de prendre des décisions, la plupart d'entre eux donnaient la priorité aux intérêts économiques de l'État, ainsi qu'à divers intérêts personnels. Le premier à ouvrir la voie fut Ben Gourion. Froid, pragmatique et puissant, il força Israël à s'accommoder de "l'autre Allemagne", comme il aimait à désigner la République Fédérale. Il entreprit cette tâche avec détermination, et peut-être trop rapide-

ment. Il fit entrer Israël dans le bloc Occidental mené par les Etats-Unis, à une époque où beaucoup de pays souhaitaient maintenir une certaine neutralité entre l'Est et l'Ouest. Quant aux Etats-Unis, ils ne manifestèrent pas un enthousiasme immédiat à intégrer Israël dans leur zone d'influence. Mais Ben gourion comprit que la guerre froide et les besoins du pays exigeaient qu'Israël prît parti; si cela avait été possible, il aurait fait entre le pays au sein de l'OTAN[10]. Il entreprit donc de renforcer les relations d'Israël avec la France et l'Allemagne; aucun scrupule moral ou sentimental ne l'arrêta. Ses références morales et sentimentales étaient de fait exclusivement déterminées par les intérêts de l'État d'Israël, tels qu'il les avait définis. Il identifiait souvent les intérêts du pays à ceux du Mapai, et réciproquement. Cela fut le cas avant le génocide, et le fut encore pendant le génocide. Il était tout naturel que ce principe continue après l'établissement d'un État indépendant. De temps en temps, il semblait que la jeune démocratie israélienne n'était plus capable de supporter la division que la politique allemande de Ben Gourion fit naitre en son sein. À postériori, pourtant, ce n'était qu'une illusion; les israéliens dans leur majorité appuyaient leur premier ministre. Les aspirations internationales d'Israël étaient difficilement conciliables avec le boycott. Les Etats-Unis, ainsi que d'autres pays, s'efforçaient de ramener l'Allemagne dans la famille des nations, au moment précis où Israël se battait pour sa reconnaissance internationale contre la volonté des pays arabes. L'État juif ne pouvait se permettre de s'exclure des organisations internationales qui avaient accepté la candidature de l'Allemagne. En général, Israël votait contre cette candidature, mais par la suite, en tant que membre de ces organisations, il lui était impossible d'éviter d'avoir des contacts avec les Allemands. Qui plus est, Israël ne pouvait aisément souhaiter être l'hôte de conférences internationales et interdire que l'Allemagne y participât. Les diplomates Israéliens se trouvèrent fréquemment face homologues Ouest-Allemands, dans des cocktails ou en d'autres circonstances; ils devaient alors décider s'il fallait répondre aux salutations d'un Allemand, ou bien agir comme si la personne qu'ils rencontraient était transparente. Que faire si l'Allemand leur tendait la main ? Pouvait-on l'ignorer sans insulter leur hôte ? Que devaient faire les représentants Israéliens si un diplomate Allemand essayait d'engager la conversation ? Il doit tendre la main poliment, engager la conversation une minute ou deux, et saisir la première occasion de parler à quelqu'un d'autre, ordonna le ministre des Affaires Étrangères à ses collaborateurs. Que faire si un Allemand téléphonait à son homologue Israélien ? Il était possible, avec l'aide d'une secrétaire, d'éviter de répondre à l'appel, une, voire deux ou même trois fois; mais que faire si l'Allemand insistait et continuait à appeler ? On doit lui dire qu'étant donné l'absence des relations entre les deux pays, le consul israélien n'est pas disponible, ordonna le ministre. Un autre cas de figure existait; Si un Allemand rend visite à un consulat israélien, on doit lui faire savoir poliment la même chose, si possible par un fonctionnaire de grade inférieur; et en aucun cas directement par le chef du consulat[11]. C'est ce qui se passa à New York. Mais lorsque le représentant israélien était le doyen du corps diplomatique, comme ce fut le cas dans une autre capitale, il lui fut impossible d'ignorer son collègue Allemand[12].

Lorsque fut créé l'État, le bureau de l'Agence juive à Munich devint le consulat israélien accrédité auprès des puissances d'occupation. En décembre 1949, alors que l'Allemagne occupée se dirigea de facto vers son indépendance, il fut décidé que le consulat continuerait de fonctionner, entre-temps. On donna pour instruction au consul de refuser tout contact avec les institutions allemandes et de n'en avoir qu'avec les autorités d'occupation[15]. Ces instructions étaient bien sûr irréalistes. Eliahu Kurt Livneh exerça à tous les égards sa fonction de diplomate en Allemagne, mais il essaya de garder un profil bas. Certains contacts ne pouvaient exister que, lorsque l'éminent érudit Gershom Sholem négocia le transfert des archives juives allemandes aux archives sionistes de Jérusalem. Les Allemands souhaitèrent faire de cette opération l'occasion d'une cérémonie publique semi-officielle. Sholem suggéra de changer le nom de l'institution qui recevait les archives et de l'appeler pour cette cérémonie, le centre des archives juives et d'omettre le terme sioniste, trop manifestement nationaliste (le ministère des Affaires Étrangères rejeta cette proposition14*).

*On faisait passait les premiers films allemands projetés sur les écrans israéliens pour des films autrichiens ou suisse. Il en fut de même pour les revues allemandes. À la fin de 1950, le bureau de la censure gouvernementale interdit à une chanteuse d'opéra étrangère de chanter des arias de Mozart, de Schubert et de Brahms en allemand[15].

Les archives du ministère des Affaires étrangères révèlent, chez les premiers diplomates israéliens, une grande réflexion, du professionnalisme et un snobisme intellectuel non négligeable. Ils aimaient rédiger de longs rapports, truffés de savantes illusions et de circonvolutions sophistiquées. La plupart d'entre eux étaient nés en Europe centrale, certains étaient yekkes. Beaucoup d'autres étaient originaires de pays anglophones. Ils avaient une formation universitaires et un certain talent pour s'exprimer, oralement et par écrit. Ils connaissaient les langues étrangères. Ils préféraient, la plupart du temps, correspondre en anglais ou en français- peut-être parce que leur connaissance de l'hébreu était limitée, ou peut-être parce qu'ils pensaient que la véritable diplomatie ne pouvait être pratiquée que dans une langue européenne; ou peut-être encore ne disposaient-ils pas d'un nombre suffisant de machine à écrire et de télex en hébreu.

La plupart d'entre eux s'appuyaient sur l'expérience, fort limitée acquise pendant la période de l'État à venir, lorsque la force du mouvement sioniste dépendait de la dose de sympathie et de soutien qu'il était capable de susciter auprès de l'opinion publique mondiale. Les diplomates du mouvement sioniste essayèrent alors de mettre en équation les aspirations de leurs groupes, la plus importante étant la création d'un État, avec la dette morale que le monde libre avait contracté à l'égard du peuple juif, particulièrement après le génocide. Pour ce faire, il fallait mener une action diplomatique soignée, réaliste et rationnelle, et donner l'image d'un groupe de personnes démocratiques, pacifiques et civilisées. Ils se con-

sidéraient comme les hommes les plus libéraux qui soient; ils évitaient tout extrémisme; la plupart apportaient leur soutien au Mapai, en public du moins. Ils réfléchissaient à la perspective de relations avec l'Allemagne, dans des termes modérés; ils jouèrent un grand rôle dans l'établissement, dans la formation et dans l'évolution de ces relations.

À la fin de 1950, Gershon Avner, directeur de la division du ministère des Affaires étrangères pour l'Europe de l'Ouest, mena une enquête auprès de plusieurs hauts fonctionnaires: Quelle doit être l'attitude du gouverne- ment israélien à l'égard de l'Allemagne, à la lumière de l'entrée imminente de ce pays au sein de la famille des nations, avec l'appui de l'Occident ? Devons-nous poursuivre le boycott de l'Allemagne, ou bien les réalités politiques exigent-elles que nous procédions à un changement de nôtre ligne[16]. Un débat s'ouvrit qui était d'une part l'expression d'une angoisse existentielle et d'une hostilité vengeresse et d'autre part celle d'une fidélité à l'histoire et à la mémoire, mais qui manifeste surtout un froid pragmatisme. Nous devons décider immédiatement, répondit Shlomo Ginossar, le chargé d'affaire de l'État d'Israël en Italie à son supérieur à Jérusalem, parce que aujourd'hui les Allemands viennent vers nous, mais bientôt ils n'auront plus besoin de nous, et alors lorsque nous souhaiterons une réconciliation, c'est nous qui devrons aller les chercher. Hésiter trop longtemps pourrait aisément entrainer une situation où nous devrons nous accommoder d'une réconciliation avec l'Allemagne sans en tirer le moindre profit, et où il nous faudra même la lui demander comme une faveur après avoir refusé aujourd'hui l'ouverture qu'elle propose[17].

Quelques mois plutôt, Mordechaï Réginald Kidron, chargé d'affaires d'Israël à Londres avait consigné son analyse de la situation. Se référant aux écrits du général prussien Karl Maria Von Clausewitz, Kidron avait prédit que les jours de liberté d'Israël étaient comptés, que dans un laps de temps de dix à quinze ans, l'Allemagne lâcherait à nouveau ses chiens contre le peuple juif afin de terminer ce qu'Hitler avait commencé. Le plus triste, écrivit le diplomate, c'est que tout le monde s'accordait sur la justesse de cette prédiction, mais que personne n'agissait ni ne protestait. Il assigna un rôle à son pays: Le monde a besoin d'un nouveau Jérémie, et où pourrait-il le trouver si ce n'est en Israël[18]. (Déduction de ce qui précède, ceux qui affirment que les juifs se prennent pour le monde et qu'ils veulent le gouverner, ont tout-à-fait raison). Gidéon Rafaël, conseiller de la délégation israélienne aux nations unies, frémissait lui aussi de peur à la pensée de l'aide que l'Allemagne de l'Ouest recevait des Etats-Unis. La politique américaine à l'égard de l'Allemagne nous entraine vers la destruction, écrivit-il à son supérieur l'ambassadeur Abba Eban; quant à nous, nous n'avons pas le droit en tant que représentants d'Israël, de baisser les bras devant ce génocide[19].

Elyashin Ben Horin, membre de la division pour l'Europe de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères, décrivit sa répulsion à tout contact avec les héritiers des nazis, et argua que l'adoucissement de la ligne politique à l'égard de l'Allemagne ne ferait qu'amener cette dernière à éviter de payer les réparations. La vérité profonde des paroles du professeur [Louis] Namier, sur le caractère allemand, doit nous rester en mémoire, écrivit Ben Horin. L'individu Allemand, pris isolément, n'est sans doute pas différent de l'Anglais, de l'Américain ou du membre de toute autre communauté civilisée. Avec les Allemands, le grand danger apparaît lorsqu'ils sont en groupe*. (Affirmation ridicule. Ceci est également valable pour les juifs ou toute autre communauté, même chez les animaux).

*Ce paragraphe a été omis dans la lettre de Ben Horin, publiée en 1988 dans les annales officielles du ministère des Affaires étrangères. Entretemps, Ben Horin avait été ambassadeur d'Israël en Allemagne[20].

Une analyse plus nette de cette question fut faite à Bruxelles. Comme je suis un hérétique, je peux exprimer ouvertement mon opinion, nous nous sommes égarés dans notre politique à l'égard de l'Allemagne, écrivit Michaël Amir, le chargé d'affaires israélien au Benelux: Je voudrais exprimer mon opinion clairement, et veuillez m'excuser si je l'annonce trop brutalement. Persister dans une politique de paria et de boycott, c'est persister dans une attitude donquichottesque, gentille et morale, c'est-à-dire se battre contre des moulins à vent. C'est beau et c'est une attitude conséquente, mais cela ne vous apportera aucun profit et ne fera que nous causer du tort.

Je ne défends pas l'idée du rétablissement des relations avec l'Allemagne pour son bien. Je suppose qu'afin de racheter les crimes du régime Hitlérien, l'Allemagne a tout intérêt à entrer en négociation avec nous sur la base d'une déclaration qui condamnerait l'injustice perpétrée au nom du peuple allemand contre le peuple juif dans son ensemble, et qui évaluerait la responsabilité matérielle et morale du peuple allemand dans les atrocités commises par ses dirigeants contre le peuple juif. Sur base de cette déclaration, l'Allemagne souhaitera mener des négociations en vue d'aboutir à des réparations raisonnables.

N'allez pas dire que je fais commerce de sang, et que je marchande le prix des crimes cruels dont l'humanité ne connaît pas de pareils […] Je ne traite certes pas à la légère la question de réparations d'une nation vis-à-vis d'une autre, d'un État vis-à-vis d'un autre. À cette étape de prise de décision historique dans laquelle nous nous trouvons, ces réparations, pourront, dans une large mesure, aider à l'édification de notre terre.

Je suis déchiré pendant que j'écris ces lignes. Je vois à ce moment précis l'idée des marches tragiques vers les chambres à gaz et je me demande bien sûr si je ne suis pas en train de m'éloigner de ces millions de victimes. Cependant, je reviens toujours à l'idée exprimée par [Ernest] Renan: Celui qui souhaite faire l'histoire doit oublier l'histoire. Je n'oublie pas, mais

l'État d'Israël est contrait d'opter pour une ligne politique réaliste […] Je suis prêt à admettre sans honte que cela écorche mes sentiments les plus profonds, mais la politique n'est pas une affaire de sentiments[21].

Le chef de la diplomatie, Walter Eitan, était d'accord; rien ne pouvait être accompli sans l'établissement de relations directes avec Bonn, écrivit-il[22]. Il est difficile de déterminer avec précision quand eut lieu ce premier contact officiel entre les deux pays. Certains historiens l'ont situé au 30 décembre 1951, le jour où le gouvernement israélien décida d'entreprendre les négociations sur les réparations[23]. En réalité, une série de contacts officiels et semi-officiels avaient précédé cette décision.

Dès 1941, les organisations juives commencèrent à examiner les ramifications juridiques et politiques la demande éventuelle de réparations et de dédommagement à l'Allemagne[24]*.

*La distinction entre ces deux termes est d'une grande importance: le mot hébraïque shiloumim (réparations) fut trouvé par Moshé Sharett à partir d'un terme de la tradition juridique juive qui désignait le paiement d'amende. Le mot compensation, pitsouim en hébreu, désigne le paiement d'une dette et le fait de satisfaire à une demande en réparation d'une injustice. Ces deux termes furent souvent indifféremment utilisés, mais on emploi le mot réparation pour l'argent reçu par l'État, et compensation pour celui qui fut payé aux individus.

À la fin de la guerre, les dirigeants de l'Agence juive commencèrent, eux aussi, à s'intéresser à cette question. Ils passèrent en revue les suggestions des mémorandums et des notes de synthèses qu'ils reçurent au cours des années de la part de juristes et d'économistes, la plupart d'origine allemande; certains s'étaient spécialisés dans ces questions au cours des années trente, au moment des accords de la haavara. Quelques-uns écrivaient en allemand, et, au cours de la guerre, l'un d'eux introduisit le terme juridique conciliant et ennuyeux de *Wieder- gutmachung* – littéralement, faire bien à nouveau – redresser l'erreur, rectifier[25]. L'Agence juive s'intéressait surtout à la succession de personnes privées qui n'avaient plus d'héritiers et aux bien communautaires qui n'avaient plus de communautés – synagogues, yashiva, mikveh, écoles, bibliothèques de manuscrits de valeurs, musées d'art, hôpitaux, asiles de vieux, établissements charitables, appartements, immeubles de bureaux. Il ne fut pas facile de trouver une base juridique appropriée à la demande de réparation, car la plupart des biens juifs furent confisqués en accord avec la loi allemande. Il fut souvent difficile de prouver la légitimité de certains droits de propriété que personne, en outre, ne savait évaluer. D'autres problèmes existaient. Ironie du sort, les juifs ne formaient pas une communauté reconnue par la juridiction internationale, puisqu'ils n'étaient pas reconnus comme une nation belligérante; il leur fut donc difficile de faire valoir une revendication collective lors de négociations de paix. Il ne fut pas simple non plus de déterminer quelle autorité juridique pouvait rédiger cette revendication à leur place, les représenter, et recevoir les réparations en leur nom. Ce problème constitua un réel défie pour l'Agence juive et, plus tard, pour l'État d'Israël.

En septembre 1945, Chaïm Weizman demanda aux puissances d'occupation que l'ensemble des biens juifs sans héritier soient transférés à l'Agence juive[26]. Weizman évalua ces biens à deux milliards de livres sterling ou huit milliards de dollars. L'argent n'était pas son seul but, il demandait aux alliés de reconnaître à l'Agence juive le droit de parler au nom du peuple juif, des vivants et des morts, des sionistes et des non-sionistes. Cette démarche fut fort mal accueillie. À la veille de la bataille décisive pour la Palestine, il n'existait aucune probabilité que des Britanniques entreprennent la moindre action susceptible de renforcer le statut de l'Agence juive. D'autres organisations juives, américaines pour la plupart, s'opposèrent également aux prétentions de l'Agence juive de représenter l'ensemble des juifs. Les Alliés acceptèrent d'allouer vingt-cinq millions de dollars seulement, à répartir entre l'Agence juive et d'autres organisations de bienfaisance, et de financement d'actions humanitaires. Des années passèrent avant que ne soit effectué le premier paiement[27].

À la fin de la guerre, certaines personnes, en particulier d'origine allemande, commencèrent à renouer des liens personnels avec leur ancien pays. Dès lors qu'ils en eurent la possibilité, de nombreux yekkes se rendirent en Allemagne. Certains partirent pour affaires, d'autres pour rendre visite à des amis. Douze années de régime nazi n'avaient pas effacé les souvenirs d'enfance et de jeunesse*.

*Le philosophe Martin Buber accepta le prix Goethe que l'université de Hambourg lui avait décerné. Il expliqua qu'il avait agi de la sorte pour encourager les Allemands qui défendirent les valeurs humanistes. Cela souleva une tempête dans la presse et à la Knesset, et Buber décida de ne pas se rendre en Allemagne pour recevoir son prix[28].

Certains retournèrent y vivre. D'autres partirent pour l'Allemagne dans le seul but de retrouver les biens qu'ils avaient abandonnés, de réclamer de vieilles dettes, de régler des questions de pensions et d'assurance et de demander réparation.

Certains survivants d'Europe de l'Est ignorèrent également les appels au boycott. Ils entreprirent de faire des affaires avec l'Allemagne, dont certaines étaient nées de contacts établis dans les camps pour personnes déplacées. Eux aussi réclamaient des réparations. Il s'avéra que la première loi sur les crimes nazis qu'examina la Knesset fut une loi technique, destinée à faciliter aux citoyens israéliens, l'enregistrement de leur demande de réparation. Les Actes certifiés conformes (loi d'exception) autorisaient les fonctionnaires de l'Association des immigrés d'Europe centrale et d'autres organisations similaires à légaliser les documents personnels des individus qui réclamaient des réparations. Le ministre de la justice,

Pinhas Rosen, estima que la loi concernait entre trente et cinquante mille personnes, et chacune aurait besoin d'une moyenne de trois actes notariés au cours des quatre mois suivants. La question qu'il faut résoudre maintenant est de savoir comment organiser cette énorme quantité de documents le plus rapidement possible et au moindre prix, expliqua-t-il. Un membre de la Knesset déclara: Si nous n'étions pas si pauvres nous n'aurions pas accepté cette petite miette jetée sur notre chemin. Un autre affirma: Aucun argent ni aucune idéologie ne peut laver le sang des mains du peuple allemand, et notre règlement de compte avec l'Allemagne nazie ne prend pas fin avec la demande et la récep- tion des réparations. En dépit de ces objections, la loi fut approuvée sans opposition, dix jours après avoir été proposée, en décembre 1949[29]. Ce mois-là, le chef de la diplomatie écrivit à son chef de cabinet: J'ai le sentiment que l'attitude envers l'Allemagne qu'exige l'honneur israélien est de moins en moins ferme[30].

En mars 1950, le ministre des finances, Eliezer Kaplan, s'adressa au ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett: selon moi…nous devrions envoyer quelqu'un en Allemagne, pour des négociations préliminaires [sur les réparations et les compensations]. Je ne pense pas que l'État doive confier cette tâche à d'autres ou bien la remettre à plus tard, car il s'agit de protéger ses intérêts et ceux de ses citoyens[31]. Kurt Mendelsohn, le directeur des douanes et des impôts au ministère des finances, fut alors désigné. Levy Eshkol était à l'origine de cette initiative alors qu'il était membre de l'exécutif de l'Agence juive et pas encore ministre. Le gouvernement qui continuait d'adhérer publiquement à l'attitude qu'exigeait l'honneur d'Israël, préféra camoufler ses contacts avec l'Allemagne. Lorsque l'affaire atteindra le stade du transfert de fonds ou de bien, c'est l'Agence juive qui en sera responsable, déclara le ministre des Affaires étrangères[32].

Mendelsohn, cependant, se rendit en mission officielle à Bonn en tant que représentant d'Israël où il rencontra le ministre des finances allemand, Fritz Schäffer. Mendelsohn présenta un mémorandum détaillé, mais les Allemands lui donnèrent du fil à retordre. Il entra également en conflit avec les représentants d'autres organisations juives arrivées avant lui en Allemagne et qui réclamaient aussi de l'argent[33].

À l'été 1950, le président Chaïm Weizman partit en vacances à Bürgenstock, une station thermale sur le las de Lucerne, en Suisse. Parmi les autres clients de l'hôtel se trouvait le chancelier Konrad Adenauer. Ils se croisèrent dans le jardin, mais, à la consternation d'Adenauer, la conversation ne s'engagea pas entre eux. Les israéliens prétendirent que leur président ne se sentait pas bien ce jour-là. Mais l'assistant d'Adenauer, Ernst Ostermann, et shmuel Tulkowski, le chargé d'affaires israélien, purent se parler. L'israélien demanda ce qu'il advenait des réparations, en se référant, semble-t-il au mémorandum de Kurt Mendelsohn et aux contacts qui s'étaient établis par la suite entre les représentants du Congrès juif mondial et le bureau du chancelier à Bonn. Ostermann promit une réponse.

Quelques mois plus tard, Tulkowsky envoya pour mémoire une note où il écrivit: Il est dans l'intention du gouvernement israélien, immédiatement après la réception de la réponse du gouvernement de la République fédérale, de soulever cette question lors de prises de contact directes avec le chancelier de votre gouvernement. La réponse d'Ostermann fut évasive.

Lorsque le ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett, prit connaissance de cet échange de lettres, il n'en crut pas ses yeux. J'étais en état de choc, écrivit-il à un fonctionnaire de son ministère. C'était une communication officielle israélienne adressée à l'Allemagne, et aussi la déclaration implicite que nous étions prêts à entamer des négociations directes. Avions-nous jamais pris une telle décision auparavant? Il s'avéra que Sharett n'était pas au courant des derniers développements de cette affaire parce qu'il s'était absenté du pays. Le chef de la diplomatie était au courant de l'envoie de la lettre de Tulkowsky; celle-ci aurait été, en outre, approuvée par Kaplan, le ministre des finances, sans discussion de principe préalable[34]. L'on peut supposer qu'après s'être remis de son coc, le ministre des Affaires étrangères éprouva une certaine satisfaction. Quelques mois plus tôt, il avait fait part de son inquiétude à Kaplan: Nous entendons tous les jours parler de l'augmentation de la prospérité des Allemands, politique, économique et morale, écrivit-il. Le temps joue contre nous dans cette affaire et je crains que nous n'ayons laissé passer notre heure[35].

Fin décembre 1950, le ministre des Affaires étrangères suggéra au gouvernement d'envoyer une délégation en Allemagne pour réitérer la demande de réparations et de compensations. Le cabinet était partagé: Dov Yosef, ministre des transports s'opposa à toute prise de contact avec les Allemands, même si cela signifiait un apport d'argent. Peu de temps auparavant, le chancelier Adenauer mentionna à un journal juif la somme de dix millions de Marks, soit environ deux millions de dollars, somme ridicule en l'occurrence[36]. Moshe Shapira, ministre de l'intérieur, de la santé et de l'immigration, déclara que tout dépendait du montant: il n'était pas question de se souiller au contact pourri des Allemands pour une misère, mais si la somme était substantielle cela pourrait valoir la peine.

Alors que le débat se poursuivait, Ben Gourion proposa soudain qu'Israël fit à l'Allemagne une déclaration de guerre rétroactive à la création de l'État. Apparemment, cette idée n'était qu'une des sauvages inspirations que Ben Gourion avait parfois. Cela fut pourtant assez pour effrayer le chef de la diplomatie, qui tenta de persuader le premier ministre de renoncer à ses plans de guerre, jusqu'à ce que les aspects juridiques de la question puissent être examinés. Entre-temps, le cabinet avait rejeté l'idée d'envoyer une délégation en Allemagne et ordonna au ministre des Affaires étrangères d'adresser ses requêtes aux puissances d'occupation[37]. C'est ainsi qu'en janvier 1951 Israël demanda aux Etats-Unis, à l'Union soviétique, à la Grande-Bretagne et à la France d'imposer le paiement d' 1,5 milliards de dollars de réparation à l'Allemagne. Washing-

ton, Londres et Paris répondirent poliment qu'ils avaient fait de leur mieux, et suggérèrent à Israël de prendre directement contact avec l'Allemagne. Moscou ne répondit pas. En mars, Israël écrivit à nouveau aux trois puissances occidentales, mais au moment où les réponses lui parvenaient, au mois de juillet, les relations entre les juifs et les Allemands avaient pris un tournant dramatique[38].

*

L'après-midi du 19 avril 1951, deux fonctionnaires du gouvernement israéliens arrivèrent à l'hôtel Crillon à Paris. David Horowitz, alors directeur général au ministère des finances, par la suite gouverneur de la banque d'Israël, et Maurice Fischer, chargé d'affaires d'Israël en France, effectuaient ce voyage séparément afin que leur présence dans l'hôtel n'attire pas l'attention. Avant que les israéliens ne se séparent de leur partenaire allemand, celui-ci leur promit de respecter la condition qu'Israël avait expressément énoncée – si la presse venait à apprendre cette rencontre, les israéliens la démentiraient. Fischer suggéra à ses supérieurs à Jérusalem que, par discrétion, ils renoncent à tout rapport écrit, et qu'ils attendent le compte rendu qu'Horowitz leur ferait à son retour. Le gouvernement approuva la rencontre et Horowitz écrivit que Ben Gourion lui avait ordonné de taire le contenu des conversations aux autres ministres[39].

Comme toujours, il y eut des fuites. Toutes les rumeurs qui ont couru sur cette affaire sont fausses, mentit le ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett, et la presse se garda d'insister. L'évènement semblait presqu'un mirage40. En effet, l'homme qu'avaient rencontré au Crillon David Horowitz et Maurice Fischer était le chancelier Konrad Adenauer. C'était la première rencontre à un tel niveau entre des représentants des deux pays, un pas décisif vers la réconciliation entre les nations juive et Allemande. Les israéliens réclamaient 1,5 milliards de dollars.

La discussion eut lieu en allemand, elle fut tendue, devait se souvenir par la suite Horowitz. Adenauer déclara qu'il voulait réparer, selon ses faibles moyens, la grande injustice que les Allemands avaient causée aux juifs. Horowitz répondit qu'il n'y avait aucun moyen possible de réparer cette injustice. Il resta sur une calme réserve, sans hostilité comme on le lui avait recommandé. Pour que les deux pays puissent poursuivre les négociations financières, déclara-t-il, il fallait auparavant que l'Allemagne condamnât les crimes nazis. Le chancelier répondit qu'il avait condamné ces crimes en maintes occasions, mais Horowitz demanda qu'une déclaration de contrition officielle soit faite au cours d'un acte cérémoniel: Ce sera fait, déclara le chancelier, et il ajouta que son pays souhaitait aider Israël. Horowitz l'interrompit. Il n'était pas venu demander de l'aide. La seule question était la restitution des biens volés, et la somme qu'Israël réclamait n'était qu'une toute petite partie de la valeur des biens que les Allemands avaient volés aux juifs. Auparavant, les Allemands exprimèrent leur volonté de négocier sur base de la demande Israélienne. Adenauer ne souleva aucune objection, mais il évita toute réponse claire. Fischer sentit qu'il avait en face de lui un homme froid et calculateur. Le vieil Allemand s'efforçait cependant de manifester sa bonne volonté: il ne cessait de demander à ses interlocuteurs israéliens de ne pas être si pressés de partir, leur déclara que certains de ses meilleurs amis étaient juifs, et qu'un juif au moins échappa aux nazis grâce à son intervention. Horowitz répondit par un silence agacé. J'avais reçu l'instruction de me comporter avec fierté et honneur, de me battre pour nos exigences, mais de ne pas nous humilier et de ne pas laisser les négociations devenir un marchandage de rue, nota-t-il dans ses mémoires[41].

Le 27 septembre 1951, le chancelier Adenauer fit une déclaration historique au Bundestag à Bonn. L'opinion mondiale, dit-il, témoigne d'un intérêt constant pour l'attitude de la République fédérale à l'égard des juifs. Sur cette question temporaire, des doutes furent émis quant à la volonté du nouvel État à rendre justice aux crimes terrifiants du passé, et à établir entre les juifs et les peuple allemand des relations fondées sur des bases nouvelles et saines. Désormais, les juifs allemands étaient déclarés, de par la loi, citoyens à part entière de l'État allemand, ainsi que le stipulait la constitution, interdisant toute discrimination, ethnique, raciale, religieuse ou autre, nota Adenauer. L'Allemagne de l'Ouest était signataire de la Convention européenne des droits de l'Homme, mais cette juridiction s'avéra insuffisante. Il était donc indispensable d'éduquer les nations dans un esprit de tolérance humaine et religieuse. Afin de prévenir tout danger pouvant compromettre cette action pédagogique, le gouvernement décida de combattre certains cercles qui étaient toujours engagés dans une agitation antisémite.

Adenauer parla dix minutes et parvenu à la moitié de son discours, il dit: Le gouvernement de la République fédérale et la grande majorité du peuple allemand sont conscients de la souffrance incommensurable infligée aux juifs en Allemagne et dans les territoires occupés pendant la période du national-socialisme. L'immense majorité du peuple allemand abhorrait les crimes dont les juifs furent victimes et n'y avait pas participé. Sous le régime national-socialiste, de nombreux Allemands manifestèrent leur volonté d'aider leurs concitoyens juifs - par morale religieuse, par désespoir, en raison de la honte et de la disgrâce qui entachaient le nom de l'Allemagne. Mais c'est au nom du peuple allemand que furent commis des crimes indicibles qui exigent une réparation sur le plan moral et matériel, tant pour les dommages individuels subis par les juifs que pour les préjudices causés aux biens juifs dont les ayants-droit individuels n'existent plus aujourd'hui. Dans ce domaine, des premiers pas furent accomplis. Mais beaucoup reste à faire. La République fédérale veillera à la ratification et à l'exécution rapide d'une législation appropriée. Une partie des biens juifs identifiés furent déjà restitués; d'autres réparations suivront.

Ici, le chancelier formula une réserve. Le grand tort causé aux valeurs du judaïsme ne devait pas être le seul pris en ligne de compte, il fallait également considérer les possibilités de paiement de l'Allemagne, car celle-ci devait, à l'heure présente, prendre soins des victimes de la guerre et des innombrables réfugiés et exilés qui avaient trouvé asile sur son territoire. La République fédérale était prête à trouver une solution au problème matériel des réparations en collaboration avec les représentants du peuple juif et d'Israël qui accueillit de si nombreux réfugiés juifs[42].

C'était donc la déclaration de contrition qu'Horowitz demanda à Adenauer cinq mois plus tôt, l'acte cérémoniel. Le Bundestag manifesta son assentiment en se tenant debout, en silence, en souvenir des victimes du nazisme. Adenauer avait soigneusement choisi ses mots et, ainsi qu'on l'apprit, une génération plus tard, lorsque les archives diplomatiques israéliennes furent ouvertes, il ne les avait pas choisi tout seul. Adenauer avait envoyé une version de sa déclaration à Maurice Fisher, à Paris, par l'intermédiaire de l'envoyé spécial, Jacob Altmeier, député juif du parti socialiste démocrate au Bundestag. Altmeier avait également participé aux préparatifs de la rencontre Adenauer-Horowitz- Fisher. Fisher avait transmis la déclaration à Nahum Goldman, président du Congrès juif mondial. Goldman l'annota à l'encre rouge, comme un professeur corrige une rédaction, et envoya les pages à Jérusalem où elles furent encore modifiées avant d'être renvoyées par l'intermédiaire de Fisher à Paris, puis à Bonn.

De toute évidence, Jérusalem attachait une grande une grande importance à cette déclaration. Il ne fait plus aucun doute que le cabinet décidera de s'engager dans des négociations directes si la déclaration allemande nous tend une perche que nous pouvons saisir sans perdre la face, écrivit le directeur de la division pour l'Europe de l'Ouest au ministère des Affaires étrangères à l'ambassade d'Israël à Washington. Le premier ministre, le ministre des finances, le ministre des affaires étrangères et d'autres personnalités ont la certitude qu'une telle décision sera prise, mais seulement après la déclaration. Il est donc essentiel que celle-ci soit la plus parfaite possible. Le ministre des Affaires étrangères ordonna à son ambassade à Washington de demander aux Etats-Unis de faire pression sur Adenauer[43].

La déclaration était nécessaire à ben Gourion pour entreprendre des négociations directes avec l'Allemagne. Il demanda donc qu'Adenauer reconnaisse la culpabilité du peuple Allemand et qu'il énonce explicitement la volonté de l'Allemagne de dédommager l'État d'Israël et le peuple juif. Mais Adenauer refusa de déclarer que la nation allemande était coupable de l'extermination des juifs: dans une première version de son texte, il avait même rejeté clairement la thèse de la responsabilité collective. Tout ce qu'il fut possible de lui arracher était que les Allemands étaient responsables des crimes commis en leur nom. Dans cette même version Adenauer avait aussi déclaré que la République Fédérale participait à la défense du monde occidental contre le communisme. Le ministre des Affaires «étrangères à Jérusalem Suggéra de mettre cette question en sourdine: Cela nous causera du tort chez nous, nota un haut fonctionnaire du ministère en pensant aux partis staliniens de gauche, le Mapam et Maki[44]. La phrase fut éliminée du texte définitif. Adenauer y déclara sa volonté d'entrer en négociation avec des représentants du peuple juif; Israël ne fut pas mentionné. Le nom du pays était entendu dans celui de Jérusalem.

Jérusalem et le Congrès juif mondial avaient pesé chaque mot. Là où Adenauer souhaitait que des personnes avaient été tuées, il exigeait que soit précisait qu'il s'agissait de personnes innocentes. Le texte déclarait que la majorité du peuple allemand n'avait voulu prendre aucune part dabs les crimes nazis et que cela constituait un fait admis par quiconque et sans parti pris. Les Israéliens, cependant, raturèrent cette phrase. Au lieu de n'avait voulu prendre aucune part, Jérusalem suggéra une expression plus floue: abhorrait; cette correction fut apportée. Jérusalem avait souhaité qu'Adenauer ne se contente pas de parler d'une façon générale de cercles qui continuaient à s'adonner à une agitation antisémite mais de spécifier qu'il s'agissait de groupes. Bonn rejeta cette demande mais renonça à sa première intention de parler de cercles limités. L'une des versions de la déclaration qui était parvenue à Jérusalem évoquait les crimes commis dans les territoires occupés par l'armée allemande. Les mots, armée allemande, furent rayés par la suite. Selon le ministre des Affaires étrangères israélien, il s'agissait de donner par-là satisfaction aux Allemands qui souhaitaient minimiser la culpabilité de l'armée nazie.

Jérusalem souhaitait qu'il soit spécifié que les dédommagements ne concernaient pas exclusivement les biens perdus mais aussi, le tort causé au peuple juif. Bonn s'y opposa. Là où Adenauer voulait déclarer que son pays ne pouvait malheureusement dédommager les juifs que dans les limites de ses possibilités, Israël insista pour que le mot limite, soit supprimé et Adenauer accepta. Adenauer voulait déclarer qu'en matière de restitutions de biens à leurs propriétaires légitimes, il reste encore des choses à faire, Jérusalem demanda qu'à la place il dise, la plupart des choses restent à faire. Adenauer accepta de dire, beaucoup reste à faire[45].

Ainsi ils rédigèrent et corrigèrent et rédigèrent encore. J'espère que le grand patron à Bonn acceptera tout cela, écrivit Nahum Goldman à Moshe Sharett[46]. En Août, un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères nota que le texte qui prenait forme était bien meilleur que ce qu'il avait espéré[47]. La déclaration du chancelier Adenauer pouvait maintenant survenir n'importe quel jour; Jérusalem avait déjà rédigé une longue réponse favorable qui pouvait être rendue publique après le discours du Bundestag.

Mais à Bonn, le grand patron était soumis à d'autres pressions et, aux yeux des Israéliens, les différentes moutures de sa déclaration avaient changées pour le pire. Deux jours avant le discours au Bundestag, Ben Gourion nota dans son journal: La déclaration d'Adenauer a été modifiée, il ne parlera ni de culpabilité ni de responsabilité[48]. Walter Eitan expédia en urgence un télégramme au consul d'Israël à Munich: Vous devez vous baser sur le premier texte et leur notifier que si la déclaration n'est pas modifiée, nous ne pouvons pas promettre une réaction positive de la part du gouvernement israélien et du judaïsme mondial, et les Allemands ont intérêt, après tout, à ce que la réponse soit favorable[49].

Entre-temps, le ministre des Affaires étrangères dut reconsidérer sa réponse: Ajoutez quelques arguments moraux, ordonna le chef de la diplomatie50. Cette pression de dernière minute fut efficace: Adenauer fit marche arrière. Israël réagit avec retenue; les affaires étrangères promirent, avec peut-être une certaine retenue, d'étudier la déclaration[51]. On se demande dans quelle mesure cette déclaration peut être considérée comme l'expression d'un mouvement général de repentir, écrivit Haaretz[52].

Début décembre 1951, Nahum Goldman se rendit à Londres où il rencontra Adenauer pour la première fois. Goldman était là en tant que président du *Jewish materials claims* contre l'Allemagne, un regroupement de différentes organisations juives qui s'était formée en coordination avec le gouvernement israélien. La Claims conférence, ainsi qu'on l'appela, était supposée présenter les revendications des juifs de tous pays, en vue de dédommagements personnels. Goldman n'était donc pas chargé de réitérer les demandes du gouvernement israélien au sujet des réparations, mais il reçut tout de même des mains d'Adenauer une lettre dans laquelle l'Allemagne déclarait souhaiter négocier à la fois avec la *Claims Conference* et le gouvernement israélien. L'honneur du peuple allemand exige que tout ce qu'il est possible de faire soit entrepris pour dédommager le peuple juif pour l'injustice qui lui fut faite, disait la lettre également rédigée par Goldman. L'Allemagne saisirait l'occasion d'aider à la construction d'Israël en lui fournissant des marchandises, écrivit le chancelier, et il ajouta que les négociations entre les deux pays seraient menées sur la base des lettres qu'Israël avait soumises aux puissances d'occupation au début de l'année 1951, à savoir, le milliard et demi de dollars qui avaient été réclamés[53]. Goldman raconta que le chancelier allemand lui dit qu'il entendait rouler les tambours de l'Histoire[54]. Adenauer, fervent catholique qui ne fut pas nazi, se trouvait dans une position enviable; sa conscience et sa morale étaient en parfait accord avec les intérêts politiques de son pays. Les négociations sur les réparations et les compensations qui s'établirent avec Israël et le peuple juif allaient faciliter la réintégration de l'Allemagne au sein de la famille des nations. Mais de nombreux Israéliens vivaient la situation inverse; les besoins de leur pays étaient en conflit avec leur conscience.

Quelques jours plus tôt, le treize décembre, le comité central du Mapai se réunit à Tel Aviv. Tout était en place pour les négociations avec l'Allemagne; restait l'accord du peuple israélien qui, de toute évidence, ne pouvait être obtenu en secret. C'est le prix à payer pour l'inefficacité de la démocratie, commenta par la suite Moshé Sharett[55]. La plupart des membres du comité central arrivèrent à la réunion dans l'intention d'en discuter préalablement. Et de fait, personne ne changea d'avis à la fin du débat. Certains exprimèrent leur attitude quant au jugement que les générations futures porteraient sur leur action. Je ne veux pas que l'histoire juive et l'histoire mondiale retienne que nous avons été dédommagés par l'Allemagne, comme je n'accepte pas ce que stipule la Torah, à savoir que le père doit-être dédommagé pour un viol dont aurait été victime sa fille, déclara Yosef Sprinzak, président de la Knesset. C'est moralement absurde. Sprinzak était également préoccupé par l'image de son parti. Le Mapai donnerait une meilleure image de lui-même si, lors d'un vote, ses membres n'étaient pas contraints de suivre la ligne du parti et de lever la main en faveur des réparations, déclara-t-il[56]. Certains délégués se demandaient avec inquiétude quel serait le rôle de la presse dans ce débat, même si apparemment il était déjà clos. Ben Gourion essaya d'apaiser leurs craintes en leur disant que ce qu'écrivait la presse était, la plupart du temps, pure démagogie; mais qu'ils avaient raison de s'inquiéter.

La plupart des quotidiens étaient proches des partis d'opposition qui refusait toute négociation avec l'Allemagne, en particulier le journal de droite *Herut* et l'organe communiste *Kol Haam*. Quant à Yediot *Aharonot* et *Maariv*, deux quotidien du soir indépendants, ils menèrent une campagne anti allemande qui ne fut pas moins acérée que celle qui fut entreprise par les organes de presse des partis politiques. Que vais-je dire à mes chéris, à mes brûlés, à mes assassinés, quand ils viendront me voir la nuit, car ils viennent toujours et viendront me voir jusqu'à la fin? demanda Azriel Karlebach, le rédacteur en chef de Maariv. Lorsqu'ils traitaient des relations avec l'Allemagne, les journaux utilisaient souvent un langage biblique, exactement comme ils le firent pour le génocide. Ils citaient des poèmes hébraïques, faisaient de vibrants récits de l'existence juive en Europe de l'Est, et entretenaient une brûlante rhétorique destinée à exciter les sentiments antigermaniques. Comment pourrais-je supporter ma honte, lorsque mon pays est exposé aux nations, telle une épicerie dont les rayonnages sont vides et où pourtant là, dans un coin, est posée une urne de cendres de martyrs ? Même cela est à vendre ? écrivit Karebach; Et où cacherais-je ma honte lorsque devant moi le seul client, entré par hasard, hésite à acheter les cendres de mon père, et qu'une main preste saisit les tables de la Loi sous le comptoir, brise le morceau où est écrit "Tu ne tueras point", et, tremblant, tend l'urne au soûlard goï en lui faisant mille grâces pour qu'il ait pitié et qu'il l'achète? Un jour, le rédacteur de Maariv écrivit : Un jour, un véritable mouvement de paix s'élèvera dans le monde et assurera la paix en Europe en effaçant l'Allemagne de la face du monde[57]. (Exactement ce qu'affirme le président perse, Ahmadinejad à propos du régime sioniste).

Comme l'heure tournait, et que la session du comité central trainait en longueur, certains perdirent patience. Ils demandèrent que l'on votât, d'autres rentrèrent tout simplement chez eux. Le débat fut somme toute conscien- cieux et honnête. Les participants exprimèrent librement leur pensée, car ils n'étaient pas encore tenus par la prise de position officielle de leur parti. Ils parlèrent de politique et de morale, mirent en balances les besoins du pays et l'exigence de sa conscience, l'honneur et la nécessité, l'émotion et la raison. Tous citèrent la bible: *Souviens-toi de ce que t'a fait Amalec; Quoi, tu assassines et maintenant tu prends possession** !

*Le prophète Samuel ordonna au nom de dieu, au roi Saül de tuer tous les Amalécites : J'ai à demander compte de ce qu'Amalec a fait à Israël, [...] anéantissez tout ce qui est à lui. Mais Saül et son peuple épargnèrent Agag, le roi amalécite, car ils convoitaient ses richesses. Ils s'emparèrent des meilleures pièces du menu et du gros bétail....tout ce qu'il y avait de meilleur. Alors, Samuel tua Agag de ses propres mains et, à cause de ses pêchés, Saül fut privé de son trône. La faute de Saül d'avoir choisi de désobéir à dieu et, par pitié, d'avoir accompli une piètre vengeance, et le commandement *Souviens-toi de ce qu'Amalec a fait de toi*, furent souvent évoqués dans le débat sur les relations avec l'Allemagne. Il en fut de même pour l'expression *Quoi, tu assassines et maintenant tu prends possession*! , réquisitoire du prophète Elie contre le roi Achab qui assassina Navot le Jezréelite et lui ôta la vie (Deutéronome 25 :17,1 9 ; I Samuel 15 ; I rois, 21). Alors que le commandement de Samuel était cité comme un appel à la vengeance, on prêta à l'injonction d'Elie une autre signification : tandis que les Allemands ont tué tous les juifs, allons-nous les autoriser à en tirer bénéfice en nous prenant également nos biens ?

Note du copiste : Comment peuvent-ils s'y opposer puisqu'ils sont tous morts ? Et puisqu'ils sont tous morts, d'où viennent tous ces juifs qui envahissent la Palestine ?

C'est ainsi qu'ils mirent en balance leur identité juive et leur identité israélienne. Certains se laissèrent guider par le souvenir de ce qu'ils avaient personnellement subi des nazis. Mais même cela était conflictuel: leur passé exigeait qu'à la fois ils restent fidèles au souvenir et qu'ils s'engagent face à l'avenir. Le Mapai était un parti centriste, bien distinct des autres: le débat au sein du comité central exprimait l'opinion générale des Israéliens.

Les deux principaux adversaires de l'accord sur les réparations, Meir Dworzecki et Ariel Sheftel, étaient des survivants du génocide. Le député Sheftel raconta ses souvenirs: Dans le ghetto de Vilna, lorsqu'en hiver la température descendait jusqu'à 39° en dessous de zéro, les juifs mouraient de froid et de faim dans les rues (note du copiste: ils n'ont donc pas été gazés comme on le prétend ?)Les Allemands nous apportèrent les vêtements de centaines de milliers de juifs assassinés et nous dirent : Allez-y, prenez-les, couvrez votre nudité. (Ils se promenaient nus dans les rues ?) Les délégués refusèrent de prendre les vêtements tâchés du sang de leurs frères. Nous avons déclaré – Dworzecki était présent, ainsi que beaucoup d'autres- que nous refusions [...] ce qu'ils voulaient, c'était exploiter le moment où nous prendrions des vêtements [...] et nous photographier lorsque nous nous habillerions des vêtements de nos frères et de nos sœurs [...] Je sais, c'est irrationnel. Après la guerre, un évènement semblable eut lieu. Dans les camps de Treblinka, des chasseurs d'or s'étaient mis à la recherche de doigts qui furent amputés pour leur prendre leurs anneaux d'or. (Note du copiste: ces Allemands sont quand même stupides, ils amputent des doigts pour en prendre l'or, et au lieu de cela, ils les entèrent avec leur or). Les juifs de Pologne demandèrent alors au gouvernement polonais (pas allemand ?) de mettre fin à cette pratique; Treblinka fut clôturé, et l'or qui avait été enterré ne fut plus touché. Cette histoire est le sommet de l'irrationalité. Mais c'est un fait moral et historique[59]! (Et après, ils sont scandalisés quand on les prend pour des menteurs).

Dworzecki, qui était médecin et historien, fut prisonnier dans un camp de concentration en Estonie, et membre du réseau clandestin du ghetto de Vilna. Presque toute sa famille disparut dans le génocide. Si vous me demandez ce que je réclamerais au peuple allemand, déclara-t-il, je dirais: une mère pour une mère, un père pour un père, un enfant pour un enfant. Mon âme serait en paix si l'on me disait que six millions d'Allemands mourraient pour contrebalancer les six millions de morts juifs. Si cela n'est pas en notre pouvoir, alors accomplissons au moins une action historique qui leur causera une souffrance similaire à celle du sang versé, crachons-leur au visage[59].

Ben Gourion fit un éclat brutal et révélateur. Vous avez une mentalité de ghetto, déclara-t-il aux adversaires des réparations, et ajouta que les États souverains devaient se préoccuper de questions de sécurité, de puissance économique ainsi que du bien-être de leur peuple, et non cracher sur qui que ce soit. Il aborda alors tous les points de litige :

L'honneur national: Je considère que notre honneur national, c'est l'État d'Israël. Je considère que notre honneur national, c'est d'avoir arraché cinquante milles juifs yéménites d'un exile terrible et sombre. C'est cela l'honneur national. Si l'honneur national consiste à cracher et à manifester dans les rues, je méprise cet honneur-là.

Konrad Adenauer: Je n'ai pas l'intention de me porter garant d'Adenauer. Peut-être nous trompe-t-il ? Est-ce à moi de garantir l'honnêteté d'Adenauer? Mais pourquoi devrions-nous renoncer à ce qui est à nous ?

La vengeance: Si je pouvais m'emparer des biens des Allemands sans m'asseoir avec eux, ne serait-ce qu'une minute, mais en me rendant avec Jeep et mitraillettes dans leurs entrepôts, et si par exemple, il était en notre pouvoir d'envoyer des centaines de divisions armées et de leur dire: Prenez, je l'aurais fait. Mais nous ne pouvons pas le faire, et même si cela était le cas, j'aurais commencé par l'Iraq. Même les Russes et les Américains ne font pas tout ce qu'ils veulent.

L'opposition: Ceux qui s'opposent à nous politiquement [...] veulent faire échouer le gouvernement, mais je sais qu'ils feront aussi échouer le pays. Et peu leur importe de faire échouer le pays, s'ils font échouer le gouvernement.

Amalec: Si le peuple amalécite existait toujours et possédait des universités, les juifs y étudieraient. Je ne discute pas si le prophète Samuel avait raison on non au sujet d'Agag. Mais le verset *Tu effaceras la mémoire d'Amalec de dessous le ciel* n'a aucune signification pour moi. Pensez-vous que c'est là l'attitude que nous devons adopter aujourd'hui?

La mémoire: Ce que nous avons à dire sur ce qu'ils nous ont fait, nous le dirons quand nous en éprouverons le besoin. Et je ne pense pas que nous l'éprouverons jour et nuit. Mais [...] il vaut mieux ne pas le dire pendant trop longtemps, parce que [...] si nous le répétons trop souvent, le monde se lassera de nous – et dans le monde vivent aussi d'autres juifs. Lorsqu'un nouveau Jérémie se lèvera, il remplira son rôle[60].

Quelques membres du comité central demandèrent une dérogation au principe de discipline du parti. Même après le vote du comité, ils souhaitèrent que les députés du Mapai à la Knesset soient autorisés à voter selon leur conscience. Le président, Meir Argov, écarta rapidement cette dangereuse suggestion. Je ne suis pas favorable à une telle liberté, déclara-t-il; jusqu'à la décision [...] du comité central, vous êtes libres; mais après la décision, vous ne l'êtes plus. Il ne cacha pas ses raisons à ses camarades: Si nous ne canalisons pas le vote de nos propres membres, notre motion échouera à la Knesset. C'était également la préoccupation de Ben Gourion, mais il savait ou se trouvaient les limites de ce qu'il était possible de demander. En dépit de l'importance de l'enjeu, déclara-t-il, il fallait tenir compte d'un sentiment général qui était à ses yeux totalement inadmissible, mais qu'il se faisait un devoir de respecter parce qu'il était sincère. Ainsi il autorisa les députés de son parti à s'absenter de la Knesset pendant le vote, à condition que leur absence ne compromette pas le vote final. Personne ne devait être autorisé à mettre en déroute le peuple juif, le pays et le gouvernement, déclara Ben Gourion[61].
Le comité central vota. Il y eut cinq votes contraires aux négociations et quarante-deux favorable. À la fin de ce mois-là, le cabinet approuva également les négociations, puis la question fut posée à la Knesset.

11. Du gaz contre les juifs

Pendant les semaines qui suivirent, un vent de discorde souffla sur le pays. La coalition gouvernementale, conduite par le Mapai, avait toutes les chances d'emporter la majorité à la Knesset, mais rien n'était joué; au sein même des partis politiques, les origines divergeaient. Des députés de plus en plus nombreux demandaient qu'il leur soit permis de voter en leur âme et conscience, indépendamment des consignes de leur parti. Des groupes de pressions se mirent en place, des réunions publiques et des manifestations furent organisées partout dans le pays. On colla des affiches dans les rues, on publia des placards publicitaires dans les journaux et les intellectuels furent appelés à prendre position. Pour combattre l'ouverture des négociations sur les réparations allemandes, le Mapam, parti de gauche, embrigada d'anciens partisans et combattants des ghettos, dont les légendaires Anteck Zuckerman, Tzivia Lubetkin et Haïké Grossman. Des écrivains et des poètes, parmi lesquels Moshé shamir et Abraham Shlonsky, se déclarèrent opposés à tout contact avec l'Allemagne. Une délégation d'écrivains et de personnalités publiques rencontrèrent Ben Gourion, qui – ils rapportèrent ces propos à la presse – leur déclara qu'ils ne divergeaient que sur des points pratiques, mais aucunement sur des questions morales[1].
Pour soutenir les négociations sur les réparations, le Mapai appela à la rescousse le poète Nathan Alterman; et Martin Buber affirma que l'établissement de liens entre les deux pays serait une chose salutaire. Alterman et Buber ne semblaient cependant pas sûrs de leur fait; en réalité, ils acceptaient la nécessité des négociations avec l'Allemagne, mais non leur valeur morale[2]. Le journal indépendant et modéré *Haaretz*, ainsi que *Davar*, le quotidien financé par la *Histadrout*, porte-parole des positions du Mapai, manifestèrent la même ambivalence.
Le débat de la Knesset approchant, Maariv mena une enquête auprès de ses lecteurs, afin de proposer une alternative au plébiscite que le quotidien de droite, le *Herou*t, avait réclamé. Les lecteurs de Maariv devaient remplir un questionnaire et le remettre aux kiosques à journaux ou le renvoyer à la rédaction elle-même. Il n'était pas nécessaire de timbrer sa réponse, mais il fallait mentionner ses nom et adresse. La question était imprimée en double afin de permettre à l'épouse ou une autre personne de participer à l'enquête. On demandait aux lecteurs s'ils étaient pour ou contre l'ouverture de négociations directes avec l'Allemagne. Selon Maariv, il y eut douze milles réponses, dont 80% négatives[3].
Une semaine avant le débat, le député Menahem Begin publia un communiqué dans lequel il appelait ses camarades à faire voter une loi contre les négociations avec l'Allemagne. Nous sommes résolus à faire échouer cet horrible complot, avec l'aide de tous déclara-t-il[4]. Ce grand metteur en scène de la politique israélienne mit tout son talent dans la bataille contre les négociations; il prépara chaque acte, chaque scène, et se réserva le rôle principal. Il joua la grande scène de l'acte III, lors d'un rassemblement public à Jérusalem, où, sous une pluie battante, il traita Ben Gourion de petit despote et de grand maniaque[5].
Bégin était un nouveau venu dans la l'arène politique israélienne. Il ne s'installa en Palestine qu'en 1942; alors que Ben Gourion y vivait déjà depuis 1906. C'est-à-dire six ans avant la naissance de Begin. Ben Gourion fut l'un des premiers pionniers socialistes, alors que Begin fut simple soldat dans les forces polonaises libres; presqu'un réfugié. Il étudia le droit à Varsovie, dirigea le mouvement du *Betar* en Pologne et passa deux ans dans un camp de prisonnier soviétique. Avant la fondation de l'État, il prit la tête de l'*Irgoun* et dirigea une série d'attentats terroristes contre les Britanniques. Après l'indépendance, l'*Irgoun* se constitua en parti politique, le *Herout*, le porte-drapeau du mouvement révisionniste de Jabotinski, la Némésis antisocialiste des sionistes travaillistes. Begin avait une aisance oratoire, les bonnes manières d'un bourgeois polonais et un penchant excessif pour le légalisme. Mais il savait aussi enflammer les masses par des harangues populistes qu'il pronon- çait toujours entouré de ses partisans en uniforme. Il faisait appel aux sentiments patriotiques du

peuple et exploitait ses instincts chauvins. C'était un démagogue, à la gestuelle grandiloquente, qui avait souvent recours à un certain symbolisme historique. Cependant, contrairement à ce que soutenaient ses adversaires, et à l'impression qu'il donnait parfois, ce n'était pas un fasciste. Lors de son mandat de premier ministre, il joua un rôle important dans le renforcement de la démocratie parlementaire israélienne. Il n'était certes pas aisé de mener une opposition loyale contre Ben Gourion, car les dirigeants du Mapai ne faisaient pas toujours la distinction entre leur parti et l'État et considéraient toute tentative de déstabilisation du Mapai comme une attaque dirigée contre l'État d'Israël.

À cette époque, Begin ne représentait pas un danger politique ou idéologique pour le Mapai, mais il pensait être la personne adéquate pour défendre l'honneur national. Le Mapai et la génération des fondateurs de l'État considérèrent son attitude comme injurieuse, et la situation s'envenima. De son côté, Begin affirma que la gouvernance du pays par le Mapai, dans la période qui précéda la création de l'État, fut une collaboration avec les Britanniques – de même il avait soutenu que les accords de la Haavara constituaient une collaboration avec les nazis. Lorsque l'État fut créé, Begin accusa le Mapai d'avoir cédé aux arabes un territoire cher au cœur des juifs, dont le mur des lamentations et la vieille ville de Jérusalem. Puis Begin établit son monopole sur la mémoire du génocide: il accusa le Mapai d'avoir failli au sauvetage des juifs d'Europe. Pendant le génocide, il se trouvait déjà en Palestine, mais il voulait faire croire qu'il était encore là-bas; il évoquait parfois la mort de son père, noyé par les nazis dans le fleuve Bug*. Ben Gourion le méprisait.

*Begin aimait raconter que son père avait pris la tête d'un cortège de cinq-cents juifs dans sa ville natale, et qu'il vit le fleuve devenir rouge de leur sang. Sa sœur, Rachel Halperin, raconta à son biographe, Eric Silver, que la version que son frère donna de cette histoire n'était qu'une légende; d'après elle, son père fut abattu par un soldat. Quant à leur mère, elle fut assassinée dans l'hôpital où elle était soignée. Begin soutenait que ses deux parents furent tués sous ses yeux, alors qu'il avait déjà quitté la ville à ce moment-là[6]. Il avait fui à temps.

À la Knesset, le débat approchait; le *Herout* publia un communiqué dans lequel il affirmait que toute main levée en faveur des négociations avec l'Allemagne serait considérée comme une main de traître. Par conséquent, quelle que soit la décision finale, la nation ne se réconcilierait jamais avec ceux qui voteraient en faveur des négociatioins[7]. Lors d'un rassemblement à Tel Aviv, Begin Déclara: monsieur Ben Gourion, je vous avertis publiquement; si vous osez agir de la sorte, sachez alors que chaque juif se dira: Si une telle chose peut se produire dans l'État d'Israël, alors tout y est possible[8]! Son message sonna l'heure de la révolte et ce ne fut pas un hasard. Begin s'efforçait de faire revivre l'époque où il se trouvait à la tête de l'Irgoun; pour ce faire, il mettait en parallèle le gouvernement israélien et les méprisables Britanniques, qu'il avait l'habitude de comparer aux nazis. Plus tard, il qualifia de génocide les négociations avec l'Allemagne et compara le Mapai aux nazis. Les affiches du Herout hurlaient: Les os de nos parents martyrs, au marché du sang du Mapai-nazi[9]. Begin affirmait que l'argent impur des loups teutoniques était destiné à remettre à flot la situation économique du Mapai, comme la Haavara le fit dans les années trente. En agissant en notre nom à tous, proclama Begin dans son discours de Tel Aviv, au nom de mon père, au nom de votre mère, au nom de son fils, au nom de six millions de personnes massacrées et brûlées, les hommes au pouvoir demandent à Adenauer et son gouvernement: donnez-nous 5% des biens ayant appartenu aux juifs pour [créer] un autre Solel Boneh [une des entreprises de la Histadrout][10]. L'argent en provenance d'Allemagne devait compenser la perte des biens volés par les nazis, ainsi que les dommages physiques et financiers subis par les survivants du génocide, mais Begin soutenait qu'il s'agissait d'une forme d'amende infligée aux assassins eux-mêmes. L'argent des réparations trempe dans le sang juif, déclara son parti[11]. Quant à *Herout*, l'organe du parti, ilpublia, au-dessus de son nom, des appels et des lamentations, exactement comme les journaux l'avaient fait pendant le génocide.

Le matin du sept janvier 1952, jour du débat à la Knesset, le quotidien du *Herout* plaça en exergue, sur la colonne de droite, une citation d'un passage du code juridique de Maïmonide consacré aux assassins. Il faut veiller à ne pas recevoir de rançon d'un meurtrier, même s'il est prêt à donner tout l'argent du monde, et même si le vengeur du sang souhaite l'absoudre, car l'âme de la victime n'est pas la propriété du vengeur mais celle du Saint Bénit-soit-il. À gauche du nom du journal figurait une foto qui était censée avoir été prise dans un camp de la mort par un soldat de la brigade juive, et sur laquelle étaient inscrits deux mots en yiddish, comme en lettre de sang: *Yidn nekome* –juifs, vengeance. Une espèce de bannière se déployait sur toute la largeur, au-dessus des nouvelles du jour, où il était écrit: Souviens-toi de ce qu'Amalec a fait de toi. L'article principal révélait que la déclaration de contrition d'Adenauer avait été rédigée suite à un accord préalable avec Israël*.

*Le même jour, le député Mosh Sneh (du Mapam) révéla que, dix jours avant le discours d'Adenauer, il en avait vu le texte entre les mains de Nahum Goldman, à Paris. Sneh en conclut que cette histoire du repentir d'Adenauer n'était qu'un mensonge[12].

En sous-titre étaient mêlés deux symboles du mal: Les Britanniques font pressions en faveur de l'établissement de relations normales entre Israël et l'Allemagne. Sur la colonne de droite, le journal déclarait: Fin de l'administration de l'Agence juive d'hier, qui devient l'Agence allemande nazie. Le jour du vote à la Knesset, il titra: Le jour du jugement dernier. Sur la colonne de gauche un appel était lancé à chaque membre de la Knesset: Ils vous regardent, était-il écrit, depuis les tombes énormes et profondes, rouges de sang/ depuis les cheminées des fournaises de la mort, depuis Maïdanek, Mauthausen et Auschwitz/ six millions de paires d'yeux caverneux vous regardent. Au bas de la page était publié un appel à une manifestation de masse, l'après-midi même, sur la place Sion à Jérusalem[13].

La police avait pris toutes les précautions, mais elles s'avérèrent rapidement insuffisantes. Des centaines de policiers furent amenés à Jérusalem, munis de pistolets, de casques de fer, de boucliers, de matraques et de masques à gaz. Des ambulances et des camions de pompiers étaient sur le pied de guerre; l'armée se tenait prête à venir en renfort. Les députés se réunirent dans un bâtiment du centre-ville, à quelques pas du lieu de la manifestation, protégés par des barrières et des barbelés. Les rues étaient bloquées; seuls les résidents et les boutiquiers avaient l'autorisation de passer. À Jérusalem, on n'avait pas connu une telle tension depuis le siège de la ville pendant la guerre d'indépendance. Au début de l'après-midi, les habitants se rendirent en nombre au mont Sion, devant le premier mémorial du génocide. Ils répondaient à l'appel du grand rabbin, qui déclara que le lendemain, 10e jour du mois *Teveth* et jour de jeûne selon la tradition serait désormais le jour de la commémoration annuelles des victimes du génocide. Le fait que le jeûne religieux coïncidât avec le débat à la Knesset offrait au *Herout* une occasion inespérée, dont il tira parfaitement parti. De nombreux manifestants se rendirent directement du mont Sio à la place Sion pour écouter Menahem Begin.

À la Knesset, la séance débuta peu avant seize heures. Au préalable, les députés avaient à régler plusieurs points d'ordre requérant une certaine attention. L'un d'eux était le serment que devait prêter le député Menahem Begin qui s'était absenté de la Knesset cinq mois durant. On lui lu l'énoncé du serment: Je jure d'être loyal à l'État d'Israël et de remplir fidèlement ma mission à la Knesset. Begin répondit: Je le jure[14]. Quasiment tous les députés et l'ensemble des ministres étaient présents. Les galeries publiques et les bancs réservés à la presse étaient bondés. Certains se tenaient debout sur les bas-côtés, des centaines d'autres s'amassaient devant l'entrée dans l'espoir d'y pénétrer. Après l'éclaircissement de quelques questions parlementaires, la parole fut donnée au premier ministre. Ben Gourion parla un peu plus de vingt minutes. Une fois encore, il exposa dans le détail, d'une façon quelque peu abrupte et sèche, les exigences israéliennes à l'égard de l'Allemagne; le gouvernement pensait qu'il était de son devoir de s'efforcer de récupérer, le plus rapidement possible, la majeure partie des biens dont les Allemands avaient spolié les individus et la nation. C'était un constat dénué de tout pathos, à l'exception des mots qu'il prononça pour conclure: Ne laissez pas les assassins de notre nation en devenir les héritiers[15].

Ben Gourion ne fut pas interrompu, mais la discussion qui suivit fut plaine d'émotion. Le premier orateur, Elimelech Rimalt, député centriste du parti sionistes généraux, raconta à la Knesset un incident qui survint dans sa famille: mon petit garçon m'a demandé: Combien allons-nous obtenir pour grand-mère et grand-père16. Ses deux grands-parents ont été tués, expliqua Rimalt. Ça ne faisait que commencer.

Entre-temps, Menahem Begin quitta la Knesset et se fraya un chemin jusqu'au balcon de l'hôtel Aviv qui dominait la place Sion, où des milliers de personnes s'étaient rassemblées. Venues des quatre coins du pays dans des autobus spéciaux, elles arboraient toutes l'étoile jaune que les juifs furent forcés à porter dans les ghettos; sous le mot *jude* était inscrit: Souviens-toi de ce qu'Amalech t'a fait. Begin évoqua la noyade de son père, et il ajouta: Ils disent qu'un nouveau gouvernement a été constitué, avec lequel nous pouvons parler, mener des négociations et signer de accord. Avant qu'Hitler ne parvînt au pouvoir, le peuple Allemand avait voté pour lui. Douze millions d'Allemands servirent dans l'armée nazie. Ce n'est pas un Allemand tout seul qui a tué vos pères. Chaque Allemand est un nazi. Chaque Allemand est un assassin. Adenauer est un assassin […] tous ses collaborateurs sont des assassins.

À mi- discours, il agita soudain un morceau de papier, comme si on venait de le lui remettre. On venait de l'informer, déclara-t-il, que les policiers en faction autour de la place étaient équipés de masques contre les grenades lacrymogènes fabriquées en Allemagne. Il lança un cri déchirant: Ce sont ces gaz-là qui ont asphyxié vos parents ! Il demanda aux manifestants de refuser de payer leurs impôts en signe de protestation, et leur déclara que les adversaires des réparations ne devaient plus rien craindre, pas même les chambres de torture. Il parla de lutte à mort. Enfin, il demanda à la foule de lever la main et lui fit prêter serment dans le plus pur style biblique: Au nom de Jérusalem, au nom de ceux qui sont morts sous les gibets, au nom de Zev Jabotinski; si j'oublie l'extermination des juifs, que ma droite pourrisse; que ma langue se colle à mon palais, si je ne me souviens de toi, si je ne place pas l'extermination des juifs au faîte de mes peines[17]. Il faisait très froid, il neigeait.

Le lendemain, on se demanda si Begin avait incité la foule à prendre d'assaut la Knesset. Selon *Davar*, il aurait déclaré: Soulevez-vous contre la Knesset, encerclez-là, et, si on ne vous laisse pas entrer, enfoncez les portes! D'après *Haaretz*, il aurait dit: Aujourd'hui je veux du sang[18] ! Et selon le journal de son propre parti, ce serait: Aujourd'hui je dis oui à [la résistance], puis: Allez, mes frères, n'ayez pas peur des grenades lacrymogènes. Dites aux policiers juifs que vous aussi êtes juifs. Nous ne pouvons nullement accepter cela […] Nous ne nous battons pas pour du pain […] Nous nous battons pour l'âme de notre peuple et l'honneur de notre nation. Allez et portez dans vos âmes l'étendard de la pureté de la nation[19]. Plus tard, Begin admit avoir dit à la foule: Allez, résistez, encerclez la Knesset. Il argua qu'il entendait par-là qu'ils devaient agir comme au temps des Romains. Lorsque le gouverneur voulu placer une idole dans le sanctuaire, les juifs vinrent des quatre coins du pays, encerclèrent le temple et déclarèrent: Il vous faudra d'abord nous passer sur le corps. Et il aurait demandé à ses partisans un silence assourdissant et exigé qu'ils n'interviennent pas dans les débats[20]. À la fin de son discours, Begin rejoignit le parlement, ses hommes marchant derrière lui.

En remontant la rue Ben Yehuda, à mi-chemin de la Knesset, les manifestants rencontrèrent un barrage de police qu'ils traversèrent sans que les policiers n'opposent de résistance. Un peu plus loin, ils furent aspergés par une pompe à incendie, mais poursuivirent leur marche. Un correspondant du *Jérusalem Post* rapporta que certains manifestants avaient des sacs de l'armée remplis de pierres qu'ils avaient transportés de Tel Aviv et de Haïfa[21]. Il est impossible de savoir combien ils étaient- certainement moins nombreux que ceux qui assistèrent au rassemblement de Bégin. La plupart d'entre eux étaient jeunes- des anciens de l'*Etzel* [Irgoun], des militants du parti *Herou*t, ils n'étaient pas tous des survivants du génocide. De la liste des noms des manifestants arrêtés ce jour-là, il ressort que beaucoup d'entre eux étaient des juifs orientaux. Par la suite, les membres du *Herout* furent rejoints par les manifestants d'un autre rassemblement organisé par le Comité pour la paix- un groupe financé par le *Mapam*, le parti communiste (Maki), et par des étudiants.

À cette époque, le Mapam et le Maki s'alignaient sur les positions soviétiques. Yaakov Hazan, l'un des dirigeants du *Mapam*, déclara que le pays de Staline était sa deuxième patrie[22]. À l'instar de l'Union soviétique, les deux partis politiques firent la distinction entre les deux Allemagnes: l'Allemagne de l'ouest était sale, l'Allemagne de l'Est était pure. Pour eux, les millions d'Allemands de l'Est qui avaient soutenu Hitler, et les quelques fonctionnaires dont le régime communiste avait hérité du Troisième Reich, n'existaient pas. L'héritage de la culpabilité nazie était dévolus aux seuls Allemands de l'Ouest, ils étaient par conséquent les seuls qu'il fallait bannir. En Octobre 1951, le *Mapam* envoya deux de ses membres à une conférence internationale à Berlin-Est. L'un était Hanan (Hans) Rubin, ancien membre du parti social-démocrate allemand sous la République de Weimar. Rubin fut l'un des premiers Israéliens à se rendre en Allemagne de l'Est. Mais, à l'instar du parti schizo- phrène auquel il appartenait, il vota contre l'ouverture des négociations avec l'Allemagne de l'Ouest. Il fut à ce titre, traité d'infâme, par Ben Gourion[23]. Puis la police monta sur les toits et lança des grenades lacrymogènes. Mais le vent retourna les vapeurs suffocantes contre la police et la Knesset. Les manifestants avancèrent, armés de bâtons et de pierres qu'ils lancèrent; d'après Ben Gourion, ils avaient aussi des grenades lacrymogènes[24]. Ils contournèrent des voitures qui étaient garées là; l'une d'elles prit feu. Des vitrines volèrent en éclats. Il y eu des blessés, certains par des coups de poings, d'autres piétinés par la foule. L'un d'eux fut tiré hors d'une ambulance et battu.

*

Entre-temps, le débat continuait à la Knesset. Mais, lors de la deuxième intervention, celle de Yaakov Hazan du *Mapam*, on entendit clairement les émeutiers- les cris, les pleurs, les sirènes. Soudain, Yohanan Bader du *Herout* hurla: Du gaz contre les juifs! Le président Spinzak s'efforça maintenir l'ordre. Pendant le discours suivant, prononcé par Itzhak Rafaël du parti national religieux, Hapoel Hamizrahi, deux membres de la Knesset- Meir Vilner et son ex-femme Ester Vilenska, tous deux communistes, firent irruption dans le parlement et se mirent à crier: Nous restons là à parler, et dehors il y en a qui se font assassiner! À ce moment, les manifestants lancèrent des pierres à travers les carreaux du rez-de-chaussée. Des éclats de verres jonchèrent le sol et les bureaux des députés. Le président en prit acte: La seule chose que je puisse faire, c'est constater que des pierres ont été jetées sur la Knesset et que la Knesset n'a pas lancé de pierres[25]. Tout le monde criait, les sténotypistes arrêtèrent de consigner les discours.
Le lendemain, Shalom Rosenfeld de Maariv rapporta que l'on avait entendu les mots *assassins, fous, salauds et fasciste*, et que des nuages de gaz envahirent la salle à travers les vitres brisées: Au début, on sentait une légère démangeaison dans l'œil, mais les effets du gaz augmentaient lentement et bientôt tout le monde se retrouva en train de larmoyer et de s'essuyer les yeux. On se pressa vers la sortie; ce fut le chaos. Soudain, on entendit un cri- quelqu'un était blessé. Une pierre atteignit à la tête, Hanan Rubin du *Mapam*. Ben Zion Harel, membre des sionistes généraux, médecin de son état, se précipita à son secours[26].

Il y eut des dizaines de blessés parmi les policiers et les manifestants. Un grand nombre d'entre eux furent transportés à l'intérieur de la Knesset pour recevoir les premiers soins. L'épouse de Ben Gourion, Paula, qui était infirmière, apporta son secours. Leur fils, Amos Ben Gourion, chef adjoint de la police dirigea les opérations à l'extérieur. Puis le premier ministre Ben Gourion ordonna à l'armée, appelée en renfort, d'empêcher la foule de pénétrer dans la Knesset. Les manifestants se trouvaient à quelques dizaines de mètres de l'entrée, mais le premier ministre, qui était également ministre de la défense, interdit que l'on tirât. Yohanan Bader écrivit dans ses mémoires: Begin et moi, sommes restés à nos places tandis que les pierres tombaient près de nous; Begin me dit en Polonais: Yashu, reste assis, c'est ce que maman aurait souhaité[27].

Begin était l'orateur suivant. Son intervention n'apporta rien de nouveau, si ce n'est un appel lancé aux députés arabes, membres de sections satellites du Mapai, pour qu'ils s'abstiennent de participer au vote: C'est une question qui nous concerne; il s'agit du sang de nos mères, de nos frères, et de nos sœurs; laissez-nous trancher cette affaire[28]*.

*Préoccupé, Ben Gourion avait aussi calculé, la veille, dans quelle mesure le vote des députés arabes pouvait influer sur le résultat, et ce qu'il adviendrait s'ils s'abstenaient. Mais en définitive ces votes ne furent pas décisifs[29].

Juste avant la fin du discours de Begin, on entendit Ben Gourion crier quelques mots au sujet des *hooligans* qui se trouvaient dehors. Begin répliqua: C'est vous qui êtes des *hooligans*. Le président de la séance enjoignit Begin à retirer ses propos. Begin demanda que B. Gourion retirât les siens d'abord. Les députés du Mapai se mirent alors à crier: Ne le laissez pas parler! Ne le laissez pas parler! Begin répliqua: Si on ne me laisse pas parler, personne ne parlera. Vous ne me ferez sortir que par la force. Le président ajourna la séance[30].

Lorsque la Knesset reprit son travail, il faisait nuit et les manifestants étaient rentrés chez eux. Deux-cent d'entre eux furent blessés, ainsi que cent-quarante policiers, des dizaines furent hospitalisés. Il y eut près de quatre cents arrestations. Begin retira ses propos contre Ben Gourion et fut autorisé à poursuivre son interven- tion. Il se pourrait bien que ce soit là mon dernier discours à la Knesset, dit-il. Puis il aborda la question du martyre. Voilà, dit-il, ce que son père lui avait appris: dans la vie, il y a des choses plus précieuses que la vie elle-même. Dans la vie, il y a des choses qui sont pires que la mort elle-même. Et c'est là une de ces choses pour lesquelles on pourrait renoncer à la vie, pour lesquelles on est prêt à mourir. Nous quitterons nos familles, nous ferons nos adieux à nos enfants, mais les négociations avec l'Allemagne ne se feront pas.

La Knesset écoutait en silence. Elle n'avait jamais entendu un tel discours, et ne devait jamais en entendre de pareil:

Des nations dignes de ce nom sont montées sur les barricades pour bien moins que cela. Et nous, membres de la dernière génération d'esclaves et de la première génération des rédimés; nous, qui avons vu nos pères trainés dans les chambres à gaz; nous qui avons vu notre veux père jeté dans le fleuve sous nos yeux, avec cinq-cents autre juifs de la glorieuse communauté de Brisk, en Lituanie, à en rougir l'eau de sang; nous, qui avons vu notre vieille mère assassinée sous nos yeux dans un hôpital; nous, qui avons vu se dérouler sous nos yeux ces évènements sans précédent dans l'histoire – allons-nous avoir peur de risquer notre vie pour empêcher les négociations avec les assassins de nos parents ? Si nous ne nous dressons pas contre cela, il ne nous restera plus qu'à nous voiler la face de honte. Nous sommes prêts à faire n'importe quoi pour épargner cet opprobre à Israël […] C'est le dernier appel que je lance à la Knesset: Empêchez cet autre génocide des juifs !

Je sais que c'est vous qui avez le pouvoir. Vous avez des prisons, des camps de concentrations, une armée, des détectives, une artillerie, des canons. Peu importe. Ici, toute cette puissance se brisera en mille morceaux comme du verre sur un roc. Nous nous battrons jusqu'au bout pour cette cause juste. La force physique est inutile ; car elle est pure vanité; une bataille contre des moulins à vent.

C'est une mise en garde et non une menace. Qui pourrais-bien menacer? *Je sais que vous me trainerez dans les camps de concentrations*. Aujourd'hui vous avez arrêté des centaines de personnes, vous en arrêterez peut-être des milliers. Peu importe, ils iront en prison. Nous serons avec eux et, si nécessaire, nous mourrons avec eux. Mais il n'y aura pas de réparations allemandes. Que Dieu nous vienne en aide pour empêcher ce génocide de notre peuple, au nom de notre avenir, au nom de notre bonheur.

À la fin de son intervention, Begin informa l'autorité de l'État que, si l'immunité parlementaire lui était appli- quée, il la considèrerait comme nulle et non avenue[31]. Le lendemain, *Yediot Aharonot* titrait: La Knesset était en larmes[32].

Le lendemain de l'attaque contre la Knesset, Ben Gourion s'adressa à la nation sur les ondes: Les gens du coup de force et de l'assassinat politique ont essayé, pour la première fois, de détruire la démocratie en Israël, d'arracher le contrôle de l'action politique des mains des représentants élus de la nation. Il traita les manifestants de sauvages et de bande d'émeutes. Menahem était l'organisateur et le chef de cette rébellion, déclara Ben Gourion, il était entouré des anciens membres de l'*Etzel*, avec l'aide et le soutien des communistes. En tant que premier ministre et ministre de la défense, déclara Ben Gourion, il pouvait assurer la nation que tous les moyens furent pris pour sauvegarder la démocratie, l'intégrité de la Knesset, la légalité, la sécurité et la paix.

Afin qu'on ne puisse en douter, Ben Gourion mit l'accent sur l'expression *tous les moyens*. Ne vous inquiétez pas et ne craignez rien, déclara-t-il. Il y a dans notre pays suffisamment de forces et de ressources pour défendre la souveraineté et la liberté d'Israël, pour empêcher les bandits et les assassins de s'emparer du pays et de perpétrer d'autres actes de terrorisme. L'armée, la police et la population souhaitent la liberté et l'indépendance, et cela constitue la garantie la plus sûre contre le complot criminel et dément des bandits du *Herout* et de leurs alliés communistes. Il condamna l'idéologie impure du fascisme dans ses diverses incarnations de droite et de gauche, il déclara enfin que l'État d'Israël ne serait jamais l'Espagne ou la Syrie[34].

Tout cela était suffisamment grave pour mettre hors la loi le *Herout* et le *Maki*. La rumeur publique affirma que telles étaient les intentions de Ben Gourion, mais qu'il s'était abstenu à la dernière minute- attitude sage s'il en fut, non seulement en vue du vote sur les négociations avec l'Allemagne, mais aussi parce qu'une fois mis hors la loi, le *Herout* serait entré en clandestinité et aurait gagné l'aura des persécutés[35]. Et Begin aurait totalement joué cette carte-là; il n'avait pas voulu faire un coup mais provoquer un drame. Il n'était pas prêt à mourir pour ce vote ni même aller en prison, mais il avait poussé à l'extrême les limites de la démocratie. La réaction spectaculaire de Ben Gourion avait rendu la situation plus explosive encore.

Pendant ce temps, le bureau de Ben Gourion croulait sous les télégrammes de soutien des différentes sections de son parti et de nombreux habitants du pays. À l'architecte de l'État d'Israël, nos félicitations, et gardez la tête haute, disait un télégramme de Ramat Gan, alors qu'un autre émissaire du parti à Kfar Saba déclarait: Nous formerons un mur vivant pour la défense de notre pays, de la loi et de la démocratie. Les pensionnaires de la maison de retraite de Holon envoyèrent leurs vœux à no*tre cher et bien-aimé premier ministre*. Des ouvriers de Haïfa et d'autres villes demandèrent à être transportés à Jérusalem pour défendre la Knesset[36]. Le chef des services de sécurité, Isser Harel, encouragea ces initiatives[37]*.

*Par la suite, un membre du Mapai mentionna au biographe de Ben Gourion, Michel Bar Zohar, l'existence d'une brigade de réservistes membres de kibboutzim, postés dans la foule lors de la manifestation suivante du Herout à Tel Aviv. On s'était assuré que Begin fut bien informé qu'il se trouvait dans la foule un milliers de gars armés, venus des vallées, prêts à attaquer à la première provocation[38].

On avait ainsi laissé de côté le débat sur les négociations avec l'Allemagne, selon *Haaretz*, la question des réparations n'était pas à l'ordre du jour, mais il s'agissait de savoir si le pays était capable de se défendre contre une bande d'émeutiers qui voulaient imposer son diktat. Begin avait perdu entre-temps l'appui des journaux du soir. Il eut même à subir les attaques de *Maariv*, qui fut pourtant fondé par ses propres partisans. Azriel Karlbach écrivit avec fougue: En agissant de la sorte, le Herout a fait plus que quiconque, progresser l'accord avec l'Allemagne[39].

Le vote eut lieu le surlendemain, 9 janvier 1952, dans une atmosphère de grande tension. La Knesset était entourée d'une haie de policiers et de soldats armés. Les adversaires des négociations s'activèrent jusqu'au bout pour tenter de convaincre les députés du Mapai de voter selon leur conscience, et non par discipline partisane. Mais le Mapai accepta de renoncer à une formulation expressément favorable aux négociations et se contenta d'une vague résolution selon laquelle la Knesset autoriserait les Affaires étrangères et le Comité de défense (au sein duquel le Mapai était majoritaire) à se déterminer sur cette question d'une façon définitive, en accord avec les circonstances et les conditions actuelles. Les cent-vingt membres de la Knesset furent appelés à se prononcer, soit pour cette résolution, soit pour une autre, s'opposant à toutes négociations avec l'Allemagne. À l'exception de quatre absents, tous les députés étaient présents; Arieh Ben Eliezer (du Herout), souffrant, fut emmené sur un brancard. Cinq député s'abstinrent, cinq autres (en majorité membres de partis d'opposition) se prononcèrent contre la résolution, et soixante-et-un (membres du Mapai, et sections arabes du parti, la majorité des députés des partis Mizrahi et Hapoel Mizrahi et des progressistes[40]) votèrent en sa faveur. À l'exception de quelques-uns, tous les députés votèrent en accord avec leur parti. Cependant, ceux qui au sein du Mapai s'étaient opposés aux négociations, donnèrent leurs voix à la

résolution. Certains, parmi les sionistes généraux qui avaient initiés d'orageux débats au cours des semaines précédentes et qui s'étaient prononcés en faveurs des négociations, votèrent contre. Quant aux ultra-orthodoxes, adversaires des négociations, ils s'abstinrent ou furent absents.

Trois semaines plus tard, la Knesset décida de suspendre Begin pendant plus de trois mois pour sanctionner la violente provocation dont il s'était rendu coupable. Cette décision nécessita un autre débat, et une fois encore les propos furent empreints de brutalité. Le démocrate qui vous sert d'exemple, c'est Hitler, déclara Haïm Landau (Herout) au Mapai. Auparavant, Meir Argov (du Mapai) avait comparé l'attaque de la Knesset à l'incendie du Reichstag[41]. Le Herout poursuivit son combat, multiplia les rassemblements et les manifestations et prit l'initiative de débats à la Knesset. Comme on ne pouvait rien dire de nouveau, on ergota sur la forme; le Herout dépassa tout le monde en inventivité macabre. En mars 1952, quelques jours à peine avant l'ouverture des négociations avec l'Allemagne, Yohanan bader déclara: Supposons qu'ils vous paient pour les six millions de juifs; une fois passée la période des réparations [...] allez-vous trouver six autres millions pour obtenir encore de l'argent[42]? Cette question complétait celle qu'Arieh Ben Eliezer posa au Mapai quelques mois plus tôt, quand on apprit que l'Allemagne n'allait pas payer Israël en argent liquide mais sous forme de marchandises. Parmi les produits allemands, y aurait-il aussi du savon fabriqué avec de la chair humaine ? demanda Ben Eliezer[43]. Haïm Landau interpela en yiddish Shmuel Dayan (Mapai): *A glik unz getrofen* (Quelle chance nous avons) ! Six millions de juifs furent assassinés, et nous, nous allons recevoir de l'argent[44].

La bataille contre les négociations avec l'Allemagne sortit Menahem Begin d'une période de dépression et fit remonter son parti. Begin était euphorique; le Herout commençait une nouvelle vie. Chaque section organisait des rassemblements, et des manifestations se déroulaient dans de très nombreuses villes. On demandait aux militants d'assurer un service dans la fonction publique et de se tenir prêts 24h/24 à répondre à l'appel de leur parti. Les bureaux du parti ressemblaient à des quartiers généraux de l'armée, avec des courriers qui allaient et venaient, des volontaires au standard téléphonique, recrutant de nouveaux membres et des sympathisants.

Au cours des semaines orageuses qui précédèrent le vote à la Knesset, Begin agit comme si lui et son parti s'étaient toujours opposés aux réparations. Ce n'est pourtant pas l'exacte vérité. En décembre 1949, deux représentants du Herout avaient participé à la Knesset au débat sur la loi pour la légalisation de documents devant faciliter la procédure des réparations réclamées à l'Allemagne. Bien que cela impliquât des contacts directs avec les autorités allemandes, aucun des représentants du Herout n'a émis d'opposition de principe. Au contraire, Haïm Landau accusa le gouvernement de n'avoir pas présenté plus tôt la note à l'Allemagne. Après tout, nous sommes en train de discuter de l'occasion de réinsérer des dizaines de milliers de juifs dans leur patrie, déclara Landau. Nous serons fermes, nous ferons pression et nous exigerons la totalité du montant des réparations auxquelles nous avons droit[45].

Au début de 1951, cette question fut posée de nouveau à la Knesset. Moshe Sharett, ministre des Affaires étrangères, lu aux députés la lettre qu'Israël avait envoyée aux puissances d'occupation en Allemagne. Dans la première moitié de la lettre, Israël citait le verdict rendu par le tribunal de Nuremberg, dans la seconde était chiffré le montant des réclamations financières – 1,5 milliard de dollars. Aucun progrès ne pourra être réalisé pour la réintégration de l'Allemagne au sein des nations, tant que cette dette fondamentale ne sera pas acquittée, concluait la lettre46.

Ce fut au tour de Begin de critiquer le gouvernement. Pour lui, cette lettre prouvait la volonté des dirigeants du pays d'établir des relations avec l'Allemagne. Il remit également en cause la forme même- il ne lui semblait pas approprié que des questions d'argent figurent dans un document traitant du génocide; il fallait plutôt y associer une protestation contre la légèreté des peines infligées aux criminels nazis en Allemagne. Mais, contrairement à ce qu'il ferait plus tard, Begin n'entendait pas alors s'opposer aux réparations par des arguments idéologiques moraux ou nationaux. À vrai dire, Begin avait une révélation à faire: il y a plus de six mois, rapporta-t-il, j'ai proposé à Mr Sharett, lors d'une réunion au ministère des Affaires étrangères, qu'il réclame des réparations pour les biens des juifs spoliés par les Allemands. D'après Begin, Sharett lui aurait répondu que le gouvernement étudiait cette question. Begin ne formulait aucune objection à ce que le gouvernement s'adressât aux alliés; il dénonçait la lenteur et le montant qu'il jugeait trop modeste. Nous sommes arrivés trop tard, déclara-t-il. Je n'ai aucune preuve que notre demande aurait été agréée si nous l'avion soumise il y a deux ans; mais lorsque vous réclamez 1,5 milliard de dollars, alors que l'ensemble des biens des juifs est estimé à six milliards, vous cédez les trois quarts de la valeur des biens spoliés. Pourquoi faites-vous une telle concession, et au nom de qui la faites-vous[47]?

C'était en 1951, un an à peine avant que Begin ne déclarât qu'il était prêt à mourir dans un camp de concentration israélien, si cela pouvait empêcher les négociations sur les réparations d'avoir lieu.

À la première Knesset, élue en 1949, le Herout possédait 14 sièges sur 120. Aux élections municipales de novembre 1950, il perdit quelques voix[48]. Nos espoirs étaient grands, et notre déception l'était encore plus, devait se rappeler par la suite Yohanan Bader, membre important du parti et ami personnel de Begin[49]. Au sein même de son parti, les adversaires de Begin l'attaquèrent furieusement. L'un d'eux, Shmuel Tamir, l'apostropha Pourquoi le mot *démission* figure-t-il encore dans le dictionnaire, si vous ne présentez pas la vôtre ? D'après Bader, Begin décida de ne présenter sa démission qu'après les

élections à la deuxième Knesset, en 1951. Je rendais souvent visite à Begin, écrivit Bader, pour qu'il ne se sente pas trop seul et démoralisé[50].

Begin se battit ardemment pendant la campagne électorale, mais les résultats furent décevants. Bader les lui communiqua: le Herout passa de quatorze à huit sièges. Le nombre des électeurs avait doublé, mais depuis les élections précédentes, le parti perdit plusieurs milliers de votants[51]. Le Mapai fut le parti de la victoire pendant l'indépendance et Ben Gourion l'architecte de l'État.

Parmi les électeurs se trouvaient beaucoup de nouveaux immigrés; ils admiraient Ben Gourion, l'identifiaient avec le pays et, en outre, ils dépendaient du Mapai pour leurs moyens de subsistance. Begin, quant à lui, était triste et fatigué, se rappela Bader. Il partit en vacances en Italie avec sa femme Aliza. À son retour, il dut encore affronter une contestation à l'intérieur de son parti. Au cours de l'une des attaques du délégué Tamir, Begin s'enferma dans une pièce voisine avec quelques-uns de ses proches collaborateurs. Il en sortit peu après et annonça qu'il souhaitait prolonger ses vacances. Ses collègues comprirent qu'il avait décidé d'abandonner la politique.

Au cours des mois suivants, Begin loua une chambre à Jérusalem, et prépara ses examens de droit pénal. Il attribua le déclin de son parti à l'état d'esprit des premiers israéliens: les temps étaient à la routine et non à l'héroïsme. La révolution et la guerre avaient pris fin, les gens ne pensaient plus qu'à leur réfrigérateurs à moitié plein. Le Herout de Begin avait besoin d'une grande cause nationale, qui enflamme les sentiments populaires[52].

Puis survint la déclaration de contrition d'Adenauer, et la question des réparations fut soumise à l'approbation de la Knesset. Il ne fait aucun doute que la Knesset sera mise sens dessus dessous par cette affaire, déclara Ben Gourion, il avait raison. Begin retourna dans la mêlée[53]. Yohanan Bader lui conseilla de reprendre son activité politique; il le devait à sa mère et aux autres membres de sa famille, tués au cours du génocide. D'après Bader, cet argument persuada Begin[54].

Lors de la première Knesset, la question fut de savoir s'il fallait ou non s'adresser aux puissances d'occupation. À présent, le pays envisageait des négociations directes avec l'Allemagne; et c'est sans doute ce qui explique le changement de position de Begin. Mais pour ressusciter son parti et sa carrière de dirigeant politique, il ne suffisait pas de pinailler sur les termes d'un texte diplomatique au sujet de l'interlocuteur adéquat ou du montant des réparations. Begin avait besoin que survienne une abomination comparable à celle de la concubine de Ghibéa[55*].

*Des habitants de la ville de Ghibéa, où ils avaient trouvé refuge, abusèrent de la concubine d'un lévite à tel point qu'elle en mourut. Son époux découpa le corps en douze morceaux qu'il envoya aux tribus d'Israël en leur demandant de le venger. Il fut entendu (juges, 20-21)

Ce qui était abominable, c'était l'argent; et Begin s'opposa au principe même du paiement. Il n'évoqua jamais la demande qu'il fit au gouvernement, un an auparavant, d'agir vite pour obtenir les réparations. Dans l'entourage survolté de Begin, on s'arrangea pour l'oublier.

Begin s'efforça de défaire la coalition du Mapai et de prendre la direction du pays. Mais il était également lancé dans une autre bataille où étaient engagées ses convictions les plus profondes, la lutte incessante pour modeler le souvenir du génocide, et pour en tirer les leçons. Begin avait situé le génocide au cœur d'un système de valeurs et d'affects et le tenait pour le premier critère permettant de discerner le bien du mal, la pureté de l'impureté, le licite de l'illicite, la récompense du châtiment. Begin ne parlait pas de saints martyrs par hasard, à propos des victimes du nazisme; il entendait tirer du génocide une sorte de dogme religieux. Ses leçons devaient guider la politique nationale et constituer, pour les israéliens, une idéologie et une alternative au pragmatisme de Ben Gourion.

Gran-prêtre de sa nouvelle religion, Begin ne se contenta pas de placer les sentiments au-dessus de la politique, l'âme de la nation au-dessus des intérêts financiers; il plaça le génocide plus haut que l'État lui-même, exactement comme les ultra-orthodoxes le mesuraient à Dieu, le Mapam et les communistes à Marx. Tous, ils s'identifiaient à l'Histoire, s'appuyaient sur un dogmatisme globalisant et absolu, et tentaient de l'imposer dans le pays. Tous échouèrent, y compris Begin. Begin n'échoua pas seulement parce qu'il avait utilisé son combat contre les traités avec l'Allemagne à des fins de pouvoir politique, ou bien parce qu'il avait demandé aux gens de renoncer à de nouvelles perspectives financières; mais essentiellement parce qu'il avait appréhendé le génocide comme une expérience collective. Car à cette époque le génocide faisait, avant tout et exclusivement, partie de la biographie individuelle des survivants. Begin ne l'avait pas compris. Il était peut-être en avance sur son temps; des années plus tard, en effet, le génocide allait devenir une espèce de religion civique et nationale. Mais au début des années cinquante, le souvenir du génocide était encore vif et la rhétorique antigermanique de Begin ne sut pas exprimer la force et la profondeur de la souffrance et de la tragédie individuelle. C'est pourquoi les survivants purent aisément ignorer ce qu'il exigeait d'eux et accepter leur part de dédommagements. Cet argent n'eut aucune incidence sur la façon dont ils s'appréhendaient eux-mêmes; tout au plus leur permit-il d'acquérir de plus grands appartements. Seuls un faible nombre d'entre eux refusèrent les dédommagements auxquels ils avaient droit. Ainsi, la véritable attitude d'Israël à l'égard du génocide se mesure à l'aune des décisions des survivants.

12. Le bébé a voyagé gratuitement

Les négociations entre Israël et l'Allemagne débutèrent le 20 mars 1952 à Wassenaar, près de La Haye; elles aboutirent six mois plus tard[1]. Les deux pays marchandèrent chaque dollar, dans un climat tendu de *marché aux bestiaux*[2], comme Nahum Goldman le dit au chancelier Adenauer. Les parties avaient dû tenir compte d'un grand nombre de facteurs, furent soumises à des pressions et chacune dut faire des concessions.

Les Israéliens et les juifs de la diaspora étaient représentés par deux délégations différentes, mais ils s'adressèrent ensemble aux Allemands. La délégation Israélienne était conduite par Giora (Georg) Yoseftal et Eliezer (Felix) Shinar; Georg Landauer en faisait partie. Ils étaient nés en Allemagne et avaient tous les trois participé à la haavara. Yostefal était fonctionnaire du Mapai, directeur du département d'intégration de l'Agence juive et futur ministre. Shinar (alias schneebalg), était docteur en droit, administrateur de Haaretz, employé du millionnaire Zalman Schoken. Pendant des années, il fut expert financier, délégué à l'énergie auprès du gouvernement, et conseiller à l'ambassade d'Israël à Londres. Plus tard, il dirigea la commission d'achat Israélienne en Allemagne de l'Ouest et, jusqu'à l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, il fit office d'ambassadeur d'Israël auquel il ne manquait que le titre. Georg Landauer, très actif au sein de la communauté allemande immigrée en Israël, était un membre important de l'Agence juive. En surcroît de la délégation israélienne se trouvait Nahum Goldmann, qui représentait officiellement la Claims Conférence mais qui, en réalité, menait également les négociations au nom d'Israël.

Par opposition, la délégation allemande était représentée par deux interlocuteurs au moins. Le chef en était Franz Böhm, recteur de l'université de Franckfort. Son fondé de pouvoir était Otto Küster, un ancien camarade de classe de Shinar au lycée de Stuttgart. Shinar disait que c'était un modèle d'honnêteté et de justice. Il louait également sa personnalité chaleureuse, la pureté de ses intentions et son sens moral[3]. Outre ces deux hommes de bonne volonté et d'autres de la même trempe, il y avait à Bonn des personnages qui firent tout ce qui était en leur pouvoir pour saboter les négociations afin de retarder l'accord ou le faire complètement échouer. Le premier d'entre eux était le ministre des finances, Fritz Schäffer, apparemment ignorant de la promesse faite par Adenauer à Nahum Goldman et qui ne compris sans doute pas tout de suite ce qui sous-tendait le débat. Une note trouvée dans ses papiers, se référant à Adenauer, affirmait que lorsque le Chancelier était à Londres un certain M. Goldstein se dirigea vers lui et lui déclara que les juifs avaient énormément souffert sous Hitler[4]. Au cours des mois suivants, une lutte ouverte se déroula à Bonn entre ceux qui souhaitaient honorer la promesse d'Adenauer et ceux qui demandaient qu'il la renie. L'accord sur les réparations révèle l'habileté dont firent preuve les délégués israéliens et juifs, surtout Goldman, à naviguer entre les deux camps.

Nahum Goldman, chef d'État sans état, aimait se qualifier de juif international; dans sa vieillesse, il se plaisait à évoquer la multitude de pays qui lui avaient fourni un passeport, ou même des papiers diplomatiques: Russie, Allemagne, Lituanie, Pologne, Honduras, Etats-Unis, Israël et la Suisse. Né en 1884 en Lituanie, Goldmann étudia à l'université de Heildelberg et épousa une femme appartenant à une famille fortunée. Il fut un sioniste de la première heure; et dans les années trente, représenta l'Organisation sioniste à la Société des Nations à Genève. Pour lui, le flambeau du sionisme, c'était la solidarité juive mondiale, qui ne devait se mettre toujours et exclusivement au service d'Israël. Il joua un rôle certain dans la création de l'État d'Israël, mais le pays était trop petit pour lui. Aussi longtemps que Ben Gourion serait en vie, il n'avait aucune chance de pouvoir le diriger, déclara Goldmann; être simple ministre ne l'intéressait pas. Comme Bruno Kreisky et, plus tard Henry Kissinger, il se trouva en perpétuel conflit avec une politique qu'il considérait comme trop nationaliste et axée sur la puissance. On peut admirer les israéliens, mais il est impossible de les aimer, déclara un jour Goldman.

C'était un libéral qui avait de l'humour, de belles manières et un charme envoûtant; il était d'un romantisme aigu et d'un égoïsme incorrigible. La vie l'avait choyé et, il le disait lui-même, il ne l'avait pas prise au sérieux. Je ne me suis jamais totalement identifié à quoi que ce soit, disait-il. Il aimait les conversations agréables, les bons repas, les livres, les cigares, les femmes, la politique, l'opéra et les ragots. Mais par-dessus tout, il aimait s'afficher en compagnie de célébrités- dirigeants mondiaux, patrons de la haute finance, pape, rois, présidents, premiers ministres et membres de cabinets de tous les pays. Dans chaque capitale, il était reçu comme le roi des juifs, et se considérait comme tel. En 1935, Benito Mussolini voulut organiser une rencontre entre lui et Adolph Jacob Hitler, mais Goldmann refusa; jusqu'à la fin de ses jours, un doute le mina: avait-il bien fait ? S'il avait su à propos d'Auschwitz, déclara-t-il, il aurait accepté de rencontrer Hitler[5].

Il admirait Talleyrand, le diplomate, le vieux rescapé politique, et se vantait de savoir comme lui, inscrire ses pensées dans une perspective historique. Un jour, il déclara à B. Gourion: Vous regardez le monde à partir de Sdé Boker (kibboutz où s'était retiré B. Gourion) ; je le vois d'en haut, d'un avion qui le survol à quatre-milles mètres. Voilà notre différence[6]. Au début de 1953, Goldmann devint président du Congrès juif mondial. Sa personnalité et son style procurèrent au Congrès un prestige et une respectabilité que son influence réelle ne pouvait garantir; dans un certain sens c'était un imposteur.

*

Les accords sur les dédommagements et les réparations furent très largement le fruit de la grande impression que Goldmann fit sur Konrad Adenauer. Le chancelier allemand le respecta- et le craignit aussi. Il semble qu'il ait cru que l'influence de Goldmann sur le gouvernement américain et sur l'opinion publique américaine, était aussi forte qu'il le prétendait. Les mémoires d'Adenauer, rédigées quinze ans après les faits, évoquent leur première rencontre. Adenauer y raconte que Goldmann était ac-

compagné par l'ambassadeur d'Israël à Londres, mais qu'il l'avait présenté sous un autre nom afin de masquer la volonté d'Israël de négocier directement avec lui[7] Cela est inexact: l'homme qui accompagnait Goldmann était Noah Baru, du Congrès juif mondial, qui contribua à la rédaction du texte de la déclaration d'Adenauer au Bundestag. Le fait même qu'après tant d'années et de rencontres avec Goldmann Adenauer ait pu penser que le dirigeant juif avait tenté de l'induire en erreur est révélateur des relations entre les deux hommes.

Par ailleurs, Adenauer nota dans ses mémoires que jamais il ne sous-estima la capacité des milieux bancaires juifs de nuire à son pays[8]. Infatigable manipulateur, Goldmann cultivait son image de *Sage de Sion*, frôlant parfois l'exaction. Ses archives personnelles renfermaient des informations sur le passé nazi de certaines personnalités du gouvernement d'Adenauer.. À Bonn, d'aucuns pensaient que Goldman avait le pouvoir de les abattre, à moins de s'assurer son silence quant à leur passé. Il fut particulièrement aidé par Hans Globke, l'un des proches conseillers du chancelier et ancien haut fonctionnaire au ministère de l'intérieur nazi, où il fut nommé expert des lois de Nuremberg[9].

Lorsqu'il arriva à Wassenaar, la délégation israélienne avait déjà obtenu l'engagement d'Adenauer pour la somme d'1,5 milliard de dollars. La Claims Conférence exigea cinq-cents millions supplémentaires, le quart du montant que Chaïm Weizman avait réclamé immédiatement après la guerre. Mais, lorsque les pourparlers débutèrent, les Allemands prétendirent qu'ils n'étaient pas en possession d'une telle somme et qu'il fallait attendre la convocation d'une conférence internationale, qui devait avoir lieu à Londres, pour débattre de la dette contractée par l'Allemagne à l'égard des autres pays. Les Allemands craignaient qu'en prenant d'importants engagements financiers vis-à-vis d'Israël et des juifs les autres pays ne majorent les sommes demandées. Les Israéliens et les juifs, quant à eux, refusaient de lier leurs revendications à la conférence de Londres, de crainte de n'obtenir qu'une faible partie du montant. Ça commençait mal.

Dans la ville basse de Munich, une semaine après l'ouverture des négociations, un étranger demanda à deux garçons de poster un paquet. Il avait reçu des instructions d'Eliahu de Tabin, un ancien combattant de l'Etzel, qui résidait alors à Paris. Le paquet était adressé à Monsieur le Chancelier Adenauer. Cela éveilla quelques soupçons; on fit appel à deux responsables de la sécurité. Le paquet explosa alors qu'ils l'inspectaient; un des deux hommes fut tué. La bombe était dissimulée entre les pages du dictionnaire de Knauer. Tabin avait pensé que l'assassinat d'Adenauer aurait stoppé les négociations et entrainé la chute du gouvernement de B. Gourion[10].

Durant les négociations, les israéliens firent savoir clairement, par la voix officielle, ce qu'ils avaient auparavant signalé en privé à Adenauer- qu'ils renonceraient à un demi-milliard de dollars, puisqu'au départ la somme fut réclamée aux deux Allemagnes. Le tiers du montant, c'est-à-dire un demi-milliard de dollars, devant être acquitté par l'Allemagne de l'Est. Cette répartition fut suggérée par Eliezer Shinar en 1951[11]. C'était probablement une erreur; l'Allemagne de l'Est refusa de payer, et la prétention de l'Allemagne de l'Ouest à devenir la seule Allemagne ne valait apparemment pas un demi-milliard de dollars. À Wassenaar, chacun avait supposé, dès le début, que Bonn devait s'acquitter exclusivement de sa part de la dette. Cependant, les Allemands ne voulaient pas payer ne serait-ce qu'un milliard de dollars, même en nature. Ils proposèrent de fournir des marchandises d'une valeur de 750 millions de dollars. Ils semblaient estimer que la situation économique d'Israël était tellement mauvaise que le pays accepterait n'importe quelle offre. Israël refusa et les discussions furent interrompues après six semaines de négociations.

Lorsque les représentants israéliens et juifs abandonnèrent les négociations formelles, l'heure de cet homme d'influence et de ce manipulateur qu'était Nahum Goldmann sonna. Il organisa une série d'action interna- tionales destinées à persuader les Allemands qu'il était de leur intérêt de parvenir à un accord. Une des tâches qu'il entreprit était de poursuivre un incessant marchandage à Bonn. Il rendit visite à des ministres, des hauts fonctionnaires, des députés, se frayant un chemin dans les coulisses du pouvoir. Il voyait et entendait tout; il complotait. Il faisait des confidences à ses partisans et déjouait ses adversaires, il accumulait les promesses et proférait des menaces; c'était l'homme aux cents visages. Le département de recherche du ministère des Affaires étrangères à Jérusalem rapporta aussitôt qu'à Bonn on disait que les hommes de Goldmann avaient corrompu Herbert Blankenhorn, un des collaborateurs du chancelier[12]. De temps en temps, Goldmann allait s'entretenir avec le chancelier lui-même. Ce sont deux vieux copains, déclara Franz Böhl, mais lorsqu'ils sont ensemble, ils sont comme chien et chat[13].

Goldmann et son équipe mobilisèrent également certaines personnalités en Israël, des dirigeants d'organisations juives aux Etats-Unis, et des membres des médias US. L'ambassadeur Abba Eban demanda au secrétaire d'État Dean Acheson de faire pression sur l'Allemagne. Une réponse peu satisfaisante de l'Allemagne constituerait l'un des évènements les plus sinistres dans les annales de la morale humaine, s'emporta Abba Eban[14]. Acheson rencontra Adenauer; des dirigeants juifs américains furent reçus par le président Truman[15]. Le haut-commissaire américain en Allemagne, John J. McCloy, intervint lui aussi[16]. Puis le général Julius Klein, chef de l'organisation des anciens combattants juifs aux Etats-Unis, rencontra Adenauer. Klein déclara au chancelier que, si les pourparlers ne reprenaient pas, il ferait campagne pour que soit mis un terme aux accords sur l'Allemagne au sujet de sa réintégration au sein de la famille des nations, et pour que lui soit barrée la voie de l'adhésion à l'OTAN. Klein cita le nom de l'influent sénateur Robert A. Taft, connu pour être un ami d'Israël. Adenauer fut impressionné par la position inébranlable de Klein et promis de faire son possible en faveur de la reprise des négociations, rapporta Maurice Fisher depuis Paris, Klein nous conseille d'agir avec opiniâtreté et brusquerie, et de veiller à ce que

la question des réparations ne cesse d'occuper la première page des journaux américains, afin que les Allemands aient le sentiment que leur admission à l'OTAN dépend de l'acquittement de leurs promesses[17].

Quelques jours avant la signature des accords sur l'Allemagne, Eliezer Shinar rencontra Hermann Abs, un influent banquier, chef de la délégation allemande à la conférence de la dette à Londres et conseiller du chancelier Adenauer pour les négociations sur les réparations. Abs fit alors une proposition informelle de deux-cents millions de dollars- soit le quart de la somme que les Allemands offrirent auparavant[18]. Les israéliens passèrent alors à une vitesse supérieure. Goldman contacta immédiatement Adenauer et lui déclara combien il fut surpris et déçu par l'offre d'Abs qui allait à l'encontre de la déclaration de contrition d'Adenauer et de son engagement écrit de mener les négociations sur la base des premières réclamations émises par l'État d'Israël.

Si je considère les offres de M. Abs à la lumière des dernières déclarations, sans lesquelles nous n'aurions jamais accepté l'ouverture des négociations, écrivit Goldman, je suis convaincu que l'opinion juive ne peut que les prendre pour –veuillez excuser ce terme brutal- une insulte. Goldmann ajouta: étant donné le miracle économique de l'Allemagne, l'argument avancé par Abs selon lequel la République Fédéral n'a pas la capacité de soutenir un si lourd fardeau, ne peut convaincre ni le peuple juif ni l'opinion mondiale.

Goldmann déclara qu'en dépit de sa profonde déception il gardait confiance dans la façon dont Adenauer entendait que l'Allemagne dédommageât le peuple juif. Il ne pensait pas que les propositions d'Abs exprimaient le point de vue du Chancelier. S'il apparaissait pourtant que la somme mentionnée par Abs représentait l'offre officielle de la République Fédérale, Israël et le peuple juif se verraient dans l'obligation d'arrêter les négociations. Un tel échec écrivit Goldmann, ne manquera pas de bouleverser profondément la confiance dans la sincérité de la nouvelle Allemagne à vouloir racheter les crimes de ses prédécesseurs, particulièrement aux yeux de ceux qui souhaitent voir en vous, Monsieur le Chancelier, le porte-parole et le représentant de cette Allemagne-là. La colère du monde juif et du cercle plus large des non juifs, horrifié par le génocide perpétré par le régime nazi, serait alors inévitable et totalement justifié. C'était là une menace ouverte.

Mais Goldmann offrait toutefois à Adenauer une porte de sortie honorable: En l'instant critique où les négociations se trouvaient au bord de l'échec, il appela le chancelier à élever le débat jusqu'à cette hauteur morale à laquelle il avait été initié. Il le pressait d'user de toute son autorité et de prendre rapidement une initiative permettant la réouverture des négociations*.

*Tous deux ont cité cette lettre dans leurs *Mémoires*. Dans l'édition israélienne de son ouvrage, Goldmann durcit quelque peu sa formulation originale; la version d'excuses pour l'emploi du mot '' insulte'' ne figure pas dans la traduction en hébreu. Adenauer omit l'ensemble du paragraphe dans lequel Goldman exprima sa menace et le remplaça par une discrète ellipse[19].

Les évènements se précipitèrent. Le chef adjoint de la délégation allemande, Otto Küster, démissionna, puis le chef de la délégation, Franz Böhm, menaça d'en faire autant, mais, acculé comme il l'était, il trouva le temps de mettre la question des réparations à l'ordre du jour de son cabinet Il ordonna alors à Böhm de revenir à la première proposition. Trois jours avant la signature des accords sur l'Allemagne, le haut-commissaire américain en Allemagne, John McCloy, appela Goldmann à Paris et l'informa qu'il allait bientôt recevoir un appel téléphonique d'une grande importance. Le lendemain, Böhm appela Goldmann et demanda à le rencontrer. Il avait désormais l'autorisation de reconsidérer la première proposition qui entraina l'interruption des négociations, c'est-à-dire le paiement en marchandises d'une valeur de sept-cent-cinquante millions de dollars, échelonné sur huit ou douze ans. Goldmann conseilla sur le cham au gouvernement israélien d'accepter cette offre sur le principe, mais il ajouta immédiatement que les Allemands devaient faire un effort sur certains points. Les membres de la délégation israélienne télégraphièrent à Jérusalem que l'on était arrivé à un sérieux et solide résultat, d'autant plus que les progrès constants de l'Allemagne sur la scène internationale ne l'encourageaient guère à augmenter le montant de son offre. Bien qu'ils n'aient pu obtenir un milliard, la somme qui leur serait versée était conforme à la nature de la revendication et à l'honneur de l'État d'Israël[20].

Ce fut un moment important, non seulement dans l'histoire des relations judéo-allemandes, mais dans l'histoire juive elle-même. Pour la première fois, des juifs allaient être dédommagés, ne fut-ce que partiellement, pour les souffrances infligées par un régime antisémite. Tout compris, le gouvernement allemand s'engagea à verser 3,4 milliards de marks, c'est-à-dire environ 820 millions de dollars. Grosso modo, 70% de la somme était affectés à des marchandises fabriquées en Allemagne et 30% à l'achat de pétrole. Les engagements devaient être honorés sur une période de douze à quatorze ans. De la somme totale, sept-cent-cinquante millions de dollars étaient destinés à Israël. Pour le reste, le gouvernement israélien faisait office de compagnie d'assurance. Il récep- tionnait sommes d'argents et marchandises, et les transférait, sous forme de marchandises, de devises étrangères et d'argent israélien, aux organisations juives participant à la Claims Conference, dont le Joint Distribution Committee et l'Agence juive. Celles-ci utiliseraient ces sommes pour financer leurs activités en Israël. En conséquence, la majeure partie de cet argent resta en Israël, ou y retourna. Le choix des marchandises, leur achat et leur acheminement devaient être effectués par une commission d'achat qu'Israël établirait en Allemagne et qui jouirait d'un statut diplomatique.

L'Allemagne était également dans l'obligation d'indemniser les victimes du nazisme pour la perte de leurs biens, pour l'incarcération, pour le travail forcé, ainsi que pour les dommages causés à leur santé et pour d'autres préjudices énumérés[21]. Ces dispositions étaient largement dues à l'action de Nahum. Goldmann. Au cours des négociations, il céda sur environ 80% de la somme qu'il avait réclamée au nom de la Claims Conference. Sa stratégie fut payante, car il persuada les Allemands de décréter, à la place des paiements immédiats, des lois garantissant une indemnisation à des centaines de milliers de rescapés, la plupart originaires de l'Europe de l'Est, dont certains vivent désormais en Israël. Au cours des années suivantes, Goldman réussit à allonger la liste des survivants habilités à réclamer réparations, à augmenter le montant des indemnités et à faire progresser la réglementation des réparations. Il fut à l'origine de la création de fonds affectés à certains cas particuliers et à différentes formes de crédits et de subventions. Tout cela put être accompli grâce aux promesses qu'il avait obtenus des Allemands, au cours de la phase initiale des négociations contre la renonciation du droit d'un acquittement immédiat des réparations. Le nombre de bénéficiaires de pensions individuelles augmenta de façon constante, au cours des années, et l'importance des sommes versées passa de six millions de dollars, en 1954, à cent millions de dollars en 1961[22].

La cérémonie de signature des accords eut lieu le dix septembre 1952, à huit heures, à l'hôtel de ville de Luxembourg. Pour des raisons de sécurité, les autorités donnèrent de fausses informations à la presse, indiquant un autre lieu et une heure plus tardive. Moshe Sharett ministre des Affaires étrangères, pressa ses collaborateurs de se rendre tôt à la réunion. À leur arrivée, rien n'était prêt pour la cérémonie; un employé de l'hôtel de ville leur ouvrit la salle des mariages, après perdu un temps considérable à chercher la clef. Puis ils attendirent les Allemands. Adenauer arriva à l'heure. J'ai attendu ce jour avec joie et impatience, déclara-t-il à Sharett, qui lui répondit en allemand: Pour nous aussi, c'est un jour particulier et important. Après des préliminaires un peu formels, Moshe Sharett, Nahum Goldmann et Konrad Adenauer entérinèrent les accords. Sharett avait préparé un grand discours; il déclara avoir traversé les sept cercles de l'enfer avant que le gouvernement israélien n'approuve le contenu de son intervention. Certains ministres l'avaient trouvée trop modéré; mais Ben Gourion demanda qu'elle le soit d'avantage et qu'en soit retirée l'affirmation selon laquelle il ne pouvait y avoir de pardon pour le sang versé. Il aurait été tout à fait cruel, selon lui, rapporta Sharett, de tenir de tels propos directement à l'autre partie. Sharett déclara qu'il avait voulu faire un discours israélien: Je suis le ministre des Affaires étrangères de l'État d'Israël et non seulement un juif qu'ils ont voulu tuer. Ce qu'il voulait, c'était de la ferveur juive pour le sang versé, dix fois plus forte que celle que réclamait le discours de Goldmann. Lorsqu'il acheva la rédaction de son texte, il le fit parvenir au chancelier Adenauer, qui le rejeta. Moi, je suis prêt à entendre tout cela, déclara-t-il à Sharett, mais l'Allemagne ne l'est pas. Finalement ils décidèrent d'un commun accord qu'il n'y aurait pas de discours[23].

Adenauer avait raison; il fallut quelques six mois aux deux chambres du parlement allemand pour entériner le traité. Au cours du processus d'élaboration, le talent de Nahum Goldmann pour les manœuvres politiques fut mis plus d'une fois à l'épreuve et Israël fut contraint de faire une concession gênante. Quelqu'un attira l'attention des ministres allemands sur un paragraphe de l'accord interdisant aux vaisseaux allemands de transporter des marchandises achetées par Israël. Adenauer envoya Walter Hallstein auprès de Shinar. Les Allemands demandaient que cette clause soit rectifiée, et Shinar comprit que cette contrariété mineure était susceptible de repousser la conclusion du traité. Il se rendit en Israël et soumit la question au premier ministre. Ben Gourion rapporta les faits à son cabinet. C'est une chose que nous ne pouvons avaler en aucune façon, elle nous restera en travers du gosier, s'alarma Zalman Aran, l'un des dirigeants du Mapai, qui ferait bientôt partie du cabinet ministériel. Ce fut à nouveau le chahut à la Knesset. Le drapeau allemand, le drapeau meurtrier, flottera sur le territoire de notre patrie ! Hurla le député du Herout, Haïm Landau, et Ben Gourion répondit: Nous avons déjà entendu des choses du même style, dans un autre pays, de la part d'un quidam dont les os, pour la plus grande joie du monde, sont d'ores et déjà en train de pourrir dans la tombe. Ben Gourion expliqua que, même si l'on tenait compte de la modification que les Allemands réclament, le statut préférentiel des bateaux israéliens pour le transport des marchandises serait préservé; la seule chose qui disparaitrait du traité serait l'interdiction d'utiliser des bateaux allemands quand il n'y aurait pas suffisamment de cargos israéliens[24].

Les six mois qui s'écoulèrent entre la signature du traité et sa ratification par le parlement allemand furent riches en évènements, totalement indépendants des relations entre Israël et l'Allemagne. Israël traversa une série de crise mettant en danger son appareil politique. Alors qu'une vague d'antisémitisme déferlait sur l'Europe de l'Est, une bombe explosa devant la délégation soviétique à Tel Aviv, et Moscou interrompit ses relations diplomatiques avec Israël. Cet incident aggrava la tension politique et idéologique qui existait entre la gauche et la droite israéliennes, et au sein même de la gauche. Les relations entre le Mapai et les partis religieux empirèrent à la suite de débat sur le service des femmes dans la fonction publiques et sur l'éducation des enfants nouvellement immigrés. Dans un tel contexte, le débat sur les relations avec l'Allemagne perdit de son acuité. Des produits et des livres allemands furent en vente dans tout le pays. Nous ne ressentons plus de la douleur; la bataille menée par les adversaires des réparations est en train de s'éteindre, et leurs voix se taisent, déclara Dov Shilansky. Cela le préoccupait grandement; il ne pouvait s'y résoudre. J'errai comme un fou, devait-il déclarer plus tard. Il décida alors de se rendre au ministère des Affaires étrangères[25].

L'histoire de Dov Shilansky, fils d'un riche marchand de cuir de Lituanie, est celle de toute une génération de survivants du génocide, attachés à la justice. Leur rencontre avec Israël fut marquée par un sentiment d'offense et de trahison qu'ils ne

cessaient d'éprouver, même à l'heure où les diplomates se rencontraient. Le fanatisme antigermanique qui consumait Shilansky relevait d'une expérience vécue et non d'une quelconque ambition politique. Le Herout l'exploita pour ses propres intérêts, et des années plus tard- alors qu'un grand nombre d'Israéliens acceptaient finalement que les temps aient changé, et alors que le premier ministre Menahem Begin lui-même, recevait des invités allemands dans son bureau- Shilansky restait fidèle à son passé. C'était un petit homme, au sourire d'enfant et à la voix nasillarde, qui, un jour où il était de bonne humeur, s'était défini lui-même comme un *tembel*, un idiot[26].

Voici son histoire telle qu'elle fut présentée devant le tribunal de grande instance de Tel Aviv, le cinq octobre 1952: Je naquis[en 1924] à Siaulai, en Lituanie, cette ville où la culture juive était florissante. J'ai fait mes études au lycée juif. En 1937, j'ai rejoint le mouvement de jeunesse du Betar, et en 1939 je devins membre d'une cellule de l'Etzel.0 J'étais sur le point d'émigrer en Palestine […] lorsque la guerre éclata, et le grand déluge de sang s'est déversé sur nôtre ville aussi. Il assista à des arrestations massives, des meurtres et la pendaison d'un membre du réseau clandestin du ghetto. Il vit des soldats allemands pourchassant des enfants pour les exterminer. J'ai conservé la brassière d'un enfant d'un an, une brassière avec une étoile jaune trouvée dans le ghetto, raconta-t-il.

Après avoir échoué dans ses tentatives d'organisation d'une révolte dans le ghetto, il fut envoyé d'un camp de concentration à l'autre, jusqu'à son arrivée à Dachau.

J'ai vu des milliers de juifs qui tremblaient de froid et de faim […] Ma famille et moi avons eu une chance inespérée; j'ai réussi à trouver ma mère et mes sœurs, qui avaient pu rester envie. L'agonie de ma mère me causa une peine immense. C'était la femme la plus âgée du camp, elle n'était pas assez alerte et tout le monde la battait et l'insultait […] puis il y eut la marche de la mort […] je me souviens; c'était le trente avril, le jour le plus terrible de tous, un jour d'hiver. Dans un bosquet couvert de neige, beaucoup d'entre nous mouraient de faim et d'épuisement; le crépuscule survint, et la neige continuait de tomber […] Cette nuit-là, elle nous recouvrit complètement. Nous ne sentions plus rien. Les milliers de personnes couchées sous la neige étaient devenues presqu'invisibles. Ceux qui avaient encore quelques forces pour ôter la neige de leur visage, afin de ne pas être enterrés vivants, s'endormirent de fatigue; ils n'entendirent même pas le rugissement des moteurs des camions allemands qui fuyaient. Lorsqu'au matin du 1er mai 1945, nous ouvrîmes les yeux, il n'y avait plus de gardiens SS autour de nous, et les villageois nous dirent que les américains arriveraient dans les prochaines heures. Nous nous traînâmes jusqu'au village. En chemin nous vîmes un cheval mort. Nous nous jetâmes dessus. En quelques minutes, il ne restait plus que les os. Ainsi advint la libération.

Shilansky se sentait renaître: Ce matin-là, lorsqu'au réveil je vis que les Allemands avaient fui, je ressentis un violent besoin de les pourchasser et de les exterminer. Mais la réalité s'avéra différente; et cette nécessité bouleversante s'est transformée en un immense désir de réaliser le rêve de ma vie- créer un État juif qui pourrait accomplir cette grande vengeance, à une échelle nationale.

Pendant la guerre d'indépendance, Shilansky conduisit une unité de combat jusqu'à la frontière libanaise, et, prétendit-il, il aurait continué plus avant vers le nord s'il n'avait reçu l'ordre de s'arrêter. Puis il reçut une forma tion d'officier. Au cours des quatre années suivantes, il travailla comme employé de bureau comptable. Il était pauvre, mais, déclara-t-il, après des dix années d'horreur, ce furent des années heureuses. Il eut un fils, Yossi. Puis Shilansky entendit parler des négociations avec l'Allemagne. Au début, il refusa d'y croire, mais lentement, il comprit ce qui se passait et sa vie devint un enfer. Je ne trouvais pas le repos. Quoi que je fasse, cette nouvelle n'en finissait pas de transpercer mon cerveau. J'étais le citoyen d'une nation traîtresse; et mon inaction était une approbation. En un instant, je fus arraché à ma vie paisible et je me jetai dans une incessante bataille contre le grand délire, le crime cruel des négociations avec l'Allemagne. Je commençai par rassembler mes amis, et, grâce à eux, je pus prendre contact avec d'autres groupes. Je rencontrai beaucoup de gens désireux de m'écouter, je parlais avec des centaines, peut-être des milliers de personnes. Le Herout eut vent de ses activités et l'invita à se joindre au parti. Il organisa une exposition itinérante sur le génocide et des projections de photos de Buchenwald et d'Auschwitz, dans des salles de cinéma, pour sortir les gens de leur torpeur. Il songea même à regrouper des écrivains et des intellectuels, et à leur faire gravir le mont Sion, où ils commettraient un suicide collectif, comme à Massada.

Il participa à la manifestation de Begin devant la Knesset et fut mis en prison pendant dix jours. Le vote de la Knesset l'avait choqué. Il n'était certainement pas le seul survivant du génocide à ressentir les choses ainsi, déclara-t-il, mais d'autres souhaitaient devenir des gens normaux, oublier ou refouler leur passé; ils participaient tout au plus à des commémorations. Shilansky voulait en faire plus. Alors il fabriqua une bombe à retardement, la mit dans son cartable, et la transporta jusqu'au jardin du ministère des affaires étrangères à Tel Aviv. La police l'arrêta avant qu'il ait pu agir, sans clairement déterminer s'il était un terroriste décidé à faire exploser sa bombe ou seulement un manifestant qui voulait se faire remarquer. Il fut condamné à vingt-et-un mois de prison.

Après sa mise en liberté, Shilansky fit son droit, et entreprit une brillante carrière d'avocat Il eut d'autres fils, Yossi, l'ainé, tomba pendant la guerre en Galilée, non loin du lieu où Shilansky combattit pendant la guerre d'indépendance. Plus tard, Shilansky se lança dans la carrière politique et devint président de la Knesset. Il continuait de penser qu'il avait agi selon son devoir, son seul regret étant que sa bombe n'ait pu changer le cours de l'Histoire[27].

En 1953 ; alors que Dov Shilansky se trouvait encore en prison, le violoniste Yascha Heifetz se rendit en Israël pour donner une série de concerts. Il avait inscrit à son programme un morceau de Richard Strauss, qui fut partisan des nazis lors des deux premières années de leur gouvernement. Heifetz reçu plusieurs lettres l'avertissant de ne pas jouer du Strauss en Israël; il les ignora. Deux ministres lui demandèrent par écrit de supprimer ce morceau de son programme; mais Heifetz s'entêta: il refusait toute censure musicale, expliqua-t-il. Les concerts se passèrent dans un climat de grande tension; mais à Tel Aviv, Haïfa et Jérusalem, en dépit de Richard Strauss, le public lui réserva un chaleureux accueil. Après son concert à Jérusalem, un jeune inconnu l'aborda près d l'hôtel King David. Il se rua sur Heifetz avec une barre de fer et le frappa sur la main.

Deux jours plus tard, Heifetz rendit visite à Ben Gourion; il portait encore un bandage à la main. Le premier ministre nota dans son journal: Je lui ai déclaré que si l'on m'avait demandé mon avis sur le fait de jouer ou non du Strauss, j'aurais dit qu'un morceau de musique doit être jugé exclusivement en fonction de sa qualité musicale. Mais si Heifetz m'avait demandé s'il devait ou non jouer du Strauss, je lui aurais conseillé de ne pas le faire. Sa visite est importante pour beaucoup de gens, y compris ceux qui ne vont pas au concert, et nombre d'entre eux seraient gênés s'il le faisait; par égard pour eux, il aurait dû s'abstenir, car l'être humain n'est pas une créature rationnelle et les sentiments jouent un rôle important dans la vie. Puis Ben Gourion réussit à persuader Heifetz de ne pas écourter sa visite à cause de l'agression dont il fut victime, et même de jouer Strauss. Il l'assura de la protection de la police. Il m'a demandé si je viendrais, nota Ben Gourion, je lui ai dit oui, même si je ne comprends rien à la musique[28]. L'homme qui agressa Heifetz ne fut jamais trouvé. Des années plus tard, Heifetz affirma connaître son identité, mais ne la révéla jamais[29].

En septembre 1953, la police empêcha un attentat à la bombe dans le port de Haïfa visant l'importation des marchandises des réparations allemandes[30].

*

Nahum Goldman aimait rapporter les mots de Ben Gourion selon lesquels ils auraient tout deux assisté à deux miracles: la fondation de l'État d'Israël et la signature du traité avec l'Allemagne. Goldmann citait Ben Gourion: Je suis responsable du premier et vous du second[31]. Goldman est le seul à avoir entendu Ben Gourion mettre en parallèles les accords avec l'Allemagne et la création de l'État; aucun écrit de Ben Gourion n'en fait état. En juillet 1952, Ben Gourion écrivit: Mon cher Goldman, il ne fait aucun doute que la part qui est la vôtre dans ce projet est importante, mais il semble que vous ne soyez pas en manque de compliments. Il se trompait- Goldman avait besoin de compliments, et il avait besoin qu'on les lui fît en anglais. Ainsi, Ben Gourion signa une seconde lettre, dont on peut penser qu'elle fut rédigée par Goldmann lui-même: Votre énergie, votre sagesse, votre tact et votre courage, ont joué un rôle décisif dans les négociations, écrivit Ben Gourion au cher Nahum, et il dépeignit sous un jour des plus favorables la dimension morale des accords. Malgré cela, le premier ministre émit des doutes sur la capacité des Allemands à exécuter l'intégralité des accords. Il était trop tôt pour le savoir, nota-t-il avec prudence[32]. Entre-temps, il donna des instructions pour que le traité stipulât qu'une seule société israélienne fut habilitée à recevoir les marchandises en provenances d'Allemagne, afin d'empêcher les profiteurs juifs d'envahir le marché allemand. Je ne connais pas de pays comptant autant de voleurs, de manipulateurs et de profiteurs sans vergogne que cette petite nation appelée Israël, écrivit le premier ministre.

Ses soupçons étaient sans fondements; les Allemands payèrent jusqu'au dernier mark. De temps en temps, ils acceptèrent d'améliorer les termes des accords, y ajoutant diverses clauses, ainsi que des remises, offrant même aux israéliens un financement provisoire leur permettant de passer des commandes dont ils s'acquitteraient un an plus tard. Les accords donnèrent lieu à des contacts quotidiens entre le chef de la commission d'achat israélienne, Eliezer Shinar, et les autorités allemandes. Il fallut clarifier d'interminables questions bureaucratiques, financières et légales qui demandaient beaucoup d'attention. Shinar et son équipe, composée de plusieurs centaines de collaborateurs, agirent comme des hommes d'affaires qui avaient trois quart de milliard de dollars à dépenser, et qui entendaient être traités comme tels. À tout prendre, ils n'avaient aucune raison de se plaindre; on les considéra en général comme des clients privilégiés. La banque d'Israël rapporta plus tard que les membres de la commission d'achat avaient fait preuve d'une efficacité de professionnels et réussirent à acheter des marchandises à des prix tout à fait compétitifs[34].

Lorsqu'en octobre 1956, Israël envahit la péninsule du Sinaï, les accords sur les réparations furent mis à rude épreuve. Les Nations-Unies envisagèrent des sanctions économiques contre l'État juif. Shinar se rendit immédiatement à Bonn, en pleine nuit, dans un avion aux couleurs camouflées, sous escorte militaire. Il apportait une lettre de Ben Gourion adressée à Adenauer, expliquant les raisons de cette guerre. Une fois de plus, devait par la suite écrire Shinar, je fus frappé par une certaine manière d'être d'Adenauer, qui m'avait fort impressionné lors de nos premières conversations. Après avoir pris connaissance de la lettre et posé quelques questions au sujet de la campagne du Sinaï, il prit sur-le-champ sa décision, sans équivoque ni réserve. Je pouvais informer Ben Gourion que l'Allemagne fédérale continuerait comme par le passé, à mettre en œuvre les termes de l'accord et à fournir les marchandises convenues, pour le développement paisible d'Israël[35].

La commission d'achat israélienne établit ses quartiers généraux à Cologne. Elle reçut du gouvernement Allemand les sommes d'argent en versements annuels, puis acheta des marchandises et les fit transporter par bateau jusqu'en Israël. Elle recevait ses instructions d'une entreprise créée à cet effet à Tel Aviv, qui sélectionnait les marchandises et décidait de leur destination. La compagnie des réparations était dirigée par Hillel Dan, un ancien ouvrier, membre du Mapai et personnalité éminente au sein, des vastes entreprises de la Histadrout, telle Solel Boneh, l'entreprise de travaux publics du syndicat. 30% de l'argent allemand fut utilisé pour l'achat de pétrole, et la majeure partie du reste pour l'acquisition de matériel d'équipement et de matériaux brutes destinés aux entreprises publiques, ou à d'autres, dont l'Agence juive et la Histadrout étaient propriétaires*.

*Environ 8% de l'argent des réparations (66 millions de dollars) furent employés à l'achat d'équipements industriels pour plus de 1300 machines dans le domaine de l'optique, du caoutchouc, du textile, de la médecine, de la conserverie; allant des presses d'imprimerie à des machines pour fabriquer des saucisses. Les deux tiers de cette somme furent consacrés à l'équipement de 36 usines, dont la plupart étaient la propriété de la Histadrout. Hillel Dan nota dans ses mémoires qu'il existait une totale concordance entre les matériels de Solel Boneh et ceux de l'État[36]. Vingt-deux millions de dollars seulement allèrent à l'équipement de centaines d'autres usines, privées pour la plupart, qui en exprimèrent le souhait[37] Israël paya environ 68% de l'ensemble de ses importations en devises étrangères, plus que ne le faisait tout autre pays[38]. La majeure partie provenait de dons réunis par le fonds social unifié, ainsi que des prêts de banques étrangères, et d'une aide américaine. Les réparations et les dédommagements des individus représentèrent 23% des importations de capital et, avant 1961, jusqu'à 40%.

Et 17% de la somme totale, c'est-à-dire cent millions de dollars, allèrent à l'achat de près 50 bateaux- cargos et paquebots. Avant la fin de 1961, ils constituèrent les 2/3 de la flotte israélienne. Le port de Haïfa acheta de nouvelles grues, dont une flottante, qui fut baptisée *Bar Kochba*.

Entre 1953 et 1963, l'argent des réparations servit à financer environ le tiers du réseau électrique d'Israël, dont la capacité tripla; il finança aussi près de la moitié des investissements destinés aux voies ferrées et l'achat de locomotives Diesel, de voitures, de chenilles et d'équipements de signalisation routière. Les matériaux pour les canalisations d'eau, le forage du pétrole et le fonctionnement des mines de cuivre de Timna furent achetés en Allemagne, ainsi que l'équipement lourd pour l'agriculture et la construction, tracteurs, moissonneuses et bennes.

Pendant douze ans, les accords sur les réparations furent effectifs et la production nationale brute d'Israël tripla; la banque d'Israël estima que 15% de sa croissance, et la création de quarante-cinq mille emplois, étaient dus aux investissements effectués grâce à l'argent des réparations. Cependant, selon une analyse de la banque d'Israël, le pays aurait de toute façon réussi à trouver le financement nécessaire, par l'intermédiaire de prêts, de dons et de revenus d'autres sources. Ainsi les réparations n'avaient pas sauvé Israël de la faillite économique, mais elles avaient, de fait, accéléré un processus déjà amorcé, et, incontestablement, elles jouèrent un rôle psychologique et politique important[39].

Car les temps étaient difficile, moins ardus tout de même que les dix années qui suivirent le génocide et que les cinq autres qui succédèrent à la guerre d'indépendance. Le pays était submergé par des centaines de milliers d'immigrés, dont beaucoup se retrouvaient sans abri. Un plan d'austérité fut mis en place, la nourriture et d'autres produits de première nécessité furent rationnés; le marché noir se développa. Le chômage entraina l'émigration, alors que la tension aux frontières ajoutait au climat de dépression qui régnait dans le pays. La survie d'Israël ne fut jamais vraiment menacée; il s'agissait de savoir si le pays pouvait offrir à ses citoyens une vie meilleure, et quand cela serait possible. Les réparations furent, sans conteste, d'un grand secours ; elles profitèrent désormais au Mapai. Les nouveaux équipements industriels et agricoles améliorèrent les conditions de travail de l'ouvrier et du paysan. Bientôt des produits que l'on ne voyait plus sur le marché apparurent à nouveau dans les vitrines – fruits, légumes et autres denrées. On gouta à nouveau le plaisir de manger une pomme et de tartiner son pain avec du beurre et non de la margarine. On pouvait désormais choisir ses vêtements, ses chaussures, ses meubles, sa papeterie, ses appareils électriques. Certes l'approvisionnement n'égalait pas celui des pays développés, mais il était suffisant pour donner l'impression que le pays était finalement sorti de la période d'austérité. Dans chaque ville, on se mit à construire, au moyen de grues modernes et de bétonneuses; le coup d'envoi était donné. Des centrales électriques firent leur apparition et les coupures d'électricité devinrent rares. On pouvait bénéficier d'une ligne téléphonique privée et voyager dans des trains offrant un confort et un luxe presque européen. Rien de tout cela n'était essentiel, mais l'Israélien se sentait mieux dans son pays.

*

Des dizaines de milliers de personnes- et plus tard des centaines de milliers- commencèrent à recevoir des dédommagements. Les premières réclamations enregistrées furent celles des yekkes; elles relevaient des lois sur les réparations infligées à l'Allemagne par les puissances d'occupations, avant même la signature des accords avec Israël. Ils s'agissait en générale de requêtes pour la restitution des biens expropriés par les nazis, ou bien vendus à très bas prix- usines, boutiques, grands magasins, terrains maisons, appartements, meubles. Les réclamations devaient être rédigées en allemand; tout document annexe traduit, et la traduction certifiée par une instance autorisée par la loi sur les documents certifiés conformes. La procédure était complexe et nécessitait une bonne connaissance de la règlementation qui variait selon la zone d'occupation. Ces réclamations fournirent du travail à de nombreux avocats, dont certains étaient des juifs d'origine allemande, qui n'avaient pas réussi à gagner leur vie grâce à l'exercice de leur profession- l'un des plus connus étant Haïm

Grünbaum, qui travaillait jusque-là comme jardinier. La plupart percevaient un pourcentage sur la somme qu'ils réussissaient à obtenir des Allemands. Pour permettre aux personnes concernées d'économiser leur argent, une organisation bénévole- la United Organisation (URO)- fut créée, qui percevait des honoraires ne dépassant pas 12% de la somme des réparations. À un certain moment, elle employait plus d'un millier d'avocats en Israël, en Allemagne, aux Etats-Unis, ainsi que dans d'autres pays. En 1967, cette organisation avait la charge de cent-vingt-cinq milles dossiers[40].

Les autorités allemandes exigeaient des documents à l'appui des demandes et les examinaient attentivement- titres, contrats de locations et de vente, reçus, bilan, ainsi que des témoignages sous serment de parents et d'associés, de fournisseurs, de clients, de voisins: Cette famille vivait au même étage que nous, de l'autre côté de l'escalier. C'étaient des personnes très paisibles, et je me souviens qu'ils avaient dans leur salle à manger un meuble Biedermeier[41].- des témoignages de ce genre. Pendant des années, les yekkes envoyèrent des milliers d'inventaires de leurs biens en Allemagne, dressés dans les moindres détails; jusqu'à la fleur brodée sur un torchon. Ces témoignages composent le mémorial d'un art de vivre révolu. Ces lettres étaient empreintes de tristesse et de nostalgie.

Nous possédions alors un important mobilier moderne, fabriqué sur mesure par la société Braun à Nuremberg, écrivit un ingénieur de Ramat Gan, ancien homme d'affaires dans la ville de Bamberg. Le cabinet de travail était meublé en noyer verni, un grand bureau de style bourgeois, une grand bibliothèque, un grand fauteuil en cuir et quatre chaises tapissées, une grande table à rallonges, un canapé d'angle, dans le style traditionnel du pays, avec des accoudoirs sculptés en volutes retournées, et aussi des rideaux verts en velours et un chandelier en cristal- pour un total de deux milles cinq-cents marks. Dans la chambre à coucher en bouleau clair se trouvaient deux lits dont un double, exécuté sur mesure, des tables de nuit avec lampes de chevet, un grand placard à trois portes et un miroir, une coiffeuse et ses deux chaises- pour un total de mille huit-cents marks.

Il y avait aussi cette usine de matériel d'isolation, dont il fallut déterminer qui en était le propriétaire légitime- le plaignant de Ramat Gan, ou bien son oncle Emil. Et les années passèrent; Les Allemands n'étaient pas pressés.

1957, 1960, 1961. Des formalités, des lettres et des comptes rendus d'enquêtes supplémentaires furent versés au dossier: des témoignages des parents et des amis arrivaient de Berlin-Ouest et d'Amersfoort (Pays-Bas); de Cilote, (Chili) de Huntington (Californie), et de Hedera (Israël). Tout cela fit trainer le dossier jusqu'en 1964, jusqu'au jour où les Allemands demandèrent à la famille si après tout, elle ne savait pas où se trouvait l'oncle Emil. Il était préférable qu'il puisse témoigner lui-même devant notaire, afin que l'on sache une bonne fois pour toutes à qui appartenait l'usine. Malheureusement l'oncle Emil était mort Theresienstadt, ainsi que cela était mentionné dans la première demande de réparations datant du début de 1951. Il ne restait de lui qu'une carte postale de vœux pour le Nouvel An, adressée à son neveu, Horst, le 23 août 1942. Et Horst, le plaignant de Ramat Gan, qui se prénommait depuis lors Ilan, et qui avait agrafé une photocopie de la carte postale à sa première demande, au début de l'année 1951, ainsi que cela était mentionné, en joignit respectueusement une autre. Au cours de l'année 1967, un ordre de paiement de vingt mille six-cent-vingt-sept marks (un peu plus de cinq milles dollars) fut versé au dossier. A la fin de l'année, il fut décidé que la somme due était légèrement plus importante, et en fin de compte, fut effectué un autre paiement de deux mille-quatre-cent-vingt-deux marks (environ 600 dollars).

Il y avait aussi l'assurance vie. L'oncle Emil, paix à son âme, avait souscrit une police d'assurance, peu après son retour du front de la première guerre mondiale. Elle était encore valable, la compagnie d'assurance (branche de Vienne) existait toujours, et, miracle, le dossier de l'oncle Emil s'y trouvait encore. Au début de 1963, la compagnie d'assurance (branche de Frankfort) fit savoir qu'après avoir examiné ses comptes, elle était heureuse d'informer son ancien et respecté client que la valeur de la police d'assurance, de cinq milles dollars en 1919 était passée ce jour à sept-cent-quatorze marks et vingt-trois pfennigs, soit environ deux cents dollars, qui revenaient aux héritiers.

Il était possible aussi de demander un dédommagement pour l'interruption d'études ou l'arrêt d'une carrière professionnelle. Celui qui fut contraint de quitter l'Allemagne en cours d'études- de droit par exemple- pouvait soutenir qu'il aurait pu devenir avocat ou fonctionnaire en Allemagne, et par conséquent que son salaire aurait été supérieur à celui perçu, comme avocat en Israël. Celui qui excellait dans ses études (et s'il était à même de présenter les notes obtenues) pouvait arguer qu'il fut privé d'une carrière de juge dans un tribunal d'instance allemand, ou peut-être, qui sait, dans un tribunal de grande instance. Les Allemands prirent ces réclamations en compte, et accordèrent des pensions en conséquence.

Tel était le paradoxe du sionisme: l'argent en provenance d'Allemagne était supposé incarner la victoire du sionisme et la vengeance contre les nazis, mais ceux qui réclamaient réparation le faisaient en arguant qu'ils n'auraient jamais quitté l'Allemagne s'ils avaient été autorisés à y rester. Désormais, on pouvait les considérer comme des réfugiés politiques, dont le niveau de vie en Israël était en quelque sorte, inférieur à celui qu'ils auraient pu avoir en Allemagne. L'un des plaignants eut une pensée pour l'honneur perdu d'Israël. Le docteur V. Falk, pédiatre à Haïfa, écrivit au ministre des Affaires étrangères pour lui demander conseil. Les Allemands lui avaient accordé une somme inférieure à celle demandée. Il pouvait faire appel; mais pour cela il devait prouver que le salaire d'un chef de salle dans un hôpital public en Israël ne constituait pas un revenu suffisant pour vivre. Il ne fait aucun doute que c'est facile à prouver, mais je me demande s'il faut débattre

d'un tel sujet devant une cour de justice allemande. Le ministre, moins sensible à ce genre de scrupule, fit savoir à ce bon citoyen qu'il ne voyait aucune objection à ce qu'il fasse appel[42].

De nombreux plaignants demandèrent à l'Allemagne le remboursement des frais de voyage jusqu'à la terre de leurs ancêtres.

Nous avons dû vendre notre mobilier à un prix dérisoire; il était trop volumineux pour la taille d'un appartement en Palestine (une pièce de taille moyenne faisait entre 12 et 15 m²) .Nous avons pris avec nous le piano et quelques petits meubles, un lit d'enfant, trois chiffons (dont un grand), des ustensiles de ménage, des vêtements, des draps de lits et quelques centaines de livres; soit un total de quinze caisses et valises emballées par la société Philip Guttman de Lichtenfels, en Haute Franconie, qui n'existe plus aujourd'hui, mais la facture (emballage assurance et transport) a été conservée, et le prix indiqué est de deux-cents marks. Le bébé a voyagé gratuitement. Au total, je demande quatre milles deux-cents marks. Il s'agissait de marks du Troisième Reich, équivalant à quatre-cents quatre-vingt-huit marks de la République Fédérale- environ cent dollars. Les Allemands payèrent.

Au milieu des années cinquante, un grand nombre d'Israéliens d'origine allemande commencèrent à percevoir à la fois des sommes globales de dédommagement et des pensions. La plupart reçurent plusieurs paiements correspondants à différentes réclamations. L'accord sur les dédommagements, à la base, discriminatoire: les Israéliens d'origine allemande pouvaient exiger d'avantage que ceux qui venaient d'ailleurs. La banque d'Israël calcula que 10% de ceux qui bénéficiaient des dédommagements avaient reçu entre 31% et 43% de la somme totale; parmi eux se trouvaient beaucoup de yekkes[43]. C'étaient des hommes d'affaires, des hôteliers, des boutiquiers, des membres de professions libérales et d'autres métiers au revenu relativement élevé. Rares étaient ceux qui s'enrichissaient grâce aux réparations, mais ils étaient nombreux à pouvoir en vivre bien, libérés de toute angoisse matérielle. Ils n'étaient plus tout jeunes; ils allaient au concert de musique de chambre à l'auditorium Wise de l'université hébraïque. Ils arrivaient en Volkswagen et, pendant l'entracte, parlaient de l'été passé ou prochain, à Interlaken, en Suisse; ou à Zella m See, en Autriche. Les réparations les séparèrent encore plus des autres Israéliens. Il n'était certes pas surprenant que beaucoup de réfugiés dont les parents parlaient allemand et qui furent envoyés dans des écoles allemandes aient prétendu appartenir à la sphère de la culture allemande. Les Allemands acceptèrent cette affirmation, mais ils exigeaient des preuves, et ils faisaient souvent passer aux plaignants des épreuves de langue.

Les survivants du génocide originaires d'Europe de l'Est eurent, eux aussi, à subir la pesanteur de la bureaucratie allemande; ils eurent souvent affaire à des fonctionnaires étriqués, velléitaires, insensibles et mal-veillants. Les Allemands les dédommagèrent pour leur internement en camp de concentration, au taux de cinq marks par jour, à partir de la fin du premier mois. Pour une année à Auschwitz, le rescapé avait droit à mille huit-cents marks, soit quarante-cinq dollars. (Ils n'étaient donc pas, comme certains le prétendent, gazés dès leur arrivée ?) Pour prouver qu'ils furent effectivement déportés à Auschwitz, par exemple, on demandait aux survivants d'expliquer les circonstances de leur arrivée au camp. Ils devaient également raconter leur vie en Allemagne avant la guerre, sur un formulaire spécial, et y joindre des pièces justificatives. En général, les Allemands exigeaient deux témoignages sous serment de compagnon du camp du plaignant, ainsi que son numéro d'immatriculation. Les témoins devaient indiquer si eux-mêmes avait introduit une demande de réparations; ainsi les Allemands pouvaient procéder à des vérifications en comparant les différents documents. Pour certains camps, les Allemands possédaient des listes nominales des numéros attribués aux prisonniers. Un plaignant se vit un jour rétorquer: Vous ne pouviez pas être à Buchenwald à la date que vous indiquez, car votre nom figure sur la liste des prisonniers de Gross Rosen, et à Gross Rosen votre numéro était déjà attribué.. Ils comparèrent les dates mentionnées des différents documents et y découvrirent des contradictions: Nous avons pris bonne note qu'à votre arrivée au camp vous avez prétendu être plus âgé que vous ne l'étiez en réalité pour pouvoir échapper à l'extermination des enfants; mais vôtre état civile indique que vous aviez dix-huit mois de plus. Alors ?

Où dans un autre cas: Après avoir analysé la période d'emprisonnement qui vous donne droit à des réparations, nous estimons ne pas pouvoir prendre en compte votre internement en Hongrie. À supposer que vous soyez arrivé à Budapest comme réfugié, suite à l'invasion de la Slovaquie, votre réclamation ne se fonde que sur vos déclarations; et vous devez garder en mémoire qu'à cette époque, la Hongrie était un pays indépendant, qu'il n'était pas sous occupation, et que le gouvernement allemand n'était pas responsable des lois de cet État. Il faut également souligner que, votre déclaration mise à part, nous n'avons aucune preuve, que les Hongrois vous ont arrêté en tant que juif. Et ainsi de suite.

Les Allemands dédommagèrent également les juifs pour le port de l'étoile jaune, qu'ils furent contraints de coudre de façon visible sur leurs vêtements. Les réclamations pour offense à l'honneur juif, ainsi que le désignait le document officiel, mirent parfois en évidence certaines incohérences et inexactitudes. Si vous avez été forcé de porter l'étoile juive à la date que vous indiquez, vous ne pouviez pas vous trouver dans un camp à cette date, car, selon les informations dont nous disposons, le port de l'étoile juive n'était obligatoire que dans les ghettos, où vous prétendez avoir vécu à une date postérieure à vôtre arrivée dans le camp.

Certains survivants eurent droit à des dédommagements pour les préjudices causés à leur santé, à la suite de persécutions perpétrées par les nazis; et il n'était pas toujours possible d'en fournir la preuve. Pour ce faire, les victimes devaient être examinées par un médecin Israélien agréé par les Allemands; les résultats étaient ensuite transmis aux médecins allemands pour un second dia-

gnostic. Nous avons pris note de votre réclamation selon laquelle la blessure de votre colonne vertébrale fut causée dans le camp de Buchenwald, où un officier SS dont vous ne mentionnez pas le nom, prétendant que vous l'avez oublié, vous aurait donné un coup de botte et vous aurait piétiné, comme vous le prétendez. Mais il apparaît dans votre curriculum vitae qu'en 1951 vous vous êtes engagé dans l'armée israélienne. Nous vous demandons de présenter une copie de votre dossier médical, traduit, signé et certifié par un notaire, afin que nous puissions élucider le contenu de votre réclamation, car si vous aviez été jugé apte au service militaire il est possible que la blessure de votre colonne vertébrale ne soit pas sérieuse, ou bien qu'elle fut causée au cours de votre service dans l'armée.

Les années passant, il fut également possible de réclamer de l'argent pour les cures de repos et des traitements dans les sources thermales proches de Tibériade, ou ailleurs; ainsi qu'une augmentation des sommes accordées, lorsque les conditions de santé empiraient. Avec le temps, les Allemands apprirent à discerner les traumatismes d'ordre psychologique; au lieu de radiographies, d'analyses d'urine et de sang, il fallut alors envoyer en Allemagne des documents attestant d'état d'anxiété, d'angoisse, de troubles du sommeil, de difficultés sexuelles. Ainsi les plaignants furent contraints de revivre les terreurs du génocide, au bénéfice de la médecine Il était souvent nécessaire de faire appel à un avocat pour convaincre les autorités allemandes que c'était vrai, et pour pouvoir marchander le pourcentage d'invalidité. Dès lors qu'une pension était accordée, il restait à en déterminer le montant. Les Allemands demandaient au centre d'imposition israélien un certificat attestant des revenus des plaignants et de leurs conjoints, rétroactif- parfois de dix ou quinze jours- à la date de la réclamation. Il n'était pas facile de se procurer ce genre de document. Le ministre des finances israélien avait tout intérêt à faciliter la tâche et il mit même en circulation des formulaires spéciaux destinés aux Allemands. Mais les fonctionnaires israéliens, eux aussi, renvoyèrent les plaignants d'un bureau à l'autre, des mois et des années durant. Les Allemands piochaient dans les documents israéliens, pinaillant sur la moindre contradiction À propos de la chute de vos revenus entre le 1er avril 1954 et le 31 mars 1971, il manque les éléments concernant vos revenus entre le 1er avril 1957 et le 31 mars 1958. Veuillez avoir l'amabilité de nous signaler si, pendant cette période, votre mercerie représentait votre source principale de revenus, et quel en était le niveau ? Nous ne pouvons donner suite à votre réclamation sans ce complément d'information. Un autre cas: Nous savons que votre fils Yoram poursuit actuellement des études de chimie à l'université de Californie à Berkley. Pourriez-vous nous transmettre des informations, par des documents traduits en allemand et certifié par notaire, sur la source de financement de son séjour aux Etats-Unis (bourse, prêts…)? La loi allemande autorisait les plaignants à faire appel; si celui-ci était rejeté, ils pouvaient en référer à la cour. Souvent, le montant global des dédommagements et des pensions n'étaient établis qu'au terme de longs marchandages et de compromis; ensuite, la différence entre la somme initialement accordée par les Allemands et celle sur laquelle les deux parties s'étaient finalement accordées serait réglée. Cette somme s'élevait à vingt-cinq milles marks, parfois à quarante milles, et même quatre-vingt ou cent milles marks- vingt-cinq mille dollars- d'un seul coup.

Les Allemands soupçonnaient qu'on essayait de les rouler. C'était une hypothèse vraisemblable- les plaignants avaient toutes les raisons de le faire. De temps en temps, certaines personnes étaient démasquées- en Allemagne, en Israël et dans d'autres pays- qui gagnaient leur vie en fabriquant de faux témoignages et des contrefaçons de documents. On donna à l'étude d'un avocat de Tel Aviv, le sobriquet d'usine à réclamations[44]. Un membre de la Knesset décrivit ainsi l'avocat type, chasseur de réparations: Il se déplace tellement entre l'Al lemagne et Israël qu'il est impossible de savoir si c'est un avocat allemand installé en Israël ou bien un avocat israélien installé en Allemagne[45].

On estime à plus de deux cent-cinquante mille le nombre d'Israéliens qui reçurent des dédommagements d'Allemagne. La somme globale payée aux survivants équivalaient en moyenne à une année de revenus*.

*Selon l'accord passé avec les Allemands, certains survivants devaient recevoir leurs pensions directement du gouvernement israélien. Mais ce dernier s'acquittait de la moitié de la somme due, malgré le fait que le montant était de temps à autre réajusté[46].

Un grand nombre employèrent l'argent à l'achat d'un meilleur logement. La pension mensuelle versée par l'Allemagne permettait une augmentation de 30% du revenu annuel moyen[47]. Cela contribua largement au décalage entre les ashkénazes et les séfarades.

Quelques milliers de bénéficiaires vivaient dans des kibboutzim. Ceux qui souhaitaient faire valoir leurs droits devaient donner pouvoir à leur kibboutz pour engager un avocat; les kibboutzim présentaient les réclamations en commun. Ceux qui avaient droit à des dédommagements traversaient une cruelle épreuve, personnelle et idéologique. Ils pouvaient vivre en kibboutz par habitude, ou par absence de choix, y être plus ou moins heureux- tant que la question ne se posait pas dans leur vie quotidienne. Mais, avec ces nouvelles ressources, ils étaient forcés d'admettre qu'ils demeuraient là par choix. Et s'ils décidaient de rester, ils devaient remettre la totalité de l'argent au kibboutz. Cela signifiait renoncer non seulement à ce qui leur appartenait, mais aussi à ce qu'ils auraient pu léguer à leurs enfants et à leurs parents vivant ailleurs. Ils furent nombreux à ne pas vouloir choisir et subirent d'intenses pressions.

En septembre 1956, l'assemblée générale de Hakibboutz Hameouhad, réunit au kibboutz Kabri, décida qu'un membre ayant reçu des dédommagements et qui le cacherait aux institutions remettrait en cause son appartenance au kibboutz. L'assemblée stipula qu'il n'y aurait pas de différence entre l'administration de ces fonds et celle d'autre bien; tout appartenait au kiboutz. Cependant, elle décida que cet argent ne serait pas utilisé à des dépenses ordinaires, mais dans des domaines d'intérêt public, afin, semble-t-il, d'aider les membres du kibboutz à renoncer à leur argent. De nombreux kibboutzim employèrent ces sommes à la construction de piscines, de stade, de nouvelles salles à manger et de salons. Un an plus tard, pourtant, Hakibboutz Hameouhad, autorisa

l'utilisation de cet argent pour l'amélioration du niveau de vie des membres. Ainsi, les kibboutzim purent acheter de nouveaux meubles pour les chambres individuelles, à condition que tout le monde en bénéficie.

Souvent, l'argent allemand provoqua envie et suspicion dans les kibboutzim, ainsi qu'une certaine tension entre les yekkes et les survivants du génocide d'Europe de l'Est. La plupart des yekkes étaient installés au kibboutz depuis longtemps, par conviction idéologique; et, comme dans les villes, ils reçurent des sommes plus importantes que les autres survivants. Ils s'en dessaisirent sans aucune hésitation. En revanche, beaucoup de survivants étaient venus s'installer au kibboutz contre leur gré. Alors qu'ils avaient souffert plus que les yekkes, ils reçurent moins d'argent d'Allemagne et ils n'étaient pas sûrs de vouloir le donner au kibboutz. Certains demandèrent à en garder une partie, mais le kibboutz fit la sourde oreille. Givat Brenner refusa à l'un de ses membres le droit de s'acheter l'Encyclopédie hébraïque. Plusieurs kibboutzim rejetèrent des demandes relatives à un voyage ou à des études lorsque les kibboutzim eurent la sagesse de prendre en considération les désirs individuels, ils avaient le plus souvent perdu et l'argent et les membres. Dans certains kibboutzim, la question des dédommagements libéra des tensions latentes. Le Kibboutz Hahotrim y perdit cinquante de ses cent cinquante membres.

Certains kibboutzim comprirent qu'il fallait être prudent. Nous devrions éviter de faire subir une épreuve trop dure à un de nos membres, sur cette question de biens provenant de l'extérieur, car la plupart ne le supporteraient pas, déclara le journal d'un kibboutz. Ne forçons pas nos membres à se soustraire à nos lois et à les narguer. Si nous nous montrons intransigeants nous provoquerons chez eux un déchirement affectif et moral[48]. Les kibboutzim religieux décidèrent de considérer les montants des dédommagements comme des dépôts d'argents à intérêts- celui qui décidait de quitter kibboutz, avait le droit d'emporter son argent, à l'exception de la pension mensuelle. Les kibboutzim de Hashomer Hatsaïr passèrent, semble-t-il, fort peu de temps à débattre de ce sujet, bien qu'ils aient reçu d'importantes sommes grâce à leurs yekkes. Comme tant d'Is raéliens, avec le temps les kibboutzim ajustèrent leurs exigences idéologiques et éthiques à cet heureux changement de leur situation financière.

*

Ceux qui prédirent que les accords sur réparations n'iraient pas sans les humiliations de l'État et de ses citoyens avaient raison. Israël fit des concessions- idéologiques, politiques et financières. Il commença par céder sur son refus déclaré de mener les négociations directes avec l'Allemagne. Il renonça ensuite à sa prétention de représenter l'ensemble des survivants du génocide. Le gouvernement israélien, déclara Moshe Sharett à la Knesset, réclame les réparations pour lui-même, considérant que l'État d'Israël défend les droits de millions de personnes massacrées, il a procuration pour exiger satisfaction, car il constitue l'unique incarnation nationale pour tous ces gens qui furent condamnés à l'extermination[49]. En réalité, l'accord sur les réparations ne reconnaissait pas en Israël le représentant des juifs assassinés par les nazis: l'argent alloué à Israël était explicitement destiné à couvrir les frais de l'absorption et la réinsertion des survivants du génocide. La position de l'État d'Israël était basée sur l'hypothèse que le coût de l'intégration d'un réfugié était de trois mille dollars; cinq cent mille personnes furent intégrées, pour un total d'un milliard et demi de dollars. L'accord désignait Israël non pas comme la partie du peuple juif, ni comme la concrétisation du rêve sioniste, mais comme un État acceptant de l'argent pour intégrer des immigrants. Les Allemands marchandaient fort bien. Ils examinèrent les chiffres présentés par les Israéliens, et jugèrent le prix trop élevé; selon eux il était possible d'intégrer un réfugié pour deux mille cinq-cents dollars seulement. À ce moment-là, Israël s'accordait mal avec l'image idéale qu'il se faisait de lui-même.

La majorité de l'argent allait aux individus, et seul un bénéficiaire sur quatre vivait en Israël. Ils recevaient cet argent en tant que juifs persécutés par les nazis et non en tant qu'Israéliens. Au total, ils reçurent une somme plus élevée que celle allouée à l'État d'Israël. Ce fut donc un succès individuel pour les juifs du monde, plutôt qu'un succès collectif israélien.

Les Allemands n'eurent pas à payer de lourdes sommes. Selon Eliezer Shinar, chaque citoyen allemand dut verser quarante marks par an (dix dollars), pendant quinze ans[50], pour s'acquitter de la somme des réparations. Cela était vrai pour 1967. Les Allemands calculèrent par la suite qu'en 2030, ils auraient payé cent-vingt milliards de mark (entre trente et soixante milliards de dolars, en tenant compte des taux de change). Cela correspondait approximativement à la somme que soixante millions d'Allemands règleraient pendant soixante-quinze ans, soit vingt-six marks par ans et par personne en moyenne- environ un demi mark (un quart de dollar) par semaine. Cette somme était largement due pour les biens confisqués par les Allemands, dont ils restaient propriétaires; Quant aux bénéficiaires de pensions, ils y auraient eu droit, de toutes les façons, en tant que citoyens allemands. Il n'y a aucune raison de diviser la somme totale payée par les Allemands par le nombre de juifs assassinés. Toutefois, le décompte est saisissant: cent-vingt milliards de marks pour six millions de victimes, cela revient à vingt-mille marks par personnes; c'est-à-dire entre cinq-mille dollars et dix-mille dollars. Les réparations à l'État d'Israël ne représentaient pas plus de 15% de cette somme[51].

Ceux qui prédirent que les accords sur les réparations amèneraient la réconciliation des peuples Allemand et juif, ainsi qu'une normalisation entre l'Allemagne de l'Ouest et Israël, avait eux aussi raison. Ainsi, le consul israélien à Munich, Eliahu Livneh, ne put pas éternellement refuser les invitations réitérées du président allemand Théodor Heuss. Après l'avoir évité pendant plusieurs mois, Livneh se rendit à Bonn- il ne porta pas un costume sombre, pour signaler qu'il n'était pas en visite officielle. Heuss se montra exubérant. Il parla à Livneh de ses liens avec le mouvement sioniste, rappelant à son hôte qu'un membre de sa famille était juif. Avant de le quitter, le président allemand reprocha au consul israélien de ne pas avoir enrichi son répertoire d'histoires juives.

Le second s'empressa de lui raconter une histoire de Hassidim. L'enthousiasme et la bienveillance avec laquelle Heuss écouta cette histoire conclurent cette conversation chaleureuse et amicale, rapporta le consul[52].

La politique allemande de Ben Gourion déclencha des tempêtes; mais rares furent ceux qui s'y opposèrent sincèrement. Mordechaï Nurok et Dov Shilansky, ainsi que d'autres personnalités de droite, de gauche et du centre, firent passionnément campagne pour stopper le raz-de-marée de contestations. C'était une cause perdue, pathétique, mais ils ressentaient ce qu'ils disaient et disaient ce qu'ils ressentaient. D'autres, cyniques et hypocrites, exploitèrent cette question à des fins rhétoriques et renoncèrent à leurs convictions dès que cela s'avéra politiquement opportun. C'est ainsi qu'en décembre 1952 les sionistes généraux rejoignirent le gouvernement. Un an seulement auparavant, trois ou quatre ministres votèrent contre les négociations avec l'Allemagne, et l'un d'entre eux, Yisraël Rokah, était si tourmenté qu'il menaça d'entreprendre une grève de la faim. Puis les ministres sionistes généraux exigèrent d'intervenir d'avantage dans les contacts avec l'Allemagne. De même, Yaakov Hazan du Mapam loua les kibboutzim de Hashomer Hatsaïr pour la noblesse de leur comportement au sujet de cet argent; quatre ans plus tôt ils déclarèrent que les négociations avec l'Allemagne revenaient à vendre nos âmes[53]. Même les membres des partis qui s'opposèrent aux réparations ont su profiter avec avidité des bienfaits des réparations, gloussa Ben Gourion[54].

Ben Gourion avait gagné. Mais ses adversaires se préparaient déjà pour le prochain combat: la bataille pour le souvenir et la signification du génocide. Au cours d'un débat à la Knesset, Eri Jabotinsky, fils du grand révisionniste, demanda la création d'un tribunal spécial pour examiner l'histoire du génocide et en particulier, l'échec de l'Agence juive à sauver d'avantage de juifs[55]. Ce tribunal spécial ne fut jamais créé, mais bientôt le Mapai se vit mettre en accusation devant le tribunal de grande instance de Jérusalem.

V

Politique: l'affaire Kastner

13. C'était bien difficile pour nous, juges d'Israël

Au début des années cinquante, vivait à Jérusalem un vieux juif pratiquant, philatéliste, originaire de Hongrie et propriétaire d'un hôtel de dix chambres sur la place Sion. Il fut un diplomate de second ordre au service de l'Empire austro-hongrois. À Vienne, il essaya de se faire un nom comme journaliste, mais il eut du mal à publier ses articles. Pour gagner sa vie, il exerça toutes sortes de métiers, et se retrouva mêlé parfois à des affaires de fraude et d'escroquerie.

Il fit son entrée dans l'histoire d'Israël comme unique accusé du premier grand procès du génocide qui se tint dans le pays, même s'il ne joua qu'un rôle mineur dans ce drame, où son nom figure à peine. Un jour, alors qu'il était en retard à une audience, le juge ordonna à l'huissier d'aller le chercher dans le couloir. Excusez-moi, demanda l'huissier, comment avez-vous dit qu'il s'appelait ? Le juge se trémoussa un moment, puis lança un regard interrogateur à l'avocat de la défense. Gruenwald, Votre Honneur, lui rappela l'avocat. Malchiel Gruenwald[1]. Le Time Magazine, qui se plaisait à l'appeler simplement Malchiel, calcula que les nazis tuèrent plus de cinquante membres de sa famille[2].

Meurtrie par la guerre d'indépendance, divisée, Jérusalem était à cette époque une ville provinciale quelque peu assoupie qui attirait des dizaines de milliers d'immigrés sans abris, vivant sous des tentes aux abords de la ville, espérant des jours meilleurs. Mais, derrière les pierres grises et la misère de la ville, il y avait une vigueur et une vitalité qui alimentait l'esprit des penseurs et des politiciens. L'Université hébraïque se trouvait encore dans le monastère de Terra Sancta; l'Agence juive, le bureau du premier ministre, la Grande Synagogue et la Knesset se dressaient le long du même boulevard ombragé, qui portait toujours le même nom que lui avaient donné les Britanniques- Ru du Roi-Georges-V. Le premier ministre, de nombreux autres membres, et presque tous ceux qui comptaient, habitaient côte à côte dans le quartier de Rehavia, à quelques pas de la place Sion. Non loin de là, dans un immeuble construit un siècle auparavant pour les pèlerins russes, se trouvaient les tribunaux. Tel Aviv abritait les comités centraux des partis politiques importants et de la Histadrout, ainsi que la bourse et le quartier général de l'armée. L'activité industrielle et agricole se développait dans le nord du pays, pendant que la vie intellectuelle et politique, intense et secrète, s'épanouissait dans la ville basse de Jérusalem. Là, les hommes politiques et les penseurs, les prophètes et les poètes, les réformateurs et les fous, qui se connaissaient tous, fréquentaient les mêmes terrasses de cafés, embrassant des systèmes philosophiques fondant des mouvements sociaux, dans un tourbillon visionnaire et fanatique, génial et fou. À Jérusalem, c'était le pouvoir des mots; et il était immense.

Gruenwald, un homme frêle de soixante-douze ans, portant kippa noire et bouc, avait été partisan de l'Etzel; son fils avait combattu dans ses rangs et fut tué au cours de la guerre d'indépendance, sur le mont Sion. Gruenwald avait changé le nom de son hôtel *Autriche* en *Mont Sion*. Gruenwald aimait écrire; de temps en temps il commettait une lettre d'information, *Lettres à des amis du parti Mizrahi*; il s'agissait d'un commentaire politique, plein de colère, qui exhumait des conflits oubliés, des vieilles rancunes et toutes sortes de scandales poussiéreux des communautés juives de Budapest et de Vienne, d'avant le génocide. Gruenwald aimait surtout décocher des flèches aux dirigeants du parti Mizrahi, et à d'autres groupes religieux sionistes, ainsi qu'aux hommes politiques des autres partis, y compris les députés et les ministres. Par-dessus tout, il haïssait le Mapai. Après avoir écrit son texte, de trois pages environ, en allemand, et l'avoir fait traduire en hébreu, Gruenwald en tira une centaine de copies qu'il mettait dans des

enveloppes; il écrivait l'adresse du destinataire, timbrait, puis portait les plis à la poste. Tenace, infatigable, il faisait tout lui-même, à ses frais, ne demandait à ses correspondants que de lire ce qu'il leur envoyait.

Sur sa liste figuraient les noms de plusieurs journalistes, la plupart jetaient les pamphlets dans la corbeille à papiers. Il était fréquent que l'un d'eux menace de le poursuivre pour diffamation, et Gruenwald présentait alors des excuses publiques. En ngénéral cela ne dépassait pas la clientèle du café Vienna, au rez-de-chaussée de l'hôtel de Gruenwald. Il aurait pu en être de même pour la lettre d'information n°51.

Elle datait d'août 1852 et traitait d'un sujet soulevé dans un numéro précédent. Gruenwald y mettait en cause un dirigeant de la communauté juive hongroise en Israël, Israël Rudolf (Rezso) Kastner. Une odeur de cadavre me picote les narines! Écrivit Gruenwald dans son pamphlet. Les obsèques seront du meilleur goût! Le docteur Rudolf Kastner doit être liquidé[3]!

Kastner qui avait une formation d'avocat, mais travaillait comme journaliste lié au Mapai. Pendant la guerre, âgé d'une quarantaine d'années, il fut à la tête du Comité de sauvetage en Hongrie. Il négocia avec Adolph Eichmann et l'officier SS Kurt Becher, la libération d'un million de juifs en échange de dix mille camions; Cette affaire se solda par l'arrestation de Joël Brand, l'émissaire d'Eichmann à Istanbul, en mai 1944. Entre-temps, Kastner s'était engagé dans d'autres opérations de sauvetage, un grand nombre de personnes lui devaient la vie. Lorsque parut le pamphlet incendiaire de Gruenwald, Kastner était le porte-parole du ministère du Commerce et de l'Industrie. Il espérait devenir député; il fut candidat du Mapai à la première et à la deuxième Knesset. Son nom figure à plusieurs reprises dans le journal de Ben Gourion[4].

Gruenwald écrivit: J'ai attendu cet instant pendant trois ans, pour pouvoir trainer en justice […] cet arriviste, qui tire profit des vols et des meurtres commis par Hitler. Sur la base de ses machinations criminelles et de sa collaboration avec les nazis […] je considère qu'il est indirectement coupable de l'assassinat de mes frères. Comme s'il s'adressait à Kastner, Gruenwald continuait: pour qui, et aux frais de qui avez-vous, en 1946 voyagé secrètement, comme un voleur dans la nuit, à Nuremberg, afin de témoigner au procès du plus grand criminel de guerre de l'histoire de l'humanité, en tant que témoin de la défense du SS *Obersturmbannfürher* Kurt Becher, l'assassin et le voleur qui exploita nos frères en Hongrie et leur suça le sang ?[…] Pourquoi avez-vous sauvé Becher de la pendaison qu'il méritait ? Voici la réponse de Gruenwald à ce réquisitoire:

Il voulait se sauver lui-même, afin que Becher ne révélât pas au tribunal international les manigances et les vols qu'ils commirent ensemble […] Où se trouve donc l'argent des juifs Hongrois, ces millions de laissés pour compte ?...Il a sauvé pas moins de cinquante-deux parents, et quelques centaines d'autres juifs- dont la plupart se sont convertis au christianisme- qui achetèrent leur salut en payant des millions! Voilà comment Kastner sauva les membres du Mapai […] il a sauvé ceux qui avaient des relations et il a fait fortune. Mais il a abandonné des milliers de sionistes de la première heure, membre du parti Mizrahi et des partis ultrareligieux, dans la sombre vallée de la mort[5].

C'était une tirade confuse et pathétique. Le juge du tribunal de grande instance, Benyamin Halevy, déclara plus tard, avec raison, qu'il était difficile de résumer les accusations dont Kastner faisait l'objet, mais il les classa en quatre catégories: 1. Collaboration avec les nazis. 2. Assassinat indirect; 3. Association avec un criminel de guerre nazi, dans des actes d'escroquerie; 4. Sauvetage d'un criminel de guerre du châtiment, après la guerre.

Kastner était conscient de ce dont on l'accusait. Un fonctionnaire du parti Mizrahi en Autriche avait déjà posé une plainte contre lui, lors du deuxième Congrès sioniste, à Bâle en 1946. Il accusait Kastner d'avoir escamoté cinq cent mille dollars affectés au sauvetage de juifs. Kastner le traina en diffamation devant le tribunal d'honneur du Congrès; il rédigea également le compte rendu de ses activités pendant la guerre. L'audience de ce procès ne fut pas menée à son terme. Des années plus tard, en Israël, l'un des anciens habitants de la ville natale de Kastner se rendit à plusieurs reprises aux réunions électorales de la communauté Hongroise Israélienne, il interrompait Kastner à grands cris et se mettait à l'accuser dès qu'il prenait la parole au nom du Mapai. Kastner essayait en vain de le calmer. Après que la Knesset eut entériné la loi sur les nazis et leurs collaborateurs, en 1950, Kastner fut interrogé par la police, mais aucune charge ne fut retenue contre lui. Kastner ne nia jamais avoir négocié avec les représentants nazis en Hongrie, dont le chef, Adolphe Eichmann. Mais il soutint constamment que toute son action avait eu pour but le salut des juifs hongrois, et qu'il avait, de fait, réussi à en sauver des milliers[6].

Kastner fut le plus célèbre des Israéliens jamais accusé de collaboration avec les nazis, mais il ne fut pas le seul. Il y eut d'autres cas après la guerre, lorsque les survivant du génocide, marchant dans la rue, étendus sur la plage, au volant d'un autobus, ou faisant la queue devant un cinéma, se trouvait brusquement face-à-face avec les traître juifs qui ont prêté la main à l'extermination de leur nation, ainsi que le formula le député Mordechaï Burok[7].

Un reporter de Haretz, décrivit une scène de ce genre qui s'était déroulée à un carrefour de Tel Aviv, au début de 1946. Une foule très agitée entourait un jeune homme, élégamment vêtu, et le frappait à la tête en criant assassin ! Et Gestapo ! L'homme était debout, livide, et tentait de s'enfuir, nota le journaliste. Deux jeunes gens avaient dit à la foule que cet homme s'appelait Shmuel Wishlitsky, qu'il était d'Ostrowiec, en Pologne, et l'accusèrent d'avoir collaboré avec la gestapo, alors qu'il était policier dans le ghetto. Ils le soupçonnaient d'avoir vendu des membres de leur famille qui essayèrent de s'enfuir du ghetto. Blessé, l'homme s'enfuit par une rue latérale. Les gens affluaient sur les lieux pour commenter l'incident, rapporta l'article[8].

De nombreux collaborateurs, identifiés, furent kapos- des prisonniers que les nazis désignaient à des postes de surveillance dans les camps, sur les lieux de travail, pour veiller à la discipline et à la propreté*.

*En réalité, ils n'étaient pas désignés par les allemands mais simplement confirmés dans leur rôle par eux. Ils étaient élus et désignés pour ce rôle par leur propre communauté.

Les kapos avaient autorité pour punir; beaucoup étaient connus pour leur cruauté. Ils ont tué, relata Dov Shilansky. Les juifs qui travaillaient pour les allemands, et presque tous les juifs qui portaient l'insigne de kapo sur le bras, ont tué- à l'exception de quelques rares cas[9]. Dans les camps comme dans les ghettos, des juifs furent affectés à des tâches policières et administratives. Certaines d'entre elles étaient placées sous la responsabilité d'un Conseil local juif (Judenrat), mis en place par les nazis dans un grand nombre de villes occupées.

Après la guerre, les collaborateurs se mêlèrent aux réfugiés, s'efforçant de cacher leur passé. Cependant, on en identifia un grand nombre dans les camps pour personnes déplacées. Un jour, visitant un camp en Europe, Ben Gourion vit des gens frapper un kapo qu'ils reconnurent. Ben Gourion raconta que les trois attaquants avaient les yeux injectés de sang, et qu'ils étaient capables de tuer[10]. Il en fut choqué. J'ai cru qu'il allait s'évanouir, raconta Ruth Aliav, qui accompagnait le chef de l'agence juive. C'était la première fois que Ben Gourion se trouva confronté à cet aspect brutal du génocide, devait-elle se rappeler[11].

Quelques mois plus tard, Eliahu Dobkin, membre de l'exécutif de l'Agence juive et dirigeant du Mapai, fit part à ses collègues d'une inquiétude intérieure qui le rongeait- une chose qu'il n'aurait pas crue possible s'il ne l'avait vue de ses yeux: on lynchait. Dobkin raconta qu'à Munich il y aurait eu, après la libération, des centaines de juifs assassinés par d'autres juifs. Il vit un homme battu jusqu'à ce qu'il perde la raison. Ceux qui le frappaient répétaient que c'était un sadique de la pire espèce. Puis, Dobkin ajouta: Je pense que ce n'est un secret pour personne que le fils de l'un de nos meilleurs sioniste fut accusé du même crime. Dans son drame, son vieux père a toute ma sympathie. Il faisait allusion à Itzhak Gruenbaum, un membre de l'exécutif sioniste, futur ministre de l'intérieur de Ben Gourion. Son fils fut kapo à Auschwitz[12].

Un journal demanda que les collaborateurs soient liquidés. Mais il souligna qu'il ne suffisait pas que quelqu'un en désigne un dans la rue et lui crie "Kapo" ! La culpabilité du suspect devait être établie avec certitude. Et même alors, il ne fallait pas le lyncher, il devait être puni par les institutions désignées[15]. Mais les autorités mandataires britanniques ne s'intéressaient pas à cette question, et l'Agence juive était pour l'heure occupée à des problèmes plus pressants. Dobkin pensait qu'il était plus important que jamais de méditer la maxime des sages: Ne juge pas ton camarade tant que tu n'es pas à sa place. Il parla à ses collègues d'un prisonnier nouvellement libéré, qu'il avait rencontré: cet homme avait été dans un camp de la mort, où il était chargé de transporter les gens jusqu'aux chambres à gaz, sa mère se trouva dans le fourgon qu'il conduisait. Beaucoup de gens ont accompli à cette époque, des tâches de ce genre. Ce n'est pas si terrible, avait argué l'homme. Je ne me permettrai pas de juger un pareil cas, dit Dobkin. Je ne sais pas qui pourrait le juger[14].

Après la création de l'État, on se mit à dénoncer les collaborateurs à la police. Mais la police était impuissante, il n'existait pas de loi qui s'appliquât à cette situation, ou qui autorisât à arrêter les suspects. Ainsi en août 1949, le ministère de la justice émit un décret contre les criminels de guerre juifs, mais ne hâta pas sa mise en vigueur[15]. À l'instar de l'Agence juive, le ministère préférait éviter ce sujet délicat et se consacrer à d'autres affaires. Mordechaï Nurok présenta la question à la Knesset; et le ministre de la justice, Pinhas Rosen, assura que son ministère y travaillait, mais que cela exigeait du temps. Six mois passèrent. Israël est le seul pays au monde où on ne peut pas faire passer en jugement les assassins nazis et ceux qui les ont aidés, se plaignit Nurok Éminente assemblée, déclara-t-il, si Goering er Goebbels- que pourrissent leurs noms maudits- se trouvaient parmi nous aujourd'hui, le bras de la justice ne les atteindraitpas[16]. Quatre mois plus tard, la loi sur les nazis et leurs collaborateurs fut enfin examinée. L'agrément de la Knesset ne fut obtenu que cinq mois après. Entre-temps, le parlement israélien eut le loisir de travailler à des questions plus abstraites, puis il débattit et vota un décret pour la prévention et le châtiment d'actes de génocides.

Rosen, le ministre de la justice, déclara à la Knesset qu'il ne fallait pas attendre que cette loi amène l'exécution de nombreux nazis, elle devait en premier lieu servir contre les collaborateurs juifs*

*Haaretz rapporta que l'une des " lois contre les criminels de guerre juifs ", ainsi qu'on les appelait, devait être étendue à tous ceux qui sabotèrent l'immigration en Palestine, par une collaboration avec l'ennemi. En fin de compte, le cabinet ministériel ne soumit pas cette loi à la Knesset, qui ne la réclama pas[17].

Vers le milieu de 1950, quelques trente juifs soupçonnés de collaboration avec les nazis firent l'objet d'une enquête; la police ne manifesta aucun enthousiasme à traiter ce type de cas, et elle ne pouvait les suspecter que lorsque les plaintes étaient rédigée dans les moindres détails et qu'on la pressait d'agir. Les enquêtes n'aboutissaient que rarement à des inculpations. Le procureur d'État s'efforçait de ne pas inculper des citoyens israéliens pour crime contre le peuple juif, comme la loi l'autorisait, préférant les accuser de dommages spécifiques sur des individus précis. Ils étaient même parfois accusés de crimes contre l'humanité. Certains furent acquittés; quant aux coupables, on réduisait leur peine en appel, à deux ou trois années d'emprisonne- ment, ou à quelque mois à peine. La loi sur les nazis et leurs collaborateurs stipulait la peine de mort; mais en 1955, appliquée à un citoyen israélien, elle fut commuée par la Haute cour en une peine d'emprisonnement de dix anx[18]. Après l'abolition de la peine capitale, 1954, elle demeura pourtant effective pour ceux qui étaient tombés sous le coup de cette loi; mais sa légitimité demeurait obscure.

La loi donnait aux juges toute latitude pour déterminer la gravité de la peine. Ceux-ci n'avaient qu'une seule manière de connaître la vérité, à l'instar de leurs homologues de l'Allemagne de l'Ouest, dont les méthodes soulevaient la colère des témoins et des observateurs étrangers. Comme les Allemands, les juges israéliens fouillaient chaque cas dans les plus infimes détails. Els Trank, par exemple, fut chargée du maintien de l'ordre des baraquements des femmes dans le camp d'Auschwitz-Birkenau. La question qui lui fut posée était: Frappait-elle les prisonnières avec un bâton, un fouet, une ceinture, ou seulement avec ses mains ? Il fut établi que c'était avec les mains. La cour considéra alors la façon dont elle s'y prenait- la main ouverte- c'est-à-dire qu'elle les giflait, ou bien les frappait-elle avec l'os de la main ? Ou peut-être encore avec le poing fermé ? Frappait-elle les prisonnières au visage, sur le dos, les épaules, ou bien ailleurs? La cour put préciser tout cela. L'accusée fut acquittée parce que le tribunal gardait un doute sur un pont de détail. Les juges étaient persuadés qu'elle força une prisonnière à s'agenouiller, mais ils ne purent déterminer si elle l'a battit. Un témoin déclara qu'il n'avait pas vu de coups

Comme ils étaient contraints de pénétrer dans la réalité des camps, les juges employèrent malgré eux, inévitablement, la terminologie nazie. Leur verdict contre Else Trank faisait la distinction entre les prisonnières innocentes, et celles qui transgressaient les lois du camp, et affirma, par deux fois, que les prisonniers à la race juive[19].

Les procès exigeaient des juges des prises de positions éthiques et historiques, qui dépassaient souvent le champ de leurs compétences. Ils devaient déterminer si un homme pouvait refuser le poste de Kapo, et dans quelle mesure cette fonction requérait de la cruauté. Ils essayaient de ne pas punir quelqu'un pour sa fonction de Kapo, mais pour sa conduite dans cette charge. Ils citaient l'Exode 5 :14 "Parmi les esclaves de Pharaon, plusieurs enfants d'Israël furent désignés pour surveiller les autres". D'après le commentaire de Rashi, ces contremaitres n'opprimaient pas leurs compagnons israélites, et on avait placé des gardes-chiourme au-dessus d'eux. À notre époque aussi, il y avait des Kapos qui ne craignaient pas les gardes-chiourme hitlériens et qui n'opprimaient pas les prisonniers, affirma un verdict[20].

C'est bien difficile pour nous, juges d'Israël, de nous libérer du sentiment qu'en punissant une pareille larve, nous atténuons quelque peu la culpabilité abyssale des nazis, écrivit Moshé Sylberg, juge à la cour suprême de justice[21]. Il semble surtout que les juges rechignaient, comme la plupart des israéliens, à toucher aux questions touchant le génocide en général, et les criminels de guerre juifs, en particulier. En général, seuls les survivants impliqués dans les cas concernés, se rendaient aux audiences. Parfois, les accusés et leurs avocats étaient agressés. Quelques procès seulement furent couverts par la presse, d'autres furent totalement passés sous silence. Le procès d'un Kapo était une chose embarrassante, et les journaux ne voulaient pas s'en mêler.

Ainsi, lorsque l'affaire Gruenwald passa en jugement, l'avocat Shmuel Tamir et le rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Haolam Hazeh*, Uri Avnery, eurent recours à toutes sortes d'effets rhétoriques et de ruses journalistiques, pour attire l'attention du publique. En fin de compte, cette affaire devint l'une des plus importantes et des plus douloureuses jamais jugées en Israël, à l'exception sans doute du procès Eichmann.

Herut fut le seul journal à avoir pris note de la lettre d'information de Gruenwald, dans un court article de Joël Marcus, futur éditorialiste à *Haaretz*. Pendant trois ans, écrivit Marcus, de nombreux juges hongrois ont accusé un homme, qui jouit d'une position sociale considérable, d'avoir témoigné en faveur d'un criminel nazi, commis des actions louches, et réalisé des bénéfices aux dépends d'opérations de sauvetages de juifs. Pourquoi ne se disculpe-t-il pas[22] ? Le petit scoop de Marcus aurait pu être tout bonnement oublié; il n'appelait à aucune action. Les accusations contre le Dr Kastner n'eurent aucune incidence sur sa situation au ministère, écrivit dans son journal son patron, le ministre du commerce et de l'industrie, Dov Yosef. C'était son affaire s'il souhaitait intenter une action contre Gruenwald. Yosef se demandait s'il fallait poursuivre Gruenwald en diffamation, surtout compte tenu de la façon dont se déroulait ce genre de procès en Israël. Mais l'avocat général, Haïm Cohen, notifia à Kastner qu'étant donné la gravité des accusations, il se devait d'entreprendre une action, ou bien de démissionner[23]. Rezo ne voulait pas de ce procès, raconta sa veuve, mais c'était une situation intenable. Il se trouvait face à un dilemme impitoyable. On lui dit qu'il fallait accepter, ou bien que le gouvernement intente un procès en diffamation en son nom, ou bien de démissionner de son poste auprès de Dov Yosef. Je lui dis: démissionne ! Mais il me répondit qu'il n'avait pas le choix, il devait accepter d'entamer la procédure[24]. Kastner me dit qu'en aucune façon, il ne l'avait souhaité, déclara Cohen lui-même. Il voulait effacer toute cette époque hors de sa mémoire et de sa conscience. Il ne voulait pas se souvenir. Mais ce qu'éprouvait Kastner ne me concernait pas; ce qui m'intéressait, c'était l'affaire elle-même[25]. Haïm Cohen termina sa carrière au début des années quatre-vingt, comme l'un des magistrats libéraux de la cour suprême un défenseur acharné des droits de l'homme et des droits civiques. Mais en 1950, en tant qu'avocat général, il servait le gouvernement, y compris l'administration militaire imposée aux citoyens arabes d'Israël, et avait tendance à limiter la liberté d'expression. À l'époque, j'étais convaincu que la presse mettait en danger la sécurité nationale, devait-il expliquer par la suite. À ce propos, j'étais légèrement influencé par Ben Gourion, qui considérait que les journaux étaient l'ennemi public numéro un. En tant qu'avocat général, j'estimais que mon rôle était de contenir la presse. Je pensais alors, à tort ou à raison, qu'elle sabotait la construction de l'État, en faisant du sensationnel ou, ce qui n'était pas mieux, par aveuglement politique. Je pensais qu'il était de mon devoir de l'en empêcher. Il semble que j'eus tort.

Cohen était un yekke, né à Lübeck; il grandit dans une famille de célèbres érudits rabbiniques et il était particulièrement versé dans les études juives. Il émanait de lui une intelligence froide. Sarcastique et condescendant, il pouvait se montrer sentimental et avait la larme facile. Quand il arriva à Jérusalem, en 1930, il portait encore les papillotes et la barbe du juif ultra-orthodoxe et il travaillait pour l'un des dirigeants du parti Agoudat Israël. Plus tard, il abandonna la religion, au terme d'un douloureux processus

marqué par une grande crise personnelle et intellectuelle. Je désespérais du maître de l'univers et me rebellai contre lui, devait-il se souvenir.

Cette évolution commença avec le génocide. J'avais un frère dont j'étais extrêmement proche. C'était un génie Il mourut dans des circonstances tragiques, horribles. Il était dans la résistance en France (dans le maquis), et refusait de se rendre en Palestine avant que les nazis ne soient défaits. Il fut fait prisonnier et envoyé à Auschwitz. Affectivement, je ne voulais pas, j'étais incapable d'accepter une telle chose. Mais cela me fit prendre conscience de l'énormité de cette immense catastrophe. À cette époque, je ressentais que chacun de ces six millions de morts était ma propre chair. On pourrait dire, en parlant quelque peu poétiquement, et en dramatisant, que j'étais devenue moi-même une victime du génocide. Quelque chose fut, tué en moi. Je n'étais pas libéré de la religion. Ce n'était pas une libération. C'était un meurtre. Cela me prit des années pour en guérir[26].

Certains fonctionnaires, entre autres, Pinhas Rosen, ministre de la justice et Erwin Shimron, procureur d'État, tous deux, yekkes, déconseillèrent à Cohen de poursuivre Gruenwald. Mais, Cohen le formaliste, s'entêtait. Nul ne devrait être autorisé à déclarer qu'un haut fonctionnaire du gouvernement collabora avec les nazis, sans qu'on lui réponde, insista-t-il plus tard. Rien alors ne laissait penser que cette poursuite judiciaire aurait mis le Mapai lui-même en accusation. Malgré toute son acuité, écrivit Moshe Sharett dans son journal, il manquait de sens public[27].

Le procès de Malchiel Gruenwald débuta le 1er janvier 1954. Le premier témoin du procureur était Rudolf Hastner. Le lendemain, les journaux ne signalèrent pas les évènements qui se déroulaient dans la petite salle du tribunal de grande instance du juge Benyamin Halevy. Aucun article ne parut avant le procès, et les premiers jours d'audience ne furent que très brièvement couverts. *Haaretz* par exemple, nota simplement- sur une petite colonne au bas de la dernière page- le début du témoignage de Kastner. Un autre procès en diffamation avait lieu au même moment, concernant l'interminable débat sur les responsables de l'assassinat de Haïm Arlosoroff, et ne souleva non plus d'intérêt. La création de l'État avait marqué un tournant dans l'histoire des gens, et les temps étaient durs. Les rédacteurs en chef des journaux sentaient qu'ils ne pouvaient pas faire porter à leurs lecteurs le fardeau de certains griefs du passé; et le génocide était encore, dans une large mesure, tabou.

Dans son témoignage, Kastner situa le contexte de l'extermination de la communauté juive hongroise qui comptait huit-cent mille membres. Près d'un demi-million d'entre eux, la plupart des provinciaux, furent assassinés par les nazis au cours des dix premiers mois écoulés entre l'occupation allemande de la Hongrie, en mars 1944, et leur expulsion par les soviétiques, en janvier 1945. Plus d'un an avant l'invasion allemande, quelques fonctionnaires du parti sioniste à Budapest fondèrent un comité de sauvetage, dont Kastner était le directeur exécutif. Avec l'argent que l'Agence juive et d'autres organisations juives leur firent parvenir en fraude, ainsi que d'autres fonds qu'ils avaient eux-mêmes rassemblé, le Comité de sauvetage aida les juifs de Pologne et de Slovaquie à traverser les frontière Hongroise. Là-bas, le comité subvenait aux premiers besoins des réfugiés, à Budapest surtout.

Lorsque les allemands, ils convoquèrent les dirigeants juifs, comme ils le firent dans tous les pays occupés, leur assurant qu'ils n'avaient nulles intention de nuire aux juifs. Ils leur demandèrent d'empêcher les réactions de panique. Néanmoins, les arrestations et les déportations commencèrent presque immédiatement. Kastner maintenait toujours le contact avec les Allemands, dans le but, certifia-t-il, de sauver la communauté juive d'une extermination certaine. Il expliqua les différents marchandages qu'il entreprit avec les Allemands, dont l'épisode dramatique de Joël Brand, et l'échec du marché des camions contre du sang*.

*Même l'épisode de Brand- qu'ignoraient la plupart des Israéliens- fut relaté dans un article sur deux colonnes seulement, en dernière page de Haaretz. Parmi les sujets traités en première page ce jour-là, il y avait le compte rendu du match de Basket-ball entre l'équipe de l'armée israélienne, et celle de l'équipe de France, avec des photos (les israéliens perdirent); ainsi qu'un rapport détaillé sur le transport de la dépouille du baron Edmond de Rothschild, pour ses obsèques en Israël[28] (deux photos).

Kastner raconta comment, alors que c'était encore possible, il réussit à conclure son propre marché avec Eichmann. Il fut autorisé à mettre mille six-cent quatre-vingt-cinq juifs dans un train spécial pour la Suisse. On le surnomma le train VIP, et tous ces passagers purent être sauvés. Kastner les avait sélectionnés. Parmi eux se trouvaient plusieurs centaines de personnes de sa ville natale, Cluj, et quelques dizaines de membres de sa famille dont sa mère, sa femme et ses frères et sœurs. L'histoire était grotesque et répugnante; les journaux commencèrent à s'y intéresser. L'homme qui avait pris les dispositions financières pour le train était l'officier SS Kurt Becher. Vers la fin de la guerre, les relations entre Kastner et Becher s'étaient resserrés. Ils multipliaient les tractations; et à un certain moment, Becher envoya Kastner à Berlin pour qu'il rencontre Henrich Himmler; Kastner quitta la ville sans que l'entrevue n'ait eu lieu. Alors même que sa famille et lui étaient indemne en Suisse, il retourna au Reich pour poursuivre son action et sauver d'autres juifs, en liaison avec Becher. Après la guerre, Kastner témoigna en faveur de Becher.

Lorsqu'il se présenta comme témoin dans la salle du tribunal de Jérusalem, Kastner parla calmement, avec conviction, certain d'avoir bien agi. Il apparut comme un homme courageux, qui sauva la vie de centaines, peut-être même de milliers de personnes de sa communauté; un héros tragique plutôt qu'un scélérat. Quand il termina sa déposition, le juge Halevy suggéra à Gruenwald de se rétracter. Gruenwald refusa et le contre interrogatoire de l'avocat de la défense, Shmuel M. Tamir commença.

De toutes les personnalités importantes de cette affaire, seul Tamir grandit en Israël; l'hébreu était sa langue maternelle. Il naquit dans la famille Katznelson et faisait partie de l'aristocratie de Rehavia; il fit ses études dans le très estimé lycée Haïvrit, puis à l'Université hébraïque. Son père était directeur adjoint de l'hôpital Hadassa. Sa famille, d'une vieille lignée sioniste de Russie,

aimait afficher ses quartiers de noblesse révisionniste, même si certains membres de la famille Katznelson firent leur chemin dans la hiérarchie du Mapai. Tamir (le grand) était le nom de code que Shmuel katznelson prit dans l'Etzel dans les rangs duquel il servit comme sous-commandant à Jérusalem; les Britanniques l'avaient arrêté et déporté dans un camp de prisonniers au Kenya. À sa libération en 1948, il participa à la fondation du parti *Herout*. Dès le début, Begin et lui se haïrent. Les journa-listes attribuèrent cette dissension à la différence de point de vue entre un jeune homme de vingt-cinq ans, né en Israël, et un homme déjà âgé de trente-cinq ans, né en Pologne. Begin voulait mettre l'accent sur des questions de politique étrangère et de défense; Tamir arguait que tous les efforts devaient être faits pour écarter le Mapai du pouvoir. Libérer la Kirya [les bureaux centraux du gouvernement] du Mapai a préséance sur la libération de la montagne du Temple, aurait-il déclaré. Il parlait aussi de la nécessité de créer une nouvelle nation hébraïque[29].

En janvier 1952, quelques mois avant que Gruenwald n'ait diffusé sa célèbre lettre d'information, Tamir publia un article dans Herut, où il traitait Begin de "ministre de la trahison et ministre de l'abomination". Il accusait le Premier ministre d'actions immorales et criminelles, y compris de complicité directe dans l'extermination de juifs d'Europe et dans l'établissement de relations avec l'Allemagne de l'Ouest.

Tamir écrivit: Je suis né dans ce pays et je n'ai jamais vécu en exil; je fais partie de ces heureuses personnes qui n'ont perdu aucun proche dans cet horrible génocide; et en tant que tel précisément je pense que l'attitude d'Israël à l'égard de l'Allemagne représente l'une des épreuves fondamentales pour sa capacité de survie. C'est une épreuve qui pose la question essentielle de l'existence, et du droit à l'existence, de la nation hébraïque. En un mot: Sommes-nous un peuple, ou bien cette nation n'est-elle qu'une lamentable excrétion et un tas puant qui est resté en vie ? En un mot, sommes-nous une grande nation, ou bien la définition qu'Hitler donna des juifs et de leur caractère est-elle la bonne ?[50]

Cependant, la vision du monde de Tamir était au second rang de ses motivations, sa carrière et ses ambitions personnelles venaient en premier. Plus tard, lorsqu'il fut ministre de la justice du gouvernement Begin, il rêva du poste de Premier ministre. C'était un politicien habile et un avocat rapide, à la langue acérée, assoiffé d'intrigues et de notoriété médiatique.

Tamir acquit une certaine célébrité en défendant Yaakov Heruti, le chef d'un groupe qui préconisait la création d'un Royaume israélite, qui s'étendrait de la Méditerranée à l'Euphrate. Les membres de ce groupe étaient des fanatiques nationalistes et religieux, qui haïssaient les arabes, les communistes, les missionnaires chrétiens et les étrangers en général. Ils furent accusés d'avoir mis une bombe près de la délégation soviétique à Tel Aviv, ainsi que d'une série d'actes de violences- dont certains destinés à empêcher la signature de l'accord sur les réparations. Le groupe se baptisa le *Tsrifin clandestin*, d'après le patronyme du camp où se déroulait son procès, devant une cour militaire. Le procureur en était Haïm Cohen, et le juge, Benyamin Halevy, qui reprit spécialement du service et reçut pour une période de deux mois, le grade de colonel.

Ce fut une aventure malheureuse. Le ministère public espérait prouver que ce groupe de fous mettait en danger la sécurité nationale. En réalité, il ne menaçait même pas la prééminence du Mapai. Le gouvernement eut des difficultés à trouver un juge prêt à participer à un tel spectacle. Les magistrats de la cour suprême refusèrent et expliquèrent à Ben Gourion que le public n'avait pas confiance dans la façon de faire des militaires, par conséquent il n'était pas souhaitable qu'ils y prennent part. En revanche, ils conseillèrent au ministre de la justice, Rosen, de prendre Halevy, yekke et religieux, nota Ben Gourion dans son journal, et il aurait pu ajouter *un rien excentrique*[31]. Halevy et Tamir furent formés dans le même cabinet d''avocats. Halevy n'autorisa pas Tamir à citer comme témoins le Premier ministre, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de la défense. Et même s'il n'avait pas la preuve d'un lien quelconque entre *les clandestins* et l'attentat contre la délégation soviétique, Halevy décréta que le groupe Tsfirin était une organisation clandestine criminelle, dont l'existence et les activités constituent une grave menace pour la sécurité de l'État. Il condamna Heruti à dix ans de prison*- une peine légère selon lui- sans prendre en considération le fait qu'il était marié et père d'un enfant.

*Les onze autres accusés furent condamnés à des peines d'un à douze ans de prison. Ils avaient placé une bombe dans la légation tchécoslovaque et tenté de mettre le feu à la voiture du corps diplomatique comme ils le firent avec la voiture diplomatique soviétique, ainsi qu'avec une boucherie qui vendait de la viande de porc. Ils s'étaient procuré des armes et des explosifs. Le ministre de la défense, Pinhas Lavon, décida immédiatement de commuer certaines de ces peines. Au cours des deux années suivantes, Ben Gourion les gracia, afin qu'ils puissent participer aux célébrations du Jour de l'indépendance, comme de libres citoyens de l'État d'Israël, sept ans après sa création[32]. Halevy fut sans doute le seul à penser que le fantasme du "Royaume israélite" pouvait mettre en danger la sécurité du pays.

Tamir déclara qu'une loi autorisant de tels procédés représentait un danger bien plus grave pour l'État que toutes les organisations clandestines du monde. À partir de là, il devint l'avocat le plus en vue du pays. Il fut le défenseur du journal *Herut* lors d'un procès en diffamation, ainsi que celui de Dov shilansky. Lorsque Malchiel Gruenwald le contacta, Tamir saisit d'emblée la dimension politique du cas. Gruenwald lui offrit sa collection de timbres en échange de ses services; au bout d'un quart d'heure, Tamir renvoya le vieil homme en lui demandant de lui épargner son discours idéaliste et de le laisser mener ce procès comme il l'entendait. Gruenwald ne l'intéressait pas. Tamir, alors âgé de trente-et-un ans, se préparait à faire tomber le gouvernement.

Au procès, Tamir ne nia pas que Gruenwald écrivît l'insultante lettre d'information; au contraire, il avait l'intention de prouver que tout ce qu'elle affirmait était vrai. Au départ, cela semblait impossible. Mais, avant même la comparution du témoin de la défense et l'exposé de la version de Tamir sur la culpabilité du Mapai, l'avocat prit Kastner en flagrant délit de ce qui parut un mensonge éhonté, même s'il ne s'agissait en réalité que d'une tentative de travestir la vérité. Kastner avait

déclaré: Ce qui est écrit dans l'article de l'accusé, à savoir que j'ai été à Nuremberg pour témoigner en faveur de Becher et pour le sauver, est un mensonge…Il n'est pas vrai que le l'ai aidé à échapper à son châtiment. À Nuremberg, je n'ai apporté aucun témoignage formel en sa faveur. Techniquement parlant, Kastner avait raison. Il n'avait pas fait sa déclaration devant le tribunal international de Nuremberg, mais devant un tribunal local de dénazification. De plus, insista Kastner il ne témoigna ni pour ni contre Becher, mais il s'e contenta de décrire les négociations qu'ils menèrent ensemble.

Mais le lendemain, Tamir montra une lettre à Kastner et lui demanda s'il la reconnaissait.

Kastner: Oui, c'est la lettre que j'ai écrite au ministre des finances Eliezer Kaplan, au sujet de la déposition de Becher.

Tamir: Docteur Kastner, vous écrivez dans cette lettre : Becher fut libéré grâce à mon intervention personnelle. Reconnaissez-vous avoir écrit cela ?

Katner: Oui.

Tamir: Vous avez déclaré il y a un instant que c'était un mensonge de dire que Becher fut libéré à Nuremberg grâce à votre intervention. Le maintenez-vous ?

Kastner: Je maintiens ce que j'ai dit à la cour…Si je suis coupable d'une mauvaise formulation, je suis prêt à l'admettre. Je suis responsable d'une erreur de formulation…Ce que j'ai écrit à Kaplan était exagéré[33].

Tamir n'avait pas encore en sa possession la déposition sous serment de Kastner en faveur de Becher, mais il parvint à montrer que Kastner agissait comme un homme qui avait quelque chose à cacher. Quelques mois plus tard il parvint à se la procurer, elle se trouvait dans un dossier au Pentagone, à Washington. Il ne fait aucun doute que Becher est l'un des rares dirigeants SS à avoir le courage de s'élever contre le plan d'extermination, et de tenter de sauver des vies humaines, écrivit Kastner, ajoutant que l'intervention de Becher contribua à sauver quatre-vingt-cinq mille juifs des ghettos de Budapest. Lors de la deuxième étape de la guerre, affirmait la déposition, Becher se battit contre Himmler, pour pouvoir remettre les déportés entre les mains des alliés et éviter des combats sanglants à proximité des camps. Becher fit tout ce qu'il put, étant donné sa situation, pour sauver d'innocentes vies humaines de la folie aveugle et meurtrière des dirigeants nazis, témoigna Kastner. Pour cette raison, je ne doute pas un instant de ses bonnes intentions, même si les bases de notre négociation pouvaient être contestables. À la fin de sa déposition, Kastner déclara que selon lui, Becher mériterait la plus haute considération, le jour où son affaire sera entendue par les autorités allemandes et par les alliés[34]. Durant son séjour à Nuremberg, Kastner témoigna également contre deux personnalités nazies de premier plan en Hongrie. Becher fut libéré. Il avait pris part au meurtre d'un demi-million de juifs hongrois; il fit ralentir les déportations pour se créer un alibi. On ignore pourquoi Kastner témoigna en sa faveur. Il pensait peut-être que Becher en valait la peine, pour avoir sauvé des dizaines de milliers de juifs. Ou peut-être pour acheter son silence. L'une des relations de Kastner pensait que celui-ci aida Becher pour retrouver, une dernière fois, le pouvoir qu'il eut pendant la guerre de décider qui devait vivre et qui devait mourir[35]. De toute façon, Tamir qualifia la volonté de Kastner d'aider Becher, de crime national. Kastner, pris au collet par Tamir, s'emmêla dans des excuses, des contradictions et des petits mensonges. La dernière phrase de la déposition, la plus préjudiciable peut-être explique les contradictions de Kastner: Je ne fais pas cette déposition en mon nom seulement, mais aussi en celui de l'Agence juive et du Congrès juif mondial. Ainsi, ce n'était pas uniquement Rudolf Kastner, mais les dirigeants du peuple juif- ou, comme le soulignait toujours Tamir, les dirigeants du Mapai- qui défendirent Kurt Becher. Le témoin Eliahu Dobkin, de l'Agence juive, nia avoir autorisé Kastner signer sa déposition au nom de cette institution. De toute évidence quelqu'un taisait la vérité Tamir avait assez de talent pour donner l'impression que tous les deux mentaient et que l'Agence juive, et peut-être même l'État d'Israël avaient conclu d'obscurs marchés avec l'officier SS Kurt Becher. Après la guerre, Becher devint un riche marchand de blé et, selon certains rapports qui furent démentis, il fit affaire avec Israël dans le cadre de l'accord sur les réparations[36].

Puis, n autre étrange mystère vint se mêler à tout cela: la disparition d'un prétendu trésor constitué d'argent et d'objets de valeur que Becher collecta auprès de juifs- des valises pleines de diamants et de pièces d'or, valant des millions de dollars. Après la guerre, Becher rendit une part de ce qu'il avait pris, mais la majeure partie disparut. C'était l'objet de la lettre de Kastner au ministre des finances, Eliezer Kaplan. Il me semble qu'il est désormais trop tard pour établir les circonstances de la disparition de ces objets précieux. La responsabilité de cette négligence quant à la surveillance des valises revient, selon moi, aux représentants de l'Agence juive, dont la fonction était d'en assurer la garde avec vigilance, avait écrit Kastner au ministre des finances[37]. Becher et Kastner avaient pu se partager le butin, mais Kastner ne mourut pas riche. Tamir préféra supposer que le trésor avait pris le chemin des caisses du Mapai: cela expliquerait pourquoi Kastner tergiversait tant, au lieu de déclarer simplement, et tranquillement, qu'il défendit Becher parce que c'était son devoir d'homme et de juif de dire la vérité sur celui auquel des milliers de juifs devaient la vie. Mais il émit l'idée qu'en Israël, en 1954, il n'était pas possible de justifier une telle attitude. Ou peut-être a-t-il cru que sa déposition ne serait jamais rendue publique. Il semble que Haïm Cohen n'ait pas bien préparé son témoignage, qui se retourna contre lui. De temps en temps, Kastner perdait son sang-froid, criait et se troublait. Tamir en fit un accusé; ainsi le procès de Gruenwald devint le procès de Kastner.

Mais une fois Kastner entaché du soupçon de participation de vol au trésor de Becher, Tamir retourna à sa tâche principale; prouver sa collaboration avec les nazis. Il présenta sa thèse à la cour: Kastner savait que les nazis avaient l'intention d'exterminer les juifs hongrois, mais n'en informa pas les membres de sa communauté. S'il les avait prévenus à temps, ils auraient pu s'enfuir en Roumanie, ou organiser une résistance armée. Mais comme ils ne savaient pas ce qui les attendait, ils montèrent sans résistance dans les trains de la mort. Les témoins appelés par Tamir, des habitants de la ville natale de Kastner, le confirmèrent: Kastner ne leur avait pas dit la vérité. Si seulement ils avaient su, ils se seraient enfui ou résisté. Kastner soutint qu'il ne savait pas avec certitude que les Allemands allaient assassiner les juifs. En outre, s'il avait donné l'alarme, cela aurait provoqué la panique et l'aurait empêché d'en sauver quelques-uns. C'était là la question, contre-attaqua Tamir. On lui offrit le train des VIP en échange de son silence. Tamir harcela Kastner sur la façon dont il choisit les passagers.

Mais Tamir ne visait pas seulement Kastner. En Hongrie, ce dernier avait appartenu au parti Ihoud, que l'on assimilait au Mapai. Kastner agissait en coordination avec le Mapai et suivait ses instructions, affirma Tamir. Il déclara que la collaboration de Kastner avec les nazis était exactement la même que celle du Mapai avec les Britanniques, en Palestine. Auparavant, le Mapai collabora avec les nazis, au moment des accords de la *Haavara*, et voilà qu'il collaborait avec les Allemands pour les accords sur les réparations. Comme Kastner, les dirigeants du Mapai escamotèrent les informations sur le génocide. S'ils avaient révélé la vérité, le *yishouv* se serait levé et révolté contre les Britanniques, les forçant à sauver les juifs d'Europe. Mais alors, le Mapai aurait perdu le contrôle de la situation et contraint de renoncer au pouvoir; et c'est sans doute cela qui lui importait le plus, déclara Tamir, il n'y avait pas d'autres explications. L'Agence juive était décrite comme judenrat de Palestine. Kastner, qui avait choisi les passagers de son train, ressemblait dès lors au docteur qui sur la plateforme du train des camps de la mort, sélectionnait ceux qui iraient travailler et ceux qui mourraient dans les chambres à gaz. Il y eut des collaborateurs là-bas, et il y en a ici aussi; le Mapai à Budapest, le Mapai à Tel Aviv, le même parti, avec la même mentalité.

Tamir présenta ensuite sa version d'une série d'affaires, dont la mission de Joël Brand; Kastner participa aux réunions avec Adolf Eichmann aux réunions qui donnèrent lieu à cette mission. Tamir évoqua ctte histoire pour salir le Mapai. Il traita de traitre Moshe Sharett qui en 1954 remplaça Ben Gourion, comme Premier ministre, ainsi que E hud Avriel et Teddy Kollck, tous deux proches collaborateurs de Ben Gourion. Ils furent membres de l'exécutif de l'Agence juive et avaient délibérément saboté la mission qui aurait pu sauver des centaines et des milliers de juifs, peut-être un million. Ils étaient au service des Britanniques, argua Tamir, qui ne souhaitaient pas d'avantage de juifs en Palestine.

Tamir appela à la barre Katrina Sneh. Elle raconta comment Kastner l'ignora lorsque sa fille fut capturée, torturée et exécutée: il était sous-entendu que Kastner préféra obéir aux nazis plutôt que prêter assistance à l'agent juive, venue de Palestine. Tamir demanda aussi au parachutiste Joël Palgi de raconter comment Kastner l'incita, ainsi que son camarade Peretz Goldstein, à se rendre à la Gestapo, les empêchant ainsi d'organiser la résistance de la communauté juive. Selon Palgi, Kastner supposait que les nazis étaient au courant de la présence des parachutistes à Budapest. Il craignait que s'ils ne se rendaient pas, lui-même ainsi que toute la communauté juive seraient tenus pour responsables et punis. Il informa alors les Allemands et persuada Palgi de les contacter. Prétendant apporter un message de la part de Brand, Palgi se rendit à la gestapo. Il fut arrêté, mais survécut. Goldstein mourut dans un camp de concentration. Peu avant le début du procès, Palgi publia ses mémoires dans lesquelles il commentait ces évènements; on le considérait comme un héros national. Tamir l'amena à reconnaître qu'afin de couvrir son camarade parti, il mentit dans son livre. À l'issue du procès, Palgi apparut comme un lâche; presqu'un déserteur. Selon cette thèse, le Mapai aurait envoyé les parachutistes en Hongrie en accord avec les Britanniques, et Kastner les aurait donnés aux nazis pour préserver sa situation. Kastner aurait envoyé Joël Brand en Palestine, de concert avec les nazis, et le Mapai l'aurait livré aux Britanniques pour préserver lui aussi sa situation. Désormais, le procès Kastner devint le procès du Mapai.

*

Benyamin Halevy avait de bonnes raison d'en vouloir au Mapai. Peu avant le procès Gruenwald, il fut récusé par la cour suprême; il y répondit d'une manière singulière. Il fit appel directement à Ben Gourion alors absent du ministère, lui rappela le procès Tsfirin, et lui demanda son aide dans ce qu'il appela *sa bataille dans le système juridique, pour un point de vue nationaliste des problèmes du pays*. Si, comme moi, vous pensez qu'il est nécessaire de développer chez nos juges une attitude nationaliste, et si vous estimez que j'ai la capacité d'influencer la cour la cour suprême dans ce sens, je vous demande de m'aider, écrivit le juge au dirigeant du Mapai. Deux jours plus tard, Halevy présenta sa démission. Ben Gourion ne l'aida pas; il exprima son souhait de le voir reconsidérer sa décision. Halevy resta[38]. Entre-temps, le procès Gruenwald commença.

Halevy permit à Tamir toutes les ruses et tous les caprices, y compris l'utilisation de témoignages sans rapport avec Kastner. Le juge accorda foi à des ouï-dire, y compris ceux d'un homme décédé, et n'interrompit jamais ses interminables interrogatoires sur des sujets banals. Le juge de la cour suprême, Itzhak Olshan, nota par la suite que Kastner fut appelé à la barre pas moins de onze fois pendant le procès. Olshan écrivit que Halevy se comporta comme si les règles de procédure

judiciaire n'existaient pas. Ses interventions dans les interrogatoires étaient parfois *totalement déplacées* et, constata Olshan avec satisfaction, sa retenue contrastait fortement avec l'arrogance de son langage. Alors que ça créait une forêt, on pouvait à peine la distinguer parmi, les arbres[39]. Au milieu de cette scène juridique, on avait presqu'oublié Malchiel Gruenwald.

De temps en temps, Tamir revenait à un thème qui lui tenait à cœur, la misère méprisable des juifs de l'Exil, comparée *au vaillant caractère* des Israéliens.

Excusez la question, dit-il à un militant de la communauté juive hongroise qui témoignait, permettez-moi de vous deman der, monsieur, si j'ai raison de dire que votre mentalité et celle de votre groupe, est bien la mentalité de l'exil ? Pardonnez-moi d'utiliser ce mot. Mais il me semble que c'est bien cela.

-Est-ce qu'une chose pareille existe, répondit le témoin Pinhas Freudiger.
Tamir: Je crois.
Freugiger: J'étais un juif religieux enexile et je suis un juif religieux en Israël.
Tamir: Ce n'est pas ce que je voulais dire. Ce que je dis, c'est la mentalité, le mode de vie accepté dans la réalité de l'exil et le besoin, en temps de crise, de recourir à la corruption et aux arguments spécieux.
Freudiger: Il est explicitement écrit: Recherche la paix de la cité.
Tamir: C'est pour ça que je vous demande: Était-ce cela votre mentalité ?
Freudiger: Oui.
Tamir: Est-ce que le docteur Kastner vous a proposé, ainsi qu'à votre groupe de rentrer en clandestinité ?
Freudiger: Non[40].

Telle était aussi la mentalité du Mapai, déclara Tamir, et cela expliquait pourquoi ce parti obéit aux Britanniques, dénonçant des membres de l'Etzel et du Lehi. Tamir tança Kastner: Pendant que vos camarades collaboraient avec les Britanni ques, et vous-même avec les nazis, nous nous battions pour sauver des juifs. Avez-vous entendu parler du feuillet publié par l'Etzel en 1944, concernant le sauvetage des juifs hongrois ? demanda-t-il à un témoin. Savez-vous qu'en 1944, des membres de l'Etzel et du Lehi furent arrêtés par la Hagana[41]? Il présenta à la cour des collections complètes de Davar, comme preuve que les journaux affiliés au Mapai, au service des Britanniques, s'étaient d'avantage attachés à faire la guerre à l'Etzel et au Lehi, plutôt qu'aux nazis. Tamir ne cacha pas que les dirigeants du yishouv l'intéressaient plus que la querelle entre Gruenwald et Kastner.

De temps en temps, Halevy forçait les témoins ç faire des commentaires sur des sujets complexes de morales, d'éthique et de philosophie, qui dépassaient leurs compétences, et celles des autres personnes présentes, y compris Halevy lui-même. *Haaretz*, non sans marquer son étonnement, publia l'interrogatoire mené par Halevy, du témoin Hillel Dantzig, un dirigeant de la communauté juive de la ville natale de Kastner.

Halevy: Si vous aviez su que le train dans lequel vous voyagiez allait tout droit à Auschwitz, et si vous aviez su ce que, Auschwitz signifiait ce que voulait vraiment dire Auschwitz, seriez-vous monté de votre propre chef dans ce train? Qu'auriez-vous fait, votre famille et vous-même ?

Dantzig: Je ne sais pas Votre Honneur. Je pourrais y penser aujourd'hui et donner une réponse; mais cela n'aurait aucun sens avec les circonstances elles-mêmes, et avec ce que j'aurais fait dans cette situation.

Halevy: Pourquoi est-ce qu'il n'y aurait aucun lien ?

Dantzig: Parce que nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation totalement différente. Ce que l'on demande, et ce que l'on répond aujourd'hui dans l'État d'Israël, dix ans après, n'a aucun rapport avec la situation de l'époque…

Halevy: N'auriez-vous pas, par exemple, essayé de fuir ? N'auriez-vous pas fait sortir votre mère et votre femme ?

Ainsi le procès du Mapai, devint le procès des victimes et des survivants du génocide[42].

14. Son âme au diable

Quelques mois après l'ouverture du procès, la cour dut déménager dans une plus grande salle. Les gens se bousculaient aux portes, y compris les reporters des journaux israéliens et étrangers. Auparavant, la plupart des journaux utilisaient les dépêches de l'agence de presse israélienne, *Itim*. Mais, à mesure que le procès avançait, on lui consacrait de plus en plus d'espace. Deux journaux seulement, *Herout* et *Haolam Hazet*, considérèrent, dès le début qu'il s'agissait d'une affaire politique. Ils subissaient l'influence de Tamir et se rangeaient de son côté. L'autre partie ne bénéficiait d'aucun soutien dans la presse. Tamir n'était pas membre du parti *Herout* au moment du procès, toutefois ce dernier- et son journal- appuyèrent sa ligne de défense. Ses accusations contre l'Agence juive et le Mapai étaient rapportés en première page, dans les

moindres détails, comme des révélations choquantes: L'Agence juive a étouffé les nouvelles de l'extermination en Hongrie, Weizman avait déclaré- des millions de juifs seront exterminés, quelle importance si l'Angleterre en Bénéficie*.

*La citation de Weizman fut déformée.

Haolam Hazeh était un hebdomadaire illustré, fondé à la fin des années trente; une sorte de publication familiale dont le slogan était "le rythme de la vie, le pouls de la vie. " Acheté en 1950 par Uri Avnery et Shalom Cohen, il avait désormais pour devise : sans peur ni parti pris. *Haolam Hazeh* était le premier journal israélien à rendre compte de la corruption et de la folie des personnages publics, sujets jusque-là tabous dans la presse. La plupart des journaux de l'époque considéraient qu'ils participaient au combat sioniste pour la création de l'État, et leurs rédacteurs en chef pensaient appartenir à la classe dirigeante. Même s'il existait d'autres journaux pour s'opposer à la politique de Ben Gourion, *Haolam Hazeh* était le seul à faire du journalisme d'investigation. Ainsi, cette revue et son rédacteur en chef, Uri Avnery, rendirent service à la démocratie israélienne.

Avnery avait beaucoup écrit et sa langue était concise, claire, directe, pourtant, un grand nombre de ses articles utilisaient une argumentation rigide, moralisatrice, arrogante, simpliste, sans humour, parfois insensée et souvent injuste. Ses bons articles étaient excellents, ses mauvais étaient déplorables, ils tombaient dans l'exagération mais ne comportaient pas l'once d'une ambiguïté. Avnery manquait parfois de cohérence, mais il ne laissait aucune place au doute. Il ne proposa jamais d'alternative sérieuse à l'idéologie sioniste, comme à l'occasion on le crut, ses écrits étaient stimulants, provoquants et étranges. Personne n'écrivait comme lui. Il avait souvent raison. Il avait foi en une démocratie laïque; il appela à un compromis avec la nation palestinienne, bien avant d'autres. Dans les années 1950 cependant, il fut transporté d'une sorte d'admiration mystique pour l'armée et les blessés de guerre. Dans sa prime jeunesse, il avait prêché le renouveau de la race hébraïque, ainsi que d'autres idées fascisantes, et avait rejoint les rangs de l'Etzel[2].

Le journal d'Avnery s'adressait à la génération qui, comme lui, participa à la guerre d'indépendance. Il se faisait l'écho de la mentalité sabra ashkénaze, qu'Avnery, alias Helmut Osterman, s'efforça d'adopter à son arrivée dans le pays avec ses parents, en 1933. Né en Allemagne, dernier enfant d'un banquier, il fit ses études dans la même école qu'un autre célèbre journaliste; Rudolf Augstein, propriétaire et rédacteur en chef de *Der Spiegel*. *Haolam Hazeh* était plus qu'un journal d'informatio. Il donnait à ses lecteurs le sentiment d'appartenir à une élite et d'en savoir plus que les lecteurs des autres journaux. C'était en partie vrai. Mais aucun autre périodique ne sut autant flatter son lectorat et lui signifier que le sel fait de feuilleter ses pages le mettait au rang des bons et des justes, des sages et des hommes de courage. Il fit d'eux les défenseurs du journal et leur donna l'impression qu'ils étaient une force de lumière en lutte contre les ténèbres, une minorité combattive face à la majorité. Avec les années, *Haolam Hazeh* fabriqua une série de mythes, une imagerie; une langue et un style; un monde légendaire de héros et de méchants, objets d'admiration et de répulsion, d'amour et de peur, qui n'existaient qu'entre ses pages. Il ouvrit la voie à l'américanisation de la vie et de la mentalité israélienne. Le secret de l'engouement produit résidait dans l'existence de ce milieu particulier de Tel Aviv, qu'il contribua à créer et dont ses lecteurs voulaient faire partie.

En dépit de ses efforts pour devenir ce qu'il considérait être un Israélien, Avnery ne ressemblait pas au qu'il créa. Il avait réfléchi et lu davantage que bien des sabras et ne réussit jamais à se débarrasser de son accent yekke Sa vision du monde fut largement marquée par la chute de la République de Weimar et par la prise de pouvoir des nazis. Il comparait souvent la situation d'Israël à celle de l'Allemagne nazie; il fut un des premiers à le faire[3].

Des années après le procès Gruenwald-Kastner, Avnery écrivit qu'il n'aurait été rien d'autre qu'une affaire de diffamation contre un vieillard excentrique de Jérusalem, si *Haolam Hazeh* ne lui avait accordé, dès le début, une telle attention4. Ce n'était pas totalement vrai. *Haaretz* en avait rendu compte en première page, avant *Haolam Hazeh*. Mais Avnery avait, le premier, pris conscience de la dimension historique et des ramifications politiques de ce procès. Il s'y accrocha obstinément pendant de nombreuses années. Rétrospectivement, la façon dont le journal couvrit le procès, ressemblait à une campagne de dénigrement, exprimant la haine d'Avnery et de Shmuel Tamir à l'encontre du Mapai; ce qui ne manqua pas de nuire aux ambitions politiques des deux hommes. Le mouvement sioniste dirigé par le Maapai n'avait certes pas collaboré avec les nazis dans l'extermination des juifs. Rudolf Kastner sauva des centaines, voire des milliers de personnes. Les autres furent incapables de fuir. Avnery ne l'ignorait pas. L'attitude de *Haolam Hazeh* pendant le procès n'était pas une méprise mais de la démagogie. Des années plus tard, Avnery prétendit que Shmuel Tamir avait écrit un grand nombre d'articles sur le procès, dans sa revue- y compris quelques louanges à l'endroit de sa propre personne[5]. Dans le premier reportage sur l'affaire, dix mois après l'ouverture du procès, Avnery écrivit: Le tribunal est devenu un champ de bataille où est livré un combat pour définir les contours de l'histoire. Ce n'est pas seulement une lutte pour la vérité historique, mais pour la forme du futur régime politique d'Israël. Évoquant le passé, Avnery poursuivit: Six millions de juifs furent lentement exterminés pendant de longues années. Il ne fait aucun doute que l'on aurait pu en sauver un grand nombre….Il existait en Palestine une puissance juive organisée; une autorité nationale qui aurait pu décider d'une action […] Si cette autorité avait déclaré une guerre sainte pour sauver les juifs, la situation aurait été différente. Mais rien de la sorte ne se produisit. Par conséquent, une grave culpabilité plane au-dessus de la tête des hommes politiques qui présidaient au destin du *yishouv*. Leur comportement, déclara Avnery, fut étonnamment similaire à celui des dirigeants du ghetto[6]. Avnery consi-

dérait que la bataille entre Shmuel Tamir, le jeune avocat de Jérusalem, et Rudolf Kastner, le fonctionnaire juif de Budapest, était celle de l'Israélien et du diasporique. À ses yeux, l'Israélien hébraïque n'était que jeunesse, fermeté et révolte; le juif diasporique était un vieillard, un opprimé, un être rampant. Ce combat, écrivit-il, était celui de Mardochée, dans le livre d'Esther, et de Judah Maccabbé- le premier étant un suppliant, l'autre un rebelle. Dans la vision hébraïque d'Avnery, la vie était moins importante que l'honneur national et que l'image historique de la nation. La dignité nationale était, disait-il, la question décisive que les Israéliens doivent affronter. Le pays allait-il continuer à se courber devant des maitres étrangers- il entendait semble-t-il par-là les Etats-Unis- ou bien la nation souveraine, allait-elle essayer de prendre son destin en mains et livrer ses propres combats[7]?

Tout cela était sentencieux, injuste et contradictoire. Tamir et Avnery condamnèrent l'Agence juive pour avoir collaboré avec les Britanniques, mais aussi pour avoir saboté la mission de Joël Brand de coopération avec les nazis. Incohérents comme ils l'étaient, Avnery et Tamir fournirent néanmoins des réponses simples à toute une séries de questions terribles que le génocide avaient laissées pendantes. Car qui déclarait "les chefs sont coupables" disait du même coup "nous sommes sans tâche"; nous le yishouv, si nous avions été informés du génocide, nous nous serions révoltés, nous aurions réveillé la conscience du monde. Mais nous ignorions tout, parce que les dirigeants du Mapai nous avaient caché la vérité sur l'extermination des juifs. Nous, la jeunesse hébraïque, si nous avions été appelés, nous nous serions immédiatement engagés. Nous, les victimes du génocide, si nous avions su qu'ils nous emmenaient à Auschwitz, nous nous serions révoltés et nous aurions fui. Nous ne serions pas allés comme des agneaux à l'abattoir, écrivit Avnery[8].

Ces arguments étaient séduisants mais déficients. Les juifs d'Europe ne furent pas massacrés parce qu'ils ignoraient ce qui les attendaient, mais parce qu'ils n'avaient pas pu résister. Personne n'avait supprimé ou dénié l'information, mais le *yishouv* continua à vivre sa vie, impuissant et plein de suffisance. Avnery et Tamir, qui participèrent à cette réalité, eurent du mal à l'accepter;politiquement, ils avaient aussi intérêt à la déformer.

Avnery se plaisait à dire que *Haolam Hazeh* était le journal le plus lu du pays. Vrai ou faux, dans les années 50, il jouissait d'une grande popularité, surtout parmi les jeunes. Ils étaient nombreux à ne connaître l'affaire Kastner, et ses retombées, que par la lecture des articles d'Avnery; et à avoir adopté ses vues historiques et politiques. Un livre sur cette affaire, écrit des années plus tard par Isser Harel, un ancien chef du Mossad, service de renseignement d'Israël, révéla combien *Haolam Hazeh* avait gêné le gouvernement et le Mapai[9]. Ainsi que l'écrira Tedy Kollek "Je pense que le procès Kastner put devenir une question centrale, parce que pour la première fois un grand nombre d'Israéliens perdirent confiance dans leurs dirigeants- et certainement pour des raisons justifiées. Ce fut le véritable premier coup porté à la classe dirigeante du Mapai[10]."De temps en temps, Moshe Sharett consultait Kollek au sujet du procès. Au cours des neuf mois, écoulés entre la lecture du réquisitoire et le résumé des débats, en Septembre 1954, le journal du premier ministre faisait état de treize discussions sur le sujet du procès; on y décèle beaucoup d'inquiétude, voire une certaine panique.

Au début du procès, l'avocat général Cohen confia l'accusation à son assistant, Amnon Tel. Ce fut une erreur, on allait bientôt s'en rendre compte. L'avocat général prit le procès à la légère et désigna un " rien-du-tout ", manquant totalement de poigne dans les questions publiques, écrivit Sharett. Dans ces interminables conflits avec ce bandit d'avocat Shmuel Tamir, jamais il n'eut l'avantage. Les conseillers de Sharett appuyaient cette opinion. Il semble que l'avocat général, n'eut pas conscience du caractère politique de cette affaire, ni de ses effets spectaculaires, poursuivit Sharett. Tel, le procureur, est un raté….Il n'y pas d'autres solutions que de demander à Haïm Cohen de reprendre lui-même les poursuites. Dans son journal, Sharett compléta la liste de ses griefs à l'encontre de l'avocat général. Au moment où Cohen reprenait la charge de procureur, six mois après le début du procès, ses relations avec Sharett étaient tendues, même s'il existait d'autres raisons pour cela. Il y eut un échange de courrier irrité; mais au bout du compte, le Premier ministre dut inviter l'avocat général chez lui, pour tenter de le calmer.

Plus que tout, Sharett craignait le témoignage de Joël Brand. "S'il témoigne, tout deviendra très compliqué, écrivit-il, car, après l'échec de sa mission, il s'était mis à envoyer frénétiquement des lettres d'accusations aux dirigeants de l'Agence juive, les rendant responsables de la boucherie en Hongrie, et tout cela fournira des éléments d'accusation à Shmuel Tamir." Un moment, Sharett se demanda s'il ne devait pas témoigner. Ses conseillers l'en dissuadèrent. Apparemment, ils craignaient que Tamir ne le brise. Sharett décida de convoquer une conférence de presse après le procès, où il dirait toute la vérité sur l'épisode Brand[11].

Alors que se succédaient interrogatoires et contre-interrogatoires, à l'extérieur du tribunal, les hommes de Sharett s'efforcèrent de faire connaître leur version des faits. Deux jours après la fin du témoignage de Joël Brand, *Maariv* publia, bien en vue, un rapport secret que Moshe Sharett avait présenté aux membres de l'exécutif de l'Agence juive à Londres, en juin 1944. Le document assurait ses collègues que Ben Gourion et les autres dirigeants de l'agence avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour sauver, par la négociation, les juifs hongrois; ils ne pouvaient, par conséquent, être tenus pour responsables de l'arrestation de Joël Brand par les Britanniques, ni de l'échec de sa mission. Ehud (Avriel), [l'un des assistants du Premier ministre] transmit ce rapport au journal, et sa publication fit grande impression, écrivit Sharett dans son journal. C'était une violation évidente des règles de procédures[12].

Environ six semaines plus tard, alors que s'achevait le témoignage gênant de Joël Palgi, Sharett se préparait à donner sa propre version de l'affaire des parachutistes, lors d'une importante cérémonie commémorative au kibboutz Maagan. Cette cérémonie était tout indiquée pour cela. Une fois de plus, initiée par les dirigeants de l'Agence juive. Sharett avait préparé son discours avec beaucoup de soin, dictant pendant des heures, effaçant, corrigeant, retravaillant encore. Quelques minutes avant le discours, un petit avion fit pleuvoir sur l'assemblée des tracts et s'écrasa sur la foule, à quelque mètres, de l'endroit où était assis Sharett. Il y eut des morts, parmi lesquels quatre des parachutistes qui en avaient réchappé, dix ans auparavant. Le grand discours historique du Premier ministre se transforma en une allocution commémorative[15].

*

Le juge Halevy s'enferma chez lui pendant neuf mois et rumina les conclusions du jugement. Il y avait près de trois mille pages de transcriptions, constituant le témoignage de quelques soixante-six personnes, en six langues différentes. Près de trois cents documents furent présentés comme pièces à convictions- mémorandum, rapports, et même des livres entiers. Le verdict fut prononcé le 22 juin 1955, concluant un dossier de deux cent soixante-quatorze pages. Sa lecture devant la cour prit un jour et une nuit. Halevy estima que trois quatre accu- sations figurant dans la lettre d'information étaient justifiées, et par conséquent non diffamatoire; pour celle qui l'était, il infligea une amende symbolique d'une lire, et ordonna à l'État de verser à Gruenwald une partie de ses dépenses légales, soit deux-cent lires. Le texte du jugement fut l'un des plus durs de l'histoire d'Israël, peut-être même le plus dur. La cour suprême le qualifia de mortel[14]. Pourtant certains purent être sauvés: Les organisateurs et les exécutants de l'opération, poursuivit Halevy, permirent à Kastner et aux membres du Conseil juif de Budapest de sauver leurs parents et leurs amis. La protection des nazis fut totalement liée aux manœuvres de la "guerre psychologique" destinée à exterminer les juifs, écrivit-il.

La tentation était grande. On avait offert à K. l'occasion de sauver six cent personnes du génocide imminent et d'en augmenter le nombre, au terme d'un marché, par un paiement. Pas n'importe qui, mais ceux qui à ses yeux étaient les plus importants et les plus dignes d'être sauvées- ses parents, s'il le souhaitait; les personnalités juives hongroises, s'il le souhaitait […] Il put faire échapper sa femme et sa sœur de Budapest, son frère et son beau-frère de Cluj, ainsi que ses autres parents et amis. Il fut fasciné à la pensée de pouvoir sauver des personnages importants de province et même de Budapest. Cela représentait à la fois une réalisation personnelle et un succès sioniste […] K. était extrêmement pessimiste quant à la capacité des juifs d'échapper par leur propres moyens à la machine d'extermination nazie, qui avait déjà liquidé presque tous les juifs d'Europe, et il considéra qu'un accord avec les nazis constituait un véritable espoir. Il n'est pas étonnant qu'il ait accepté cette offre sans hésiter. *Mais timeo Danaos et donna ferentes* [je crains les grecs, même quand ils apportent des cadeaux]. En acceptant cette offre, K vendit son âme au diable[16].

Halevy établit que Kastner aida les nazis dans leur extermination des juifs, de deux manières: En incitant délibérément les dirigeants de Kluj à collaborer à la déportation des membres de leur communauté à Auschwitz; en manquant à son devoir de chef du comité de sauvetage, quand il n'a pas révélé aux juifs quel sort les attendait, et n'a pas tenté d'organiser leur fuite par la frontière roumaine […] Leur accord avec K. facilita aux nazis l'extermination des masses juive; le prix en fut d'épargner quelques privilégiés. Par cet accord en faveur de ceux-ci, K. accepta l'extermination des gens ordinaires, et les abandonna à leur sort.

Puis Halevy évoqua l'antique loi: Même lorsque sa vie est en danger, un juif ne doit pas se sauver en versant le sang d'un innocent (maintenant que tu as vu que ton sang est rouge, peut-être vois-tu que le sang de cet homme est rouge ?) Il est également interdit de sauver un homme, et même plusieurs, en livrant un innocent à un assassin. (Ils mourront tous, mais ne livreront pas une seule âme d'Israël). Même pour sauver la majorité de la communauté, il est interdit de donner une seule personne, pas même une âme d'Israël, aux assassins, à fortiori donc, de livrer une majorité d'innocents afin de sauver quelques individus. Celui qui viole ce principe mérite la mort […] Je pense que du point de vue de la morale publique, le comportement de K. revient à livrer une majorité de juifs à leurs meurtriers, au bénéfice de quelques-uns[17].

Halevy établit également que la collaboration de Kastner avec les nazis l'amenèrent à ordonner aux parachutistes, qui arrivèrent à Budapest, de se rendre aux Allemands et d'abandonner Hannah Snesh à son destin. S'il les avait autorisés à organiser la résistance juive, comme ils en avaient l'intention, leur action aurait pu devenir cette étincelle qu'invoquait Hannah Shnesh, avant de traverser la frontière hongroise- la bienheureuse étincelle qui fait jaillir la flamme. Kastner prétendit qu'il fit tout ce qu'il put pour les aider. À cet égard, comme en ce qui concerne son témoignage en faveur de Kurt Becher, Kastner mentit à la cour, décréta Halevy. Quant à la mission de Joël Brand, qui devait être la grande révélation du procès- longuement présentée avec l'assentiment du juge- Halevy décida qu'elle n'avait aucun rapport avec le procès et refusa de l'aborder. Il acquitta Gruenwald sur trois chefs d'accusations en diffamation: sur le fait que Kastner collabora, qu'il balisa la route de l'assassinat des juifs hongrois, et qu'il sauva le criminel Kurt Becher de son châtiment, après la guerre. Il restait la déclaration de Gruenwald selon laquelle Kastner avait pris, de concert avec Becher, les objets précieux que les Allemands avaient volés aux juifs hongrois. Cette allégation ne fut pas prouvée, déclara Halevy. Si Gruenwald n'avait émis que cette dernière accusation, il aurait fallu le condamner à une peine véritable, poursuivit le juge; mais étant donné que l'acquittement fut prononcé sur les autres points, si déterminants, la justice veut qu'on ne lui inflige qu'une amende symbolique.

Moshe Sharett considéra que le jugement était un coup rude. Le même jour- avant que Halevy n'eut achevé la lecture du jugement- Sharett ordonna à Rosen, le ministre de la justice, de faire appel auprès de la cour suprême. C'est un cauchemar;

une horreur, écrivit le Premier ministre dans son journal. Comment le juge a-t-il osé! Notre parti est étranglé. C'est le chaos[18]. Les élections devaient se dérouler quelques semaines plus tard, à peine. Le nom de Kastner disparut, comme par enchantement, de la liste des candidats du Mapai.

15. Les murs se fissurent

Les journaux annoncèrent le verdict et y consacrèrent des pages entières. Bien entendu, ils mirent en évidence la déclaration du juge selon laquelle, en concluant un marché avec Eichmann, Kastner vendit son âme au diable. Cette affirmation était présentée comme un état de fait. *Herut* publia la photo de Kastner avec la légende: l'associé d'Eichmann. Sous celle de Tamir, on pouvait lire: l'autorité principale pour la découverte de la vérité. Pour Yohanan Bader, membre du Herout, le sauvetage des personnalités et l'abandon des masses remettait à l'ordre du jour un vieux débat intervenu entre Weizman et Jabotinski. Il s'agissait du désaccord entre les partisans de l'immigration sélective des pionniers et ceux qui demandaient l'évacuation rapide de tous les juifs vers la Palestine, y compris de la catégorie des commerçants, tellement méprisés par les dirigeants sionistes. Dans les colonnes du *Herut*, Bader rappela que Weizman traita les masses juives d'Europe de l'Est de débris humains. Les hommes d'affaires n'avaient pas reçu suffisamment de permis d'immigration et furent délibérément livrés à la mort. D'après Bader, Kastner suivait les traces de Weizman. Le journal négligea cependant de dire à ses lecteurs que les révisionnistes de Budapest avaient, eux aussi, appuyé la médiation de Kastner. Oubliant le pacte d'Hitler et Staline, le journal communiste *Kol Haam* déclara que les négociations entre Kastner et Eichmann étaient le reflet de la collaboration du mouvement sioniste, dans son ensemble, avec les nazis. Comme s'il n'y avait pas eu de juifs pratiquant dans les judenrat, les partis religieux virent en Kastner un représentant du sionisme laïc. L'opposition de gauche, (Mapam et Ahdout Haavodash), s'identifia alors avec les révoltés du ghetto, oubliant qu'elle avait dirigé le yishouv sous gouvernement britannique, de concert avec le Mapai, pendant toute la durée du génocide[1].

Selon *Haolam Hazeh*, le verdict révéla une classe politique dénuée de sentiments patriotiques et d'indépendan ce d'esprit- en bref, des notables du ghetto. Leur intérêt, écrivit Avnery, s'opposait à la conception de la nouvelle nation qui grandit sur la terre d'Israël, de la génération qui fonda l'État avec son sang et le défendrait dans les procès de demain. Sur le juge Halevy, Avnery nota: Toute personne honnête rendra hommage à cet homme courageux, qui fit passer la vérité avant sa carrière, qui dit la vérité sachant que cela lui vaudra la colère du pouvoir[2].

La presse Mapai était ligotée, prise au piège. Elle refusait bien sûr d'admettre que le juge avait raison, mais elle ne voulait pas non plus mettre en discussion le verdict pour ne pas laisser penser que le parti défendait ses intérêts. Finalement, elle se contenta de dire que, dans une telle affaire, mieux valait ne pas faire confiance à un seul juge et attendre les résultats de l'appel auprès de la cour suprême. *Hapoel Hatsaïr* compara la tâche dévolue à Kastner à celle de Noé, avant le Déluge[3]. Rosen, ministre de la justice naïf et sentencieux- en tout cas totalement irréaliste- déclara qu'il fallait que chacun évite, pour le moment, de s'exprimer sur le verdict. Le gouvernement aurait certainement été heureux si l'affaire avait pu être repoussée de quelques années.

Deux jours après le verdict, Moshe Sharett écrivit dans son journal qu'il avait informé des faits Moshe Keren, un important commentateur politique de *Haaretz*, né à Berlin[4]. Ce jour-là, le journal critiqua sévèrement le juge Halevy. Un jugement prudent et moins présomptueux, aurait certainement été plus équitable que ce verdict sans nuances, en noir et blanc. Le journal dénonça la superficialité du jugement, affirmant que Halevy refusait de comprendre que les personnes dont il jugeait les actions vécurent un cauchemar[5]. Au cours des semaines suivantes, Keren fit, dans une série d'article, l'analyse la plus intelligente du jugement alambiqué et injuste de Halevy. Kastner avait agi en liaison avec les dirigeants communautaires, et s'il était coupable, ils l'étaient tous. Même s'il avait prévenu les habitants de sa ville, rien ne laissait supposer qu'ils auraient pu ou voulu fuir; et rien ne prouvait qu'ils fussent en mesure d'organiser la résistance. Contrairement à ce que sous-entendait le jugement, Kastner ne se trouva pas face à une réelle alternative- accepter ou refuser des négociations avec les nazis. Elles lui furent imposées. S'il les avait rejetées, il aurait abandonné tous ceux qui, en fin de compte, furent sauvés par le train des VIP. Parler du devoir d'avertissement, de la nécessité de sauver le plus grand nombre et d'autres idées du même genre, n'a aucun sens, écrivit Keren. L'une des choses surprenantes du jugement reste que le juge admit explicitement qu'il n'y avait aucun espoir d'organiser une résistance juive à ce moment précis de la guerre […] Mais alors, bon Dieu, qu'est-ce qu'il veut ?[6]

Keren argua également que la conduite contestable de l'accusation exigeait la démission de Haïm Cohen. Il se demanda s'il était bien utile de faire appel et proposa, en revanche, la convocation d'une enquête nationale, en accord avec tous les partis politiques. Les répercussions de l'affaire Kastner, écrivit Keren, continueront à empoisonner l'air que nous respirons. En cela [ce procès] est semblable à tous les grands procès historiques, à la suite desquels les gouvernements naissent et meurent- tels les jugements de Dreyfus en France, d'Alger Hiss aux Etats-Unis, et ceux du couteau dans le dos en Allemagne, qui visaient l'affaiblissement de la République de Weimar. Israël n'est plus le même après ce verdict[7].

Quatre jours après le jugement, Menahem Begin convoqua le comité central du Herout pour préparer la campagne. Le parti était également surpris- il ne s'attendait pas à ce que le verdict fut rendu avant les élections.

Halevy confirma tout ce que le Herout avança pendant des années- il ne l'espérait pas non plus. Je n'en revenais pas !, dit Ariel Ben Eliezer, l'un des membres. Les gens du parti avaient pendant si longtemps attaqué le Mapai et, subitement, on s'aperçut qu'ils avaient raison. Mieux, gloussa Ben Eliezer (se méprenant sans doute sur les habitudes de vote de Halevy), ils furent vengés, non par l'un des nôtres, mais par l'un des leurs. Tout le monde s'accordait pour penser que la campagne électorale devait exploiter le verdict; Quand vous votez pour le Mapai, vous votez pour un juif qui donna des juifs à la Gestapo. Quelqu'un suggéra de fragmenter le verdict et de le présenter par petits bouts pour diviser les populations. Pour les nouveaux immigrés, le Herout soulignerait le silence du Mapai durant le génocide. Quelqu'un d'autre inventa le néologisme déshonorant de *Kstnérisme*. Cette affaire pourrait avoir raison du pouvoir du Mapai, déclara un autre membre du comité central, avec soulagement. Ils s'identifient et on les identifie à Kastner.

Begin reconnut que c'était un moment difficile pour le Mapai. Ce parti est en mauvaise passe, dit-il, les murs se fissurent. Il soupçonnait Kastner de connaître des secrets que le Mapai ne voulait pas révéler. Néanmoins, ajouta Begin, ce parti ne devrait pas être emporté par les scandales du passé; le Mapai tirerait profit de ce que les gens perdraient leur temps à discuter de Kastner, au lieu de se fâcher à cause d'une tuyauterie explosant devant chez eux. Il proposa donc d'attaquer principalement le Mapai pour sa mise en cause du verdict. Il cita comme exemple son secrétaire général, Meïr Argov, qui déclara que sans conscience pouvait prononcer un tel jugement. C'était là, selon Begin, l'occasion de défendre le système judiciaire. Nous sommes du même côté que les juges d'Israël, et nous devons placer le Mapai de l'autre côté. Herout décida de diffuser une affiche avec le slogan: Faites un procès à ceux qui méprisent les tribunaux, et de demander la levée de l'immunité parlementaire d'Argov[8].

Le cabinet se réunit ce matin-là à Jérusalem. Yisraël Rokah (des sionistes généraux), le ministre de la justice et les ministres des partis religieux s'exprimèrent contre l'appel. En définitive, on décida de laisser l'affaire à l'appréciation du ministre de la justice, Pinhas Rosen. Pendant ce temps-là, la question fut soulevée à la Knesset. Le Herout et les communistes déposèrent des motions de censure. Yohanan Bader parla au nom du Herout, dont le comité central se prononça en faveur du juge. Tous ceux qui prétendaient que Halevy se permit de juger une affaire au-dessus de tout jugement s'exprimaient contre le châtiment de l'ensemble des criminels de guerre nazis, soutint Bader. Au début, le Mapai prétendit qu'il n'y avait aucune raison de poursuivre Gruenwald, maintenant que ce dernier est acquitté, il mettait en branle le pays tout entier pour faire appel. Tout cela parce que Kastner était membre du Mapai.

Certains allèrent jusqu'à dire qu'au lieu de faire appel le gouvernement aurait dû juger Kastner. Le refus du gouvernement de juger Kastner selon la loi contre les collaborateurs des nazis, déclara Esther Vilenska, du parti communiste Maki, découle d'une politique visant à rétablir la Wehrmacht nazie en échange du pot-de-vin des réparations. Le gouvernement veut amener Israël à nouer une alliance militaire avec les Etats-Unis; C'est-à-dire une alliance avec l'armée hitlérienne d'Allemagne de l'Ouest, établie par les Etats-Unis.

Le premier ministre, Sharett, expliqua que la gravité du verdict exigeait que le gouvernement fasse appel pour permettre à Kastner de se défendre. Ce fut le gouvernement qui porta officiellement les premières accusations contre Gruenwald; n'étant qu'un simple témoin au procès, Kastner n'était pas habilité à faire appel de lui-même. Mais surtout, dit Sharett, il était nécessaire de réviser les conclusions historiques du juge, pour que le procès ne s'incruste pas dans les consciences comme une condamnation des actions de sauvetages. Il fallait absolument mettre à bas cette idée fausse, nota Sharett. Les transcriptions étant émaillées d'anathèmes du type de ceux que l'on entendait chaque fois que l'on discutait du génocide à la Knesset: Vous vendez votre âme au diable, menteur, perroquet communiste. Mais la surprise du jour vint de Haïm Ariav (des sionistes généraux): On a l'impression que le gouvernement continue de protéger Kastner et cela en raison d'un état déplorable et douloureux. Ainsi, les sionistes généraux- qui avaient trois ministres au gouvernement- s'abstiendraient plutôt que de voter la confiance[9]. C'est la crise, nota Sharett dans son journal[10].

Le groupe parlementaire du Mapai à la Knesset se réunit cette même nuit pour décider d'une conduite. Ben Gourion, prêt pour la bataille, proposa que Sharett démissionne immédiatement, qu'il forme un nouveau gouvernement sans les sionistes généraux et qu'il se prépare à de nouvelles élections. Il se pourrait qu'à cause de l'affaire Kastner le Mapai perde des voix, dit Ben Gourion. Un parti doit savoir parfois perdre des voix […] Il doit faire ce qui lui semble bon pour le pays.

Le Mapai décida de laisser le gouvernement tomber[11]. Le lendemain, Sharett en forma un autre sans les sionistes généraux. À la suite d'un débat édifiant, Begin affirma qu'il savait qui, durant le génocide, décida de taire l'extermination des juifs Golda Meïr lui cria que c'était un mensonge, et il lui répondit qu'elle n'avait pas la réputation de dire la vérité- le gouvernement gagna la confiance de la Knesset, et la campagne électorale débuta[12].

*

Le débat public qui faisait rage à cette époque semblait surréaliste. Dix ans après le génocide, sept ans après la guerre d'indépendance, les fondateurs du pays étaient toujours présents et l'existence d'Israël, pas encore totalement admise. Un an et demi plus tard, éclatait la deuxième guerre avec l'Egypte. Israël était confronté à toute une série de problèmes exigeant des décisions immédiates. Mais, au lieu de parler de la réalité et du futur de leur terre, les chefs de partis se torturaient et s'accablaient les uns les autres avec des accusations horribles remontant au temps du vieux judaïsme européen qui disparut. Plus les élections approchaient plus ils fouillaient dans cette fosse et en tiraient des affaires toujours plus obscures. Ils s'efforçaient de se prouver à

eux-mêmes et à leurs électeurs que ce n'était pas eux mais leurs opposants, les infâmes de l'époque nazie. Les nazis et leurs crimes n'étaient plus que des symboles et des allégories. Les leaders des partis apparaissaient moins comme des opportunistes que comme des gens prisonniers de la douleur, assaillis de doutes et de remords, les descendants d'une nation démunie qui se vautrait dans son passé, ignorait le présent et livrait l'avenir aux inconstances de la loi et du destin.

Scène du théâtre de l'absurde: dans un café de la ville de Rehovot, sont assis le Premier ministre, Moshe Sharett, le chef du Mossad, Isser Harel, et leurs femmes. Ils se demandent comment répondre à l'hostilité concertée des journaux *Lamerhav* (Ahdout Haavodah) et Haboker (sionistes généraux). Ces derniers accusèrent les membres du Mapai d'avoir voulu contacter les nazis, au moment où ils s'apprêtaient apparemment à envahir la Palestine. Il s'agissait de s'entendre sur la nature du régime qu'ils imposeraient au pays. *Lamerhav* parla des dirigeants ano nymes du yishouv, qui tentèrent de se rendre au Japon pour se faire recommander auprès des nazis, nota ce soir-là Sharett dans son journal, et *Haboker* reprocha impudemment au Mapai de garder le silence devant pareille accusation. Le chef du Mossad fit faire quelques recherches dans de vieux dossiers. Il apparut que ce que Sharett appelait le gang Sterne du Lehi avait noué des rapports avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste. Harel proposa au Premier ministre de remettre à *Davar* les documents que ses hommes trouvèrent, et Sharett accepta[13].

Le jour suivant, le Premier ministre songeait encore à fouiller le passé. Ehud Avriel lui dit que plusieurs dirigeants de Ahadout Haavodah- l'un des partis qui reprochaient au Mapai son manque de pugnacité - apporta un soutien mitigé à l'envoie des parachutistes en Europe, objectant que l'opération supposait une coordination avec les Britanniques honnis. Cela donna lieu à de longs débats inutiles avec le Mapai, et l'opération fut reportée. Ce jour-là, le premier ministre trouva le temps de rédiger le démenti officiel à un article paru dans *Haboker*. Il n'était pas vrai qu'il dérangea le ministre de la justice, pendant ses vacances dans un hôtel de Haïfa, pour le presser de faire appel. *Haboker* m'accable de sarcasmes, nota Sharett dans son journal. Pourquoi me suis-tu face aux accusations dont je suis l'objet au sujet du génocide en Hongrie ? Il brûlait de convoquer une conférence de presse pour exposer toute l'histoire. Mais Isser Harel s'y opposa fermement. Avriel aussi lui conseilla de s'abstenir pour ne pas jeter de l'huile sur le feu[14].

Néanmoins, Sharett décida de répondre à ses adversaires, au cours d'un rassemblement électoral à Natanya. Les efforts volubiles du Premier ministre déplaisaient au parti. Quand il nous arrivait d'aborder cette question, dit le député Yonah Kesse, nous étions d'accord sur le fait que l'affaire Kastner devait disparaître jusqu'aux élections. Sharett participa à une réunion spéciale, avec Joël Palgi et Ehud Avriel, qui pourtant témoignèrent au procès, où il évoqua la façon de rétablir l'image du parti, de soutenir la demande en appel et de se comporter pendant les semaines précédant les élections. Il y a une chose dont nous ne sommes pas totalement innocents; c'est de n'avoir pas, ces dernières années, essayé d'élucider nous-même certaines affaires; dont celle-ci, déclara Avriel. Une partie de notre châtiment vient de cette faute. Il proposa d'inviter un historien étranger de renom et de lui fournir les documents nécessaires pour étudier cet épisode. Cela doit-être fait en tant que tel, et non à des fins politiques. Les autres membres acquiescèrent. Kesse promit de mettre les archives du parti à la disposition de l'historien*.

*Pendant la durée de l'affaire, un comité de surveillance fut mis en place au bureau du Premier ministre; Teddy Kollek était l'un de ces membres. Il évoqua dans ses mémoires sa rencontre avec le journaliste américain, Arthur Morse, qu'il encouragea à étudier l'attitude du monde libre à l'égard de l'extermination des juifs. Il en résulta la publication du livre **Pendant que six millions mouraient**. La version de ces évènements, alléguée par le *Herout*, est relatée dans le livre d'un autre écrivain américain, Ben Hecht[15].

Joël Palgi dit qu'il fallait noter qu'aucun dirigeant du parti ne traversa les évènements du génocide; et que le parti n'eut pas conscience de la puissante réaction que cette affaire provoquerait chez le public, ajoutant, cela dépasse la raison. Il fit une proposition concrète: il faut déclarer ouvertement: "S'il s'avère […] en appel que Kastner a collaboré avec les nazis, il doit être condamné à mort, selon moi, une telle déclaration amènera plusieurs voix au parti ". Les autres furent gênés.

Tous pensaient qu'il fallait que Nathan Alterman écrivît sur ce sujet- il s'avéra que le poète en avait déjà fait la promesse[16]. Fidèle à son parti, il tint parole. Quelques semaines avant les élections, il consacra trois de ses chroniques hebdomadaires à la défense des juifs qui ne s'étaient pas révoltés pendant le génocide. "Il existe d'autres peuples qui qui ont été enchaînés par leurs ennemis dans leur propre patrie, et qui n'ont pas agi différemment[17].

La conjonction des élections et de l'affaire Kastner ne permit pas d'aborder sérieusement les questions fonda mentales soulevées par le procès. Le débat se poursuivit, néanmoins, après les élections; il exprimait le sentiment de culpabilité d'une société à la recherche d'une direction morale. De nombreux Israéliens s'érigèrent en juges des juifs du génocide, comme s'ils étaient habilités à le faire. Voici les héros, voilà les lâches; à ceux-ci la gloire, à ceux-là, la disgrâce.

Nathan Alterman, qui fut l'un des notables du *yishouv*, n'était pas le mieux placé pour se prononcer sur le comportement des juifs pendant le génocide. Pendant la guerre, il se trouvait au café *Kassit* de Tel Aviv, où se réunissait le milieu littéraire du *yishouv*. Quelques années après la guerre, il avait invité Abba Kovner et le questionna longuement sur le ghetto de Vilna, et la révolte que Kovner y mena. Il l'écouta attentivement puis s'exclama: Si j'avais été dans le ghetto, j'aurais été du côté du judenrat.

Dans ses poèmes, et ses notes posthumes, Alterman ne rejette pas l'idée de rébellion; mais souhaite réhabiliter la réaction des juifs qui tentèrent de survivre à tout prix. Les chefs des révoltés envoyèrent à la mort des membres de leur communauté, écrivit Alterman; de la même façon que les judenrat livrèrent des juifs aux Allemands. La révolte ne fit que hâter leur mort; les chefs demandèrent aux juifs du ghetto de se suicider. C'était à leurs yeux une mort dans l'honneur, mais Alterman se demandait s'ils avaient le

droit de l'exiger de toute la communauté[18]. C'était un débat sur la valeur symbolique de la révolte pour les générations futures. Alterman rappelait souvent que les rebelles n'avaient pas eu pour objectif le sauvetage des juifs, ils voulaient avant tout une guerre sans merci au fascisme. En prenant le parti des juifs d'Europe qui choisirent de survivre, Alterman défendait le comportement de sa propre communauté juive- celle d'Israël- et de ses chefs. C'était un poète au service de son parti. Comme Haïm Cohen, l'avocat général qui assujetit la loi aux intérets du parti, Alterman y assujettit les mots.

Le Mapai était la cible principale des attaques de la campagne électorale, mais ses adversaires se dénigraient les uns les autres. *Lamerhav* rappela que les membres du mouvement révisionnistes, ancêtre du herout, furent fonctionnaires de la police des ghettos, mandatés par les nazis. Les journaux *Lamerhav* et *Al* Amishmar essayaient tous deux de s'approprier les chefs de la révolte du ghetto de Varsovie. Ahoudat Haavodah, le parti de *Lamerhav*, avait l'avantage- Antek Zuckerman et Tzivia Lubetkin comptaient parmi ses membres. Le Mapam pouvait invoquer le nom de Mordechaï Anielewicz, le commandant du soulèvement, mais ne pouvait pas le mettre à contribution dans sa campagne électorale, car celui-ci se suicida lors du soulèvement. Le journal communiste *Kol Haam* essaya de priver le Mapam de la gloire du défunt héros- Anielewicz fut partisan d'une alliance avec les communistes polonais clandestins, afin d'augmenter les chances de sauver la vie des révoltés du ghetto. Les communistes accusaient les dirigeants du Mapam de s'être opposés à cette alliance pour des raisons de rivalités politiques. Al Amishmar répondit que les communistes avaient collaboré pendant le génocide avec le grand mufti de Jérusalem, pour sauver leur peau[19]. Ce fut la campagne électorale la plus grotesque de l'histoire d'Israël.

Les élections eurent lieu le 26 juillet 1955. Le Mapai demeura le parti majoritaire, mais il perdit cinq sièges, occupant désormais quarante des cent-vint sièges de ka Knesset; ce fut son plus mauvais score jusqu'à sa débâcle politique de 1977. Le Herout doubla le nombre de ses députés, principalement aux dépends des Sionistes généraux, passant de huit à quinze sièges, un de plus de ce qu'il obtint lors des élections à la première Knesset. À partir de ce moment-là, il ne cessa de se renforcer, jusqu'à sa victoire électorale de 1977. Le Mapai attribua son recul à une série de causes, dont l'accord sur les réparations et l'affaire Kastner. Le résultat le plus tangible de ces élections fut la confirmation de Ben Gourion à son poste de Premier ministre.

À cette époque, et ultérieurement, Ben Gourion s'efforça de prendre ses distances par rapport à l'affaire Kastner. C'était comme s'il n'y avait jamais pris part; comme si elle appartenait à la vie de Moshe Sharett, pas à la sienne. Je ne sais presque rien sur l'affaire Kastner, écrivit-il à une de ses connaissances. Je n'ai pas suivi le procès et n'ai pas lu le verdict, à l'exception de quelques phrases citées dans les titres des journaux[20]. Pourtant, il n'y fut pas étranger: en tant que président de l'Agence juive pendant le génocide, Ben Gourion fut partie prenante de la mission de Joël Brand. Kastner dit au tribunal qu'il avait consulté Ben Gourion avant de se rendre à Nuremberg, aux procès des criminels de guerre. Ben Gourion lui conseilla d'y aller. Pendant les procès, Kastner rendit visite à Ben Gourion à Sdé Boker; à son retour, il rapporta que Ben Gourion lui promit de le réhabiliter. Mais lorsque le frère de Kastner demanda à Ben Gourion de faire une déclaration en ce sens, celui-ci refusa. Il était au courant des complots fomentés par ces fourbes, qui salirent le nom de son frère, mais il ne se souvenait pas d'une telle promesse. En réalité, certains membres de l'exécutif de l'Agence juive sont mieux informés que moi sur ce qui fut entrepris pour sauver les juifs d'Europe, écrivit Ben Gourion, comme si cette affaire était du ressort d'une autre instance[21]. Je ne me permettrai pas de juger quelque juif que ce soit qui se trouvait là-bas, écrivit Ben Gourion à un rédacteur de Davar; la question des judenrat (et peut-être l'affaire Kastner) devait être laissée au jugement de l'histoire. Les juifs qui vivaient en sécurité au temps d'Hitler ne peuvent juger ni leurs frères brûles et massacrés, ni les rescapés. J'ai rencontré des survivants dans les camps de concentration allemands juste après la guerre, on m'a parlé de certaines atrocités qui y étaient commises et j'ai assisté à quelques vilaines scènes, mais je n'ai jamais pensé avoir le droit de juger et d'accuser, sachant ce qu'ils avaient enduré. Selon Ben Gourin, il n'était pas nécessaire de créer une commission d'enquête sur ces évènements, puisque le parti politique qui exploita le génocide à ses propres fins s'appliquait à en dénaturer le travail. Pour l'instant, il n'y avait aucun risque que la jeunesse Israélienne prenne les judenrat pour modèles. Après tout, elle fut élevée dans les valeurs de Tsahal et des organisations militaires qui la précédèrent, écrivit Ben Gourion, ajoutant avec une inhabituelle émotion: Cette tragédie est insondable; les membres de notre génération qui ne connaissent pas le goût de cet enfer feraient mieux (à mon modeste avis) de rester tristement et humblement silencieux. Ma nièce, son mari et ses deux enfants ont été brûlés vifs. Comment pourrait-on parler de ces choses-là[22] ? Kastner témoigna également en faveur de l'officier SS Hermann Krumey, un assistant d'Adolf Eichmann. Á la suite du procès Eichmann, Krumey passa en jugement en Allemagne. Pour sa défense, il présenta le témoignage de Kastner. Shmuel Tamir ne laissa pas passer l'occasion. Il envoya au nom de Malchiel Gruenwald, une longue lettre Ben Gourion, lui demandant de démentir avoir autorisé Kastner à témoigner pour Krumey. Ben Gourion répliqua en une seule phrase: Je ne peux en aucune façon avoir affaire avec Mr Gruenwald ou l'un de ses représentants. Tamir se précipita avec la lettre à la rédaction de *Herut*[23].

16. Le prophète Jérémie, par exemple

Deux ans et demi passèrent avant que la Cour suprême ne prenne sa décision. Entre-temps, la controverse suscitée par cette affaire continuait, moins violente et plus rationnelle toutefois, usant d'un langage poétique et d'arguments moraux. Mais elle ne se limi-

tait pas à un débat sur le passé; elle tenta de façonner l'image d'Israël, et d'esquisser des lignes de force pour l'avenir. Lorsque l'on débattait de la valeur de l'existence en Pologne, il était en réalité question de la valeur de l'existence en Israël. Une nouvelle guerre éclata alors, qui força les Israéliens à reconsidérer certaines questions fondamentales; puis survint une nouvelle crise politique au sujet des relations avec l'Allemagne. Comme au temps de la querelle sur les réparations allemandes, les Israéliens durent trancher entre l'éthique et l'intérêt national, entre l'affect et la raison.

Le 29 octobre 1956, l'armée Israélienne envahit l'Egypte et, dans l'espace d'une semaine, elle occupa l'intégra lité de la péninsule du Sinaï. Près de deux cents soldats Israéliens et plusieurs milliers d'Egyptiens furent tués. L'invasion Israélienne fut présentée comme une guerre défensive, déclenchée à la suite d'une série d'actions terroristes provenant de Jordanie et d'Egypte, un pays dont la puissance militaire ne cessait de croître. Mais, en toile fond, il restait cette intrigue militaire fomentée par Israël, la Grande-Bretagne et la France, ainsi qu'un certain aventurisme destiné à instaurer un nouvel ordre politique au Proche-Orient. Les deux puissances européennes, peu disposées à accepter la fin de l'ère coloniale, souhaitaient faire tomber le régime nassérien er reprendre le contrôle du canal de Suez. Dans les articles et les caricatures, les journaux israéliens, à l'instar de la presse britannique et française, établissaient souvent un parallèle entre Nasser et Hitler. Les hommes politiques en faisaient autant. David Ben Gourion traita Nasser de dictateur fasciste, et Begin prétendit qu'il s'était entouré de conseillers nazis[1]. Dix jours avant l'occupation du Sinaï, Maariv consacra un article intitulé La swastika au pays du Nil, à un officier SS, Otto Skorzeny, qu'il appela l'homme derrière Nasser. (En réalité, Skorzeny était probablement un agent israélien). Peu après la fin de la guerre du Sinaï, Maariv publia un cliché de l'édition arabe de *Mein Kampf*, dont on disait qu'elle circulait dans les camps militaires égyptiens. Ce jour-là, dans un autre article, le journal affirma que l'opération franco-britannique empêcha Nasser de devenir l'Hitler de l'Orient. Elle l'a submergé avant que son verbiage ne se transforme en une campagne d'extermination. Un article de *Yediot Aharonot* rapporta que l'expulsion des juifs d'Egypte, après la guerre, fut organisée par un ancien SS ; l'auteur en était un certain Eliezer Wiesel, le future écrivain et prix Nobel de la Paix, Elie Wiesel. Le poète Uri Zvi Greenberg écrivit alors; Les Arabes honnissent ma race[2].

En réalité, ces arguments étaient un sophisme, car le pays n'avait pas connu, avant la guerre, de profonde angoisse existentielle; et celle-ci ne fut l'une des causes de l'attaque israélienne. On l'invoqua après la victoire, lorsque les Etats-Unis et l'Union soviétique exercèrent de fortes pressions- accompagnées de menaces brutales pour forcer Israël à se retirer. Les Américains menacèrent de suspendre leur aide financière, et les Russes d'envoyer des troupes en Egypte. Ben Gourion les crut. C'était un cauchemar, consigna-t-il dans son journal, des messages nous parviennent de Rome, de Paris et de Washington, faisant état de l'envoie d'une flotte aérienne et de volontaires soviétiques en Syrie, (ce n'est plus en Egypte ?) ainsi que d'un futur bombardement d'Israël- aéroports, villes, et plus encore […] Tout cela est peut-être exagéré, mais la lettre que le Premier ministre Nicolaï Boulganine m'a envoyée et qui aurait pu être écrite par Hitler, (plus cher à leur cœur que le prophète Jérémie !) et la folie des tanks en Hongrie prouve que ces nazis communistes (les nazis communistes ne sont pas pires que les nazis sionistes) sont capables de le faire[5]. Le ministre de l'éducation, Zalman Aran aurait déclaré: Je suis un juif de l'exil et j'ai peur. Ce serait une extermination totale. Pinhas Shapir, le ministre du commerce et de l'industrie, expliqua à Ben Gourion les conséquences des sanctions économiques que les Etats-Unis pouvaient imposer au pays. Ce serait la mort commenta-t-il[6]. Ben Gourion se rangea à cet avis. Nous ne pouvions nous le permettre affirma-t-il quelques mois plus tard, dans un discours aux officiers de Tsahal. Cela aurait été une catastrophe pour Israël[7]. À plusieurs reprises, le premier ministre déclara qu'Israël était en danger mais, pour la première fois, il y songeait en termes concrets de destruction, de disparition et de génocide. Au début de mars 1957, Israël se retira des territoires occupés, y compris de la bande de Ghazza.

*

Depuis la fondation de l'État, les citoyens non juifs d'Israël vivaient sous gouvernement militaire. Leur liberté de mouvement était (et l'est toujours) limitée, les arrestations administratives courantes, et ils étaient soumis à un certain nombre de décrets arbitraires. Le gouvernement revendiquait la nécessité de ce type de contrôle: les non juifs représentaient un risque politique et pouvaient mettre en danger la sécurité du pays. Par ailleurs, le gouvernement en tirait un autre avantage: la législation militaire facilitait la confiscation des terres. Dans le triangle, cette région en bordure du Jourdain, se trouvaient un grand nombre de villages palestiniens sous couvre-feu permanent, généralement à partir de vingt-et-une heure. Le premier jour de la campagne du Sinaï, le couvre-feu fut décrété à dix-sept heures. Ce jour-là quelques dizaines d'habitants de Kafr Kassem, qui revenaient de leur journée de travail, arrivèrent aux abords de leur village, ignorant ce changement d'horaire. Ils débouchèrent sur la route principale dans des camions, des charrettes et à bicyclette. À l'entrée du village, ils rencontrèrent un détachement de gardes frontaliers. Les soldats leur commandèrent de s'arrêter. Après avoir identifié qu'il s'agissait d'habitants de Kafr Kassem, ils les alignèrent et ouvrirent le feu, conformément à l'ordre qu'ils avaient reçu: Abattez-les. D'autres villageois arrivèrent par petits groupes et subirent le même sort. Près de cinquante personnes furent assassinées, dont sept enfants et dix femmes. Quelques blessés firent semblant d'être morts et survécurent[8]. Mon Dieu, que va devenir nôtre petit pays ! s'exclama Moshe Sharett dans son journal; il ne faisait pas alors partie du cabinet ministériel[9].

Le gouvernement s'efforça de masquer l'incident. Les journaux n'ayant pas demandé l'autorisation de la censure militaire pour rendre publique la nouvelle, les premiers récits du massacre se répandirent de bouche à oreille. Latif Dori, un militant du Mapam, se rendit d'un hôpital à un autre pour recueillir les témoignages des blessés. Des fonctionnaires du parti communistes firent de même. Sept jours après le massacre, les journaux soumirent des articles courts et imprécis à l'approbation de la censure qui n'en autorisa pas la publication. Seul Kol Haam réitéra sa demande. Elle fut rejetée. Les jours suivants, les journaux- particulièrement

Kol *Haam*, *Al mishmar*, *Haaretz* et *Haolam Azeh*- commencèrent à faire pression sur la censure. Dans un discours, Esther Vilenska, députée du Maki, rédigea un pamphlet. Incapable de faire face à cette pression croissante, le gouvernement fut contraint de publier un communiquer officiel. Une commission d'enquête avait déjà été nommée. Après de longues négociations entre les différents groupes parlementaires, il fut convenu que Ben Gourion ferait une déclaration. La Knesset observa une minute de silence, et le débat reprit. Il n'existe pas de peuple au monde, autre que le peuple juif, pour lequel une vie humaine a autant de valeur, déclara Ben Gourion. On nous a enseigné que l'homme fut créé à l'image de Dieu, et on ignore la couleur de la peau d'Adam[10]. Cela se passait environ six semaines après le massacre. La plupart des Israéliens ignoraient encore ce qui s'était passé. Dès qu'ils reçurent l'imprimatur, les journaux se montrèrent profondément choqués, le pays fut ébranlé. Comment cela a-t-il pu arriver ? S'interrogeaient Shlomo Gross dans Haaretz et Nathan Alterman dans Davar. D'où provient cette haine pour les minorités ? Quel est ce mécanisme intérieur qui amène un homme à obéir, quand on lui ordonne de tuer ? Quelles sont les limites de l'obéissance, qu'est-ce qu'un ordre illégal. Personne n'ignorait que ces mêmes questions angoissantes s'étaient posées en Allemagne après la guerre, mais personne n'osa le dire. Nous ne sommes pas meilleurs que les autres, dit Uri Avnery. Ce qui arrive à d'autres nations, peut nous arriver aussi. Mais, souhaitant préserver l'image de pureté de la jeunesse israélienne, Avnery se plaignit: A-t-on jamais expliqué à la jeunesse hébraïque en uniforme comment distinguer un ordre légal d'un ordre illégal ? En d'autres termes, c'était la classe politique qui était coupable, pas l'armée.

Tandis que d'atroces détails étaient rendus publics, la presse compara explicitement le massacre de Kafr Kassem aux crimes nazis. Nous devons exiger de la nation entière qu'elle fasse montre de contrition et d'humilité […] Nous serons bientôt comme les nazis et les fauteurs de pogrom, écrivit Rabbi Benyamin- l'homme qui, pendant le génocide, demanda aux dirigeants du *yishouv* d'agir. Il ajouta: Que les chefs de la nation se lèvent. Que les chefs religieux se lèvent et confessent publiquement ce grand crime, qu'ils aillent à Kafr Kassem demander pardon, s'excuser et expier. Avec l'ironie mordante qui le caractérise, Yeshyahu Leibowitz écrivit dans Haaretz: Au nom de la justice que ne cesse de proclamer l'État d'Israël, nous devons adresser une pétition ferme aux gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, de France et d'Union soviétique, demandant la révisions des lois de Nuremberg et la réhabilitation des officiers, des soldats et des fonctionnaires condamnés à mort et pendus car ils ont tous obéis aux ordres de leurs supérieurs légaux. *Haaretz* consacra une page entière au courrier suscité par la déclaration de Leibowitz. L'écrivain Yehoshua Bar Yosef, en revanche, s'efforça de rassurer les lecteurs de *Davar*: Ce n'est pas le moment de nous lamenter sur la bête nazie qui s'est réveillée en nous. Ury avnery se félicita de l'action juridique entreprise contre les assassins; C'est en cela que réside l'ultime différence entre l'État d'Israël et l'atroce régime nazi, écrivit-il. Et *Davar* résuma: Comment se peut-il que des gens normaux, que nos propres garçons, aient commis un tel acte criminel ? on ne peut plus échapper à la vérité: Nous n'avons pas assez œuvré pour immuniser ce peuple contre la perte du sens moral, et la tendance à ignorer le caractère sacré d'une vie humaine lorsqu'il s'agit d'un ennemi réel ou potentiel[11].

Les autres journaux, *Yediot Haaronot* et *Maariv*, minimisèrent les massacres. Ils traitèrent les assassins avec compréhension, prenant à parti leurs confrères et la Knesset. *Yediot Haaronot* critiqua le parlement pour avoir observé une minute de silence. C'est un scandale, commenta le journal. Se donner ainsi en spectacle à la Knesset ne signifie pas seulement que nous regrettons ce qui s'est passé; nous allons donner l'impression que nous n'avons pas confiance en nous et que nous avons perpétuellement peur. Le correspondant du journal au parlement ajouta que personne ne s'excusa pour l'expulsion des juifs irakiens. Le journal utilisa le terme employé par les nazis pour l'expulsion, *Aussiebung*. Le reporter de *Yediot*, Eliahu Amikam, dénonça l'hystérie du repentir qui s'empara du pays. Il calcula qu'au cours des deux-mille années précédentes- Quelques sept-cent trente mille jours ou dix-sept millions d'heures- un juif au moins fut tué, toutes les heures. Les preux scribouil lards, qui dormaient tranquillement pendant que les juifs étaient assassinés par millions, ont commencé à battre les tambours de la morale, au son des trompettes du Maki, écrivit-il, ironisant sur le fait que même la sisite de Danny Kay n'avait pas connu un tel retentissement. Maariv évoqua l'incident pour la première fois, avec ce titre "Kafr Kassem va recevoir la somme de deux-cent-cinquante mille lires", en dédommagements des familles des victimes[12].

Les assassins furent condamnés à des peines d'emprisonnement de sept à dix-sept ans. Le verdict comporte l'un des paragraphes les plus importants, les plus nobles, et les plus imprécis jamais formulés par un tribunal Israélien. Il donne la définition d'un ordre illégal auquel il ne faut pas obéir. On identifie une illégalité manifeste à une espèce de signe qui flotte comme un drapeau noir au-dessus de l'ordre donné et qui avertit: C'est interdit! L'important l'illégalité formelle, obscure ou partiellement obscur, ni celle que peuvent discerner les juristes, mais la violation claire et évidente de la loi […] Celle qui saute aux yeux et qui révolte le cœur, si les yeux ne sont pas aveugles, et si le cœur n'est pas endurci ou corrompu- cela est la mesure de l'illégalité manifeste, nécessaire au soldat pour qu'il s'autorise à outrepasser son devoir d'obéissance, une illégalité qui le rend responsable d'une action criminelle[13].

L'auteur de ces lignes n'est autre que Benyamin Halevy, qui avait endossé l'uniforme pour siéger à la tête du tribunal militaire. La notion de "drapeau noir" fut au programme d'instruction militaire.

La comparaison entre le massacre de Kafr Kassem et les crimes des nazis faisait du génocide un critère de référence d'impératifs éthiques, quant aux droits de l'homme en général, et dans le conflit israélo-arabe en particulier. Cela créa un précédent. Ainsi, le premier conseil des ministres de l'histoire d'Israël aborda la question des atrocités commises par les soldats israéliens pendant- et après- la guerre d'indépendance Les informations transmises aux ministres étaient effroyables et donnèrent lieux à des déclarations les plus dures jamais faites dans une réunions ministérielles Le ministre de l'agriculture, Aharon Zisling (Mapam), dit: Je

n'ai pas toujours été d'accord pour que l'on applique le terme de *nazi* aux Britanniques, même s'ils commirent des actes nazis Mais des actes nazis furent commis par des juifs, et j'en suis profondément choqué[14].

Cependant, comme en témoigne le courrier reçu par les journaux, la plupart des Israéliens refusaient cette comparaison. *Davar* et *Haaretz* moralisèrent, *Maariv* et *Yediot Aharonot* furent plus représentatifs de l'opinion publique. Pour finir, l'attitude officielle s'aligna sur cette position. Les dédommagements versés aux familles des victimes furent dérisoires; quant au gouvernement militaire, il ne fut aboli que plusieurs années plus tard. Les peines des assassins furent, réduites en appel; puis ils furent graciés par le chef d'état-major et le président de la république. Trois ans après le massacre, ils furent tous libérés. Il fallut une longue pression des journaux pour que le commandant du régiment auquel appartenaient ces hommes, le colonel Yisachar Shadmi, fût jugé. Il fut acquitté du meurtre des villageois et fut condamné seulement pour abus de pouvoir. Moshe Dayan, le chef d'état-major de l'armée à cette époque-là, fut témoin de la défense. La cour le condamna à une amende d'un groush- la plus petite unité monétaire d'Israël. L'État ne fit pas appel.

*

Avant que le verdict de la cour suprême ne ramène les Israéliens, une fois de plus au temps du génocide en Hongrie, le gouvernement de Ben Gourion tomba- et fut à nouveau constitué- en raison d'un projet d'achat de deux sous-marins à l'Allemagne de l'Ouest. Alors que la crise était à son paroxysme, quelque part sur une route de Bavière, la voiture transportant trois Israéliens fut bloquée dans la neige. L'un d'eux serait bientôt nommé ambassadeur d'Israël en Allemagne, le deuxième chef d'état-major, et le troisième ministre de la défense et premier ministre.

C'était en décembre 1957. Arthur Ben Nathan, Haïm Laskov et Shimon Pérès se rendaient chez Franz Josef Strauss, le ministre allemand de la défense. Nous avons quitté Paris dans la soirée, et sommes arrivés à Stras- bourg, à la frontière allemande, peu après minuit, écrivit Pérès. C'était au plus froid de l'hiver; la route était couverte de neige et le brouillard épais. Avant même d'atteindre la frontière, la voiture quitta la route et le moteur s'arrêta. À la lueur d'une lampe de poche, nous tentâmes de redémarrer et retrouver notre chemin. Lorsque la voiture repartit, elle faillit renverser Laskov. Il fut sauvé par miracle.

Dans l'après-midi, ils arrivèrent chez Strauss à Rott am Inn, un petit village à cinquante kilomètres environ au sud de Munich. En promenade avec ses chiens, Strauss arriva avec vingt minutes de retard. Pérès le décrivit comme un jeune homme rougeaud, débordant de santé et d'énergie, qui saisissait tout de suite la question posée et qui savait cerner brillamment les problèmes. Sa femme prépara à déjeuner. Nous lui avons dit que l'Amérique nous donnait de l'argent, mais pas d'armes; et que la France nous donnait des armes, mais pas d'argent, écrivit Pérès. Si l'Allemagne nous fournissait gratuitement des armes, elle accomplirait, par-delà le passé, un geste résolument constructif […] Nous lui avons proposé d'établir le même type de relations que celles que nous entretenions avec la France; fondées sur la confiance, un avenir ouvert et des contacts directs. Ils parlèrent pendant trois heures, et Strauss leur promit son aide. Nous avons pensé que les bases de relations particulières entre les deux pays étaient enfin posées, écrivit Pérès[15]. Ben Gourion consigna dans son journal: Selon Shimon, l'attitude de Strauss est motivée par: 1. Sa haine et sa peur des Russes, 2. son admiration pour l'armée israélienne, 3. Les intérêts de l'Europe, en tant que puissance engagée au Proche-Orient et en Afrique. Strauss souhaita superviser les relations israélo-allemandes, en coordinations avec Adenauer: Il attache une importance particulière au caractère secret des rencontres, rapporta Ben Gourion[16].

L'initiative de ces contacts revenait, semble-t-il, à Shimon Pérès; Ben Gourion donna son accord. Il n'y eut aucune discussion formelle ni prise de décision au conseil des ministres. Giora Yoseftal, un dirigeant du Mapai, s'était déjà rendu à Bonn pour demander une aide militaire à Adenauer*.

*Nahum Goldman s'était rendu lui aussi à Bonn pour sonder les Allemands sur une éventuelle ente d'armes à Israël. À son retour, il rapporta à ben Gourion quelques ragots: Adenauer, âgé de quatre-vingt-un ans, a l'intention de rester au pouvoir pour dix ans encore. Il existe, en Allemagne des piqûres qui permettent le rajeunissement des vieillards. On a dû en faire au pape aussi, nota Ben Gourion dans son journal[17].

Pérès rencontra également Strauss, à une occasion au moins avant cet été, là. Il fut convenu que le chef d'état-major, Moshe Dayan, l'accompagnerait. Mais, évidemment, la nouvelle s'ébruita. Au conseil des ministres, le ministre de la santé, Yisraël Barzilaï (du Mapam), demanda à Ben Gourion s'il était vrai qu'une personnalité de premier plan fut envoyée en Allemagne. Ben Gourion confirma la rumeur, et Barzilaï demanda qu'il en soit débatu. Ben Gourion acquiesça. Il révéla aux ministres que la personne en personnalité en question était le chef d'état-major. Six ministres- représentant le Mapam, Ahdout Haavodah, les progressistes, et le parti national religieux- se déclarèrent hostiles au voyage. Les sept ministres du Mapai se prononcèrent en sa faveur, et la mission fut approuvée le 15 décembre 1957. Ce fut sans doute la première fois qu'une décision était prise formellement sur des liens militaires entre Israël et l'Allemagne. Les ministres d'Ahdout Haavodah décidèrent de poursuivre leur campagne contre le voyage. Ils traitèrent Strauss de " chef de l'armée nazie des assassins", et consacrèrent un article à la mission dans leur journal, Lamerhav, sans pour autant mentionner le nom de la personnalité de premier plan. Tout le monde se tut. Ainsi, Lorsque Ben Gourion présenta l'affaire à la Knesset, il ne parla pas de sous-marins mais de matériel que l'on ne peut voir ni de terre, ni de mer, ni du ciel. Espions arabes, ironisa Menahem Begin, essayez de deviner de quoi il s'agit[18].

Après le tollé soulevé par cette affaire, Ben Gourion annula le voyage de Dayan et envoya à sa place celui qui allait bientôt devenir chef d'état-major, Laskov. La décision d'acheter(1) des armes à l'Allemagne marqua une avancée dans la normalisation des relations entre les deux pays, demandant, comme on pouvait s'y attendre qu'un obstacle affectif fût surmonté.

(1)Nous avons dit, à Franz Josef Strauss, ministre de la défense allemande, que l'Amérique nous donnait de l'argent, mais pas d'armes; et que la France nous donnait des armes, mais pas d'argent, écrivit Pérès. Si l'Allemagne nous fournissait gratuitement des armes, elle accomplirait, par-delà le passé, un geste résolument constructif.

Mais il n'en fut rien, et la crise se limita à des attaques et contre-attaques politiques. Ben Gourion s'efforça de faire diversion en axant le débat sur la question de la sécurité- et en particulier sur la capacité de ses ministres à garder le secret. La confiance mutuelle est devenue une question vitale, déclara-t-il. Nous est-il possible, ou non, de garantir le secret ? Ce n'est pas une relation entre un homme et une femme mais entre le destin et nous[19]. La crise se poursuivit pendant deux semaines encore, puis le gouvernement de Ben Gourion démissionna. Une semaine plus tard, il forma un nouveau gouvernement, avec les mêmes ministres. Les ministres d'Ahdout Haavodah, dûment remis au pas, promirent de ne plus trahir le secret.

Dans une lettre confidentielle et privée à Itzhak Ben Aharon, l'un des dirigeants d'Ahdout Haavodah, Ben Gourion affirma que, pour autant qu'il sache, Strauss ne fut jamais nazi. Il était par conséquent fort peu séant d'en avoir parlé comme l'un des chefs de l'armée des assassins. Ben Gourion joignit à sa lettre les notes qu'il prit lors d'une conversation avec le haut fonctionnaire du ministère de la défense, chef de la commission d'achat (gratuit) en Allemagne.

-Existe-t-il à votre connaissance, des nazis à des postes importants, demanda Ben Gourion à l'émissaire du ministre?
-Non, lui répondit-il.
-Et dans l'armée ?
-Aucunement. Strauss a nommé un comité pour examiner le passé des militaires et, même dans les cas douteux, il a renvoyé les nazis.
-Savez-vous de quel côté souffle le vent dans la jeunesse allemande ?
-Les jeunes allemands ne s'intéressent qu'à une chose….comment réussir dans la vie.
-Y a-t-il des nazis parmi eux ?
-Non. À cet égard, leur réaction à la pièce *Anne Frank* est tout à fait intéressante.
-Le nazisme a-t-il tout à fait disparu en Allemagne –Non.
-Que sont devenus les nazis ?
-Ils sont entrés dans la clandestinité.

Ben Gourion nota qu'il ne pouvait confirmer ni réfuter cette appréciation. Il savait que son interlocuteur était un homme intelligent et honnête; il avait entendu des propos similaires tenus par d'autres personnes[20]. Ben Gourion établit une nouvelle règle acceptée par tous: Je n'hésiterai pas un instant à recevoir du matériel provenant de l'étranger; et pour ma part, je n'exclus aucun pays[21]*.

*quelques années plus tard, Ben Gourion entretint une correspondance singulière avec un homme de vingt-neuf ans, Yariv Ben Aharon, fils de Itzhak Ben Aharon, auteur d'un article affirmant qu'Israël avait le droit de recevoir des armes venant d'Allemagne, en dépit du fait que les Allemands n'avaient pas changé depuis le temps où ils assassinèrent six millions de juifs. J'ai été choqué par votre article, écrivit Ben Gourion au jeune homme, j'ai été choqué par votre approche immorale […] D'où vous vient cette morale d'Hottentot ? Ben Gourion ne souhaitait plus que sa politique allemande soit connue comme une nécessité politique, économique et militaire. Il voulait que désormais elle apparaisse comme une politique morale. Se référant à la Bible, Ben Gourion défendit la thèse selon laquelle l'Allemagne d'Adenauer et de Willy Brandt était une Allemagne, différente, précisément comme l'Union soviétique de Nikita Khrouchtchev n'était pas la même que celle de Staline. Je suis sûr que Nikita Khrouchtchev ne s'est jamais opposé aux atrocités commises par Staline, écrivit-il, mais si, aujourd'hui, Khrouchtchev me tendait une main amicale, je la saisirais. De même, écrivit Ben Gourion, il serait heureux d'accueillir le poète Evguéni Evtouchenko. Refuser tout contact avec l'Allemagne, uniquement parce que c'est l'Allemagne, exhale un parfum d'Hitlérisme ou, pour employer un terme plus civil, de racisme, écrivit Ben Gourion. Ces propos heurtèrent les sentiments du jeune Ben Aharon[22].

*

En janvier 1958, quelques jours après le déclenchement de la crise concernant l'achat (gratuit) des armes à l'Allemagne, la cour suprême rendit son verdict en appel du jugement d'acquittement partiel de Malchiel Gruenwald. Quatre juges sur cinq se déclarèrent en faveur de l'appel, innocentant Kastner de la plupart des accusations dont il était l'objet. Ils le sanctionnèrent seulement pour son témoignage en faveur de Kurt Becher, après la guerre. L'un des juges, Moshe Silberg, préféra rejeter l'appel et entériner le verdict de Benyamin Halevy. Quiconque, après les évènements, sauva Becher de la pendaison, ou bien l'aida à y échapper, écrivit Silberg, montre qu'il n'estime pas que les actions de ce grand criminel sont méprisable et abominables*.

*Uri Avnery était transporté: Il sera mis au crédit de la morale de la toujours vivante tradition religieuse juive que le juge Silberg, comme le juge Halevy, est un homme de profonde conviction religieuse[23].

Le verdict des magistrats de la cour suprême, Shimon Agranat, itzhak olsham, Schneur Zalman Heshin et David Edward Geutein, était empreint de compassion, de crainte, d'humilité et d'incrédulité, toutes les vertus qui manquaient au jugement d'Halevy: Au moment d'apprécier le comportement du Dr Kastner, nous devons être extrêmement prudents et ne pas céder aux préjugés, observa Agragnat. Les jugements moraux qu'ils furent de porter, déclarèrent les juges, n'auraient jamais dû être soumis à une cour de justice; s'il fallait une tribune, cela aurait dû être une commission publique d'historiens. Il est étrange qu'en ces jours où tous les peuples jugent eux-mêmes les assassins et les exécutent pour les meurtres cruels qu'ils ont perpétrés, nous, les frères des victimes, qui ne sommes pas assez puissants pour faire passer les assassins en jugement, nous nous occupons de ragots et de rumeurs, s'exclama Heshin. Il manifesta son étonnement devant ces têtes chaudes qui incitaient les autorités à choisir parmi tous les diffa-

mateurs et les détracteurs, ce pitoyable Malchiel Gruenwald, et qu'ils eurent recours à une procédure d'exception si peu orthodoxe pour le juger. Heshin dénonça les propos étranges qu'autorisa Halevy pendant le procès, dont certains étaient le fruit de l'illusion et de l'imagination. Il l'accusa aussi d'avoir porté un jugement moral sur Kastner au lieu de se limiter à la question juridique de savoir si Gruenwald prouva que Kastner collabora avec les nazis.

Le texte du jugement, près de deux cents pages, était dans sa majorité courageux; car innocenter Kastner c'était prendre une position impopulaire- et antipatriotique aux yeux de beaucoup- sur le génocide, y compris sur le soulèvement du ghetto de Varsovie. Ce n'était pas facile. Comme le fit Halevy, les magistrats de la cour suprême passèrent en revue les évènements du génocide en Hongrie, et établirent qu'à chaque moment critique Kastner agît correctement. On ne pouvait pas dire qu'il abandonna sa communauté, ni les parachutistes venus de Palestine. Il ne collabora pas avec les nazis; il ne vendit pas son âme au diable.

Sur la question principale, le juge Agragnat écrivit que, étant donné l'époque et le lieu, Kastner négocia jusqu'au bout avec les Allemands, dans le seul but de sauver le plus grand nombre de juifs possible. Le train des VIP fut l'un des résultats, déclara Agragnat. Il acceptait le principe de la priorité accordée aux dirigeants sionis tes, puisqu'ils avaient toujours eu l'intention de se rendre en Palestine, et il estima que Kastner ne devait pas être pris à partie pour avoir mis sa mère et sa femme dans le train. Le juge nota qu'environ une centaine de membres de la famille de Kastner n'avaient pas pris part au voyage, et qu'ils moururent. Avec prudence, comme marchant sur des braises, soupesant chaque mot, Agragnat, nota également qu'à l'époque, tous les dirigeants de la communauté juive, y compris les représentants du Mouvement révisionniste, approuvèrent la ligne d'action de Kastner. Le juge Heshin risqua une formulation plus nette, quelque peu sarcastique: Shmuel Tamir hurle, tout excité que si l'on justifie les actions de Kastner, il n'y a plus d'avenir pour le peuple d'Israël, car tout dirigeant agira de la même façon dans les moments difficiles. Il dit aussi que le manque d'armes n'aurait pas dû constituer une raison pour ne pas se rebeller. Cela revient à dire que les juifs des ghettos de province auraient dû se battre et mourir en martyrs pour l'honneur de leur peuple. Il cite en exemple les révoltés du ghetto de Varsovie, qui furent publiquement reconnus comme martyrs. C'est un point de vue. L'histoire sanglante du peuple d'Israël comporte d'autres héros de cette sorte. Mais il en existe un autre, différent et opposé, qui s'enracine aussi dans notre histoire. Le prophète Jérémie, par exemple, prêcha la reddition et l'alliance avec l'ennemi, alors que Rabbi Yohanan Ben Zakkaï choisit, dans le malheur, de sauver ceux qu'il pouvait sauver. Et pourtant, personne ne les accusa d'avoir vendu leur âme au diable.

Et au sujet de l'accusation de collaboration avec les nazis: Les victimes, Les morts du génocide, hommes, femmes et enfants qui durent creuser leur propre tombe sous la menace aveuglante du fusil, que l'on força à entrer dans les chambres à gaz et dans les fournaises ardentes, ceux-là aussi ont collaboré, dans la mesure où leurs actes aidèrent les nazis à mettre leur plan à exécution. Il n'est pas nécessaire d'en rajouter pour prouver que, dans ce sens, Joël Brand avait, lui aussi l'intention de collaborer avec les nazis. S'il avait réussi à obtenir pour les Allemands une quantité de camions et de tonnes de vivres, il leur aurait réellement prêté assistance dans leur complot contre les juifs, et cela aurait peut-être allongé la durée de la guerre. Et pourtant, si cette collaboration avait réussi à sauver plusieurs milliers de juifs, personne n'aurait osé lui jeter la pierre, étant donné qu'il songeait au bien et non au mal, à sauver et non à exterminer [...] Autant dire qu'il existe un type de collaboration digne de louanges qui, exempte de mauvaises intentions, ne devait pas être condamnée, ni considérée comme manquement moral[24].

Ainsi, la cour s'inscrivit dans la ligne d'Alterman, quand il envisageait deux façons d'agir, l'une menant à la mort dans l'honneur, l'autre au sauvetage.

Quant à Kastner, le jugement fut prononcé plusieurs mois plus tard. La nuit du trois mars 1957, peu avant minuit, il rentait de sa journée de travail à *Uikelet*, le quotidien de langue hongroise, l'un des journaux en langue étrangère publie par le Mapai; il avait démissionné de son poste de porte-parole du ministère du commerce et de l'industrie. Il avait garé sa voiture près de chez lui, au six, Sderot Emanuel, à Tel Aviv. Dans l'entrée de l'immeuble, un jeune homme l'aborda et lui demanda s'il était bien le Dr Kastner. Kastner répondit affirmative- ment et l'étranger l'abattit (sentence talmudique) de trois coups de feu. Trois jours plus tard, Kastner succomba à ses blessures.

En l'espace de quelques heures, la police arrêta trois suspects. La rapidité avec laquelle ils furent appréhendés laisse penser qu'ils étaient connus de la police et des services de sécurité, le Shin Bet. Il s'avéra que l'un d'eux, Zeev Eicstein, avait effectivement travaillé pour le Shin Bet, un an auparavant. Les services de sécurité l'avaient débusqué dans ce que l'on présenta comme une organisation clandestine d'extrême droite. Ce groupe était l'héritier Idéologique du Lehi et du Tsrifin clandestin, qui préconisait la création d'un royaume israélite s'éten- dant de la méditerranée à l'Euphrate. Les deux autres suspects étaient Dan Shemer et Yosef Menkes. Tous trois furent convaincus de meurtre, en partie sur la base de leurs aveux, et condamnés à perpétuité.

Ce fut le premier assassinat politique en Israël depuis celui de Haïm Arlozoroff, près de vingt-cinq ans plutôt. Comme jadis, les soupçons se portèrent sur les cercles d'extrême droite avec, en arrière-plan, la question des contacts avec l'Allemagne. Dans les deux cas, le mystère demeura entier. *Haolam Hazeh* suggéra que Kastner fut assassiné par le Shin Bet, pour l'empêcher de parler. Puisque, au moment du meurtre, la procédure de l'affaire Gruenwald-Kastner était toujours en cours, Kastner pouvant décider de faire des révélations sur d'éventuels contacts entre les dirigeants du Mapai et l'Allemagne nazie.

L'analyse de *Haolam Hazeh* allait recevoir un appui inattendu. Isser Harel, retraité de son poste de chef du Shin Bet et du Mossad, publia un livre dont le seul propos était de prouver que le Shin Bet n'avait pas assassiné Kastner et que la version des faits donnée par Ury Avnery résidait dans la maladie mentale de l'écrivain, ou bien dans sa méchanceté et son insistance à diffamer le Shin Bet par tous les moyens, à tout prix[25]. Ce livre n'était pourtant pas tout à fait convaincant, il donnait l'impression que l'organisation

clandestine, dont parlaient Harel et le procureur général, n'avait jamais existé, ou du moins, jamais ne dépassa le stade d'un groupe éphémère et marginal. Pendant le procès Gruenwald, et plus d'un an après, Kastner fut placé sous la protection de la police. Peu avant son assassinat, elle lui fut retirée. Qui parmi les membres des services de sécurité, a le désir et le temps, en pleine campagne du Sinaï, de s'occuper de Kastner et de lui assigner une garde personnelle[26], écrivit Harel. La grâce accordée aux assassins semble également étrange. Voilà trois dangereux meurtriers, membres d'une organisation terroriste, ainsi que le déclarèrent les autorités, pour lesquels, cinq ans après leur condamnation à la prison à vie, Ben Gourion demanda pardon à la veuve et la fille de Kastner. La veuve refusa, mais la fille accepta; les hommes furent libérés[27].

*

Quelque part dans la collection de l'hebdomadaire littéraire *Masa*, on trouve ces lignes écrites par Aharon Meg ged: Kastner- une tragédie juive. Ce fut une folie de soumettre son cas à la justice. L'ingérence de la loi dans cette histoire équivaut à celle du ragot dans une tragédie amoureuse. Que sait le ragot: les petits crachats et les bagarres? Les insultes et les hurlements ? Les larmes que l'on regarde par le trou de la serrure ? Que sait-il des sentiments de ces deux personnes qui luttèrent pour leur vie, sur une frange étroite entre espoir et désespoir[28].

À la fin du cauchemar, Pinhas Rosen félicita Haïm Cohen pour son succès. Toutefois, sa lettre comportait une réserve: Avez-vous toujours jugé Kastner avec équité, influencé comme vous l'étiez par les omissions de son témoignage et ses défaillances occasionnelles sous l'effet d'un interrogatoire long et confus ? Au fond, Kastner était un homme simple, chez qui il y avait plus de bon que de mauvais, dont vous avez sauvé l'honneur, et innocenté le nom. C'est une grande action. Rosen se demandait s'il n'aurait pas mieux valu ignorer les propos de Gruenwald. De toute façon, il s'opposait aux juges qui préconisèrent une commission d'enquête publique. Il n'est que de lire le dernier numéro de *Haolam Hazeh* pour comprendre que ces juges malveillants auraient mis en pièces toute commission publique qui serait arrivée aux mêmes conclusions que celles de la cour suprême. Quel est donc ce pays où l'on accuse de meurtre un haut fonctionnaire, pour lui dire ensuite: Les tribunaux ne peuvent pas vous juger[29] ?

Shmuel Tamir continua à nourrir sa carrière politique de l'affaire Kastner et ses retombées. De temps à autre, il prétendit avoir découvert de nouvelles preuves. Il donna un grand nombre d'interviews et publia quelques articles. Il demanda un jour la révision du procès. Bien plus tard, en 1969, il fut membre de la septième Knesset, avec Uri Avnery et Isser Harel. On pouvait les voir discuter de l'affaire à la cafétéria et à l'assemblée, se réprimander mutuellement dans une inimitié sans fin, mais non sans plaisir et nostalgie. À cette époque, Benyamin Halevy lui aussi était député membre du Herout. Il était parvenu à un poste de magistrat à la cour suprême, puis il se retira pour entreprendre une carrière politique. À la neuvième Knesset, Halevy et le ministre de la justice, Shmuel Tamir, représentaient le même parti, le Mouvement démocratique pour le changement… Lors d'un entretien à la radio de l'armée israélienne, Halevy confia qu'il avait regretté les mots vendu son âme au diable, et qu'il ne les aurait pas employés s'il avait dû écrire à nouveau le texte du jugement. C'était une fioriture inutile, et qui fut mal comprise, déclara-t-il[30].

17. Il n'est pas certain que nos enfants resteront en vie

Un an et demi environ après la crise concernant l'achat d'armes à l'Allemagne, en survint une deuxième. C'était en juin 1959, quatre mois avant les élections à la quatrième Knesset. L'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* rapporta qu'Israël vendait des armes à l'Allemagne. La Bundeswehr envisagea de s'équiper de deux-cent cinquante milles obus de mortiers fabriqués par Soltam, une usine d'outillage appartenant à une société finlandaise, et par Solel Noneh, une des entreprises de la Histadrout. Selon *Der Spiegel*, on évaluait la vente à trente-six millions de Deutchmarks, environ neuf millions de dollars[1].Cette information en grande partie exacte, fit en Israël l'effet d'une bombe[2]. Pour Ben Gourion, la publication de cette nouvelle était une affaire extrêmement grave, car il tenait les tractations sur les ventes d'armes entre Israël et l'Allemagne pour une question de vie ou de mort, qu'il était essentiel de garder secrète.

C'est là le début ordinaire d'un scandale ordinaire. Plus d'un esclandre politique fut déclenché, comme celui-là, par la publication, à l'étranger, d'une nouvelle ayant trait à la politique et à la défense du pays, que le gouvernement voulu cacher*.

*Jusque-là, Ben Gourion n'avait jamais entendu parler de *Der Spiegel*. Ses collaborateurs lui expliquèrent que ce journal était l'équivalant allemand d'*Haolam Hazeh*[3].

La majorité des journaux israéliens réagirent toujours défavorablement à l'achat d'armes à l'Allemagne; cette fois-ci, le modéré *Haaretz* lui-même généralement partisan de la politique de défense de Ben Gourion, se rangea du côté des journaux proches du *Herout*[4]. Ce dernier soumit une proposition de débat au parlement; quant au *Maki*, il déposa une motion de censure. Mais Ben Gourion maitrisa la crise. Il multiplia la publication de documents secrets et de mémorandums à usage interne. Au plus fort du conflit, il démissionna et gagna la bataille. Un autre tabou était levé.

La vente d'armes à l'Allemagne mit en jeu des facteurs affectifs, moraux et politiques. C'était l'une des décisions exigeant de la nation une réflexion nouvelle sur son rapport à l'histoire; c'est-à-dire une redéfinition de son identité nationale. Il apparut que, cinq ans plus tôt, le gouvernement soumis au parlement une résolution exprimant sa crainte

profonde face au réarmement des deux Allemagnes. Ainsi que Moshe Sharett l'avait dit: Le réarmement de l'Allemagne ne manque pas de provoquer de sérieuses inquiétudes et une profonde amertume chez le peuple juif, dont la mémoire est un puits hermétiquement fermé, parfaitement étanche[5]. Lorsqu'il exposa à son gouvernement la question de la vente d'armes à l'Allemagne, Ben Gourion n'utilisa pas la procédure habituelle. Il prit la décision tout seul, après avoir consulté quelques responsables de la défense du pays, à commencer par le ministre de la défense, Shimon Pérès.

En tenant le gouvernement à l'écart, Ben Gourion échappait à l'obligation de défendre sa position morale. Mais cela ne lui évita pas un écueil inattendu- le traité était illégal, puisque le gouvernement ne l'avait pas approuvé. Ben Gourion fut donc contraint de soumettre la question aux ministres; il leur demanda, de façon extrêmement vague, de donner un accord rétroactif. L'Allemagne fut mentionnée en passant, comme s'il s'agissait d'un point mineur. Il n'y eut aucune opposition.

Trois mois plus tard, 29 mars 1959, le gouvernement discutait de finances. Jubilant, Ben Gourion déclara, l'air conspirateur: Le ministre de la défense pourra faire entrer sept millions de dollars dans les caisses. Nous avons signé un contrat avec l'Allemagne. Le ministre des finances, Levi Eshkol, répondit: Je sais, vous me rendez riche. Ensuite, Ben Gourion et Yisraël Barzilaï, ministre de la santé (Mapam), échangèrent les propos suivants:

Barzilaï: J'ai une question à poser. Ben Gourion: Vous pensez qu'il est interdit de vendre des armes à l'Allemagne ? Dans quel code de religion cela est-il écrit? Barzilaï: Ce n'est écrit dans aucun code, mais je pense que nous ne devons pas vendre des armes à l'Allemagne. Ben Gourion: Je ne suis pas d'accord. Barzilaï: Je voudrais qu'on en discute. Ben Gourion: Bien, la semaine prochaine. S'agit-il seulement de l'Allemagne de l'Ouest, ou bien l'Allemagne de l'Est est-elle exclue également? Barzilaï: L'Allemagne de l'Est aussi. Ben Gourion: Pourquoi vous êtes-vous rendu en Allemagne de l'Est? Moi, j'ai refusé de répondre à un professeur allemand au sujet d'un livre sur Spinoza, en dépit du fait que cet homme est l'un des plus justes qui soit. Je lui ai dit que s'il était suisse, Je lui aurais écrit avec joie. Barzilaï: Il est possible et nécessaire de se rendre à toutes les conférences internationales qui se tiennent en Allemagne de l'Ouest, et de l'Est. Tout le monde y va. Vous vous êtes rendu en Allemagne de l'Ouest avant nous. Ben Gourion: On peut aller à l'Ouest, pas à l'Est. Ce sont des assassins et des voleurs qui n'ont pas rendu leur butin. L'Allemagne de l'Ouest, au moins, souhaite nous dédommager. À l'Est, ils ont tué et ils ont hérité. Il y a une différence entre les deux.

La vente d'armes à l'Allemagne ne fut plus évoquée au cours de cette séance[6]. Six semaines passèrent. Le gouvernement se réunit sept fois, mais aucun ministre d'Ahdout Haavodah ou du Mapam n'aborda la question, jusqu'à ce que la nouvelle fût publiée par le *Der Spiegel*.

À la veille du débat à la Knesset, Ben Gourion se présenta devant le comité central du Mapai. Il apporta un dossier plein de documents, dont les minutes des conseils des ministres qui ne devaient pas être rendues publiques avant cinquante ans. Ainsi, les délégués assistèrent à une fascinante leçon sur la façon dont le gouvernement prenait ses décisions. Ben Gourion fit un exposé politico-stratégique, destiné à insinuer, dans l'esprit de ses camarades, l'idée qu'Israël serait en danger si l'on ne vendait pas d'armes à l'Allemagne. Nous devons agir de la sorte, non seulement parce que nous avons besoin de devises étrangères, mais parce qu'il faut renforcer la détermination de l'Allemagne de nous vendre un équipement militaire qui nous sera bien nécessaire à l'avenir. Les membres du comité central auraient pu croire que l'existence même du pays dépendait de la bonne volonté des Allemands. Ben Gourion réaffirma son credo quant aux relations d'Israël avec l'Allemagne d'Adenauer; Il devint même sentimental: Aucun pays n'a aidé Israël comme l'Amérique, et pourtant elle refuse de nous vendre des armes. Peu de pays en fabriquent; l'Amérique refuse de nous en vendre, et la Russie et ses satellites sont totalement à exclure. Nos seules ouvertures se trouvent en Europe de l'Ouest. Si nous n'acquérons pas l'équipement militaire de base, cela pourrait devenir une question de survie pour l'État d'Israël [...] Je ressens les choses comme un juif les ressent. Je suis bouleversé par le génocide, comme tout un chacun [...] Mais quiconque affirme que le génocide nous interdit de négocier avec l'Allemagne vit dans le passé et non dans le présent, et se soucie d'avantage de ses sentiments que de l'existence du peuple juif. Et si quelqu'un dit: N'oublions pas les morts, je répondrais: Efforçons nous d'éviter aux juifs vivant dans ce pays d'être massacrés. Et cela pourrait bien se produire. Je sais de quoi je parle. Peut-être pas dans les prochaines années, mais je ne pourrai pas affirmer que cela n'aura pas lieu dans cinq ans [...] L'Allemagne n'est pas devenue une puissance centrale en Europe parce que nous lui avons apposé notre tampon. Nous ne lui avons jamais donné notre approbation [...] seuls les imbéciles et les charlatans de la politique [...] refusent de voir combien la place d'Israël dans le monde, son avenir, voire son existence, seraient compromis si nous faisons de cette grande puissance dont le poids économique et politique ne cessent de croître, un ennemi et un allié des arabes. [...] Il y a des choses vitales pour nous, qui ne se feront pas sans la coopération de l'Allemagne. Et je n'y vois nulle prescription morale, affective ou autre, comme je n'en vois aucune dans nos relations avec l'Angleterre qui jadis expulsa les juifs de son territoire; et je ne connais pas de pays qui n'en ait fait autant. Adenauer n'est pas Hitler. Si c'était le cas, il aurait agi comme lui.

Plus Ben Gourion parlait, plus il semblait préoccupé et prenait un ton personnel. Si nous n'agissons pas à temps, il n'est pas certains que nos enfants et nos petits-enfants resteront en vie. Il admit qu'il endossait une responsabilité qui aurait écrasé plus fort que lui; et qu'il ne pourrait pas y faire face sans être totalement soutenu[7].

Les uns après les autres, les délégués se levèrent pour l'encourager. Dix-sept orateurs prirent la parole; Tous se rangèrent à ses côtés. À une heure avancée de la journée, le comité central du Mapai accepta la position gouvernementale sur l'exportation d'armes, y compris vers l'Allemagne de l'Ouest. Il ne restait plus qu'à affronter la Knesset.

Les membres du Mapai pensèrent que ce débat serait aussi vif que celui sur les réparations allemandes. Sept ans et demi passèrent depuis, et la Knesset consacra une bonne cinquantaine de séances aux relations entre Israël et l'Allemagne. En générale, la question était soulevée par un petit lobby antiallemand, mené par le rabbin Mordechaï Nurok, qui suivait l'affaire de près et engageait le parlement dans d'interminables discussions Parfois, le lobby posait la question de confiance au gouvernement, qui était sans cesse de se défendre. Entre-temps, les relations entre les deux pays devinrent de plus en plus étroites, quasiment dans tous les domaines; et des centaines de milliers d'Israéliens reçurent des dédommagements d'Allemagne. Avec les années, le lobby antiallemand perdait de son influence et avait quelques difficultés à capter l'attention de la presse. Il se lança alors dans des manifestations symboliques contre la collaboration israélo-allemande, telles que les visites en Israël de personnalités Allemandes*. *L'un d'eux était le banquier Hermann Abs, directeur général de la Deustch Bank. Levi Eshkol, ministre des finances déclara qu'Abs et sa femme étaient venus visiter les lieux saints. Mais ? Lors de son séjour en Israël, abs participa à des négociations économiques au nom du gouvernement de Bonn et rencontra Ben Gourion. Eshkol déclara que, pour autant qu'on le sache, Abs n'avait pas été nazi. Il fut pourtant une personnalité marquante dans les milieux économiques du Troisième Reich[8].

Les journaux voulaient de grands titres, la révélation de la vente d'armes d'Israël à l'Allemagne en était un. Il s'agissait principalement d'une crise politique, d'un aiguillon électoral. Les mots d'ordre étaient les mêmes qu'auparavant, mais ils avaient perdu de leur impact.

Ce marché d'armes impur avec ceux qui suivaient la voie d'Hitler jette un voile noir et vil sur notre pays, déclara Shmuel Mikunis (du Maki). Des armes Israéliennes pour les généraux d'Hitler. [...] Seul Ben Gourion et ses laquais osent défendre le diable. La souillure était aussi un des thèmes de Menahem Begin: Ceux qui se sont lavé les mains avec du savon juif, s'exclama-t-il, porteront-ils aussi des armes juives? [...] Notre armement est sacré [...] a-t-on le droit de souiller ce qui est sacré ? Ces saintes armes juives, a-t-on le droit de les laisser aux mains d'un soldat allemand qui a peut-être mené jusqu'au fleuve une poignée de juifs, parmi lesquels se trouvait un vieux père chantant la Hatikva, et les y a jetés pendants qu'ils récitaient leurs prières et leur credo, alors que l'eau devenait rouge de leur sang? Peut-on confier ces saintes armes juives à un soldat allemand ? C'était bien sûr aussi le temps de l'orgueil national. Armer les soldats allemands avec des armes fabriquées en Israël est une abomination du point de vue de l'honneur national, et du sentiment juifs, affirma Yigal Allon (Ahdout Haavodah). L'orgueil national n'aurait donc aucune valeur ? [...] L'attitude de notre jeunesse à l'égard des armes n'est pas une attitude militariste, mais celle d'une sainte terreur qui reste un de ses moyens de défense. Ne va-t-elle pas croire que nous avons pardonné aux nazis ? [...] Les Allemands n'ont pas acheté ces armes pour leur qualité, mais parce qu'elles sont juives, et qu'ils ont désespérément besoin de réhabilitation.

Ben Gourion répliqua aux adversaires de l'accord par un discours totalement provoquant contrastant avec les propos empreints de réserve tenus au moment de l'affaire des réparations. Il railla Menahem Begin en citant de longs passages de son discours, dont le paragraphe où il s'engageait à aller dans un camp de concentration si cela pouvait empêcher l'accord avec l'Allemagne. C'est un héros et un martyr, pour qui l'idéologie est plus précieuse que la vie, dit Ben Gourion. Mais si un an plus tard, une fois les négociations avec l'Allemagne conclues, vous rencontrez par hasard cet orateur pathétique, ce saint martyr, et si vous découvrez qu'il n'a pas renoncé à la vie, qu'il n'a pas abandonné sa famille ni dit adieu à ses amis; et si sept ans après, il chante toujours la même chanson- cette fois-ci sans crier, mais avec une petite voix tremblotante et noyée de larmes- alors vous ne serez plus impressionnés, mais accablés par la répulsion et le dégoût que vous inspire sa fausse et théâtrale rhétorique. Il se mit à attaquer tous azimuts; les enregistrements font état de rires dans la salle. En conclusion, Ben Gourion déclara: On peut être pour ou contre l'achat ou la vente d'armes à l'Allemagne. Mais ne laissez personne parler au nom de six millions de martyrs. Ce terrible génocide de notre histoire ne doit pas orner la vitrine de la boutique d'un parti. Quelques minutes plus tard, Ben Gourion lui-même eut recours aux victimes du génocide dans son argumentation. Si les six millions de personnes massacrées pouvaient voir, depuis leurs tombes, ou depuis le paradis, ce qui est accompli en Israël, il ne fait aucun doute qu'elles s'en féliciteraient et s'en réjouiraient, et que, dans leur profonde tristesse, elles trouveraient un réconfort à la vue du rétablissement de l'État d'Israël, de l'armée d'Israël et de nos industries militaires, dont la valeur est aujourd'hui reconnue, même par les Allemands[9].

Puis le parlement vota. Seul le parti des sionistes généraux était encore indécis. Après un débat interne, ses députés décidèrent d'apporter leur soutien à Ben Gourion. Leur décision sauva le gouvernement car, le Mapam et Ahdout Haavodah votèrent contre lui. Les deux partis de gauche se retrouvèrent dans une position difficilement défendable: leurs ministres étaient au courant de la vente d'armes à l'Allemagne, mais ils ignorèrent l'affaire jusqu'à ce qu'elle fut rendue publique; ils prétendirent ensuite qu'ils ne s'en souvenaient pas, ou bien qu'ils n'en avaient rien su. Leur malaise ne fit que croître quand on apprit que ces deux partis étaient représentés au conseil d'administration de Koor, la société gérant l'ensemble des installations industrielles appartenant à Solel Boneh, Soltam y compris. Les directeurs de Koor, membres du Mapam et d'Ahdout Haavodah prirent une part active dans les négociations avec les Allemands. Les

représentants d'Ahdout Haavodah s'étaient rendus eux-mêmes en Allemagne pour négocier la vente des obus de mortier fabriqués par Soltam.

Ayant voté contre le gouvernement, les ministres Mapam et Ahdout Haavodah devaient démissionner. Ces démissions ne relevaient pas seulement d'une logique politique, elles se conformaient à un accord préalable avec le Mapai, au sein de la coalition gouvernementale. Mais les quatre ministres refusèrent de se retirer, et il n'y avait aucun moyen de les révoquer. Alors, Ben Gourion lui-même démissionna, faisant tomber le gouvernement. Comme il ne réussit pas au cours des semaines suivantes à trouver de nouveaux partenaires, l'ancienne formation gouvernementale, les quatre ministres déloyaux inclus, dirigea le pays jusqu'aux élections.

*

L'affaire des armes avec l'Allemagne fut l'un des thèmes principaux de la campagne électorale; le Mapam mit dans la course le légendaire Rozka Korczak, l'un des chefs du soulèvement du ghetto de Vilna. Il est difficile de savoir dans quelle mesure, la question des armes affecta les votes- fort peu sans doute. Le slogan électoral de Ben Gourion, alors âgé de soixante-treize ans, était: Dites oui au vieil homme. Le Mapam gagna quarante-sept sièges, sept de plus qu'au parlement précédent et un de plus que son meilleur score. De toute évidence, le marché conclu avec l'Allemagne ne lui causa aucun tort*. Entre-temps, Ben Gourion se préparait pour le prochain scandale allemand.

*Plus tard, Israël devait vendre à l'Allemagne des fusils mitrailleurs de la marque Uzi, et des uniformes militaires fabriqués par les usines Ata[10].

Le jour de Noël 1959, des vandales peignirent des croix gammées et des slogans antisémites sur les murs d'une synagogue à Cologne. Ces incidents se produisirent dans d'autres villes allemandes; on en rapporta quatre-cents. Ce phénomène se propagea dans d'autres villes du monde. Cette explosion soudaine renforça la position des adversaires des relations entre Israël et l'Allemagne. Ils alléguèrent que Ben Gourion avait tort de considérer que l'Allemagne avait changé. La presse israélienne faisait une large place aux comptes rendus et aux articles sur les activités néo-nazies en Allemagne et ailleurs; des organisations et des institutions publièrent des condamnations et appelèrent à des actions de protestation[11]. Le parti communiste déposa une motion de censure et une proposition d'annulation du marché avec l'Allemagne. Même si un grand nombre d'Allemands, dont le président de la République, Heinrich Lübke et le chancelier Adenauer, condamnèrent ces actes antisémites, il ne fut pas facile à Ben Gourion de défendre sa politique. Il déclara hardiment qu'il ne retirerait pas un mot de ce qu'il avait dit; après tout, de tels actes d'antisémitisme avaient lieu dans plus de vingt-cinq pays, pas seulement en Allemagne- et il annonça qu'il avait donné des instructions à nos services compétents pour mener une enquête sur l'origine de ce phénomène.

Cette mission fut assignée au Mossad. Des années plus tard, suite à une poussée mondiale d'antisémitisme, Isser Arel révéla que les agents israéliens menèrent des opérations contre des groupes nazis organisés et avaient fait suivre à des juifs de différents pays un entrainement d'autodéfense[12]. Entre-temps, le bureau du Premier ministre s'occupait des préparatifs secrets de la première rencontre entre Ben Gourion et Adenauer. En dépit de la vague d'antisémitisme qui déferlait sur l'Allemagne, le Premier ministre ordonna que ceux-ci soient poursuivis.

Le quatorze mai 1960, les deux hommes se rencontrèrent- ce n'était pas un hasard- dans la plus grande ville du monde juive. Adenauer se trouvait à New York pour sa première visite officielle aux Etats-Unis. Cette rencontre était destinée à créer une atmosphère favorable à l'Allemagne dans la communauté juive, dans le monde des affaires et dans la presse. Tous deux logèrent au Waldorf Astoria; Ben Gourion Honora le chancelier en se rendant dans sa suite, qui se trouvait deux étages plus bas que la sienne. Pour échapper aux photographes, embusqués près des ascenseurs, il descendit par l'escalier. Il est plus âgé que moi, expliqua par la suite Ben Gourion, quand on lui reprocha d'avoir fait preuve de courtoisie excessive à l'endroit de l'Allemand. Tant à Bonn qu'à Jérusalem, la réunion fut parfaitement préparée. Ben Gourion était venu demander de l'argent et des armes. Au cours des pourparlers préliminaires avec le banquier Abs et d'autres émissaires allemands, il fut convenu que Ben Gourion demanderait à Adenauer un prêt de deux-cent-cinquante millions de dollars pour le développement du sud d'Israël, la région du Negev. L'Allemagne transférerait les fonds en Israël, en dix paiements annuels. Auparavant, Shimon Pérès et Franz Josef Strauss étaient convenus que l'Allemagne prêterait à Israël- il s'agissait en réalité d'une livraison sans contrepartie- un équipement militaire en provenance des surplus de l'OTAN. Strauss déclara alors qu'il fallait obtenir l'accord d'Adenauer, et Ben Gourion décida de le demander lui-même. Il fut établi que les deux chefs d'État n'évoqueraient pas l'établissement de relations; les Allemands soucieux de leurs liens avec le monde arabe, ne le souhaitait pas. La conversation dura près de deux heures. Adenauer parla en allemand, langue que comprenait Ben Gourion, lequel parla en anglais, et on eut recours à un interprète. Ils évoquèrent le nouvel Israël et la nouvelle Allemagne, les nazis et l'extermination des juifs. Ben Gourion expliqua au chancelier allemand que l'assassinat des juifs européens, faillit hypothéquer la création de l'État. Leur Absence se faisait ressentir jusqu'à ce jour, dit le Premier ministre. Adenauer posa des questions sur le taux de natalité en Israël. Les immigrés des pays arabes ont en général huit enfants par famille, répondit Ben Gourion, mais les immigrés d'Europe n'en ont que deux. Adenauer déclara que ce n'était pas suffisant.

Puis Ben Gourion demanda au chancelier allemand le prêt pour le développement du Negev. Le matin même, pendant qu'il s'habillait pour la rencontre, son assistant, Itzhak Navon, future cinquième président d'Israël, entra dans la chambre et fit remarquer que deux-cent-cinquante millions de dollars payables en dix fois représentait une somme négligeable pour l'Allemagne. Il proposa à Ben Gourion de demander un milliard. Le Premier ministre répondit à son assistant que tout fut déterminé lors des tractations préliminaires et qu'il ne pouvait pas avancer une somme si extravagante. Bien, dit Navon, cela vaut peut-être la peine de demander sept-cent-cinquante millions de dollars. Ben Gourion rejeta cette proposition également. Mais un peu plus tard, au moment de franchir la porte, il se retourna vers son assistant et lui dit qu'il allait demander un demi-milliard, c'est-à-dire, le double de la somme convenue. Ce qu'il fit. L'argument économique, écrivit plus tard B. Gourion était que le Negev allait devenir un grand centre industriel qui exporterait vers l'Asie et l'Afrique orientale, par le port d'Eilat et la mer Rouge. Il donna à Adenauer un argument moral également: Je ne sais pas si la jeunesse allemande sait ce que fit l'Allemagne nazie, mais je suis sûr qu'un jour elle apprendra l'horrible vérité- et chaque jeune Allemand éprouvera de la peine et de la honte pour ces crimes terribles. Avec votre aide, je souhaite mettre en œuvre des projets productifs qui- lorsque la jeunesse allemande en prendra connaissance- feront naître un sentiment de satisfaction pour la façon dont l'Allemagne d'Adenauer a réparé- dans la mesure du possible- les crimes de l'Allemagne hitlérienne[13]. (Note du copiste, concrètement: chantage et menace).

Adenauer accorda à B. Gourion le prêt qu'il lui demanda et approuva l'accord auquel Pérès et Strauss étaient parvenus. Puis les deux dirigeants firent entrer journalistes et photographes, affichèrent leur amitié et leur bonne humeur. L'une des photographies prises ce jour-là fut utilisée par le Herout comme affiche électorale. Elle montre B. Gourion posant amicalement la main sur le bras d'Adenauer. Adenauer déclara aux journalistes que l'aide consentie à Israël rapporterait des dividendes dans l'avenir. Ben Gourion répéta que l'Allemagne d'aujourd'hui n'était pas celle d'hier. C'était une atmosphère de réconciliation historique*.

*Contrairement à Nahum Goldman, qui prenait soin, chaque fois que cela lui était possible, de mettre par écrits les accords conclus avec Adenauer, Ben Gourion se contenta de l'engagement oral du chancelier. Au cours des mois suivants, une longue correspondance fut nécessaire pour clarifier les termes de l'accord. Ils échangèrent quelque dix-neuf lettres. Le résultat fut satisfaisant. Les Allemands honorèrent la plupart des promesses d'Adenauer[14].

De retour en Israël, Ben Gourion fut accueilli par des éditoriaux courroucés, la désapprobation de Nathan Alterman et une motion de censure à la Knesset. De nouveau, comme souvent par le passé, on allégua que la politique de Ben Gourion était une insulte grossière aux victimes du génocide. Mais Ben Gourion savait déjà qu'Isser Arel (chef du Mossad) allait bientôt lui amener Adolf Eichmann.

VI

Procès : Eichmann

18. Qu'ils nous haïssent et qu'ils aillent au diable

Le soir du 11 mai 1960, au terme de sa journée de travail, un homme, que ses voisins connaissaient sous le nom de Ricardo Clément, rentrait chez lui, rue Garibaldi, dans un faubourg de Buenos Aires. Deux voitures l'attendaient au coin de la rue. Lorsqu'il approcha, une des voitures l'aveugla avec ses phares. Deux hommes en jaillirent, le jetèrent à terre puis le précipitèrent dans la seconde voiture. Ils le bâillonnèrent, lui attachèrent les mains et les pieds, lui mirent des lunettes noires, le plaquèrent au sol et l'enveloppèrent d'une couverture. On ne lui administra pas de somnifère car le médecin qui les accompagnait leur avait dit qu'une drogue pouvait le tuer. La voiture fila vers une cachette que l'un des ravisseurs avait louée, à quarante minutes de route.

Ils demandèrent alors à Clément comment il s'appelait. Il essaya d'esquiver la question, mais il sut rapidement qu'il fallait répondre. Mon nom est Adolf Eichmann, avoua-t-il. Il comprit rapidement que ses ravisseurs étaient des agents du Mossad. Je connais l'hébreu, leur dit-il et, à leur étonnement il récita les premiers versets de la bible: *Béréshit Bara Elohim et Hashamaïm veet Haaretz*... et ils échangèrent quelques propos. Ensuite Eichmann signa un document (qui n'a aucune valeur juridique) déclarant qu'il était prêt à passer en jugement en Israël. Puis ils lui mirent un uniforme de steward, lui fournirent les papiers d'identité nécessaires, lui administrèrent un sédatif (huit lignes plus haut, le médecin le déconseilla) et l'embarquèrent dans un avion spécial d'El Al, qui l'attendait sur la piste de l'aéroport international. Cet avion avait transporté la délégation israélienne, conduite par Abba Aban, venue assister aux cérémonies du cent-cinquantième anniversaire de l'Argentine; Eban rentrerait par un autre avion[1].

Eichmann naquit cinquante-quatre ans plus tôt dans la ville de Solingen en Rhénanie, et grandit à Linz, en Autriche. Il rejoignit le parti nazi en 1932, quelques mois avant la prise de pouvoir par Hitler et se porta volontaire peu après pour servir dans les SS. Lorsque les nazis fondèrent le Troisième Reich, Eichmann partit vivre en Allemagne. Il travailla

d'abord pour les services de sécurité, puis au bureau central de la sécurité du Reich qui contrôlait entre autres, la police et la Gestapo. Eichmann s'occupait des affaires juives, y compris de l'émigration des juifs hors du Reich. Comme les mesures de restriction antijuive se multipliaient, ce poste prit de l'importance et Eichmann fut promu à la tête du département Il était en contact avec les dirigeants de la communauté juive et les fonctionnaires sionistes à Berlin, à Vienne et à Prague. Il lut des ouvrages sur l'histoire du sionisme, suivit la presse juive et acquit des notions de yiddish et d'hébreu.

Pendant la guerre, Eichmann fut impliqué dans la déportation, l'expulsion et l'extermination des juifs. En janvier 1942, il prit part à une réunion inter-service à Wansee, un faubourg de Berlin, pour mettre sur pied le plan d'extermination. (Note du copiste: Quel est l'intérêt de promulguer des lois et planifier une action qui à en croire certains, battait déjà son plein depuis belle lurette ?). Eichmann ne faisait pas de politique, il l'appliquait. Vers la fin de la guerre, il fut *Obersturmbannführer*, l'équivalent d'un lieutenant-colonel. Il joua un rôle déterminant dans l'organisation du transport des juifs vers les camps de la mort, et visita lui-même quelques camps[2]. Il n'était pas le plus gradé des officiers chargés du plan, mais sans doute le plus important fonctionnaire en contact direct avec les dirigeants juifs. (Note du copiste: C'est sans doute pour cette raison que son testament est illégalement sous séquestre chez les juifs). Pour eux, il était tout puissant, et son nom fut souvent cité au cours du procès de Nuremberg.

Après la guerre, Eichmann fut interné dans un camp de prisonniers de l'armée des Etats-Unis, mais il réussit à s'évader avant que son identité ne fut découverte. Finalement, grâce à l'aide d'anciens SS, il parvint à se rendre avec sa famille en Argentine. Pendant des années, deux survivants du génocide, Simon Wiesenthal, de Vienne (celui qui prétendit s'être évadé de pas moins de six camps de la mort, alors que d'autres prétendent qu'on les y gazait dès leur arrivée) et Tuvia Friedman, de Haifa (Copiste: y avait le génocide aussi à Haïfa ?) rassemblèrent chaque bribe d'information pour le localiser; de temps en temps son nom apparaissait dans la presse[3].

Un jour de septembre 1957, Fritz Bauer demanda à être reçu par Eliezer Shinar, le représentant d'Israël à Bonn. Bauer, un juif allemand arrêté plusieurs fois par les nazis (quels nullards ces gardiens nazis! Tout le monde leur fausse compagnie) mais qui réussit à s'évader, occupait la charge de procureur général de l'État de Hessen, en Allemagne de l'Ouest. Bauer transmit à Shinar une information qu'il venait juste de recevoir: Eichmann vivait à Buenos Aires. Il lui expliqua qu'il avait décidé de communiquer ce renseignement aux Israéliens, car il craignait que son gouvernement rejette la demande d'extradition, ou que l'on prévienne Eichmann. Une seule personne était au courant des contacts de Bauer avec les Israéliens, Georg August Zinn, premier ministre de l'État de Hessen, membre comme Bauer, du parti social-démocrate.

Isser Arel expédia un homme du Mossad chez le procureur allemand qui lui communiqua le nom de son informateur en Argentine. Harel envoya ensuite un de ses hommes pour vérifier le renseignement; mais ni ce dernier ni l'informateur ne purent localiser Eichmann. Le Mossad laissa tomber l'affaire*.

*Harel demeure la seule source d'information concernant le rôle du Mossad dans cette affaire, sur laquelle il écrivit longuement. Mais ses écrits doivent être lus avec précaution. Lorsqu'au début des années cinquante, il prit la direction des services secrets, Harel prétendit qu'Eichmann figurait avec Josef Mengele, en tête de la liste des hommes les plus recherchés. Mais la chasse aux criminels nazis n'était pas vraiment sa priorité; le conflit israélo-arabe et l'organisation de l'immigration de masse lui semblaient plus urgents, et Harel consacra ses efforts à traquer les espions, les terroristes et les différents adversaires du régime du Mapai de Ben Gourion. Son livre sur l'arrestation d'Eichmann indique que Fritz Bauer fut à l'origine de la capture; apparemment le Mossad ne s'y était pas activement consacré.

Un chapitre de l'un des ouvrages autobiographique d'Harel s'intitule: Pourquoi n'avons-nous pas capturé Mengele ? Il ne donne pas de réponse à cette question.. On ignore en réalité si Josef Mengele, qui mena à Auschwitz les effroyables expériences médicales, réussit à échapper aux Israéliens en dépit des efforts du Mossad, ou bien parce que ces derniers furent insignifiants. Dans un autre livre, Harel reproche aux services secrets de l'armée israélienne de n'avoir pas réussi à capturer le commandant de la Gestapo, Henrich Müller. Il semble qu'Israël n'ait pas considéré la chasse aux criminels comme une mission nationale primordiale; tout comme les dirigeants du futur État n'avaient pas donné la priorité à la vengeance[4].

Deux ans plus tard, Bauer prit à nouveau contact avec le Mossad; cette fois il ne pouvait pas révéler qui était son informateur, mais il connaissait le nom d'emprunt d'Eichmann, et son adresse. Harel consulta l'avocat général Haïm Cohen et ils se rendirent chez Ben Gourion. Ils lui dirent que si Israël n'agissait pas, Bauer communiquerait l'information à son gouvernement en lui suggérant de demander à l'Argentine l'extradition d'Eichmann vers l'Allemagne. Je lui ai demandé de n'en parler à personne, de ne pas suggérer l'extradition, mais de nous donner l'adresse, écrivit Ben Gourion dans ses mémoires. S'il s'avère qu'il se trouve bien là-bas, nous le capturerons et nous l'amènerons ici. Isser s'en chargera[5]. Le nom était exact, mais lorsque les agents du Mossad arrivèrent à l'adresse indiquée, ils apprirent que Ricardo Clément et sa famille avaient déménagé; l'un des voisins les dirigea vers la rue Garibaldi.

La mission était compliquée et dangereuse; Harel la mena personnellement. Ben Gourion était tenu informé du déroulement de l'opération. Alors qu'Eichmann était encore à Buenos Aires, entre les mains de ses ravisseurs, le Premier

ministre nota dans son journal: s'il n'y a pas d'erreur d'identité, c'est une opération importante et réussie. Lorsqu'Harel l'informa qu'Eichmann était en Israël, Ben Gourion réagit avec prudence, demandant à ce qu'une personne qui avait personnellement connu Eichmann confirme qu'il s'agissait bien de lui. Harel s'adressa à Moshe Agami, un ancien représentant de l'Agence juive à Vienne qui rencontra Eichmann en 1938, et qui put l'identifier[6]. Harel fit alors part à Fritz Bauer du succès de la mission.

Deux heures plus tard, ce 23 mai 1960, Ben Gourion fit, en deux phrases, l'annonce la plus dramatique que la Knesset ait entendue: Il est de mon devoir de vous annoncer qu'il y a quelques instants les services secrets ont appréhendé l'un des plus infâmes criminels nazis, Adolf Eichmann, responsable avec les autres nazis de ce qu'ils ont appelé la solution finale au problème juif- en d'autres termes, l'extermination de six millions de juifs européens. Adolf Eichmann se trouve déjà dans notre pays; il sera prochainement jugé en Israël conformément à la loi punitive de 1950, concernant les nazis et les collaborateurs des nazis[7].

Israël fut frappé d'étonnement. Le soir où la capture d'Eichmann fut annoncée, écrivit par la suite Nathan Alterman, une femme juive qui marchait dans une rue de Tel Aviv, fut surprise de voir des gens rassemblés lisant des journaux fraîchement sortis de presse. Toute la rue semblait calme, chacun plongé dans la lecture de pages saisies à la hâte, comme en cas de déclaration de guerre. Elle aborda l'un des groupes et lu les gros titres. Adolf Eichmann est capturé et il se trouve déjà en Israël. Elle s'immobilisa, vacilla et s'évanouit. Mais c'était le moment de se tenir fier et droit; Lève-toi, femme juive, exhorta Alterman[8]. Il est difficile de se souvenir d'une émotion et d'un bouleversement pareils à ceux que nous avons éprouvés cette semaine, écrivit un journal[9]. Le mot clé, dans tout ce qui était dit et écrit à ce moment-là, était NOUS; depuis la déclaration d'indépendance, les Israéliens n'avaient plus éprouvé un tel sentiment d'unité nationale.

L'enthousiasme immédiat été suscité par l'opération elle-même. L'expression ' les services secrets israéliens ' recelait un mystère qui excitait l'imagination et évoquait la fois l'audace et la sophistication. Au cours des semaines précédentes, Bauer et Harel firent courir le bruit qu'Eichmann avait trouvé refuge au Koweït, comme d'autres criminels nazis dont on disait qu'ils se cachaient dans les pays arabes et travaillaient détruire Israël[10]. Le lendemain de son annonce la Knesset, Ben Gourion affirma dans une lettre: en Egypte et en Syrie, les disciples des nazis veulent détruire Israël, et c'est le plus grand danger qui nous menace[11]*.

*Les jours qui suivirent l'annonce, Israël n'indiqua pas qu'Eichmann fut capturé en Argentine; ce secret fut divulgué par la revue étrangère TIME[12].

Pour certains, la capture d'Eichmann était une victoire d'Israël dans sa lutte pour sa survie. Faire passer Eichmann en jugement devant un tribunal juif en Israël comblera le vide qui a marqué l'existence des juifs depuis leur exile jusqu'à ce jour, écrivit Nathan Alterman[13]. Mais par-delà cet orgueil passager et le besoin de justice et de vengeance, il y avait les souvenirs effroyables, la culpabilité, la honte et l'angoisse de la mort. Les survivants du génocide, jeunes comme vieux, emprisonnés derrière un mur de silence, étaient sans cesse tourmentés par leur mémoire. Ils savaient que le procès d'Adolf Eichmann allait les confronter à leurs souvenirs; qu'ils seraient contraints pour la première fois de les raconter- les parents à leurs enfants, les enfants à leurs parents. Le bouleversement brutal qui se manifesta au moment de l'annonce de l'arrestation d'Eichmann était la manifestation d'une angoisse insoutenable.

Dans sa correspondance et dans ses interview au cours de l'année écoulée entre l'arrestation et le procès, Ben Gourion répétait qu'Adolf Eichmann ne l'intéressait pas; qu'il se préoccupait seulement de l'importance historique du procès. L'essentiel n'est pas le châtiment, mais le fait même que le procès ait lieu à Jérusalem, affirma-t-il, ajoutant que l'on ne jugerait pas seulement Adolf Eichmann et ses actes, mais le génocide tout entier[14]. Ben Gourion avait deux objectifs: Rappeler au monde qu'en raison du génocide, il était contraint de soutenir le seul État juif existant. Imprégner le peuple juif, les jeunes surtout, des leçons du génocide. Dans une interview au New York Time, dont il relut le texte avant sa publication, Ben Gourion déclara que le procès devait démontrer au monde jusqu'où pourrait aller la haine des juifs et qu'il devait avoir honte. Il traita la machine d'extermination d'usine à savon. Il nota que l'Allemagne n'était pas la seule coupable- l'opposition de la Grande-Bretagne (note du copiste: avec laquelle il coopéra) à l'immigration des juifs en Palestine entraina des centaines de milliers de morts. Le procès pourrait bien permettre de démasquer d'autres criminels nazis et de révéler, peut-être, l'existence de liens entre ces derniers et certains gouvernements arabes. Il ajouta que la propagande antisioniste en Egypte était une propagande antisémite d'inspiration nazie. Quand ils disent les sionistes, ils veulent dire les juifs, affirma-t-il. Il en conclut que les ennemis de l'État d'Israël, étaient les ennemis du peuple juif, et que soutenir Israël revenait à combattre l'antisémitisme.

Ben Gourion était alors au fait de son pouvoir. Il n'avait nul besoin de ce procès pour affirmer sa position politique. Mais il pensait en termes d'Histoire et de philosophie et se rendait compte que la révolution Israélienne avait laissé un certain nombre de problèmes fondamentaux en suspens. L'avenir de l'État n'était pas garanti. La majeure partie des juifs n'avaient pas immigré et Israël n'était pas devenu le centre du monde juif. Le retrait du Sinaï, quatre ans plus tôt, sous la pression conjointe des Etats-Unis et de l'Union soviétique, était ressenti comme une capitulation, comme la preuve des limites de la souveraineté et de la sécurité d'Israël. La jeune génération devait apprendre que les juifs

n'étaient pas des agneaux qui se laissaient mener à l'abattoir, mais ne nation capable de se défendre, comme elle le fit pendant la guerre d'indépendance, déclara Ben Gourion au *New York Time*[15]. Au début des années 60, les jeunes Israéliens perdaient l'esprit pionnier et, plutôt qu'au Negev, leur centre d'intérêt se situait quelque part entre Tel Aviv et New York. Le procès était censé leur inculquer l'orgueil national et leur rappeler qu'Israël était le seul pays au monde qui garantissait la sécurité aux juifs.

Au cours de l'été 15, des émeutes éclatèrent à Wadi Salb, un quartier pauvre de Haïfa peuplé d'immigrés du Maroc; puis elle se répandit dans d'autres localités. Pour la première fois, depuis le début de l'immigration massive en provenance des pays arabes, la suprématie de la classe dirigeante ashkénaze, menée par le Mapai, était menacée. Le génocide restait étranger aux séfarades. Ils vivaient en Afrique ou en Asie, et ignoraient totalement ce qu'Hitler avait fait; nous devons donc le leur expliquer carrément, devait noter Ben Gourion[16]. Il fallait un évènement qui cimente la société israélienne, une expérience collective, prenante, patriotique; une catharsis nationale.

Le procès Eichmann devait aussi permettre au Mapai de reprendre le contrôle sur la mémoire du génocide, qu'il abandonna au Herout et aux partis de gauche. Le procès devait effacer la culpabilité historique des dirigeants du Mapai, rendue manifeste depuis l'affaire Kastner, et montrer que, malgré les liens avec l'Allemagne, les accords sur les réparations et les ventes d'armes, l'administration Ben Gourion n'était pas insensible au génocide.

Le président du Congrès juif mondial, Nahum Goldman, relayé par plusieurs journaux étrangers, s'emporta contre Ben Gourion, et demanda qu'Eichmann ne soit pas jugé par un tribunal israélien mais par une cour internationale de justice. Le philosophe Martin Buber était du même avis: Je ne pense pas que la victime puisse s'ériger en juge[17]. Ben Gourion considéra que c'était un défi à la souveraineté d'Israël, et il tança Goldman dans une lettre ouverte: Qu'elles qu'aient été vos intentions, la publication de votre proposition, adressée à l'opinion publique internationale, porte un coup brutale à la sensibilité des gens en Israël (et pas seulement en Israël) ainsi l'honneur du pays. Goldman répondit immédiatement: J'ai dit dans l'interview [dans Haboker] que le droit d'Israël à juger Eichmann ne faisait aucun doute, et j'ai exprimé ma foi en la justice israélienne. J'ai simplement pensé, et je continue de le faire, qu'étant donné qu'Eichmann et les nazis n'ont pas exterminé exclusivement des juifs, il faudrait inviter les nations qui comptent des victimes du nazisme parmi leurs citoyens à être représentées par leurs propres juges. J'ai souligné que le président du tribunal devait être israélien, et que le procès devait se dérouler en Israël. Où est donc l'injure à la nation et à l'État ? Selon moi, ce serait un grand honneur pour le pays, si d'autres États envoyaient des magistrats dans un tribunal présidé par un juge israélien*[18].

*Goldman se rendit en Israël pour participer à une réunion du comité central du Mapai au sujet des relations entre Israël et les communautés juives dans le monde, en particulier celles des Etats-Unis. Lorsque B. Gourion l'aperçut, il l'apostropha: Vous êtes un juif errant[19] ! B. Gourion écrivit avec la même ironie: La liberté de parole est totale en Israël, non seulement pour les habitants du pays, mais également pour les touristes[20]. Goldman n'en fit pas une affaire; si sa proposition n'était pas retenue, répondit-il, il fallait au moins convier des observateurs étrangers.

Cela donna lieu à une querelle historiographique et politique. Le génocide, perpétré par les nazis contre le peuple juif, est différent des autres atrocités commises par les nazis, écrivit Ben Gourion à Goldman, c'est un épisode sans égal, une tentative de destruction totale qu'Hitler et ses partisans n'ont pas osé appliquer à d'autres nations. Il est du devoir de l'État d'Israël, seule entité souveraine du peuple juif, de rappeler cet épisode dans toute son amplitude et toute son horreur, sans pour autant ignorer les autres crimes contre l'humanité commis par le régime nazi. Selon Ben Gourion, le génocide put se produire parce que les juifs ne possédaient pas leur propre pays. L'antisémitisme est causé par l'existence des juifs en diaspora, expliqua-t-il dans une autre lettre. Quand il sont différents de leurs voisins, ils suscitent la peur ou la dérision, et quand ils essaient de leur ressembler, et qu'ils deviennent plus royalistes que le roi, on les expulse[21].

Quelques jours après son échange avec Goldmann, Ben Gourion reçut une lettre de Joseph M. Proskauer, juge à New York et président du Congrès juif américain. Le Congrès s'élevait contre la prétention de Ben Gourion de parler au nom du judaïsme mondial. Cela impliquait de nombreuses interrogations: Qu'est-ce que le judaïsme ? Qu'est-ce qu'un juif ? Dans quelle mesure l'État d'Israël est-il un État juif ? L'existence d'un juif en Israël est-elle plus complète que celle d'un juif dans un autre pays ? Ces questions firent l'objet d'une longue et poignante correspondance entre Ben Gourion et les représentants de la communauté juive américaine. Le procès Eichmann approchant, ces thèmes ressurgirent. Proskauer aussi demanda à Ben Gourion de ne pas juger Eichmann en Israël, mais de le remettre à l'Allemagne de l'Ouest, par l'intermédiaire d'une organisation internationale. Il avait joint à sa lettre un éditorial du *Washington Post*, alléguant qu'Israël n'était pas habilité à parler au nom des juifs des autres pays. Proskauer mettait en garde Ben Gourion contre l'altération de l'image d'Israël aux Etats-Unis que risquait d'entrainer le procès. L'administration pourrait alors difficilement fournir à Israël l'aide militaire qu'il demandait. Il craignait aussi que cela ne ravive les sentiments antisémites des américains. Qu'avons-nous à y gagner ? demanda-t-il, ajoutant que la nécessité affective avancée par certains de voir le procès Eichmann se tenir en Israël, n'en compensait pas les inconvénients.

Ben Gourion lui répondit dans une longue missive. Il pouvait admettre que l'on refuse à Israël le droit de représenter les juifs de la diaspora, mais il maintenant qu'il restait habilité à parler au nom de l'ensemble des victimes du génocide; ainsi, il en faisait des sionistes[22]. L'État juif (qui a pour nom Israël) est l'unique héritier des six millions de juifs

assassinés; et pour ces millions-là, qui se considèrent comme les enfants du seul peuple juif, l'attitude du *Washington Post* est insoutenable. S'ils avaient vécu, la majeure partie d'entre eux seraient venus en Israël. Le seul procureur légitime pour ces six millions de morts, c'est Israël. Pour des raisons de justice historique, il est du devoir du gouvernement israélien, en tant que gouvernement de l'État juif dont le fondement repose sur ces six millions de juifs européens qui souhaitaient par-dessus tout, sa création, de juger leurs assassins[23]. Ben Gourion réitéra ses propos dans une interview au *New York Time*[24]. En réalité, il ne pouvait pas être certains que les victimes se seraient rendues en Israël; la plupart des juifs furent assassinés parce qu'ils étaient restés dans leurs pays au lieu d'émigrer en Palestine quand cela était encore possible. Par ailleurs, on ignore combien d'entre eux étaient sionistes. Les nazis les ont tués, indépendamment de la façon dont ils s'appréhendaient eux-mêmes- sionistes, antisionistes, ou même juifs. Ben Gourion avait tendance à oublier ces subtilités.

En ce qui concerne la menace d'antisémitisme, le Premier ministre rassura le président honoraire du Congrès juif américain: Des manifestations antisémites ont lieu en Amérique- comme partout dans le monde- mais le peuple américain n'est pas antisémite. Je n'accuse même pas le sénateur [J.William] Fullbrigh [le président du département des Affaires étrangères au Sénat, connu pour ses critiques à l'égard du gouvernement israélien], d'attitude antisémite. Dans une lettre à une de ses connaissances en Israël qui exprimait des craintes similaires, Ben Gourion écrivit: Si les antisémites veulent nous haïr, qu'ils nous haïssent et qu'ils aillent au diable[26].

Dans cette lettre, Ben Gourion se situa comme un juif qui ne s'intéresse pas à ce que racontent les non juifs[27]. Pourtant dans sa missive à Proskauer, il cita longuement des éditoriaux de journaux étrangers appuyant le droit d'Israël à juger Eichmann; il fut particulièrement frappé par un article en espagnol, publié par un journal hollandais, à l'occasion de la visite officielle du président argentin, Arturo Frandizi. L'article que Proskauer envoya à Ben Gourion déconcerta le premier ministre: Je prends bonne note du fait que les commentaires du Washington Post n'expriment pas seulement l'opinion de cet important journal, mais aussi celle d'une partie de l'opinion publique américaine. Mais je ne pense pas que son auteur parle au nom des Etats-Unis, ou que ses propos reflètent l'attitude de l'ensemble du peuple américain. [...] Cet éditorialiste soutient que le gouvernement israélien n'est pas habilité à parler au nom des juifs des autres pays, ou en celui d'une quelconque unité ethnique imaginaire. Je suis conscient qu'il existe des divergences d'opinion sur ce point parmi les juifs américains également; mais les six millions de juifs assassinés en Europe sentaient, de toutes les fibres de leur corps qu'ils appartenaient au peuple juif, et que ce peuple-là existait.

Il évoqua le chancelier Adenauer: Lorsque l'Allemagne d'Adenauer reconnut la responsabilité du peuple Allemand dans les crimes nazis, elle décida de payer des réparations au gouvernement d'Israël. Contrairement au Washington Post, elle estima que cet État avait le droit de parler pour tous les juifs assassinés[28]. C'était faux, l'État d'Israël n'avait pas reçu de réparations allemandes parce qu'il parlait au nom des juifs assassinés, mais parce qu'il avait accueilli les survivants.

De toute évidence, cette affaire préoccupait Ben Gourion. Israël n'a nullement besoin de la protection morale d'un tribunal international, déclara-t-il au *New York Times*. Les antisémites, et les juifs qui ont un complexe d'infériorité, sont les seuls à le penser[29].

En Israël, l'attitude du Premier ministre fit l'unanimité du public et de la classe politique. Dans leur enthousiasme, les journaux décrétèrent qu'Eichmann devait mourir. Une seule sentence pour le génocide: La mort ! proclama *Maariv*. Le lendemain de l'annonce de l'arrestation il ajoutait: Eichmann n'est pas un être humain. *Yediot Aharonot* écrivit: Le fait que cet insigne cannibale ait été capturé doit nous redonner le moral, et nous faire réaffirmer notre foi dans le créateur. Le réservé *Haaretz* lui-même illustra un article sur l'arrestation d'Eichmann par le dessin d'un nez, le premier d'une série de variations sur le même thème publiées par la presse israélienne au cours des mois suivants.

J'espère que l'on ne m'accusera pas de tendances religieuses si je dis qu'à l'instant de l'annonce de la capture d'Eichmann l'ange de la mort lui a immédiatement fait une place aux côtés d'Hitler et de Himmler. C'est là qu'il doit-être, déclara le député communiste Moshe Sneh. Il n'y a pas lieu de se livrer à des considérations d'ordre juridique. Une procédure est certes nécessaire, et nous en établirons une en bonne et due forme. Mais le verdict est déjà rendu. Auparavant, Sneh qualifia Eichmann de bête de proie à deux jambes. Shmuel Tamir publia un article intitulé Le procès de Satan, évoquant le mot par lequel le juge Benyamin Halevy avait désigné Eichmann; c'était le diable auquel Kastner vendit son âme. Les magistrats de la cour suprême traitèrent Eichmann de fléau, de bourreau, et de monstre[30]. Les rédactions des journaux, et les postes de police, furent submergés de propositions de tortures horribles et de mor cruelle pour Eichmann; certains se portèrent volontaires pour le tuer de leurs propres mains en public.

Ce procès n'est pas nécessaire en raison de la personnalité de l'accusé, dont nous ne prononcerons pas le nom trop souvent, pour ne pas nous souiller la bouche, dit Mosh Sneh mais parce que nous devons rappeler au monde ce qui s'est passé pendant la seconde guerre mondiale, et qu'un grand nombre de personnes voudraient vouer à l'oubli[31]. Lorsque les Israéliens parlaient du monde, ils entendaient généralement la presse, car à cette époque ils avaient une foi quasi mystique dans le pouvoir des médias internationaux, et ils souhaitaient gagner leurs faveurs et leur soutien. Lorsqu'au Conseil de sécurité l'Argentine protesta contre la violation de sa souveraineté, la presse israélienne réagit

comme si on l'avait offensée. Les Israéliens ne se contentaient pas d'avoir arrêté (en réalité kidnappé), Eichmann; ils exigeaient que le monde reconnaisse leur droit moral et historique à le juger.

À la lumière de ces attitudes, la demande qu'adressa Pinhas Rosen, ministre de la justice à la presse de ne pas se substituer au tribunal semble quelque peu irréaliste et naïve. Le président de la Cour suprême, itzhak Olshan, essaya d'arrêter ce qu'il appela l'excitation des masses. Il y a quelques semaines, écrivit-il à Rosen, j'ai été choqué par certains titres de journaux tels que: doit-on tuer Eichmann avec une hache ou bien avec une corde? Et si c'est avec une hache, à la main ou mécaniquement ? Vendredi dernier, *Maariv* publia un débat sous le titre: Eichmann doit-il être exécuté ? Dans une telle atmosphère, [la plupart des juges] refuseraient de siéger au procès, si la loi ne les y obligeait[32]. Rosen rencontra les journalistes, mais la presse lui répondit sarcastiquement. Devons-nous jusqu'au jour du verdict, écrire l'assassin présumé des millions de [juifs] ? demanda *Davar*. Plusieurs députés s'en prirent eux aussi, à Rosen[33].

Les bases juridiques du procès Eichmann furent posées dix ans auparavant: la loi punitive contre le génocide et celle qui sanctionnait les nazis et leurs collaborateurs furent parmi les premières lois votées en Israël. À la Knesset, elles donnèrent lieu à des débats sur la dimension morale et historique du génocide. La confusion entre la signification d'Auschwitz et celle d'Hiroshima reste la principale menace pour l'avenir de l'humanité; ce serait sa perte, déclara un député, et il ajouta que les écoles israéliennes devaient s'attacher à instruire les enfants en citoyens du monde, les rendre conscients de la responsabilité de chacun dans les crimes des États, et les amener à se soucier du destin humain et de la paix mondiale. Une députée dit qu'elle ne pouvait oublier les atrocités terribles commises contre le peuple arménien. On doit enseigner la tolérance dès le berceau, affirma-t-elle. Pas seulement la maxime aime ton prochain comme toi-même, mais la tolérance qui enseigne qu'un Jaune ou un noir est l'égal d'un blanc[34].

Lors du débat sur la loi contre le génocide, la Knesset avait abordé deux points récurrents de l'interminable discussion sur le génocide: la peine de mort, et les limites de l'obéissance. Golda Meïr déclara qu'elle rejetait le principe de la peine de mort, mais que dans ce cas, elle y était favorable. Nous, le peuple, juif devons être les derniers à nous montrer généreux avec ces criminels. La loi entérinée par la Knesset reprit les clauses de la Convention internationale des Nations unies sur le génocide: elle recommanda la peine de mort. Yosef Lamm, député du Mapai, proposa d'accorder les circonstances atténuantes à un accusé qui aurait agi par obéissance à un ordre ou à une loi, et aurait fait tout ce qui était en son pouvoir pour atténuer les conséquences de son crime Menahem Begin répliqua: obéir à un ordre de génocide ne peut diminuer la responsabilité du crime: tout homme, a le devoir de se révolter contre un tel ordre. Lamm retira immédiatement sa proposition[35].

La loi antinazi avait déjà établi la liste d'une série d'actes commis pendant la seconde guerre mondiale et les classa en différentes catégories: les crimes contre le peuple juif, les crimes contre l'humanité, et les crimes de guerre. Lorsque le ministre de la justice soumit le projet à la Knesset, il eut du mal à justifier son utilité: personne ne pensait qu'un jour, Eichmann serait jugé en Israël. Mise à part la nécessité de punir les juifs qui collaborèrent avec les nazis, cette loi fut votée en raison du sentiment largement répandu qu'il était inconcevable qu'elle ne le fut pas. La loi contre le génocide, déclara Rosen, était destinée à empêcher qu'un génocide ne se produise à l'avenir. Elle entendait offrir une protection aux minorités, dont se préoccupait particulièrement l'État d'Israël, étant donné la situation du peuple juif dans la diaspora. En revanche, la loi sur les nazis et leurs collaborateurs était une déclaration sur le passé. Elle affirmait: Nous n'oublierons pas, et nous ne pardonnerons pas. Le ministre ajouta que cette loi rendait manifeste la révolution accomplie dans le statut politique du peuple juif. Jusqu'ici, celui-ci n'avait pas autorité pour juger, dans ses propres tribunaux, les criminels nazis; il était donc nécessaire pour le peuple juif et l'État d'Israël de répondre à l'injustice qui leur fut faite. Ce raisonnement était inexact: les tribunaux d'autres pays avaient condamné des nazis au nom de leurs citoyens juifs. Rosen lui-même mentionna la Grande-Bretagne et la Hollande. En affirmant que le peuple juif ne fut pas capable de faire passer des nazis en jugement, Rosen assimilait une fois de plus le peuple juif à l'État d'Israël[36]. Les députés s'attachèrent à renforcer le caractère symbolique de la loi, et à le rendre plus sévère. Certains députés demandèrent que la loi s'appliquât exclusivement à l'extermination des juifs[37].

Dans sa formulation, la loi laisse sous-entendre que les crimes contre le peuple juif sont plus graves que les crimes contre l'humanité: Une personne pouvait être accusée d'un crime contre le peuple juif pour bien moins que ce qui l'aurait convaincue de crime contre l'humanité: ainsi le crime principal contre le peuple juif est qualifié d'homicide; le crime contre l'humanité est qualifié de meurtre. Cette distinction figure dans le texte d'un jugement rendu par le tribunal de grande instance de Tel Aviv, qui établit qu'une telle discrimination était étrangère à l'esprit de la loi[38].

En présentant le projet de loi à la Knesset, Rosen déclara qu'elle comportait une série de déformations des principes [juridiques] établis, et des règles de procédure. Primo, c'était une loi rétrospective: elle sanctionnait des actions qui n'étaient pas nécessairement considérées comme des crimes au moment où elles furent commises; l'État d'Israël n'existait pas encore. Secundo, c'était une loi extraterritoriale: elle sanctionnait des actions commises hors du territoire de l'État. Tertio, elle définissait une culpabilité indépendamment de l'intention criminelle, qui reste l'un des éléments de la définition d'un acte criminel. Quarto, alors qu'il est établi qu'on ne peut être puni deux fois pour le même crime, ce projet de loi autorisait le jugement de criminels déjà condamnés pour le même forfait dans d'autres pays. Quinto, la loi autorisait le service public à se soustraire à l'exigence de preuves et permettait de prononcer un jugement

sur des ouï-dire. Sexto, contrairement aux crimes de guerre et à l'appartenance à une organisation criminelle- comme les SS-, il n'existerait pas pour les crimes contre le peuple juif et les crimes contre l'humanité de prescription au-delà d'un certain laps de temps. Le président du comité de la Knesset chargé de la constitution, de la loi et de la justice, déclara que ces déformations juridiques exprimaient l'amertume et les protestations du peuple juif contre les souffrances qu'il connut pendant la seconde guerre mondiale[39].

Moshe Erem, député du Mapam, demanda que l'intitulé de la loi soit changé ; que le mot fasciste remplace le mot nazi, puisque le nazisme fut l'une des manifestations de ce poison et de cette impureté qui donna également naissance au colonialisme et à l'impérialisme. Un autre débat s'ouvrait sur le caractère unique de l'extermination des juifs. Erem souhaitait élargir la loi aux provocations racistes et à l'incitation à la guerre en général- la signification du génocide s'inscrirait alors au-delà des frontières du sionisme et de l'histoire du peuple juif[40]. Dans le même esprit, les députés discutèrent de la légitimité du sionisme à une époque donnée : le projet de loi affirmait que les nazis et leurs complices devaient être exclusivement punis pour les actes commis après la mise en vigueur des lois de Nuremberg en 1935, comme si la dictature nazie n'avait pas persécuté les juifs auparavant. À l'initiative de Zorach Warhaftig (parti national religieux), la Knesset élargit le champ d'application de la loi à toute la période nazie; c'est-à-dire à partir du trente janvier mille-neuf-cent-trente-trois[41].

*

Environ deux semaines avant l'annonce par Ben Gourion de la capture d'Eichmann, un nouvel avocat général, Gideon Hausner, prit ses fonctions. C'était un juriste connu de Jérusalem, âgé alors de quarante-cinq ans, né à Lvov, en Pologne. Il arriva en Israël à l'âge de douze ans lorsque son père, ancien membre de la diète polonaise et brièvement secrétaire de Theodore Herzl- fut nommé consul de Pologne en Palestine. Hausner, un des dirigeants du parti progressiste fut l'un de ses candidats à la Knesset. Il comprit- et partagea- les objectifs de Ben Gourion concernant le procès.

Dans ses mémoires, Hausner raconte comment les préparatifs du procès furent beaucoup plus élaborées qu'il n'était nécessaire pour faire condamner Eichmann. Il voulut bâtir une saga nationale pour les générations futures. Pour ce faire, il dut prendre des décisions d'ordre historiographique, pédagogique, politique, et même dramaturgique. De temps en temps, il recevait des instructions spéciales de Ben Gourion.

La police fut chargée d'interroger Eichmann. On créa un département spécial dénommé le bureau six (jusqu'alors il en existait cinq), qui employa une certaine époque plus de cinquante personnes. Eichmann se montra coopératif. On l'interrogea en allemand; ses propos étaient enregistrés, transcrits, puis soumis à son approbation. Il signait les pages après les avoir soigneusement corrigées. Pour les enquêteurs, les premières difficultés furent de dénouer les méandres de l'appareil bureaucratique mis en place par les nazis pour exterminer les juifs et d'y déterminer le rôle précis d'Eichmann. En effet, ce dernier entendait fonder largement sa défense sur le fait qu'il n'était pas responsable des crimes qu'on lui attribuait. Il fallut donc élucider les noms, les grades, les bureaux, les divisions, les branches et les principaux départements. La division d'Eichmann était la IV-B-4. La police était désorientée; l'officier Abraham Zeliger, chargé de l'enquête, devait dire plus tard: Nous n'étions même pas sûrs de savoir comment mener un procès historique[42].

Les enquêteurs eurent recours aux archives et aux instituts de recherche de nombreux pays; les innombrables documents des procès de Nuremberg étaient leur principale source d'information. J'avalais d'énormes volumes au rythme d'un par jour, écrivit Hausner. Je dus apprendre la déposition d'Eichmann in extenso, et digérer des piles impressionnantes de documents- des milliers de pages collectées par le bureau 06. Il me fallut décider lesquels seraient présentés à la cour comme pièce à conviction. De plus, je dus me familiariser totalement avec la littérature du génocide pour préparer la déclaration d'ouverture, et examiner les arguments juridiques. Cela me demanda un effort considérable. Je m'enfermai à l'hôtel Sharon, à Herzlia, avec deux cargaisons de livres et de dossiers, et je travaillai sans m'arrêter dans un isolement total. Cela dura six semaines.

Il découvrit que la police avait bien préparé l'affaire d'un point de vue juridique; elle proposait de fonder la poursuite judiciaire sur des documents. Cela présentait un grand avantage, admit Hausner. Contrairement à la déclaration d'un témoin, ce qui est écrit dans un document est clair et net. Il ne serait donc pas nécessaire d'avoir à se fonder sur la mémoire, des années après les évènements. Un document ne peut pas subir de contre-interrogatoire et se contredire. L'utilisation de documents fut également la stratégie du ministère public lors des procès de Nuremberg. Là-bas tout se passa calmement et efficacement, nota Hausner, mais ce fut également l'une des raisons pour lesquelles ces procès ne furent pas particulièrement bouleversants.

Pour condamner Eichmann, il eut été suffisant de présenter des documents: Il aurait suffi de quelques-uns pour le faire condamner dix fois. Mais Hausner voulait bouleverser. À travers le procès, je souhaitais que les gens en Israël et ailleurs se rapproche de cette grande catastrophe. Come Ben Gourion, il voulait sensibiliser la jeunesse. C'est une génération sans grands parents. Elle ne comprend pas ce qui s'est passé car elle n'a pas approfondi les faits. Le décalage entre les générations est devenu un gouffre; créant une répulsion vis-à-vis du passé. Comment ont-ils accepté d'être menés comme des agneaux à l'abattoir ? C'était une question récurrente. Hausner sentait bien que pour rapprocher la

jeunesse du passé de la nation, il fallait plus qu'un document: nous avons besoin d'une reconstitution vivante de ce désastre humain national. Ce serait le rôle des témoins. Dans ses mémoires, Hausner apparaît comme l'impresario d'un grand spectacle historico-national. Prouver la culpabilité et punir n'étaient pas nos seuls objectifs, écrivit-il; il fallait aussi instruire. Tout procès doit capter l'attention, rendre compte d'un évènement et donner une leçon. C'était d'autant plus vrai pour un procès aussi particulier comme celui-ci. Il était clair que, par les témoignages, on pouvait atteindre ces objectifs et informer les gens en Israël et dans le monde entier. C'est pourquoi le procureur ne demanda pas aux témoins de prouver le lien direct entre l'accusé et un crime bien précis. Je souhaite qu'ils évoquent les différentes étapes de l'extermination dès son origine, qu'ils parlent des grandes cités juives et de ceux qui essayèrent de résister, ainsi que des camps d'extermination eux-mêmes. Plus que tout, je voulais que les gens témoignent de ce qu'ils avaient vu et ressenti dans leur chair. Il trouva un grand nombre de témoins par l'intermédiaire de la division chargée de rassembler les témoignages à Yad Vashem, le mémorial du génocide. Rachel Auerbach, historienne et survivante du ghetto de Varsovie la dirigeait; au cours des années, des centaines de survivants furent interrogés. La liste qu'avait préparée Rachel Auerbach détermina en grande partie la nature du procès.

Lorsque, des années plus tard, Auerbach évoqua son rôle dans les préparatifs du procès, elle parlait à la première personne du pluriel, exprimant sans doute un sentiment qui prévalait parmi les survivants. Ils avaient craint tout d'abord que les autorités ne concentrent l'attention sur la culpabilité personnelle d'Eichmann, instruisant un petit procès criminel au lieu d'un grand procès historique. C'était comme si nous devions nous battre pour convaincre les responsables [...] de présenter le caractère total et unique de l'extermination du judaïsme européen, écrivit Auerbach. Mais quand elle comprit qu'Hausner souhaitait aussi un grand procès, elle proposa de centrer le procès sur l'extermination elle-même et de ne pas passer trop de temps à l'évocation des premières étapes de persécutions. Elle suggéra aussi que les témoignages soulignent le phénomène particulier sous-tendant la cruauté odieuse et diabolique des nazis. Elle établit la liste des tortures infligées aux victimes avant l'extermination, et des mauvais traitements pratiqués sur les femmes, les vieillards, les enfants, les malades et les juifs religieux en costumes traditionnels. Elle évoqua la souffrance programmée de ceux qui mouraient lentement dans des chambres à gaz approvisionnées d'une quantité insuffisante de produit; la brutalité des coups que l'on donnait aux bébés pour économiser les munitions; les gens brûlés vifs; et pour finir, l'horreur la plus terrible- les fosses communes, dans lesquelles les blessés rampaient et geignaient pendant des jours et des nuits après les exécutions. Les témoins devaient mettre l'accent sur la somme considérable de sacrifices consentis, sur la résistance, la révolte, la vengeance et la fuite, écrivit Rachel Auerbach. Il faudrait citer les non juifs qui aidèrent les juifs ainsi que ceux qui furent victimes des nazis.

Auerbach n'était pas satisfaite. On consacrait trop de temps à l'aspect administratif du génocide, et pas assez à la douleur humaine[43]. Pourtant, les minutes du procès, montrent que ses suggestions furent largement suivies; l'accent fut mis sur les détails du crime et sur la résistance aux nazis. Elle avait désigné la majeure partie des témoins. J'ai retenu ceux qui savaient s'exprimer, rapporta Hausner. Il fut également attentif à l'origine sociale des témoins afin que l'ensemble du public soit représenté. Des enseignants, des maitresses de maison, des artisans, des écrivains, des paysans, des commerçants, des ouvriers et des médecins, des industriels et des fonctionnaires. Le génocide fut infligé à la nation tout entière, et c'est de toutes les parties de la nation que les gens sont venus en attester. En réalité, Hausner privilégia les témoins célèbres dont on connaissait déjà l'histoire.

Au début, Hausner rencontra une certaine résistance: un grand nombre de survivants craignaient la confrontation avec les horreurs non dites du passé, certains avaient peur de ne pas être crus. Mais plus la date du procès approchait, plus les gens souhaitaient parler. Nous étions submergés de propositions de témoignage. Le besoin de parler était le plus fort. J'ai invité un ouvrier métallurgiste à venir raconter les activités clandestines de l'un des plus grands ghettos de Pologne, raconta-t-il. Après sa déposition, une personnalité publique importante me proposa de venir évoquer des évènements qui eurent lieu au même endroit. Mais je voulais que l'ouvrier dise son histoire avec des mots simples; Je l'ai donc retenu comme témoin, et fus contraint d'écarter le témoignage de la personnalité publique, qui ne me le pardonna jamais. David Ben Gourion demanda à Hausner d'appeler à la barre Zalman Shazar, ancien ministre de l'éducation et future troisième président d'Israël. Il pensait que Shazar était la personne indiquée pour parler du judaïsme européen avant le génocide et dans la période qui lui succéda. Mais Hausner craignit l'extrême émotivité de cet homme exceptionnel et attachant; et décida de confier le témoignage historique à Salo Baron de l'université de Colombia. Ben Gourion en fut blessé.

Le point sensible du Premier ministre restait l'Allemagne de l'Ouest. Peu après l'arrestation d'Eichmann, Adenauer contacta Ben Gourion et lui demanda de faire en sorte que le procès ne ravive pas les sentiments antigermaniques dans le monde; À ce sujet, Franz Josef Strauss et Ben Gourion eurent une conversation secrète à Paris[14]. Les Allemands avaient des raisons d'être inquiets: les pays du bloc communistes, menés par l'Allemagne de l'Est, avaient l'intention de se servir du procès pour faire du nazisme l'apanage de l'Allemagne de l'Ouest, comme si elle-même n'y avait pris aucune part. Friedrich Kaul, un avocat de Berlin-Est, se rendit à Jérusalem, muni de documents utiles au ministère public, et demanda à se constituer partie civile. Quand on lui notifia que la loi Israélienne ne le permettait pas, il convoqua une conférence de presse. Il mit l'accent sur le manque de diligence de l'Allemagne de l'Ouest à rechercher les criminels de guerre nazis, et il ajouta que certains d'entre eux étaient membres du gouvernement. Il faisait allusion à Hans Globke, l'un des proches conseillers d'Adenauer, qui prit part aux négociations de l'accord sur les répa-

rations. Pendant la période nazie, il fut l'un des collaborateurs du ministre de l'intérieur; son analyse des lois de Nuremberg faisait autorité. Globke avait trempé dans la déportation des juifs allemands et dans l'expropriation de leurs biens.

Les documents de Kaul étaient implacables, se rappela Hausner. J'ai informé Ben Gourion que j'avais l'intention de les présenter au tribunal. Ben Gourion voulu ménager Adenauer et me demanda si nous pouvions nous en passer. Peut-être, lui ai-je répondu, mais cela signifier dissimuler d'importants documents juridiques, et je n'avais aucune intention d'agir de la sorte. Ben Gourion se sentit mal à l'aise et manifesta son mécontentement. Nous eûmes alors une conversation déplaisante. Avant d'autorise Hausner à utiliser ce matériau, Ben Gourion envoya Eliezer Shinar, le représentant d'Israël à Bonn, auprès d'Adenauer, pour lui expliquer que d'un point de vue juridique il était impossible de cacher ces documents à la cour. Shinar rapporta qu'Adenauer ne manifesta aucun enthousiasme mais qu'il se montra compréhensif. Pendant le procès, Hausner prit soin de ne pas attirer l'attention sur Globke. En revanche, il accorda la plus grande importance au témoignage d'Heinrich Grüber, un prêtre protestant qui participa à des actions de sauvetage des juifs et avait plaidé la cause de certains auprès d'Eichmann. Il fut arrêté et envoyé dans un camp de concentration. Il incarnait le bon Allemand. Le message qu'Hausner voulait faire passer était qu'en Allemagne ce n'était pas inévitable d'être comme Eichmann; on pouvait se comporter comme Grüber. La discrétion était de rigueur- Israël pouvait causer beaucoup d'embarras à Adenauer, alors que les pourparlers au sujet des promesses qu'Adenauer fit à New York étaient en cours.

Hausner agit prudemment; il consulta deux dirigeants du ghetto de Varsovie, Antek Zukerman et sa femme Tzivia Lubetkin. La question de la révolte des ghettos était particulièrement délicate: quelle importance devait-on lui attribuer, que fallait-il révéler, et que fallait-il taire ? Les combattants du ghetto furent tourmentés par le remords; leur responsabilité dans sa destruction finale donna lieu à de considérables batailles politiques. L'âpre querelle déclenchée lors de l'affaire Kastner n'avait rien résolu. Les combattants des ghettos souhaitaient que le procès cautionne leur action plutôt que celle du judenrat.

Pour finir, Hausner devait décider s'il fallait limiter l'acte d'accusation au rôle d'Eichmann, ou bien l'étendre à l'ensemble de la campagne d'extermination. Cette décision prit une dimension nationale. Selon Hausner, il était avantageux de restreindre les accusations, afin de souligner les actes perpétrés par Eichmann dans l'intention de nuire, débordant ainsi les ordres qu'il reçut- comme ce fut le cas pour les juifs hollandais. Cela permettrait de démonter la défense d'Eichmann, selon laquelle il se serait borné à exécuter les ordres. Mais cantonner le débat à quelques incidents escamotait l'évocation complète de la solution finale. Par ailleurs, si l'on optait pour un large champ d'accusation, le ministère public se trouvait dans l'obligation de démontrer le lien entre Eichmann et chacune d'entre elles. Hausner était perplexe: s'il échouait, l'accusé serait acquitté pour absence de preuves, ou en raison d'une formulation trop générale des accusations.

Dans un procès ordinaire, expliqua-t-il, il n'y a pas grand mal à ce qu'un accusé soit acquitté sur certains points; quant à Eichmann, il existe suffisamment de preuves pour l'accabler de toute façon. Mais alors, écrivit Hausner, certains pourraient alléguer qu'Eichmann n'est pas aussi mauvais que nous le prétendons, et que nous avons exagéré l'étendue de ses crimes. Il n'y aurait plus qu'un pas à franchir pour affirmer fallacieusement que le récit du génocide lui-même fut amplifié et grossi.

C'était une décision des plus difficiles. Jugeant qu'il pouvait obtenir la condamnation d'Eichmann sur tous les points, Hausner choisit de soumettre une longue séries de charges, incluant les crimes perpétrés contre les juifs dans l'ensemble des pays occupés par les nazis. Les actes diaboliques d'Eichmann, seraient noyés dans l'ensemble du récit, et n'apparaîtraient pas en pleine lumière, écrivit Hausner, mais j'ai pensé que c'était la meilleure solution[45].

Avant l'ouverture du procès, il fallut résoudre un autre problème, plus politique que juridique. Selon la loi, Eichmann devait être jugé par le tribunal de grande instance de Jérusalem, présidé par Benyamin Halevy, qui compara Eichmann au diable. Itzhak Olshan, président de la cour suprême, pensa qu'il valait mieux qu'Halevy ne soit pas l'un des juges d'Eichmann. Pinhas Rosen, ministre de la justice, était du même avis. Olshan convoqua Halevy dans ses appartements; celui-ci lui notifia son intention de présider le procès. Nous avons discuté pendant plus d'une heure; tous mes efforts pour le dissuader de renoncer furent vains, devait se rappeler Olshan. J'ai évoqué toutes les objections qui se manifestèrent à travers le monde entier contre la tenue du procès à Jérusalem. [...] J'eus recours à d'autres arguments du même type. Je lui ai demandé quelle serait son attitude si, au début du procès, la défense lui demandait de se retirer. Le juge Halevy répondit sans hésiter qu'il refuserait. Olshan lui répondit qu'il comprenait les raisons pour lesquels il souhaitait présider un procès historique de cette envergure, mais qu'il devait songer d'abord aux intérêts du pays. À la lueur du principe selon lequel il n'était pas suffisant que justice soit rendue, mais qu'il fallait que l'on voit qu'elle était rendue, je pouvais aisément imaginer quelle serait la réaction du monde, Israël mis à part. Tous mes efforts s'avérèrent inutiles[46].

Plusieurs années plus tard, Halevy déclara que son verdict dans l'affaire Gruenwald/Kastner lui valut des inimitiés au sein de la classe dirigeante; le gouvernement ne souhaitait pas le voir présider le procès Eichmann, craignant qu'il n'examine de trop près le comportement des dirigeants juifs pendant le génocide[47].

Halevy ne céda pas non plus aux pressions du ministre de la justice. Olshan suggéra alors de voter une loi d'exception pour que le choix des juges soit dévolu au président de la cour suprême (Olsham lui-même) et non au président du tribunal de grande instance publique, elle provoqua un scandale. Les représentants du Herout à la Knesset défendire le droit d'Halevy à juger Eichmann et protestèrent contre la discrimination dont il était l'objet. Olshan encouragea Rosen à tenir bon, mais il fut contraint d'accepter un compromis, le président du tribunal serait désigné par le président de la cour suprême, et les autres juges par le président du tribunal de grande instance[48]. Et c'est ainsi que l'on procéda. Le magistrat de la cour suprême, Moshe Landau, présida; Benyamin Halevy se désigna lui-même ainsi qu'Itzhak Raveh, du tribunal de grande instance de Tel Aviv. Tous trois étaient nés en Allemagne.

La présence de l'avocat de la défense, Robert Servatius, de Cologne, nécessita également une juridiction d'exception, car jusqu'ici seuls des citoyens du pays pouvaient siéger dans un tribunal israélien[49]. Le gouvernement assura une partie de ses honoraires: trente mille dollars.

Les arrangements pratiques pour le procès furent effectués par le chef de cabinet du Premier ministre, Teddy Kollek. Il était en outre responsable du bureau de presse gouvernemental et mit sur pied l'infrastructure pour l'accueil des six-cents journalistes étrangers venus couvrir le procès. On mit à leur disposition des traductions simultanées en plusieurs langues, ainsi que celle de la transcription complète de l'enregistrement des minutes. Contrairement à l'usage, la cour autorisa le bureau de presse gouvernemental à prendre de photos pendant les séances et, pour la première fois en Israël, une caméra de télévision pénétra dans l'enceinte d'un tribunal. Comme il n'existait pas de salle assez grande pour permettre à tous les journalistes d'assister au procès, il fut décidé qu'il se déroulerait dans l'auditorium du nouveau théâtre de Beit Haam. On en accéléra la construction pour qu'il soit prêt à temps. Ce n'était pas un mauvais lieu pour le procès spectaculaire auquel songea B. Gourion quand il décida de capturer Eichmann, nota Hannah Arendt dans le livre important et provocateur qu'elle écrivit après le procès[50].

19. Six millions de fois: non !

Le procès débuta en avril 1961, un an environ après l'arrivée d'Eichmann en Israël; il comparaissait pour avoir causé, avec d'autres, la mort de millions de juifs. Eichmann plaida non coupable- suivant l'esprit de l'accusation, précisa-t-il, comme si, il pensait l'être. Il était assis derrière une vitre blindée, spécialement conçue pour lui. Gidéon Hausner qui l'avait aperçu à l'ouverture du procès, décrivit son regard troublant, enflammé d'une haine incommensurable, pendant le contre-interrogatoire. Selon l'avocat général, ses mains, de près, ressemblaient à des griffes effrayantes- une photographie parut dans la presse. En réalité, dans le box de verre se tenait un homme chauve et courtois, en costume et lunettes, avec un tic nerveux au coin de la bouche. Hausner écrivit qu'Eichmann se donnait en spectacle: le prince des ténèbres est un gentilhomme, lança-t-il, citant *Le Roi Lear**[1]

*Pendant le procès, Hausner accusa Eichmann d'avoir tué un enfant juif de ses propres mains. Le jeune garçon avait volé une cerise dans son jardin à Budapest. Le tribunal décréta que cela n'avait pas été prouvé.

Le procès démarra lentement. Robert Servatius, l'avocat allemand d'Eichmann, rond et rougeaud, exposa la thèse de la défense. Israël n'était pas habilité à juger Eichmann, après l'avoir kidnappé en Argentine; le procès était illégal, les juges juifs ne pouvaient pas être impartiaux. Son intervention dura une longue et exaspérante semaine. Les journaux manifestèrent leur déception- ce n'est pas ainsi qu'ils avaient imaginé l'ouverture d'un procès historique. Un des proches d'Hausner lui conseilla d'être aussi fort que possible: six cents journalistes étrangers sont présents; la plupart ne resteront qu'une semaine et n'assisteront même pas au débat du procès proprement dit. La querelle juridique les ennuie. Pensez à ce qu'ils écriront. Hausner répondit que c'était un procès, pas un spectacle, mais il admit les raisons de son interlocuteur. Un moment, il oublia la presse. Entre-temps, il continuait à rédiger son discours d'ouverture; il souhaitait en faire la prise de position officielle d'Israël sur le génocide. Quand il eut terminé, il l'envoya au Premier ministre pour commentaires. Encore un procès inhabituel, en l'occurrence la légalité n'était pas primordial.

Ben Gourion n'en lut que la première partie, car le reste ne lui parut pas d'un intérêt politique particulier. Il demanda trois corrections, toutes destinées à protéger l'image de l'Allemagne de l'Ouest et à atténuer la culpabilité du peuple Allemand; il dictait en quelque sorte l'historiographie de son peuple. Il en prescrivit même les termes: Chaque fois qu'il est fait référence aux Allemands, je pense que l'on devrait utiliser l'expression Allemagne nazie, écrivit le Premier ministre à l'avocat général.

Il lui suggéra aussi de ne pas développer la thèse de la fatalité du nazisme. Il est en général difficile d'avancer qu'un phénomène historique, quel qu'il soit, ait été inéluctable, écrivit Ben Gourion. Je suis quasiment certain que si l'Europe et en particulier la France et l'Angleterre ne s'étaient pas leurrées, et si elles s'étaient opposées immédiatement à Hitler quand celui-ci, violant le traité de Versailles, entra en Rhénanie, occupa l'Autriche et attaqua la Tchécoslovaquie, le régime nazi serait tombé; et ni la seconde guerre mondiale ni les atrocités contre les juifs n'auraient eu lieu. Selon Ben Gourion, ces

allégations n'étaient qu'une excuse pseudo-scientifique dont se servait le régime nazi; elle ne ferait qu'affaiblir l'accusation. Il craignait aussi qu'elle n'entrainât un débat- que nous n'aurions pas voulu- sur les grandes tendances de l'histoire allemandes, sur le caractère allemand lui-même et sur la question de l'existence éventuelle d'une Allemagne différente. Hausner élimina ce paragraphe.

La troisième modification que suggéra Ben Gourion visait à souligner la culpabilité d'Hitler- par opposition à la culpabilité collective des Allemands. Selon moi, il faudrait faire passer Adolf Jacob Hitler avant Adolf Eichmann, même si ce dernier est l'accusé de ce procès; il faudrait mentionner en premier lieu le principal responsable; Hitler et, seulement ensuite Eichmann[3].

Hausner n'était pas tout à fait satisfait; il cherchait une manière de rendre compte de l'ensemble des questions soulevées par le procès. La veille de l'audience, il ne put dormir. Finalement, il jeta quelques phrases sur une feuille de papier et réveilla sa femme. C'est bien, dit-elle[4]. Son intervention débutait ainsi: Je ne me tiens pas seul devant vous, juges d'Israël, pour conduire l'accusation d'Adolf Eichmann. Six millions de personnes se trouvent à mes côtés. Mais elles ne peuvent se lever pour pointer un doigt accusateur vers le box de verre et crier à l'homme qui s'y trouve: J'accuse. Car leurs cendres s'amoncellent sur les collines d'Auschwitz et dans les champs de Treblinka; elles se sont dissoutes dans les rivières de Pologne et dispersées aux quatre coins de l'Europe. Leur sang hurle, mais leurs voix sont muettes; je serai donc leur porte-parole, et je prononcerai, en leur nom, ce terrifiant réquisitoire.

L'histoire d'Israël est jalonnée de souffrances et de larmes. […] En Egypte, pharaon l'a torturé, opprimé et jeté ses fils dans le fleuve. Haman ordonna qu'on les détruise, qu'on les tue et qu'on les annihile; Chmielnicki les massacra, Petliura organisa des pogroms. Mais, sur cette route ensanglantée, jamais une nation, depuis sa naissance jusqu'à ce jour, ne fut soumise à pire exaction que celle de l'extermination ordonnée par Hitler, exécutée par son agent Eichmann*. Aucun autre exemple dans l'histoire n'appelle un réquisitoire semblable à celui-ci. Les maléfices macabres et monstrueux de Néron, Attila et Gengis Khan- archétype de la barbarie, de la soif sanguinaire, incarnations du mal et de l'infamie- font pâles figure à côté des atrocités, des terreurs et de la destruction qui seront décrites devant ce tribunal[5]*.

*Note du copiste: La pire exaction de de toutes, c'est quand-même le génocide [au sens étymologique du terme] de multiples nations, ordonné par Yahvé et accompli par Josué ! Et l'actuel génocide des palestiniens ?

Cette entrée en matière donna le ton du procès: Plus qu'une information, les débats semblaient destinés à transmettre une émotion.

*En été 1947, le chef de l'Agoudat Yisraël, Itzhak Meïr Levin, se présenta devant la commission de l'enquête de l'ONU qui demandait le partage de la Palestine. Levin déclara qu'il ne se tenait pas tout seul devant la commission: Six millions de juifs sont là et crient devant vous. Leur sang bouillonne et ne se taira pas. En Hiver 1952, Dov Shilansky déclara devant le tribunal du secteur de Tel Aviv, qu'il ne s'était pas rendu tout seul au ministère des Affaires étrangères, avec une bombe dans son cartable. Six millions de squelettes l'accompagnaient, avait-il déclaré. L'expression biblique et ampoulée juges d'Israël, figure dans le verdict du procès d'un Kapo, prononcé par Moshe Silberg[6].

Néanmoins, lorsque Hausner voulut présenter l'extermination des juifs- le génocide- comme un phénomène historique unique, il l'inséra dans une longue chaine de persécutions antisémites, débutant dans les temps les plus reculés, et se poursuivant avec les pogroms perpétrés en Ukraine par Bogdan Chmielniki au XVII^{e} siècle et ceux de Simon Petlura au XX^{e} siècle. C'était la conception sioniste de l'histoire, très prisée, paradoxalement, par les Allemands. Au bout du compte, le procès ne ferait qu'effleurer l'analyse de la prise de pouvoir par les nazis, les caractéristiques de ce régime et les causes du soutien que lui apportèrent des millions de personnes. Le procureur n'examina pas la nature du racisme, ni la manière avec laquelle les Allemands se servirent de la bureaucratie de l'État pour assassiner les juifs. On se demande, et on ne cessera de se demander: comment cela a-t-il pu arriver ? Comment cela a-t-il été possible au vingtième siècle? Déclara Hausner. Je crains fort que, même au cours de ce procès, nous ne puissions réussir à exhumer les racines de ce malheur. Il accusa Adolf Eichmann d'avoir, planifié, initié, organisé et commandé à d'autres de répandre un océan de sang. Mais les premières phrases de son exposé indiquaient clairement ce que l'on savait déjà- ce n'étaient pas les actes d'Eichmann qui étaient en cause, mais les souffrances du peuple juif. L'accent n'était pas mis non plus sur le devoir de fidélité de tout individu aux principes fondamentaux de la morale humaine, même en temps de guerre. Ainsi fut écartée la question des ambiguïtés et des dilemmes entre le devoir d'obéissance et celui de la désobéissance à un ordre manifestement illégal. Le procès soulignera à la fois l'incapacité des juifs à résister à leurs meurtriers et les tentatives de révolte. Hausner ignora presque totalement les judenrat.

Tout au long de son discours, l'avocat général cita le nom de personnalités telles que Henrich Heine et Sigmund Freud, Albert Einstein et Marc Chagall. Lorsqu'il aborda la question du sionisme, il évoqua Ben Gourion et employa un ton d'unité nationale, à l'époque rare dans la politique Israélienne. Il évoqua les religieux et les non religieux, la gauche et la droite. Il présenta l'histoire des juifs en Europe comme celle de l'ensemble du peuple juif, ignorant les juifs des pays arabes.

D'un point de vue juif, le judaïsme européen fut, avant que ne survienne le génocide, le cœur de la nation et la source de sa vitalité. La grande majorité des penseurs et des dirigeants juifs vivaient en Europe ou en étaient originaires: les savants renommés de la Torah, les héritiers de Gaon Rabbi Eliahu de Vilna professant dans la célèbre yeshiva de Volozhin; la yeshiva de Slobodka dans la banlieue de Kovno qui perpétuait la tradition de l'école lituanienne dans l'esprit de Rabbi Itzhak Elhanan. De là venaient également le Rav Kook et le Hafetz Haïm, ainsi que les visionnaires de l'État, les artisans du nationalisme juif, les dirigeants les penseurs et les écrivains. C'était la communauté qui, récemment, donna au peuple Herzl et Nordau, Ahad Haam et Pinsker, Bialik, Tchernikhowsky, Sholem Aleikhem et Shneur, Weizman, Ben Gourion et Jabotinski. De là provenaient les audacieux pionniers de la première et de la deuxième génération, fondateurs de l'État De là venaient les rêveurs et les combattants qui façonnèrent le mode de vie, la pensée et l'image du nouveau juif; des hommes comme A. D. Gordon, Berl Katnelson, kurt Blumenfeld, Shmaryahu Levin et bien d'autres*.

*De tous ceux qu'évoqua Hausner, deux seulement étaient encore en vie: Ben Gourion et Kurt Blumenfeld, un ancien militant sioniste d'Allemagne, proche collaborateur du ministre de la justice, Rosen. L'assimilation de l'histoire juive à celle des juifs d'Europe caractérisait également la pensée de Ben Gourion: La présence divine a quitté la communauté juive orientale, dont l'influence au sein de la nation s'est réduite, voire totalement éteinte, écrivit-il. Au cours des derniers siècles, le judaïsme européen s'est trouvé, en qualité et en nombre, à la tête de la nation. Il ajouta: Ce judaïsme a forgé l'image du peuple juif pour le monde entier, alors que, dans le passé, les juifs des pays arabes n'ont joué qu'un rôle passif[7].

Ainsi que le fit Ben Gourion, Hausner présenta les victimes du génocide comme des sionistes: les millions de personnes exterminées espéraient l'État juif et n'ont pas eu la chance de le connaître, dit-il[8]. A deux reprises, Hausner cita les vers traduits du yiddish. Son discours dura huit heures. J'ai ressenti physiquement que le frémissement, qui me parcourait, passait également dans la salle, alors que je lui tournais le dos et que je me trouvais face aux juges, écrivit-il plus tard. Quand j'eus fini, je perçus des pleurs silencieux dans l'assemblée[9]. Le discours fit en effet une impression profonde; le poète Haïm Gouri qui couvrait le procès pour *Lamerhav*, qualifia Hausner de maître des lamentations, ajoutant: Aucun homme né d'une femme n'a jamais dit à son semblable ce que Gidéon Hausner a dit aujourd'hui à Eichmann[10].

De ce jour, le procès devint l'évènement central dans la vie de beaucoup d'Israélien. Les gens faisaient la queue pendant des heures aux portes de Beit Haam pour obtenir des autorisations d'entrée. Une caméra de télévision transmettait les débats dans une salle- généralement pleine- du couvent voisin de Ratisbonne. En ce temps-là, Israël n'avait pas la télévision, mais le procès était largement diffusé à la radio; partout les gens étaient à l'écoute- dans les maisons et les bureaux, dans les cafés et les magasins, dans les autobus et les usines. Les récits de terreurs se mêlaient aux bruits de la vie quotidienne. De nombreuses écoles annulèrent leurs cours pour permettre aux élèves de suivre les débats. Certaines retransmissions étaient traduites en yiddish. À ce propos, Nathan Alterman écrivit: On frissonnait à l'écoute de la langue des tués et des brûlés: *Mir transmitern die ershte zitsung fun Eichmann protses* (nous présentons la première audience du procès Eichmann) […] Dans l'histoire du compagnonnage et de la vitalité des deux langues- l'hébreu et le yiddish- aucun moment ne fut aussi profond et aussi exalté que celui-ci[11].

Puis survint ce que dans ses mémoires, Hausner présente comme la parade des témoins du génocide- plus d'une centaine d'hommes et de femmes, dont la plupart étaient appelés à titre de témoins de base. L'extermination des juifs était un fait historique qu'il n'était pas nécessaire de prouver légalement; la défense ne le niait pas. Plus d'une fois les juges manifestèrent leur malaise devant le peu de rapport existant entre les témoignages et l'accusé qui se tenait devant eux. À plusieurs reprises ils demandèrent au procureur de s'en tenir aux actes de l'accusé, mais Hausner continua d'appeler les témoins qu'il avait choisis; des représentants de divers pays, de communautés, de ghettos, de camps, voire de faction politique. Une fois à la barre il était impossible de les faire taire, ou de leur demander d'être brefs. Car ce qui se trouvait au cœur de leurs récits n'était pas la politique de meurtre de masse, ni de l'organisation d'ensemble ou les horaires des trains dont Eichmann était responsable, mais la terreur de la mort elle-même. Les témoins racontaient leur propre histoire, et c'est ce qui donnait du poids à leur parole. Contrairement à Menahem Begin, qui présenta le génocide comme une expérience collective, Hausner l'entendait comme un chapitre individuel de chaque survivant. En les incitant à libérer ce qui fut scellé dans leur mémoire et à raconter leurs histoires personnelles, il leur offrait, ainsi qu'à toute une génération de survivants, une rédemption. Ainsi le procès servit-il de thérapie de groupe à la nation. Tel était le sens de la présence de Ka-Tzetnik, Yehiel Di Nur, qui s'évanouit à la barre. Hausner demanda aux témoins de rapporter chaque détail horrible des atrocités endurées, y compris les abus sexuels. Le ton fut donné dans sa déclaration d'ouverture: Dans la cellule de ceux qui étaient condamnés à mourir de faim, un prisonnier mort fut retrouvé sous un autre cadavre qui avait réussi à lui arracher le foie. La mort survint alors qu'il consommait un foie humain[12]. À la requête des témoins, les témoignages de stérilisations pouvaient être déposés à huis-clos. Écouter était une torture, écrivit Hausner. C'était comme si je respirais les gaz et la puanteur de la chair brûlée. De temps en temps, les gens s'évanouissaient dans la salle et étaient évacués par des équipes de secours. Haïm Gouri écrivit alors: Aucun de nous ne sortira d'ici tel qu'il était auparavant[14].

Rivka Joselewska de Ramat Gan raconta comment les soldats SS tuèrent les gens de son village après leur avoir ordonné de se déshabiller et de se placer au bord d'une fosse profonde; un SS tua sous yeux ses parents et sa sœur. Puis ce fut son tour. Elle tenait sa fille dans ses bras. L'Allemand lui demanda qui tuer d'abord, elle ou sa fille. Elle ne répondit pas. Il tua l'enfant; puis il tira sur elle. Elle tomba dans le fossé. J'ai cru que j'étais morte. Elle se retrouva sons un amoncellement de

corps parmi lesquels certains agonisaient. Elle suffoquait: Les gens tiraient, mordaient, griffaient, me poussaient vers le bas. Malgré cela, avec les forces qui me restaient, je remontai à la surface. Joselewska déposa en yiddish. À l'époque du procès elle était mariée et mère de deux enfants[15].

Au moins vingt-cinq témoins évoquèrent des viols d'enfants. Des années plus tard, dans une interview à *Maariv*, Hausner dit: Je voulais des témoignages de jeunes gens, afin que notre jeunesse sache ce qui se passa. Il pensait qu'il serait plus facile aux jeunes de s'identifier à ceux de leur âge; il voulait qu'ils se mettent à la place des victimes[16]. Cela ne se produisit pas tout de suite. Les premiers témoins suscitèrent plutôt de la répulsion. Morris Fleischman, un ancien responsable sioniste en Autriche, décrivit l'humiliation des juifs dans les rues de Vienne. Le poète Haïm Gouri écrivit à son sujet: Je ne veux plus entendre ce petit homme brisé, évoquer longuement ses souffrances, ses maladies, ses humiliations, ni les cris de joie de la foule à la vue de ses congénères: on nous battait, nous avions faim, nous étions mouillés comme les murs d'un urinoir. […] Je ne veux ni le voir, ni l'entendre, je préfèrerais être au stade aujourd'hui, à la parade de Nahal [unité de l'armée], regarder défiler de beaux et forts jeunes gens[17].

Quelques mois plus tard, on reparlait de l'affaire Kastner. L'ombre d'un nouveau procès s'est profilé dans la salle du tribunal, nota Hausner. Il s'assigna une mission politique. J'ai demandé à tous les groupes d'immigrés hongrois de s'abstenir de récriminer les uns contre les autres. Ceci est le procès du bourreau et non celui des victimes, leur ai-je dit. Ils promirent de se tenir tranquilles, mais lui savait qu'il ne s'agit pas là exclusivement de règlements de comptes entre les immigrants hongrois, que cela concernait l'ensemble de la classe dirigeante sioniste. Il fallait avancer avec précaution. Nous avion soigneusement préparé les accusations concernant les évènements en Hongrie, chaque élément fut examiné selon différents point de vue. Gabriel Bach [procureur adjoint] s'en chargea. Je lui ai dit que je disqualifierai d'avance tout témoignage exploitant le procès à des fins polémiques, pour ou contre Kastner. Deux personnes furent écartées sur cette base. En choisissant ces témoins, nota Hausner, Bach fit preuve de sa finesse habituelle et parvint à éviter les pièges. Mais au cours du témoignage de l'un des chefs de la communauté orthodoxe de Budapest, quelqu'un se leva et lui cria en hongrois: Vous nous avez rassurés pour que nous ne nous échappions point, de manière à ce que vous et vos familles puissiez être saufs !

On appela également Joël Brand. Dans ses mémoires, Hausner reconstitue son témoignage avec un mélange de compassion et de réserve: Je me suis aperçu que cet homme n'était qu'une masse de souvenirs […] Il n'avait ni présent ni future; sa vie c'était retourner en arrière et répéter l'histoire de sa mission ratée, comme un disque rayé jouant inlassablement la même note[18].

La question était de nouveau posée; Hausner fit ce que son homologue n'avait pas réussi à faire au cours du procès Kastner; il présenta à la cour une série de documents provenant des archives Weizman, établissant dans le détail les efforts entrepris par les dirigeants sionistes pour convaincre les autorités Britanniques d'amorcer des négociations avec les nazis, sur la base de la proposition que Brand avait reçue d'Eichmann. Ces documents devaient prouver que les dirigeants de l'Agence juive firent de leur mieux*.

*Eichmann témoigna que l'offre des camions contre du sang était sérieuse. Sur la base de cette déclaration et des matériaux historiques soumis à la cour, l'avocat Shmuel Tamir demanda à la cour suprême la révision du procès Gruenwald. L'avocat général Gideon Hausner s'y opposa, la cour suprême se rallia à son opinion, rejetant la demande de Tamir[19].

Je condamne sévèrement les dirigeants de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, écrira Hausner, et il ajouta, citant les gros titres des journées à l'étranger: Le monde entier passe ici en jugement[20]. Hausner présenta également des documents établissant l'opposition des chefs arabes au sauvetage des juifs, notamment celle du grand mufti de Jérusalem qui s'était rendu à Berlin où il fut reçu par Adolf Jacob Hitler. Hausner espérait prouver qu'il existait des liens solides entre le mufti et Eichmann lui-même. La cour décréta qu'ils s'étaient vus une fois, mais elle ne put déterminer si cela se passa dans le bureau d'Eichmann, ou bien dans une réunion mondaine[21].

De temps en temps, Hausner demandait au témoin d'expliquer pourquoi ils n'avaient pas organisé de résistance contre les nazis. Le juge Halevy posait souvent la même question. Les témoins expliquèrent que, jusqu'à la toute dernière minute, ils n'avaient pas cru qu'on les conduisait à la mort, car les nazis n'avaient cessé de les tromper; de plus, ils n'avaient pas d'armes. Hausner appela des témoins impliqués dans des tentatives de résistance. Il était important en soi, de savoir la vérité sur la résistance et la clandestinité, c'était souhaitable également pour l'éducation de nos jeunes. Manquant d'information, ils ne cessaient de demander pourquoi il n'y avait pas eu davantage de rébellion. C'était l'occasion de présenter au monde entier les centaines de milliers d'actions héroïques généralement méconnues. Hausner ne réussit que partiellement à convaincre la cour que l'histoire de la résistance juive participait de celle de l'extermination. C'est à contrecœur que la cour lui permit d'appeler Tzivia Lubetkin et Antek Zuckerman, qui firent le récit du soulèvement du ghetto de Varsovie. On l'autorisa également à appeler Abba Kovner, qui soumit à la cour son célèbre texte écrit dans le ghetto de Vilna, où il adjurait les juifs de ne pas aller comme des agneaux à l'abattoir. Lubetkin, Zuckerman et Kovner avaient préparé leurs déclarations et Hausner les interrompit à peine. Le récit de la révolte fut présenté tel que ses chefs voulaient qu'on s'en souvienne…

Pendant le témoignage de Kovner, le président Moshe Landau perdit patience. Lorsqu'il eut terminé, le juge réprimanda le procureur[22]. Hausner comprit que le tribunal ne permettrait pas que l'on consacre davantage de temps à la révolte- donnant ainsi la désagréable impression qu'il doutait de la véracité des faits. Il renonça donc- avec tristesse et déplaisir, écrivit-il[23]. Il parvint cependant à appeler à la barre deux autres témoins pour évoquer les partisans juifs et la brigade juive. Shalom Holavski, un ancien partisan, présenta au tribunal une carte à jouer appartenant à un paysan d'un village voisin de la ville où il vécut, fabriquée avec une page de Torah trouvée dans les ruines du ghetto. Le dernier témoin, l'avocat Aharon Hoter Yishai, de la brigade juive, raconta comment, lors de sa première visite d'un camp de concentration, les déportés s'étaient pressés autour de la voiture pour embrasser l'étoile de David qui y était accrochée. Ce récit de l'emblème juif pénétrant dans une Europe trempée de sang, raconta Hausner, conclut les témoignages de l'accusation.[24] Cent-vingt et une personne comparurent et plusieurs centaines de documents furent présentés.

L'avocat de la défense, Robert Servatius, réduisit au minimum le contre-interrogatoire; ces témoignages ne concernaient pas directement son client. Il demanda à faire comparaître un certain nombre de témoins Allemands, des criminels de guerre pour la plupart, mais l'avocat général ne leur assura pas l'immunité; ils ne purent donc pas se rendre à Jérusalem. Certains furent interrogés à l'étranger, mais la majeure partie d'entre eux ne souhaitaient pas vraiment aider Eichmann. Le principal témoin de la défense fut Adolf Eichmann lui-même. Il était étrange d'entendre le démon prêter serment au nom de Dieu, nota Hausner[25].

En tant que témoin, Eichmann ne servit pas sa propre cause. Il déclara avoir été pris dans une espèce de malentendu bureaucratique qui demandait à être élucidé. Le meurtre des juifs ne fut pas décidé dans sa division ni par lui-même, mais dans une autre division par ses supérieurs hiérarchiques. Il avait simplement appliqué à la lettre ce qu'on lui avait ordonné; il n'y avait donc pas lieu de lui demander s'il avait des remords. Il reconnaissait bien sûr que l'extermination des juifs fut l'un des crimes les plus horribles de l'histoire de l'humanité. Mais il ne fut qu'un petit rouage dans la grande machine, exécutant simplement les ordres; un instrument entre les mains de puissance qui le dépassaient[26]. Il faisait de longues phrases alambiquées dans le style de la bureaucratie allemande. Le procès devint grotesque; les interprètes eurent quelques difficultés à comprendre ce qu'il disait et les juges préférèrent s'adresser à lui en allemand.

Dire que j'ai été l'un des plus chauds partisans de l'extermination des juifs est une grande erreur, déclara Eichmann. J'ai été profondément affecté, pendant la période qui a suivi la guerre, mes supérieurs ont fait peser sur moi toute la culpabilité. Je n'ai en aucune façon manifesté de sentiments fanatiques et, pour ma part, je n'ai pas de sang sur les mains. Les témoins ont créé une fiction totale. À première vue, l'accumulation des témoignages et des documents semble convaincante, mais ils peuvent induire en erreur [...] Le juge m'a demandé si je voulais faire des aveux complets comme Rudolf Hoess, le commandant d'Auschwitz. Hoess a effectivement conduit les exécutions de masses. Ma situation est différente. Je n'ai jamais eu la responsabilité ni l'autorité de donner des ordres. Je n'ai jamais conduit les exécutions comme Hoess l'a fait. Si j'en avais reçu l'ordre, je ne l'aurais pas esquivé avec une excuse boiteuse. Ainsi que je l'ai déclaré lors des interrogatoires: n'ayant pas d'autre choix que d'obéir aux ordres, je me serais tiré une balle dans la tête pour résoudre le conflit entre ma conscience et mon devoir[27].

Il ne cesse avec son accent autrichien, de vomir des réponses toutes faites à des questions toutes faites, et cela le fait paraître bien petit, observa Haïm Gouri. Nous allons bientôt avoir besoin d'une loupe. Gouri traita le témoignage d'Eichmann d'étalage de fantastiques mensonges, il écrivit aussi: Si ce témoignage se prolonge une semaine encore, nous allons verser des larmes amères et demander, qu'on le relaxe, qu'on le dédommage et que du fond du cœur, on lui présente des excuses pour les soupçons sans fondement qui ont pesé sur lui[28].

Ce fut le tour du contre-interrogatoire. Hausner élevait souvent le ton; il avait une voix de ténor un peu nasillarde. Il se montrait sarcastique et hostile. Parfois, il tendait le bras vers l'accusé; sa robe noire formait alors un triangle du poignet jusqu'à la ceinture. Il ressemblait à un grand rapace- sombre et effrayant, très théâtral.

Dans sa sommation, Hausner cita à nouveau un poème. Au sujet du témoignage de Rivka Joselewska, il dit: Elle a mis en échec le plan démoniaque. Ils ont voulu la tuer et elle a enfanté à nouveau. Les ossements desséchés se sont couverts de nerfs, et de chair et de peau, ils se sont levés et le souffle de la vie est entré en eux. Rivka Joselewska symbolise la nation juive tout entière[29].

Le procès dura quatre mois, d'avril à août 1961; le verdict fut rendu en décembre. Il était concis, presque sec, se démarquant du style du procureur. Les juges s'étaient largement fondés sur les documents et fort peu sur les témoignages. Ils évoquèrent à peine la souffrance des victimes, faisant état plutôt des crimes eux-mêmes. Ils procédèrent plus méthodiquement que l'accusation; collant aux faits et prenant soin d'éviter toute émotivité et toute idéologie.

Les juges commencèrent par décréter que l'État d'Israël avait toute autorité pour juger Eichmann parce que le terrible massacre de millions de juifs par des criminels nazis, qui annihila la majeure partie du judaïsme européen, reste l'une des causes principales de la création d'un État pour les survivants. On ne peut pas dissocier l'État de sa racine même, de ce génocide. La moitié des citoyens de ce pays ont immigré d'Europe au cours de la dernière génération, certains avant le

massacre nazi, certains juste après. Il n'en existe quasiment pas qui n'aient perdu leurs parents, leurs frères et sœurs; beaucoup ont perdu leurs conjoints, leurs fils et leurs filles dans l'enfer nazi.

À ce sujet, Gideon Hausner fit remarquer: L'État d'Israël a étendu alors sa protection juridique sur l'ensemble du peuple juif[30]. C'était là, l'un des objectifs de ce procès.

Eichmann fut convaincu de crime contre le peuple juif et de crime contre l'humanité. Seuls quelques-uns de ces derniers incluaient des crimes contre le peuple juif, la solution finale n'en faisait pas partie. En revanche, la déportation de centaines de milliers de Polonais, de Slovènes et de Gitans, celle de dizaines d'enfants du village Tchèque de Lidice fut l'un des crimes contre l'humanité dont Eichmann fut déclaré coupable. Il ne fut pas condamné pour leur mort et il fut acquitté pour sa participation aux SS, car il y avait prescription. Le jugement établit le déroulement de l'extermination des juifs. Mais il n'examina pas le caractère unique de ce crime dans l'histoire, de même qu'il n'élucida pas le mystère de la personnalité d'Eichmann. Nous nous sommes arrêtés, vaincus par cette énigme, écrivit Haïm Gouri[31].

Avant la lecture de la sentence, Eichmann fut autorisé à parler. J'avais espéré un procès équitable, et j'ai été déçu. Je ne voulais pas tuer […] mon unique culpabilité réside dans l'obéissance, dans l'accomplissement de mon devoir en temps de guerre, dans la loyauté à mon serment au drapeau. […] Je n'ai pas persécuté les juifs avec avidité et passion. Le gouvernement l'a fait. […] J'aurai voulu demander pardon au peuple juif et avouer que je me sens honteux au souvenir de ce qui lui fut infligé, mais, étant donné les arguments de ce verdict, cela pourrait sembler Hypocrite. […] Je ne suis pas le monstre que l'on a décrit ici. […] Je suis convaincu, au plus profond de mon cœur, que je rends des comptes pour des crimes commis par d'autres. Je dois supporter ce que le destin m'impose[32].

En rendant sa sentence, le juge répondit à Eichmann: Même si nous avions considéré que l'accusé agit, comme il le prétend, par obéissance aveugle, nous déclarerions qu'un homme qui participe, pendant des années, à des crimes de cette envergure, doit subir le plus sévère des châtiments autorisés par la loi, et rien ne saurait l'atténuer. Mais nous avons estimé que l'accusé adhéra totalement aux ordres qui lui furent donnés et qu'il souhaita fortement réaliser cet objectif criminel. Pour décider du châtiment que méritent ces horribles crimes, peu importe si cette adhésion et cette volonté criminelle relèvent d'une formation idéologique inculquée à l'accusé par le gouvernement qui l'employait, ainsi que le prétend la défense[33]. Eichmann fut condamné à mort. Le lendemain *Maariv* publia un éditorial intitulé: Faites-le. Tuer un homme est toujours difficile, mais il s'agissait ici d'un devoir national: Non pas, parce que nous sommes assoiffés de sang et de vengeance […] mais parce que si la justice existe, c'est ce qu'elle nous dicte […] c'est ainsi qu'il faut agir pour que, là où elles reposent, les âmes saintes et pures des victimes d'Eichmann sachent qu'il y a une justice[34]. Eichmann fit appel; cette procédure lui fit gagner cinq mois de vie.

À l'époque où, avec des centaines de journalistes, elle couvrait le procès Eichmann, Hannah Arendt était déjà connue pour ses travaux d'histoire et de philosophie; Elle était l'une des intellectuelles les plus en vue aux Etats-Unis. Elle écrivit une série d'articles sur le procès pour le *New Yorker*, qu'elle rassembla ultérieurement dans un livre. Arendt y mettait en question la dimension politique et idéologique du procès; elle critiquait entre autre le style de Hausner- trop emphatique à son goût. Après son départ d'Allemagne elle ne renia jamais ses origines juives; elle travailla quelques temps pour le Congrès sioniste à Paris. Mais, comme d'autres intellectuels, dont un grand nombre de juifs, la politique de Ben Gourion la gênait, et l'éloigna un peu d'Israël. Selon certains de ces intellectuels, le pays était trop nationaliste- d'aucuns disaient raciste- religieux à l'excès, trop radical vis-à-vis des pays arabes, intolérant avec la minorité arabe israélienne, arrogant à l'égard des juifs qui choisirent de vivre dans d'autres pays, démesurément enclin à se considérer comme un modèle de vertu. Arendt ne niait pas le droit à l'existence d'Israël, mais n'avait aucune sympathie pour le l'idéologie sioniste. Dans ses articles sur le procès Eichmann, elle donna pour preuve de la discrimination dont étaient victimes les *yekkes* la piètre qualité de la traduction simultanée en allemand.

Au lieu de faire le récit complet du génocide, il eut fallu, pensait-elle, limiter le procès au rôle d'Eichmann dans l'extermination des juifs. Les crimes d'Eichmann étaient suffisants pour justifier sa condamnation et son exécution. Contrairement à la cour, elle considérait le meurtre des juifs comme un crime contre l'humanité. Mais Arendt semblait ignorer que pour châtier Eichmann (de la division IV-B4), il n'était pas indispensable de le faire venir en Israël- on aurait pu le liquider rue Garibaldi. Le procès n'était qu'un moyen, et le rôle d'Eichmann se limitait dans le box de verre. Le procès entendait donner la parole au peuple juif dont Israël, fidèle à l'esprit du sionisme, était le porte-parole. L'État d'Israël ne souhaitait nullement parler au nom de l'humanité tout entière et refusait de considérer le génocide comme un crime universel; y voyant une tentative de réduire la signification de la solution finale et le déni du droit du peuple juif d'exiger le soutien des autres nations. Arendt ne pouvait accepter cette position. Lorsqu'elle entendit Golda Meïr lui déclarer qu'en tant que socialiste elle n'avait pas foi en Dieu, mais dans le peuple juif, Arendt fut choquée. Car selon elle, la grandeur de ce peuple réside dans sa croyance en Dieu[35]. Elle remettait en cause l'idéologie sioniste qui ne sut pas séparer l'Église (la Synagogue) et l'État. À son retour de Jérusalem, elle était terriblement en colère et son livre s'en ressentit.

Le sous-titre de l'ouvrage d'Hannah Arendt est éloquent: *Rapport sur la banalité du mal*. Le concept auquel il renvoie provoqua une querelle entre la philosophe et les Israélien. Il fallait attribuer ces crimes à un monstre pour donner un sens

aux horribles souvenirs des survivants du génocide et pour en justifier la dimension politique. Mais pour Arendt, Eichmann n'était pas un monstre; il n'était même pas différent de tant d'autres- c'était quelqu'un de tout à fait normal. La nature du mal nazi ne relevait pas de perversions sadiques, mais de sa capacité à corrompre les qualités morales de l'homme. Arendt avait une vision profondément pessimiste de la nature humaine. Il n'était pas aisé de comprendre ses idées et beaucoup les rejetèrent. Son livre suscita un débat mondial; ce fut la contribution- bien qu'indirecte- du procès Eichmann à la pensée politique de notre siècle.

Les réactions quelque peu hystériques au livre d'Arendt en Israël concernaient surtout le rôle des judenrat. Si ceux-ci n'avaient pas collaboré avec l'occupant, affirmait-elle, les nazis auraient rencontré certaines difficultés à exécuter leur plan d'extermination. Arendt ne dénonçait pas ces juifs partis comme des agneaux à l'abattoir; au contraire elle critiquait Hausner, qui ne cessait de fustiger les témoins pour leur absence de résistance. C'était là une attaque cruelle et injustifiée. Elle n'avait pas attendu des juifs qu'ils se soulèvent contre les nazis; les autres peuples ne l'avaient pas fait non plus. La révolte était impossible et ne les aurait pas sauvés. Cependant, un grand nombre d'entre eux auraient pu s'échapper, si leurs chefs n'avaient pas aidé les nazis à organiser la concentration des juifs dans les ghettos, leur déportation vers l'Est et leur transport dans les camps de la mort. En d'autres termes, mieux aurait valu ne rien entreprendre; le désordre aurait rendu difficile l'extermination de masse et réduit, au bout du compte, le nombre des victimes. Cette hypothèse était en accord avec sa théorie sur la banalité du mal. Le mal nazi était si puissant et pénétrant que les victimes elles-mêmes n'avaient pu s'en garder; elles avaient choisi la coopération plutôt que l'inaction.

Les accusations de collaboration entre les judenrat- les dirigeants sionistes aussi- et les nazis était l'apanage de l'aile droite israélienne et il semblait un peu paradoxal que cette position soit soutenue par Hannah Arendt. L'existence des judenrat était généralement considérée comme un phénomène honteux, antithétique des insurrections des ghettos. Si ces dernières furent longuement évoquées au cours du procès, le rôle des judenrat fut en revanche totalement ignoré. La révolte symbolisait la vigueur sioniste, les judenrat incarnaient la dégénérescence spirituelle et la soumission juive de l'exile. Mais Hannah Arendt refusait cette distinction; ses attaques visaient à la fois les judenrat et les sionistes.

Arendt ne facilitait pas la tâche de ceux qui appuyaient le point de vue de l'accusation. Ils ne souhaitaient nullement défendre les judenrat, mais ne leur laissait pas le choix. Certains déformèrent ses propos et la mirent en cause personnellement. L'université hébraïque de Jérusalem cautionna un mémoire de maitrise établissant que les idées fondamentales d'Arendt étaient sous l'influence occulte d'une pensée antisémite: en ce qui concernait, d'une part le rapport entre les juifs et l'État, d'autre part leur influence dans la société, elle se serait fait l'écho des allégations de *Mein Kampf* [36]. D'autres déclarèrent qu'elle souhaitait minimiser la culpabilité d'Eichmann ainsi que celle de tous les nazis et qu'elle mettait les juifs eux-mêmes en accusation. Son attitude relevait d'un masochisme et d'une haine de soi. Lors de colloques au mémorial Yad Vashem certaines interventions s'efforcèrent de déplacer le débat concernant les judenrat vers celui de l'honneur des morts qu'Hannah Arendt aurait souillé.

Un article paru dans le journal de Yad Vashem affirma que les méthodes et les conclusions d'Arendt étaient susceptibles d'aider et de soutenir les mouvements néo-nazis. Martin Buber et ses amis furent parmi les plus violents détracteurs d'Arendt à cause, entre autres, de ses critiques acérées contre les dirigeants de la communauté juive allemande. L'érudit Gershom Sholem dénonça son manque d'amour pour le peuple juif. En dépit du fait qu'*Eichmann à Jérusalem* demeure l'un des livres essentiels sur le génocide, méritant un véritable débat, il ne fut pas traduit en hébreu, à l'exception de quelques articles reproduits dans *Haaretz*. En revanche, un livre affirmant qu'Arendt avait déformé la vérité parut alors en hébreu[37]. Les archives israéliennes renferment le manuscrit inédit de l'autobiographie d'Eichmann. Gideon Hausner expliqua à Ben Gourion que la publication de cet ouvrage, contestant le verdict, pourrait faire naitre des doutes sur l'équité du jugement. Eichmann eut toute latitude pour donner son point de vue pendant le procès et l'État d'Israël n'avait pas l'obligation de lui assurer sa publicité. Le Premier ministre ordonna que l'on scelle ce manuscrit[38].

Contrairement à d'autres membres de son cabinet, Ben Gourion n'assista jamais aux audiences, mais il affirma que cette année fut celle du procès d'Eichmann[39]. Jamais les Israéliens ne vécurent les horreurs du génocide comme au cours de ces mois, ni pendant la guerre ni durant le procès de Nuremberg. Le procès Eichmann marqua un tournant dramatique dans la relation des Israéliens au génocide. En rompant un profond silence, les terrifiantes évocations initièrent un processus d'identification avec la souffrance des victimes et des survivants. Au terme du procès, Haïm Gouri, qui avait éprouvé de la honte aux premiers récits des témoins, écrivit: nous devons demander pardon au nombre incommensurable de personnes que nous avons jugées dans nos cœurs; nous qui avons été en dehors. Nous les avons jugées sans nous demander si nous en avions le droit[40]. Beaucoup de jeunes commencèrent, eux aussi, à s'intéresser au génocide.

*

Environ deux semaines avant les sommations du procès Eichmann, un enseignant renommé de l'Université hébraïque, Hugo Bergman âgé de soixante-huit ans, reçut une lettre de trois de ses anciennes étudiantes. Elles lui écrivirent à la suite

d'un article concernant une pétition qu'il venait d'organiser pour presser le tribunal de ne pas condamner à mort Eichmann*.

*Les étudiantes signèrent de leur prénom- Leah, Rina et Geula. Cette dernière n'était autre que Geula Cohen, future députée des partis Herout et Tehyia.

Né à Prague, ami de Franz Kafka, Bergman fit dans prime jeunesse partie de l'organisation Brit Shalom, qui prônait la reconnaissance mutuelle et la coexistence entre les juifs et les arabes. Il répondit à ses étudiantes: Je m'oppose absolument à la peine de mort. Que des hommes de loi se réunissent et décident, de sang-froid et objectivité, qu'un homme doit-être pendu- et qu'un autre homme, pas eux, soit payé pour le faire- reste à mes yeux un acte de la plus extrême cruauté. Qui donc les autorise à ôter la vie et, par conséquent, à empêcher l'accusé de faire pénitence alors qu'il est encore en vie ? Seul celui qui donne la vie a le droit de l'ôter. […] Ces actes horribles furent accomplis il y a bientôt vingt-deux ans dans des circonstances historiques et psychologiques totalement autres. Entre-temps, cet homme vécut vingt-deux ans dans des conditions plus ou moins normales. Je me demande si l'homme que l'on juge aujourd'hui est le même qui, dans sa jeunesse et dans un monde entièrement différent, commit ces crimes, même si j'ignore s'il s'en repent. Je ne veux pas dire qu'il y a prescription pour ses crimes, mais que le monde a énormément changé depuis. […] En ce qui concerne cet homme, la peine de mort me semble un châtiment beaucoup plus clément que l'emprisonnement à vie dans une prison israélienne. Il n'existe pas de châtiment pour le crime horrible qu'il a perpétré, mais de toute façon, la peine de mort en est le plus doux. Pour moi, ce qui est essentiel c'est l'âme d'Israël. La terrible expérience du génocide a déjà affecté nos âmes. Les complexes qui nous tourmentent depuis des centaines d'années et que j'appellerai Le complexe d'Amalec, ce sont réveillés. Je crois en toute bonne foi que le Saint-béni-soit-il nous a choisi pour être une lumière pour les nations. Cela explique peut-être pourquoi nous sommes un peuple qui habite seul, aussi longtemps que nous agirons pour l'amour de l'humanité et que nous assurerons notre responsabilité à l'égard de ceux auxquels nous devons montrer la voie vers notre Père qui est notre Père à tous. Nous affrontons un terrible dilemme; nos âmes sont en danger: de choisir l'isolement pour l'isolement, de rejeter les autres parce qu'ils seraient des incirconcis et des impurs, etc…d'abandonner notre rôle. Je crois en toute bonne foi, que la clémence à l'égard de cet homme arrêtera la haine et apportera au monde un peu de paix. Car je reste persuadé que la sentence de mort accroîtra la haine dans le monde- contre nous et contre d'autres- et donnera au diable une grande victoire[41].

Bergman consigna ses idées en allemand, dans son journal: Depuis des temps immémoriaux, deux tendances se sont opposées au sein du judaïsme. L'isolationnisme est l'une d'elle. C'est la haine de l'étranger, le complexe d'Amalec qui répète en toute occasion: Souviens-toi de ce qu'ils t'ont fait. Mais il existe un autre judaïsme au sujet duquel j'invoquerais le verset, aime ton prochain comme toi-même. Sa prière est celle-ci: Permets-moi d'oublier Amalec- c'est un judaïsme d'amour et de pardon. Ainsi, la vie politique israélienne est partagée entre un isolationnisme nationaliste et une ouverture humaniste. Plus loin, Bergman écrivit simplement: il y a deux Israël[42]. De temps à autre, il rendait visite à son voisin, ami et collègue, Martin Buber, dans sa petite maison de pierre entourée d'eucalyptus. Buber, alors âgé de quatre-vingt-trois ans, aimait recevoir ses invités dans son bureau à peine éclairé et remplis de livres. En hiver, un chauffage au kérosène, à côté duquel dormait un chat, diffusait une lumière jaune. Lorsqu'en décembre 1961 la condamnation à mort d'Eichmann fut prononcée, Buber réunit quelques universitaires (taliban) de Jérusalem pour envisager une action contre l'exécution. La plupart d'entre eux naquirent en Europe et avaient milité au sein de l'organisation Brit Shalom. Cet appel à la clémence manifestait un certain détachement à l'égard des sentiments qui bouleversaient la majeure partie des Israéliens, mais c'était un geste audacieux et courageux: la succession de Buber a conservé des dizaines de lettres de menaces reçues après que son initiative eut été rendue publique[43].

Dans son journal, Bergman rapporta comment le groupe réuni chez Buber rédigea la lettre qu'il adressa au président Itzhak Ben Zvi, lui demandant de commuer la peine d'Eichmann. Ils consultèrent entre autres Pinhas Rosen, qui ne souhaita pas se joindre à eux publiquement, mais leur prodigua quelques conseils sur la façon de rédiger la lettre. Lui aussi s'opposait à l'exécution d'Eichmann[44].

La version définitive du texte était la suivante: Nous ne plaidons pas pour sa vie, car nous savons qu'il n'existe pas d'homme moins digne de clémence que lui; nous ne vous demandons pas de lui pardonner. Nous vous demandons de commuer sa peine pour le bien de notre pays et pour le bien de notre peuple. Nous pensons que conclure le procès d'Eichmann par son exécution réduira l'image du génocide et dénaturera la signification historique et morale de ce procès Nous ne voulons pas que la Némésis nous entraine à appointer un bourreau parmi les nôtres; Si nous agissons de la sorte la Némésis sera victorieuse et nous ne souhaitons pas une telle victoire. Ceux qui, à travers le monde, haïssent Israël, souhaitent nous voir tomber dans ce piège. Exécuter cette sentence permettra que l'on dise que les crimes des nazis ont été acquittés, que le peuple juif a été payé pour le sang versé. Ne nous prêtons pas à cela, n'acceptons pas, ne laissons même pas croire que nous acceptons que l'exécution de ce mauvais homme puisse constituer la rançon des six millions de morts[45].

En plus de Buber, Bergman et Gershom Sholem, dix-sept autres enseignants- de l'Université hébraïque pour la plupart- signèrent la pétition. Parmi eux se trouvait la poétesse Leah Goldberg et le peintre Yehuda Bacon, qui fut témoin de l'accusation. À son arrivée à Auschwitz avec d'autres enfants, Bacon avait quatorze ans; on lui avait assigné entre autre la tâche de répandre la cendre humaine dans les cours enneigées pour empêcher les gens de s'y endormir. De temps à autre,

témoigna Bacon, il avait le droit d'aller se réchauffer dans les crématoires ou même dans les chambres à gaz; l'accusation soumit à la cour des dessins où il avait représenté l'intérieur des chambres à gaz[46]. Un jour, Bacon assista à une conférence de Buber sur Job. Ensuite il le raccompagna chez lui; en chemin ils parlèrent de la possibilité de croire encore après Auschwitz. Je n'oublierai jamais cette soirée, écrivit Bacon dans une carte postale à Buber. Lorsque je suis rentré dans ma chambre, j'ai pleuré de joie[47].

De la même façon que Hausner avait, vu dans le caractère indomptable de Rivka joselewska l'incarnation du dessin du peuple juif, Shmuel Bergman fit du plaidoyer de Bacon pour la vie d'Eichmann un symbole national. C'était la preuve que le judaïsme d'amour et de compassion vivait et respirait encore après le génocide, nota Bergman dans son journal. Cette fois-ci, l'autre judaïsme, celui d'Amalec et de l'esprit revanchard a gagné; Eichmann a été exécuté. Eichmann vivant n'était rien. Mais aujourd'hui, nous avons créé de nos propres mains un mythe autour duquel Israël va prendre forme. Le judaïsme d'amour et de compassion a été défait. Mais la signature de Yehuda Bacon sur la pétition au président, organisée par Martin Buber, signifie aussi quelque chose. Notre lutte pour la pureté d'Israël continuera, avec davantage de dignité et de puissance[48].

L'initiative de Buber, appuyée par un petit nombre et dénigrée par beaucoup, est remarquable parce que celui que le *Time* qualifiait de *plus grand philosophe juif du monde*, et que *Maariv* comparait à un vieux prophète, ne se contenta pas de rédiger une pétition. Il appela le bureau du Premier ministre et sollicita un rendez-vous pour exprimer son opposition à l'exécution d'Eichmann. Âgé de soixante-quinze ans, Ben Gourion estima qu'tant plus jeune que Buber, la correction voulait qu'il se rende chez le philosophe. Il l'écouta pendant près de deux heures, mais il ne fut pas convaincu. L'avocat général Hausner rendit également visite à Buber.

Quasiment unanime, la presse rejeta la pétition. Le pardon pour Eichmann ? demanda Maariv- puis il répondit, Non ! Six millions de fois: Non ! Mais la question était désormais posée, en grande partie grâce à la campagne de Buber; le conseil des ministres tint une réunion spéciale pour en discuter. Ben Gourion présenta aux ministres une lettre qui lui fut adressée, apparemment sur le conseil de Buber, par Morris S. Friedman, un universitaire juif américain. Puisqu'il ne pouvait y avoir de châtiment pour son crime, elle proposait que l'on libère Eichmann. Hausner pressa les ministres de décider de l'exécution de la sentence. Nous le devons aux survivants du génocide, déclara-t-il. On vota; la majorité se prononça en faveur de l'exécution. Les autres demandèrent que l'on procède à un deuxième vote pour qu'il soit officiellement consigné que la décision de la mise à mort d'Eichmann fut prise à l'unanimité. Il ne fallait plus que quelques heures au président Ben Zvi pour rejeter les différentes demandes de grâce en faveur d'Eichmann, y compris celle d'Eichmann lui-même. Dans la marge de la pétition de Buber, Ben Zvi écrivit cette phrase du prophète Samuel au sujet d'Amalec: De même que ton épée a désolé les mères, qu'ainsi ta mère soit désolée entre les femmes! (I Samuel 15 :33)[49].

Adolf Eichmann fut pendu dans la prison de Ramla au soir du 31 mai 1962. Auparavant, il demanda et obtint une bouteille de vin blanc; il refusa de voir le pasteur canadien qu'on lui proposa. Vive l'Allemagne, vive l'Argentine, vive l'Autriche; je ne les oublierai jamais, prononça-t-il devant une poignée de journaliste qui reçurent l'autorisation d'être présents. Hannah Arendt écrivit: à ce moment-là, il était complètement lui-même. Rien n'était plus parlant que la bêtise grotesque de ces derniers mots[50]. Quelques secondes plus tard, il était mort. Son corps fut incinéré et les cendres éparpillées dans la mer, hors des eaux territoriales d'Israël.

*

Des années plus tard, Yeshayahu Leibowitz, érudit de Jérusalem, célèbre pour ses opinions hors du commun et sa langue acérée, déclara: Le procès Eichmann fut un échec total; Eichmann était en réalité un rouage insignifiant d'une grande machine. Je pense qu'il s'agissait d'une conspiration entre Ben Gourion et Adenauer pour innocenter le peuple allemand. En échange, ils nous ont payé des milliards. Lorsque nous avons pris Eichmann et amené ici, nous aurions dû le faire passer en jugement, lui donner notre meilleur avocat qui aurait expliqué qu'il n'était pas coupable et nullement responsable [...] parce qu'il était le produit de deux-mille ans de christianisme, dont le but finale est la destruction des juifs. [...] Il n'a fait qu'exécuter les ordres- ce qui fut pour nous d'une certaine conséquence- mais l'essentiel reste qu'il a réalisé le souhait de l'humanité concernant les juifs[51].

20. Les ténèbres ne règneront pas

Décembre 1960, six mois après l'annonce dans le *Time* de la capture d'Eichmann, la revue publia une nouvelle sensationnelle: la fabrication de la bombe atomique israélienne. David Ben Gourion démentit immédiatement l'information, mais il confirma devant la Knesset qu'Israël était effectivement en train de construire une seconde centrale nucléaire dans le Negev, près de Dimona. Elle fut érigée dans le plus grand secret, avec l'aide de la France: on avait fait croire aux habitants de la région qu'il s'agissait d'une usine textile. À l'instar du premier réacteur nucléaire, sur la rivière Sorecq, au sud de Tel

Aviv- que les initiés désignaient comme le petit réacteur- le grand réacteur de Dimona fut construit, déclara Ben Gourion, à des fins pacifiques. Il compara cette installation à celle que l'Inde érigea avec l'aide du Canada*.

*L'État d'Israël nia toujours posséder des armes nucléaires et, à partir des années soixante, il affirma qu'il ne serait pas le premier à les fabriquer au Moyen-Orient. En 1986, le gouvernement réaffirma sa position lorsqu'un ouvrier de la centrale, Mordechaï Vanounou, fit passer à l'étranger des photographies et des documents du réacteur[1].

Ben Gourion s'était toujours intéressé à la recherche scientifique, civile et militaire. Elle faisait partie de sa vision d'Israël; il la relia aux prophéties bibliques. Je ne m'associe pas à ceux qui désespèrent de l'avenir de l'humanité à cause de l'usage terrible que l'on fit des découvertes en physiques et des forces cachées de l'atome, déclara-t-il lors de l'inauguration du centre de physique nucléaire de l'institut Weizmann des sciences. Je serais plutôt enclin à penser que les progrès de la science nucléaire sont une bénédiction. Se référant à la bible, il exprima sa confiance en l'union cosmique des sciences et de l'éthique: L'État d'Israël n'aurait pas pu naître si notre peuple n'avait eu foi en la supériorité de l'esprit…et il n'aurait pas continué à exister après l'effrayant génocide perpétré par les nazis il y a à peine quinze ou seize ans, si nous n'avions pas cru en la conscience humaine et en sa victoire finale[2]. Immédiatement après la création de l'État, Ben Gourion ordonna que l'on procède à des forages d'uranium dans le Negev. Au début des années cinquante, l'institut Weizmann affinait de l'uranium à partir de phosphate et fabriquait de l'eau lourde. Ce fut le début d'une coopération dans le domaine nucléaire entre Israël et d'autres pays, la France et l'Allemagne en particulier[3].

La révélation de l'existence du réacteur de Dimona ne suscita pas un véritable débat public, en partie à cause de la censure militaire. Deux ans plus tard, le Mapam et le Maki soumirent à la Knesset la proposition de création d'une zone de désarmement nucléaire au Proche-Orient. Évoquant le danger d'une escalade nucléaire du conflit israélo-arabe, les députés employèrent le mot génocide. À la demande de Ben Gourion, le parlement raya cette question de son agenda[4].

Un petit cercle d'intellectuel s'efforça d'attirer l'attention du public sur la nécessité d'un désarmement nucléaire au Moyen-Orient. Ce groupe était mené par Yeshayahu Leibowitz et comptait parmi ses membres Ernst Akiva Simon, un collègue de Buber signataire de la pétition pour Eichmann, militant pour le rapprochement entre les juifs et les arabes (palestiniens non juifs). Ils se réunissaient dans un appartement de Tel Aviv, rédigeaient des mémorandums, envoyaient des lettres aux journaux, rencontraient des membres de la Knesset. Ils reçurent une lettre d'encouragement du philosophe britannique Bertrand Russell. Mais n'eurent aucune influence réelle: on ne nous prenait pas au sérieux, commenta plus tard Yehuda Ben Moshe, le coordinateur du groupe. Parmi leurs adversaires se trouvaient un grand nombre de survivants du génocide. Nous a-t-on aidés pendant la guerre ? demandaient-ils à Ben Moshe. Vous ignorez ce que c'est de vivre dans un enfer existentiel. Mais selon Ben Moshe, seul Shimon Pérès pensait qu'ils mettaient en danger la sécurité du pays[5].

Pérès, alors vice-ministre de la Défense, était très impliqué dans le projet nucléaire. Il ne faisait aucune distinction de principe entre l'armement conventionnel et le nucléaire- la différence était exclusivement sémantique, prétendit-il. Il s'opposa à ce que le désarmement nucléaire constitue un préalable à la signature d'accords de paix entre Israël et ses voisins. À la Knesset, il eut une altercation avec Uri Avnery: Combien de guerres ont-elles éclaté à cause de la course aux armements ? lança Avnery lors d'une intervention de Pérès, qui lui répondit: Après la première guerre mondiale, on a pensé que le désarmement de l'Allemagne apporterait la paix mondiale. On disait: petit bateau petite guerre, grand bateau, grande guerre. Quel en fut le résultat ? Cela a-t-il empêché l'ascension d'Hitler[6] ?

Le projet nucléaire israélien était donc le produit d'une certaine idée du développement scientifique, de considération stratégique régionale et de l'irrépressible désir d'action de la nouvelle génération, poursuivant son ascension sous l'égide du tout-puissant Ben Gourion. Ce projet fut sans doute inévitable. Pour y renoncer, il aurait fallu une forte dose d'imagination et d'audace, ainsi qu'une confiance fondamentale dans la capacité de survie du pays, ce qu'aucun des dirigeants n'avait- ou ne pouvait avoir- à cette époque. Ben Gourion parlait avec ferveur de foi, de survie et du miracle de l'État d'Israël, mais dans le même temps, comme beaucoup d'autres, il était fondamentalement pessimiste et angoissé. Ces réactions restaient liées au génocide. Demain, ils pourraient venir nous massacrer, déclara Ben Gourion aux membres de son parti lors d'une réunion sur les réparations allemandes; s'adressant aux survivants, il souligna: Nous ne voulons pas nous trouver dans la situation que vous avez connue. Nous ne voulons pas que les arabes nazis viennent nous massacrer[7]. Au sujet du grand débat concernant la vente d'armements à l'Allemagne, Moshé Dayan dit: L'héritage Historique de six millions de morts- la mission qu'ils nous ont léguée- est de faire en sorte qu'une telle chose ne se reproduise pas. Plus qu'à toute autre communauté juive, cette tâche incombe particulièrement aux Israéliens, non seulement parce qu'ils doivent sauvegarder l'État, mais parce qu'ils constituent le seul groupe juif dont les ennemis projettent la destruction[8]. Il ne s'agissait pas seulement d'arguments polémiques mais de l'image fondamentale qu'Israël se faisait de lui-même et par conséquent de son système de défense: tout peut arriver, et si cela arrive, Israël sera seul. C'est pourquoi il ne saurait être question de renoncer à quelque arme que ce soit.

Le père du projet nucléaire israélien était Ernst David Bergman. (Aucun rapport avec le philosophe Shmuel Hugo Bergman). Ancien assistant de Chaïm Weizman, fondateur de l'institut portant le nom du premier président d'Israël, ce chimiste, né à Berlin, était l'un des scientifiques les plus renommés du pays. Avant même la fondation de l'État, Bergman s'était consacré à la

recherche militaire; proche de Ben Gourion, il était son principal conseiller en politique nucléaire. Un de ses collègues écrivit à son sujet: Je pense que Ben Gourion suivait invariablement les avis de Bergman. Toute position devait recevoir préalablement son aval; après quoi Ben Gourion l'agréait.

Pendant des années, Bergman fut le président de la commission à l'énergie atomique dépendant du bureau du premier ministre. En été 1966, peu après avoir quitté ses fonctions, Bergman envoya une longue lettre, fort pessimiste, au dirigeant du Mapam, Meï Yaari. Contrairement à ceux qui préconisent le désarmement au Moyen-Orient, Bergman soutenait qu'un grand nombre de pays, probablement même des pays arabes, avaient la capacité de mener à bien un programme nucléaire. Il fallait, disait-il, se souvenir des leçons du génocide. La dissémination des armes nucléaires est inévitable, écrivit-il. Il nota qu'un accord sur le désarmement n'avait aucune chance d'être conclu et qu'il ne fallait pas accorder foi aux protestations de pays qui, comme l'Inde, prétendaient ne pas fabriquer d'armes nucléaires. Tout développement de la recherche atomique à des fins pacifiques rapproche un pays de la fabrication d'armements atomiques. Bergman réprimanda Yaari: Il est surprenant qu'un homme comme vous, l'un des principaux artisans de notre politique, prenne ses désirs pour la réalité. Il n'existe personne dans ce pays qui ne craigne une guerre atomique et qui n'espère, en dépit de tout, que la raison mène le monde. Mais nous n'avons pas le droit de remplacer une évaluation précise et réaliste de la situation par des espoirs et des illusions. Comment oublier que le génocide est venu surprendre le peuple juif; nous ne pouvons pas nous leurrer une seconde fois*[10].

*En octobre 1964, un haut fonctionnaire allemand déclara à des journalistes à Bonne qu'Israël et l'Allemagne coopérèrent pendant des années dans le domaine de la recherche nucléaire, à des fins pacifiques. Le quotidien Frankfurter Rundschau ajouta qu'Israël posséderait bientôt la bombe atomique et que les scientifiques allemands prirent part à sa fabrication. Cela donna lieu à deux motions de censures en Israël. Ministre de l'éducation, Abba Eban nia cette information. D'une manière générale- et dans le domaine nucléaire en particulier-, aucun scientifique allemand n'a participé à des travaux de recherche en Israël. Mais les journaux mentionnèrent les noms de Hans Jensen, prix Nobel de physique, et de Wolfgang Gentner, le directeur du laboratoire de physique nucléaire du prestigieux institut Max Planck de Heidelberg. Tous deux s'étaient rendus en Israël et leurs noms furent cités lors de débats à la Knesset. Le gouvernement confirma qu'ils avaient visité l'institut Weizmann[11].

Le 21 juin 1962, l'Egypte de Jamal Abdel Nasser célébrait le dixième anniversaire de la révolte des officiers libres, qui renversèrent la monarchie. Dans les rues du Caire, le défilé militaire déploya vingt missiles sol-sol. Les autorités Egyptiennes avaient invité les journalistes au lancement de quatre d'entre eux- deux du type al Zafer (le victorieux) et deux du type al-Qaher (le conquérant). Un an plus tôt, juillet 1961, Israël procéda au lancement d'un missile- météorologique disait-on- fabriqué dans le pays, Shavit-2. Ben Gourion se fit photographier à côté du missile; une vague de patriotisme et de confiance balaya le pays. Mais lorsque Nasser présenta le Victorieux et le Conquérant et qu'il précisa leur cible- tout point au sud de Beyrouth- le danger sembla réel et présent.

La classe politique et les services secrets étaient en ébullition. Le vice-ministre de la défense, Shimon Pérès, et Meïr Amit, le chef des services secrets de l'armée, accusèrent de négligence leur rival Isser Harel, le chef du Mossad. Harel était un homme puissant, un confident du Premier ministre ; ils se voyaient toujours en tête à tête. Ben Gourion avait une confiance absolue en lui. Après les essais Egyptiens, Harel produisit des documents prouvant que les missiles furent fabriqués sous la direction de scientifiques en Allemagne. Ben Gourion craignait que sa requête n'aboutisse pas et que les relations délicates entre les deux pays s'en trouvent affectées. Il préféra demander à Shimon Pérès de s'adresser au ministre de la défense, Franz Josef Strauss; Ben Gourion avait vu juste: Strauss ne bougea pas. Il autorisa alors Harel et Amit à entreprendre une action contre les scientifiques allemands. Deux d'entre eux furent kidnappée et disparurent; d'autres furent blessés par des colis piégés. D'autres encore firent l'objet de menaces.

*

Un jour de mars 1963, un homme du nom d'Otto Jokelik téléphona chez Heidi Görke en Allemagne et demanda à la rencontrer, en compagnie d'un Israélien, pour parler des travaux de son père. C'était la fille de Paul Görke, l'un des scientifiques allemands en Egypte. Jokelik était un aventurier qui participa au projet du missile Egyptien et qui travaillait désormais pour le Mossad. Ils décidèrent de se rencontrer à l'hôtel des Trois-Rois à Bâle (où soixante-dix ans plus tôt fut prise l'une des plus célèbres photographies de l'histoire du sionisme- Theodor Hrzl accoudé à un Balcon, contemplant le Rhin). Heidi Görk, une avocate, se joua des deux agents du Mossad avec l'adresse d'une héroïne de film d'espionnage. Elle appela la police suisse, qui posa un micro sous la table et un autre dans un vase. Toute la conversation fut enregistrée. Quelques heures plus tard, les deux agents du Mossad furent arrêtés et accusés de tentative d'intimidation.

Le scandale qui s'ensuivit empoisonna la politique israélienne pendant deux ans et plus. Il révéla un enchevêtrement d'intrigues au sein des services secrets. Les journaux consacrèrent de gros titres et des pages entières à cet évènement, soulignant le passé nazis des scientifiques en Egypte et leur qualification dans le domaine de l'armement chimique et bactériologique. Le mot clé était "*Gaz*". Isser Harel encouragea la publication de ce genre d'articles; il présenta les opérations du Mossad contre les scientifiques allemands comme destinées à déjouer le complot visant à détruire Israël. Cet argument permit d'atténuer les effets de l'échec du Mossad à Bâle et de déstabiliser le réseau de relations mis en place par Shimon

Pérès avec les dirigeants allemands. Dans ses mémoires, Harel rapporte comment il fournit à la presse des détails concernant les travaux des scientifiques et comment il envoya des journalistes israéliens en Europe, munis de noms et d'adresses. Leurs articles furent présentés comme du journalisme d'investigation[12].

Cette campagne de presse porta un rude coup à la politique allemande de Ben Gourion qui espérait, plus que jamais, voir l'Allemagne de l'ouest établir des relations diplomatiques avec Israël. Harel n'avait pas voulu causer du tort à Ben Gourion; ses attaques visaient Shimon Pérès. Peut-être aussi, comme il le prétendit dans ses livres, crût-il sincèrement que les scientifiques allemands menaçaient la sécurité d'Israël.

Ben Gourion s'efforçait de garder profil bas, mais la presse se déchaînait de plus en plus et il fut contraint de demander à son ministre des Affaires étrangères, Golda Meïr, de faire une déclaration officielle à la Knesset. Elle traita les scientifiques allemands de criminels et affirma que leur présence en Egypte n'était pas exclusivement motivée par l'appât du gain, mais par de l'antisémitisme. Et elle ajouta: Des liens entre le Caire et les nazis existaient déjà du temps d'Adolf Jacob Hitler, et ce n'est un secret pour personne qu'aujourd'hui, les dirigeants nazis trouvent refuge en Egypte. C'était une déclaration brutale, avec toutefois un petit signe à l'endroit des innombrables Allemands qui éprouvent une répulsion à l'égard du passé nazi de l'Allemagne et qui espèrent en une Allemagne différente. Mais, dans le même temps, Golda Meïr insista sur le fait que dix-huit ans après la chute du régime nazi, qui extermina des millions de juifs, des membres de cette nation [allemande] s'associent encore à des actions visant à la destruction de l'État d'Israël, où se sont rassemblés les rescapés du génocide.

Tous les groupes parlementaires souscrivirent à la déclaration du ministre des Affaires étrangères; un débat eu lieu néanmoins:

Menahem Begin (Herout): Voyez comme tout cela est paradoxal, vous invitez des spécialistes allemands de l'éducation pendant que Nasser invite des spécialistes de la mort. Vous cousez des uniformes pour l'armée allemande pendant que les Allemands expliquent aux Egyptiens comment se servir des gaz contre Israël. Vous envoyez en Allemagne nos Uzi quand les Allemands fournissent à nos ennemis des armes bactériologiques. Veuillez maintenant vous interroger vraiment. Jusqu'à quand allez-vous adopter cette attitude de servilité et poursuivre cette amitié inconvenante ?

Elimelech Rimalt (parti libéral): Les citoyens d'Allemagne de l'Ouest […] fabriquent à nouveau des gaz, des armes bactériologiques et du matériel radioactif dans l'intention de les utiliser contre l'État juif […] Il ne s'agit plus d'accuser l'ensemble de la nation Egyptienne […] mais les gouvernants et les dirigeants de ce pays qui ont hérité de l'état d'esprit du nazisme.

Yisraël Brazilai (Mapam): On dit que les scientifiques et les spécialistes allemands sont en train d'inventer les armes les plus terribles jamais conçues par un cerveau humain- les fameux rayons de la mort. Du temps de Hitler, des dizaines de scientifiques firent des recherches dans ce domaine et n'obtinrent qu'un succès relatif; ils s'efforcent aujourd'hui de compléter leurs travaux.

Le Mapai et le Herout rédigèrent une résolution commune- c'était une première dans la politique israélienne. Ben Gourion n'assista pas à cette séance, signifiant par-là que la situation ne justifiait pas qu'il interrompe ses vacances. Il se trouvait dans son hôtel préféré sur le lac de Tiberiade, puis il rentra dans son kibboutz Sdé Boker, dans le Negev. Quand de rudes propos furent échangés à la Knesset au sujet de sa politique allemande, Golda Meïr ne le défendit pas[13].

Entre-temps, Shimon Pérès reçut le rapport des services secrets qu'il avait commandé à Meïr Amit; il soulignait que les informations propagées par Harel étaient un ballon de baudruche. Il s'avéra que certains projets attribués aux scientifiques allemands étaient purement imaginaires, et la plupart loin d'être opérationnels. Par conséquent, cette hystérie collective n'avait pas lieu d'être, ni même cette nouvelle mise en cause de l'Allemagne[14]. Bien entendu, Ben Gourion acceptait volontiers les conclusions du rapport des services secrets et Harel démissionna à la suite d'une longue et pénible conversation avec le Premier ministre. Ce dernier ne pouvait pas désavouer publiquement la déclaration de son ministre de la Défense à la Knesset, mais, quelques jours plus tard, il expliqua la démission de Harel par ces mots: La profonde inquiétude que nous a causé le complot Egyptien de destruction d'Israël avec le concours, entre autres, de scientifiques et de techniciens allemands, ne doit pas nous faire perdre notre bon sens[15].

Le pouvoir de Ben Gourion déclinait. Un nouveau scandale au sein des services secrets, connu sous le nom d'affaire Lavon, le mit en difficulté. Il perdit son assurance, sa capacité de contact et son savoir-faire avec les gens, devait se rappeler son plus proche collaborateur, Teddy Kollek. Il pensait que son attitude était la bonne, mais ne réussissait pas à convaincre les autres, le désespoir l'avait gagné. Sa colère et sa frustration étaient si fortes, qu'il se mit à attaquer personnellement ses adversaires et, au bout du compte, cela causa sa perte […] Personne n'aimait l'entendre tenir de tels propos; Personne n'aimait le voir tomber si bas. C'était gênant […] Je pense qu'il s'est retiré en 1963 parce qu'il perdit le soutien de ses vieux amis politiques. C'était la vraie raison. Mais sa démission fut sans doute grandement liée à ses rapports avec Isser Harel[16]. Deux provocations, fort vindicatives, dans le plus pur style de Ben Gourion, précédèrent cette démission.

Soudain, en mai 1963, il exhuma un article publié trente ans plus tôt par l'idéologue révisionniste Abba Ahimeïr, qui encensait Hitler. Si les avant-gardistes du Herout eurent tort à l'époque, dit Ben Gourion, le Herout peut avoir tort quelques

décennies plus tard, de vouloir s'opposer à la réconciliation avec l'Allemagne d'Adenauer; cette déclaration souleva bien entendu un tollé. Le président de la Knesset ordonna qu'elle fût extraite du compte rendu des débats[17]. Deux semaines plus tard, Ben Gourion reçut la visite de Franz Josef Strauss, ministre allemand de la Défense, qui venait de démissionner après avoir essayé en vain d'interdire l'hebdomadaire *Der Spiegel*. Nationaliste de droite, Strauss n'incarnait pas ce que l'on appelait communément la Nouvelle Allemagne. Mais il fut, avec Shimon Pérès, l'un des principaux intermédiaires entre Ben Gourion et les dirigeants allemands. À l'époque, l'Allemagne approvisionnait Israël en avions, tanks, artillerie et missiles antitanks- gratuitement, car tout ce matériel provenait des surplus de l'OTAN.

L'Allemagne aidait également Israël à obtenir des hélicoptères français et des sous-marins britanniques. Les pilotes Israéliens s'entrainaient au sein des forces de l'air allemandes, et les officiers israéliens étaient formés à l'école des officiers allemands. Le budget soumis au Bundestag pour l'année 1962 contenait une ligne vaguement intitulée, "provision pour une aide militaire" deux-cent-quarante millions de Deutsch Marks (environ soixante millions de dollars[18]). C'était le montant de l'assistance prêtée à Israël. Strauss en fut l'artisan; sa visite provoqua néanmoins beaucoup de colère. Que Ben Gourion ait invité Strauss au mépris de la réaction du public était caractéristique de cette fin de règne*.

*Une lettre, qui ne fut rendue publique que bien plus tard, reflète l'état d'esprit de Ben Gourion à cette époque. Begin est une espèce d'Hitler, écrivit le Premier ministre à Haïm Gouri, prêt à détruire tous les Arabes pour réaliser le Grand Israël, sanctifiant toutes ses actions pour atteindre le but sacré. Despotique, je considère qu'il représente un sérieux danger pour Israël, à l'intérieur comme à l'extérieur. Ben Gourion prédit que le jour où Begin viendrait au pouvoir, il mettrait ses bandits aux postes de commande de l'armée et de la police et gouvernerait le pays comme Hitler gouverna l'Allemagne, qu'il supprimerait, par la force et avec cruauté, le mouvement travailliste et mènerait le pays à sa perte en déclenchant des offensives à l'étranger. Je ne doute pas que Begin Haïsse Hitler, mais cela ne prouve pas qu'il soit différent de lui [...] Lorsque je l'ai entendu pour la première fois parler à la radio, j'ai retrouvé la voix et les hurlements d'Hitler[19].

La nuit du 15 juin 1963, Teddy Kollek accompagna Golda Meïr chez Ben Gourion. Elle venait d'apprendre que les agences de presses s'apprêtaient à rendre public un rapport sur l'entrainement du personnel militaire israélien en Allemagne. Elle demanda à Ben Gourion d'en interdire la publication. Il refusa. Ce soir-là, ils évoquèrent l'affaire des scientifiques et le réseau des relations entre Israël et l'Allemagne. Golda Meïr, sentimentale comme toujours, acceptait difficilement le pragmatisme de la politique allemande de Ben Gourion. Par son tempérament, sa sensibilité, et son instinct politique, elle adhérait davantage au pessimisme d'Harel plutôt qu'à la position de Ben Gourion. J'ai vu combien il était dépité de n'avoir pu convaincre Golda, écrivit Teddy Kollek. Ce jour-là ils s'opposèrent d'autant plus durement qu'il existait déjà entre eux certains différents. Leur entretien ne se termina pas par une rupture brutale, mais par une prise de distance mutuelle et un constat de divergence radicale de points de vue[20].

Le lendemain Ben Gourion démissionnait. Il peut paraître quelque peu symbolique que sa carrière politique ait pris fin sur la question la plus douloureuse et la plus bouleversante de sa vie de Premier ministre.

L'affaire des scientifiques allemands continua à préoccuper les Israéliens avec plus ou moins d'intensité, pendant deux autres années. Le sujet fut débattu quelque dix-sept fois à la Knesset. Ben Gourion fit son testament politique en ces termes: Nous avons tout fait et nous ferons tout pour empêcher l'aide des scientifiques allemands aux Hitler de notre époque [...] Mais nous ne voulons pas tromper les gens. [...] Un scientifique étranger qui collabore au complot de Nasser pour détruire Israël n'est pas moins dangereux qu'un scientifique allemand qui agirait de la même façon. C'est l'armement conventionnel qui représente le danger réel et prévisible venant d'Egypte. Menahem Begin attira néanmoins l'attention sur le fait que les missiles allemands de Nasser menaçaient d'éliminer *l'existence biologique de cette nation*. Il ajouta qu'un tel désastre pouvait survenir si, par exemple, Nasser perdait la tête. Comme souvent par le passé, Begin exprimait les craintes d'un grand nombre d'Israéliens[21].

Durant ces semaines, les rapports sur l'aide militaire apportée par l'Allemagne à Israël parurent dans la presse d'un certain nombre de pays. Adenauer se retira un an auparavant, Strauss également. On émit l'hypothèse que le nouveau lobby arabe suscita la publication de ces rapports dans le but d'entraver les relations militaires entre Israël et l'Allemagne. Comme on pouvait le prévoir, les États arabes condamnèrent violemment Israël et initièrent une série d'actions diplomatiques d'envergure dont la conséquence fut, quelques mois plus tard, l'établissement de relations diplomatiques entre Israël et l'Allemagne.

Dans un premier temps, l'Allemagne suggéra de procéder à l'échange d'ambassadeurs, mais Israël tergiversa. Puis, Israël le proposa à son tour, et l'Allemagne refusa. Ben Gourion, Moshé Sharett et les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères avaient appuyé l'instauration de relations diplomatiques dès le début des années 50. Je pense que nous devrions instaurer des relations diplomatiques avec l'Allemagne même si le paiement des réparations n'avait pas lieu, écrivit le diplomate Haïm Yahil à Moshé Sharett peu après la signature de l'accord sur les réparations. On ne peut plus ignorer que l'Allemagne est en train de devenir rapidement la puissance la plus importante du continent européen[22]. Nahum Goldman avait fait une déclaration dans ce sens en juillet 1954 et, quelques mois plus tard, Ben Gourion souleva cette question lors d'un conseil des ministres exceptionnel. Deux ans plus tard, il l'évoqua de nouveau devant quelques correspondants de la presse étrangère ainsi qu'à la Knesset. Le gouvernement ne s'est pas encore prononcé en faveur de la normalisation des

relations avec l'Allemagne. Ce n'est pas encore possible, mais cela le sera et constituera une bénédiction pour le pays- et c'est ce qui compte pour un juif tel que moi. Nous devons y préparer le public, à la fois en Israël et dans le monde juif[23].

Les Israéliens étaient effectivement loin de pouvoir accepter l'idée de relations diplomatiques avec l'Allemagne. Malgré le dénuement du pays et le profit que tiraient un grand nombre d'Israéliens des accords sur les réparations, ces derniers furent violemment contestés. Un échange d'ambassadeurs serait inévitablement perçu comme le symbole d'une réconciliation; Ben Gourion et Sharett pensaient que la plupart des Israéliens s'y opposeraient. La blessure est encore profonde, même si à première vue elle semble guérie, alléguait un éditorial de *Haaretz* s'opposant, pour l'instant, à la reprise des relations normales entre les deux pays. Le rédacteur en chef, Gershom Schocken, envoya à Moshé Sharett le texte d'un paragraphe qu'il avait supprimé sur le conseil de deux membres du comité de rédaction, soutenant que la sécurité des diplomates allemands en Israël serait difficile à assurer24.

En juillet 1956, le chancelier Adenauer suggéra publiquement que les deux pays procèdent {un échange d'ambassadeurs; Golda Meïr déclara alors à la Knesset que le gouvernement n'était pas responsable des propos et des états d'âme des dirigeants des autres pays. L'ambassadeur d'Israël en France, Yaacov Tsur, s'efforça de persuader le ministre des Affaires étrangères qu'il n'y avait aucune raison d'empêcher l'établissement de relations diplomatiques avec l'Allemagne. Dans ses Mémoires, l'ambassadeur écrivit: Golda Meïr était pâle et tendue. Elle répondit : c'est vrai. Mais que puis-je y faire? Je n'arrive pas à y réfléchir logiquement, après m'être opposée pendant tant d'années à tout contact avec l'Allemagne. Puis elle sourit et répéta ce que Tsur appelait son refrain habituel: Pourquoi Ben Gourion m'a-t-il fait quitter le ministère du travail que j'aimais tellement et où l'on ne me demandait pas de construire des maisons[25] ?

Afin de contourner les difficultés, Ben Gourion avait l'habitude d'envoyer un ambassadeur qu'il affublait d'un autre titre. À Bonn, Eliezer Shinar fut officiellement chef de la délégation israélienne chargée des négociations sur les réparations, mais il faisait, à tous égards, office d'ambassadeur. Dans ses mémoires, il rapporta comment il avait oeuvré, dès le début des années cinquante, à l'instauration des relations diplomatiques. Mais par la suite, l'Allemagne n'en avait nul besoin elle avait acquis une véritable reconnaissance internationale et préférait développer ses relations avec les arabes. À chaque fois que Shinar pensait que l'échange d'ambassadeurs était sur le point d'aboutir, l'Allemagne reculait en évoquant clairement ses craintes quant à la réaction des États arabes. En ce temps-là, la tâche principale de la diplomation Ouest-Allemande consistait à isoler l'Allemagne de l'Est. Les pays arabes n'avaient pas reconnu l'État communiste, mais ils étaient susceptibles de le faire en signe de représailles contre la reconnaissance d'Israël par l'Allemagne de l'Ouest. Les relations entre l'Allemagne et Israël s'intensifiaient dans tous les domaines, mais elles demeuraient secrètes. Ainsi que le formula le député Elimelech Rimalt, les deux pays avaient contracté un mariage de droit coûtumier[26]. Ceux qui, dans le passé, attaquèrent le gouvernement pour sa volonté de maintenir des relations avec l'Allemagne critiquaient désormais l'Allemagne pour son refus d'établir des relations avec Israël. C'était bizarre: Le pays des héritiers d'Hitler, assassins des juifs, ne daigne pas instaurer des relations diplomatiques avec le pays des victimes d'Hitler, tonna le dirigeant du Maki, Moshe Sneh[27]. Après l'affaire des scientifiques allemands, la Knesset débattit à plusieurs reprises de la loi allemande de prescription des crimes nazis, dont le délai était sur le point d'expirer, mais qui fut prolongé, en partie grâce à l'influence de Nahum Goldman au Bundestag. Des articles parurent dans la presse israélienne, un rassemblement fut organisé, mais dans l'ensemble le débat fut paisible. L'énergie investie par le passé dans des actions antigermaniques s'amenuisait[28].

En février 1965, à la suite des rapports sur la coopération militaire entre les deux pays, l'Allemagne annonça qu'elle avait décidé de stopper la fourniture d'équipements militaires à Israël, et en contrepartie, lui offrit de l'argent. Tandis que les médias israéliens et la Knesset se démenaient pour transformer cet incident en un grand sujet de débat, Nasser invitait Walter Ulbricht, le dirigeant Est-allemand. L'Allemagne de l'Ouest répliqua en proposant aux Israéliens l'instauration de relations diplomatiques. Tout se passa soudainement et la décision devait être prise très vite, avant que l'Allemagne ne changeât d'avis. Les adversaires de la réconciliation n'eurent pas le temps d'organiser de campagne de protestation; désormais, les Israéliens y étaient favorables. On consulta en premier lieu certaines personnalités politiques, puis le gouvernement et enfin la Knesset. À en juger par les débats au sein des partis ainsi qu'à la Knesset, les manifestations d'oppo sition utilisaient un rituel quelque peu usé. Menahem Begin cita un poème où les juifs étaient décrits comme des morceaux de savon, un député du Mapai déclara que la présence d'un ambassadeur israélien à Bonn constituait la meilleure vengeance contre les assassins. Le vice-premier ministre, Abba Eban, dans son style châtié habituel, fit profiter la législature de son érudition: lorsque l'ambassadeur allemand arrivera Jérusalem, il sera bien sûr salué par l'hymne national de son pays. En réalité, dit Abba Eban, *Deutschland über alles*, écrit par Hoffman, un poète libéral du siècle précédent, devint l'hymne national allemand sous la présidence socialiste d'Ebert. La première phrase fut chantée jusqu'en 1945, date à laquelle l'hymne fut suspendu. Il fut restauré en 1952, mais sans les premiers mots; il n'en restait plus qu'une phrase exprimant l'unité, la liberté et la fraternité. Sarcastique, Menahem Begin interrompit Eban : Peut-être devrions-nous chanter tous ensemble: *Deutschland*, *Deutschland über alles*? Et son collègue Arieh Ben Eliezer s'écria : Oui, peut-être devrions-nous nous lever et chanter tous ensemble!

Ensuite on passa au vote à scrutin public, comme on le fit treize ans plus tôt pour les réparations. Soixante-six- députés s'exprimèrent en faveur des relations diplomatiques, vingt-neuf contre, les autres s'abstinrent ou bien étaient absents. Lors du vote sur les réparations, on dénombra soixante et un votes favorables et cinquante contre[29].

Pendant un temps, la presse israélienne et certains dirigeants du Mapai eurent l'illusion qu'Israël dicterait à l'Allemagne les termes de l'accord: reprise de la livraison d'armes, mesures contre les scientifiques allemands, révocation de la loi de-prescription des crimes nazis, établissement de l'ambassade allemande à Jérusalem plutôt qu'à Tel Aviv. L'Allemagne rejeta ces exigences avec une exaspération non dissimulée, comme s'il fallait la remercier d'avoir condescendu à l'échange

d'ambassadeurs. Israël aurait souhaité que le premier ambassadeur allemand incarnât le repentir allemand. L'Allemagne désigna un diplomate professionnel qui perdit un bras lors de la seconde guerre mondiale: Rolf Pauls fut, officier dans la Wehrmacht. Quant au numéro deux de l'ambassade, Alexandre Török, il fut membre des croix fléchées, le parti nazi hongrois.

Alors qu'il se rendait à Jérusalem pour présenter ses lettres de créances, Pauls aperçut des milliers d'autobus de manifestants se dirigeant vers la capitale. Les ténèbres ne règneront pas, déclara le président Shazar lors de la cérémonie, même la nuit la plus sombre cède devant l'aube. Quarante et un soldats servant dans les unités de tanks saluèrent, et l'orchestre de la police joua l'hymne allemand, amputé du couplet- *Deutschland, Deutschland über alles*. Mais les organisateurs de la manifestation perdirent le contrôle de la situation: des manifestants furent piétinés par la police montée Parmi les blessés se trouvaient des handicapés et des survivants des camps de concentrations; certains furent même hospitalisés. Le lendemain matin, des images poignantes parurent dans les journaux. La voiture de l'ambassadeur eut quelques difficultés à s'extraire de la foule qui s'agrippait au toit et aux fenêtres; quelqu'un lança une pierre. Le poète Abba Kovner renvoya sa médaille commémorative du jour de l'indépendance au président avec une lettre se terminant par ces mots-: le croirez vous, même là-bas je n'ai pas ressenti un sentiment d'impuissance pareil à celui que j'ai éprouvé lorsque j'ai vu un officier de l'armée des assassins reçu à Jérusalem. Antek Zuckerman, chef de l'insurrection du ghetto de Varsovie, déclara que cette manifestation sauva l'honneur d'Israël, mais il demanda pourquoi des dizaines de milliers de personnes n'y participèrent pas[30].

*Les Israéliens allaient s'opposer une fois encore aux relations entre leur pays er l'Allemagne. En mai 1966, l'ex-chancelier, Konrad Adenauer, qui venait de célébrer son quatre-vingt-dixième anniversaire, arriva en Israël. Sa visite fut soigneusement préparée. Partout il fut reçu avec beaucoup de considération, et parfois même avec une certaine chaleur.

Mais lors d'un diner avec le Premier ministre, Levy Eshkol, un incident diplomatique se produisit- et quel incident !, dira Nahum Goldmann :

Eshkol l'avait invité à sa résidence de Rehavia. Ce soir-là, il commit un faux pas. Adenauer n'était plus chancelier, et le repas auquel furent conviées douze personnes, n'était pas un diner officiel. Cependant, avant le dessert, Eshkol se leva et, pendant vingt minutes au moins, il prononça un discours. Il dit-je pense que c'était en anglais: J'espère, et je suis convaincu, que sous votre autorité éclairée, les Allemands sauront revenir au sein de la famille des nations civilisées. J'étais assis à la droite d'Adenauer. J'ai tout de suite compris qu'il est arrivé quelque chose. Ben Gourion excepté, je ne connaissais personne capable de se contrôler autant. Lorsqu'Eshkol a terminé, Adenauer déclara : Monsieur le Premier ministre, je vous remercie, mais je quitte le pays demain matin. Il dit à son assistant: Préparez l'avion. Tout le monde était bouleversé; Eshkol demanda: Qu'est-ce que j'ai fait ? Adenauer répondit: Je ne suis pas ici en tant que chancelier, mais je suis Allemand et vous avez insulté le peuple allemand. Demain je quitte le pays. Un vent de panique souffla autour de la table, et Eshkol s'exclama: Mais, monsieur, je vous estime tant ! Adenauer, qui savait se montrer énergique et cruel, dit: Ce que vous pensez de moi ne m'intéresse pas, il s'agit du peuple allemand. Entre-temps, plusieurs dizaines d'invités étaient arrivés pour le café et attendaient dans le salon voisin. Ils ont demandé où était Eshkol. J'ai essayé de les rassurer, mais ils avaent entendu des éclats de voix.

Je suis retourné à la salle à manger. L'atmosphère était terrible. Tout le monde se taisait. Je me suis assis à côté d'Adenauer et je lui ai dit: Monsieur le chancelier, montrez que vous êtes aussi malin qu'intelligent. Il s'est mis à rire: Que me voulez-vous ? je lui ai dit: Voyez-vous, il existe dans ce pays des centaines de milliers de juifs qui, d'une façon justifiée, haïssent les Allemands. Il y a le Herout. Il y a le Mapam. Il y a surtout les victimes du génocide. L'assistant imbécile qui a écrit ce discours- Eshkol en ignorait apparemment le contenu- a voulu plaire à l'opposition. Alors il a écrit cette phrase insultante. Adenauer a dit: Je comprends, mais il faut trouver une solution. J'ai dit à Eshkol, il est maintenant dix heures et demi; à quelle heure imprime-t-on les journaux du matin ? Eshkol s'est renseigné: Vers deux heures du matin. J'ai alors proposé d'envoyer une note urgente aux journaux les informant qu'Eshkol avait rayé ce passage figurant dans la transcription du discours. Ce fut fait; il ne parut pas[31].

Pour ce qui est de ce dernier détail, la mémoire de Goldman lui fit défaut- l'incident fut intégralement rapporté dans la presse. C'était la première fois que l'Allemagne réprimandait Israël pour avoir évoqué son passé nazi. Appramment Adenauer et Eshkol s'étaient réconciliés, mais le Premier ministre nia avoir demandé à son hôte allemand de ne pas se fâcher contre lui.[32]

Deux jours plus tard, Adenauer se rendit à la bibliothèque nationale de l'université hébraïque. Quelques dizaines d'étudiants manifestèrent alors leur opposition à sa visite; ils furent rejoints par d'autres. Un important contingent de police, armé de matraques, chargea. J'ai aperçu l'un d'eux, le visage ensanglanté; c'était David Naor, mon fils, raconta le député du Herout Esther Raziel-Naor. Plusieurs manifestants furent hospitalisés. Il semble que la police ait usé de force plus que nécessaire, mais une commission d'enquête la disculpa. Elle établit que les étudiants avaient provoqué les policiers, les traitants de *sales Marocains*, de débiles et de nazis. Au moment de quitter le pays, Adenauer déclara qu'il avait pensé que l'opposition serait plus importante. Le faible nombre de manifestants est tout à fait étonnant, nota en outre *Haaretz*[33].

Grâce à sa bonne volonté, sa sagesse et son tact, l'ambassadeur Rolf Pauls sut se faire accepter dans la société israélienne. Comme il possédait un réel sens de l'histoire, il s'attendait à un rejet et fut surpris d'être si demandé. Les yekkes se prirent d'amitié pour lui comme s'il était leur propre ambassadeur[34]. L'ambassade allemande aida généralement un grand nombre de scientifiques et d'institutions culturelles. Elle encouragea la publication en hébreu des romans de Günter Grass, Hein-

rich Böll, Siegfried Lenz et d'autres. Un large éventail d'œuvres littéraires allemandes existait déjà en langue hébraïque: de Goethe à Thomas Mann et à Erich Kästner, qui avaient toujours été très populaires auprès des enfants israéliens. L'ambassade s'appliqua également à améliorer l'image de son pays en Israël; elle invita certains journalistes à se rendre en Allemagne. À la création de la télévision israélienne, l'Allemagne finança une partie des frais de correspondants israéliens à Bonn. Des dizaines de milliers de lycéens israéliens effectuèrent des voyages en Allemagne, en général aux frais du gouvernement allemand. Tout cela était préparé avec soin et mis en place très progressivement.

Plus s'intensifiait la coopération (c'est-à-dire l'assistance) économique, militaire et diplomatique, plus les adversaires de la réconciliation, se mobilisaient autour des questions culturelles. La culture était une cible commode- bien visible et sans conséquence vitale pour la sécurité du pays. Esther Raziel-Naor traquait toute ingérence de la culture allemande en Israël, particulièrement dans le domaine musical: la diffusion en allemand d'un lied de Schubert (pour laquelle Ben Gourion dut présenter des excuses), celle de l'opéra de Mozart, *Le Mariage de Figaro*, dirigé par Herbert Von Karajan (le ministre de l'éducation, zalman Aran, promit que cela ne se reproduirait plus); des entorses au boycott de la musique de Richard Wagner et de Richard Strauss[35]. On demanda au Premier ministre, Levy Eshkol, de condamner les pressions exercées au Yaël Ben Yehuda pour la forcer à diffuser, à la radio, une publicité pour Volkwagen[36]. Des artistes, des écrivains et des comédiens qui se produisaient en Allemagne ou dont les œuvres y étaient publiées, faisait l'objet d'ostracisme dans la presse israélienne. L'auteur satirique Ephraïm Kishon fut férocement attaqué en raison de son succès en Allemagne. Mais la bataille contre les relations culturelles israélo allemandes, devait être la dernière; les temps avaient changés*.

*Les cinémas israéliens projetaient des films dont l'histoire se déroulait à la cour impériale d'Autriche; Romy Schneider jouait Sissi. Peu avant la fin du procès Eichmann, la comédienne Marlène Dietrich visita Israël.

Le ministre de l'éducation, Abba Eban, se fit l'écho de l'opinion publique et déclara que le gouvernement avait fait son devoir lors du procès Eichmann et que, désormais, il n'avait plus besoin de se justifier. Il évoqua cette tendance de faire du génocide une profession, et informa la Knesset qu'une commission ministérielle allait distribuer un guide sur les relations culturelles avec l'Allemagne. La commission, précisa Eban, avait pris en ligne de compte la dimension affective de cette question, mais il rappela qu'Hitler fut vaincu en 1945. Il fit clairement la distinction entre ce qui était autorisé et ce qui ne l'était pas; les Israéliens pouvaient participer à des conférences internationales en Allemagne, à des expositions, des fêtes, etc…la réciproque valait pour les Allemands. Le gouvernement n'interdisait pas à un étudiant israélien de poursuivre des études en Allemagne, mais aucune bourse ne lui serait allouée dans ce but; les étudiants et les artistes israéliens désireux de se produire devaient au préalable recevoir l'autorisation d'une commission interministérielle nommée à cet effet; ces autorisations ne concernaient pas les artistes allemands se produisant en Israël. Les Israéliens pouvaient poursuivre des études dans les universités et les centres de recherche en Allemagne, dans des domaines vitaux pour le pays. La recherche scientifique israélienne pouvait recevoir des contributions allemandes à condition que les donateurs n'aient aucun contrôle sur l'institution qu'ils assistaient. Nous nous situons entre le passé et l'avenir, résuma Abba Eban; la Knesset approuva sa déclaration[37].

Dans l'histoire des relations entre les deux nations, l'épisode de la réconciliation occupe une place à part. Que des liens aient été établis si rapidement malgré un tel gouffre est une chose rare. Au début des années quatre-vingt, une grenade explosa dans les jardins de l'ambassade d'Allemagne à Tel Aviv. L'attentat fut revendiqué par une organisation du nom de Bal Nishkah-(pour ne pas oublier).[38] Celui qui trouva ce patronyme n'avait rien compris: la réconciliation israélo-allemande n'entrainait pas l'oubli du génocide; bien au contraire; elle en approfondissait et en renforçait la présence. C'est là un des paradoxes de la relation des Israéliens au génocide.

VI

Grandir: d'une guerre à l'autre

21. On y a tous pensé

Au début de 1967, un numéro de *Nitsots*, le journal des étudiants de l'Université Hébraïque de Jérusalem, arborait une couverture noire, avec ce titre: La situation d'aujourd'hui. C'était excessif mais cela exprimait bien l'état d'esprit des Israéliens, enlisés depuis la fin de l'année précédente dans la désolation et le désespoir. Les symptômes de cette dépression étaient alarmants; une vague d'humour noir déferlait sur le pays. On colportait à l'époque le bon mot selon lequel une pancarte était accrochée à l'aéroport de Tel Aviv, disant: la dernière personne qui s'en va est priée d'éteindre la lumière. L'écrivain Nathan Shaham écrivit par la suite: Nous étions comme un cadavre ambulant assistant à ses propres funérailles, et racontant des histoires cochonnes au croque-mort[1].

Les causes du malaise étaient nombreuses. La période de la fondation de l'État était révolue, Ben Gourion avait démissionné. Après les années turbulentes et presque totalitaires de son mandat, le pays abordait une ère de pesanteur démocratique. Le successeur de Ben Gourion aux postes de Premier ministre et de ministre de la défense, Levy Eshkol, était un politicien perspicace, doté d'une intuition de paysan et d'un sens de l'humour atavique. Il émanait de lui de la gentillesse populaire et souriante des juifs d'Europe centrale. Il était dénué de charisme et il n'en imposait pas; il semblait hésitant et indécis. Alors que le pays connaissait des tensions sociales particulièrement aiguës- entre le Mapai et le Herout, entre les juifs et les arabes, entre les religieux et les laïcs son principal exploit historique fut d'imposé à son peuple une routine sans gloire. On ne le lui pardonna jamais. Beaucoup d'Israéliens se considéraient encore comme les membres d'une nation orgueilleuse et singulière, réalisant son idéal. Mais la grande aventure sioniste, inspirée et héroïque, était arrivée à son terme. Il fallait désormais que le pays accède à une vie normale quotidienne normale, ne nécessitant pas la présence de pionniers. La génération des fondateurs de l'État était, déçue et frustrée, tout comme ses enfants- ils avaient été élevés dans l'idée de grandes réalisations, et voilà que tout était déjà accompli.

L'économie était entrée dans une phase de récession grave. Contrairement à la période du début des années cinquante, lorsque le rêve était encore vivant et que les immigrés arrivaient en masse, la crise des années soixante ne menait, semble-t-il, nulle part. Des manifestations contre le chômage se déroulaient à Tel Aviv, généralement conduites par des juifs orientaux; à Jérusalem, elles étaient initiées par des ultra-orthodoxes. On ne voyait pas de solution et nombreux étaient ceux qui envisageaient de quitter le pays. De surcroît, la situation était tendue aux frontières. Des hauteurs du plateau du Gholan, les syriens bombardaient la vallée de Hula et, apparemment, rien ne pouvaient les arrêter. Dans les localités du nord du pays, la vie était devenue intolérable. Peu de temps auparavant, Ben Gourion fonda un nouveau parti, la *Liste des Travailleurs d'Israël* (Rafi), que rejoignirent certains jeunes hommes politique, dont Shimon Pérès, et Moshe Dayan. Leur action était totalement insignifiante. Ben Gourion accusa Eshkol de saboter l'accord avec Adenauer et de détourner le prêt allemand destiné au développement de la région du Negev[2].

Mi-mai 1967, le président Nasser chassa les forces des Nations-unies qui patrouillaient dans la bande de Ghazza depuis dix ans. Il annonça la fermeture du détroit de Tyran, permettant l'accès par la mer Rouge au golfe d'Eilat, et interdit aux bateaux israéliens d'y naviguer. Le blocus concernait également les vaisseaux étrangers transportant en Israël une cargaison stratégique, dont du pétrole. Ensuite il signa, à l'Est, une alliance défensive avec la Jordanie, complétant ainsi celle qu'il contracta au nord avec la Syrie. Israël était encerclé. Le gouvernement Eshkol lança une série d'initiatives diplomatiques. Le ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, effectua une tournée diplomatique dans les capitales étrangères. Pendant ce temps, on appelait les réservistes. Ce fut la période d'attente; l'angoisse s'empara du pays.

De nombreux citoyens se portèrent volontaires pour remplacer les homes partis à l'armée. Ils distribuaient le courrier, conduisaient des autobus, faisaient office de pompiers, assurant des tours de garde dans les hôpitaux. Les personnes âgées et les lycéens préparaient des abris, creusaient des tranchées et remplissaient des sacs de sable. La presse exaltait cette atmosphère digne des meilleurs jours, où des citoyens intrépides et déterminés s'entraidaient face à l'ennemi. Cependant, on discernait entre les lignes une certaine détresse, une appréhension et un sentiment d'impuissance. Les magasins étaient dévalisés et, au marché noir, le taux du dollar avait augmenté de 20%. Maariv, optimiste comme il se devait dans un moment de danger national, annonça qu'endéans les deux prochains jours le flot des personnes quittant le pays devrait diminuer. Les radios arabes diffusaient des menaces ininterrompues; fanfaronnades quelques peu primaires, dans un mauvais hébreu, mais que l'on prenait au sérieux et dont la presse se faisait l'écho. Tous les jours, la voix de la République arabe unie annonçait que les navires de la Vie flotte américaine se tenait prête à évacuer les juifs d'Israël et menaçaient de morts ceux qui resteraient. Partout dans le pays on pressentait l'imminence de l'extermination d'Israël par les arabes. Cette expression ne signifia pas grand-chose, mais tout le monde l'employait: personne ne disait que les armées arabes allaient **conquérir** Israël ou bien qu'elles allaient **détruire** les villes, ni même qu'elles allaient **tuer**. On disait qu'elles allaient **exterminer** Israël.

Pendant ce temps, une demi-douzaine de barbus aux larges chapeaux et costumes noirs, employés au conseil religieux de Jérusalem, recensaient les jardins publics, les terrains de basket, les terrains vagues, et les consacraient comme cimetières. Ils pensaient qu'il y aurait des dizaines de milliers de victimes[3]. Seule une nation hantée par le souvenir d'une extermination de masse pouvait se préparer aussi méticuleusement. Interrogé après la guerre pour le livre *Le Septième Jour*, un jeune soldat se souvint que tous s'attendaient à être exterminés si on perdait la guerre. Cette idée nous est venue des camps de concentrations- ou bien en avons-nous héritée. Le génocide était concrètement concevable pour qui avait grandi en Israël, même s'il n'avait pas connu les persécutions hitlériennes. Il existait des moyens pour y parvenir. C'était la leçon des chambres à gaz. Il s'était entretenu de cette question avec les hommes de son unité. En Israël, tout le monde vit avec cette idée. On y a tous pensé. Chaque Israélien sent que cela fait partie de sa vie et connaît la précarité de son existence- Je la sens moi-même à tous les niveaux- et pas seulement en raison du danger militaire. L'existence juive en Israël n'est pas un fait acquis. Historiquement, il s'agit d'un phénomène particulièrement récent, de plus, nous sommes numériquement peu nombreux.*

*__Le Septième Jour: des soldats parlent de la guerre des Six Jours__, un livre exclusivement composé de conversations enregistrées après la guerre, est un document authentique mais contestable[4]. Il est difficile de discerner à quel moment les soldats s'y expriment vraiment et à quel moment ils récitent des clichés les représentant comme des combattants sensibles- tuant et pleurant lors d'une guerre juste. Ils l'ignoraient peut-être eux-mêmes. Pour certains, le génocide semble avoir été une espèce de matériau brut à partir duquel ils ont façonné leur image.

L'heure avait sonné pour les Jeunes Turcs du Rafi, menés par Shimon Pérès et Moshé Dayan. Leur objectif était de prendre la place de Levy Eshkol et des hommes de sa génération. Itzhak Rabin, alors chef d'état-major écrivit: Ils se sont moqués de lui, ont piétiné son image, l'ont accusé de faiblesse, l'ont calomnié et prétendirent qu'il n'assumait pas son rôle de ministre de la Défense, dans un moment où le pays était en danger. Eshkol était épuisé. La pesanteur du moment, ajoutée à cette campagne de diffamation, mettait en cause sa situation. Aux yeux de quelques ministres et hauts fonctionnaires, il avait perdu toute autorité […]. Brisé et diminué, il ne parvenait plus à imposer sa volonté au gouvernement[5].

Selon Rabin, Eshkol savait que la guerre était inévitable, mais ses adversaires avaient voulu faire croire que l'attente prolongée avant l'ouverture des hostilités était la preuve de sa faiblesse. Eshkol, affirmaient-ils avec mépris, était incapable de mener le pays à la guerre et à la victoire. L'angoisse qui augmentait de jour en jour servait ses opposants. Ils intensifièrent leurs attaques**; les journaux appelaient à la guerre maintenant et demandaient la constitution d'un nouveau cabinet de guerre dirigé par un homme fort.** Dans le même temps, une campagne de presse et des manifestations parfaitement coordonnées réclamaient la démission d'Eshkol. Le chef d'état-major s'exprima lui aussi clairement dans ce sens. Début juin, Eshkol céda à Moshé Dayan le ministère de la Défense. Il constitua également un gouvernement d'union nationale avec Menahem Begin[6].

Pendant les semaines où roulaient les tambours de guerre, les journaux n'avaient cessé d'assimiler Nasser à Hitler. ***Toute proposition visant à résoudre la crise autrement que par la guerre était comparée à l'accord de Munich, imposé à la Tchécoslovaquie avant la seconde guerre mondiale*.** Un an et demi plus tard, **Yehoshafat Harkabi, ancien chef des services secrets de l'armée, publia dans *Maariv* un article où il qualifiait la pensée politique et religieuse des pays arabes d'antisémitisme classique influencé par *Les Protocoles des Sages de Sion* et par les arguments racistes du nazisme. Cet article fut distribué aux soldats par le corps éducatif de l'armée**[7]. Pendant la période d'attente, le thème de la menace antisémite devint plus central que jamais dans la presse, évoqué surtout par ceux qui exigeaient un dirigeant capable de déclencher immédiatement les hostilités. La question qui se pose aujourd'hui dépasse celle du détroit de Tiran, écrivit dans *Haaretz* Eliezer Livneh, célèbre commentateur et ancien député du Mapai. Il s'agit de l'existence ou de la disparition du peuple juif. Nous devons, tant que c'est encore possible, écraser dans l'œuf les machinations du nouvel Hitler, et survivre. Il serait irresponsable et fou de ne pas accorder foi aux propos que Nasser tient depuis maintenant douze ans. Ni le monde ni les juifs n'avaient cru à la sincérité des déclarations d'Hitler […]. La stratégie fondamentale de Nasser est identique. *Haaretz* avait dressé le catalogue comparé des déclarations de Nasser et d'Hitler, telles que: Si Israël veut la guerre- très bien: Israël sera détruit (Nasser 167) ; Si les juifs entrainent le monde dans la guerre, le judaïsme mondiale sera détruit (Hitler 1939)[8].

La presse dissertait longuement de l'engagement de Nasser dans la guerre civile au Yémen, où les Egyptiens utilisaient des armes chimiques. Les scientifiques allemands firent à nouveau les gros titres des journaux. Tout cela réveilla les vieilles angoisses. La crainte de la disparition d'Israël était également répandue chez les ministres, la plupart originaires d'Europe. L'un d'eux, Moshé Haïm Shapira, estimait que le danger était aussi grand que mieux valait ne pas entrer en guerre, mais ses collègues pensaient autrement. L'angoisse tenaillait également le chef d'état-major, Rabin, qui se reprochait de ne pas avoir vu venir le danger. La tension politique, associée à une dose excessive de nicotine l'achevèrent; il s'enferma chez lui pendant deux jours. C'était un moment de faiblesse personnelle, expliqua-t-il à Eshkol, en offrant sa démission; qui la refusa[9]. Le cinq juin 1967, la guerre éclata enfin. En six jours, l'armée israélienne conquit la bande de Ghazza, la péninsule du Sinaï, la Cisjordanie avec Jérusalem-Est, et le plateau du Gholan. Un millions d'habitants vivaient dans ces territoires, trois fois plus vastes que celui de l'État d'Israël avant la guerre. **Certains ministres, Menahem Begin surtout, rêvaient depuis longtemps de conquérir la Cisjordanie. La machine de guerre israélienne avait été nourrie de la frustration historique des chefs militaire de la guerre d'indépendance- Moshé Dayan, Itzhak Rabin, Yigal Allon entre 'autres-, qui en 1948 ne parvinrent pas à prendre cette région.** Avant la fin de la semaine, tout le monde compris ce que beaucoup (dont ceux qui avaient spéculé sur les angoisses d'avant-guerre) savaient déjà- l'armée israélienne était plus forte que toutes les armées arabes réunies.

La menace d'extermination n'était donc pas réelle, mais la crainte le fut, exploitée comme il se doit par les adversaires d'Eshkol. Par-dessus tout, c'est la peur qui provoqua la guerre- tout comme elle motiva l'immigration de masse des années cinquante et le projet nucléaire de Dimona. Elle prenait racine dans le génocide.

La guerre des six jours fut souvent comparée aux six jours de la création du monde. C'était en quelque sorte une année zéro, un tournant semblable à celui que constitua le génocide et la création de l'État juif. L'histoire sioniste ne cessait de naître. Les retrouvailles avec le mur des lamentations, d'autres lieux saints à Jérusalem, Hebron… enveloppèrent la victoire d'un Halo de rédemption nationale et spirituelle, et suscitèrent une flambée d'identification juive poussée jusqu'à l'extase et au messianisme mystique. Haaretz écrivit: *La majesté du passé n'est plus une image lointaine; elle participe du nouveau pays. Sa splendeur rayonnera sur la construction d'une société juive, maillon de la longue chaine de l'histoire de notre peuple sur cette terre […]. Jérusalem est entièrement à nous. Proclame-le et crie-le, habitant de Sion*[10]. *Al Hamishmar*, l'organe du

Mapam, ne demeura pas en reste: *Nous entendons battre le cœur de l'histoire juive et nous puisons notre force et notre foi dans les sources éternelles de l'antique Israël*[11]. Un autre éditorialiste s'exclama: *S'ils rendent Jérusalem, je mourrais*[12].

L'esprit combattant des soldats ainsi que la victoire furent attribués, entre autres, au génocide. Deux jours avant la guerre, rapporta un jeune officier, Uri Ramon, c'était, nous le sentions un moment décisif. J'étais en uniforme, armé et résolu avant une patrouille de nuit, **je me suis rendu au kibboutz Lohamei Hagetaot, au musée des combattants des ghettos. Je voulais honorer la mémoire des combattants, dont seuls quelques-uns vécurent jusqu'à ce jour où la nation se levait et se défendait. J'ai profondément ressenti que nôtre guerre commença là-bas, dans les crématoires, dans les camps, dans les ghettos et dans les forêts.***

Note du copiste: en clair, ils se vengeaient sur les palestiniens de ce qu'ils prétendent avoir enduré en Europe.

Quand il quitta le musée, il se sentit pur, clair et fort pour la guerre[13]. Le député Arieh Ben Eliezer (du Herout) dit: Nous n'étions pas aussi peu nombreux qu'on le dit. À nos côtés combattaient les six millions qui murmuraient à nos oreilles le onzième commandement: Tu ne seras pas tué- le commandement qui fut omis sur le mont Sinaï, mais qui nous fut donné, lors des récents combats dans le Sinaï[14].

Les premiers doutes concernant l'occupation des territoires naquirent immédiatement après la guerre. Dans *Le Septième Jour* certains soldats affirmèrent qu'en raison du génocide il leur était difficile d'agir comme des militaires en territoire conquis[15]. Le débat politique sur l'avenir des nouveaux territoires s'ouvrit lui aussi juste après la guerre; le génocide fut évoqué comme raison du refus d'Israël de revenir à ses anciennes frontières. La droite n'était pas la seule à défendre cette position. Menahem Begin aimait citer l'expression d'Abba Eban pour désigner les frontières d'avant 1967: Les lignes d'Auschwitz[16]. Golda Meïr aussi fondait la dureté de son attitude politique là-dessus[17].

Entre-temps, la guerre d'usure se poursuivait sur le canal de Suez. L'Egypte bombardait les avant-postes israéliens. Tous les jours, les journaux publiaient des photographies de soldats tués. Des Palestiniens initièrent une campagne terroriste; ils détournèrent des avions et les firent exploser. En septembre 1972, ils firent éruption dans les chambres de l'équipe olympique israélienne à Munich. Deux athlètes furent tués sur-le-champ, neuf autres furent abattus alors qu'ils essayaient de les sauver. Un an plus tard, en septembre 1973, des terroristes palestiniens attaquèrent un train de passager transportant des juifs d'Union soviétique vers un camp de transit en Autriche, d'où ils devaient se rendre en Israël. Le chancelier Brun Kreisky, accédant aux exigences des terroristes, promit de fermer le camp de transit. Ces deux incidents - *deux défaites* - touchaient à la fois aux symboles vitaux d'Israël et au rêve sioniste. Dans l'esprit des Israéliens, ils furent inévitablement reliés au meurtre des juifs par les nazis.

Puis une autre guerre éclata. La surprise fut presque totale. Le cinq octobre 1973, veille de l'attaque égyptienne et syrienne de Yom Kippour, les Israéliens jugeaient l'attaque peu probable. Le lendemain, jour du grand pardon, le spectre du passé hantait de nouveau le pays. Lors de la campagne du Sinaï, la peur qui succéda à la guerre entraina le retrait israélien; lors de la guerre des six jours, elle précéda l'ouverture des combats et mena à la victoire. En 1973, elle naquit pendant les hostilités même. Ce tremblement de terre avait effondré les fondations d'Israël: le malaise gagna les responsables politiques et miné le moral de la nation. Le bruit courait que Moshe Dayan avait prédit la destruction du pays et que Golda Meïr avait décidé de se suicider. Le sentiment que l'on éprouvait alors ressemblait à l'impuissance qui s'empara du peuple juif pendant la seconde guerre mondiale, écrivit le spécialiste du génocide Leni yahil[18]. Même si Dayan n'avait jamais annoncé que le *Troisième Temple* était sur le point de s'écrouler, et que le biographe de Golda Meïr nota, à juste titre, qu'elle n'eut jamais l'intention de mettre fin à ses jours, jamais Israël ne frôla le danger de si près[19]. Israël fut vainqueur, mais cette victoire ne ressemblait pas à la précédente. Elle ne permit que le maintien du statu quo. Le prix payé fut lourd- deux-mille-cinq-cent morts, un israélien sur mille. Le pays n'avait subi autant de perte qu'au cours de la guerre d'indépendance.

Le coup porté à l'identité nationale fut sévère: Israël ne se sentait plus invulnérable. La guerre du kippour devait se rappeler le colonel Ehud Praver, chef adjoint de l'instruction militaire, nous fit prendre conscience qu'Israël n'était pas l'endroit le plus sûr du monde. Éduqué, comme la plupart des jeunes Israéliens, dans l'idée que le sionisme était une réponse à l'antisémitisme, et que seul Israël pouvait garantir la sécurité du peuple juif, Praver sentit qu'en définitive ***le système monolithique que l'on nous enseignait à l'école- antisémitisme-sionisme-sécurité- s'était lézardé***. Par moment, on avait l'impression qu'il n'existait plus. Le mythe de l'invulnérabilité était fondé sur une vision héroïque. À l'école, poursuivit Praver, nous étions fascinés par la résistance. Nous étions littéralement envoûtés par l'idée que la résistance c'était nous, et qu'eux étaient *les agneaux menés à l'abattoir*. Tout d'un coup, cela se fissura- nous avions eu besoin des juifs américains. Quelqu'un, je me souviens, écrivit après la victoire de Mark spitz aux jeux olympiques qu'il était significatif qu'un jeune juif américain nage plus vite qu'un jeune juif israélien. Nous avions besoin non tant de l'appui financier que de soutien politique. Nous prenions conscience que sans les américains, nous n'aurions pas pu tenir. Nous nous sentions totalement isolés: le pays était sur le point d'être détruit et personne ne bougeait. Nous commencions à nous identifier à ceux-là mêmes que nous avions méprisés, que nous avions considérés, pour employer le terme de Jabotinski, comme *un puits de poussière et de pourriture*. Après cette prise de conscience, les jeunes Israéliens commencèrent à réagir. Nous nous sommes révoltés contre la résistance, dit Praver. Elle avait été un symbole. Nous la considérions désormais comme un grand mensonge que la guerre révélée par la guerre du kippour. Jusque-là, nous avions cru dans l'opposition des termes *génocide* et *héroïsme* et

nous nous étions identifiés à l'héroïsme. La guerre nous fit prendre conscience de la signification du génocide et des limites de l'héroïsme[20]. Après la guerre du Kippour, des terroristes Palestiniens frappèrent de façon répétée. À chaque fois, Israël affrontait des situations qui évoquaient le passé. Comme par exemple au cours de l'été 1976, lorsque le Jet d'Air France, en route pour Tel Aviv, fut détourné et contraint de se poser à Entebbe, en Ouganda. On apprit que les Israéliens furent séparés des autres passagers. Cela rappela inévitablement la sélection d'Auschwitz[21]. Le Premier ministre, Itzhak Rabin, et le ministre de la Défense, Shimon Pérès, autorisèrent une opération de sauvetage.

Pérès appartenait à cette génération qui éprouvait culpabilité et honte à l'égard de l'extermination des juifs. Né en Pologne, il arriva en Palestine au début des années trente, à l'âge de onze ans. Lorsque la famille Perski émigra, le grand père de Shimon Pérès, chef de la communauté juive de leur ville, demeura en Pologne. Il se trouvait à la synagogue avec d'autres juifs lorsque les nazis tirèrent sur eux, puis mis le feu. Il périt brûlé vif. Dans son enfance,, Pérès n'aima personne autant que son grand père. En dépit du fait qu'il grandi à Tel Aviv, il qu'il vécut longtemps en kibboutz, il ne parvint jamais à adopter les signes extérieurs du *nouvel homme israélien*. Pérès, alias Perski, conserva certaines caractéristiques polonaises: une sentimentalité juive qui prit racine dans ses années de formations politiques à l'ombre de Berl Katznelson, Levy Eshkol et Ben Gourion. Il lisait avec passion, écrivait des poèmes, et ne servit jamais dans l'armée. Lorsqu'il demanda au gouvernement l'autorisation d'intervenir à Entebbe, le génocide fut l'un de ses arguments[22].

La mission réussit des commandos du Mossad réaffirma la nature essentiellement héroïque du *nouvel homme* israélien et, du moins pour un temps, ressuscita le mythe de la résistance.

22. Hitler est déjà mort, Monsieur le Premier ministre

Le 19 novembre 1977, le président égyptien, Anouar al-Sadate se rendit en Israël où il fut reçu par le Premier ministre Menahem Begin. Un an et demi plus tard, Israël et l'Egypte signaient un traité de paix. Ce fut la grande contribution historique de Begin.

Pour la première fois le Premier ministre n'était pas un représentant du Mapai, et un rescapé du génocide accédait à cette fonction. Un an après le déclenchement de la seconde guerre mondiale, Begin fut arrêté par la police secrète soviétique, puis, en 1942, il émigra en Palestine. De toute évidence, il était affecté du fameux *syndrome du survivant*. Il avait le sentiment d'avoir abandonné son peuple: au moment de son arrestation, il dirigeait le mouvement de jeunesse du *Betar* en Pologne. À l'instar des chefs du Mapai, il ne put venir en aide aux juifs d'Europe depuis la Palestine; et cela d'autant plus qu'il ne faisait pas partie de la classe dirigeante du *yishouv*. Cependant, vers la fin de la guerre, et plus encore par la suite, il s'efforça de faire croire qu'il était demeuré plus fidèle aux victimes du génocide que ses adversaires politiques. Le génocide fut le vecteur de sa carrière politique- de la bataille contre les réparations jusqu'à la guerre des six jours. Lorsque, à l'issue de cette guerre, Levy Eshkol lui proposa un portefeuille ministériel dans son cabinet d'union nationale, il lui offrit du même coup sa légitimation politique. Ce fut le début d'une carrière qui le mènerait, dix ans plus tard, à la direction du pays.

Dans les années soixante-dix, les membres de la deuxième génération de la communauté juive orientale, enfants des immigrés des pays musulmans, parvenaient à l'âge adulte. Ils accusaient la société israélienne d'avoir pratiqué une discrimination à leur égard, en ne leur offrant pas les mêmes chances qu'au reste des Israéliens et en les contraignant à renoncer à leur culture. Le génocide ne participait pas de leur histoire- la classe dirigeante conduite par le Mapai ne les aidait pas à le penser- et leurs mouvements de contestation exprimaient cette distance. Charlie Biton, jeune militant communiste, d'origine marocaine, fut élu à la Knesset au début de 1979. Il déclara: L'antisémitisme est né dans l'Europe industrialisée; il n'existait pas au Maroc. Les juifs européens furent les représentants d'une classe d'exploiteurs, exactement comme ils le sont ici. Le mouvement sioniste a fait de ce pays un rejeton de l'Europe. Jusqu'au jour où Charlie Biton rectifia ses propos, on considéra que sa déclaration était une justification du génocide contre les juifs[1].

Certains membres de la coalition au pouvoir s'attachèrent à souligner que les juifs orientaux furent eux aussi victimes du génocide, et *les manuels d'histoire furent révisés*[2]. Mais il était trop tard pour sauver le parti travailliste. Begin avait mieux compris la sensibilité des électeurs orientaux et réussit à les attirer vers le parti de centre-droit (Likoud), formé en 1973; le *Herout* en était le groupe le plus important. Sa stratégie s'appuyait essentiellement sur une démagogie populiste et des arguments nationalistes. Lorsqu'il promettait de ne jamais rendre la Cisjordanie, il rassurait les juifs orientaux à plusieurs titres: quant à la sécurité du pays, à la réalisation de l'idéal national et à leur situation sociale. En effet, les Palestiniens des territoires occupaient le bas de l'échelle sociale, et aussi longtemps que durerait l'occupation, les juifs ne s'y trouveraient pas. Begin savait comment donner aux juifs orientaux le sentiment qu'il respectait leur culture, et- plus précieux que tout à

leurs yeux- leur dignité dont le parti travailliste les avait dépossédés. Ce faisant, il les impliquait dans ce qui fut jusque-là l'apanage des seuls ashkénazes- le génocide*.

*Récemment, cette implication est devenue totale. Une étude de Dan Bar On et d'Oron Sela, de l'université Ben Gourion, montre que, depuis la fin des années 70, le génocide est un évènement ***commun*** à l'ensemble des Israéliens, quelles que soient leur origine et leur culture[3]. Les modèles de comportement quotidien de chaque citoyen devraient être guidés par l'impact brutal des évènements du génocide, affirma le député Moshé Katsav, né en Iran[4].

Plus que quiconque, Begin sut le politiser. Maitre dans l'utilisation des symboles historiques, il ne manqua aucune occasion de l'exploiter dans ses batailles politiques et pour asseoir sa propre image.

Plus il faisait du génocide une référence, plus il entamait le monopole des travaillistes sur cet évènement. C'était l'un de ses buts principaux. En maitrisant la mémoire, il assurait son pouvoir sur le pays. Son premier geste de Premier ministre fut d'accueillir un groupe de *Boat-people* vietnamiens qui furent secourus par un bateau vietnamien. Nous nous souvenons tous des bateaux d'immigrants illégaux juifs dans les années 30, errant sur les sept mers, demandant en vain le droit d'asile à un, à plusieurs pays, dit Begin*[5]. Begin voulait laisser croire que le monde entier était infecté par le nazisme et qu'Israël était isolé. Deux ans avant son mandat, l'assemblée générale des Nations unies avait elle-même conforté cette idée en votant une résolution selon laquelle le sionisme est une forme de racisme. Futur président de l'État, ambassadeur d'Israël aux Nations unies, Haïm Herzog exprima parfaitement les sentiments de Begin lorsqu'il déclara aux délégués qu'Hitler se serait trouvé à l'aise parmi eux[7].

Lors de la visite du président Sadate et du débat sur le retrait d'Israël de l'ensemble de la péninsule du Sinaï, quasiment tout le monde, partisans et adversaires du traité de paix, fit référence au génocide. Begin accompagna Sadate à Yad Vashem, puis- pour ne pas être accusé de défaitisme il le fit à son hôte la traditionnelle leçon israélienne sur le génocide: personne n'est venu nous sauver, ni d'Orient ni d'Occident. C'est pourquoi nous autres représentants de la génération de l'extermination et de la renaissance, avons fait un vœu: nous ne mettrons plus jamais notre nation en danger, plus jamais- au prix de nos vies s'il le faut- nous ne laisserons nos femmes nos enfants et ceux qu'il est de notre devoir de défendre, sous le feu mortel de l'ennemi[8]. Les adversaires des accords de paix utilisèrent également le génocide. Il me suffit pour ma part, de me souvenir du passé du président Egyptien pendant la seconde guerre mondiale, de son attirance pour Berchtesgaden, le nid d'aigle d'Hitler, pour comprendre que la destruction d'Israël reste ce qui motive sa pensée et son action, déclara Dov Shilansky à la Knesset[9]. Pendant la guerre, Sadate soutint l'Allemagne et, quelque temps avant son voyage à Jérusalem, il passa ses vacances dans la station bavaroise de sports d'hiver de Berchtesgaden. Le traité de paix impliquait l'évacuation des installations israéliennes du Sinaï. Lorsque les habitants de la ville de Yamit s'opposèrent à l'évacuation, ils épinglèrent une étoile jaune sur leurs vêtements.

Le génocide, sous le gouvernement Begin surtout, constitua la pierre angulaire du credo de l'État d'Israël et de sa politique. En juin 1981, Begin justifia la destruction d'une installation nucléaire iraquienne par ces mots: Nous devons protéger notre nation, dont un million et demi d'enfants furent assassinés dans les chambres à gaz[10]. Il comparait souvent Arafat à Hitler, le traitant de bête à deux jambes, expression qu'il utilisa des années auparavant pour Hitler[11]. Il compara aussi la charte de l'OLP à *Mein Kampf*. L'histoire de l'humanité n'a jamais connu d'organisation armée aussi répugnante et méprisable, les nazis mis à part (Oh que si, TOUTES les organisations juives), aimait-il dire[12]. En juin 1982, avant l'invasion israélienne du Liban, Begin déclara à son gouvernement: Vous savez ce que j'ai tenté, ce que nous avons tous tenté pour éviter la guerre et les pertes humaines. Mais notre destin est ainsi fait. Il n'y pas d'autre issue que le combat. Croyez-moi, l'alternative c'est Treblinka, et nous avons décidé qu'il n'y aurait plus de Treblinka[13]. Quelques semaines plus tard, la guerre éclata. Begin répondit aux critiques internationales comme ses prédécesseurs: après le génocide, la communauté internationale perdit le droit d'exiger d'Israël qu'il réponde de ses actions. Personne, nulle part, ne peut faire la morale à notre peuple, déclara Begin à la Knesset[14]. Une affirmation similaire figurait dans la résolution du gouvernement après les massacres de Sabra et Chatila, les camps de réfugiés Palestiniens aux abords de Beyrouth[15]. Évoquant le *London Times*, Begin déclara, comme il le fit souvent: Un journal qui cautionna la trahison de l'accord de Munich, devrait s'abstenir de faire la morale à une petite nation qui lutte pour sa survie. Si nous l'avions écouté, nous n'existerions déjà plus[16]. Dans une lettre au président Ronald Reagan, Begin affirma qu'au moment de la destruction des quartiers généraux d'Arafat à Beyrouth, il eut le sentiment d'envoyer l'armée israélienne démolir le bunker d'Hitler[17].

La guerre du Liban divisa profondément le pays. Inévitablement le génocide devint partie intégrante du débat politique. Hitler est déjà mort, Monsieur le Premier ministre, écrivit le romancier Amos Oz, en réponse à l'un des arguments de Begin justifiant les bombardements de Beyrouth.

Adolf Jacob Hitler détruisit un tiers du peuple juif, (note du copiste : 1/3 de six millions, ça fait deux millions, non ?) parmi lesquels se trouvaient vos parents, des membres de vos familles et de la mienne. Parfois, comme beaucoup de juifs, j'éprouve au fond de moi-même, une souffrance sourde de n'avoir pas tué Hitler de mes propres mains. Je suis sûr que les mêmes fantasmes vous hantent. Des dizaines de milliers d'arabes morts ne guériront pas cette blessure. Monsieur Begin, Adolf Jacob Hitler est mort il y a trente-sept ans. Qu'on le déplore ou pas, c'est un fait: Hitler ne se cache pas à Nabatyeh, ni à Sidon, ni à Beyrouth. Il est bel et bien mort.

Monsieur Begin, vous ne cessez de faire montre d'un étrange besoin de ressusciter Hitler afin de le tuer à nouveau, tous les jours sous la forme de terroristes…Ce besoin de ressusciter et de faire disparaître Hitler vient d'une mélancolie que les poètes doivent exprimer. Mais chez un homme d'État c'est un sentiment hasardeux qui peut mener à un danger mortel[18].

Le rédacteur en chef de Yediot *Aharonot*, Herzl Rosenblum, répondit à Oz par un des articles les plus étranges jamais parus dans la presse israélienne. Défendant la comparaison de Begin entre Yasser Arafat et Adolf Jacob Hitler, Rosenblum écrivit:

Si Arafat gagnait en puissance, il commettrait à notre encontre des exactions que même Hitler n'avait pas imaginées. Ce n'est pas de la rhétorique de notre part. Si Hitler nous a tués avec une certaine réserve (tiens, à présent, voilà que les morts se mettent à écrire), Arafat, lui, s'il venait au pouvoir, n'userait tout bonnement pas de la sorte. Il scalperait nos enfants en lançant le cri de guerre, il violerait nos femmes en plein jour avant de les déchiqueter, il nous jetterait par-dessus les toits et nous écorcherait vif comme un tigre affamé dans la jungle, sans ordre allemand, ni transport organisé par Eichmann […] quel mal y a-t-il donc à ce que Begin évoque Hitler ? Oui, ce despote n'était qu'un chaton comparé à Arafat […] Begin n'a pas exagéré en parlant d'Hitler. En réalité, il a minimisé le danger qui nous attend de la folle ascension de cette masse d'assassins à Beyrout[19].

Quelques jours plus tard, les journaux publièrent la plus féroce condamnation du gouvernement: ***l'érudit Yeshayahu Leibowitz qualifia la guerre du Liban de politique judéo-nazie***[20]. Pour la première fois depuis la construction de Yad Vashem, un survivant du génocide entama une grève de la faim devant le mémorial. Shlomo Schmelzman, rescapé du ghetto de Varsovie et de Buchenwald, protestait à la fois contre la guerre du Liban et contre la manipulation du génocide. Une polémique se développa dans la presse. L'administration de Yad Vashem interdit à Shlomo Schmelzman de rester dans la cour du mémorial; set jours plus tard il renonça[21].

À la fin de cette année-là, une habitante de Jérusalem accompagna son fils et quelques-uns de ses camarades de la compagnie des tanks, à Yad Vashem, où ils assistèrent à une conférence donnée par leur guide, Yehiam Weitz. Le lendemain, elle envoya une lettre au chef d'état-major général, Rafaël Eitan, qui fit immédiatement annuler toutes les visites de soldats au mémorial. Selon cette femme, Weitz, fils et petit-fils de hautes personnalités du Mapai, aurait déclaré que, contrairement à ce que l'on affirmait habituellement, la création de l'État d'Israël ne garantissait pas la sécurité de ses habitants, et qu'il était bien plus facile d'exterminer les juifs en Israël que partout ailleurs dans le monde. Elle ajouta que Weitz avait déprécié les victimes du génocide en affirmant que peu importait la façon dont on mourait, dans l'honneur ou dans la honte.

Il s'avéra que les propos du guide furent coupés de leur contexte et les visites reprirent. Quelques mois plus tôt, un tribunal militaire examina les charges retenues contre des soldats et des officiers accusés de violences gratuites sur des résidents des territoires occupés. L'n d'eux aurait ordonné à ses hommes d'inscrire des numéros sur les bras des Palestiniens. On demanda au conseil de Yad Vashem de condamner cet acte. Gidéon Hausner, qui en était alors le président, esquiva la question en décrétant que cet incident n'avait aucun rapport avec le génocide[22].

La politisation du génocide par Menahem Begin irrita ses adversaires qui entreprirent une redéfinition de quelques concepts historiques fondamentaux. En 1980, le célèbre éditorialiste Boaz Evron publia un article définitif sur cette question. Pour la première fois, le caractère unique de l'extermination des juifs était remis en question. En réalité, remarquait Evron, les nazis assassinèrent également des Allemands, des malades mentaux, des incurables et des gitans; en outre, ils eurent l'intention d'étendre l'extermination de masse à d'autres nations. La thèse de la singularité du meurtre des juifs arrangeait tout le monde. Les Allemands pouvaient présenter le nazisme comme un accès de folie et préparer le retour de l'Allemagne au sein de la famille des nations, chose à laquelle le monde entier, y compris Israël, trouvait son intérêt économique et politique. Associer cette singularité au silence des nations pendant le massacre des juifs servit d'idéologie sioniste et, par la suite, Israël. Comme si cela allait de soi, chaque hôte de marque est emmené en visite obligatoire à Yad Vashem […] pour bien lui faire comprendre les sentiments et la culpabilité que l'on attend de lui.

En outre, tout cela avait pour fâcheuse conséquence de dissocier le peuple juif du reste de l'humanité, comme s'il avait été créé séparément. L'idée du peuple habitant seul s'enracinait profondément dans la tradition juive, remarqua Evron. Mais, non seulement ce concept était antinomique avec le rêve sioniste visant à créer une existence juive normale, mais il pouvait mener à un aveuglement moral. En estimant que le monde nous hait et nous persécute, nous nous croyons exemptés de la nécessité d'être comptables de nos actes à son égard. L'isolement paranoïaque par rapport au monde et à ses lois pouvait entrainer certains juifs à traiter les non juifs comme des sous-hommes, rivalisant ainsi avec le racisme des nazis. Evron mit en garde contre la tendance à confondre l'hostilité des arabes avec l'antisémitisme nazi. On peut distinguer la classe dirigeante d'un pays de sa propagande politique, car celle-ci est présentée comme une part de sa réalité, écrivit-il. Ainsi, les gouvernants agissent bien dans un monde peuplé de mythes et de monstres qu'ils ont eux-mêmes créés[23].

Cet article fut écrit deux ans et demi avant que Menahem Begin n'envoie l'armée israélienne à Beyrouth pour détruire Hitler.

En février 1983, eut lieu à la Knesset un débat sur le thème: *Cinquante ans après la prise de pouvoir des nazis, les leçons d'une époque*. De tels débats historiques eurent déjà lieu à la Knesset, généralement pour commémorer certains évène-

ments de la guerre. Ils mettaient en lumière les transformations de la perception du génocide et son influence sur la réalité sociale et politique d'Israël. En 1983, le débat fut initié par Yaïr Tsaban (du Mapam), un dirigeant du mouvement pour la paix. Selon lui, la principale leçon du génocide était d'ordre universel: Rester sur ses gardes, demeurer vigilant à l'égard de tout signe d'érosion de la démocratie, de toute tendance à la dictature, sous quelque forme que ce soit, même populaire et apparemment de gauche. Un autre danger s'ajoute à celui-ci: le cancer de la toute puissante folie nationaliste. Puis, Tsaban se lança dans une démonstration fondée essentiellement sur les travaux de l'historien américain George Mosse[24]. Dans le passé, l'universalité du génocide fut fréquemment évoquée, mais la façon dont Tsaban l'exposait, en mettant en question la morale nationaliste, était nouvelle. De toute évidence, c'était une critique de Begin, qui présentait sa politique, y compris la guerre du Liban, comme n impératif moral hérité du génocide.

*

Pour Begin rien n'avait changé. Peu avant sa nomination au poste de Premier ministre, le chancelier allemand Helmut Schmidt se rendit en visite officielle en Israël. Après les Etats-Unis, l'Allemagne représentait pour le pays, un important enjeu économique, géopolitique et militaire, même si la normalisation de leurs relations se faisait dans la discrétion. Cependant, peu après la formation du gouvernement Begin, le ministre des Affaires étrangères, Moshé Dayan déclara que les deux pays entretenaient des relations séculières[25]. Begin promit de faire tout ce que sa fonction exigeait, y compris rencontrer des dirigeants allemands, et son gouvernement donna son accord pour une visite de Schmidt[26].

Entre-temps, Schmidt repoussait sans cesse son voyage. De retour d'Arabie Saoudite, il déclara qu'en raison de son passé nazi l'Allemagne était responsable d'un certain nombre de nations européennes ainsi que des Palestiniens. Il ne mentionnait ni le peuple juif, ni Israël. Begin répondit par une féroce attaque personnelle à l'encontre du chancelier allemand: Tout le monde a servi dans l'armée nazie, y compris Mr Schmidt, qui a juré allégeance au Führer, (copiste: y compris des juifs? Pourquoi Begin fut-il arrêté par les soviétique ?) et sut rester entièrement fidèle à son serment[27]. En Israël, la campagne électorale, houleuse et violente, battait son plein. Cette attaque contre Schmidt était destinée à raviver les émotions du public et rappeler les grandes harangues antigermaniques des années cinquante. Begin avait également échangé quelques propos injurieux avec le chancelier autrichien Bruno Kreisky au sujet de ses relations avec Yasser Arafat. Nous vaincrons les Arafat nazis et leurs valets, quelle que soit leur origine, dit Begin, faisant allusion aux origines juives de Kreisky[28]. On peut facilement imaginer ce qu'aurait été sa réaction s'il avait su que du sang juif coulait également dans les veines de Schmidt.* L'ambassadeur d'Israël en Allemagne, Yohanan Meroz, qui apprit l'histoire du chancelier de la bouche même de ce dernier, décida de cacher l'information à ses supérieurs. Il craignait que Begin ne l'utilise pour exacerber la tension entre les deux pays[29]. Pour finir, Schmidt ne se rendit pas en Israël.

Begin démissionna en 1983. Je ne peux plus continuer, expliqua-t-il. Jusqu'à sa mort, en 1992, il vécut dans une réclusion totale. Lorsqu'il quitta son bureau pour la dernière fois, le drapeau allemand flottait au-dessus de la résidence du Premier ministre: Le chancelier Helmut Kohl était sur le point d'arriver en Israël. C'est à croire que Begin, déchiré et torturé, avait consciencieusement choisi le moment de sa retraite. Au moins, il n'aurait pas recevoir un Allemand.

*Copiste: Quelle connerie! Comme s'il existait du sang de différentes religions.

23. Au plus profond de nous

Durant l'été 1984, vingt-cinq mille Israéliens élurent à la Knesset le rabbin Meïr Kahana. La classe politique en fut stupéfaite, car Kahana était souvent comparé à Adolf Jacob Hitler. Immigré des Etats-Unis, il se réclamait de principes qui prenaient racine, disait-il dans le génocide[1]. Au début de sa carrière politique, il fut à la tête de Ligue de défense juive aux Etats-Unis, et cela lui valut une bonne réputation en Israël. Pour certains, il incarnait l'image du juif fier et combatif.

Kahana aimait se présenter comme une pure émanation du sionisme, mais il en représentait en réalité la face plus noire: raciste. De toute évidence, il souhaitait miner de l'intérieur un certain nombre de valeurs fondamentales de la culture israélienne. Il réclamait l'expulsion de citoyens arabes israéliens et des Palestiniens des territoires occupés, et préconisait la mise en place d'une législation religieuse. On le considérait, au début, comme un fauteur de troubles quelque peu désaxé. De temps à autre il organisait des manifestations, provoquant invariablement des heurts avec la police. Dans les locaux de ses quartiers généraux à Jérusalem, il aménagea un petit musée établissant un parallèle entre le génocide qui fut perpétré (en Europe) et celui qui ne manquerait pas de se produire (aux Etats-Unis). Le nationalisme antidémocratique et violemment anti-arabe de kahana, ainsi que son extrémisme religieux, trouvèrent du répondant au sein des milieux défavorisés en proie à des sentiments de frustration sociale, de xénophobie (surtout à

l'égard des arabes), de difficultés matérielles et d'angoisse. Sans relâche il répétait que, s'ils en avaient le pouvoir, les Arabes donneraient libre cours à leur haine du juif et violeraient femmes et enfants. Des meurtres et des viols qui bouleversèrent le pays à cette époque- certains perpétrés par des terroristes palestiniens, d'autres par des criminels de droit commun, d'autres encore par des inconnus-, alimentaient sa propagande. Mais il était laid, baragouinait un mauvais hébreu avec un accent étranger, *et personne ne pensait qu'il aurait plus d'influence qu'un graffiti dans des toilettes publiques*. C'est pourquoi son élection à la Knesset causa une réelle stupeur.

Environ un an après, il déposa auprès du parlement deux projets de lois. Le premier entendait limiter l'octroi de la citoyenneté israélienne aux seuls juifs. Les non-juifs, c'est-à-dire les Arabes, recevaient le statut d'étrangers, tel qu'il est défini par la loi religieuse juive, et serait soumis à la capitation. Ils conserveraient leurs droits civiques, mais n'en auraient politiquement aucun; ils ne pourraient ni voter, ni travailler dans un service public, ni vivre à Jérusalem. Ceux qui s'opposeraient à ces mesures seraient expulsés du pays, mais dédommagés. Le second projet porterait le nom de Loi de prévention contre l'assimilation entre juifs et non-juifs et pour la sainteté de Jérusalem: interdiction de fréquenter les mêmes plages, de pratiquer des mariages mixtes et d'avoir des relations sexuelles; interdiction pour les non-juifs de vivre dans des quartiers juifs sans l'accord de la majorité des habitants juifs.

Un député entreprit la comparaison systématique des propositions de Kahana et des lois de Nuremberg. Le présidium de la Knesset refusa de faire figurer ces deux projets à son ordre du jour. Comme cela s'était déjà produit, Kahana en appela à la cour suprême et obtint gain de cause: le juge Aharon Barak décréta que les projets de loi de Kahana éveillaient d'horribles souvenirs, et pouvaient menacer le caractère démocratique de l'État d'Israël, mais ajouta-t-il, notre force réside dans l'observation méticuleuse de l'application de la loi et de la légalité du pouvoir, même quand il s'agit d'opinions que nous abhorrons[2].

Le kahanisme s'avéra plus dangereux que Kahana; il se répandit dans l'ensemble du pays et acquit une certaine influence, surtout parmi les jeunes[3]. Comme les opérations terroristes palestiniennes se poursuivaient, des bandes de jeunes juifs multiplièrent les agressions contre les Arabes, attaquant les passants, provoquant des dégâts dans certains quartiers; l'expression *mort aux Arabes* n'était devenue que trop familière. Le cri de *mort aux juifs* résonne encore dans nos oreilles, ils en ont changé un mot et c'est devenu: *mort aux Arabes*, déclara Haïké Grossman, une députée du Mapam, survivante du génocide. Même dans ses rêves les plus noirs, et dans les terribles cauchemars qui l'avaient poursuivie pendant de si longues années, elle n'avait cru qu'une telle chose aurait pu se produire[4]. En juillet 1985, la Knesset vota un amendement selon lequel les personnes associées à des actes ou des objectifs racistes ne seraient pas autorisés à se présenter aux élections législatives. Au cours du débat, le génocide fut fréquemment évoqué. La Knesset vota un autre amendement au code pénal, mettant hors la loi toute incitation raciste. Elle entérina également une loi disqualifiant un candidat qui aurait remis en question le droit à l'existence d'Israël, et une autre enfin interdisant tout contact avec un membre de l'OLP[5]. Kahana ne put donc se présenter à l'élection, mais il fut remplacé par certains de ses partisans qui surent utiliser, pour demander la *déportation des Arabes*, un langage dénué de fanatisme religieux, faisant référence à la pensée sioniste et au passé israélien.

Au même moment, les autorités israéliennes mirent en place des mesures de protection du système éducatif contre le racisme. L'année scolaire 1986/1987 fut appelée l'année de *l'éducation pour la démocratie*. Le ministre de l'éducation encouragea les rencontres entre juifs et non-juifs. La radio et la télévision, ainsi que le corps enseignant de l'armée, apportèrent leur concours à cet effort commun- somme toute peu efficace- pour le réveil de la conscience démocratique.

À la suite de Kahana, des soldats de plus en plus nombreux, pénétrés de l'histoire du génocide, imaginèrent toutes sortes de scénarios pour exterminer les Arabes, devait se souvenir l'officier Ehud Praver, responsable du corps enseignant de l'armée. Il est très préoccupant que le génocide puisse ainsi légitimer un racisme juif. Nous devons désormais savoir qu'il n'est pas seulement indispensable de traiter de la question du génocide, mais aussi de celle de la montée du fascisme, d'en expliquer la nature et les dangers pour la démocratie. Selon Praver, trop de soldats se sont mis à croire que le génocide peut justifier n'importe quelle action déshonorante[6]. En mai 1986, l'armée distribua aux officiers supérieurs une série de bulletins intitulés, *Les enseignements du génocide*. C'était un document de deux pages prônant la défense de la liberté humaine comme moyen d'empêcher le retour du nazisme[7]. Un an plus tard, en avril 1987, l'armée distribua un autre bulletin, *Après le génocide*, où il était écrit: *L'expérience du génocide nous renvoie à notre condition d'hommes* [...] Nous avons l'obligation de nous défendre, mais nous devons aussi préserver nos valeurs morales et rester vigilants face à l'usage que nous faisons de la force. Au dos, une citation du romancier A. B. Yehoshua posait les termes de ce dilemme: Devons-nous nous mettre en danger afin de sauvegarder nos valeurs morales? Selon Yehoshua, les questions soulevées dans le document dénotaient une réelle compréhension de la signification du génocide[8]

Quelques mois plus tard, l'intifada éclata, et l'armée décida de suspendre les visites de soldats au musée des combattants des ghettos au kibboutz Lohamei Hagetaot. Officiellement, l'armée allégua l'inefficacité des programmes éducatifs et la formation insuffisante des guides accompagnant les soldats dans le musée[9]. Officieusement, certains rapports faisaient état de réactions extrémistes de la part de soldats dans les Territoires occupés: *à la suite de leur visite au musée, certains conclurent qu'à l'instar des nazis, il fallait utiliser la brutalité pour mater les émeutiers. En été 1989,*

la presse révéla qu'un groupe de soldats prit le nom d'Unité Mengele, un autre, celui de Section d'Auschwitz, d'autres encore décidèrent de s'appeler les Demjamjuks. L'armée s'efforça d'en empêcher la publication, elle prétendit ensuite que ce n'était que des manifestations d'humour noir[10].

La violence et l'humour noir n'étaient pas le seul résultat des visites guidées au musée des combattants des ghettos: des soldats déclarèrent qu'ils ne voulaient plus être le bras de l'oppression dans les Territoires occupés et refusèrent d'y servir. Ils exprimaient par là un certain nombre de scrupules moraux, qui avaient été écartés ou ignorés. Comme la question du racisme, ces doutes prirent corps à l'ombre du génocide, ils se manifestèrent pour la première fois pendant la guerre du Liban et mettaient la démocratie à l'épreuve. Au point culminant de la guerre, des soldats désertèrent, invoquant des raisons morales et politiques. Et lorsque l'armée réprima la révolte palestinienne dans les Territoires occupés, violant parfois les droits de l'Homme, des dizaines d'Israéliens refusèrent de participer aux opérations militaires et furent emprisonnés. Ce phénomène était sans doute plus répandu qu'on ne le dit publiquement, car les cas individuels furent souvent réglés de façon discrète et informelle au sein de chaque unité de l'armée[11]. En Israël, le service militaire a toujours été considéré non seulement comme une nécessité, mais aussi comme l'un des piliers de l'identité individuelle et collective. À ce titre, refuser de servir dans les Territoires signifiait en quelque sorte, se placer à l'écart. Bien que marginale, cette attitude suscita un important débat au milieu des années quatre-vingt. Comme la question- plus fréquemment évoquée- de *la déportation des Arabes*, celle-ci révélait la polarisation des valeurs et de la culture israélienne, ainsi que l'existence d'un extrémisme politique. Les actes de violence contre les Palestiniens- l'armée parla d'excès- furent rendus publics au cours de procès militaires où fut à nouveau examinée la définition d'un *ordre manifestement illégal* et du *devoir de désobéissance*. On fit souvent référence à l'armée nazie, et ceux qui refusaient de servir dans les Territoires invoquèrent le génocide.

La comparaison entre Israël et l'Allemagne nazie fut déjà évoquée au moment de la guerre d'indépendance, puis lors du massacre de Kafr Kacem, en 1956. À chaque fois, la question revenait: Cela peut-il nous arriver à nous aussi ? Hitler était une insulte ou une accusation communément employée lors de chaque débat politique[12]. Cependant, la comparaison littéraire entre le nazisme et la politique israélienne était rarement utilisée, sauf pour quelques fanatiques marginaux. Les sectes ultrareligieuses (pourquoi pas intégristes comme ils disent des musulmans ?) du quartier de Mea Shearim, à Jérusalem, peignirent des croix gammées sur les murs des maisons, en protestant contre la politique gouvernementale. Les tensions inter communautaires donnèrent naissance à de nouvelles expressions telles qu'*Ashken-Nazis*. Peu après que Yeshayahu Leibowitz ait employé le terme *judéo-nazie* à propos de la guerre du Liban, Amos Oz échangea une correspondance avec un représentant de l'extrême gauche qui déclara *que les douches écossaises auxquelles on soumettaient les prisonniers palestiniens lui rappelaient quelque chose*. Oz écrivit que c'était une comparaison démagogique et malhonnête[13]. De temps à autre, la presse étrangère établissait un parallèle entre Israël et l'Allemagne nazie. Israël allégua que qu'il s'agissait des manifestations d'antisémitisme et prit des mesures contre les journaux arabes des Territoires occupés publiant de tels propos[14]. Mais après l'extrémisme politique des années quatre-vingt, qui donna naissance au kahanisme, et au refus de servir dans les Territoires occupés, les Israéliens devinrent plus perméables à ce type de propos.

En septembre 1988, *Davar*, quotidien lié au Mouvement travailliste, publia un article traitant le parti Moledet- qui préconisait l'expulsion des Arabes d'Israël vers les pays arabes- de néo-nazi, et Moledet porta plainte. Quelques semaines plus tard, *Maariv* entreprit une campagne de presse contre la plate-forme du parti travailliste, proposant la convocation d'une conférence internationale pour rechercher une solution au conflit Israélo-Palestinien; y était jointe la photo d'Adolf Jacob Hitler à la conférence de Munich en 1938. Maariv dut présenter ses excuses[15]. Zeev Sternhell, professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, spécialiste de l'histoire du fascisme, écrivit: La fin de la démocratie allemande n'a pas sonné le jour où les milices nazies assassinèrent pour la première fois un manifestant de gauche, mais lorsqu'un nazi fut condamné à trois mois de prison pour un crime dont un communiste eut été passible de trois ans d'emprisonnement[16]. Un juge de Tel Aviv venait tout juste de prononcer une sentence de six mois de travail dans un service d'intérêt public pour le meurtre d'un jeune Palestinien. Lorsque le maire d'une des nouvelles implantations juives en Cisjordanie voulut imposer le port d'un signe distinctif aux Palestiniens se rendant dans sa ville, le quotidien populaire *Hadashot* fit paraître un éditorial intitulé, *Non à l'insigne jaune*[17]. *Nous ferions mieux de commencer à construire de boxes en verre** *où nous nous tiendrons le jour où on nous jugera pour nos exactions contre le peuple palestinien*, déclara un célèbre compositeur de chansons[18].

*En référence au procès Eichmann.

Après l'assassinat de Kahana, en hiver 1990, ses partisans proférèrent des menaces à l'encontre de certains commerçants employant de la main d'œuvre palestinienne. Ceux qui cédaient des sortes d'attestations de bonne conduite. Itzhak Arad, président du conseil de Yad Vashem, déclara *à Hadashot*: Lorsque je pris connaissance de cette information, je me suis immédiatement souvenu du boycott allemand contre les juifs. Un an plus tard, trois juges, siégeant dans un tribunal militaire d'exception, décrétèrent que les atrocités commises en Cisjordanie, sous les ordres du colonel Yehuda Meïr, éveillèrent en eux d'inévitables associations d'idées19. Auparavant, la presse déclencha un scandale public, en publiant certaines déclarations. En octobre 1988, A.B. Yehshua affirma à Newsweek que, depuis que tant

d'Israéliens refusent de lire les journaux et de regarder les nouvelles à la télévision, ils comprenaient les Allemands affirmant avoir ignoré l'existence du génocide. Et il ajouta: Il semble si facile se tenir éloigné d'évènements se déroulant à dix kilomètres de chez soi. Cette déclaration, bien sûr, souleva un tollé. Yehoshua nia avoir comparé la situation dans les territoires à celle de l'Allemagne nazie. Il s'expliqua: Que cela vous plaise ou pas, ce ne sont pas les images des Français en Algérie ou des Anglais au Kenya qui imprègnent notre subconscient individuel et collectif, mais celles de la seconde guerre mondiale (n'oublions pas que le génocide ne se limitait pas aux chambres à gaz, mais que c'était aussi un terrifiant système d'humiliation et de mauvais traitements infligés à des vieillards, des femmes et des enfants). Ce sont elles les images essentielles avec lesquelles nous avons grandi, et qui sont profondément enracinées en nous[20].

Yehoshua semble avoir trouvé là le cadre théorique permettant de légitimer l'utilisation du génocide comme élément de référence. C'était sans doute l'idée la plus audacieuse avancée par un écrivain israélien sur cette question.

Il n'est pas étonnant que les remarques de Yehoshua aient parues dans un journal pamphlétaire, hors du cadre de son travail littéraire: les œuvres de fictions ont toujours eu du mal à s'imposer face aux documents sur le génocide, et les meilleurs écrivains israéliens- S.Y. Agnon, Amos Oz et Yehoshua- ont rarement écrit sur le génocide lui-même. *Saul et Joanna* de Naomi Frankel, l'un des deux plus importants romans traitant explicitement de ce sujet évoque principalement l'existence juive en Allemagne avant l'extermination. Quant à *Voir ci-dessous: amour*, le roman de David Grossman, écrit trente ans après le travail de Frankel, il aborde les effets du génocide sur les survivants en Israël. Aucun de ces deux livres ne décrit l'horreur elle-même. Cela vaut également pour les livres d'Aharon Appelfeld; par principe, il ne touche pas au cœur du sujet[21].

Ici, les écrivains israéliens se heurtent à d'autres obstacles que les limites de la langue. Il existe une tradition littéraire, largement influencée par les lamentations bibliques, tirant son inspiration du désastre, de l'oppression, des massacres, des persécutions, des expulsions et des discriminations séculaires dont les juifs furent victimes. Les œuvres de Shaul Tchernikhowski et de Haïm Nathan Bialik sur les persécutions antisémites du Moyen-âge et les pogroms du tournant du siècle en Russie sont restées totalement vivantes dans la conscience littéraire hébraïque, même après le génocide. Uri Zvi Greenberg, dont les puissantes lamentations lui valurent la réputation du plus grand poète du génocide, s'inscrit, à sa façon, dans cette tradition littéraire

Avec la politisation du génocide sous l'administration Begin, un nouvel art de la rhétorique marqua la prose, la poésie et surtout le théâtre israélien. La guerre du Liban donna lieu à de nombreuses comparaisons entre les israéliens et les nazis. Ainsi en 1982, les massacres des camps de Sabra et Chatila inspirèrent à la poétesse Dalia Rabikowitz, les vers suivants:

Rentrez au camp, Marsh ! cria le soldat
Aux femmes hurlantes de Sabra et Chatila.
J'ai reçu des ordres[22].

À la fin de 1990, ce parallèle avec le nazisme fut évoqué dans un livre de témoignages de soldats ayant servi dans les Territoires occupés[23].

*

La vulgarisation du génocide progressait un peu plus chaque année. De la fusion, en direct d'Auschwitz de *Questions sur l'héroïsme*, à la publication de la version hébraïque de la bande dessinée américaine, *Maus*, évoquant d'une façon comique le massacre des juifs, le génocide participait de la vie quotidienne et constituait un thème central de la culture populaire, au cinéma, au théâtre et à la télévision[24]. À la fin des années quatre-vingt, il ne se passait pas de jour sans qu'il en soit fait mention dans la presse. C'étaient les mêmes journaux, parfois les mêmes rédacteurs, qui avaient consacré, pendant et après la guerre, si peu de place aux évènements du génocide. Excepté *Haaretz*, ils ne s'étaient pas intéressés au procès de Nuremberg. Car, de même qu'ils n'avaient pas considéré le massacre des juifs comme un sujet central, ils estimèrent que le procès des assassins n'en était pas un non plus. La capture et le procès d'Adolf Eichmann marquèrent un tournant. En septembre 1961, Maariv publia, à la une, le poème d'Evgueni Evtouchenko, Babiyar[25]. Les journaux ouvrirent leurs colonnes à toutes sortes de débats historiques afin de réexaminer certaines vérités convenues sur le génocide. En été 1988, par exemple, la presse discuta de l'opportunité de la publication en hébreu du livre d'Adolf Jacob Hitler, *Mein Kampf*. Finalement une version abrégée du livre parut[26].

L'évènement médiatique majeur de la fin des années quatre-vingt se déroula à Jérusalem: le procès de Demjamdjuk. Lorsqu'il fut extradé des Etats-Unis, au début de 1986, Demjamjuk était âgé de soixante-six ans. Il naquit en Ukraine et émigra après la seconde guerre mondiale à Cleveland, dans l'Ohio où il travailla dans une usine Ford. En réalité il s'appelait Ivan. Au début des années soixante-dix, la justice américaine se mit à enquêter sur son passé, le soupçonnant d'avoir caché au bureau de l'immigration son engagement pendant la guerre dans les forces armées allemandes et son affectation au camp de Sobibor, en Pologne. Il semble que la principale information le concernant ait été communiquée par les soviétiques au ministère américain de la justice, mais on ignore précisément comment. La procédure légale américaine traina en longueur pendant dix années. Les éléments dont on disposait pour inculper Demjamjuk

s'avérèrent insuffisants; sa citoyenneté fut néanmoins abrogée. Israël réclama son extradition, apparemment pour répondre à une requête des USA. Lors du procès, pour différentes raisons, l'accusation décida de se concentrer sur les crimes imputés à Demjamjuk dans un autre camp, celui de Treblinka. On l'accusa d'avoir actionné les dispositifs de la chambre à gaz où quelque huit-cent-soixante-dix mille personnes, des juifs pour la plus part, furent assassinés. Demjamjuk fut également accusé de nombreux actes sadiques; sa cruauté sans pareille lui aurait valu le surnom d'Ivan le Terrible.

Les charges concernant le cas n°373/86 étaient essentiellement fondées sur une carte d'identité au nom de Demjamjuk, avec sa photo et des renseignements d'ordre personnel, ainsi que sur le témoignage d'une longue série de survivants de Treblinka qui prétendirent le reconnaître. La carte d'identité était du type de celle que délivrait le camp d'entrainement des SS de Tawniki, en Pologne. Ce document fut transporté d'Union soviétique en Israël dans l'avion privé du millionnaire américain Armand Hammer, au cours d'une mission entourée de mystère et de mise en scène. Un peu plus tard, d'autres documents en provenance d'Union soviétique arrivèrent en Israël. La carte d'identité et les témoignages des survivants étaient nécessaires à l'accusation parce que John Demjamjuk soutenait qu'il n'a jamais été à Treblinka. La carte d'identité, elle aussi, ne mentionnait que ses états de service à Sobibor. Demjamkuk niait également y avoir été en poste. Il soutint que les documents étaient falsifiés. Il soutenait que les accusations dont il était victime étaient destinés à nuire à la communauté Ukrainienne antisoviétique aux Etats-Unis, une conspiration fomentée par le KGB. Les déclarations de Demjamjuk déterminèrent le climat général du procès. Au lieu de centrer les débats sur la tragédie de Treblinka, ils se focalisèrent sur l'énigme de l'identité de l'accusé.

Les noms des deux ukrainiens qui actionnèrent le dispositif des chambres à gaz de Treblinka furent évoqués lors du procès Eichmann: Nikolaï et Ivan. Sans doute Ivan fut-il un sadique et un grand ennemi des juifs mais, contrairement à Eichmann, ne prit part à aucune décision concernant l'extermination. Rien ne laissait supposer qu'il adhéra à l'idéologie nazie. Il était ce que les Israéliens appelaient un *rosh katan*- littéralement, une petite tête- un soldat exécutant les ordres, sans réfléchir, s'efforçant d'éviter toute responsabilité. Le procès Demjamjuk aurait pu être le procès d'un *rosh katan*. Sa conclusion aurait pu être qu'une personne est responsable des ordres qu'elle exécute et que, tôt ou tard- même après quarante ans- elle aurait à en répondre. Le procès aurait ainsi contribué aux efforts mis en place dans le pays pour contrecarrer le courant raciste qui s'y développait.

L'accusation préféra dénombrer les cruautés commises dans le camp. Les uns après les autres, les survivants furent appelés à la barre pour témoigner, avec forces détails atroces, des épreuves qu'ils subirent. Le tribunal faisait salle comble. Le déroulement du procès était transmis en direct à la radio et à la télévision. Tout le monde le suivit. Pendant des jours et des semaines, le pays regarda et écouta le récit des atrocités, y compris des abus sexuels sur des enfants, comme si, de nouveau, plein de colère et de haine, ils se prosternaient devant l'horreur et devant la mort, y creusant, de nouveau, un abri contre un monde hostile. Comme pour Eichmann, il s'avéra que le procès ne constituait qu'un moyen fort limité pour rendre compte de l'Histoire. Cependant, il était d'une grande puissance dramatique. La tension entre la rigueur juridique de l'accusation et la terrible réalité qu'elle révélait chargeait l'atmosphère. Le procureur, Michaël Shaked, un jeune homme aux cheveux bouclés, intelligent, vif et plein de charme, croyait en sa mission, faire advenir la justice historique. Apparemment, il pensait vraiment que Demjamjuk était Ivan le Terrible. Par moment, on aurait pu croire qu'il était bien le seul.

L'avocat de la défense donnait parfois au procès des allures de farces: le loquace avocat américain Marc J. O'Connor se noyait dans des altercations sans fin avec les juges. Il insultait fréquemment la cour lançant parfois avec arrogance quelques mots d'hébreu et le tribunal le tançait à son tour. Finalement, O' Connor demanda aux trois juges de se retirer; ils refusèrent. C'était à se demander si Demjamjuk ne serait pas condamné à la potence pour avoir mal choisi son avocat. En plein procès, Demjamjuk et sa famille révoquèrent O'Connor qui retourna à l'anonymat de Buffalo, dans l'Etat de New York. Il laissa derrière lui une écœurante odeur d'after-shave. L'inimitié qui éclata publiquement entre O'Connor et son collègue de la défense, l'avocat israélien Yoram Sheftel, fut, un moment marquant du procès. Un expert fit une tentative du suicide après un contre-interrogatoire révélant les déficiences de son témoignage. Un autre avocat de la défense mit fin à ses jours en se jetant par une fenêtre. À ses obsèques, un vieil homme jeta de l'acide sur Sheftel qui réussit de justesse à garder la vue. L'un des trois juges fut victime d'une crise cardiaque. L'audience se tint dans une salle de cinéma, contrairement aux autres fois, photographes et les journalistes de radio furent autorisés à y assister. À son habitude, avant même le début du procès, la presse déclara que l'accusé était coupable. Quant au ministre de la justice, il traita Demjamjuk d'assassin, bien avant l'ouverture du l'audience[27]. Dans un sens, ce fut un procès spectacle, mais bizarrement, ce fut un procès-spectacle loyal, conduit dans la plus rigoureuse légalité: l'accusé eut toute latitude pour se défendre. On traduisait simultanément en ukrainien et en anglais, à destination des avocats de la défense et de la presse étrangère. La défense reçut, aux frais de l'État, l'aide technique dont elle avait besoin. Demjamjuk était gardé dans une cellule isolée, mais dans des conditions confortables. Il avait la radio, étudiait l'hébreu, lisait les journaux, de temps à autres, pouvait s'entretenir au téléphone avec les siens et bénéficiait de soins médicaux.

Demjamjuk pouvait-il être acquitté ne serait-ce qu'au bénéfice du doute ? Le climat qui présidait au procès et à l'audience des témoins, rendit son acquittement quasi impossible. Mais quelle foi accorder aux témoignages prétendant reconnaître un homme après un tel laps de temps, surtout après la diffusion régulière de sa photo au cours des

dix années précédant le jugement. Les procédés utilisés pour l'identification de Demjamjuk furent, à maints égards irréguliers et on peut légitimement se demander si, malgré leurs allégations, les témoins ne s'étaient pas concertés avant le procès. Certains d'entre eux avaient déjà témoigné de leur incarcération à Treblinka dans d'autres affaires.

L'un des moments les plus éprouvants du procès fut l'interrogatoire d'Eliahu Rosenberg, chargé à Treblinka du déblaiement des chambres à gaz. Les prisonniers qui tentèrent de s'échapper étaient gazés avec une faible quantité de gaz et ils agonisaient pendant une nuit entière, dans d'horribles souffrances. L'avocat de la défense, O'Connor demanda à Rosenberg s'il n'avait pas songer à les aider à fuir. C'était la même question qui fut posée aux témoins lors des procès Kastner et Eichmann. Bouleversé, Rosenberg répondit:

Comment aurais-pu le faire votre honneur ? Comment aurais-je pu les aider ? Je n'avais aucun contact avec des gens vivants lorsque je les voyais- ils entraient dans les chambres à gaz. Je n'avais aucun contact avec eux. Ils n'avaient même pas le temps de lever la tête. Que pouvais-je leur dire ?
Le juge Lévin: Monsieur Rosenberg… c'est une question précise. Avez-vous essayé de les aider à fuir ? Le Procureur, ému: Avec tout le respect dû à la cour, je pense que la réaction du témoin est la meilleure réponse à la question posée. À mon humble avis, cette question a des relents de provocation. Je ne pense pas qu'il faille que le témoin y réponde.
Lévin: Cette question est légale et tout à fait pertinente. Monsieur Rosenberg est prié d'y répondre.
Rosenberg: Je dois répondre votre honneur ?
Lévin: Oui, oui.
Rosenberg: À cette question ?
Lévin: À la question que je viens de vous poser.
Rosenberg: Je comprends, Votre Honneur. Je répète donc: ils étaient entièrement nus… Comment aurais-je pu les aider ? En criant: N'entrez pas dans la chambre à gaz ? Si, à Dieu ne plaise, l'un de nous avait crié- je ne souhaite à personne- ni même à vous, Monsieur O'Connor, d'assister à ce qu'on lui aurait fait : ils l'auraient jeté vivant dans une fosse remplie de sang. Ne me posez donc pas de telles questions, Monsieur O'Connor. Je vous en prie. Vous n'y étiez pas. Moi, j'y étais. Demandez-lui-à Ivan-il vous dira ce qu'il m'aurait fait…..
Lévin: Monsieur Rosenberg, Monsieur Rosenberg.
Rosenberg: Parfois…
Lévin: Je comprends votre douleur. Mais comme je vous l'ai déjà dit, nous sommes dans un tribunal et nous devons agir selon les règles de procédures d'un tribunal. Il n'est donc pas nécessaire de crier; une certaine réserve est de rigueur ici. Je vous demande donc de vous y conformer pendant le reste de l'interrogatoire.
Rosenberg: Votre Honneur, on ne m'a jamais posé une question aussi douloureuse. Le pire des antisémites ne m'a jamais demandé une chose pareille. Est-ce que j'aurais pu aider ces malheureuses créatures ? Qui m'aurait aidé à fuir cet enfer et serait venu raconter aujourd'hui ce qui se passait là-bas ? Lévin: Monsieur Rosenberg, votre réponse à cette question est terminée[28].

Cet incident rappela la terrible détresse de ceux qui survécurent parce qu'ils furent contraints d'exécuter des tâches liées à l'extermination: Extraire l'or des dents des morts, brûler les cadavres par exemple. Ils vécurent avec ce souvenir tout au long de leur existence en Israël. Puis, ce pays, où ils avaient recommencé leur vie, leur demanda d'identifier l'assassin présumé et d'aider à son inculpation. Il est donc indispensable de considérer leurs témoignages avec la plus grande vigilance.

Mais il fallait beaucoup de courage pour regarder un survivant dans les yeux et lui dire que son témoignage était insuffisant. Les trois juges, Dov Lévin, Dalia Dorner et Zvi Tal, estimèrent qu'ils remplissaient une mission historiques, rappeler à l'humanité le souvenir du génocide. Il semble qu'ils aient craint, en acquittant Demjamjuk, même au bénéfice du doute, de se rendre complices de la négation du génocide à laquelle s'adonnaient les antisémites et les antisionistes. Le dix-huit avril 1988, ils déclarèrent l'accusé coupable et le condamnèrent à mort. L'auditoire accueillit la sentence avec des cris de vengeance.

Le verdict comprenait près de quatre-cent pages. Le texte avait des accents poétiques, presque biblique, le ton en était plus religieux que juridique. Il y était déclaré que l'extermination des juifs fut poussée, intentionnellement ou non, au fond du gouffre de l'oubli; les juges avaient, par conséquent, le devoir *d'exhumer la vérité*. Ils écrivirent avoir composé le verdict dans un esprit de terreur sainte, et décrétèrent: Nous devons examiner attentivement le destin amère et brutal du judaïsme européen pendant les jours sombres du génocide. Nous devons suivre le sillon d'agonie et de mort, trempé du sang, imbibé de larmes de ceux qui furent massacrés, étranglés et martyrisés par les bouchers allemands et leurs collaborateurs des autres nations[29]. Les mots *bouchers allemands et leurs collaborateurs* étaient tirés d'une prière du souvenirs, et non de l'expression juridique consacrée, *nazis et collaborateurs des nazis*. Il était aussi écrit que les juifs d'Europe furent *emmenés comme des agneaux à l'abattoir*[30]. Ce verdict avec ses *lamentations nationalistes et religieuses*, sembla en réalité tout à fait inutile. Il n'était pas demandé au tribunal de dévoiler la vérité sur le génocide; quant à l'extermination des juifs, elle ne se trouvait plus ensevelie dans le gouffre de l'oubli. En réalité, cela ne fut même pas un objet de débat entre l'accusation et la défense.

Demjamjuk fit appel. Il fut entendu par la cour suprême, lors d'audiences sèches et dénuées de passions. Le doute persista, renforcé par une nouvelle preuve arrivée de l'ex-Union soviétique. Les médias ne couvrirent que très brièvement le procès en appel, comme s'ils étaient gênés d'avoir placé, pendant si longtemps, cet homme au centre de l'histoire du génocide. Après tout, ce n'était pas Adolf Eichmann. Peut-être était-il, peut-être n'était-il pas, Ivan le Terrible de Treblinka; peut-être, comme le montre sa carte d'identité, était-il Ivan le terrible de Sobibor. Nous ne saurons probablement jamais.

Même si la valeur pédagogique de ce procès fut souvent évoquée, le gouvernement israélien ne lui accorda pas la signification nationale et politique dont, vingt-cinq ans plutôt, Ben Gourion chargea le procès Eichmann. Le procès de John Demjamjuk semble n'avoir eu aucun sens. A cette époque, la plupart des jeunes Israéliens en savaient plus sur le génocide que ceux qui avaient leur âge au moment de l'arrestation d'Eichmann. Cent mille Israéliens ont vu le film de Claude Lanzmann, *Shoah*, dont ils apprirent sans doute d'avantage que par ce procès*. De toute façon, le génocide n'était plus cet obscur secret relevant de la seule biographie des survivants. Il appartenait déjà à l'histoire du pays, à son identité collective.

*Note du copiste: Et voilà ! C'est avec un tel navet, totalement financé par le Premier ministre d'Israël, Menahem Begin, qu'on inculque à de jeunes cerveaux, prêts à avaler n'importe quoi, une falsification de l'histoire. À propos de *Shoah*, le réalisateur, Claude Lanzmann lui-même affirma, qu'il ne disposait d'aucun document de travail, et qu'à sa connaissance il n'en existait pas ; ajoutant, que si on lui en avait proposés, il les aurait détruits de sa main.

En juillet 1993, comme on pouvait s'y attendre, la cour suprême de Jérusalem estima qu'il ne fut pas établi avec certitude que Demjamjuk était Ivan le Terrible de Treblinka, et annula la condamnation et la peine de mort qui furent prononcées contre lui. Demjamjuk occupa bien le poste de gardien SS dans le camp de la mort de Sobibor mais il ne pouvait être condamné à ce titre, puisqu'il n'eut pas l'occasion de plaider sa défense sur ce point. Cette décision du tribunal surprit, mais elle était profondément juste. Ainsi, pour des raisons de procédures juridiques, l'État d'Israël fut contraint de libérer un criminel de guerre nazi. Les juges durent choisir entre la justice et la loi, ils optèrent pour cette dernière[31].

Élie Wiesel écrivit: Les juristes soutiendront, sans doute, que ce verdict constitue une victoire pour le système juridique. Je ne sais pas qui est le vainqueur de cette affaire, mais je sais, et je le dis avec grande douleur, que le vaincu en est la mémoire juive[32]. Des survivants du génocide ainsi que certaines organisations juives voulurent intenter un nouveau procès contre Demjamjuk. Ils n'eurent de cesse de faire appel auprès de la Cour suprême et, de ce fait, son extradition fut suspendue. Au bout du compte, cela ne fit que souligner l'inaptitude d'un système juridique démocratique à se confronter à un crime d'une telle envergure. Ne partageons pas avec lui les cieux que Dieu a placé sur nos têtes et celles de nos enfants, écrivit poétiquement l'un des juges de la Cour suprême. Ne le laissons pas vivre parmi nous, et notre campement demeurera saint[33]. À la fin du mois de septembre, Demjamjuk fut expulsé d'Israël et retourna aux Etats-Unis, en homme libre.

VIII

Mémoire : façonner le passé

24. Génocide et héroïsme

Au bout de la route baptisée du nom de Theodor Herzl, et menant du centre de Jérusalem jusqu'à sa sépulture, se trouve le grand cimetière militaire de la ville, où sont enterrés les soldats tués lors des guerres israélo-arabes. Des pins ombragent les tombes, les enveloppant d'un calme intemporel. Là, un monument fut érigé à la mémoire des deux cent mille combattants juifs de l'armée rouge tués pendant la seconde guerre mondiale. Dans un sens, la présence de ce mémorial, parmi les tombes des soldats israéliens, les intègre, à titre posthume, dans l'armée israélienne et dans le mouvement sioniste. À croire qu'ils ne sont pas morts dans la défense de l'Union soviétique contre les nazis, mais pour celle du peuple juif et pour la fondation de l'État d'Israël. Héros d'Israël, ils sont par conséquent dignes de reposer sur la montagne du souvenir, auprès des pères du sionisme et des dirigeants nationaux.

C'est là que fut édifié le mémorial aux victimes du génocide. Initialement les fondateurs voulurent qu'il surplombât la ville, au sommet du mont Scopus, comme une sorte de panthéon. Lors de leurs premières réunions, ils évoquèrent les termes de *mausolée* et de *cathédrale*. Nous souhaitons tous, évidemment, un projet grandiose, extraordinaire, [...] à la mesure de l'immensité de notre catastrophe, dit l'un des organisateurs[1]. Leur rêve ne se réalisa pas. On leur alloua un site modeste, comme s'il y avait eu des raisons de le cacher. Il ne fait pas face à Jérusalem, la capitale du pays, mais à l'étendue aride du désert de Judée. La route descendant vers le site bifurque sur celle d'Ein Kerem, le pittoresque village où naquit saint Jean-Baptiste.

On débouche sur un banal bâtiment en pierres de quatre étages, abritant des bureaux, une excellente bibliothèque de plus de cent-mille volumes et un centre d'archives. À côté, se trouve la cafétéria, les toilettes et les téléphones publiques. En face, une boutique propose des ouvrages – savants ou de vulgarisation- sur le génocide, ainsi que les guides d'Israël en différentes langues, dont l'allemand. On peut également y acheter des cartes postales, des timbres, toutes sortes de colifichets, des portes clés, ainsi que des articles religieux: des *mezuzots* et des chandeliers de *Hanouka* en cuivre, en argent et en or. Les prix sont indiqués en dollars, et les objets sont emballés dans un sac en plastique blanc sur lequel figure un chandelier noir à six branches, en mémoire des six millions de morts, et les mots *Yad Vashem*. Le chandelier est l'emblème du mémorial. L'artiste qui le conçut s'inspira du chandelier à sept branches du Temple de Jérusalem, symbole également de l'État d'Israël.

En face du bâtiment, s'étend une pelouse où, lors d'une visite nationale en mai 1990, je vis un groupe d'étudiants et de soldats, assis en cercle autour de leurs guides, s'entretenir de l'extermination des juifs. Arad, le directeur de *Yad Vashem*, me dit que, tous les jours, des groupes de jeunes viennent s'asseoir sur la pelouse du mémorial[2]. On ignore le nombre précis des visiteurs, car l'entrée est libre; Arad estime qu'un demi-million d'étudiants et de soldats s'y rendent tous les ans. Avant mon rendez-vous avec le directeur, je m'étais un peu attardé dans la cour. Lorsque les soldats- des parachutistes- pénétrèrent dans la salle de conférence, ils déposèrent leurs fusils sur la pelouse, en un tas net, et les abandonnèrent à la surveillance de l'un des leurs. Le garde s'assit en tailleur près des fusils, et tira de son sac un roman de Harold Robbins en anglais. Des autobus à air conditionné débarquèrent des visiteurs venus d'un peu partout- Arad évalue leur nombre à près d'un demi-million par an. Les touristes portaient des vêtements de couleurs vives et parlaient toutes les langues. Comme tous les touristes, ils laissaient trainer des canettes de boissons non alcoholisées et des boites de pellicules photographiques froissées, que ramassaient des ouvriers Palestiniens. Deux hauts fonctionnaires de l'institution traversèrent la cour. Ils parlaient en polonais, émaillant leur conversation de mots hébreux et de yiddish. L'un avait un numéro bleu sur le bras. Le mémorial fut fondé dans l'esprit du serment national israélien, si clairement exprimé par Abraham Shlonsky: Pour se souvenir de tout/Pour se souvenir et ne rien oublier[3].

Le chemin menant au musée historique est bordé par deux rangées de caroubiers; c'est l'avenue des justes, en hommage aux non juifs qui risquèrent leur vie pour sauver des juifs pendant le nazisme. L'État d'Israël leur décerne un titre honorifique et offre à certains une modeste pension. Un comité national spécial, dirigé par un juge de la Cour suprême, choisit les lauréats. Peu à peu, plusieurs milliers de personnes en ont bénéficié. Chacun d'eux, ou bien les héritiers, peu planter un arbre sur cette avenue. Au pied du musée, se trouve la copie du mémorial de l'insurrection du ghetto de Varsovie, œuvre du sculpteur Nathan Rapaport, dont l'original se trouve à Varsovie. C'est un monument de style stalinien: des statues plus grandes que nature, droites et tendues avant le combat, contemplant le lointain, leurs bras aux muscles de bronze brandissant des armes. Ainsi, la rencontre avec les justes et les révoltés des ghettos- des exceptions dans l'histoire de l'extermination- précède pour certains la connaissance du génocide. Ce n'était pas le but, mais *Yad Vashem*, deuxième site national du pays après le mur des lamentations, est un patchwork d'improvisations et de compromis financiers. Pour le mémorial, l'argent a manqué.

Les salles du musée ne sont pas très grandes, des murs sont crasseux et les objets exposés- des photographies surtout- sont vieux. Certaines photos sont révoltantes: déportations en masse, exécutions, tortures, expériences médicales, et autres atrocités commises sur les déportés des camps de la mort. Les notices explicatives sont longues, didactiques, rédigées en hébreu, anglais et yiddish. Elles sont classées par ordre chronologique, à commencer par les premières manifestations antisémites en Allemagne nazie- livres, affiches, caricatures. L'antisémitisme nazi n'est pas présenté comme l'expression fondamentale du caractère national allemand, comme une période de l'histoire allemande, ou comme un processus universel de racisme et de xénophobie. Aucune explication n'est donnée, comme si cela était inutile et qu'il s'agissait d'un phénomène naturel. La vie du ghetto est montrée à travers une série de photographies censées éveiller, à la fois, la compassion, l'identification et la répulsion. Sur l'une d'entre elles, une vieille femme vend des brassards jaunes avec l'étoile de David.

Puis, on entre dans un étroit corridor en forme d'égout, comme ceux qu'empruntaient les combattants clandestins des ghettos. Les actes de résistance des juifs sont décrits en détail, donnant à croire que les juifs furent en guerre contre les nazis. Dans le culte israélien de la mémoire, génocide et héroïsme sont totalement associés, comme s'ils avaient eu le même poids historique et qu'ils constituent deux parties égales et complémentaires d'une même entité.

À mi-chemin du musée- juste après une exposition d'images particulièrement terrifiantes- un panneau tente d'extirper le visiteur des profondeurs du désespoir, expliquant que la mort des juifs ne fut pas vaine; ils moururent en martyrs. Un martyr, dit le panneau, n'est pas seulement celui qui préfère renoncer à la vie plutôt qu'à sa croyance, mais aussi celui qui, dit Maïmonide, est assassiné parce qu'il n'est pas juif. Et de fait, le premier objectif de *Yad Vashem* fut de commémorer le martyr juif. Un martyr accepte de mourir ou de souffrir pour une cause noble quelle qu'elle soit, écrivit l'un des premiers fonctionnaires de Yad Vashem. *Être juif, différent des autres et souffrir des générations durant pour avoir le droit d'être différent, constitue une cause noble*[1].

Apparemment, tout le monde n'était pas de son avis. Le mot martyr ne figure pas dans l'appellation de l'institution, à croire que c'était un terme trop *juif*, trop religieux et pas assez israélien. *L'institut commémoratif du génocide et de*

l'héroïsme renvoie aux termes abstraits de *génocide* et d'*héroïsme* plutôt qu'aux victimes et aux héros eux-mêmes. Seul un faible nombre d'entre eux, ainsi que fort peu de survivants, répondent à l'image héroïque des premiers Israéliens. L'expression hébraïque de *Yad Vashem* est tirée du livre d'Isaïe (56 :5) : À eux, j'accorderai, dans ma maison et dans mes murs, un monument, un titre qui vaudra mieux que des fils et des filles; je leur accorderai un nom [*Yad Vashem*: le Mémorial et le nom] éternel, qui ne périra point. Ce verset pose une question quand il affirme que le *nom éternel* vaudra mieux que des fils et des filles- c'est-à-dire mieux que la vie elle-même. Ce verset est gravé dans la cour de *Yad Vashem*, en énormes lettres de pierres, mais au lieu de *mieux que des fils et des filles*, figure une discrète ellipse.

Non loin, un petit écriteau renvoie le visiteur, d'une manière brutale et grotesque, à la terreur ordinaire de la vie en Israël: Prenez garde aux objets suspects. Le mur adjacent est consacré aux relations entre le dirigeant Palestinien Haj Amin al-Husseini et les autorités nazies. À croire, que le plan de destruction des juifs par les nazis et l'initiative arabe contre l'État d'Israël sont de même nature. Vient ensuite le récit de l'épisode de l'Exodus et de sa cargaison d'immigrants illégaux. Il s'était déroulé deux ans après la fin de la seconde guerre mondiale, mais l'exposition est conçue de telle sorte que l'on croirait qu'il s'agit d'une opération de sauvetage pendant le génocide. La visite se termine par l'évocation de la fondation de l'État d'Israël. L'une des dernières photographies montre Adolf Eichmann dans son box de verre. Ainsi la traversée du musée aura conduit du génocide à la renaissance et son message pourrait être résumé par les mots: Plus jamais.

Avant de quitter le musée, on peut monter au premier étage, dans une galerie à moitié éclairée où la solennité du deuil se mêle à l'agencement fonctionnel d'un bureau de recensement. C'est le sanctuaire des noms où l'identité des victimes est enregistrée sur microfilm. On peut retrouver sur une liste un proche disparu et, s'il n'y figure pas, l'inscrire- gratuitement- sur un formulaire, un certificat, disponible en huit langues. C'est ainsi que la vie peut combattre la mort- le meurtre-, telle est la fonction de la mémoire. Aussi longtemps que nous n'oublions pas un mort, il continuera de faire partie des vivants. Ce catalogue des noms est une façon de sauver de l'anonymat chacune de ces millions de victimes, de lui restituer son identité individuelle d'être humain. Sur le formulaire il est inscrit: Le temps passe, dans moins d'une génération, ceux qui peuvent se souvenir personnellement des disparus ne seront plus vivants. Efforcez-vous d'interroger les personnes âgées de votre famille et de les enregistrer, tant que cela est encore possible. En automne 1990, moins de trois millions de noms figuraient sur la liste. Les minutes d'une réunion du conseil d'administration font état des réserves de Nahum Goldman quant à l'existence même de cette liste, car, allégua-t-il, elle ne pourrait jamais être complète et les néo-nazies en profiteraient pour affirmer qu'il n'y a jamais eu six millions de juifs assassinés. Ce serait fâcheux car le chiffre de six millions servait de base aux négociations avec l'Allemagne, sur les réparations[5]. Près de la sortie, des plaques commémoratives récapitulent le nombre de juifs tués dans chaque pays, l'une d'elles rappelle le meurtre d'un million et demi d'enfants. La somme totale approche les six millions et demi de victimes*.

*Le chiffre de six millions de morts ne fut juridiquement établi que très graduellement établi. Juste après la guerre, on disait encore plus de cinq millions et, en 1950, un député avança celui de sept millions. La loi de Yad Vashem (1953), qui institua le mémorial, mentionne le chiffre de six millions; des brouillons du projet de loi font état simplement de millions. On discuta de l'opportunité de fixer juridiquement le nombre des victimes, ou bien de laisser la question à l'appréciation des historiens. Dans son allocution d'ouverture lors du procès Eichmann, l'avocat général Gidéon Hausner déclara qu'il représentait six millions d'accusateurs, mais l'acte d'accusation lui-même, déclarait qu'Eichmann était responsable de la mort de millions de juifs, sans en préciser le nombre. Le verdict, lui aussi, utilisa l'expression plus vague de quelque six millions. L'encyclopédie du génocide, publiée par Yad Vashem, propose une estimation de cinq millions huit cent soixante mille morts[6].

Pour sortir du musée, on pénètre dans une cour où, une fois par an, se déroule la cérémonie officielle du souvenir. Sur l'un des côtés, se trouve le *Ohel Yzkor*, le tabernacle du Souvenir, une structure recouverte de plaques de basalte, avec des portes noires en fontes. À l'intérieure, les murs sont en béton et le plafond monte vers une ouverture rectangulaire rappelant à la fois celui par lequel le gaz asphyxiant était déversé et les cheminées des crématoires. On se tient sur une plate-forme surélevée de sorte que le regard est dirigé de haut en bas. Au sol se déploie une mosaïque avec les noms des vingt- deux plus importants camps de la mort. Une flamme éternelle brûle dans une urne de bronze, cassée. Dans une niche, reposent des cendres ramassées dans les fours crématoires. Dans cette salle se tiennent les cérémonies officielles, dont les visites des chefs d'États étrangers, comme auprès de la tombe du soldat inconnu dans d'autres pays. Les hommes sont priés de se couvrir la tête et une corbeille de kippas noires pliées et tenues par des clips métalliques est mise à leur disposition, comme au mur des lamentations. Ceux qui le souhaitent, peuvent demander au gardien des feuilles polycopiées du kaddish, la prière des morts, en hébreux et en yiddish.

Le mot tabernacle est emprunté à la structure construite par Moïse dans le désert pour abriter l'Arche d'Alliance. Comme le terme *sanctuaire*, il figure souvent dans le nom de synagogues en Israël. Mais le tabernacle du Souvenir n'est pas une synagogue et les hommes n'y sont pas séparés des femmes. Une des ailes du musée abrite une synagogue, mais aucun service religieux n'y est célébré; c'est un mémorial consacré aux synagogues démolies en Europe. Il n'y a pas de rabbin à *Yad Vashem*.

Dès le début, le culte du souvenir du génocide participa du symbolisme national laïc du mouvement sioniste et de l'État d'Israël. En septembre 1946, le service des pompes funèbres du grand rabbin demanda aux membres de l'exécutif de l'Agence juive d'honorer de leur présence à Tel Aviv l'enterrement de cendres provenant du camp de la

mort de Chelmno. Ils étaient invités en tant *que représentants du peuple juif*, et furent nombreux à s'y rendre; par la suite, d'autres funérailles de ce type[7]. L'exécutif de l'Agence juive s'inquiéta de l'emprise qu'une instance religieuse pouvait avoir sur un élément aussi important que la mémoire du génocide. En 1949, l'un des dirigeants souligna que l'enterrement des cendres risquait d'éclipser la cérémonie des obsèques de Theodor Herzl, dont la dépouille fut transportée de Vienne à Jérusalem[8].

Après de houleuses discutions, il fut décidé que Yad Vashem serait une institution nationale laïque. Bravant l'interdit religieux, des sculptures figuratives furent placées sur le site. Stèles commémoratives et inscriptions citent abondamment des versets bibliques, comme cela se pratiquaient beaucoup dans les années cinquante, nostalgiques de l'antique souveraineté hébraïque sur la terre d'Israël, occultant deux mille ans d'exil et de loi religieuse en diaspora[9]. Lors des cérémonies du souvenir, des prières sont dites et des bougies allumées, mais les responsables de Yad Vashem prennent soin d'y convier exclusivement des rabbins et les chantres de l'armée, et d'en limiter, autant que possible, la dimension religieuse. Les prières sont compensées par la lecture de poèmes israéliens. Ainsi celui qu'écrivit Haïm Gouri, s'adressant aux morts :
Nous avons vengé vos morts amères et solitaires
Avec notre poing lourd et chaud.
Nous érigeons ici un monument au ghetto calciné.
Un monument vivant et impérissable[10].

Le monument qu'évoque Haïm Gouri, c'est l'État d'Israël. Lorsque, pour la première fois, Mordechaï Shenhabi soumit au Fonds national juif son projet de mémorial aux victimes des nazis, il en présenta les avantages pratiques: *Le Fonds national juif a besoin d'une nouvelle cause qui pourrait devenir une mine financière*. L'argent proviendrait essentiellement de donations de riches juifs de l'étranger, mais aussi des bénéfices réalisés grâce aux activités du mémorial. Les personnes désireuses d'honorer la mémoire de leurs proches pourraient planter des arbres, acheter des certificats et des monuments spéciaux en pierres et les ériger partout dans le monde où sont enterrés des juifs.. Le revenu de ces activités pourrait financer l'intégration des immigrés ainsi que les implantations sionistes, écrivit Shenhabi dès 1942[11]. L'Extermination des juifs venait de commencer. Le projet du mémorial manifestait la tendance de l'époque à rejeter le génocide hors du présent, à traiter comme un chapitre de l'histoire de la nation et à mettre l'accent sur l'avenir sioniste.

Shenhabi naquit en Russie et vécu dans un kibboutz de Lohamei Hatsaïr, *Mishmar Haemek*. Il est difficile de savoir quelles étaient ses motivations. C'était un sioniste de la première heure, créatif, jamais en mal de projets, dont seulement quelques-uns étaient réalisables. Calme, opiniâtre et parfois ennuyeux, c'était un militant convaincu dont les idées témoignaient d'une singulière fantaisie et d'un irrépressible besoin d'action. Le dossier du projet de Yad Vashem comprenait un manifeste idéologique, une estimation budgétaire, et le croquis d'une haute tour au sommet d'une colline. À l'entour du monument, Shenhabi imagina un *Jardin du Peuple* de plusieurs hectares, sur lequel se trouveraient, non seulement le sanctuaire du Souvenir abritant les noms des victimes, mais aussi un sanctuaire des Combattants (héroïsme), des musées et des archives de l'histoire du génocide, des instituts de recherche consacrés au sionisme, un important centre de conférence, des hôtels, une auberge de jeunesse, des restaurants, des équipements sportifs dont un stade, et un cimetière. La visite du site sera inévitable, promit Shenhabi. Un participant à l'une des premières réunions du projet, imagina un cimetière recouvert d'une verrière pour qu'il puisse servir également de serre pour les plantes tropicales[12]. À ce moment-là, Shenhabi ne songeait pas encore à Jérusalem, mais une région agricole, car le projet de mémorial devait s'inscrire dans l'opération d'achats de terres destinées aux implantations juives. Jérusalem n'incarne pas l'esprit pionnier sioniste, décréta Zvi Lurié, membre de Hashomer Hatsair[13].

L'édification de cet ensemble, écrivit Shenhabi, était un préalable indispensable à l'instauration d'une vie normale en Israël. Il nous faut intégrer le souvenir de la plus grande catastrophe du siècle au projet sioniste, affirma-t-il. C'était l la clé de tout. Le monumental sanctuaire du Souvenir pointerait un doigt accusateur vers les non juifs qui jetèrent les victimes dans la gueule de l'ennemi, *il professerait les enseignements de mille ans d'existence dans des pays qui ne sont pas les nôtres*. Quant au sanctuaire des Combattants, il exalterait la guerre pour la dignité humaine et l'honneur juif. L, notre génération enseignera, et les générations futures apprendront, que nos frères n'ont pas été emmenés *comme des agneaux l'abattoir*. Nous établirons le fait national et historique de notre participation la guerre contre la terrible Némésis. Par *notre participation*, il entendait celle des soldats juifs dans les rangs des alliés. Shenhabi estimait que le nombre de visiteurs du sanctuaire du Souvenir irait en diminuant avec les années- une seule visite serait sans doute suffisante- alors que celui des visiteurs du sanctuaire des combattants s'accroitrait. La guerre doit-être apprise et réapprise, déclara-t-il en 1944[14]. Shenhabi s'entretint de son projet avec Ben Gourion, qui, après réflexion, l'assura de son soutien[15].

Les membres du conseil du fonds national juif en débattirent avec le sérieux qui convenait, mais ne manifestèrent aucun enthousiasme. Ils craignaient que le financement du mémorial n'aille au détriment de leurs propres collectes de fonds, et doutaient que ses bénéfices puissent un jour compenser l'investissement de départ. Ils discutèrent aussi de la meilleure manière de commémorer le génocide, et de ce qu'il était licite d'entreprendre. Le panthéon proposé par

Shenhabi ne susciterait aucun sentiment d'orgueil, mais seulement une profonde tristesse, estima Eliahu Epstein (alias Eliahu Eilat, futur premier ambassadeur d'Israël aux États-Unis) car il ne correspondait pas l'optimisme du mouvement sioniste. Il valait mieux fonder une nouvelle vie grâce n projet vivant plutôt que par un monument en pierres, et il ajouta que les gens ne souhaiteraient faires des donations en souvenir de la souffrance, car les nations ont pour habitude de consacrer des monuments aux victoires et aux actions glorieuses plutôt qu'aux échecs et la douleur. Un de ses collègues manifesta son désaccord- les gens voudront rendre hommage à la mémoire de leurs proches- mais il admit qu'il n'était pas souhaitable de mettre l'accent sur le deuil et la tristesse. Il faudrait entreprendre des actions constructives. Un autre membre du conseil demanda s'il était permis de faire de l'angoisse juive un usage commercial, mais il retira sa question car, aprs la guerre, le désir d'oublier les atrocités irait en augmentant. C'est ce qui s'est passé après la première guerre mondiale, se souvint-il- les gens dansaient dans les rues[16].

Pendant la guerre, le Fonds national juif discuta du projet à plusieurs reprises, mais il ne se pressa pas de le mettre à exécution. En 1942, il se consacra plutôt à établir son propre programme à la mémoire du génocide. La forêt des martyrs, dans les montagnes de Jérusalem, menaçait le projet de Yad Vashem car il prévoyait également la construction de *cabanes du souvenir* où l'on pourrait venir se recueillir. Shenhabi prétendit que ce plan fut conçu en secret et à son insu. Que reste-t-il maintenant du projet principal ? Explosa-t-il, lorsque le Fonds national juif se mit à distribuer en Palestine, et dans le monde entier, des opuscules de couleur appelant à l'achat d'arbres pour la nouvelle forêt. C'était là une *cruelle restriction* de son projet. Il réussit, au prix d'efforts considérables, à persuader le fonds national de renoncer aux cabanes du Souvenir. Les dirigeants de l'organisation ne cachèrent pas les raisons pour lesquelles ils décidèrent de mettre rapidement leur programme à exécution: C'était notre toute dernière occasion de remporter un succès financier. Ben Gourion leur transmit une déclaration écrite selon laquelle le seul monument possible à la mémoire du judaïsme européen était l'État d'Israël lui-même, mais il y louait également l'initiative de la forêt où fleurira l'espoir qu'avaient entretenu nos martyrs*[17].

*Le projet de la forêt fut une déception. En 1953, un demi-million d'arbres seulement furent achetés. Le peuple juif ne veut pas se souvenir, déclarèrent les fondateurs[18].

Shenhabi persévéra, et Chaïm Weizmann lui envoya une lettre d'encouragement, mais il dut harceler les autres dirigeants de l'État naissant, leur envoyant des lettres et des mémorandums pour qu'ils prennent, au moins, connaissance du projet. Shenhabi comprit qu'il devait parquer l'importance du souvenir. Nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour combattre tout signe d'oubli ! Affirma-t-il[19]. Mais pour les dirigeants du yishouv, le mémorial du génocide n'était pas une priorité: non seulement il y avait des tâches plus urgentes, mais personne ne savait vraiment s'y prendre pour édifier une mémoire collective. Cette question donna lieu à bien des discutions, et à des batailles politiques et idéologiques.

En 1947, Shenhabi et l'institut d'études juives de l'Université hébraïques convoquèrent une conférence internationale appuyant les objectifs de Yad Vashem, et la collectes de matériaux historiques en particulier. Entre-temps, Shenhabi loua un petit bureau, commandé des fournitures et publié un bulletin- plutôt sophistiqué pour l'époque- où il était écrit que la vocation de Yad Vashem était de faire en sorte que la mémoire devienne *une force puissante*. Le texte était rédigé avec soin et établissait, jusque dans sa mise en page, une parfaite symétrie entre génocide et héroïsme. Il proposa de réclamer le paiement de deux livres palestiniennes (environ huit dollars de l'époque) pour l'enregistrement de chaque victime. Cette somme incluait la plantation d'un arbre; un complément étant exigé pour tout arbre supplémentaire[20]. Puis, Shenhabi affina son projet. Il suggéra d'exposer les instruments de torture utilisé par les nazis, ainsi que la copie d'une chambre à gaz et d'un crématoire. Nous devons montrer des instruments qui ont servi, non des fossiles, écrivit-il, mais cette proposition ne quitta jamais sa table de travail[21]. Arès la proclamation d'indépendance en 1948, Shenhabi souligna que la création d'un mémorial était nécessaire pour que le lien entre l'extermination des juifs et la création de l'État puisse être clairement établi. Il demanda que soit confié à Yad Vashem le monopole de la mémoire du génocide. Il réussit convaincre le Premier ministre Ben Gourion et le ministre des Affaires étrangères Sharett de s'opposer à la construction d'un mémorial du génocide à Paris, proposé par Isaac Schneersohn. Ce projet (à Paris) souleva une immense vague d'indignation: D'un point de vue national et diplomatique, cette affaire est d'une extrême gravité, écrivit le ministre de l'éducation, Ben Zion Dinuur, à Ben Gourion. Le plus consternant étant, selon Dinuur, que c'était une initiative juive. L'édification d'un mémorial à Paris ne pourrait qu'affaiblir la position d'Israël face aux autres pays; il *incarnait l'instinct de la diaspora* remettant en question la centralité d'Israël afin de donner Paris la place de Jérusalem[22].

Le premier ministre ordonna aux ambassadeurs d'Israël de prendre *les mesures nécessaires* pour mettre un terme au projet de Schneersohn. Le ministre des Affaires étrangères envoya ses instructions par l'intermédiaire de télégrammes ultrasecrets. En fin de compte, le gouvernement parvint à un accord avec Schneersohn. Yad Vashem restait le projet principal de mémorial du génocide, et conservait le droit exclusif de tenir les registres des victimes. Mais les négociations ne furent pas faciles, et si les dirigeants de Yad Vashem soutenaient qu'Israël remporta une grande victoire *dans la bataille des idées*, ils se reprochaient aussi d'avoir compris trop tard l'étendue du danger. L'accord auquel ils parvinrent avec Schneersohn leur recommanda un grand *effort affectif*, écrivirent-ils. Yad Vashel commanda à la Claims Conference de concéder au projet parisien la somme globale de cinq-cents mille dollars, en échanger de la renoncia-

tion à toute collecte de fonds, à l'avenir. Cette somme proviendrait des réparations allemandes. Si Schneersohn ne respectait pas l'accord, Yad Vashem le menaçait de *guerre ouverte*[23].

Au début de 1950, Shenhabi lança une nouvelle idée destinée à assurer le monopole d'Israël sur le génocide; une loi spéciale selon laquelle toute victime du génocide deviendrait à sa mort citoyen Israélien. Ce serait la *Loi de réintégration des droits civiques des victimes du plan d'extermination nazie*, comme si, dans le passé, ces morts furent citoyens du futur État d'Israël. La disparition de millions de [juifs] constitue, de fait, une perte pour l'État d'Israël, affirma-t-il. L'extermination de chacun d'entre eux équivaut au massacre d'un *citoyen potentiel*. En tant qu'expression nationale du peuple juif dispersé, l'État d'Israël accordera une citoyenneté aux disparus, restaurant ainsi leur souvenir et leur honneur, les réintégrant au sein de leur patrie et confondant le crime nazi pour les générations à venir. Ce raisonnement était bien entendu entièrement faux, il n'existe aucun moyen de savoir qui parmi les victimes du génocide, et combien d'entre elles, se considéraient *citoyen potentiel* d'Israël. Beaucoup étaient morts précisément parce qu'ils préférèrent ne pas s'établir en Palestine lorsqu'ils en eurent la possibilité. En outre, la plupart des juifs du monde, y compris des survivants du génocide, choisirent de ne pas se rendre en Israël, même après la fondation de l'État.

Cette Idée méritait d'être notée, surtout en raison de l'attention que lui portait le gouvernement israélien. Les correspondances, rapports, mémorandums et expertises juridiques s'amoncelèrent. Shenhabi, lui-même, demanda l'avis de plusieurs juristes de renommée internationale, et certains manifestèrent leur adhésion. Le conseil juridique du Fonds national juif affirma que l'octroi de la nationalité israélienne aux victimes du génocide pourrait aider le gouvernement israélien à réclamer les biens des disparus sans ayants droit. Quant à l'avocat général, il exprima son désaccord, arguant que les héritiers des citoyens posthumes pourraient alors prétendre à la citoyenneté israélienne laquelle ne devrait leur être accordée automatiquement, étant donné qu'un grand nombre d'entre eux n'étaient pas juifs. De plus les gouvernements des autres pays rejetteraient certainement cette idée. Le plus farouche adversaire du projet était le principal conseiller du ministre des Affaires étrangères. On ne pouvait, affirmait-il, envisager d'un point de vue juridique l'octroi rétroactif de la citoyenneté israélienne pour une période antérieure à la création de l'État et, à fortiori, à des individus déjà morts au moment de sa fondation, n'ayant ni vécu dans le pays ni demandé à s'y établir. Les ambassadeurs israéliens rapportèrent que cette suggestion suscita un certain malaise chez les juifs de la diaspora, sionistes comme non sionistes: l'initiative israélienne menaçait leur statut de loyaux citoyens dans leur propre pays. Certains craignaient, à juste titre, que cela nuise à leur droit de propriété ainsi qu'à ceux de leurs héritiers. Le ministre des Affaires étrangères est contre, nota Ben Gourion dans son journal[24].

Yaakov Robinson, conseiller de la délégation israélienne à l'ONU écrivit au président Ben Zvi que, pour contourner ces difficultés, il suffisait d'abolir la déclaration d'indépendance et d'énoncer *une doctrine de continuité historique* entre le Second Empire (royaume de Salomon) et le troisième (nouvel État d'Israël). Cela signifiait qu'Israël ne cessa pas d'exister au moment de l'exil des juifs en 72 de notre ère. Après tout, la nation n'avait jamais renoncé sa souveraineté sur sa propre terre, et les régimes qui s'y sont succédés pendant deux mille ans n'ont été que des occupations militaires. Par conséquent, la proclamation d'indépendance du 14 mai 1948 n'en était pas réellement une, elle proclamait plutôt que les obstacles qui entravèrent cette souveraineté, sont écartés. Robinson suggéra également de dater la citoyenneté des morts: le 30 janvier 1933, jour de la prise de pouvoir par Hitler, pour les juifs allemands et le 10 mars 1938, jour de l'*Anschluss*, pour les juifs autrichiens. Il restait bien sûr des problèmes résoudre, écrivit le conseiller, mais la proposition de Shenhabi lui convenait. Dès février 1951, Ben Gourion nomma un comité spécial, dirigé par Nathan Feinberg, pour examiner cette question. Le comité, décréta que l'affirmation d'une continuité historique entre le Second Empire et l'État d'Israël ne manquerait pas de provoquer des heurts avec d'autres pays. En outre, la juridiction internationale ne prévoyait pas d'octroi à titre posthume. Par ailleurs, le comité ne voyait aucune objection à ce que les victimes du génocide se voient accorder une citoyenneté symbolique et abstraite. Le terme utilisé était celui de *citoyenneté honorifique*, mais lorsque l'on en vint à la formulation officielle, on le remplaça par une expression sans grande signification juridique: *citoyenneté du Souvenir*[25]. Après la construction du sanctuaire des Noms, des certificats de citoyenneté honorifique furent mis en vente pour 12 dollars. Le directeur de Yad Vashem, Itzhak Arad, me dit qu'ils n'étaient pas très demandés.

Le projet de loi fut finalement soumis à la Knesset en été 1953. Une fois de plus, le début fut prétexte à la récupération idéologique du génocide par les différentes forces politiques. Au parlement, la plupart des sièges étaient vides, les dirigeants des partis chargèrent les jeunes députés du travail préparatoire. La bataille politique autour de la loi sur le souvenir du génocide et de l'héroïsme- Yad Vashem- mettait en jeu les valeurs essentielles du pays.

Di Nur, le ministre de l'éducation, présenta le projet de loi. Il commença par une définition: *Shoah*, le terme hébraïque désignant le génocide, se rapporte à la destruction du judaïsme européen et au massacre de plus de six millions de juifs. En réalité six millions et demi, souligna-t-il. Dinur déclara, par la suite, que ce terme posait un problème d'historiographie, dans la mesure où il comportait une connotation de surprise et de soudaineté*.

*On utilisait communément le terme Shoah- littéralement catastrophe- avant l'arrivée au pouvoir des nazis. ***Depuis mars 1933, il désigne le meurtre prochain des juifs***. Il est utilisé, aujourd'hui, pour d'autres évènements. On parle de shoah économique, écologique, morale, etc…

La doctrine sioniste ne considère pas que le génocide ait été un évènement inattendu, mais qu'il procédait logiquement de l'existence des juifs, comme des apatrides, au sein d'autres peuples[26]. Dinur déclara: les nazis voulurent rayer le nom d'Israël. Il employa volontairement Israël pour désigner le peuple juif, afin de souligner que le meurtre des juifs constituait un crime contre l'État d'Israël. Dinur loua également l'héroïsme des juifs européens, le comparant à celui du yishouv. Il évoqua l'insurrection du ghetto de Varsovie, symbole de la tragédie toute entière. Il déclara que des centaines de révoltes eurent lieu, quasiment partout en Europe, et désigna comme telle la lutte des juifs pour leur dignité d'hommes. Il conclut que le génocide et l'héroïsme participèrent de la vie quotidienne dans les ghettos.

Après avoir établi le lien entre les victimes du génocide et l'État d'Israël, ainsi que la symétrie entre génocide et héroïsme, Dinur aborda les évènements de 1948, cinq ans après la révolte du ghetto de Varsovie. La guerre d'indépendance, déclara-t-il, s'inscrivait dans la ligne directe de celle des partisans et des combattants clandestins ainsi que celle de plus d'un million et demi de nos soldats contre les nazis pendant la seconde guerre mondiale. C'était l'estimation officielle du nombre de soldats juifs engagés dans les armées alliées. Il n'existait qu'un héroïsme juif et un seul, soutint-il[27].

Puis Dinur définit la mémoire comme un impératif historique imposé à Israël par les victimes elles-mêmes. Évoquant la façon dont les communautés juives seraient présentées à Yad Vashem, le ministre présenta l'image d'Épinal de femmes jeunes et joyeuses, insouciantes et aimant la vie; modestes et simples. Le projet de loi assignait à l'institution du mémorial la tâche de transmettre l'héritage du génocide et de l'héroïsme, comme s'il s'agissait d'une seule entité Cependant, la loi ne précisait pas la nature de cet héritage, si ce n'est qu'il fallait inculquer *le sens d'une unité du souvenir*. Dès l'ouverture du débat, il s'avéra que la Knesset était loin d'être unie.

Yaacov Hazan (Mapam) compara la révolte du ghetto de Varsovie à l'action des mouvements de jeunesses de gauche conduits par *Hashomer Hatsaïr*. Il soutint que c'était la rencontre du sionisme et du socialisme qui donnèrent naissance à l'héroïsme des combattants des ghettos. Esther Raziel-Naor (Herout) protesta : Hazan faisait une distinction entre les morts comme s'ils avaient montré la carte de leur parti avant d'entrer dans les chambres à gaz. Selon elle, après s'être prononcé en faveur de l'accord sur les réparations avec l'Allemagne, la Knesset n'était pas habilitée à entériner une telle loi. De plus, le bâtiment de Yad Vashem serait très certainement construit avec du ciment et du béton allemand; par conséquent, son parti refusait de participer au vote Beba Idelson (Mapai), une militante féministe, demanda que l'action soit mis sur le sort des femmes et des enfants *dont la tendre chair fut utilisée pour fabriquer du savon*. Le rabbin Itzhak Meïr Levin (Agouda Israël) s'éleva contre le caractère séculier de l'institution, proposant de la remplacer par l'édification d'un leu saint consacré à l'étude des textes religieux, en mémoire des disparus.

Une série de changements apportés à la formulation définitive de la loi témoignent également de l'importance politique que l'élaboration de la mémoire du génocide revêtait pour chaque parti. Malgré les pressions du Mapam, le mot *partisan* fut remplacé par celui *combattant*, car d'aucuns pensaient que les connotations affectives de ce terme servaient les intérêts des partis de gauche de l'Union soviétique. Le Mapam demanda également que le mot *fasciste* soit associé à celui de *nazisme*, en fonction de la théorie stipulant que le nazisme était une forme de fascisme. *Un autre député de gauche, Abraham Berman, ajouta que cela permettait aussi de dénoncer la menace fasciste venant des Etats-Unis. Il cita le secrétaire d'État Foster Dulles et le sénateur Joseph Mac Carthy et déclara que les Etats-Unis étaient un pays de discrimination raciale, de gangs de lyncheurs, un véritable danger pour le peuple juif. Treblinka pet réapparaitre près de New York, et Maidanek près de Chicago, déclara-t-il*. Esther Raziel-Naor demanda qu'il soit écrit Allemands à la place de nazis- tous les Allemands sont coupables, déclara-t-elle. Ces amendements furent rejetés. Puis on demanda aux députés de se lever, on les compta, et la loi passa sans aucune opposition. Les parlementaires se levèrent deux fois encore: en souvenir des morts du génocide puis en celui des combattants des ghettos[28].

Le 21 avril 1951, la Knesset fixa au 27 Nissan (quatrième mois du calendrier hébraïque) le jour de la commémoration annuelle du génocide et de l'insurrection du ghetto (de Varsovie). Cette date était un compromis. La révolte du ghetto de Varsovie débuta la veille de la fête de Pâque. Initialement, elle fut célébrée le 19 avril, pur correspondre à la veille de Pâque dans le calendrier séculier. Chaque année, des appels furent lancés pour que soit proclamé n jour national du Souvenir et, même s'il ne s'agissait pas d'une commémoration religieuse, tout le monde souhaitait qu'elle s'inscrive dans le calendrier hébraïque et qu'elle ne coïncide pas avec la fête de Pâque. Le 27 Nissan, était une date proche de celle de la révolte du ghetto de Varsovie, en outre, nota Mordechaï Nurok (parti national religieux), elle était tout indiquée puisqu'elle correspondait au jour où les juifs européens furent massacrés pendant les croisades[29].

La Knesset ne fit aucune recommandation quant au déroulement de cette journée. Des cérémonies du souvenir furent organisées un peu partout- aux kibboutzim Yad Mordechaï, Lohamei Hagetaot, sur le mont Sion à Jérusalem et ailleurs- par des organisations de survivants, des municipalités et des partis politiques. Le jour de commémoration de la révolte du ghetto est en train de devenir une affaire politique, déclara un dirigeant du Mapai, lors d'une réunion spéciale du secrétariat de son parti en mars 1953. Il déclara que cette question lui semblait constituer un important enjeu pédagogique: nous ne devrions pas le laisser entre les mains du Mapam[30]. Les cérémonies à Yad Mordechaï et à Lohamei Hagetaot étaient souvent prétextes à des déclarations politiques. Après discutions, le gouvernement parvint, lui aussi, à la conclusion qu'il fallait codifier les cérémonies. Mais c'est seulement cinq ans plus tard que fut soumis à la Knesset le projet de loi

sur la journée du Souvenir du génocide et de l'insurrection du ghetto. Entre-temps, il s'avéra que seuls les survivants étaient vraiment attachés à ces cérémonies; pour le reste du pays, le 27 Nissan était un jour comme les autres. Les lieux de distractions restent ouverts ce jour-là, se plaignit le rabbin Nurok. La radio diffuse de la musique gaie, des danses, des programmes drôles, et des vitrines des magasins scintillent. Réjouissances et gaieté au lieu de tristesse et deuil. Nurok Suggéra que des mesures soient prises pour faire respecter le deuil. Fermeture des magasins et l'extinction des éclairages des vitrines, par exemple. Il réclama aussi des cérémonies du Souvenir dans les écoles et dans les synagogues, ainsi que des heures chômées permettant aux ouvriers d'y participer. Les films projetés ce jour-là devaient recevoir l'accord préalable de Yad Vashem; quant aux programmes des radios, ils devaient, eux aussi, tenir compte de la solennité du jour[31].

Le projet de Nurok ne fut jamais soumis à la Knesset; le gouvernement proposa une autre loi, moins draconienne et différemment connotée. À l'intitulé du projet de Nurok- Loi sur le jour du Souvenir et de l'insurrection du ghetto, était substitué celui de Loi sur la commémoration du génocide et de l'héroïsme. C'était, bien sûr, plus juste et plus équitable. Car il existait d'autres manifestations d'héroïsme, la résistance passive civile par exemple. Mais le Mapam prit ces changements pour une insulte. Une députée protesta: ils essaient d'effacer la mémoire de Mortdechaï Anielewicz, commandant de la révolte du ghetto de Varsovie, dirigeant de Hashomer Hatsaïr. Son objection fut rejetée, mais la loi stipula que cette journée était celle du souvenir du génocide, des actes d'héroïsme et des insurrections. La Knesset entérina la loi en avril 1959, sans qu'aucune opposition ne se manifestât ce jour-là non plus[32].

Mais le *Lobby du Souvenir* n'était pas satisfait. Deux ans plus tard, peu avant le procès Eichmann, la Knesset décida de donner plus de poids à la loi et de renforcer sa dimension juive. Son observance débuterait la veille au coucher du soleil, comme pour toutes les fêtes religieuses juives, et les lieux de distractions, y compris les cafés, seraient fermés. Cet amendement donna lieu à un long débat. Finalement, la Knesset opta pour l'intitulé du jour: jour de *Commémoration du génocide, de l'insurrection et de l'héroïsme*. Il n'est pas facile de forger une expression exprimant la douleur collective, soupira un député[33]. Tout mettait en garde contre l'oubli: Nous devons respirer chaque jour, à nouveau, la fumée des fournaises, déclara Aharon Yadlin (Mapam), future ministre de l'éducation[34].

La journée du souvenir se déroule une semaine après Pâque, en général au mois d'avril. Les cinémas et autres lieus de distraction sont fermés, contrairement aux cafés et restaurants: l'amende encourue est moins forte que le gain qu'ils réalisent ce jour-là. L'atmosphère de deuil est largement redevable aux programmes de radios et de télévision. La radio diffuse des témoignages de survivants, des débats sur le génocide et de la musique triste- beaucoup de récital de violoncelle. Les informations ne sont pas précédées de l'habituel générique et le présentateur ne débute pas son journal par le coutumier *Bonsoir* ! La télévision diffuse des films sur le génocide, y compris des fictions. En 1990, par exemple, était programmé un film sur le procès de Nuremberg avec Spencer Tracy et Marlène Dietrich.

De plus en plus, la presse écrite prend en compte l'importance historique du culte du souvenir et publie des poèmes, des réflexions et des photos sur le génocide, avec une préférence toutefois pour les œuvres sombres. Les rédacteurs en chef des journaux du soir savent quelles informations sélectionner ce jour-là- des incidents antisémites en Allemagne ou ailleurs, par exemple[35]. Pendant de longues années, il était d'usage de publier des articles sur l'oppression des juifs en Union soviétique. Les journaux ne cessaient de rappeler l'enseignement sioniste du génocide et de souligner le devoir de mémoire. C'était le jour désigné pour les déclarations politiques. Le plus révoltant dans la rencontre Mitterrand et Yasser Arafat est qu'elle ait lieu le jour du génocide, écrivit *Yediot Aharonot*[36]. La place impartie à cette commémoration augmente d'année en année. Des pages entières d'articles d'opinion, d'analyses et de débats, remplacent le bref résumé des évènements de la journée. C'est aussi l'expression d'une nouvelle conception du journalisme- désormais, le génocide est considéré comme un sujet digne d'intérêt.

Depuis 1959, le jour du génocide est marqué par un hurlement de sirène- différent du signal d'alarme d'un raid aérien. Tout le monde s'immobilise. Les conducteurs, les piétons, tout le pays se fige sur place pour un moment de souvenir, de méditation et d'unité. Le signal est diffusé sur l'ensemble des chaines de radios. C'est impressionnant. Sur les bâtiments publics, y compris les hôtels, les drapeaux sont descendus à mi- mât.

La cérémonie principale se déroule la veille du jour du génocide, après le coucher du soleil, sur l'esplanade de Yad Vashem. Les dirigeants du pays sont présents, et la cérémonie, retransmise en direct par la télévision, prend un certain caractère militaire. En plus de l'habituel appel du clairon marquant un deuil, les soldats portent des drapeaux et des torches; le grand rabbin des armées et le chef des chantres, tous deux en uniforme, disent les prières. Une semaine après, Israël est à nouveau en deuil, cette fois-ci pour les soldats tombés à la guerre. Les commémorations débutent la veille du troisième jour du mois de Iyyar du calendrier hébraïque. Mais comme pour la commémoration du génocide, c'est avant tout une célébration nationale et laïque, à l'exception de quelques prières et rites de deuil empruntés à la tradition religieuse. Les rites ressemblent aux précédents, mise à part la sirène qui siffle deux fois en souvenir des soldats- le matin et le soir. En réalité, le jour des soldats sert de modèle au jour du génocide. La ressemblance des deux protocoles est chaque année plus marquée, et la semaine séparant les deux journées commémoratives est devenue une espèce d'unité célébrant la perte, la mémoire et les valeurs nationales.

Itzhak Arad me dit que, de temps à autres, lors des cérémonies, certains tentent de se servir de Yad Vashem comme d'une tribune politique. Il arrive que des orateurs dénoncent l'antisémitisme et les nombreuses publications- la plupart franchement ésotériques- niant le génocide. Il leur est loisible de déclarer que celui-ci constitue la preuve de la nécessité d'un État d'Israël fort, mais ils ne sont pas autorisés à dépasser les limites du consensus national. La formulation des prières fut établie avec soin: l'assassinat des juifs y est évoqué au passif: *ceux qui furent torturés, assassinés, massacrés*. Généralement, les assassins ne sont pas désignés dans les prières. Les atrocités sont attribuées aux *mains impures*, aux *mains cruelles*, aux *mains de l'ennemi*[37]. On veille à ne pas accuser la nation allemande: la coutume veut que l'ensemble du corps diplomatique soit présent, y compris l'ambassadeur d'Allemagne. En 1990, on se fit un point d'honneur de ne pas condamner l'unification de l'Allemagne.

La communauté religieuse développa son propre culte du souvenir. Dans certaines écoles religieuses, le génocide est commémoré le jour du jeûne du 10 Teveth- désigné par le grand rabbin pour la récitation du kaddish à la mémoire des victimes dont on ignore encore la date de mort. Le jeûne lui-même célèbre le début du siège de Jérusalem précédent ladestruction du Premier Temple.

*Quelques mois après avoir accédé à la charge de Premier ministre, Menahem Begin proposa la suppression du jour du génocide. C'était là une de ses tentatives pour entamer l'impact du mouvement travailliste dans la mythologie nationale. Begin suggéra de commémorer le génocide à Tisha B'Av, jour du deuil religieux célébrant la destruction des Deux Temples et d'autres catastrophes nationales. C'était aussi peut-être, une façon de donner à la renaissance- la fondation de l'État- une dimension sacrée. Begin suggéra que l'on célébrât les insurrections des ghettos et l'héroïsme des partisans, le jour de la proclamation d'indépendance. Je n'ai jamais compris comment on pouvait distinguer un sang versé d'un autre sang versé, un héroïsme d'un autre, déclara Begin. Les rebelles des ghettos et les partisans ont combattu pour notre peuple, comme ont combattu les soldats d'Israël, la Hagana, le Palmach, le Hetzel, le Lehi, le Mahal. Ce sont tous des héros et des martyrs, qui ont donné leur vie pour le peuple juif [...] Consacrons un seul jour pour tous les héros d'Israël. Begin faisait un amalgame entre le peuple juif et l'État d'Israël, Il souhaitait aussi faire entrer le Hetzel et le Lehi dans le panthéon des héros d'Israël, dont ils avaient été exclus. Le mouvement travailliste qui s'appropria le mythe des insurgés des ghettos, réduisait, et parfois même ignorait totalement, le rôle que le *Betar* joua dans ces insurrections. La proposition de Begin avait pour objectif d'abolir le monopole du mouvement travailliste sur l'héroïsme; elle souleva un tollé et il fut contraint de se rétracter[38]. En outre, l'effort entrepris pour intéresser la jeunesse israélienne à la question du génocide n'aurait pas gagné au change, car le jeûne de Tisha B'Av se déroule toujours pendant les vacances scolaires d'été.

Les religieux ont remplacé certains concepts fondamentaux de la vision laïque- dont le mythe héroïque de la rébellion- par d'autres valeurs. Les héroïnes de ces cérémonies sont les élèves de l'école de filles ultra religieuse de Beit Yaavov à Cracovie en Pologne. On dit qu'elles se sont suicidées plutôt que de laisser les nazis les transformer en prostituées dans leurs camps. Un certain nombre de *yeshiva* et de tribunaux rabbiniques se considèrent les descendants directs des communautés juives détruites pendant le génocide.

La salle du génocide sur le mont Sion fut construite en 1949, avant Yad Vashem. Cette montagne, qui surplombe celle du Temple, fut particulièrement sanctifiée après la division de Jérusalem à la guerre d'indépendance, lorsque les fidèles n'eurent plus accès au mur des lamentations et à l'esplanade du Temple. Le ministre des Affaires religieuses déclara que, selon la tradition biblique, le roi David y est enterré. Jusqu'à l'occupation de la Vieille ville en 1967- où se trouve le mur des lamentations- le mont Sion, était le lieu saint le plus important de Jérusalem et il attirait de nombreux pèlerins.

Un petit bâtiment surplombé d'un dôme, au plafond noirci de suie, fut consacré au souvenir des victimes du génocide Dans des cases de verre, près des bougies allumées par les fidèles, étaient exposés différents objets rescapés du génocide-des rouleaux de Torah calcinés, le costume rayé d'un déporté, des boites métalliques ayant contenu des gaz asphyxiants, un abat-jour en peau humaine et des pains de savon prétendument fabriqués avec de la graisse d'homme Les dirigeants de Yad Vashem n'aimaient pas la salle du génocide du mont Sion. C'est de l'idolâtrie, dit un membre du conseil[39]. Quelques années plus tard, on autorisa la construction de monuments privés dans le bâtiment. Le député Gidéon Hausner protesta.Procureur du procès Eichmann et futur ministre, il venait d'être nommé au conseil de Yad Vashem. Le ministre des Affaires religieuses répondit que c'était la coutume depuis vingt ans, et que cela se pratiquait aussi dans beaucoup de synagogue. Yad Vashem n'est pas l'unique mémorial de ce pays, précisa-t-il. Il existe d'autres projets similaire[40].

L'un d'entre eux, Ot Vaed (le signe et le témoignage), à vocation pédagogique, entend inscrire le génocide dans la tradition religieuse. Fondé au début des années quatre-vingt, sous l'égide du parti national religieux, cette organisation édite un opuscule en papier glacé, en hébreux et en anglais, et se présente comme une sorte de Yad Vashem religieux: elle souhaite réunir, rassembler et répertorier tout matériau écrit et témoignage vivant sur le génocide et la vie religieuse dans ce temps-là. Sur la couverture du livret, le nom de l'organisation est imprimé en lettre d'or, dans la même typographie que celle utilisée pour Yad Vashem, suggérant une image de flammes et de fournaise. À l'instar de l'expression Yad Vashem, Ot Vaed est mentionnée dans un verset du livre d'Isaïe évoquant le rayonnement de la foi juive dans les pays voisins, y compris l'Egypte.

Exactement comme les bâtisseurs de Yad Vashem cinquante ans plus tôt, les fondateurs de Ot Vaed rêvent d'édifier leur mémorial sur une des hauteurs du quartier d'Etsion, situé en Cisjordanie. Les juifs vinrent s'y établir avant la guerre d'indépendance, la perdirent, puis reprise pendant la guerre des six jours. Cette région fait maintenant partie des territoires occupés, mais non annexée par Israël. Comme Mordechaï Shenhabi, les partisans de ce nouveau projet

firent dessiner des plans aux couleurs tapageuses. Un parc s'étendra autour de l'ensemble des bâtiments annonce l'opuscule. Il ouvrira sur un panorama enchanteur[41].

J'ai interrogé Itzhak Arad au sujet de l'émulation entre les différents sites consacrés à la mémoire du génocide, en Israël et ailleurs. Arad hésita. Il souhaitait bien évidemment, que Yad Vashem demeurât le principal mémorial, mais les temps avaient changé. Israël n'avait pas les moyens de s'opposer à la création du musée du génocide à Washington- qui reçut le soutien du président des Etats-Unis et du prix Nobel Elie Wiesel- Comme il le fit pour le projet Shneersohn à Paris. La question fondamentale était toujours la même: Jérusalem ou Babylone, Israël ou la diaspora; quel était le centre du judaïsme ? Lors de la pose de la première pierre de Yad Vashem, les membres du conseil se demandèrent si, outre le président de l'État d'Israël, il fallait inviter Nahum Goldmann, président du Congrès mondial juif, à prononcer une allocution. Le président du pays représente le judaïsme mondial, déclara l'un d'eux. Un autre protesta: Le président d'Israël n'est pas celui de tous les juifs. Le judaïsme diasporique doit être représenté à Yad Vashem. Un troisième déclara: Le président du pays suffira. Nous devons en finir, une fois pour toutes, avec cette distinction entre l'État d'Israël et le peuple d'Israël ! En fin de compte, par six voix contre cinq, le conseil se prononça en faveur de la présence de Goldmann. Il fut cependant décidé que le président Ben Zvi pouvait s'y opposer; et c'est ce qui arriva[42].

Comme il n'était pas possible de remettre en question les mémoriaux américains, déclara Arad, il valait mieux essayer de coopérer, ajoutant avec une prudence toute diplomatique, que Yad Vashem ne pouvait qu'encourager les institutions souhaitant approfondir la connaissance du génocide. Peu à peu, les différences politiques entre les centres israéliens consacrés au génocide s'atténuèrent; malgré une certaine émulation, ils apprirent à partager la mémoire nationale. Petit et trapu, Arad naquit en Lituanie Lorsque les nazis occupèrent sa ville natale, de Swieciany, il avait quinze ans, il s'appelait Itzhak Rodnitzki, et dirigeait une cellule clandestine de jeunes du ghetto. Ils réussirent à voler plusieurs fusils allemands. Deux ans plus tard, au début de 1943, il prit le maquis dans la forêt où il rejoignit les partisans soviétiques jusqu'à la fin de la guerre. Il servit dans l'armée Israélienne et, après la guerre des six jours, fut nommé officier en chef du corps enseignant, avec le grade de brigadier général. Depuis 1972, il était directeur de Yad Vashem et soutint une thèse de doctorat sur le génocide.

En été 1987, Yad Vashem éleva un monument à la mémoire d'un million et demi d'enfants morts pendant le génocide; une féérie de lumière conçue par Moshé Safdié. À l'entrée, une plaque en verre explique, en lettres d'or, que ce mémorial a été bâti grâce à la générosité d'Abraham et d'Edita Spiegel de Beverly Hills en Californie, à la mémoire de leur fils, Uziel, assassiné à Auschwitz. L'entrée donne sur un corridor étroit où résonne l'écho de sons étouffés, comme un long soupir, une plainte émise par une flûte électronique. Au bout du corridor, le visiteur se heurte au visage d'un enfant, sculpté en relief dans la pierre: c'est Uziel Spiegel. À gauche, se trouve une lourde porte de fer, et derrière, les ténèbres. Un peu plus loin, des photographies d'enfants sont exposées sur un mur de verre. Le corridor se rétrécit alors jusqu'à devenir une rampe étroite plongée dans une obscurité totale. Par-dessus les sons étouffés de l'entrée,, on entend alors, en alternance, une voix d'homme et une voix de femme, en hébreu, en yiddish et en anglais, prononcer des noms- Moshe Abramowitz, douze ,ans, de Lvov; Saraleh Zukerman, trois ans, de Vilna; Yaacov Shimonowitz, quatorze ans, de Budapest. C'est saisissant. On a le sentiment d'être au centre d'une sphère noire et, aussi loin que se porte le regard, ce ne sont que des lumières- des centaines, peut-être des milliers. L'effet est produit par quelques bougies se reflétant dans un système astucieux de miroirs géants. On marche alors, toujours dans le noir, parmi les lumières, alors que résonnent les noms des enfants. À l'extérieur est fixée une autre plaque de verre, identique à la première, avec le nom des donateurs; un entrepreneur juif et sa femme. Le cout de cette construction s'élève à deux millions de dollars.

Des doutes furent émis, me dit Arad, sur l'opportunité de construire un monument aussi beau sur le site d'un mémorial national, et l'on se demanda si la fortune des Spiegel justifiait que l'on accordât à la mémoire d'Uziel une telle préséance sur celle d'un million et demi d'enfants assassinés. Arad décida d'en prendre le risque; tout le monde fut impressionné par le résultat, et Arad n'est pas homme à bouder le succès. Cependant, il refusa, malgré l'insistance des donateurs, de baptiser l'ensemble du mémorial, du nom de leur fils. Après de longues négociations, ils parvinrent au compromis de la plaque commémorative et de la sculpture en relief du visage de l'enfant. Les discussions avec les Spiegel eurent lieu au son des bulldozers, creusant, dans la vallée des communautés détruites, un chemin entre des blocs de pierre géants, dont chacune représentait une communauté disparue.

Quel est l'enseignement de Yad Vashem sur le génocide ? Ai-je demandé à Arad, qui examinait alors un projet d'histoire du génocide en vingt-cinq volumes, d'un budget de deux millions et demi de dollars. Il s'agissait de présenter la version officielle israélienne de cet évènement. Arad déclara, avec prudence, que le temps permit l'émergence d'un consensus national. Pour nous, le génocide est le résultat de l'exil d'une nation privée d'un État qui lui soit propre. Si Israël avait été fondé avant la prise de pouvoir par les nazis, s'accorde-t-on à dire, l'assassinat des juifs n'aurait pas été possible. Il est également admis que le génocide permit la création de l'État et que les survivants y ont joué un rôle central.

Enfin, Arad déclara ce qu'aucun dirigeant de Yad Vashem n'aurait dit dans le passé: on aurait pu se passer du terme *héroïsme* celui de *génocide* suffisait. Dans ses conférences, il a l'habitude de citer, parmi les actes d'héroïsme, les ef-

forts quotidiens déployés par les juifs du ghetto pour survivre et garder leur dignité. Ce faisant, ils contrecarraient l'objectif principal des nazis- les bannir de la race humaine. Les jeunes qui viennent l'écouter, critiquent rarement, comme autrefois, le manque de combativité des victimes, et ne les accusent plus de s'être laissé *emmener comme des agneaux à l'abattoir*. Ce changement se produisit lors du procès Eichmann et se confirma dans la période entre la guerre des six jours et la guerre du kippour.

Peu après, les cérémonies commémoratives se sont, elles aussi, transformées. De plus en plus, l'identification avec les victimes du génocide prend le pas sur une approche globalisante, à laquelle renvoie les mots *génocide* et *héroïsme*. En 1990, le jour du génocide, on dressa des tribunes équipées de hauts parleurs dans tout le pays. Les passants étaient invités à lire, à haute voix, les noms des disparus. L'opération *tout le monde a un nom*, eut un large impact. Parmi les premiers participants, se trouvait le Premier ministre Itzhak Shamir. Il lut le nom de ses parents: ce fut l'une des rares occasions où il se présenta publiquement, comme l'enfant d'une famille assassinée pendant le génocide.

25. Le reste de votre vie avec Monika et Frieda

Le kibboutz Yad Mordechaï se trouve à soixante Km au sud de Tel Aviv, près de la ville côtière d'Ashkelon, dans la vallée où David combattit Goliath. Les premiers pionniers, quelques dizaines de jeunes membres de Hashomer Hatsaïr, arivés de Pologne à la fin des années trente, s'y installèrent en 1943. Ils appelèrent leur nouveau kibboutz Mitzpé Yam, et décidèrent de se consacrer à la pêche. Un an environ après la mort de Mordechaï Anielewicz, commandant de l'insurrection du ghetto de Varsovie, ils adoptèrent le nom de Yad Mordechaï. La plupart d'entre eux ne l'avaient pas connu personnellement; ils immortalisaient un symbole, pas un ami. Un manuel, édité par Hashomer Hatsaïr dans les années cinquante, affirmait qu'il fallait rappeler l'importance du compagnonnage des combattants de toutes les nations- Polonais, Soviétiques, juifs- tous appartenaient à la classe ouvrière de leur peuple… L'intérêt national que représentait la rédemption de l'honneur du peuple juif était en parfaite adéquation avec la lutte internationale menée contre le fascisme, au service de l'Union soviétique. C'est dans cet esprit que nous célèbrerons la mémoire de l'insurrection du ghetto[1]. Yad Mordechaï est l'un des deux hauts lieus de commémoration du génocide de Hashomer Hatsaïr. Un autre mémorial fut érigé à Lohamei Hagetaot, un kibboutz appartenant à un mouvement moins radical que Hashomer Hatsaïr, Hakibboutz Hameouhad. Au début des années cinquante, alors que les différents mouvements de kibboutzim étaient engagées dans une chaude bataille politique, Yad Mordechaï et Lohamei Hagetaot tentèrent l'un et l'autre, de s'approprier la révolte du ghetto de Varsovie.

Dans le sable, non loin de l'étable de Yad Mordechaï, sont posées des marches de pierre bordées d'arbres, dont les branches forment un toit qui force à baisser la tête. Soudain au bout du chemin, les arbres s'écartent, et l'on débouche sur une énorme statut de bronze réalisée par Nathan Rapaport, représentant un beau jeune homme. C'est une sorte de version israélienne du David de Michel Ange en tenue de combat. Sa chemise ouverte laisse apparaître une poitrine musclée, sa tête légèrement rejetée en arrière, il regarde vers le haut. Prêt à l'attaque, il tient une grenade dans la main droite; il incarne la bravoure. C'est Mordechaï Anielewicz, contemplant les maisons du kibboutz qui porte son nom. Derrière lui se trouve la copie d'un tank en béton, criblé de traces de balles, ainsi que les vestiges du château d'eau du kibboutz détruit pendant la guerre d'indépendance. Près de la statue est gravée une citation attribuée à Anielewicz, tirée d'une lettre qu'il aurait adressée à Antek Zuckerman, son bras droit, peu de temps avant sa mort: *Le dernier souhait de ma vie s'est réalisé. L'autodéfense juive est désormais un fait accompli. Je suis heureux d'avoir été parmi les premiers combattants juifs du ghetto*.

Un bâtiment moderne en béton abrite le musée, dont l'entrée est payante. Moins didactique, plus esthétique et plus vibrante que celle de Yad Vashem, l'exposition fut organisée sous la direction d'Abba Kovner. On descend dans n sous-sol obscur où l'on peut lire sur un mur: Dans ce lieu, efforcez-vous de voir ce que l'on ne peut plus voir, d'entendre ce que l'on ne peut plus entendre, d'entendre ce que l'on ne peut plus comprendre. Un haut-parleur diffuse de la musique folklorique juive. Sur les murs sont accrochés des photographies d'enfants, certains portant la calotte des juifs religieux. C'est une exposition sur l'existence juive en Pologne avant l'occupation allemande: La plupart des gens étaient pauvres et humbles, est-il inscrit sur un mur. Ils vivaient dans de petites villes, le dos vouté et l'échine courbée. Il existait bien des juifs en Pologne qui n'avaient pas le dos vouté- les jeunes habitants des grandes cités- mais ils ne correspondaient pas à l'image qu'Israël voulait donner de la diaspora, et ils ne sont mentionnés qu'en passant. Tout en soulignant la pauvreté matricielle des juifs en Pologne, le texte évoque leur culture avec amour, leur richesse et leurs âmes

exaltées. Pendant plus de mille ans, le judaïsme polonais régna suprêmement dans l'histoire du peuple d'Israël. Contrairement au musée de Yad Vashem, les commentaires ne sont pas rédigés en yiddish, mais en hébreu et en anglais.

On monte, et la lumière s'intensifie tandis que l'on parcourt l'histoire du régime nazi, les différentes étapes des agressions contre les juifs et, pour finir, leur assassinat- Auschwitz. La seconde partie du musée, couvrant environ les deux tiers de sa surface, est consacré à la résistance juive et à la bataille que livra Yad Mordechaï aux égyptiens pendant la guerre d'indépendance. Sur une copie du bunker ayant servi au centre de commandement de l'insurrection du ghetto, est fixée une grande photographie censée représenter la dernière lettre d'Anielewicz avec la célèbre citation gravée près de sa statue. Mais le texte inscrit sur la photo, en yiddish, est une reconstitution de l'original en hébreu dont on n'a plus trace. Il existe plusieurs versions de cette lettre, réécrite de mémoire, dans un ton sans doute plus héroïque que celui d'Anielewicz[2]. Sur l'immense mur de la rébellion, figurent les noms des centaines d'avant-postes du Mouvement de résistance juive dans le maquis, les ghettos, les villes, les armées alliées et les camps de la mort, donnant l'impression d'un vaste réseau de guerre populaire. On parvient ensuite à la partie consacrée à la briha (fuite) et à la haapala (immigration illégale), comme si elles faisaient partie intégrante du génocide. L'exode européen est présenté comme un drame sans équivalent dans l'histoire des nations. Une photographie de l'*Exodus* est exposée comme à Yad Vashem.

Ensuite, d'une petite fenêtre on aperçoit les tombes des membres du kibboutz tombés pendant la guerre d'indépendance. En face, une exposition de photographies relate comment onze kibboutzim furent érigés en une seule nuit, en octobre 1946; seule figure la date hébraïque- le lendemain de Yom Kippour. Sur une photographie, des pionniers installent une conduite d'eau dans le Negev. La légende s'inscrit totalement dans l'éthique israélienne: le droit des juifs à s'établir dans le pays est fondé, en partie, sur le soin qu'ils portent à son développement- contrairement aux arabes, qui le négligèrent. Le style est poétique, presque biblique :
Et ils n'ont pas erré de puits
En source d'eau, comme les fils du désert,
Ils sont venus, ils ont posé un tuyau,
Et ils ont transporté l'eau du nord
Vers le sud.
Cette parcelle
Qu'ils ont gagnée en une nuit
Est devenue une implantation ombragée.
Et l'eau jaillit
Par le tuyau comme le sang
Donnant vie aux membres
Dans le corps de l'homme
Puis le sang coula sur le tuyau,
Sur lui, a coulé le sang de ceux
Qui sont venus la nuit
Défendre le bien le plus précieux
Du monde,
L'eau.

On arrive ensuite devant une autre immense photographie de Mordechaï Anielewicz, débordant de vitalité et de jeunesse dans son uniforme de Hashomer Hatsaïr, à côté de laquelle sont inscrits, une fois encore, ses dernières paroles présumées: *Le dernier souhait de ma vie s'est réalisé* [...] Petit à petit, presque sans y prendre garde, on quitte le musée du Génocide et on pénètre dans celui de la Guerre et de la Victoire. Sur les murs, de vieilles armes, dont le canon d'un tank, des cartes détaillées de la bataille de Yad Mordechaï et des kibboutzim voisins, ainsi qu'une collection d'obus. Dans un premier temps, Yad Mordechaï fut vaincu et ses défenseurs durent battre en retraite; une photo du roi Faruk d'Egypte le montre dans la pose d'un conquérant après la prise d'un bastion ennemi. Puis les égyptiens furent défaits à leur tour, et le kibboutz repris au terme d'une féroce bataille.

L'homme qui me vendit le ticket d'entrée me proposa le livre de Margaret Larkin publié par le ministère de la défense, *Le soleil ne s'est pas arrêté*[3]. Cet homme, l'un des fondateurs du kibboutz, s'appelait shika Katsir: il aida l'auteur à écrire son épopée héroïque. Il est cité dans la préface et c'est lui qui offrit le livre à Ben Gourion. Si je l'achetai, il me le dédicaçait. C'est ce qu'il fit. Près de la caisse, on pouvait se procurer des cartes postales et toutes sortes de souvenirs, dont de petits cendriers avec la photo de la statue d'Anielewicz. Ensuite, Katsir m'invita à visiter le champ de bataille où les soldats disparus étaient représentés par des effigies.

*

Un soir d'avril 1989, Tzvika Dror m'emmena au musée des Combattants des ghettos au kibboutz Lohamei Hagetaot (littéralement combattants des ghettos). Enseignant et écrivain, Dror, alors âgé de soixante-trois ans, faisait une recherche sur l'histoire du kibboutz, qui célébrait cette année-là son quarantième anniversaire. Salle après salle, il me montra des

maquettes de camps de concentrations, un dispositif en bois où on attachait les prisonniers pour les battre et un récipient en métal qui avait contenu des gaz asphyxiant. Le box de verre du procès Eichmann est la pièce centrale de l'exposition. L'extermination des juifs sert ici de toile de fond à la présentation de la lutte contre les nazis. Un fac simili de la lettre d'un jeune homme, Ofer Feninger, à sa fiancée Yaël, quelques années avant qu'il ne soit tué pendant la guerre des six jours, est accrochée à un mur*: Je viens de terminer la lecture de La maison des filles [de Ka-Tzetnik] et je ressens au plus profond de moi la monstruosité de ce terrifiant génocide [...] À travers l'horreur et l'impuissance, je sens monter en moi un extraordinaire besoin d'être fort, fort à en pleurer. Je veux devenir tranchant comme une lame, calme et terrible. Je veux avoir la certitude que ces regards insondables ne regarderont plus jamais à travers des barrières électrifiées ! Cela ne se produira plus, si je suis fort. Si nous sommes tous forts ! Des juifs forts et fiers ! Que l'on ne mènera plus jamais à l'abattoir*.

Tzvika Dror et moi étions seuls dans le musée. Il allumait la lumière avant d'entrer dans une salle et l'éteignait en sortant. Les couloirs étaient plongés dans l'obscurité. Cette semaine-là, le kibboutz posa la première pierre d'un nouveau monument à la mémoire des enfants morts dans le génocide. Le coût de ce projet était d'1,5 millions de dollars- une donation. Il était bien sûr inutile de demander s'il était bien nécessaire d'ériger dans le pays un autre mémorial pour enfants que celui de Yad Vashem à Jérusalem: le kibboutz avait ses propres impératifs. Il fut même question d'investir trois millions de dollars*.

Yad Vashem s'était opposé au projet du musée des Combattants des ghettos à Lohamei Hagetaot, essentiellement pour des raisons politiques. Ils veulent démontrer que les insurrections dans les ghettos furent initiées par les membres de Hashomer Hatsaïr, protesta un membre du conseil de Yad Vashem. C'est pourquoi on ne peut jurer de la totale vérité historique de leurs publications. Selon moi, toute autre institution nationale que Yad Vashem devrait être dissoute.

Le musée et le luxueux centre qui le jouxte, jettent une ombre protectrice sur le kibboutz. Comment éviter ce cliché ? C'est une constatation géographique. La déclaration de fondation du kibboutz que me montra Tzvika Dror le présente comme- une implantation sur la terre rédimée de Galilée du nord- un monument vivant et productif élevé à la mémoire des insurrections des ghettos. Il fut fondé par des survivants du ghetto de Varsovie, dont Antek Zukerman et sa femme, Tzivia Lubetkin. Ils s'établir sur les terres d'un village arabe, Samariah, qui fut détruit pendant la guerre d'indépendance et dont les habitants furent déportés. Un village de terroristes, commenta Tzvika Dror tandis que nous marchions dans les corridors obscurs du musée. Aucune autre implantation d'Israël n'illustre aussi parfaitement le lien entre le génocide et la tragédie palestinienne. L'historique du nom du kibboutz révèle une autre facette de la relation complexe qu'entretient le pays avec le génocide.

Pour le kibboutz Iyzhak Tabenkin, le dirigeant du groupe des fondateurs, proposa tout simplement le nom de Vilna. Antek Zukerman s'y opposa comment pourrait-on prendre l'autobus et demander et demander un billet pour Vilna? Certains pionniers voulaient conserver le nom du village arabe détruit, ils décidèrent donc de prendre celui de Lohamei Hagetaot Samariah. Le Fonds national juif déclara qu'il était impensable d'associer les combattants des ghettos et la mémoire de Samariah, et décrétèrent que le kibboutz devait s'appeler Asher, du nom de la tribu Israélite qui habita la région. Les pionniers acceptèrent de renoncer au nom arabe mais pas à la référence à leur passé de combattants des ghettos. Le fonds national objecta qu'il était inconcevable que le terme ghetto figurât dans le nom d'une implantation israélienne. Tzvika Dror me donna à lire cet échange de lettres où s'opposaient l'héritage tribal et biblique hébraïque et celui du ghetto juif de la diaspora[4].

Cette lutte féroce exprime la tendance des anciens résistants à se démarquer du reste des survivants, comme s'ils appartenaient à quelque ordre noble et secret. Mais le souhait de se constituer en *Monument vivant et productif à la mémoire des insurrections des ghettos*, était difficile à réaliser. Le poète Haïm Gouri me raconta qu'un soir, peu après la fondation du kibboutz, il entendit des cris tourmentés à travers les fenêtres des cabanes. Tous les fondateurs ne furent pas des combattants antinazis- pas même la plupart d'entre eux. Un grand nombre, me dit-on, étaient tenaillés par l'angoisse d'avoir survécu, mais de ne s'être pas révoltés. Le mythe de l'héroïsme pesait lourdement et minait leurs souvenirs.

Chaque année, à Pâque, l'équipe responsable de l'approvisionnement du kibboutz donnait une fête, à laquelle j'ai assisté. On m'offrit du poulet avec une sauce aux champignons et au vin, puis mes hôtes se mirent à évoquer leurs souvenirs, certains en yiddish. Tzika Dror me désigna un homme, Yehuda Bornstein, qui fut interné à Auschwitz, puis au camp d'Ebensee. La faim le contraignit à manger des cadavres de prisonniers. Des années plus tard, lors de la guerre de kippour, il perdit son fils, Tzika Bashan, pilote dans l'armée. Sa fille Nili, une poétesse, née en Israël, écrivit:
Je me languis pour Lodz et le regard chaud et doux de mes grands-parents.
Je me languis pour eux comme de la Hallah du Shabbat.

En Israël, bien des enfants des survivants du génocide ressentaient cette perte et ce chagrin. Comme leurs parents, ils souffraient aussi de honte, de culpabilité et faisaient parfois des cauchemars sur les camps qu'ils n'ont jamais connus[5].

J'étais venu à Lohamei Hagetaot avec une question stupide: étaient-ils parvenus à trouver le bonheur au kibboutz ? Mais j'ai seulement osé leur demander si leur décision de vieillir ensemble leur semblait être la bonne. Ils me dirent ne

pas parler du génocide quotidiennement; au contraire, jusqu' ce que Tzvika Dror les ait contraints à raconter les terreurs de leur passé pour les quatre volumes de témoignage qu'il préparait, certains ignoraient les détails de l'histoire de leurs amis. Ils vivaient ensemble et se taisaient ensemble. Il ne fut pas facile Dror de les convaincre de parler de leurs vies. Ses livres ne sont pas seulement un témoignage sur le génocide, mais aussi une thérapie de groupe à laquelle le kibboutz entier participa en évoquant son histoire[6]. Abraham Tsoref dit qu'il ne pouvait pas vivre parmi ceux qui n'avaient pas connu le génocide, comme lui. Après la guerre, alors qu'il était prisonnier dans un camp de *maaplim* à Chypres, il réfléchit longuement à la façon dont il raconterait ce qui lui arriva là-bas, quels mots il choisirait pour annoncer que les juifs de sa ville n'existaient plus. Il ressentait qu'il était le dernier juif sur terre. Lorsqu'il arriva au pays, on ne lui demanda rien et ce fut horrible. Les gens ne voulaient pas savoir. Toute cette période était traumatisante, dit-il en se levant, ayant fini son repas. Il avait été interné au camp de concentration de Stutthof.

Ensuite, je rendis visite à Nina Wangrove. Les témoignages de Dror relatent l'histoire des horribles tortures qu'elle endura en prison[7]. Elle me raconta sa vie au kibboutz. Plus tard, elle m'avoua n'avoir jamais raconté cette histoire auparavant. Ce fut un triste monologue.

C'est une bonne question de savoir ce qu'aurait été ma vie si je n'étais pas venue au kibboutz. J'ai toujours été un peu renfermée; mon mari et moi ne parlions pas de ce qui se passa pendant la guerre. J'aurai pu l'amener à le faire, mais je ne le voulais pas. Lui aussi vient de *Là-bas*. Je n'aime pas dire *un survivant du génocide*. Le fait est que nous n'avons pas survécu, nous n'avons pas été sauvés. Á ce jour, nous n'avons pas été sauvés. Durant la guerre, je ne voulais que la mort. Je savais que j'étais condamnée, mais mon rêve était de vivre jusqu'à la fin de la guerre et de mourir, le lendemain, en personne libre. Comme un oiseau qui aurait volé aux confins du monde et qui, à la fin, aurait étendu ses ailes, pour tomber.

La guerre prit fin. Alors, quelque chose prit fin en moi aussi. Après toute l'énergie dépensée à survivre pendant la guerre, soudain, il n'y avait plus rien à quoi se consacrer. Ce fut très, très dur. J'ai tant désiré donner un sens à ma vie. J'avais dix-huit ans. Par chance, j'ai rencontré des gens qui me dirent que je pourrais, peut-être, aller dans un kibboutz. Voilà comment je me suis retrouvée ici.

J'étais pleine d'appréhension. Je me rappelle avoir dit à mon mari: L'idéologie du kibboutz est bonne. Mais veux-tu passer le reste de ta vie avec Monik et Frida ? Monik et Frida furent parmi les premières à s'établir ici. Voilà ce que j'ai demandé à mon mari: Veux-tu vraiment, à partir de maintenant, vivre avec elles ? C'est ce que nous avons fait: nous avons passé toute notre vie avec Monik et Frida.

Les autres ne nous comprenaient pas, ils ne le pouvaient pas. C'est mon sentiment aujourd'hui. Je ne sais pas ce qui se serait passé s'ils avaient essayé. C'est peut-être mieux ainsi. Personne ne nous a rien demandé. Ils nous ont donné un programme de travail et ils nous ont dit de travailler. S'ils avaient essayé de nous comprendre, qui sait ? Peut-être que ça n'aurait pas marché.

Nous n'avons pas essayé de nous comprendre nous-mêmes. Alors, une année est passée, puis une autre, et une autre, et une autre encore. Tout était plus dur chaque année. Les souvenirs du génocide et les souvenirs qui ont suivi, et ceux du kibboutz. C'était plus dur chaque année.

Nous étions totalement bouleversés, choqués, d'aller de ce camp dans ce [...] ghetto. Oui, le kibboutz. C'est ce que je ressens, le kibboutz, c'est comme être dans un camp ou dans un ghetto juif. Comment peut-on vivre ainsi ? En fin de compte, je n'étais pas heureuse. Si ce n'était pas pour mes enfants, rien ne m'attacherait ici. Je peux être ici, et demain ailleurs, et le jour d'après, nulle part. Cela ne s'est pas avéré un endroit particulièrement important pour moi. Peut-être n'y a-t-il pas d'endroit particulièrement important, peut-être rien ne l'est-il. Tout ce qui compte est mort.

Pendant de longues années, j'ai continué à vivre dans mon imaginaire, dans ma vieille maison. Ma patrie était l'Union soviétique. Mon père et ma mère...je ne sais pas ce qui leur est arrivé. Pas plus qu'à mon frère. Pendant longtemps, très longtemps, j'ai vécu dans l'espoir de les revoir un jour. Plus d'une fois, il m'est arrivé de quitter brusquement le kibboutz, d'aller à Haïfa, de descendre la rue Herzl, de marcher sans fin, et de m'arrêter devant le cinéma...qui sait, ils pourraient apparaître soudain dans la foule. C'était horrible. Pour moi c'était terrible et ça l'était aussi d'expliquer à mon mari où j'allais. Et puis, nous vivions, les uns sur les autres, dans une telle promiscuité. On ne pouvait respirer sans que le kibboutz le sache. Ce qui les intéressait- le superficiel- c'était non pas ce que Nina ressentait, mais où Nina allait, où allait-elle donc. Je ne les ai jamais trouvés.

J'aurais dû quitter tout cela, vivre. Je n'ai jamais été chez moi au kibboutz. Aujourd'hui au moins, c'est tolérable. Mais ce n'était pas chez moi, et aujourd'hui non plus. Je suis très attachée à cet endroit. J'ai travaillé dur à toutes sortes de tâches. J'ai fait tout ce qu'il fallait. J'ai travaillé avec des enfants à l'usine... partout où ils avaient besoin de moi. Pas comme mon mari. Il croyait, lui, en ce qu'il faisait. J'ai agi par sens du devoir, des responsabilités. Lui croyait vraiment au kibboutz. Pas moi. Les enfants sont partis. Aujourd'hui je ressens fortement le besoin de tout raconter. Je me suis tue. J'ai tout simplement tout accepté. Ils nous ont donné cette idéologie- socialiste, pleine d'interdits: ce qu'il fallait mettre et ne pas mettre, ce qu'il fallait penser et ne pas penser, dire et ne pas dire. Tout était si oppressant. Mais j'avais accepté. Que se serait-il passé si je n'étais pas allée au kibboutz ? Peut-être l'aurai-je regretté toute ma vie. C'est possible.

Au moment de ma visite, elle avait soixante-deux ans, elle était grande, solide, les cheveux foncés, intense, rayonnante de courage. Peu de temps auparavant, elle perdit la vue. Le kibboutz lui construisit un grand appartement et lui donna un métier à tisser, sur lequel elle réalisait des scènes pastorales en laine.

Père et mère ne parlaient que de ça, raconta la secrétaire- la directrice- du kibboutz. Ils en parlaient tout le temps. Chaque conversation, quel qu'en fut le début, débouchait, tôt ou tard, sur le génocide. Pour son frère et elle, c'était

insoutenable. Comme l'étaient les cérémonies annuelles du souvenir, grands évènements du kibboutz qui attiraient tant d'invités de marques. Le souvenir pesait sur les parents et sur les enfants. Relations complexes. Elle s'appelait Yaël Zukerman; ses parents étaient les légendaires Antek Zukerman et Tzvia Lubetkin. Chaque semaine, le vendredi soir, ils se réunissaient avec des amis et des admirateurs. Ils ne cessaient d'alimenter le mythe. Ils se mettaient à parler d'affaires courantes, puis venaient les souvenirs. Elle n'en comprenait pas un mot, me dit Yaël Zukerman, et ne voulait pas comprendre. Jusqu'à ce qu'il fut trop tard. C'est toujours ainsi. Lorsqu'une personne se met à vouloir comprendre ses parents, plus personne n'est là.

Yaël Zukerman, psychologue de son état, commença à s'intéresser au génocide uniquement après le décès de son père en juin 1981. Elle se mit alors à lire les livres de ses parents et se rendit deux fois en Pologne. Ce fut un processus de maturation, dit-elle, de repenser sa vie, de ressentir leur absence. Une question d'âge aussi. Elle dit ne pas être obsédée par le génocide, mais elle sait qu'il fait partie d'elle. Le Kibboutz compte deux cent quatre-vingt membres adultes, dont quatre-vingt-dix fondateurs, et cent quatre-vingt-cinq enfants. Au total, une communauté de près de cinq-cents personnes. Parents et fondateurs se sont arrêtés de travailler tôt, comme si leurs forces les avaient abandonnés, laissant ainsi la place à leurs enfants. Il n'y eut pratiquement aucun conflit de générations, nota Yaël Zukerman. Le kibboutz est prospère, bien entretenu, les pelouses sont d'un beau vert. Il possède une usine fabriquant une fausse viande à base de soja- un succès avec un chiffre d'affaires de vingt et un millions de dollars par an. Ils exportent même en Allemagne. Comme tant d'autres kibboutzim, ils ont utilisé cet argent pour construire une piscine. Certains membres reçurent des dédommagements d'Allemagne, d'autres continuaient à percevoir des pensions annuelles, mais ils ne confiaient pas tous leur argent au Kibboutz. C'est un problème, dit Yaël Zukerman. Des volontaires de tous les pays, sauf d'Allemagne, viennent travailler au Kibboutz. Les groupes allemands souhaitant visiter le musée sont priés d'apporter une lettre de recommandation de Willy Brandt. C'est ce qui fut décidé après un long débat.

*

Au cours des années quatre-vingt, la Knesset débattit à plusieurs reprises de l'antisémitisme en Allemagne. C'était l'époque où l'on ressentait le besoin de faire comparaitre en justice les criminels de guerre. Le débat porta aussi sur la façon de contrer ceux qui niaient la réalité du génocide. En général, ces débats n'avaient aucune signification concrète; ils manifestaient surtout la façon de défendre la *sacralité* de l'héritage. À l'instar de la loi protégeant la sensibilité religieuse et l'honneur du drapeau national, il y eut, en 1985, une proposition visant à interdire l'usage des symboles nazis en dehors de buts pédagogiques ou de recherche. Certains de ces débats se déroulèrent dans un climat solennel. Les séances de la Knesset étaient fréquemment suivies, depuis la galerie, par des survivants notoires du génocide. Parfois, un chœur était invité pour interpréter des chants du génocide. D'autres fois, des membres de la Knesset citaient des poèmes, des prières, des souvenirs personnels, dans leurs allocutions. Parfois encore, les discussions étaient accompagnées d'actes symboliques spectaculaires. Le ministre de la justice, Moshé Nissim, annonça que le gouvernement offrait un million de dollars à celui qui amènerait en Israël Josef Mengele. Meïr Kahana déchira un drapeau autrichien à la tribune de la Knesset au cours d'une discussion portant sur le passé du président Kurt Waldheim[8]. Une certaine émulation se manifestait: de même qu'ils cherchaient à faire montre de plus de patriotisme ou de zèle religieux que leurs adversaires, les députés se mesuraient les uns aux autres quant à leur fidélité au génocide. Nombre d'entre eux étaient des survivants, et ils s'efforçaient d'amener la Knesset à prendre des dispositions antiallemandes, comme s'ils étaient nostalgiques des jours lointains des années cinquante, où de telles initiatives soulevaient des vagues d'émotions. D'autres demandaient à la Knesset de condamner les Israéliens qui profitent de leur droit à recevoir un passeport allemand, à l'instar des dizaines de milliers d'autres Israéliens bénéficiant d'une double nationalité. Une telle attitude est antipatriotique, antisioniste et amorale, clamaient-ils. Un autre s'élevait contre la promesse d'améliorer l'image de l'Allemagne dans les manuels scolaires. Un troisième cherchait à persuader la Knesset que le président ne devait pas se rendre en Allemagne[9]. Toutefois, malgré ces gesticulations, le lobby du génocide de même que le lobby religieux reconnurent que la réalité grégaire était la plus forte. Plusieurs milliers d'Israéliens demandèrent et reçurent des passeports allemands, le comité israélo-allemand chargé des manuels scolaires poursuivit son travail sans encombre, et le président Herzog se rendit en Allemagne[10].

Peu avant la chute du mur de Berlin, en novembre 1989 ; eurent lieu les premiers contacts intensifs entre Israël et l'Allemagne de l'Est. Ce fut un épisode diplomatique étrange, presque nécrophilique. Israël s'efforça d'obtenir que l'Allemagne de l'Est moribonde signa un traité de réparation qui constituait une sorte d'engagement de la part d'une Allemagne réunifiée. Jusqu'alors, l'Allemagne de l'Est nia sa part de responsabilité dans les crimes des nazis. Les contacts furent pratiquement une reprise des négociations des années cinquante avec l'Allemagne de l'Ouest. *Comme jadis, Israël dicta la déclaration de contrition qu'il exigeait*. On avait rarement vu dans l'histoire une pareille continuité. Presque quarante ans après l'évènement, les mêmes acteurs jouaient dans le même décor et représentaient des intérêts identiques. Les Israéliens voulaient de l'argent (de l'argent? étonnant, non ?), les Allemands une nouvelle image. La monnaie d'échange était la parole.

En avril 1990, le parlement est-allemand passa une résolution, l'une des dernières de son histoire, dans laquelle il exprimait, non seulement sa contrition, mais aussi la reconnaissance du statut d'Israël en tant que représentant des juifs du monde. Du jour de sa fondation, Israël espérait une telle reconnaissance, mais il ne l'avait jamais obtenue, partiel-

lement à cause des organisations juives des autres pays, américains en particuliers. Et voilà qu'il l'acquérait sous forme du testament d'un État allemand moribond. On peut difficilement imaginer une ironie plus cinglante*[11].

*Juste avant la réunification, l'orchestre philarmonique de Berlin se rendit en Israël pour une série de concerts; c'était sa première tournée dans le pays. Auparavant, il n'avait pu se produire en Israël à cause du passé de son chef, Herbert Von Karajan. À l'occasion de la visite de cet orchestre, qui suivait de peu la mort de Von Karajan, Daniel Barenboïm se fit l'écho d'une opinion déjà fort répandue. Le temps était venu, dit-il de se débarrasser de l'ultime tabou, et de jouer la musique de Richard Wagner en public. Mais le suprême tabou antiallemand fut déjà brisé, sans scandale d'aucune sorte…les orchestres avaient commencé à interpréter la musique de Richard Strauss[12].

Face à la réunification de l'Allemagne, la presse israélienne se montra, dans ses éditoriaux, pleine de réserve, d'appréhension, de douleur. À les lire, tout à laisse penser que seul ce point de vue pouvait être exprimé. Ici et là, des survivants du génocide élevaient la voix. Dov Shilansky était bien entendu leur porte-parole. Pour nous, c'est un jour de deuil, déclara le président de la Knesset[13]. Toutefois, le ministre des Affaires étrangères, Moshé Arens, s'envola pour l'Allemagne afin de réparer le tort causé par les craintes qu'Itzhak Shamir exprima. Nous avons une confiance absolue dans une Allemagne unifiée, déclara Arens à Bonn[14]. *Yediot Aharonot* organisa un sondage: 36% des personnes interrogées considéraient de manière positive l'unification de l'Allemagne. Quelque 28% s'y déclarèrent opposées, 35% manifestèrent leur indifférence. Ce sont des chiffres décisifs: la majorité des Israéliens ne considèrent plus l'Allemagne comme leur ennemie[15].

26. Qu'y a-t-il à comprendre ? Ils sont morts, c'est tout

Dans une petite rue de Tel Aviv qui connut des jours plus fastes, se trouve un théâtre dénommé *Ohel Shem*. Cette rue, une des plus anciennes de la ville, porte le nom d'Arthur James Balfour, le ministre britannique des Affaires étrangères qui doit sa gloire à une lettre décisive qu'il écrivit en 1919. Adressée à Lord Lionel Walter Rothschild, président de la fédération sioniste d'Angleterre, elle faisait état de l'opinion favorable du gouvernement de sa majesté quant à l'établissement d'un foyer national juif en Palestine. La déclaration Balfour constitua un pas déterminant dans l'action du mouvement sioniste pour la fondation d'un État juif. *Ohel Shem* (tente de Sem) fut bâti quelque douze ans plus tard, à l'instigation de Chaïm Nathan Bialik, le poète du mouvement sioniste. La plage voisine abritant le judaïsme musclé, Bialik souhaita la création d'un lieu qui accueillit le judaïsme culturel. Dans son poème *Sur le seuil de la maison de prière*, il écrivit: Tu ne tomberas pas, tente de Sem, je t'édifierai vite[1]. Ce fut un centre culturel important, aussi séculier que Tel Aviv elle-même, où l'on pouvait rencontrer les écrivains de la ville, ses poètes et ses érudits. Dans les premiers temps, ce centre attira un large public. L'orchestre philarmonique d'Israël s'y produisit, et le comité central du Mapai y siégea.

Soixante ans plus tard, *Ohel Shem* a perdu sa grandeur. La peinture terni s'écaille, et seuls des évènements marginaux s'y déroulent, telles les représentations du théâtre yiddish. En septembre 1990, Je me rendis à *Ohel Shem* pour assister à la réunion annuelle des Israéliens originaires de Lodz, qui a lieu le jour de la commémoration de la liquidation du ghetto de la ville par les nazis. On me considéra immédiatement comme un étranger. Lodz était la seconde ville de Pologne; à la veille de la guerre, deux cent cinquante mille juifs y habitaient, soit un habitant sur trois. Beaucoup d'entre eux travaillaient dans l'industrie textile, la plupart furent assassinés par les nazis. Ceux qui s'établirent en Israël créèrent leur propre organisation comme d'autres immigrés européens. Chacune de ces *landsmannschafts* célèbre annuellement une cérémonie du souvenir; il ne se passe pas de mois sans qu'une réunion de ce genre ne se déroule, généralement à Tel Aviv.

La plupart des gens qui se trouvaient à *Ohel Shem* ce soir-là avaient la soixantaine; Ils avaient passé la majeure partie de leur vie en Israël et parlaient l'hébreu. Mais, pour leur assemblée annuelle, ils retrouvaient le polonais et le yiddish. La réunion avait lieu entre Rosh Hashanah et Yom Kippour, moment traditionnellement propice aux bilans. Les participants s'enquéraient des nouvelles de l'année, de leur santé et de leurs enfants. L'un avait subi une opération à cœur ouvert, un autre avait fondé une affaire, un troisième avait pris sa retraite, un autre enfin était mort. La fille de l'un d'eux avait fini ses études, et le fils aîné, celui de Los Angeles, venait d'avoir son dernier enfant. C'était la bonne société ashkénaze de Tel Aviv. Pourtant, la salle ne cessait de soupirer. En venant en Israël, ces gens perdirent un monde précieux; il leur manquait, à moins que ce ne fut leur jeunesse perdue. En vieillissant, ils se sentaient plus proches de leur enfance. Les plus âgés traversèrent les horreurs du génocide, certains survécurent aux camps de la mort.

Tout en conversant sur le trottoir, ils se rapprochaient de l'entrée du théâtre. Dans le foyer, deux jeunes gens vendaient l'Encyclopédie du génocide, principal contribution d'Israël à l'historiographie de l'extermination des juifs. Cette publication semi-officielle en six volumes fut coéditée par Yad Vashem, l'éditeur Sifriat Poalim, lié étroitement au Mapam, et *Yediot Aharonot*. Elie Wiesel la préfaça. L'ouvrage fut mis sur le marché après une campagne de publicité massive, y

compris à la radio. Les participants à la convention des anciens de Lodz bénéficiaient d'une réduction. Un homme déambulait dans la foule, vendant des cassettes de Shimon Levin qu'il extrayait d'une boite en carton. Levin, en manteau et chapeau noir, fut invité à conduire les prières de deuil.

Le président réclama l'attention et s'adressa au public: chers *Lodzers*. Puis, six chandelles furent allumées dans une *menora* du souvenir installée sur une caisse drapée d'une étoffe noire. Malgré les bougies et les prières, cette réunion avait un caractère laïc. Les prières ne durèrent que quelques minutes. Puis, quelques mots en yiddish suivirent. Le président présenta l'orateur de la soirée, Zvi Blumenfrucht, écrivain et poète. Il mit l'assistance en garde contre l'oubli. Malgré ceux qui le souhaitaient, clama-t-il, nous n'oublierons jamais et, comme pour témoigner sa loyauté aux morts, il répéta: Nein, nein, nein ! Trois drapeaux israéliens se trouvaient de chaque côté de la scène. Un grand plan en couleur du ghetto était accroché au-dessus.

Le président était un homme énergique qui, de toute évidence, avait l'expérience de ce débat annuel. Il aborda quelques points d'ordre administratif, puis il déclara avoir espéré la présence de quelques étudiants ayant fait un voyage en Pologne, mais qui depuis, ont été appelés sous les drapeaux. L'organisation écrivit à l'armée pour obtenir leur présence ce soir-là. Malheureusement, cela fut refusé. Il était néanmoins heureux d'apercevoir quelques jeunes dans l'assemblée. Il était important de transmettre l'histoire de Lodz à la jeune génération.

Trois semaines auparavant, les deux Allemagnes furent ré-unies, mais ce sujet ne fut pas abordé. Au lieu de cela, le président mentionna le *petit Hitler* qui menaçait Israël : le président iraquien, Saddam Hussein. Dans le contexte de la guerre du golfe, le président félicita Ben Gourion d'avoir incité Israël à construire sa propre bombe atomique. Le public acquiesça.

À la suite de quoi, le président demanda aux *Lodzers* de s'efforcer d'être heureux, ainsi que l'avait décrété le grand rabbin de Tel Aviv. Les victimes, les martyrs avaient donné leurs vies pour les survivants, et la vie était bonheur- voire rire. Ils ne vivaient pas seulement pour porter tout le chagrin du monde. Même durant lees cérémonies du souvenir, on pouvait rire, dit le président, en leur racontant une anecdote de la seconde guerre mondiale: un petit garçon japonais demanda à son père pourquoi fallut-il bombarder Pearle Harbor ? N'aurait-il pas été plus simple de l'acheter ? Le public rit poliment. Cela me rappelle, poursuivit le président, que le compte en banque de l'organisation est vide. Plusieurs projets sont en cours- l'organisation veut faire venir une exposition de photographies du ghetto de Lodz, actuellement à Francfort. *Curieusement, l'une des photos représentait le président du judenrat, Haïm Roumkovski, en compagnie du chef des SS, Heinrich Himmler*. Elle souhaite aussi organiser deux cérémonies du souvenir par an: en attendant, elle prépare une réunion des anciens diplômes du lycée hébraïque de Lodz.

Le président révélé que, grâce à la générosité du gouvernement polonais, les bureaux de l'organisation venaient de recevoir, des copies des listes de recensement de Lodz d'avant la guerre. Il reèu également des informations concernant les lieux d'inhumations de cent-cinquante mille juifs décédés depuis la fin du siècle. L'examen de ces documents permettrait un important gain de temps à ceux qui souhaitent se rendre sur la tombe de leur famille. On envisageait aussi l'édition d'une brochure sur les ultimes possibilités de dédommagements allemands. Mais tout cela coutait de l'argent, et lui, le président, savait qu'il pouvait compter sur le bon cœur et la générosité de ses chers Lodzers. Il savait que durant l'entracte les dons affluераient. Or, après l'interruption de la réunion, le président annonça que le résultat de la collecte était insuffisant. Apparemment, quelques membres avaient oublié leurs carnets de chèques, il attendrait donc leurs contributions par la poste. L'auditoire secoua la tête avec scepticisme. Le plat de résistance de la soirée consista en deux conférences d'histoire. Shmuel Crakovski, directeur des archives historiques de Yad Vashem, traita la période de l'occupation nazie précédant la création du ghetto. Dina Porat parla de l'attitude des juifs du monde- dont celle du yishouv- à l'égard du génocide. Crakovski était un petit homme chauve dont l'accent trahissait les origines polonaises. Dina Porat était une élégante jeune femme, s'exprimant dans l'hébreu d'une *sabra*. Crakovski parla avec beaucoup de sensibilité, et il n'était pas toujours possible de distinguer l'historien du tribun, l'érudit du panégyriste. Il décrivit les atrocités nazies commises des populations civiles, les actes de *barbarie sadique*, comme il les appelait. Il cita le nom d'Herbert Fischer, un chef des bandes de meurtriers nazis connues sous le nom d'*Einzatzkommandos*, et fit remarquer *que tous les chefs de ces groupes étaient des diplômés d'universités*. Le public acquiesça à nouveau, une confrérie de petites gens qui n'étaient ni diplômés ni meurtriers. Lorsque Crakovski évoqua la destruction des synagogues, un murmure traversa la salle. À l'énoncé des noms des rues de leur ville, ils se mirent à murmurer des souvenirs d'enfance à l'oreille de leur voisin; Crakovski leur réchauffa le cœur. Dina Porat, enseignante à l'université de Tel Aviv, se montra réservée, froide et académique.

Crakovski et Dina Porat représentent deux étapes de l'historiographie israélienne concernant le génocide. C'est une route qui conduit pas à pas, du souvenir à la connaissance académique, franchissant d'innombrables barrières idéologiques, psychologiques et politiques. *Les premiers actes de commémoration de la destruction des communautés juives furent initiés, pendant la guerre déjà, par ces communautés elles-mêmes*. Emmanuel Ringelblum apporta des documents précieux sur l'histoire du ghetto de Varsovie: ces archives, découvertes après la guerre dans des pots à lait, représentent des sources d'informations inestimables. De telles archives, ainsi que des journaux intimes, furent introduits dans les ghettos, les maquis des forêts et même dans les camps de la mort[2]. En juillet 1947, une conférence inter-

nationale se tint à Jérusalem, réunissant les représentants de l'ensemble des institutions historiques impliquées dans la recherche de documents sur le génocide. Les participants expliquèrent qu'ils ne menaient pas leurs recherches exclusivement dans une perspective scientifique, mais aussi *dans l'espoir que l'enseignement du génocide servira l'avenir de notre nation*. La conférence résolut qu'Israël, avec Jérusalem en son centre, était l'endroit approprié pour servir de capitale mondiale à cette étude[3].

La loi de 1953 sur le génocide et l'héroïsme octroya à Yad Vashem le statut d'institution historique officielle, dont l'une des fonctions était de *réunir rechercher et publier l'ensemble des faits relatifs au génocide et à l'héroïsme*[4]. La première initiative de Yad Vashem fut l'enregistrement de récits de survivants. Ces témoignages représentent une valeur historique indéniable, mais les enquêteurs avaient par trop ménagé leurs interlocuteurs, ne les soumettant jamais à l'épreuve de faits qui auraient pu les contredire. (Note du copiste: c'est-à-dire les confondre dans leurs mensonges ?). Pour les survivants, raconter leur histoire était une obligation sacrée à l'égard des morts et, parfois même, un soulagement, une forme de thérapie. Yad Vashem se contenta d'enregistrer ce qu'ils avaient à dire.

Les Landsmannschafts encourageaient aussi leurs membres à consigner ce qu'il leur était arrivé pendant la guerre. En quelques années, se développa un genre littéraire singulier et touchant: le livre du souvenir, ou *Yizkor*. Ces ouvrages évoquaient les communautés juives détruites, dont certaines de si petite importance qu'elles ne figuraient même pas sur la carte. Ces ouvrages étaient quasiment tous conçus sur le même modèle: des survivants avaient échangé des souvenirs, recueilli de contes et des légendes et rassemblé des photos de familles qui avaient atterri, dieu seul sait comment, en Israël. En fouillant dans leurs tiroirs et leurs vieilles valises, ils avaient retrouvé des contrats de mariages, des certificats de décès, les pages d'un journal de jeune fille, un poème d'amour, un dessin, la rédaction d'un enfant, le carnet d'un maquisard. De la soupe au poulet de leur mère à l'épitaphe d'une tombe, de l'insurrection du ghetto à l'immigration en Israël, tout leur rappelait un mode de vie perdue. Un enseignant, ou bien un poète originaire de la ville, rassemblait le matériau et rédigeait, du mieux qu'il pouvait, un commentaire, mêlant idéalisme, nostalgie, héroïsme et sionisme. Les célébrités de la ville avaient droit à un traitement d'honneur: le président Zalman Shazar écrivit un texte sur Stoyvetz et Ben Gourion sur Plonsk, leurs villes natales respectives. Deux à trois cents exemplaires de chaque ouvrage, en hébreu et en yiddish étaient destinés aux survivants qui s'étaient engagés à les acheter. Le livre consacré à Lodz fut publié en 1943. En 1990, près d'un milliers d'ouvrages du souvenir étaient exposés à la bibliothèque de Yad Vashem[5]. La moitié environ, publiés après la guerre du Kippour.

Des centaines, voire des milliers d'autobiographies parurent également. Ces livres aussi avaient pour objectif de briser le grand silence imposé en Israël aux survivants du génocide et de démontrer les stéréotypes négatifs dont ils souffraient tant. De même, les réflexions mélancoliques, les cris de douleur, les appels à la vengeance, les protestations de loyauté à l'égard du sionisme caractérisent le travail des premiers historiens israéliens sur le génocide. Car, la plupart d'entre eux connurent les horreurs de la guerre et survécurent aux camps de la mort. Ils étaient donc, eux aussi, concernés par l'image des victimes et des survivants du génocide. Eux aussi étaient engagés dans la lutte pour la fondation de l'État d'Israël et croyaient en sa puissance rédemptrice, qu'exaltaient la littérature et la poésie à l'instar de la proclamation d'indépendance. *Notre mort annonce une aube*, exultait Nathan Alterman, comme si l'unique et grand souhait des victimes fut de mourir pour la création de l'État[6]. Dans l'un de ses romans, Ka-Tzetnik met en scène un homme et une femme sur la plage de Tel Aviv. L'homme est un survivant du génocide, quant à la femme, elle est née en Israël. C'était le soir du vingt-neuf novembre 1947*, où l'assemblée générale des Nations-unies adopta la résolution du partage de la Palestine en deux États.

*Réflexion du copiste: ne pouvant pas naître dans un État qui n'existait pas, elle naquit donc en Palestine.

Un État ! Un État. Un État juif! Écrivit Ka-Tzetnik. Elle avait enroulé ses jambes autour de ses reins, la mer miroitait, l'eau salée se mêlait au gout de vin de leurs baisers [...] Laisse-moi maintenant, mon amour cette nuit, je vais embrasser la terre[7]. La proclamation d'indépendance stipule: La catastrophe nationale qui s'est abattue sur le peuple juif, le massacre de six millions de juifs en Europe, a montré l'urgence d'une solution au problème de ce peuple sans patrie par le rétablissement d'un État juif, qui ouvrirait ses portes à tous les juifs et referait des juifs un membre à part entière de la famille des nations*.

*De même, tout déni du génocide était considéré comme une tentative de remettre en question le droit à l'existence d'Israël. Une conspiration mondiale fomentée par ceux qui haïssent Israël, entend déformer la vérité historique quant au génocide, déclara un député[8]. En juillet 1981, la Knesset vota une loi (imposée en France par la loi Fabius-Gayssot) interdisant la négation du génocide. La diffusion écrite ou orale d'actes niant les actes commis durant la période du régime nazi- crimes contre le peuple juif, crime contre l'humanité- ainsi que les propos minimisant l'importance de ces actes dans le but de défendre ceux qui les ont perpétrés, et le soutien ou l'identification aux coupables sont passibles de cinq ans d'emprisonnement[9]. Une proposition d'élever la peine à dix ans de prison fut rejetée. Ainsi l'extermination des juifs ne constituait plus un sujet de recherche historique; cet évènement fut en quelque sorte extrait de l'histoire elle-même, et devint un dogme national, protégé par la loi, jouissant d'un statut juridique similaire à celui de la croyance religieuse, plus élevé même: la peine maximale pour grossièreté à l'égard de la sensibilité ou de la tradition religieuse- y compris sans doute la négation de l'existence de Dieu- est d'un an de prison[10].

La réhabilitation de l'image des victimes et des survivants du génocide, le soutien à la lutte idéologique de l'État, l'identification du culte de la mémoire empêchèrent les historiens de se consacrer à l'étude du nazisme. Ils craignaient

peut-être que cela n'apparaisse comme une justification du génocide, ou encore comme une remise en cause de la représentation abstraite, quasi mystique, du nazisme en tant que symbole du mal absolu. Cette crainte, nuisible à la recherche, explique sans doute pourquoi les ouvrages les plus déterminants sur le nazisme et l'extermination des juifs furent écrits en Israël. Il est, en outre, remarquable que seuls quelques-uns de ces livres étrangers aient été traduits en hébreu, souvent longtemps après leur publication. La parution en Israël en 1962 du livre de William Sherer *the Rise and Fall of the Third Reich*, fut un évènement. Les ouvrages de Herman Rauschning *Conversation with Hitler*, et de Konrad Heiden *Deir Führer: Hitler's Rise to Power*, furent publiés en hébreu pendant la seconde guerre mondiale, mais la célèbre biographie de Hitler par Allan Bullock ne parut qu'en 1974, près de vingt ans après sa publication en anglais. Le *Hitler* de Joachim Fest fut traduit en 1986, trente ans après sa première parution en Allemagne. L'éditeur Israélien ajouta un sous-titre qui contredisait la thèse fondamentale de l'auteur: portrait d'un non-être humain[11]. Hannah Arendt me parla des pressions qui empêchèrent la publication de son livre sur le procès Eichmann; elle pensait que Ben Gourion lui-même exigea que ce livre soit interdit. Pour ce qui concerne la personnalité et les motivations du meurtrier nazi et sur le sujet du mal en général, *Eichmann à Jérusalem* est un texte de référence. L'interdiction de son livre ulcéra Hannah Arendt, mais, dit-elle il était moins important qu'on ne le disait. Au moment où elle l'écrivit, elle était en proie à la colère à cause de la récupération politique du procès. Si elle devait l'écrire à nouveau, me dit-elle, elle s'y prendrait très différemment. Les réactions provoquées par le sous-titre, *Un rapport sur la banalité du mal*, furent disproportionnées. Elle ajouta, avec l'ironie mordante qui la caractérisait, qu'*Eichmann à Jérusalem* pouvait au moins servir de mode d'emploi aux journalistes souhaitant couvrir un procès historique.

L'ouvrage fondamental de Raul Hilberg sur le génocide n'était toujours pas traduit en hébreu en 1993. Comme Hannah Arendt, Hilberg attribue une part de responsabilité aux juifs eux-mêmes, alléguant que les judenrat ont facilité la mise à exécution du plan d'extermination. Le rôle des judenrat a toujours constitué un des ponts délicats de cette question. Yad Vashem attendit sept ans avant de publier la traduction hébraïque de l'ouvrage d'Isaiah Trunk *Judenrat*. Le livre de Ruth Bondi *Edelstein against Time*- un récit humain et équilibré des dilemmes moraux de l'homme qu'Eichmann nomma à la tête du judenrat du ghetto de Theresienstadt- ne parut qu'au début des années quatre-vingt, alors que ce sujet était encore tabou. Il en fut de même pour la pièce de Yehoshua Sobol, *Ghetto*, qui serait joué quelques années plus tard*[12].

*Le juge de la cour suprême, Gabriel Bach, un des avocats de l'accusation du procès Eichmann, me dit, contrairement à ce qu'affirma Hannah Arendt le procès évoqua tous les faits pertinents concernant l'action des judenrat. Un moment, se souvint Bach, le procès d'Eichmann et des nazis faillit devenir celui des conseils juifs. Un jour, Robert Servatius, l'avocat allemand de la défense, présenta à Bach une quinzaines de lettres de citoyens Israéliens proposant de venir comparaître comme témoins de la défense. Leur but n'était pas de défendre Eichmann, mais ils avaient de vieux comptes à régler avec les membres des judenrat de leurs villes. Ils bouillaient d'impatiences. Servatius décida de ne pas les appeler à la barre. Il avait sans doute estimé que leurs témoignages ne feraient que montrer comment les nazis soumettaient leurs victimes avant de les expédier à la mort. Songez à ce qui se serait passé si ces témoins, des juifs d'Israël, avaient comparus et relaté certains évènements concernant les judenrat, dit Bach. On en aurait oublié Eichmann. Lorsque Servatius décida de renoncer à ces témoins, Bach se félicita d'avoir conseillé à Eichmann de prendre un avocat allemand[13].

Il fallut attendre une génération entière, avant que n'apparaissent, en Israël, des historiens capables de séparer le sujet du génocide de leurs biographies personnelles, de le considérer comme faisant partie de l'histoire, et de l'étudier sans perspective apologétique ou idéologique. Ce changement date de la fin des années soixante-dix, il ne pouvait sans doute pas advenir plus tôt: le génocide était trop proche, trop lourd, trop politique**[14].

**L'historiographie religieuse a ses propres tabous idéologiques et politiques, dont la difficulté à exprimer comment Dieu permit l'extermination des juifs n'était pas la moindre. À l'instar des sionistes laïcs, la communauté religieuse considéra le génocide comme un maillon d'une longue chaine de persécution. Certains pensaient que les juifs furent assassinés en punition de leurs pêchés, d'autres que leur sort était destiné accélérer l'arrivée du Messie; cependant la plupart des rabbins choisirent de dire qu'il existait certainement une explication au génocide, mais qu'on ne pouvait la connaître. Lorsque les sionistes accusèrent les dirigeants rabbiniques d'avoir empêché les juifs religieux d'émigrer en Israël et de sauver leurs vies, les ultra-orthodoxes les accusèrent à leur tour de ne pas leur avoir prêté secours, précisément parce qu'ils étaient religieux: c'était donc les sionistes, et non Dieu, qui les avaient abandonnés[15].

Dina Porat acquit une certaine renommée grâce ses recherches sur l'attitude du *yishouv* à l'égard du génocide. Le *yishouv* n'a pas transformé son mode de vie, ni dévié de sa route, à cause du génocide, écrivit-elle[16]. Son livre *Des dirigeants pris au piège*, est un ouvrage important, car, jusqu'en 1986, date de sa publication, l'échec des actions de sauvetage du yishouv, actions qui enflammaient parfois la scène politique israélienne, ne fut jamais étudié systématiquement. Précédant la publication des travaux de Dina Porat, seul l'ouvrage de S. B. Beit Zvi, enseignant à l'université de Tel Aviv, est digne d'intérêt, mais il ne rencontra qu'un succès médiocre[17].

Avant que Dina Porar ne prenne la parole à la réunion des anciens habitants de Lodz, le président nota que l'attitude du yishouv à l'égard de l'extermination des juifs gêna les survivants alors qu'ils se trouvaient encore là-bas, dans le ghetto. Le malaise perdura à leur arrivée en Israël quand ils furent l'objet de mépris pour s'être laissé mener aux camps de la mort *comme des agneaux à l'abattoir*, au lieu de se défendre, et quand on ne les avait pas crus. Un murmure d'approbation passa dans la salle. Leur premier contact avec un pays qui ne respectait que les héros morts fut traumatisant. C'est pourquoi bien des survivants vibrèrent au livre de Dina Porat, ou du moins, à la lecture de nombreux comptes rendus qui lui furent consacrés dans la presse. Cependant, Dina Porat demeurait prudente, voire indul-

gente. Elle leur dit qu'en Palestine, les gens n'avaient pas agi parce qu'ils ne croyaient pas en la véracité des informations concernant l'extermination. En outre, ils ne pouvaient pas vraiment comprendre de quoi il s'agissait parce que c'était, déclara-t-elle, des personnes trop convenables, et qu'ils avaient également leurs propres et légitimes préoccupations.

*

Plus de vingt ans auparavant, en avril 1968, deux de mes amis et moi-même, nous étions rendus chez Ben Gourion pour le journal de l'université hébraïque de Jérusalem[18]. Il nous reçut dans sa petite maison du kibboutz de Sdé Boker. Âgé de quatre-vingt-deux ans, il était encore vif et plein de force. Nous étions allés lui demander, à l'aube du vingtième anniversaire du jour de l'indépendance, dans quelle mesure Israël était un État indépendant. La question plut à Ben Gourion, et ce matin-là, il se montra d'humeur à faire de l'histoire. Il avait tout son temps, et nous restâmes avec lui près de trois heures.

C'était le premier anniversaire de l'indépendance depuis la guerre des six jours. Le journal *Lamerhav* venait de publier un entretien avec Saul Friedländer, qui commençait à être reconnu de par le monde comme l'un des spécialistes majeurs du génocide. Sur l'attitude du yishouv à l'égard de l'extermination des juifs d'Europe, Friedländer, lui-même survivant du génocide, déclara: Ce fut un échec. Je n'affirme pas que, d'un point de vue technique et opérationnel, ils auraient pu agir d'avantage, mais les dirigeants et les membres du yishouv n'ont pas accordé assez d'importance à cette question. Le sauvetage des juifs en Europe ne figurait pas en tête de liste des priorités de la classe dirigeantes. C'était la fondation de l'État qui était primordiale à leurs yeux. Friedländer précisa qu'il faisait ici référence à la position de Ben Gourion. J'estime que Ben Gourion n'a jamais compris de la nature du génocide. Il est vrai qu'après la guerre il s'est rendu dans les camps de réfugiés en Europe, mais il n'a jamais approfondi le problème. Au début, il a exclusivement considéré le potentiel que cela représentait pour la création de l'État. Friedländer fit ensuite le lien entre cette position et la façon dont Ben Gourion appréhendait l'histoire juive en général: je pense que Ben Gourion, comme beaucoup d'autres, a honte de l'héritage historique du judaïsme diasporique[19]. Nous avons demandé à Ben Gourion si cela était vrai. Il préféra ne pas aborder ce sujet. Je le lirai plus tard, dit-il de l'entretien de Lamerhav, et il nota d'inviter Friedländer pour en parler, comme s'il s'agissait d'un malentendu mineur qu'une simple conversation pouvait dissiper.

Ben Gourion développa sa thèse favorite: Le peuple d'Israël, c'est-à-dire les juifs en Israël, a le droit d'être *un peuple élu* et *une lumière pour les nations*, un modèle de morale nationale et de génie spirituel. Il nous parla de sa jeunesse en Palestine, où il arriva en 1906. Il se distingua comme un pionnier, ainsi que se considéraient les premiers sionistes, une avant-garde nationale, le noyau dur pour la création d'un *homme nouveau* au sein de la nouvelle société hébraïque. Pour eux, le sionisme était le refus de la diaspora qu'ils détestaient. Après la guerre, cette attitude engendra l'arrogance et le mépris que l'on sait à l'égard des victimes du génocide et des survivants.

Ben Gourion avait vingt ans lorsqu'il immigra, mais il affirme qu'enfant déjà, il savait qu'il se rendrait en Palestine, par idéal sioniste. Nous suggérâmes que sa mémoire lui faisait peut-être défaut, mais le vieil homme insista: dès l'âge de trois ans, il savait qu'un jour il vivrait en Israël en tant que sioniste. Il mentionna son action en faveur de la paix avec les pays arabes et, pour la première fois, il évoqua publiquement sa position concernant les Territoires occupés lors de la guerre des six jours: Entre un petit Israël, sans les Territoires occupés mais en paix, et un grand Israël, avec les Territoires mais sans la paix, je choisi le petit Israël.

Il se montra, par moments, porté à la confidence et sentimental. Outre l'immigration qu'il fallait encourager, rien n'était plus important que l'accroissement du taux de natalité qu'il appela *l'immigration interne*. Il souhaitait un quatrième enfant, mais sa femme Paula, morte quelque temps avant notre visite, refusa.

Nous essayâmes à nouveau d'aborder le sujet du génocide. Bon, dit Ben Gourion. Le génocide. Je veux que vous sachiez qu'au début de 1945, une seule question me préoccupait: allions-nous survivre ou non ? Il était clair alors que les Britanniques partiraient et que les Arabes prendraient leur place. Pendant le quart d'heure suivant, il évoqua son action pour la fondation de l'État d'Israël ainsi qu'une séries d'opérations secrètes qu'il avait entreprises afin d'obtenir des armes en vue de la prochaine guerre. Il se souvenait des noms, des dates et des lieux. Il passa en revue les différentes étapes de la guerre d'indépendance et en énuméra les batailles. Il voulait s'assurer que nous, qui étions jeunes et n'avions pas connu cette guerre, prenions bien la mesure de cet exploit. Nous étions au bord de l'extermination, souligna-t-il, mais il ne prononça pas une parole sur le génocide.

Nous fîmes une troisième tentative pour y revenir. Nous lui rapportâmes que Friedländer soutenait qu'il n'avait pas bien compris la signification du génocide. Ben Gourion sombra dans un profond silence: on n'entendait plus que le bourdonnement des mouches dans la solitude du désert. Brusquement, il nous regarda et dit: Qu'y a-t-il à comprendre ? Ils sont morts, c'est tout. Il se leva de derrière son bureau et se dirigea sans rien dire vers une grande échelle appuyée contre un mur de livres. Il y grimpa, tire un volume poussiéreux, le feuilleta un instant, puis, toujours posé au sommet de l'échelle, ce vieil homme, petit et trapu, à la crinière blanche, nous fit la lecture de sa déclaration à la convention de la Histadrout en 1934- c'était la première année de la prise de pouvoir des nazis, cinq ans avant le début de

la seconde guerre mondiale: *Le régime hitlérien met l'ensemble du peuple juif en danger, et pas seulement le peuple juif [...] Le régime d'Hitler ne pourra durer longtemps sans une guerre de vengeance contre la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie et ses autres voisins [...] Il ne fait aucun doute que nous affrontons une menace de guerre ne cédant en rien à celle de 1914 et qui sera plus destructrice et plus terrible que la précédente guerre mondiale [...] peut-être quatre ou cinq ans seulement (si ce n'est moins) nous séparent de ce jour terrible. Pendant cette période, nous devons doubler nos effectifs, car l'importance numérique du yishouv déterminera peut-être notre avenir*[20].

Ben Gourion descendit de l'échelle et commenta: J'ai dit exactement ce qui devait arriver, et je l'ai dit cinq ans avant la guerre. Il nous relata ensuite les efforts entrepris à Londres afin d'augmenter les quotas d'immigration. Ce furent les Arabes de Palestine et les Britanniques qui étouffèrent l'immigration et empêché ainsi le sauvetage des juifs. Il insista ensuite sur les contacts entre Haj Amin al Husseini, le grand mufti de Jérusalem, et Adolf Jacob Hitler. Non, dit-il, les Britanniques n'auraient pas pu sauver six millions de juifs, ils auraient pu en sauver beaucoup, mais pas tous, en bombardant, par exemple, Auschwitz et Treblinka. Il évoqua ensuite un évènement qui, raconté par lui, se trouvait réduit à un simple incident: un juif, dont il ne se souvenait plus du nom, reçut une offre des nazis de libérer un million de juifs contre la livraison de dix mille camions. Où allions-nous trouver dix mille camions* demanda-t-il stupéfait, comme s'il entendait cette proposition pour la première fois. Le ton pris par Ben Gourion pour raconter cet épisode avait quelque chose de surréaliste.

*Note du copiste: Ce qui prouve bien l'énormité du mensonge...

*

Hanzi Brandt me dit, avec un sourire timide, qu'avant de quitter Budapest en 1944, son mari informa les représentants de l'Agence juive de leur arrivée à Istanbul[21]. Ceux-ci lui câblèrent en retour qu'ils viendraient l'accueillir, précisant que Chaïm les attendrait. Le couple Brandt en conclut qu'il s'agissait de Chaïm Weizman, et n'en furent pas étonnés, car la proposition d'Adolf Eichmann appelait une réponse au plus haut niveau, de même qu'un important soutien logistique international. Cela signifiait, alors que la guerre faisait rage, ramener un million de juifs de la zone d'occupation nazie et donner aux nazis dix mille camions. Oui, bien sûr, les Brandt crurent Eichmann. Ils n'avaient pas le choix. En outre, si cette proposition n'était pas sérieuse, pourquoi aurait-il pris la peine d'envoyer un de ses agents à Istanbul ? De même qu'ils crurent que Chaïm Weizman viendrait les accueillir. Ce fut, Chaïm Barlas, l'un des représentants de l'Agence juive, qui vint chercher Joël Brandt à la gare. Mais ils ne réussirent même pas à obtenir pour Brandt un permis d'entrée régulier en Turquie.

Brandt parvint néanmoins à Istanbul. Il fut arrêté par les Anglais, alors qu'il était en route pour la Palestine, puis détenu pendant plusieurs mois dans une prison militaire du Caire. Les Hongrois, qui ignoraient tout de la mission que les nazis avaient confiée à son mari, arrêtèrent Hanzi Brand et la torturèrent pour qu'elle révélât la véritable nature de leur mission. Pendant ce temps, l'échange fut proposé à Churchill, Roosevelt et Staline. Aucun d'eux n'en voulut: ils ne savaient que faire d'un million de juifs. Eichmann donna l'ordre aux trains de se diriger vers Auschwitz.

Quand je lui rendis visite, Hanzi Brandt était octogénaire. Elle se rappelait de la mission dans tous ses détails; elle vivait avec tous les jours. Il était difficile de savoir ce que les nazis voulaient ! Peut-être souhaitaient-ils, à la veille de leur défaite, se constituer un alibi, ou bien, tenter une paix séparée avec l'Occident, à l'insu d'Hitler. Eichmann appela Rezso Kastner pour mettre en forme la proposition. Joël et Hanzi Brandt étaient présents à cette rencontre. Hanzi Brandt lut tout ce qui fut écrit sur cet épisode. La plupart des historiens n'avaient pas compris ces évènements, affirma-t-elle, certains les déformèrent même avec une certaine malveillance. En 1985, elle vit trois fois à Tel Aviv, la pièce de Moti Lerner, Kastner, qui faisait partie de la vague de spectacles consacrés au génocide montés par le théâtre israélien[22]. Elle supposait que Lerner voulut, comme tout le monde, écrire quelque chose sur Kastner. Le résultat en fut un portrait humain de Kastner suscitant la sympathie, l'admiration même, celui d'un homme qui risqua sa vie pour sauver des juifs, comme ce fut en réalité le cas.

Nous parlâmes des métamorphoses que subies la réputation de Kastner depuis l'année 1955, où le juge déclara qu'*il vendit son âme au diable*. Les gens avaient de nombreuses raisons de haïr Kastner, dit Hanzi Brandt. Non parce qu'il était arrogant et ambitieux, mais parce qu'Eichmann l'autorisa à choisir quelques centaines de juifs pour les embarquer dans un train et les envoyer en Suisse- et qu'il les choisit. Ceux qu'il laissa à Budapest ne le lui pardonnèrent jamais et racontèrent toutes sortes d'histoires* sur la façon dont il profita de la situation pour sauver sa famille, les fonctionnaires de son parti et les riches qui pouvaient payer. Mais ceux qu'il emmena ne lui pardonnèrent jamais non plus car, en les sauvant, il devenait leur créancier- ils lui devaient la vie. Personne n'aime ça, remarqua-t-elle. Et puis, quelle vie pouvait-être la leur après cela ? Tous les matins, en se levant, ils savaient qu'ils étaient en vie au détriment de ceux qui étaient restés.

Elle passa la première période de son installation au kibboutz Givat Haïm. Tout le monde était très gentil, mais on ne voulait pas savoir ce qui lui était arrivé. On parlait plutôt de ce qui leur était arrivé, à eux. Comment les Arabes attaquèrent le kibboutz. Un obus atterrit près du poulailler, ne cessaient-ils de lui raconter. Elle eut le sentiment qu'ils lui racontaient leur guerre pour ne pas entendre le récit de la sienne. Ils avaient honte du génocide. Ils lui suggérèrent

même d'envoyer ses deux fils suivre un traitement psychiatrique. Elle ne le fit pas. Par la suite, l'un mourut et l'autre, qui travaillait pour le programme nucléaire Nahal Sorek, fut nommé à l'ambassade israélienne à Berlin. Ceux qui connaissaient son histoire lui demandaient toujours pourquoi son mari et elle ne tentèrent pas plutôt une action contre les nazis. On lui demandait aussi comment elle survécut, et elle commença à sentir qu'elle devait s'excuser d'être en vie. Les évènements qu'elle évoquait rivalisaient avec les récits de l'insurrec- tion du ghetto de Varsovie, dit-elle, mais ne pouvaient s'y mesurer. Son mari et elle se battirent, pour sauver leurs vies, non par héroïsme. Le pays voulait des héros. Les Brandt ne pouvaient raconter que l'histoire d'une survie. Les gens ignoraient combien ce fut difficile de rester en vie. Ils voulaient des récits glorieux.

Son mari se tourmentait. Il éprouvait le besoin de raconter sans cesse ce qui se passa et de quelle façon c'est arrivé. C'est ainsi qu'il put continuer à vivre avec la pensée obsédante et terrible que des centaines de milliers de juifs furent assassinés à cause de l'échec de sa mission. Mais personne ne voulut l'écouter. Aucun journaliste ne manifesta d'intérêt pour son récit. Il resta persuadé toute sa vie que l'Agence juive était en partie responsable de son échec.

Lorsque les Britanniques le libérèrent, Brandt se rendit en Palestine, où il rejoignit les rangs du *Lehi*. Par le passé, il fut proche du Mapai, mais la faillite de sa mission alluma en lui la flamme de la vengeance, et il souhaitait participer aux opérations terroristes contre les Britanniques. Après la création de l'État d'Israël, l'un des commandants du *Lehi* lui proposa d'écrire un livre. Le public ignorait l'épisode de sa mission, et le commandant Itzhak Jernitzky (le future premier ministre Itzhak Shamir) songeait au préjudice qu'un tel ouvrage pouvait causer à ses adversaires du Mapai. Brandt écrivit son livre mais, le Mapai fit pression sur lui pour qu'il renonçât à le publier. Teddy Kollek, chef de cabinet du Premier ministre, prit l'affaire en mains. Pendant la guerre, Kollek passa un long moment à Istanbul et, après l'arrestation de Brandt, il put, à plusieurs reprises, grâce à ses relations avec les Britanniques, rendre visite à Brandt en prison.

Kollek essaya de persuader Brandt que la publication de son livre porterait atteint à la politique et la sécurité d'Israël. Si aujourd'hui, Israël pouvait exiger le soutien du monde entier, c'était en partie à cause de l'échec des autres pays à sauver les juifs pendant le génocide. Tout livre révélant que les dirigeants du yishouv manquèrent une occasion de sauver des juifs, ne pouvait que nuire à la démarche israélienne. Mais Kollek était, apparemment, surtout inquiet du coup que cet ouvrage porterait à Ben Gourion. Il traita cette affaire, comme lui seul pouvait le faire, avec un charme envoutant et une poigne de fer, proposant de l'argent et proférant des menaces. Finalement il persuada Brandt de laisser la maison d'édition du Mapai publier le livre. Brandt accepta, mais, lorsqu'il en reçut les épreuves, il eut, bien entendu, quelques difficultés à reconnaître son manuscrit. En fin de compte, la version initiale parut en allemand. Le Mapai publia la version expurgée avec une poste-face de Moshé Sharett. Cette tentative d'interdire la publication de son livre incita Brandt à en écrire un second, en collaboration avec sa femme; y furent abondamment citées les lettres que lui adressa Teddy Kollek. Pris ensembles, révèlent l'extrême angoisse du Mapai quant à l'image que l'histoire conservera de ses actions de sauvetage[24].

Quelques mois après la guerre, Hanzi Brandt rencontra Moshé Sharett et lui dit que l'agence juive ne lui avait pas encore remboursé la somme qu'elle avait dépensée, de ses propres deniers, pour financer les activités de l'agence à Budapest. Sharett ne remit pas cette dette en question, mais lui demanda si elle en avait gardé le reçu, car le trésorier de l'Agence en aurait très certainement besoin. Gerhard Riegner rapporta une anecdote similaire: lorsque le président Roosevelt fut informé du plan d'exter- mination nazi, un fonctionnaire de la Maison Blanche, ou peut-être du Département d'État, émit l'obje ction que cette information était sujette à caution. Que pouvais-je faire, dit Riegner avec amertume ? Je ne disposais pas de cadavres à envoyer à Washington.

Cinquante ans après les évènements, Hanzi Brand n'est plus en colère. Teddy Kollek, le maire de Jérusalem, lui proposa même de commémorer le souvenir de son mari, décédé en 1964. Avec le recul, me dit-elle, elle se rend compte des efforts que déployèrent Ben Gourion et Moshé Sharett pour convaincre les Britanniques de soutenir la mission de Joël Brand. Mais elle continue de penser que les dirigeants de l'Agence juive n'avaient pas compris qu'afin d'enrayer le meurtre massif des juifs il fallait casser leurs habitudes. Au lieu d'informer les Anglais, comme le leur dictait leur devoir, ils auraient dû prendre contact directement avec les nazis. Ils auraient pu envoyer à Eichmann une réponse écrite, ou bien faire semblant de vouloir négocier. Eichmann les aurait crus. Car il pensait qu'ils étaient aussi puissants que les Sages de Sion et qu'ils gouvernaient le monde. Ils auraient pu gagner du temps. On entendait déjà, dans les faubourgs de Budapest, les tirs d'artillerie de l'Armée rouge. C'était une question de mois. Les dirigeants de l'Agence juive ne l'avaient pas compris.

Hanzi Brand ne voulait pas prêter de mauvaises intentions à Ben Gourion. Il s'est seulement égaré, dit-elle. Elle blâme surtout les Britanniques. Mais elle ne peut éviter de se poser la question: quelle était la véritable préoccupation de Ben Gourion pendant la guerre ? Combien de temps consacra-t-il à ses activités au sein du Mapai, et combien au sauvetage des juifs ?

En Palestine, les gens étaient préoccupés par leurs propres affaires, déclara Gehrard Riegner avec complaisance. Ils ont affronté la menace nazie en la personne du maréchal Rommel, qui tentait de briser les lignes britanniques en

Egypte et d'envahir la Palestine. Les persécutions des juifs en Europe ne constituaient pas leur centre d'intérêt, ni celui de la plupart des pays.

Lorsque je lui rendis visite, Riegner était un vaillant octogénaire. Avocat, né en Allemagne, comme beaucoup d'autres yekkes, il ne réussit jamais à perdre son accent. Il travailla pendant cinquante ans au Congrès juif mondial. Nous nous assîmes dans son bureau de Genève, avec vue sur le lac et sur le vieux bâtiment de la Société des Nations. Riegner était alors totalement engagé dans la bataille, mi pu blique, mi confidentielle, menée par le Congrès afin d'interdire la construction d'un couvent de carmélites sur le site du camp d'Auschwitz, en Pologne. Peu avant, le congrès n'avait pas réussi à empêcher l'élection de Kurt Waldheim à la présidence de la République autrichienne. Je lui demandais quelle importance représentait la construction du couvent. Il me répondit qu'Auschwitz n'était pas seulement un lieu appartenant à la mémoire nationale du peuple juif, mais que c'était aussi un acquis politique qui servait les intérêts diplomatiques du Congrès juif mondial et de l'État d'Israël[25]. Puis Riegner disposa autour de lui des piles de vieux dossiers à la couverture jaunissante et il se souvint.

Comme Joël Brand, il participa à l'un des épisodes les plus sombres du génocide. *Un jour d'été 1942, il apprit que les nazis étaient en train de préparer un plan d'extermination systématique de millions de juifs, vraisemblablement en les gazant. Quelques semaines plus tard, on l'informa que ce projet était opérationnel. Sa source de renseignement était un industriel du nom d'Eduard Schulte, ayant des contacts au plus haut niveau au sein de l'équipe même d'Adolf Jacob Hitler*. Riegner fit ce qu'il devait faire il envoya des câbles aux dirigeants des communautés juives aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et à Jérusalem. Il me raconta tout ce qui s'était passé, en utilisant le présent grammatical. C'est le mois d'août et tout le monde est en vacances. C'est la guerre. Il est difficile d'envoyer des câbles. Il faut faire attention à la censure. Il est pratiquement impossible d'obtenir une ligne téléphonique. Les lignes aériennes sont interrompues. Les interlocuteurs ne se laissent pas persuader facilement de la véracité de l'information; il leur est plus commode de ne pas y croire. Quand ils sont enfin convazincus, il est difficile de les pousser à agir.

Dans cette affaire, la bureaucratie joue un rôle important. Je demandais à Riegner comment les dirigeants du monde libre auraient dû agir. Il répondit qu'ils auraient au moins pu faire savoir à Hitler qu'ils prenaient cette affaire au sérieux, le menacer d'avantage, lancer différentes sortes d'opérations de représailles. Riegner ne compris jamais pourquoi les Alliés n'avaient pas bombardé les camps de la mort. Depuis Genève, il essaya de mobiliser les chefs des Églises chrétiennes. Avec d'autres, Rigner tenta d'obtenir pour les juifs des autorisations de sortie et la possibilité de leur envoyer de l'argent et des colis. Cent milles colis. Peut-être auraient-ils pu faire plus, mais ils n'auraient pas pu sauver six millions de juifs. Si les portes des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de l'Australie, de l'Amérique du Sud, de l'Afrique du nord, de la Palestine avaient été ouvertes, plusieurs centaines de milliers d'entre eux auraient pu être sauvés. S'ils avaient reçu la garantie qu'après la guerre les juifs réfugiés auraient quitté leur territoire, certains pays auraient accepté de les accueillir.

Pendant près de cinquante ans, Gerhard Riegner refusa de révéler le nom de l'homme qui lui livra le terrible secret. Deux historiens, Walter Laqueur et Richard Breitman, finirent par découvrir l'identité d'Eduard Schulte[26]. Riegner était surpris qu'on ne l'ait pas découvert plus tôt. Pourquoi ne le leur avait-il pas communiqué, demandai-je à Riegner ? Schulte pouvait être fier de son acte. Correct, à son habitude, Riegner me répondit seulement qu'il promit à Schulte de ne jamais révéler son nom, et qu'il tint sa promesse, même après la guerre. Ce nom ne présente aucun intérêt pour l'étude de l'histoire du génocide, ajouta-t-il.

Je lui demandai quel enseignement il tira de cet épisode. Il apprit, me dit-il, qu'il fallait détruire toute organisation raciste dès sa naissance, et ne pas la laisser prendre l'importance qu'avait acquise le Troisième Reich. Il apprit aussi que les moyens rationnels, employés généralement dans une guerre, étaient inutiles lorsque l'ennemi était mû, comme le fut Hitler, par des motivations irrationnelles. Il réfléchit, plus d'une fois, à la proposition du plan de partage de la Palestine de 1937. Si l'État d'Israël avait été créé à ce moment-là, le génocide aurait pu être évité ou, du moins, de nombreux juifs auraient été sauvés.

Il apprit qu'au vingtième siècle, il était quasiment impossible de garder des secrets d'État, quelle qu'en soit la gravité. Il apprit que les médias n'avaient qu'un pouvoir extrêmement limité pour changer le cours de l'histoire, même lorsqu'ils rendaient publics des secrets d'État. Cela valait également pour la bureaucratie. Tout le monde était au courant de tout, quasiment au moment où les évènements se déroulaient, mais personne ne passa outre les traditionnelles façons de penser et les routinières stratégies juridiques et politiques. La liquidation des juifs se déroula suivant le plan établi, déclara Riegner. Oui, ils savaient, nous dit finalement Ben Gourion, mais que pouvaient-ils faire ? Comment ose-t-on dire qu'il ne s'était pas préoccupé du sort des juifs ! Mais il était pris par d'autres choses. Comment ose-t-on dire qu'il avait honte des juifs assassinés- que pouvait-il faire ? Qui donc les aida ? Seule une poignée de gens leur prêta assistance. Il visita la maison d'Anne Frank à Amsterdam, nous dit-il. Là-bas, il pensa à sa nièce. Elle fut brûlée vive. Il se souvint aussi de sa ville natale, Plonsk. Non ! Il n'avait pas honte de l'héritage de la diaspora, comme le soutint Saul Friedländer. Mais il est vrai qu'il estimait d'avantage le legs spirituel de la terre d'Israël, il faisait plus référence à la bible qu'au Talmud. Puis, il se lança dans un long monologue sur la nature divine.

*

C'est ce que dit en substance Dina Porat aux habitants de Lodz, lors de leur conférence annuelle à Ohel Shem: les dirigeants du yishouv étaient occupés aux affaires locales, et ne pouvaient aucunement sauver plus de juifs. Mais elle ne condamne pas le manque de compassion de la classe dirigeante. L'assistance n'était pas contente- Dina Porat s'exprima avec plus d'objectivité qu'elle ne le fit dans son livre, bien qu'elle parût excessivement réservée sur ce point. En revanche, la conférence de Crakovski toucha profondément l'auditoire. Alors que se multipliaient les murmures de réprobation, les interruptions et les bouts de papier envoyés à la tribune, Dina Porat déclara que la documentation disponible permettait à l'historien d'affirmer que les juifs du génocide endurèrent une épreuve insoutenable avec beaucoup de dignité. Cela apaisa un peu la salle.

Parlant de la disgrâce que subissaient les survivants du génocide, le président dit que l'un des membres de la communauté, découvrit que quelques soixante soldats, nés à Lodz, tombèrent au cours de la guerre d'indépendance. Avant de se disperser, l'assemblée entonna la *Hatikvah*, le chantre qui mena les prières les entraina à chanter l'hymne national.

27. Quand tu verras un cimetière

Au cours des trois années écoulées entre la défaite allemande et la fondation de l'État d'Israël, ainsi que pendant les premières années qui suivirent l'indépendance, le culte du souvenir n'avait pas encore été édifié et on ne savait pas encore comment enseigner l'histoire du génocide dans les écoles. En 1949, par exemple, les journaux firent une publicité tapageuse aux *Sept Nains d'Auschwitz*, comme ils les appelèrent; deux des frères et cinq sœurs d'origine hongroise, tous étaient atteints de nanisme, survivants du génocide, qui allaient de ville en ville présenter leur spectacle de chants et de danses[1]. Pour de nombreux étudiants et enseignants, le génocide fut une expérience personnelle traumatisante. Les souvenirs étaient encore vifs et certaines questions douloureuses. Ceux qui étaient enfants à cette époque-là se souvenaient de leur rencontre avec le génocide comme d'une espèce de voyeurisme, une énigme déconcertante et provocante comme la mort et le sexe[2].

Les Israéliens étaient alors entièrement absorbés par le présent et l'avenir. Les problèmes immédiats qu'ils affrontaient- guerre, intégration des immigrés, austérité, soif de normalité- les aidaient à refouler le passé; ils n'évoquaient le génocide que le jour annuel de sa commémoration. De plus, une école sur trois ne participait pas aux cérémonies. Celles-ci étaient essentiellement consacrées à la célébration des rites-prières, lectures allumage de bougies- et non à une véritable transmission pédagogique. Les écoles israéliennes étant alors liées aux différents partis politiques, il était difficile d'établir un programme scolaire commun. L'enseignement du génocide constituait déjà une question politique: certains insistaient sur l'approche marxiste, d'autres l'abordaient dans une perspective sioniste[3].

En octobre 1953, le ministre de l'éducation édita un manuel d'histoire à l'usage des élèves de terminale où figurait, pour la première fois, deux chapitres entiers consacrés au génocide. Le ministère mit plus de dix ans avant de concevoir une étude d'ensemble sur la question et, sans le procès Eichmann, cela aurait pris encore plus de temps.

Le procès donna lieu à la première action nationale d'envergure inscrivant le génocide dans la vision sioniste de l'histoire. La raison invoquée pour expliquer la pérennité des persécutions infligées aux juifs était toujours la même: ils ne vivaient pas dans leur propre pays. L'assistant du procureur, Gabriel Bach, devait se souvenir qu'au moment des préparatifs du procès, l'accusation avait pour objectif de sensibiliser la jeunesse israélienne au sort des victimes du génocide, espérant que cela mettrait un terme à l'attitude arrogante des jeunes à l'égard des survivants. De ce point de vue, le procès fut un tournant historique et pédagogique[4].

À la suite du procès Eichmann, un programme d'enseignement destiné aux cinq journées précédant le jour du génocide, fut mis en place. Le ministre de l'éducation recommanda aux écoles de consacrer six heures à ce programme qui exaltait *la diaspora et sa splendeur*, rendant ainsi manifestes les changements d'attitude des Israéliens à l'égard du génocide. Le ministre de l'éducation, Zalman Aran, annonça que son ministère allait multiplier les actes tendant à renforcer la conscience juive des écoliers du pays[5]. En 1966, puis en 1967, des délégations de jeunes se rendirent dans les camps de la mort en Pologne. À leur retour, le ministère de l'éducation édita un opuscule qui reprenait certains de leurs propos: *Au moment de notre départ, nous étions Israéliens, à notre retour nous sommes juifs*[6]. Quelques mois plus tard éclatait la guerre des six jours. Comme la plupart des pays du bloc communiste, la Pologne rompit ses relations diplomatiques avec Israël et les visites aux camps furent interrompues.

L'angoisse qui précéda la guerre de juin 1967 et l'importante victoire israélienne ramenèrent le génocide sur le devant de la scène. L'euphorie qui suivit- non seulement en Israël mais aussi dans les communautés juives à travers le monde- réaffirma l'idée selon laquelle Israël et le peuple juif avaient un destin commun. Des écoles israéliennes adoptèrent des

communautés juives de la diaspora et étudièrent leur histoire depuis la plus haute antiquité jusqu'à leur destruction au cours du génocide. Les élèves lurent alors des livres sur la ville *adoptée*, collectionnèrent des photos et écoutèrent les récits des personnes qui en étaient originaires. Il s'agissait généralement du lieu de naissance de leur professeur. Une relation affective s'établissait ainsi entre les élèves et la communauté qu'ils étudiaient et, dans le même temps, avec la vision sioniste du génocide[7].

À l'aube des années soixante-dix, le ministère de l'éducation posa les bases d'une unité d'enseignement de soixante heures sur l'histoire de la fondation de l'État d'Israël, dont six heures consacrées au génocide. Il était demandé aux enseignants de centrer leurs cours sur les destins individuels de personnages tels qu'Anne Frank et Janus Korczak, car une vision générale ne pouvait réellement susciter de fortes réactions affectives, expliqua le ministre. Décider de mettre l'accent sur les tragédies individuelles, plutôt que sur un évènement national, était révélateur d'un autre changement. De plus en plus, l'Israélien apprenait à parler à la première personne du singulier. Un *je* banal supplanta le *nous* héroïque, tant exalté jusque-là.

Les manuels scolaires étaient, eux aussi, révélateurs de ces changements. Ruth Firer, professeur et conférencière au département de pédagogie de l'université hébraïque, analysa une centaine de manuels publiés au cours des quarante premières années de l'existence de l'État et pendant la période précédente. Elle découvrit que l'étude du génocide s'était totalement transformée au début des années soixante-dix. Au cours des trente années précédentes, les manuels n'avaient quasiment pas été révisés. La conception et la publication de tels ouvrages relevant de longs processus, Firer affirma que cette nouvelle optique datait des années soixante. C'était l'époque où les Israéliens avaient le sentiment que leur pays pénétrait dans une nouvelle phase de son histoire, et qu'il était temps de réexaminer les vieilles vérités historiographiques, et les mythes ancestraux fossilisés. Les nouveaux manuels manifestaient un esprit de révolte. Le pays semblait prêt à échanger les vieux clichés patriotiques contre de nouvelles valeurs humanistes et universelles[8]. Conjuguée avec le débat sur l'avenir des territoires occupés et de ses habitants, cette nouvelle sensibilité investi la représentation des concepts fondamentaux de la société israélienne, telle l'association du génocide à l'héroïsme et à la révolte.

Selon les premiers manuels, le plan d'extermination des juifs était indissociable de la politique nazie telle quelle fut annoncée, dès 1920, dans *Mein Kampf*. Contrairement à cette approche *intentionnaliste*, les travaux universitaires sur ce sujet adoptent, de plus en plus, une perspective *fonctionnaliste*, attribuant l'extermination des juifs aux évènements et aux circonstances historiques. Ce qui reviendrait à dire que, dans une certaine mesure, il aurait été possible d'éviter le génocide. La *démarche intentionnaliste* soulignait le caractère singulier du génocide, confirmant ainsi les hypothèses fondamentales du mouvement sioniste: seul l'État indépendant d'Israël pouvait garantir la sécurité des juifs. Les premiers récits du génocide destinés aux enfants se terminaient généralement sur un sauvetage héroïque et une immigration salvatrice en Israël. Ainsi l'histoire de la petite Shula: à l'aide d'une bague magique, elle fait tomber les murs du ghetto, tue le garde, puis se rend de maison en maison et de rue en rue pour rassembler les juifs. Ils montent dans des trains qui les amènent jusqu'au port et, ils prennent le bateau pour la Terre d'Israël[9]. Ce conte combla les vœux d'un fonctionnaire du ministère de l'éducation qui écrivit: Que faut-il transmettre aux enfants ? Quelque chose d'utile; la plus belle image du génocide[10]. En revanche, dans les manuels plus tardifs, l'approche fonctionnaliste donna aux choix et aux actions de l'homme, une place centrale.

Les premiers manuels présentaient les nazis comme des bêtes de proie assoiffées de sang humain, leurs agissements étaient des actes *démoniaques*, et les camps de concentration, l'*enfer*[11]. La diabolisation du mal nazi exempta les auteurs d'étudier les conditions sociales et politiques qui rendirent possible l'émergence du nazisme et les dispensa d'envisager l'hypothèse que ce mouvement était issu d'un environnement banal. La diabolisation et la mythification du nazisme semblaient s'imposer pour que le génocide puisse justifier la création de l'État. Ainsi les premiers manuels insistaient sur le sadisme des nazis, faisaient des descriptions macabres des *expériences médicales* réalisées sur les déportés, les femmes en particulier, et affirmaient que les nazis fabriquaient du savons avec les cadavres des juifs assassinés. Les manuels plus récents choisirent d'évoquer les atrocités à travers le témoignage de survivants, renforçant ainsi la crédibilité des informations et l'identification de l'élève avec la victime.

Sur le sujet de la résistance juive, les premiers manuels prirent soin d'employer un langage militaire. Constatation remarquable, ils évitèrent de donner aux résistants le nom de *juifs*, et utilisèrent plutôt ceux d'*Hébreux*, *Israélites*, *Défenseurs de Massada* ou simplement *Israéliens*. Les ouvrages publiés dans les années soixante-dix accordèrent une place secondaire à la résistance juive, la présentant comme un phénomène marginal et non comme le summum de l'honneur. Quant à la mort des victimes, elle ne fut plus considérée comme la pire des hontes.

À la fin des années soixante-dix, le ministère de l'éducation proposa un nouveau programme d'enseignement du génocide dans les lycées. Il fut conçu par une équipe d'universitaires dirigés par Haïm Shatzker. Il durait trente heures et comportait cinq parties. Le génocide n'y était plus placé sur le même plan que l'héroïsme, et le lien entre la renaissance israélienne et l'extermination des juifs était quasiment ignoré. Après les transformations provoquées dans le pays par la guerre de Kippour, on ne présenta plus l'État d'Israël comme une alternative au génocide.

Au même moment, une autre étude, menée par Arik Karmon, de l'université Ben Gourion, mettait l'accent sur le nazisme lui-même- son idéologie, sa politique, son gouvernement, sa mentalité. Certains estimèrent que ce travail traitait davantage de l'Allemagne nazie que du génocide, d'autres déclarèrent qu'il incitait les élèves à s'identifier aux nazis plutôt qu'aux victimes. Les enseignants jugèrent que leurs étudiants n'étaient pas intellectuellement mûrs pour aborder le programme de Shatzker ou celui de Karmon. Finalement, les deux projets furent abandonnés en raison de difficultés pédagogiques et non à causes de directives idéologiques[12]. Entre-temps, Menahem Begin devint Premier ministre, pour la première fois dans l'histoire du pays, le ministère de l'éducation fut confié au parti national religieux.

En septembre 1978 fut programmé le feuilleton *Holocauste*. Sa diffusion donna lieu à un débat passionné au sein du comité exécutif de la télévision israélienne. Onze membres du comité se déclarèrent en faveur de la diffusion et cinq s'y opposèrent. Ces derniers s'élevaient contre la vulgarisation du génocide telle que la pratiquait la télévision américaine, avec son habituel mauvais goût. Ils avancèrent que ce genre de programme s'inscrivait bien dans la ligne de Begin, qui utilisait l'extermination des juifs pour justifier sa politique étrangère rigide, isolationniste et chauvine. En prévision de la diffusion, le ministère de l'Éducation édita un opuscule à usage des enseignants, où étaient proposés des thèmes de discours tels que: Quel enseignement tirons-nous de l'expérience des juifs qui renient leur origine ? S'agissait-il d'un phénomène de notre temps ? Quel rapport existe-t-il entre ce phénomène et les récentes déclarations du chancelier Bruno Kresky ? Le dirigeant juif autrichien critiqua les prises de position du gouvernement israélien dans le conflit moyen-oriental; certains attribuent son attitude à la *haine de soi*. Autre thème de discussion: Tout au long de ce programme, il est fait référence à la nécessité de la création d'un État juif. Pensez-vous que le génocide aurait été possible si l'État d'Israël existait à l'époque ? L'épisode d'Entebe révèle-t-il un changement dans la situation des juifs[13] ? Ainsi, le gouvernement utilisait la diffusion de *Holocauste* pour affirmer une fois encore, qu'Israël protégeait le peuple juif contre le danger d'un second génocide.

En 1979, le ministère de l'éducation annonça que l'enseignement du génocide était obligatoire pour les lycéens des classes terminales. Un comité rédigea un nouveau programme de travail soulignant la nécessité de l'engagement affectif des élèves. Le génocide doit avant tout être ressenti, déclara le président de ce comité, il doit être appréhendé en tant que tel, et non comme l'élément d'un contexte historique plus large, ou bien dans la perspective d'une recherche purement scientifique[14]. Menahem Begin, grand vulgarisateur du génocide, fit davantage: en 1980, la Knesset amenda la loi sur l'Éducation nationale stipulant que la loi devait être fondée sur *les valeurs culturelles du peuples d'Israël et ses réalisations scientifiques, l'amour de la patrie et la loyauté envers l'État et le peuple juif, la formation agricole et commerciale, le caractère pionnier et l'aspiration à une société de liberté, d'égalité, de tolérance, d'assistance mutuelle et d'amour du prochain*. Le vingt-six mars 1980, la Knesset y ajouta *La connaissance et le souvenir du génocide et de l'héroïsme*[15]. Depuis, le génocide est enseigné dans les écoles primaires et dans les lycées, et ces questions représentent désormais 20% du programme d'histoire aux examens de fin d'études. Les sujets d'examens portent souvent sur le sort des juifs pendant l'extermination; c'est-à-dire sur la vie dans les ghettos, la résistance et le martyre. Les questions concernant l'histoire de l'Allemagne nazie sont plus rarement posées[16].

Mais ces efforts ne s'avérèrent pas particulièrement efficaces. En décembre 1982, le sociologue Uri Farago proposa aux élèves des écoles, un questionnaire en quatre-cent points, tentant de déterminer leur attitude à l'égard du génocide. La plupart des enfants interrogés répondirent que la majeure partie de leurs connaissances sur ce sujet venaient de la télévision, du cinéma et des livres. L'ouvrage le plus cité était Le Journal d'Anne Frank. Les cérémonies du jour du Souvenir à l'école et les journées d'études à Yad Vashem, ou dans d'autres institutions consacrées au génocide, leur apprirent beaucoup également. Les élèves ashkénazes dirent que leurs parents leur transmirent quelques connaissances sur ce sujet. Les cours d'histoire constituaient la dernière source d'information citée.

La même étude révéla que plus de la moitié des élèves du pays souhaitaient en savoir d'avantage sur le génocide. On leur demanda de dire quels étaient les trois éléments historiques qui avaient le plus influencé leur vie. Neuf pour cent citèrent le traité de paix avec l'Egypte, quatorze pour cent, la guerre du Liban, qui était alors en cours. Quinze pour cent mentionnèrent d'autres guerres, dont la guerre des six jours et la guerre du Kippour. Pour vingt pour cent, c'était la fondation de l'État d'Israël et la guerre d'indépendance. Le plus grand nombre, vingt-six pour cent, citèrent le génocide. Des études similaires sont régulièrement menées depuis 1965. Au milieu des années 70, le génocide n'était cité qu'en troisième lieu, après la création de l'État d'Israël et la guerre la plus récente au moment de l'enquête. Près de neuf élèves sur dix déclarèrent qu'ils s'identifiaient avec les victimes du génocide[17].

Un jour d'automne 1990, je me rendis à Ashdod, une petite ville méditerranéenne, comme l'appelle Amos Oz, qui ne prétend être ni Paris ni Zurich, et n'aspire pas devenir Jérusalem1[8]. Une éducatrice du programme pédagogique *Ot Vaed*, s'attachant à la signification religieuse du génocide, m'invita à assister à l'un de ses cours dans un lycée de la ville, un bâtiment disgracieux en béton, rue des révoltés- du-ghetto. Les cours étaient fréquentés par une vingtaine de garçons et de filles de terminale. L'enseignante, une femme énergique en jupe longue, apporta un film de propagande nazie réalisé par Léni Riefensthal, et un autre sur les expériences médicales du Dr Josef Mengele dans lequel les survivants décrivent, avec d'atroces détails, ce que le médecin nazi leur fit subir. Entre la projection des deux films,

l'éducatrice organisa un débat sur la question de la croyance en Dieu pendant, et après le génocide, à partir d'un opuscule de courts textes polycopiés que les élèves lurent ensemble[19].

L'un des textes raconte l'histoire d'un homme pieux dont les jeunes enfants furent tués et jetés dans la fosse commune derrière leur village. Il en perdit l'esprit et, la veille de Kippour, pendant l'office de Kol Nidré, il se mit brusquement en rage contre Dieu, dénonçant tout ce qui, pour lui, était sacré jusqu'à ce jour. Croire en Dieu après Auschwitz est une insulte à l'intelligence, invoquer le nom de Dieu en vain est une profonde atteinte à la sensibilité, disait l'opuscule. D'autres textes étaient sélectionnés par Elie Wiesel: *plusieurs rabbins, déportés dans un camp de concentration, passent Dieu en jugement pour le meurtre de son peuple, et le déclarent coupable*. Un autre recueil est rédigé sous la forme des *Mémoires d'un rabbin*: un prisonnier demande au rabbin de l'aider à résoudre, en accord avec la loi juive, le dilemme qui le tourmente. Il a la possibilité de sauver son fils de la chambre à gaz, mais il sait que l'on enverrait un autre enfant à sa place. A-t-il le droit de le sauver ? Le rabbin essaie d'éluder la question: Lorsque le temple était encore debout, une telle question aurait été du ressort du Sanhédrin, dit-il, et moi, je suis à Auschwitz sans un seul livre de loi juive, sans autres rabbins que je puisse consulter, sans pouvoir y réfléchir sérieusement. L'homme le presse de répondre, le rabbin lui demande de le laisser seul. Mais l'homme réclame une réponse à tout prix. Finalement, il lui dit: Rabbi, j'ai fait ce qu'exige la Torah : J'ai interrogé le seul Rabbin que j'ai pu trouver ici. Si un rabbin ne peut m'assurer que j'ai le droit de sauver mon enfant, cela signifie qu'il ne lui est pas facile de le faire. Car, si une telle chose était autorisée, il me le dirait. Cela signifie que cette chose-là est interdite par la loi juive. Cela me suffit; et puisque mon enfant sera brûlé en accord avec la Tora et la loi juive, je l'accepte avec amour et avec joie, et je ne ferai rien pour le sauver, car c'est ce que me commande la Torah.

L'alternative était donc celle-ci: apostasie et rébellion ou bien foi et résignation. L'enseignante demanda aux élèves d'Ashdod ce qu'ils en pensaient. Les élèves, dont un ou deux seulement étaient religieux, se turent. Puis, elle leur présenta des textes plus politiques. L'un soutenait que les groupes ultra-orthodoxes et antisionistes étaient en partie responsables de la mort des juifs: s'ils avaient encouragé les juifs à immigrer en Palestine, au lieu de soutenir que le sionisme était une hérésie, ces juifs auraient été sauvés. Les élèvent lurent ensuite un texte d'un auteur ultrareligieux contredisant le précédent: désirant ressembler aux autres nations, les juifs choisirent d'adorer deux idoles- le socialisme et le nationalisme qui, en s'associant, donnèrent le national-socialisme. Ses adeptes- les nazis écrasèrent les juifs sur toute la terre: Ces idoles impures que nous adorons nous ont frappés.

Un autre texte renvoyait à la croyance selon laquelle les tourments infligés par les nazis étaient les dernières convulsions précédant la venue du Messie. Un rabbin part joyeusement vers sa mort tandis que ses disciples l'accompagnaient en dansant et en chantant. Un homme se tourne vers lui, et pousse *un cri déchirant*, l'implorant de réaliser un miracle, mais le rabbin pose la main sur son épaule, le regarde avec un sourire de profonde compassion et lui dit: N'aie pas peur, nous allons chez le Messie. L'autre lui demande incrédule: Est-ce que le Messie se trouve en Allemagne ? Le très saint rabbin lui répond: Oui, le Messie est ici, attaché aux barbelés, souffrant et supportant les tourments d'Israël. L'histoire d'un père et son fils marchant sur une route est exemplaire de la vision sioniste religieuse. Fatigué, l'enfant demande à son père, *Où est notre pays* ? Le père répond: Quand tu verras un cimetière, tu sauras que tu es arrivé; notre pays se trouve juste à côté. Pour le Rav Zvi Yehuda Rook, le verset d'Ezéchiel 20 :34 : Je vous ferai sortir d'entre les peuples et je vous rassemblerai des pays où vous avez été dispersés, avec une main puissante, avec un bras étendu et avec un courroux déchainé, fait référence au génocide. La mort de six million de juifs, dit le rabbin, est bien sûr terrifiante, mais Dieu était tellement contaminé par l'impureté des autres nations que seule une effusion de sang pouvait l'en libérer.

L'éducateur, Eliezer Berkowitz, écrivit dans cet opuscule, que le mal, une création humaine, était la conséquence inévitable du libre arbitre que Dieu octroya à l'homme. La dernière phrase du recueil était de Yeshayahu Leibowitz : Le génocide n'a aucune signification religieuse.

Eh bien, qu'en pensez –vous, demanda le professeur ? Les élèves restèrent muets. Qu'en pensez-vous, insista-t-elle ? Que ressentez-vous ? Pourquoi n'acceptez-vous pas l'explication du pêché et de la rédemption ? Pourquoi donc ? Un élève dit qu'il était d'accord avec Berkowitz, un autre qu'il adhérait à la phrase de Leibowitz. S'ensuivit une courte discussion. Il était déjà tard, les adolescents fatigués, devaient encore assister à la projection du film sur les expériences que Mengele mena sur des jumeaux. Un silence pesant envahit la salle de classe. L'enseignante dit alors que c'était une question vraiment difficile. Le génocide est une épreuve pour le croyant. Car, s'il s'agit d'un châtiment, pourquoi les ultra-orthodoxes furent-ils punis eux-aussi ? La gravité des pêchés justifie-t-elle un tel châtiment ? C'était cette question même qui tourmentait Job. Quant à la souffrance causée par les convulsions précédant la venue du Messie, ne fut-elle pas démesurée. Pour finir, elle ajouta que l'idée du génocide comme expression du libre arbitre était également un thème délicat, on pouvait se demander où était alors Dieu ? L'éducatrice insista alors sur un dernier point : le génocide était, selon certains, plus facile à appréhender pour un croyant que pour un incroyant, car il trouvait des réponses dans sa foi. En réalité, il n'en était rien, la question restait entière.

Dans une autre école, un enseignant apporta une solution simple: la preuve acrostiche que tout est écrit dans la Torah. Une découverte fut réalisée avec l'aide d'une équipe du Technion de Haïfa: en isolant la cinquantième lettre de certains

mots du livre de la Genèse, on obtenait le nom d'Hitler, et dans d'autres livres de la Torah, ceux de plusieurs autres dirigeants du Troisième Reich. Et si l'on considérait la quarantième lettre du Deutéronome, lu à rebours à partir d'un passage précis, on obtenait le mot *Shoah**, Génocide.

*Note du copiste: Précédemment, *Shoah*, signifie *catastrophe*, et maintenant *génocide*?

28. qu'est-ce que ça me fait ?

Un matin d'octobre 1990, cent cinquante lycéens embarquèrent à l'aéroport Ben Gourion et, comme il fallait s'y attendre, ils y provoquèrent un grand remue-ménage. Beaucoup ne s'étaient jamais rendus à l'étranger. La crise du golfe Persique menaçait, et la défense civile israélienne commençait à distribuer des masques à gaz, empaquetés dans de petites boîtes en carton où l'on avait également préparé des seringues hypodermiques contenant un antidote contre le gaz. Dans la salle d'attente du vol pour Varsovie, un des adolescents déclara, sarcastique, qu'il n'était nullement inquiet: lorsque les missiles de Saddam Hussein toucheraient Tel Aviv, il serait à Auschwitz.

Des anecdotes drôles sur le génocide abondent en Israël, mais on les raconte à la dérobée, comme des histoires licencieuses. Elles sont de si mauvais goût qu'elles provoquent une certaine angoisse, comme l'humour paillard des médecins et des militaires. Au cours du voyage que j'effectuai avec eux dans les camps de la mort, en Pologne, les lycéens n'eurent que très rarement recours à ce genre d'humour, mais peut-être aurait-il mieux valu qu'ils s'y refugiassent car ils connurent parfois des moments très difficiles.

C'était des élèves de classes terminales de sept lycées israéliens, dont deux établissements *traditionnalistes*, deux écoles religieuses et des lycées laïcs. Avant de les accompagner dans leur voyage, j'ai participé pendant deux ou trois mois à sa préparation. Ils la prirent très au sérieux, lisant des livres, assistant à des projections de films, visitant les sites commémoratifs, rencontrant des survivants. Ils étaient, pour la plupart, des enfants de parents ashkénazes nés dans le pays. Ils grandirent- comme Momik, le héros du roman de David Grossman *Voir ci-dessous: amour*- dans le grand silence entourant le génocide durant les premières années de la fondation de la fondation de l'État d'Israël. Rien n'illustre mieux le changement d'attitude des Israéliens sur ce sujet, que le voyage à Treblinka, Maidanek et Auschwitz de ces jeunes représentants de la troisième génération d'Israéliens. Ce périple fut un pèlerinage en diaspora. Ainsi, paradoxe du sionisme, des enfants Israéliens partaient faire connaissance avec leur passé juif que délaissèrent leurs pères fondateurs de l'État d'Israël, dans leur désire de créer un *homme nouveau*. Ils partaient rechercher ce que la société laïque n'avait apparemment pas réussi à leur donner, des racines. Ce voyage fut une espèce de rite, marqué d'émotions et de symboles, où ils manifestèrent, parfois, un étrange respect pour ce que Saul Friedländer appela *l'union du kitsch et de la mort*. Nourris de nationalisme et de religion, ce phénomène a aussi une dimension politique. Plutôt qu'une ouverture d'esprit et un amour de l'humanité, il engendre un nationalisme confinant à la xénophobie. La tentative des années soixante-dix d'inscrire la leçon universelle du génocide dans le programme scolaire est aujourd'hui quasiment abandonnée. Un guide destiné aux visites en Pologne, édité par le ministère de l'Education, mentionne, en passant, la nécessité de *reconsidérer* les valeurs morales et humanistes. L'opuscule distribué aux participants de ce voyage ne comporte aucune allusion de cette sorte, en revanche, on peut y lire un message d'Abraham Oded Cohen, directeur du Département de la jeunesse, adressé aux professeurs et à l'accompagnateur.

Tandis que nous nous tenions côté des fournaises de la mort dans les camps d'extermination, nous éprouvons une profonde rancune, et nous versons des larmes sur la terrible destruction du judaïsme européen et du judaïsme polonais qui en faisait partie. Pourtant, alors que nous pleurons avec douleur et tristesse, nos cœurs se remplissent d'orgueil et de joie d'avoir le grand privilège d'être citoyens de l'État indépendant d'Israël. À la vue du drapeau israélien flottant au-dessus des fosses et des fournaises, nous nous tenons droits et fiers, et nous murmurons: Le peuple d'Israël est vivant. L'éternel ne nous abandonnera pas ! Nous prêtons serment devant nos millions de frères assassinés: Si je t'oublie, Jérusalem, que ma droite pourrisse ! C'est comme si nous entendions leurs âmes nous implorer: Par notre mort, nous vous ordonnons de vivre. Nous répondons alors, de tout notre cœur: Que l'État d'Israël vive à jamais[1].

Chen, un homme à la belle prestance, coiffé d'une kippa tricolore, se présente comme un sioniste national-religieux. Il intitula ce voyage *Ce sont mes frères que je recherche* (genèse 37 :16), verset tiré du chapitre de la Torah l la semaine où il partit préparer le voyage de la délégation des lycéens. L'opuscule comprenait également la Prière pour l'État d'Israël et la Bénédiction pour les soldats de Tsahal, que les lycéens liraient Auschwitz. Y figurait aussi une déclaration d'un grand rabbin autorisant les Cohen- descendant de la classe sacerdotale auxquels il était interdit de pénétrer dans un cimetière visiter les anciens camps de la mort.

En Pologne, sur certains sites commémoratifs, les lycéens devaient également réciter le *Yzkor*, prière dédiée à la mémoire des victimes du génocide. Il en existe six ou sept variantes, de longueurs, de style, et d'esprit différents. L'une d'elles commence par *Puisse Dieu se souvenir*, une autre par *Puisse le peuple juif se souvenir*, une autre encore, *par Nous nous souvenons*. L'une affirme que les juifs furent emmenés *comme des agneaux à l'abattoir*, mais les autres versions éliminèrent cette expression malheureuse. Certaines déclarent que les victimes des nazis étaient des *martyrs*

de Dieu. L'une évoque les *juifs brulés dans les sanctuaires, sur les rouleaux de la Torah*, pendant qu'un autre exalte les centaines de combattants qui se levèrent pour éveiller à l'héroïsme un peuple désespéré. L'une des prières consacre deux lignes à la mémoire des *Justes*, les non-juifs qui sauvèrent des juifs pendant la guerre. Les variations les plus importantes concernant la désignation des meurtriers. Le *Yzkor* de Yad Vashem et de l'armée israélienne ne les nomme pas. Une version utilise la formulation de la loi sur les nazis et leurs collaborateurs. D'autres prières précisent : les Allemands nazis et leurs collaborateurs, tandis que d'autres emploient encore le terme plus général: les Allemands.

Le ministère de l'Education proposa aux lycéens deux versions différentes de la prière du *Yzkor*. Toutes deux commencent par *Puisse Dieu se souvenir* et comportent l'expression *Comme des agneaux à l'abattoir*. La seconde version évoque plus globalement *La nation allemande de meurtriers*. Les deux versions mentionnent les collaborateurs nazis d'autres pays. Aucune ne fait allusion aux combattants des ghettos, cependant, toutes deux, comportent un paragraphe, absent des versions de Yad Vashem et de l'armée israélienne, appelant Dieu à *Venger sous nos yeux* le sang des victimes[2].

Quelques jours avant leur départ pour la Pologne, les lycéens se réunir dans un centre communautaire à Jérusalem. Ils chantèrent au son d'un accordéon, des chants patriotiques et populaires que l'on entendait fréquemment alors à la radio: Je suis l'enfant d'une nation vieille de deux mille ans, c'est un bout de terre qui nous attend, pas un bout de paradis, et Terre, notre terre; Terre que nous aimons, tu es notre mère et notre père. Terre de notre peuple, notre terre à jamais, sur laquelle nous sommes nés, sur laquelle nous vivrons, advienne que pourra, et encore, Nous ne nous arrêterons pas de chanter. Laissez les nations nous demander de partir, de rendre notre terre. Nous ne nous arrêterons pas de chanter.

Shalmi Barmor arriva en retard à cette soirée. Né à Tel Aviv, la quarantaine, il dirige le centre mondial de l'enseignement du génocide à Yad Vashem. Il fut, avec d'autre, à l'origine de ces pèlerinages en Pologne et accepta de se charger de la préparation des adolescents du lycée Masorti de Jérusalem, que fréquentait son fils Eyal. Au cours des semaines de préparations, Barmor ne fut pas tendre avec les lycéens; il voulait qu'ils comprennent le caractère unique et les causes du génocide, malgré la difficulté que cela représentait .Avant tout, il souhaitait leur inculquer une certaine ouverture d'esprit: dès le début, il évoqua la tragédie des gitans, du Biafra et du Cambodge, leur expliquant en qui le génocide du peuple juif était différent, et dans quel mesure il ne l'était pas. Il demanda aux élèves de considérer l'assassinat massif des juifs, du point de vue même des nazis et, pour ce faire, il traita longuement du racisme nazi. Un de ses collègues leur fit un exposé sur la personnalité de l'assassin. Hitler, leur dit Barmor, n'était pas un malade mental, de même que Saddam Hussein n'en n'est pas un non plus. Il aborda volontairement certains sujets épineux: les intérêts communs des nazis et du mouvement sioniste, la difficulté à comprendre les judenrat mis en place par les nazis. Il dit que le martyr sous-entendait un choix entre la vie et la mort, et que les victimes du génocide ne s'étaient pas trouvées en situation de choisir. Il évoqua avec les lycéens la comparaison que l'on établissait souvent entre la persécution des juifs et la répression infligée aux Palestiniens, et il leur expliquait pourquoi elle n'était pas recevable. Il leur fournit une base de réflexion pour aborder le génocide dans une perspective historique et ne pas se contenter de dialoguer avec les âmes des défunts comme le faisait l'opuscule du ministère de l'Éducation. Barmor consacra des mois à cette préparation. C'était impressionnant.

Il leur parla également de la Pologne où son père naquit. Barmor avait neuf ans lorsque son père fut nommé premier secrétaire à la délégation israélienne à Varsovie. Au cours de notre visite dans la capitale polonaise, il me montra la maison où vécut sa famille paternelle. C'était le soir, les pittoresques ruelles se vidaient. Près de la vieille cathédrale, il me raconta que, la première fois qu'il vint en Pologne, il eut peur des chrétiens. Je m'étonnai: Comment un enfant né à Tel Aviv pouvaient-il avoir peur des chrétiens? Était-ce l'héritage de mille ans de relations troubles entre les juifs et les polonais. Barmor me dit que le livre de Yemina Avidar-Tchernowitz et Mira Lube (un classique de la littérature enfantine israélienne), *Deux amis se mettent en route*, fut à l'origine de cette crainte. C'est l'histoire d'un enfant, survivant du génocide, qui part à la recherche de sa sœur et la retrouve dans un horrible couvent en Italie[3]. Le même thème est repris dans la poésie d'Alba Kovner :

Le regard de ma sœur scrute le mur du couvent
Un code écarlate
Une bougie tremble dans les mains des nonnes
Huit sœurs regardent ma sœur
[...] dans la cour
Ma sœur parle par signe
Avec un autre Dieu[4].

Avant le voyage, je rendis visite au père de Shalmi Barmor, Yaakov Barmor, actuellement à la retraite. L'ancien diplomate me répéta ce qu'il avait dit aux élèves de son fils: La haine du juif est aussi naturelle aux polonais que la couleur bleue l'est au ciel. Shalmi Barmor avait une connaissance parfaite de l'antisémitisme polonais. Il en analysa le contexte pour ses élèves. Il le fit avec une certaine brutalité: il leur lut un article récent de Haaretz par Shabtaï Teveth, le biographe de Ben Gourion, après une visite en Pologne. Teveth y mettait en cause les polonais qui dissimulaient aux visiteurs le fait que la plupart des déportés assassinés à Auschwitz étaient juifs. La nation polonaise, écrivit Teveth, est

finalement le vainqueur; elle spolia les juifs de leurs biens et tire maintenant avantage commercial de leur souffrance[5]. Les lycéens adhérèrent à ce texte, certains firent même l'amalgame entre le génocide et la Pologne. Pendant le voyage, ils se mirent à chercher les croix gammées sur les murs- et ils en trouvèrent. Shalmit s'efforça de leur expliquer que les polonais n'étaient pas responsable de l'assassinat des juifs, et qu'ils pensaient vraiment être les grands perdants de la guerre. Ils échangèrent l'invasion nazie contre l'occupation soviétique. Certes, il ne faut pas fermer les yeux devant l'antisémitisme en Pologne, mais souligna-t-il, pour les polonais, le meurtre massif des juifs faisait partie de leur tragédie nationale. Les lycéens n'étaient pas d'accord. Après tout, il y a bien un coupable, dit l'un d'eux. Nous avons besoin de haïr quelqu'un, et nous avons déjà dû renoncer aux Allemands. Près du mur du ghetto de Varsovie, nous rencontrâmes un ivrogne fort loquace, et je soupçonne Barmor de ne pas avoir dit tout ce qu'il dit sur les juifs.

Shalmi Barmor s'évertua à faire comprendre à ses élèves que, pendant longtemps, les juifs vécurent dans de bonnes conditions en Pologne, et que ce pays fut le centre du monde juif. Pour l'écrivain Yehudit Hendel, la Pologne de son enfance semble avoir été, avant tout, un pays juif[6]. Eyal Barmor me dit que si la visite des camps lui avait fait mieux connaître le génocide, celle de ces vieux quartiers de Cracovie lui avait fait mesurer l'envergure de la perte que subirent les juifs. S'il avait tenu ces propos à son père, il l'aurait rendu heureux.

La cérémonie du souvenir, célébrée près du monument de Nathan Rapaport dédiée à l'insurrection du ghetto de Varsovie, se déroula quelques heures après notre arrivée en Pologne, juste avant le coucher du soleil. À la faveur du crépuscule, Maia Morag, l'une des élèves, Shalmi Barmor et moi, nous éclipsâmes pour rechercher le 7, rue Pawia, non loin du mémorial. C'est à cet endroit que se trouvait la maison du grand père de Maia, Eliahu Morag, dont la famille s'appelait autrefois Samorog. Il souhaitait beaucoup que sa petite-fille la vît. Deux semaines après notre départ, je rendis visite à Morag à Givataim, un faubourg de Tel Aviv. C'est un homme charmant, d'une soixantaine d'années, expert de l'élevage de poulets. Ses parents étaient propriétaires d'une fabrique d'articles de cuir et de cannes à Varsovie. Tous les ans, à l'approche du Premier Mai, son affaire florissait: l'industriel juif vendait aux communistes les cannes avec lesquels ils attaquaient leurs adversaires politiques.

Peu avant la guerre, Morag reçut, sur le quota du Mouvement de jeunesse sioniste, un permis d'immigration pour la Palestine. Il avait été victime d'agression antisémite. Il dit qu'il n'oubliera jamais l'instant où il se sépara de sa mère. Ils se trouvaient dans la rue: Mon garçon, pourquoi me quittes-tu, pleura-t-elle ? Il ne la revit jamais. Pour autant qu'il pouvait le savoir, elle fut assassinée à Treblinka, avec son père. Il ne se débarrasserait jamais du sentiment de culpabilité pour l'avoir laissée, me dit-il.

Morag fut l'un des fondateurs du kibboutz Nitsanim, situé à une trentaine de Km au nord de Yad Mordechaï. Netsanim fut, lui aussi, occupé par les Egyptiens pendant la guerre d'indépendance mais, contrairement à Yad Mordechaï, il n'entra pas dans les annales de l'héroïsme israélien. Il devint plutôt un symbole de lâcheté et de trahison, en partie en raison de son appartenance politique. L'histoire est connue: Les membres du kibboutz se battirent pendant quinze heures aux côtés de soldats envoyés en renfort. Trente militaires- près du tiers- furent tués. Face au choix de mourir ou de se rendre aux Egyptiens qui se trouvaient déjà à l'intérieur du kibboutz, ils levèrent les bras et furent faits prisonniers. Comportement de traîtres, décréta Ben Gourion dans son journal de guerre[7].

Nul récit n'illustre aussi parfaitement le pesant fardeau que le culte de l'héroïsme faisait peser sur Israël. Alors que l'on ignorait encore les faits exacts, l'armée édita une feuille de combat condamnant Nitsanim. Mieux vaut mourir dans les tranchées de la patrie, plutôt que de se rendre à l'envahisseur meurtrier, proclamait-elle. Se rendre alors que le corps est encore vivant, et que les dernières balles respirent encore dans l'arsenal, est une honte ! Être fait prisonnier par l'envahisseur- honte et mort[8]. Pendant les quarante années suivantes, les membres de Nitsanim luttèrent pour réhabiliter leur nom, en vain. Des ouvrages et les programmes d'instructions militaires n'eurent cesse de dénoncer leur comportement. On dit qu'ils se laissèrent *emmener comme des agneaux à l'abattoir*. Ce parallèle avec les victimes du génocide n'était pas fortuit. Celui qui voua Nitsanim aux gémonies qu'Abba Kovner. Pendant la guerre d'indépendance, Kovner, membre respectable de Hatshomer Hatsaïr, était officier instructeur dans l'armée Israélienne; on le surnommait le commissaire politique, en référence à l'Armée rouge. C'était lui l'auteur de la *Lettre de combat*. Nitsanim appartenait à un mouvement politique rival, certains de ses membres étaient originaires de Vilna, comme Kovner. La *Lettre de combat* semble avoir été le tir à retardement d'une querelle qui commença à Vilna pendant le génocide.

Après la guerre d'indépendance, Nitsanim devint une communauté de veuves, d'orphelins, et de pères vaincus revenant des camps de prisonniers de guerre égyptiens. Pendant des années, ils ne purent se pardonner leur attitude. Les pères avaient honte d'eux-mêmes, et les fils avaient honte de leurs pères. Je me rendis à Nitsanim pour essayer de comprendre pourquoi ils ne parvenaient pas à effacer la tâche dont les marqua le *commissaire politique*, tant d'années auparavant. Je compris intuitivement, je crois, l'ampleur du sentiment d'indignité qu'ils éprouvaient, mais je voulais savoir ce que cela signifiait pour eux. Je ne cessai de leur demander pourquoi ils faisaient tant de cas d'un opuscule qui n'avait eu, même à l'époque, aucun sens ? Ils me répondirent que leur réaction n'était pas rationnelle. C'est tout ce que je pus obtenir. Comme les survivants du génocide qui croyaient secrètement en leur disgrâce, eux aussi étaient pris au

piège de cette morale qui ne glorifiait que les héros morts, méprisant ceux qui préférèrent la reddition et la vie plutôt que *la mort dans l'honneur*. Ce kibboutz mourut deux fois*.

*Il fallut quarante ans avant que l'histoire n'absolve Nitsanim. Auparavant, des documents et des témoignages, non publiés, que le kibboutz ne reçut pas suffisamment d'armes parce qu'il n'appartenait pas au parti politique au pouvoir. Si ses défenseurs s'étaient rendus plu tôt, un grands nombre d'entre eux seraient restés vivants. Ils se battirent trop longtemps. L'auteur du livre qui les innocenta était Tzvika Dror, l'historien du Kibboutz Lohamei Hagetaot[9].

Eliahu Morag était l'un de ces pionniers. Les Egyptiens les gardèrent pendant neuf mois, les maltraitant, en torturant certains. Morag n'oubliera jamais les premiers mots que lui dit son fils à son retour: Papa, pourquoi es-tu en vie ? Son petit Giora voulait un héros pour père.

Giora Morag, actuellement banquier se souvient très précisément de la nuit où Nitsanim fut évacué. Les enfants furent emmenés à pied jusqu'à une autre colonie de peuplement: ce fut un périple effrayant, le ciel explosait de partout. Vingt-cinq ans plus tard, lors de la guerre du Kippour, Giora, commandant dans une unité de tanks, se trouva face au même ennemi. Obéissant aux ordres, à l'encontre de sa propre évaluation de la situation, il attaqua. Il savait, comme les hommes de Nitsanim et ceux des ghettos avant lui, qu'il n'avait aucune chance. Les Egyptiens tuèrent presque toute la compagnie. La préparation du voyage en Pologne de sa fille Maia l'aida à interroger son père comme il n'avait jamais osé le faire auparavant. Il me semble que cela les rapprocha. Je songeai à tout cela le soir où Maia, Barmor et moi sommes allés à la recherche du 7, rue Pawia à Varsovie. La maison n'existe plus. Un espace vide.

Entre-temps, auprès du monument de Rapaport, les lycéens entonnèrent l'hymne national israélien, la Hatikvah. Les élèves du lycée Ben Gourion de Petah tikva, chargés de cette cérémonie, lurent des poèmes dans un livre à la couverture noire avec une étoile de David et, au dos, un petit drapeau israélien en plastique. Ils citèrent à peine l'insurrection du ghetto de Varsovie et, mises à part une visite dans les ruines du ghetto et une rencontre avec un homme qui connut Mordechaï Anielewicz, il n'en fut que très rarement question. L'opuscule du ministère de l'Éducation consacrait une demi-page au théâtre juif du ghetto de Varsovie; là encore l'insurrection ne fut que très rapidement évoquée. Après avoir connu trois guerres, les Israéliens n'avaient plus besoin de cette légende héroïque pour effacer la honte du génocide. En outre, le fait que le Mapam, qui fut dans le passé, une force politique importante, ne représentait plus qu'un courant marginal, n'est sans doute pas étranger à cette désaffection. Shalmi Barmor me révéla un petit secret: le monument Rapaport de Varsovie n'est pas identique en tous points à sa copie installée à l'entrée du musée de Yad Vashem à Jérusalem. La statue représentant la mère dans le monument de Varsovie a les seins nus, à Jérusalem, ils sont voilés.

*

Quelques semaines avant le voyage, on remit aux lycéens de grandes feuilles de papier et des feutres de couleur. On leur demanda d'y consigner leurs craintes: certains dirent leur crainte de ne pouvoir supporter l'horreur qu'ils allaient découvrir dans les camps, de se mettre à pleurer et de devenir un objet de moquerie, et d'autres avaient peur de ne pouvoir s'empêcher de se moquer de leurs camarades. Certains redoutaient de revenir indifférents après leur visite en Pologne, et d'autres de ne plus pouvoir retourner à leurs études. D'autres encore craignaient que ce voyage ne les éloigne de leurs amis qui n'y avaient pas pris part. Et certains écrivirent que, plus que tout, ils avaient peur de ne rien ressentir. On les avait préparés à cette éventualité: même s'ils ne ressentaient rien, leur avait-on dit, cela ne signifierait nullement qu'ils souffraient de déficience affective.

Il s'avéra que cette inquiétude n'était pas fondée: tous les lycéens connurent un moment d'abattement- et même plusieurs- au cours du voyage: avant l'arrivée à Auschwitz, le dernier camp de notre itinéraire et, pour beaucoup d'entre eux à Treblinka. Les lycéens de l'école Masorti y célébrèrent une courte cérémonie. Chacun alluma une bougie à la mémoire d'un membre de sa famille. U garçon dont les parents sont originaires du Maroc, en alluma une à la mémoire de la famille de ses amis. L'enseignante Orit Elidar lut *Ode pour ceux qui échappèrent au feu*, écrite par sa sœur: Chaque juif a son propre camp de la mort [...] Chaque juif a sa propre chambre à gaz[10]. Ce fut une cérémonie très émouvante, tout le monde pleurait. À Treblinka, il ne reste plus rien, tout est laissé à l'imagination. Aussi loin que se porte le regard, des pierres commémoratives sont dispersée sur une immense étendue vide.

La plupart des lycéens s'effondrèrent à Maidanek. Le camp est resté exactement tel qu'il était- les douches, les baraquements; les chapeaux, les habits, les chaussures, les fournaises. Rien n'est livré à l'imagination. L'horreur est de plus en plus forte à mesure que se déroulait la visite, d'un baraquement à l'autre jusqu'à la case en verre remplie d'ossements humains, puis l'énorme bassine contenant les cendres des morts. La nuit tombait, quelques prêtres allemands déposèrent une couronne de fleurs. Un vol de corbeaux passa au-dessus de nos têtes.

Matan Meridor, garçon aimable et intelligent, me fit une confidence. Alors qu'il marchait parmi les milliers de chaussures abandonnées dans le camp de Maidanek, il cherchait du regard les souliers de petites tailles et, brusquement, il se souvint d'une phrase de l'hymne du Betar écrit par Zeev jabotinski: *Dans le sang et dans la sueur montera une*

race, fière généreuse et cruelle. Il songea aussi au testament de Samson dans un roman de Jabotinski: *Qu'ils rassemblent des larmes, nomment un roi et qu'ils apprennent à rire*.

Je lui racontai alors comment, trente ans auparavant, sa tante Hagit Meridor déclencha un interminable débat public sur le génocide en relatant à son père, le député Eliahu Meridor, la visite d'un pasteur allemand à sa classe. C'était en 1962, juste avant que ne soit rendu le verdict du procès Eichmann. Le révérend Bruno Dickmann était un grand ami d'Israël, et le ministre allemand des Affaires étrangères avait appuyé sa requête de visiter une école israélienne. À la fin d'un cours d'anglais dans la classe d'une école primaire, dit aux élèves de quel pays il venait et leur demanda s'ils avaient des messages à transmettre aux enfants de son pays. Lorsque Hagit parla de cette idée à son père, le Herout se lança à l'attaque et, avec ses meilleures recrues menées par Menahem Begin, condamna violemment l'incident[11]. Martin Méridor- dont le père fut ministre de la justice sous Itzhak Shamir- me dit qu'il n'avait pas encore réglé ses comptes avec les Allemands. Lors de la visite à Maidanek, il arborait un drapeau israélien. Le vent l'enroula autour de son corps comme un linceul et, pendant un instant, me dit-il, il ne fut pas sûr de vouloir en sortir.

Dans l'autobus, en route pour Auschwitz, l'une des enseignantes lu dans le haut-parleur quelques lignes du livre de Victor Frankl *L'homme à la recherche du sens*. Frankl, psychanalyste viennois et survivant d'Auschwitz, fut abondamment cité pendant le voyage. Il semble qu'un homme soit capable d'endurer la souffrance, l'humiliation, la peur et la colère grâce à l'image d'un être cher qu'il conserve dans son cœur, écrivit Frankl, grâce à la religion, au sens de l'humour, à un regard porté sur ceux qui partagent son sort, ou grâce à l'espoir, qu'en fin de compte, tout ira bien*[12].

*La légende selon laquelle Frankl aurait découvert le sens de la vie à Auschwitz était une invention de son éditeur, me dit-il ; il l'avait trouvé bien avant son arrestation. Cependant, les épreuves qu'il endura, à Auschwitz confortèrent sa théorie.

L'enseignante lu ensuite quelques textes tirés du livre de Pr Levi, *Si c'est un homme*. Sa voix fut prise de sanglots, elle ne put continuer. Il restait cinq kilomètres avant d'arriver à la porte du camp. L'enseignante demanda aux élèves d'observer un silence respectueux. Le calme régnait; on n'entendait que le bruit du moteur. À la porte, elle dit dans le haut-parleur: Souvenez-vous qu'un médecin nous accompagne.

La visite d'Auschwitz était censée porter la rencontre des élèves et du génocide jusqu'au faîte de l'intensité dramatique et émotionnelle, mais la plupart d'entre eux ne purent entrer en catharsis, comme prévu. Ils s'examinèrent et se demandèrent: Qu'est-ce que ça me fait? Et concluaient que Maidanek leur avait fait plus. Peut-être parce que c'est le premier camp qu'ils voyaient, ou bien parce qu'il n'est pas transformé en musée comme Auschwitz, et qu'il n'attirait pas autant de touristes. Sans doute aussi parce que les adolescents ne le considéraient pas comme un symbole et qu'ils n'attendaient pas que cette visite leur fasse un effet particulier. Au moment de l'arrivée à Auschwitz, ils n'avaient plus de larmes pour pleurer, me dit l'un d'eux.

Pendant la visite, les enseignants citèrent Ka-Tzetnik, et l'un d'entre eux rappela aux élèves que l'écrivain retira les paroles qu'il prononça avant de s'évanouir à la barre des témoins du procès Eichmann: Auschwitz n'était pas une autre planète, mais faisait partie de ce monde; c'était une expression du mal humain. À côté des gibets où fut pendu Rudolf Hoess, le commandant du camp, un des élèves fit un exposé sur lui. J'ai rencontré le beau-frère de Hoess pendant la guerre, il visita le camp, scrutant chaque recoin, voyant tout. Il demanda à Hoess comment il pouvait vivre quotidiennement dans une telle horreur. Le commandant lui aurait répondu: Vous ne pouvez pas comprendre. Ici nous sommes sur une autre planète[13]. Il me semble qu'un grand nombre des lycéens préféraient considérer Auschwitz comme une autre planète.

Durant les huit jours que dura ce pèlerinage, les adolescents connurent des états émotionnels allant de poussées d'exaltation à des accès de pleurs, confinant à l'hystérie. À chaque fois qu'ils devaient célébrer une cérémonie, une tristesse mortelle les saisissait, disparaissant aussitôt la commémoration terminée. Deux ou trois heures après leur visite à Auschwitz, ils dansaient dans une boite disco avec de jeunes Polonais. Cela fait sans doute partie du devoir de vivre. Le livre de chansons préparé par le ministère de l'Éducation comportait trois parties: Chansons patriotiques et de shabbat, chansons du génocide et de l'héroïsme et chansons gaies.

Les élèves visitèrent les camps de la mort comme s'il s'agissait d'endroit isolés de leur environnement: pèlerinage du passé, ils ne s'intéressèrent pas à la révolution qui se déroulait en Pologne au même moment. Exactement comme les pèlerins chrétiens se rendant à Jérusalem ignorent tout d'Israël. Cette comparaison me vint à l'esprit plus d'une fois. À l'emplacement du camp de Birkenau, non loin d'Auschwitz, les lycéens descendirent du bus et se mirent à marcher le long de la voie ferrée, comme les chrétiens sur la via Dolorosa. Ils avaient apporté un recueil de prières et de textes, une espèce de canon, dont ils lurent des extraits allant du psaume: *Ne reste pas silencieux, Ô seigneur*, au texte du poète israélien Avner Treinin *En retournant à Auschwitz*. Ces textes étaient écrits dans une langue solennelle, employant le yiddish pour certaines expressions fondamentales, plutôt que l'hébreux: le yiddish est à ce rituel commémoratif ce que l'araméen est à la liturgie juive et le latin aux prières chrétiennes. Ils avaient apporté également des cassettes de musique. À la porte de Treblinka, ils écoutèrent un air du chanteur populaire, Yehuda Poliker, enfant de survivant du génocide. La musique d'accompagnement de sa chanson *C'est la gare de Treblinka, C'est la gare de Treblinka*, est composée d'instruments à percussion électronique, de guitares électriques, de bouzouki, de contrebasse et

d'orgue électrique. La mélodie est une sorte de mélopée et les élèves se mirent à la chanter en même temps que la cassette.

Le plus souvent, ils portaient une sorte d'uniforme dessiné spécialement pour l'occasion: un sweatshirt d'un pourpre éclatant avec une étoile de David et le mot Israël imprimés en caractères romains dans le dos. Certains marchaient en formation et agitaient un drapeau israélien. Ils voulaient, me dirent-ils, faire savoir aux passants polonais que la vie continuait après le génocide. C'était leur revanche d'émissaires Israéliens. Certains gestes avaient une signification plus profonde ; mystique en quelque sorte. Un garçon alluma une bougie dans le crématoire de Maidanek, puis il s'agenouilla, les doigts croisés; d'autres l'imitèrent. On aurait dit qu'ils allumaient à nouveau la fournaise.

En plus de leurs professeurs, les élèves étaient accompagnés trois guides spirituels- des survivants du génocide faisant office de témoins. Lors d'un précédent pèlerinage, un élève écrivit: Plus j'y réfléchis, plus je pense que les personnes qui ont traversé le génocide ont en eux quelque chose de divin, quelque chose au-delà de l'humain[14]. Les témoins leur racontèrent ce qu'ils vécurent dans les camps et les enseignements qu'ils en tirèrent. Leur présence donna au voyage une charge émotionnelle, une intensité, et aussi une indéniable dimension politique.

L'un d'eux, David Sarid, un enseignant à la retraite de Tibériade, dit aux élèves qu'il souhaitait que le génocide, et les valeurs libérales et humanistes qu'il enseigne, devienne le quatrième pilier de leur identité, avec la tradition juive, la terre d'Israël et le peuple juif. Il voulait leur faire une petite blessure, la taille d'un trou d'aiguille, afin de pouvoir leur transfuser une goutte de sang. Ainsi ils le transmettraient de génération en génération, jusqu'à la fin des temps. Au moment de sa déportation à Auschwitz, Sarid était plus jeune que les élèves qu'il accompagnait. Sur le site de la gare, il leur raconta comment on sélectionnait les prisonniers: ceux qui allaient mourir immédiatement, d'un côté, ceux qui iraient travailler de l'autre. Il fut décidé qu'il vivrait. Puis, les SS rassemblèrent les déportés et les emmenèrent au pas de course, jusqu'au camp. Soudain, Sarid, âgé d'une soixantaine d'années, se mit à courir dans le camp vide où se trouvait jadis les baraquements, et les élèves de l'école Masorti le suivirent en courant. Courez, courez disait Sarid, et ils coururent sans s'arrêter. Ce fut un moment ridicule et terrifiant. J'avais déjà vu Sarid agir ainsi avec un autre groupe, ainsi qu'il le faisait avec tous les élèves qu'il accompagnait. Ce jour-là, à Birkenau, la température était glaciale. Quand ils avaient froid, dit Sarid, les prisonniers se serraient les uns contre les autres. Venez, leur dit-il, et ils se collèrent les uns contre les autres et se balancèrent d'avant en arrière, doucement, comme s'ils priaient; quelqu'un se mit à chanter une prière traditionnelle. Par la suite, certains étudiants dirent qu'ils furent transportés.

À la synagogue de Cracovie, le soir de la visite à Auschwitz, Sarid lut aux étudiants une espèce de poème *Mon Birkenau*, accompagné à la flûte par sa femme. Il leur dit qu'il fallait se souvenir du génocide avec tristesse, mais qu'il fallait vivre dans la joie. Dans ses discussions avec les élèves, il rappelait toujours le massacre des gitans et, à Birkenau, il les emmena devant une petite plaque commémorative, unique monument élevé à leur mémoire. Il avait assisté à leur assassinat. Le peuple juif, leur dit-il, ne devait pas les oublier, tout comme le reste du monde avait le devoir de se souvenir des juifs. Orit Elidar, leur professeur, alluma une bougie devant la plaque.

Les autres survivants qui accompagnaient ce voyage étaient Matti Bayski et Myriam Yahav. Bayski était un homme robuste, originaire d'une ville voisine de Lodz. Il fut déporté à Auschwitz ainsi que dans d'autres camps. En Israël, il a été fonctionnaire du ministère de l'Éducation, chargé du programme de préparation des lycéens au service militaire. En route pour Maidanek, il me montra une lettre que lui envoya un élève après son premier voyage en Pologne: *Je vous remercie de m'avoir enseigné à aimer la vie et mon pays*.

Myriam Yahav, une survivante d'Auschwitz, de Maidanek et d'autres camps, s'occupa pendant des années d'une boutique de bougies à Beersheva. Elle raconta aux élèves des histoires terrifiantes que même Shalmi Barmor trouva insupportables et elle leur lut des poèmes dont elle est l'auteur, certains en yiddish. Soudain, tout disparut, il ne restait rien, moi seule, désolée. Et encore Un jour était une année. Où avais-je pêché ? Où donc ? Jusqu'à ce jour, je ne comprends pas comment c'est possible, comment j'ai survécu, justement moi. Comment suis-je sortie de l'horreur ? Au bas de ses poèmes, côté de son nom, elle inscrit habituellement son numéro de déportée, A/15755. Le seul devoir qui restait aux victimes, dit Myriam Yahav, était la vengeance, encore la vengeance et toujours la vengeance. Eliezer Lidovski, qui tenta dans sa jeunesse d'empoisonner les puits allemands, aujourd'hui pensionnaire d'une maison de retraite à Tel Aviv, me dit, lui aussi, qu'il regrettait de n'avoir pu agir davantage. Le monde regarderait Israël d'un œil différent, si le peuple jif avait su comment venger le sang versé, ajouta Myriam Yahav[15]. Quant à David Sarid, il dit aux étudiants qu'il ne fallait pas se venger ni éprouver de la haine, sinon il n'y aurait plus de place pour l'amour. Myriam Yahav déclara qu'une partie de sa vengeance fut assouvie par la pauvreté de la Pologne. Tout était si gris et si triste ici, dit-elle, lors de notre passage à Cracovie. Les juifs polonais assassinés durant le génocide, ont emporté la joie avec eux et, depuis lors, cette terre ne connaît plus d'allégresse. C'était cela sa vengeance.

Jusqu'au procès Eichmann, Yahav n'avait jamais parlé de ce qu'elle vécut. Depuis, elle considérait qu'il était de son devoir de le faire. Elle donne des conférences à des étudiants, des soldats, ainsi qu'à des prisonniers- la seule condition qu'il n'y ait pas d'Arabes. Évoquant le dispositif de la mort à Treblinka, elle dit: Tout était si bien organisé. Ils avaient de la culture. Pas comme les Arabes. Elle ne faisait pas de politique, répétait-elle; elle disait seulement ce

qu'elle ressentait. Les Arabes lui faisaient peur. Qu'y pouvait-elle- elle avait été là-bas. Quand elle travaillait à la boutique de bougies, elle voyait les Arabes venir tous les mois à la Sécurité sociale pour toucher leurs allocations familiales. Cela la révoltait; ils avaient tellement d'enfants. Ils aiment ça, me dit-elle, alors que nous descendions la rue Estherke. Estherke fut la maitresse juive de Casimir le Grand, le roi polonais qui régna au XIV^{e} siècle. Nous nous rendions à la synagogue de Rabbi Moshé Isserles, codificateur de la liturgie ashkénaze au XV^{e} siècle; c'était un samedi matin. Elle me dit combien il lui fut difficile d'être enceinte après le génocide, mais elle put finalement avoir deux filles et un fils. Un membre de sa famille mourut pendant la guerre des six jours. Un autre pendant celle de Kippour. Elle pensait qu'il fallait expulser les Arabes. Dans des camions ou autrement, comme ils le souhaitaient, mais qu'ils partent, dit-elle. Les élèves de l'école religieuse de Petah Tikva l'aimaient bien. Eux aussi parlaient souvent de la nécessité d'expulser les Arabes. Répondant à la place d'un garçon que je questionnais sur ce sujet, elle dit qu'il n'y avait aucune comparaison possible entre la déportation des arabes et celle des juifs. Les juifs n'avaient eu aucune intention de nuire aux non juifs.

Avant le voyage, une élève de l'école Masorti déclara que le programme des cérémonies avec prières et drapeau israéliens n'était pas à son goût. Elle pensait qu'on voulait les manipuler politiquement. Le génocide leur fut présenté comme un évènement n'appartenant qu'aux seuls juifs, alors que ce n'était pas le cas dit-elle. Les professeurs firent ce que les psychologues conseillent dans des situations aussi embarrassantes: ils proposèrent aux élèves d'en discuter. Un débat passionnant s'en suivit. L'élève qui souleva la question dit qu'elle ne voulait pas participer à des cérémonies mettant exclusivement l'accent sur son identité d'Israélienne. Les cérémonies- si elles étaient vraiment indispensables- devaient mettre en avant leur identité juive, ou mieux encore, leur identité d'êtres humains. Ses amis la contredirent. L'un déclara qu'il se rendait en Pologne pour verser des larmes, il préférait le faire comme Israélien et juif, plutôt que comme être humain seulement. Un autre ajouta qu'il ne fallait faire aucune distinction entre les identités juive et israélienne. Il ajuta que les nazis assassinèrent les juifs parce qu'ils étaient juifs, et non parce que c'était des êtres humains. Matan Meridor dit que sur le drapeau israélien figurent les symboles du peuple juif et qu'ils le représentent dans son ensemble. Pour sa part, il ne pouvait chanter de requiem pour les Gitans devant un monument à la mémoire des juifs, et il ne se rendait pas en Pologne à cause du génocide au Cambodge. Il ne voyait aucun inconvénient à mentionner l'assassinat d'autres communautés, mais il partait pour la Pologne au nom des six millions de juifs morts.

Cette discussion se poursuivit tard dans la nuit; elle fut parfois très émouvante, mais surtout éminemment politique. Les élèves purent se rendre compte que la mémoire du génocide n'était pas, comme le leur avait assuré, une manifestation de l'unité nationale, mais plutôt celle de la division de la société israélienne- entre gauche et droite, entre xénophobie et humanisme. Ce clivage est analysé dans l'étude que deux chercheurs behavioristes, Dan Bar On et Oron Sela, menèrent sur l'attitude des jeunes Israéliens à l'égard du génocide. Pour eux, cette polarisation de la vie politique rendait difficile l'intégration du génocide à la réalité israélienne, induisant inévitablement leur vision du génocide[16]. Ce chevauchement du passé et du présent se manifesta constamment pendant le voyage. Un vendredi soir, alors que nous marchions dans les rues de Cracovie, rentrant de la synagogue, plusieurs adolescents entonnèrent *La Chanson de la paix*, de Yaakov Rblit, écrite peu après la guerre des six jours, d'autres chantèrent une chanson des Bnei Akiva, le mouvement de jeunesse du parti national religieux, improvisant une phrase: *Expulsez les Arabes, rassemblez les juifs*.

L'opuscule du ministère de l'Éducation déclarait que la Pologne soutenait l'autodétermination des Palestiniens et les organisations terroristes palestiniennes, comme s'il s'agissait d'une seule et même chose, et comme si le droit à l'autodétermination n'était pas la prérogative universelle de toutes les nations. Ce texte n'avait de cesse de rappeler aux élèves que le génocide leur commandait de demeurer en Israël; il ne leur demandait pas de renforcer la démocratie, de combattre le racisme, de défendre les minorités et les droits de l'homme et de refuser d'obéir à un ordre manifestement illégal. Certaines recherches révélèrent le faible niveau de conscience démocratique des jeunes Israéliens. Une étude comparative à l'université Ben Gourion conclut que la conscience démocratique de la jeunesse allemande est considérablement plus élevée[17].

La plupart des Israéliens semblent manquer de l'optimisme nécessaire pour adopter l'enseignement humaniste du génocide, au point que certains préconisent, purement et simplement, l'oubli du génocide. Quelques mois après le déclenchement du soulèvement des Palestiniens dans les territoires occupés, Haaretz provoqua un débat public en publiant un article singulier de Yehuda Elkana, *Pour oublier*. Elkana dirigeait alors l'institut des sciences et des idées de l'université de Tel Aviv ainsi que l'institut Van Leer à Jérusalem. Il fut déporté à Auschwitz à l'âge de dix ans. Ce qui est arrivé en Allemagne peut arriver n'importe où, avec n'importe quel peuple, y compris le mien, écrivit-il. Mais il pensait aussi que de tels évènements pouvaient être évités par une éducation et un contexte politique approprié.

Cet article parut à la suite d'un nombre croissant de rapports concernant les excès commis par les soldats israéliens dans les Territoires occupés. Elkana connut tout cela dans le passé: *J'ai vu un bulldozer enterrer des êtres vivants, j'ai vu des soldats, perdant l'esprit, briser les mains des civiles, y compris celles des enfants**.

*Note du copiste: C'était sur ordre du prix Nobel de la paix, Itzhak Rabin, alors chef d'état-major des armées.

Il se demanda quelle était l'origine des actes perpétrés par les soldats israéliens dans les territoires occupés et il parvint à la conclusion que l'attitude de la société israélienne à l'égard des Palestiniens ne relevait pas de frustrations d'ordre personnel, mais d'une profonde peur existentielle* alimentée par une vision bien précise du génocide, tendant à faire du peuple juif l'éternelle victime d'un monde hostile.

*Réflexion du copiste: c'est aussi une peur existentielle qui induisit la réaction nazie, suite au génocide en Union soviétique de millions de chrétiens (catholiques et orthodoxes) sous la direction des commissaires bolchéviques juifs. Voir **deux siècles ensemble** de Soljenitsyne.

Je considère que cette vieille croyance, à laquelle tant d'Israéliens souscrivent aujourd'hui, constitue, paradoxalement, la tragique victoire d'Hitler, écrivit Elkana. Si le génocide n'avait investi si profondément la conscience nationale, le conflit entre les juifs et les Palestiniens n'aurait pas produit des réactions aussi aberrantes.

Comme d'autres avant lui, Elkana exposa les dangers inhérents au culte du souvenir:

Déterminer le rapport au présent et façonner, le future exclusivement en fonction des leçons du passé constitue une menace pour l'avenir de toute société souhaitant, à l'instar des autres pays, vivre dans une sérénité et une sécurité relative [...] L'existence même de la démocratie est mise en danger lorsque le souvenir du passé des victimes joue un rôle actif dans le fonctionnement politique. Les idéologues des régimes fascistes le comprirent fort bien [...] L'utilisation de la souffrance passée comme argument politique revient à associer les morts au processus démocratique des vivants.

Il concluait: Je ne vois pas de plus grand danger pour l'État d'Israël que la façon systématique dont le génocide est instillé dans la conscience des Israéliens, y compris chez deux qui ne l'ont pas subi et chez les générations d'enfants qui sont nés et grandit ici. Pour la première fois, je comprends la gravité de ce qu'on nous fit, lorsque pendant des décennies nous n'avons eu de cesse d'envoyer les enfants visiter Yad Vashem. Qu'espérions-nous que de jeunes enfants tirent de cette expérience ? Nous avons bloqué notre esprit, et même notre cœur, et nous avons déclaré: Souvenez-vous ! Et pourquoi donc ? Que peut faire un enfant de ces souvenirs ? Pour un grand nombre d'entre eux, les images d'horreur ont été une incitation à la haine. Souvenez-vous peut être entendu comme un vieil appel à la haine aveugle. Il est possible qu'une grande partie du monde se souvienne [du génocide]. Je n'en suis pas vraiment sûr et, de toute façon, cela ne nous concerne pas. Chaque nation, y compris l'Allemagne, décidera pour elle-même, en fonction de ses propres critères. Par contre, nous, nous devons oublier. Il n'y a pas d'attitude politique et pédagogique plus fondamentale pour les dirigeants du pays que d'affronter la vie, de se consacrer à la construction de notre avenir et de ne pas s'occuper, jour et nuit, du symbolisme, des cérémonies et de l'héritage du génocide. Le joug de la mémoire historique doit être extirpé de nos vies[18].

Les réactions au texte d'Elkana furent vives. Des articles intitulés *Pour le souvenir*, *Pour la connaissance*, *Le génocide de l'oubli*, parurent dans toute la presse. Israël Eldad, ancien dirigeant du Lehi, traita les propos d'Elkana d'atrocité morale, pédagogique et psychologique[19].

La question de la valeur du souvenir fut également débattue dans la salle des professeurs de l'école Masorti au moment où fut émise l'idée du voyage en Pologne. Quelqu'un objecta que l'on exposait les lycéens à une manipulation politique et affective peu souhaitable. Lorsque j'évoquai ce voyage avec Hanzi Brand, elle me demanda s'il était indispensable que ces jeunes aillent visiter de tels monuments en Pologne. Nous avons suffisamment de monuments aux morts ici. Le pays en regorge, me dit-elle. Yehudit Hendel n'était pas du même avis: De même qu'il est exigé de chacun qu'il serve dans l'armée, écrivit-elle, de même, on devrait demander à chacun de visiter Auschwitz[20].

Dans l'avion qui nous ramenait de Pologne, les hôtesses de l'air nous remirent des journaux relatant l'incident sanglant qui venait de se produire à Bakaa, un quartier de Jérusalem, où un Palestinien de Cisjordanie poignarda à mort trois Israéliens. De riches familles arabes habitaient autrefois Bakaa, elles fuirent en 1948 et furent remplacées par des immigrés juifs, dont certains, originaires des pays arabes et d'autres des survivants du génocide. Dans les années quatre-vingt, des cols blancs et des membres de professions libérales investirent le quartier, un grand nombre d'entre eux soutenaient le Mouvement pour la paix.

Outre les trois victimes, le terroriste Palestinien blessa un jeune garçon- le petit-fils d'Abba Kovner. L'une des victimes, un soldat, était un ancien élève d'Orit Elidar, à l'école Masorti. Le temps que, après avoir vu la photo du jeune homme dans le journal, l'enseignante se remette de son choc, nous atterrissions déjà. Sur un écran, apparut, un court film dont la musique d'accompagnement disait: *Notre terre à jamais, sur laquelle nous vivrons, advienne que pourra*. C'était les élèves ne rapportaient de Pologne que l'esprit des propos tenus par Moshé Dayan sur la tombe d'un soldat tué lors de l'affrontement dans la bande de Ghazza, en 1956 : *Les millions de juifs tués parce qu'ils étaient sans pays nous regardent depuis la poussière de l'histoire israélienne, et nous ordonnent de nous établir et de bâtir, une fois encore, une terre pour notre peuple*[21].

*

Quelques jours plus tard, les lycéens connurent leur troisième guerre. Ils étaient nés à l'époque de la guerre du Kippour, et ne pouvaient se souvenir que de la guerre du Liban. Ils feraient bientôt leur service militaire, et tout laissait penser que leur guerre serait l'intifada. C'est alors qu'éclata la guerre du golfe.

À l'instar des guerres précédentes, celle-ci ramena le génocide au premier plan de la conscience des Israéliens et ranima l'animosité à l'égard de l'Allemagne. Cette réaction était inévitable. On compara Saddam Hussein à Hitler; on pensait qu'il était en possession d'armes chimiques fabriquées avec l'aide de société allemandes. L'angoisse qui s'empara du pays était similaire à celle que les Israéliens ressentirent avant la guerre des six jours, lorsqu'au Yémen l'armée Egyptienne utilisa des armes chimiques mises au point, disait-on, grâce à l'assistance de scientifiques allemands. La presse israélienne débordait d'articles et de courrier associant l'Allemagne réunifiée et le troisième Reich. Une manifestation fut même organisée devant l'ambassade de l'Allemagne à Tel Aviv, au cours de laquelle, certains orateurs s'identifièrent aux survivants du génocide. Les rapports concernant la participation de l'Allemagne à la fabrication des armes chimiques irakiennes rouvrirent de vieilles blessures et réveillèrent des terreurs assoupies. L'organisation qui prépara le voyage, La marche de la vie, de jeunes Israéliens et de jeunes Américains sur les sites des camps d'extermination en Pologne publia un long communiqué adressé au gouvernement allemand: *Laissez-nous seulement vivre dans ce pays*, suppliait-elle[22].

Lorsque l'Iraq Lança ses missiles, le ministre allemand des Affaires étrangères s'empressa de faire parvenir un chèque aux Israéliens pour contribuer aux réparations des dommages causés. Mais cela ne fit pas bonne impression; les Allemands envoyèrent alors quelques batteries de missiles en renfort des missiles américains déjà postés en Israël. Lorsque la défense civile distribua des masques à gaz à la population, *Yediot Aharonot* publia un article de Noah Klieger, expliquant pourquoi il refusa le masque à gaz. Je n'ai pas survécu au camp de la mort d'Auschwitz et aux chambres à gaz de Birkenau pour, quarante ans plus tard, me trouver dans l'État juif indépendant muni d'un équipement contre un gaz conçu et fabriqué par les Allemands. Merci, trop peu pour moi[23].

Il est difficile de savoir dans quelle mesure ces réactions étaient des manifestations de peur profondément enracinées et en quoi elles ne faisaient que répéter un rituel relevant de la pure rhétorique. Quoi qu'il en soit, la guerre du golfe fit clairement apparaître que l'héritage du génocide échappait au lobby antigermanique des survivants du génocide et de leurs enfants et qu'il n'exigeait plus d'animosité contre l'Allemagne. Le génocide participait enfin de la réalité existentielle de l'ensemble des Israéliens.

L'angoisse qui régna en Israël lors du déclenchement de la guerre du golfe était vraie, et pour la première fois depuis la fondation du pays, elle relevait d'une crainte concernant des individus, des familles et non l'existence du pays lui-même. Israël, en tant que pays, n'était pas en danger; des centaines de milliers d'immigrés d'Union soviétique arrivaient en foule; c'était la vague d'immigration la plus importante et la plus prometteuse de l'histoire du pays. En outre, les Israéliens ne partirent pas au front et ne se réfugièrent pas dans les abris publics; ils passèrent cette guerre chez eux. Ce fut une expérience partagée par tous; les programmes de radio et de télévision renforcèrent le sentiment de communion nationale. La télévision israélienne diffusa un feuilleton américain sur le génocide, adapté du livre de Herrman Wouk, *War & Remenberance*, avec Robert Mitchum, John Gielgud et Topol. Ce feuilleton était financé par Tivol, l'usine de soja du Kibboutz Lohamei Hagetaot. Cependant, en dépit qu'ils affrontaient tous le même danger extérieur, et qu'ils étaient aux prises avec les mêmes peurs, au même moment, c'était comme si les sirènes aériennes, s'élevant et retombant dans un gémissement terrifiant, avaient fait éclater la société- chacun pour soi et pour sa famille, dans sa chambre étanche, seul avec son masque à gaz. Des milliers d'habitants de Tel Aviv abandonnèrent leurs maisons, herchant refuge dans des régions plus sûres du pays; depuis la reddition de Nitsanim, le mythe israélien n'avait pas subi de coup plus rude. Ceux qui restèrent chez eux se serrèrent les uns contre les autres. Jamais auparavant un si grand nombre d'Israéliens n'avaient partagé une expérience aussi juive.

ÉPILOGUE

En été 1990, je rendis visite au général Yossi Peled, alors commandant de la région nord, frontalière du Liban et de la Syrie1. Ses parents vécurent à Varsovie. Peled me dit qu'il ignorait totalement quel était la profession de son père. On lui dit qu'il était diamantaire- cela pourrait expliquer comment, peu avant la guerre, il réussit à fuir avec sa femme et ses deux filles jusqu'au centre des diamantaires d'Anvers. (Pour les Français, prononciation: Anverse). Son nom était Mendelevitch et, lorsque leur fils naquit en 1941, ils le baptisèrent du prénom de Jefke, le diminutif néerlandais de Joseph. La Belgique était déjà sous occupation nazie, et la condition des juifs ne cessait de décliner. Craignant le pire, les Mendelevitch décidèrent de confier leur enfant à une famille belge, de confession catholique. Peu après, les parents Mendelevitch furent déportés à Auschwitz.

Les parents nourriciers n'étaient pas jeunes; un de leurs fils était soldat dans l'armée belge. En dépit du fait que les Mendelevitch les avaient rémunérés, le couple avait vraisemblablement accueilli les enfants pour des raisons humanitaires, car le risque qu'ils prenaient était réel. Peled me dit qu'il se souvenait d'eux avec tendresse, comme d'un père et

d'une mère. Ils élevèrent les enfants dans la foi catholique. Ils récitaient les actions de grâce avant les repas et disaient leur prière avant de dormir. Le dimanche, ils allaient à l'église. Ainsi passèrent les années de guerre.

Son père fut tué à Auschwitz, mais sa mère survécut et retourna à Anvers le chercher. Il refusa de la suivre; il ne l'avait pas reconnue. Il s'avéra rapidement qu'elle ne pouvait pas s'occuper de lui, s'en défit à nouveau, et le confia, cette fois-là, à un orphelinat juif. Il avait six ans. On lui dit qu'il était juif et qu'il devait cesser de réciter les prières qu'il avait apprises. Il s'adapta avec beaucoup de difficultés, continuant à prier en secret, dans son lit, après l'extinction des lumières de l'orphelinat. En 1949, on emmena les enfants Mendelevitch en Israël, via la France. Leur mère ne les accompagna pas. Leur oncle, un étranger pour eux, les attendait au port de Haïfa et les emmena au kibboutz Negba. L'État d'Israël venait d'être crée, et la guerre d'indépendance touchait à sa fin. Yosef, ainsi qu'on l'appela désormais, avait presque huit ans.

Le kibboutz Negba s'étend à vingt kilomètres à l'est de la ville d'Ashkelon. Celle-ci fut fondée en 1939, par des immigrés de Pologne, membres de Hatshomer Hatsaïr.À cette époque,il n'existait pas en Palestine d'implantation juive située plus au sud qu'Ashkalon. Lorsque Yosef Mendelevitch et ses sœurs immigrèrent, Negba se remettait à peine des combats de la guerre d'indépendance et il représentait déjà l'un des symboles de l'héroïsme israélien. Les Egyptiens avaient lancé des attaques répétées contre le kibboutz, le faisant bombarder par leur aviation; mais ce dernier réussit à les repousser. Un opuscule, édité par le kibboutz, décrétait que la route de la vie passe par la guerre et par la fermeté, en toutes occasions[2]. Negba ne tarda pas à commander le Nathan Rapaport un énorme monument en bronze représentant deux jeunes gens musclés et une femme avec un foulard sur la tête.

Les enfants du kibboutz tourmentaient Yosef: c'était un réfugié, un orphelin, il ne savait que quelques mots d'hébreu, qu'il prononçait avec un accent dont il ne s'est jamais débarrassé. Yoskia, comme on l'appelait malicieusement, ne dit pas à ses persécuteurs que son père mourut à Auschwitz, mais lors de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Il leur mentit pour se faire accepter. Ce fut un moment très difficile: Yosef craignait sans cesse qu'on le déracinât à nouveau. Il n'éprouvait que méfiance et ressentiment. Son passé l'étouffait; pendant des années il le refoula.

En décembre 1945, Peled vit les deux films que le poète Haïm Gouri réalisa en collaboration avec Zako Erlich, sur le génocide. De son bureau de l'état-major israélien, il écrivit à Gouri. Il ressentait la nécessité profonde et impérieuse de partager avec lui quelques-uns de ses souvenirs d'enfance. Cette lettre fut écrite dans un brusque élan d'émotion, c'est un document singulier:

Hier, j'ai regardé *Le Visage de la révolte*, et la tempête de ma jeunesse s'est réveillée, portée par une vague d'émotion. Moi, né en enfer; moi, le bébé juif de six mois confié à une famille chrétienne pendant plusieurs années, l'enfant juif de six ans ramené au judaïsme par la brigade juive, aujourd'hui officier dans l'armée israélienne, regardant en arrière, je sens que je comprends d'où nous tirons, à notre insu ou non, la substance de l'héroïsme de cette nation.

Je voudrais, Haïm Gouri, que vous sachiez la chose suivante: parfois, quand je me retrouve seul avec moi-même, mes pensées me ramènent des décennies en arrière, et des bribes de souvenirs me reviennent. Des images: l'entrée des nazis dans une maison chrétienne pour y chercher des enfants juifs…un tronçon de voie ferrée…l'église…l'arrivée des alliés…une femme étrange (j'ai déjà six ans) que l'on me présente comme ma mère…mon refus de rentrer dans un restaurant à l'enseigne de l'étoile de David, sous les yeux de ma mère qui vient de revenir d'Auschwitz…Tous ces souvenirs qui me font parfois monter les larmes aux yeux, dont je sais, , même si je suis un adulte plein d'expérience ayant fait plusieurs guerres, que ce sont les larmes d'un enfant juif de quatre ou cinq ans.

En vieillissant, mon lien avec le passé s'est consolidé. Mon passé, qui est celui de notre nation, prend, chaque jour, plus de force et d'importance…Beaucoup de mes actions viennent de cette horrible période. Pour être honnête, je dirais que mon unique objectif est d'empêcher que le sort de ma famille et des six millions [de morts] ne devienne aussi celui de mes deux fils, nés en Israël[3].

Peled me dit imaginer aisément ce qu'une cure psychanalytique pourrait révéler mais, pour autant qu'il le sache, le génocide n'était pas à l'origine de sa carrière militaire. Le responsable de ce choix était son commandant de brigade, Mordechaï Tsipori, future ministre de Begin. Initialement, Peled n'avait aucune intention de demeurer dans l'armée après la période de service militaire obligatoire, mais Tsipori l'avait appelé et lui avait dit que l'armée israélienne manquait d'officiers; il lui avait demandé de rester six mois supplémentaires. Trente années étaient passées. J'envie les jeunes officiers qui, à l'âge de vingt ans, ont vu en rêve Theodor Herzl leur demander de rester dans l'armée afin de renforcer le mouvement sioniste, dit Peled, sarcastique. Herzl n'est jamais venu me visiter en rêve. Bien au contraire, ajouta-t-il, il lui fallut de nombreuses années pour accepter sa présence dans l'armée. Néanmoins, l'armée lui avait lancé un défi et donné des amis et une famille. On se mit à l'appeler Yossi, puis il changea son nom de famille en Peled (métal en hebreu). Il était proche d'Itzhak Rabin, chef d'état-major pendant la guerre des six jours, et actuel Premier ministre; il épousa l'une de ses collaboratrices et eurent deux fils. L'aîné ne lui posa jamais de questions, mais le cadet s'est toujours intéressé au génocide; Peled souhaitait qu'il se rende en Pologne.

En 1987, alors qu'il était ministre de la Défense, Rabin demanda à Peled de l'accompagner lors d'une visite en Allemagne de l'Ouest. Á Dachau, Rabin prononça un discours. Je voudrais vous dire, en ce lieu ci, que nous avons gagné, dit Rabin[4]. Tandis qu'il parlait, le général Peled détourna la tête et pleura. Deux ans plus tard, au cours d'une échauf-

fourée avec des commandos palestiniens dans le nord, deux parachutistes israéliens, sous les ordres de Peled, furent tués. Certains de leurs camarades se mirent à pleurer. Des journalistes entendirent Peled leur dire qu'il n'y avait aucune honte à cela. Mais le lendemain, le chef d'état-major, Dan Shomron, déclara que les vrais soldats ne pleurent pas. Quelle affirmation Stupide, me dit Peled. Pourquoi ne pas pleurer si on le désire ? L'important c'est de faire du bon travail. Ils ont pleuré leurs camarade disparus, la nuit suivante ils ont dû, à nouveau se battre, et ils l'ont fait. Celui qui en éprouve le besoin doit pleurer. Peled considérait la faculté d'exprimer ses émotions comme un signe de maturité. Il parlait en connaissance de cause; en grandissant, il perdit la dureté qu'il affectait lorsqu'il s'engagea dans l'armée trente ans plus tôt.

Peled me dit qu'il faisait souvent le même rêve: les nazis le pourchassaient, il se sauvait en courant dans une grande forêt. Cela ne s'était jamais produit dans la réalité. Mais, me dit-il, le génocide ne le préoccupait pas outre mesure. Parfois pourtant, devant ses étudiants, il se souvenait du jeune homme qu'il était à leur âge et il revivait la série de séparations qui avaient marqué sa vie du jour où ses parents l'avaient confié à cette famille d'Anvers. Lors d'un voyage en Belgique, invité par le chef d'état-major de l'armée, il survola la ville. Il put diriger l'avion jusqu'au quartier où il avait grandi, et repérer l'église dans laquelle il avait prié. Depuis juin 1967, il participa à toutes les guerres et combattu sur tous les fronts, mais autant qu'il pût s'en souvenir, il ne pensa jamais au génocide pendant une bataille. Peled me dit que certaines personnes dans l'armée pensaient sans doute qu'il essaya d'utiliser l'histoire de sa vie pour promouvoir sa carrière, il s'efforça donc de ne pas devenir un symbole. Mais son histoire est tellement spectaculaire, qu'elle devint, irrésistiblement, un emblème de la vitalité juive, et Peled le savait.

Quand i compris qu'il n'y avait aucune raison d'avoir honte de son passé , il autorisa la télévision israélienne à produire un film sur sa vie. Depuis, on ne cesse de lui demander de donner des conférences. Il accepte d'aller parler dans les écoles. Il dit aux élèves qu'il est difficile de savoir si la fondation de l'État d'Israël aurait pu empêcher le génocide. Mais ce dont il est sûr, c'est que le génocide a accéléré le processus de la création de l'État. En réalité, dit-il, ce pays a été bâti sur un plateau d'argent avec six millions de cadavres. Peled faisait référence à une expression attribuée Chaïm Weizman: aucun peuple ne reçoit son pays sur un plateau d'argent. Nathan Alterman s'en inspira pour écrire un poème, devenu un hymne, souvent cité lors des cérémonies à la mémoire des soldats disparus. Pour Alterman, le *plateau d'argent* sur lequel le pays fut offert à la nation, était un garçon ou une fille *ruisselant de la rosée de la jeunesse hébraïque*, membre de la génération des combattants de la guerre d'indépendance[5]. Quarante ans plus tard, le général de *l'armée juive*, comme il se plaisait à l'appeler, accablé durant toute son enfance par la morale Sabra, fait passer le *plateau d'argent* des mains des premiers Israéliens à celles des derniers juifs. Dans l'intervalle, les Israéliens avaient découvert leur judéité.

*

Pour les Israéliens, l'histoire est une obsession. Ce sont les descendants d'une nation qui a rejeté le présent, et laissé l'avenir entre les mains de la foi ou du destin. Le passé devient ainsi l'objet d'idolâtrie. Depuis le début des années 90, les Israéliens adorent *moreshehet hashshoah*- un terme étrange, signifiant *l'héritage du génocide*. L'histoire de Yosi Peled, comme celle de Yehel Di-Nur, (Ka-Tzetnik) est un exemple concret de la transformation spectaculaire de l'armée des Israéliens à l'égard du génocide. Le mépris que beaucoup de membres *du yishouv* avaient ressenti l'égard de la diaspora n'avait pas disparu pendant l'extermination. Il s'était, au contraire, accentué. Après la guerre, la condescendance, issue du remords et de la honte, que le *yishouv* avait manifestée aux survivants, engendra le grand silence des années 50, autour du génocide. En revanche, au cours des dernières décennies, il a constitué un élément majeur de l'identité israélienne, une préoccupation constante et d'une grande intensité. Cette soif de s'approprier le passé n'est, en réalité, pas moins problématique et sujette à contradictions, que le premier mouvement qui l'avait nié.

Il existe un certain nombre d'explications politiques et culturelles à l'intérêt puissant que portent les Israéliens au génocide. Ceux-ci diffèrent des autres nations dans le besoin qu'ils éprouvent de justifier – aux yeux du monde et à leur propre regard- leur droit d'exister. La plupart des pays se passent de telles justifications idéologiques. Pour Israël, elles s'imposent- en raison de la non)reconnaissance du pays par les États arabes voisins, et à cause du choix de la majorité des juifs de vivre ailleurs. Tant qu'il en sera ainsi, le sionisme restera sur la défensive. À l'instar de la promesse divine contenue dans la Bible, le génocide est un élément de justification idéologique pour la création de l'État d'Israël: serait ainsi confirmé l'argument sioniste selon lequel, n'étant en sécurité et ne jouissant de droits égaux que dans leur propre pays, les juifs doivent avoir un État fort, autonome et souverain. Cependant, les guerres israélo-arabes successives ont démontré que les juifs se trouvaient davantage en sécurité dans d'autres pays qu'en Israël. Qui plus est, l'extermination des juifs pendant le génocide constitua une défaite évidente pour le mouvement sioniste: les sionistes furent incapables de convaincre la majorité des juifs du monde de s'établir en Palestine avant la guerre quand ils en avaient encore le choix. Les dirigeants du *yishouv* auraient certes pu manifester davantage de compassion et d'intérêt pour le sort des juifs d'Europe, mais leurs possibilités d'action étaient restreintes. Face au plan d'extermination nazie, ils se trouvèrent dans l'impuissance.

Face à ces contradictions, le sionisme décréta que sa création avant le génocide aurait empêché la destruction du judaïsme européen. *Nous, soldats des forces de défense israéliennes, venues dans ce lieu cinquante ans plus tard, peut-*

être cinquante ans trop tard...avait déclaré le chef d'état-major, Ehud Barak, lors de sa visite à Auschwitz[6]. Le Premier ministre Itzhak Shamir dit: *La plus haute obligation de l'État d'Israël est de se tenir prêt à défendre le peuple juif partout dans le monde où le malin frappe*[7]. Au moment du sauvetage de plusieurs milliers de juifs éthiopiens en 1991, la réaction spontanée des Israéliens fut de penser: si seulement nous avions eu un pays pendant la seconde guerre mondiale, nous aurions pu sauver les juifs européens. Il s'agit bien sûr d'une affirmation idéologique, non d'une constatation historique; elle révèle la difficulté des Israéliens à séparer la rhétorique de la réalité.

Le génocide fut aussi un élément fondateur de la vision culturelle de l'entreprise sioniste. Les dirigeants du *yishouv* voulaient bâtir une nouvelle nation, libérée de deux mille ans d'oppression en diaspora. L'*homme nouveau* que le sionisme souhaitait engendrer était, en tous points, opposé au *vieux juif* persécuté, soumis et commerçant. La nouvelle société sioniste se voulait une avancée créative, socialiste et laïque; elle inculquait à ses enfants un orgueil souverain et la capacité de se défendre et de protéger leur honneur. Mais l'idéal sioniste était, lui aussi, entravé par la réalité: le *nouvel homme* manquait de profondeur; il n'avait ni passé ni lien avec l'histoire juive ou avec le vécu de la plupart des Israéliens.

Les fondateurs de l'État d'Israël firent renaître la langue hébraïque dans sa prononciation biblique et séfarade; ce qui ne réalisait qu'une part de leur rêve. La plupart des immigrés- les survivants du génocide- ne s'étaient pas établis en Israël pour échapper à l'exile, mais parce qu'aucun autre pays ne voulait les accueillir. C'étaient des réfugiés, non des sionistes idéalistes. Par conséquent, ils ne manifestèrent pas beaucoup d'enthousiasme pour troquer leur culture et leur identité de juifs pour l'improbable identité du *nouvel homme*. Il s'avéra très vite qu'il était impossible d'effacer deux mille ans d'histoire.

Au cours des années, la similarité entre le mode de vie dans l'État d'Israël souverain et l'existence traditionnelle des juifs en diaspora s'accrût. Le pays était isolé; sa religion, sa culture, ses valeurs et sa mentalité étaient différentes de celles de son environnement régional. Il vivait dans une insécurité constante. Afin de préserver l'existence même de leur pays, les Israéliens furent peu à peu contraints de reconnaître que celui-ci était fortement dépendant de l'aide extérieure, y compris de celle des juifs influents et fortunés à l'étranger. De plus en plus, la juridiction israélienne prend pour modèle la loi traditionnelle juive[8]. À l'instar des membres des communautés juives en diaspora, les juifs d'Israël ont une identité duelle. Ils sont Israéliens et juifs. Ils n'incarnent aucunement l'*homme nouveau*.

Tout cela explique pourquoi tant d'Israéliens se sont cramponnés à leurs racines juives. Il y eut ceux qui trouvèrent leur voie dans les cercles ultra-orthodoxes non sionistes. Et ceux que la singulière alchimie de la foi et du sionisme incita à s'installer dans les Territoires occupés pendant la guerre des six jours. Certains quittèrent le pays, choisissant, pour la plupart de rejoindre la plus grande communauté juive du monde, aux Etats-Unis. Beaucoup d'Israéliens reprirent leur ancien nom, qu'ils avaient hébraïsé, lors de l'immigration. Toutes sont des voies radicales et difficiles. Alors que l'appréhension affective et historique du génocide, elle, permet des retrouvailles beaucoup plus aisées avec la judéité, et n'oblige à aucune contrainte morale.

L'héritage du génocide est devenu, pour les juifs laïcs, une manière d'exprimer leur lien avec leur identité juive. Son importance s'accroit au fur et à mesure que les Israéliens deviennent plus *juifs* et moins *Israéliens*. Depuis les années 80, il ne se passe pas de jour sans qu'il ne soit question du génocide dans la presse. C'est devenu un thème central de la littérature et de la poésie, du théâtre, du cinéma et de la télévision. De temps à autre, apparaissent de nouveaux centres d'études du génocide, consacrés, entre autres, au désarroi des enfants des survivants. Dans les années 50 et 60, la forteresse de Massada, symbole de la révolte et de l'honneur hébraïque, était un lieu de pèlerinage des jeunes Israéliens; les soldats gravissaient ses flancs escarpés jusqu'au sommet où ils prêtaient serments à l'armée et recevaient leur premier fusil. Aujourd'hui, un grand nombre d'entre eux reçoivent leur première arme devant le mur des lamentations. Des dizaines de milliers d'écoliers ont visité les camps de la mort en Pologne et sont, tous les ans, plus nombreux à s'y rendre. À leur retour, neuf adolescents sur dix ont déclaré que ce voyage avait réaffirmé leur identité d'Israélien[9]. En 1992, une étude révéla que 80% des élèves reprenaient à leur compte l'expression *Nous sommes tous des survivants du génocide*[10]. Oded Peled, (sans relation avec le général Peled) un poète né en Israël écrivit: Maman, je suis avec toi Bergen-Belsen...Je suis toujours avec toi, ici- nous sommes là, toi et moi, et cette neige terrible qui ne nous quitte pas[11].

Le génocide est désormais aussi fondamental pour les juifs d'ascendance européenne (ashkénazes) que pour ceux des pays arabes (séfarades). Il est devenu une composante essentielle de l'identité israélienne, au point qu'un député druze, Zeidan Atshi, en revendiqua aussi l'héritage: il s'immisça dans un débat entre Begin et un autre député, qui avait abouti à la question du génocide. Begin lui demanda de ne pas se mêler de cette discussion. C'est *une affaire entre juifs*, décréta-t-il. Ashti (Atshi ou Ashti ?) en fut profondément blessé. Mais alors, qu'est-ce que je fais ici, protesta-t-il, comme si l'égalité des droits civiques dépendait du partage de l'héritage du génocide[12].

Aujourd'hui, ce sujet participe totalement du débat sur les valeurs fondamentales de la société israélienne. Certains estiment qu'il vaudrait mieux que les Israéliens oublient le génocide, car ils ne savent pas en tirer le véritable enseignement. De fait, le système éducatif et les commémorations officielles encouragent le développement d'un chauvinisme insulaire, et justifient, d'une certaine manière, tout acte destiné défendre la sécurité d'Israël, y compris la répression des populations palestiniennes dans les Territoires occupés. *Il est postulé que le génocide a prouvé la néces-*

sité d'un Israël fort, et que l'échec des autres pays à sauver le peuple juif pendant la seconde guerre mondiale, ne les autorisent pas à rappeler aux Israéliens des impératifs moraux, tels que le respect des droits de l'homme. Affirmer, comme le stipule l'idéologie sioniste, que le génocide était inévitable, identifier le juif à l'éternelle victime pourrait amener les Israéliens à conclure que leur existence dépend exclusivement de leur puissance militaire. Paradoxalement, la vision fataliste du génocide freine le rêve sioniste qu'Israël devienne une nation comme les autres, un pays comme les autres. Mais les inconvénients du culte du souvenir ne signifient pas que les Israéliens doivent oublier le génocide. Ils ne peuvent, ni ne doivent le faire, mais ils peuvent en tirer d'autres enseignements. Le génocide somme chacun de préserver la démocratie, de combattre le racisme et de défendre les droits de l'homme. Il renforce la légitimité de la loi israélienne selon laquelle un soldat a le devoir de désobéir un ordre manifestement illégal. Inculquer l'enseignement humaniste du génocide demeure une tâche difficile aussi longtemps que le pays continue d'assurer sa défense et de justifier son existence. Tel est le rôle du SEPTIÈME MILLION.

Fin.

Remerciements

Commes mes deux livres précédents, celui-ci a été écrtit l'invitation des éditeurs Domino Books à Jérusalem. Sa rédaction s'est avérée plus longue que je ne l'avais pensé. Ma gratitude va, en premier lieu, à deborah Harris, mon éditrice, mon agent et mon amie, pour la patience dont elle a fait preuve et les longs encouragements qu'elle m'a prodigués.

Je me suis servi de milliers de documents, dont certains sont inédits. C'est pour moi l'occasion de remercier les archives historiques de l'État d'Israël. J'y ai toujours reçu une aide généreuse et de précieux conseils. Mes remerciements aux responsables de ces archives: les Archives générales sionistes, les Archives nationales, celles de la Haganah, celles du partis travailliste, les Archives Ben Gourion, celles de l'Institut Lavon, les Archives Moreshet, celles de Hatshomer Hatsaïr, les Archivers Jabotinski, les Archives Weizman, l'institut de documentation orale de l'Université hébraïque, les archives de Yad Vashem, les Archives de la municipalité de Tel Aviv, les Archives Aviezer Yellin pour l'enseignement juif en Israël et dans la Diaspora, les Archives de Beit Hatefutsoth et du mouvement Kibboutz Hameouhad. Je souhaite exprimer également ma gratitude au département iconographique du bureau de presse gouvernemental, ainsi qu'aux Archives nationales à Washington.

Deux chapitres de ce livre ce réfèrent principalement à des documents d'une extrême importance, qui ne sont habituellement pas mis à la disposition de tous les chercheurs. Reuven Feuerstein, Yaakov Rand et Ada Oz de l'institut de recherches canadien Hdassah-WIZO, fondé par Aliyat Hanoar, m'ont autorisé à examiner leurs dossiers personnels concernant certains étudiants du mouvement de l'Aliya des jeunes, ainsi que les résultats de leurs propres travaux. Je suis reconnaissant au regrété Avner Rom, de la United Restitution Organisation Ltd. (URO), pour m'avoir généreusement permis de consulter ses dossiers personnels concernant les personnes ayant réclamé des réparations à l'Allemagne. Pour ce qui est de la documentation de l'Aliya Hanoar et de l'URO, le respect de l'anonymat des personnes citées était exigé, afin de préserver leur vie privée, c'est la raison pour laquelle, leurs noms ne figurent pas dans la référence des dossiers.

Les comptes rendus des débats à la Knesset, les textes des verdicts ainsi que les articles des journaux m'ont aidé à comprendre les variations des courants d'opinion de la société israélienne.

Je souhaite exprimer ici ma gratitude à un grand nombre de chercheurs et d'écrivains. Ils sont cités dans les notes et, ur certains, dans le corps même de l'ouvrage. Certains d'entre eux m'ont autorisé utiliser leur travail avant sa publication, je les en remercie particulièrement. L'athmosphère stimulante de la bibliothque nationale de l'Université hébraïque Jérusalem m'a été extrêmement bénéfique. Mes remerciements aussi aux conservateurs de l'excellente bibliothque de Yad Vashem.

Au cours de ma recherche, j'ai rencontré des personnes qui ont connu les évnements évoqués dans cet ouvrage. Je me suis, servi, en outre, d'un certain nombre d'entretiens que j'avais ménés dans le cadre de mes activités journalistiques. Je souhaite remercier ici Uri Avnery, Itzhak Arad, Hannah Arend, Gabriel Bach, David Ben Gourion, Hanzi Brand, Haïm Guri, Yehel Di-Nur (Ka-Tzetnik) William Hall, Isser Harel, Haïm Cohen, Eliezer Lidowsy, Rolf Pauls, Yossi Peled, Ehud Praver, Vicktor Frankel, Shimon Pérès, Gerhard Riegner, Dov Shilansky et Elie Tabin.

Je doid une immense gratitude aux survivants du génocide, dont lusieurs membres du kibboutz Lohamei Hagetaot, pour avoir évoqué avec moi l'horreur de leurs souvenirs. J'ai aussi beaucoup appris des étudiants dont j'ai suivi le voyage dans les camps d'extermination en Pologne.

Cinq amis ont lu les premières versions de mon manuscrit: Amos Elon, le Dr.Yehiam Weitz, Abraham Kushnir, le Dr. Eli Shaltiel et Avi Katzman. Haïm Watzman, qui a traduit ce livre en anglais, m'a également prodigué de préceux conseils.

Tom Segev

Grâce au concours d'Amit Rotbar et de David Friedländer, cette traduction du Septième Million, effectuée partir de son édition américaine- établie pour un public nonisraélien avec la collaboration de l'auteur-, s'est constamment référée au texte original hébraïque. Ma gratitude va également à Sylvie Mouchs et à Valérie Venet pour leur collaboration à la mise au point du manuscrit: à Malka Marcovitch et Emmanuel Halpérin, Anne Binder, Robert Fouques Duparc et Georges Hoffman, pour leur aide amicale. À Alexandre Koumas pour la paix de sa maison de Mytilne. Et à Nadia Tazi, Boris Hoffman et Christian Izorche pour leur présence et leur contribution décisive à ce travail. Merci Nadia Tazi, Boris Hoffman et Christian Isorche.

Eglal Herrera

Note du copiste: La longue liste de remerciements m'évite le fastidieux travail de copie des 75 pages de notes de référence.

Merci de ne pas m'en tenir rigueur.